LES 100 CONCEPTS DE LA GÉOPOLITIQUE



Flore **Gallois**

ellipses

Les 100 concepts de la géopolitique

Flore Gallois
Professeur agrégé d'Histoire

ellipses

ISBN 9782340-065703
©Ellipses Édition Marketing S.A., 2022
8/10 rue la Quintinie 75015 Paris



Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5.2° et 3°a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).
Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editions-ellipses.fr

Introduction

« Tout est géopolitique ».

Aujourd'hui, la « géopolitique » connaît un succès considérable. De nombreux événements dans l'actualité sont qualifiés de géopolitiques et on scrute leurs répercussions dans les rapports de force. Si l'emploi incessant du terme contribue à en diluer en partie le sens, c'est aussi une belle revanche pour une discipline vouée aux gémonies après 1945.

Géographes et historiens ont défini précisément cette discipline et sa méthode d'analyse au terme d'une longue évolution aux XIX^{e} et XX^{e} siècles. Les spécialistes de la discipline ont forgé progressivement une autre approche des relations internationales plus efficace que le simple récit d'une succession d'événements. L'approche géopolitique permet aujourd'hui l'analyse de phénomènes conflictuels complexe comme la compréhension des dynamiques de puissance qui animent de nombreux acteurs – étatiques ou non, locaux ou transnationaux – en progression constante dans un processus général de globalisation au tournant du XXI^{e} siècle. Mais au-delà des évolutions de la scène internationale, des permanences géopolitiques fondamentales demeurent (la géographie physique, comme les identités ou les enjeux d'appropriation des ressources). Loin de se restreindre à un seul facteur, l'analyse géopolitique s'affirme comme une science de la complexité qui permet d'analyser la plupart des grands enjeux d'hier et d'aujourd'hui. Cette polyvalence de la géopolitique explique en partie son retour en force au tournant du XXI^{e} siècle pour lire la complexité d'un ordre mondial en transformation permanente et répondre aux besoins de compréhension de la société. Les concepts de la géopolitique, ses acteurs, conflits et enjeux, anciens et nouveaux, sont présentés ici à l'aune de ces évolutions. L'objectif de cet ouvrage est ainsi de proposer une synthèse des travaux théoriques et des concepts clés des grands auteurs de la discipline, – classiques et contemporains –, en 100 articles et de montrer comment ceux-ci ont profondément renouveler les théories géopolitiques.

Cet ouvrage entend proposer plusieurs clés de compréhension de la géopolitique contemporaine à travers l'étude de l'évolution de ces concepts. Il est destiné à répondre aux besoins croissants de clarifier ces concepts géopolitiques à la croisée de disciplines variées (science politique, histoire, économie, droit, géographie). S'il peut se lire d'une traite, il est conçu principalement comme un outil pour analyser les sujets de géopolitique proposés aux lycéens et étudiants. Au sein de cet ouvrage, un système de renvois est proposé afin de permettre à la réflexion de se prolonger et une bibliographie succincte des spécialistes de chaque question est proposée pour approfondir chaque nouvel enjeu.

Penser la géopolitique : les concepts

Géopolitique

Le politologue Philippe Moreau-Defarges évoque en ces termes les évolutions importantes qu'a connues le concept de géopolitique depuis sa naissance : « *Dans la géopolitique classique, l'enjeu central est l'appropriation des territoires et l'État souverain est le seul acteur […] ».* Aujourd'hui, « *il ne s'agit plus seulement de s'interroger sur la répartition des emprises territoriales mais aussi d'appréhender les flux de toutes sortes, les configurations de forces qui en résultent. […] Ainsi s'esquisse une macro-géopolitique s'intéressant moins au partage des espaces qu'à leur mode d'utilisation, à leur gestion.* » (*Dictionnaire de géopolitique*, 2002)

Bien avant l'apparition de la discipline au XIX^e^ siècle, la géopolitique est pratiquée dans les faits. Guerriers, empereurs et conquérants utilisent les ressources naturelles et humaines du territoire convoité pour s'en emparer. Des rivalités de pouvoirs s'expriment dans toutes les sociétés et des stratégies géopolitiques sont déployées pour développer et conserver la puissance*, de la politique du *shah* de l'Empire* perse transformant les souverains des pays conquis en vassaux tributaires au V^e^-IV^e^ siècle av. J.-C. à la politique d'États-tampons des Ptolémée en Égypte avec la Chypre, la Cyrénaïque ou la Palestine du III^e^ au I^er^ siècle av. J.-C.

De grands stratèges réfléchissent aux conditions nécessaires au maintien de la puissance et aux rapports de force de Nicholas Machiavel, pour qui la politique c'est déjà la guerre, à Carl von Clausewitz. Ils livrent déjà les outils de base pour comprendre les défaites et victoires passées et mettre en place des stratégies futures. Le lien entre pouvoir et territoire est affirmé avec Napoléon Ier affirmant que « tout État fait la politique de sa géographie ». Cette citation se comprend comme la représentation que l'État se fait à un moment donné de sa géographie, mais aussi comme les moyens concrets (humains et économiques) dont il dispose pour l'appréhender (cité par Alexandre Defay, *La Géopolitique*, 2005).

À la fin du XIX^e^ siècle, des géographes allemands lancent le mot « géopolitique ». Cette discipline est d'abord comprise comme une simple contraction de la « géographie politique » qui étudie les relations entre l'espace* et le pouvoir et la manière dont les pouvoirs modèlent cet espace. Pour Yves Lacoste, la géographie politique est l'étape essentielle qui permet la formulation de la géopolitique. La notion évolue et désigne un savoir scientifique construit à part entière avec Friedrich Ratzel (1844-1904) dans son ouvrage fondateur : *Politische Géographie* (1897). Plusieurs facteurs réunis permettent l'émergence de cette discipline : des composantes scientifiques (scientisme et darwinisme), technologiques (inventions, nouveaux enjeux) et politiques (sentiment national, impérialisme*, colonialisme). Ses fondateurs ont en commun une formation en sciences naturelles les orientant vers un darwinisme social et une pensée de l'État* organiciste. Ils s'engagent également dans la construction d'une science nationaliste visant à légitimer un projet colonialiste ou impérialiste d'appropriation du monde.

Selon les périodes et les pays, la géopolitique connaît des évolutions théoriques différentes. Différentes écoles géopolitiques ont vu le jour depuis le XIX^e^ siècle avec des problématiques et angles de vue qui leur sont propres pour appréhender les rapports entre sociétés, espaces et pouvoirs.

L'école anglo-saxonne de *Geopolitics** développe d'abord des approches historiques et juridiques. Elle théorise en premier une science de la puissance* reposant sur la dialectique puissance maritime/puissance terrestre. Avec les concepts de *Sea Power**, de *Heartland** et de c*ontainment* (Voir Endiguement*), le géographe britannique Halford Mackinder (1861-1947) est considéré comme son fondateur. Son œuvre représente la référence géopolitique incontournable bien qu'il ne cherche pas à définir une discipline nouvelle. Son objectif était de rendre visible les tensions entre États sur la scène internationale. Pour Mackinder, les États sont entrés dans le système fermé de « l'âge post-colombien ». Tous les espaces étant appropriés, les tensions se multiplient comme les dangers menaçant l'Empire* britannique.

En réaction à ces théories anglo-saxonnes, l'école allemande est créée. Elle systématise l'emploi du terme *Geopolitik** formulé pour la première fois par le Suédois germanophile, Rudolf Kjellen (1864-1922). Ce professeur de sciences politiques forge le terme en 1905 dans *Stormakterna* (*Les grandes puissances*). Il définit la géopolitique comme « la science de l'État comme organisme géographique, tel qu'il se manifeste dans l'espace ». Cette « science politique […] veut contribuer à la compréhension de la nature de l'État ». Elle sert à éclairer les choix de politique étrangère des hommes politiques et les stratégies des militaires. L'acteur principal en géopolitique est l'État envisagé comme un « organisme » vivant. Le géopoliticien analyse les manifestations dans l'espace de l'État (sa situation, son organisation, sa taille…). Cette géopolitique « classique » analyse les politiques (étrangères principalement) en relation avec la géographie d'un État. Elle se développe ensuite dans l'entre-deux-guerres en Allemagne avec Karl Haushofer (1869-1946), professeur de géographie à l'université de Munich, fondateur de la revue *Zeitschrift für Geopolitik* (1924). Il développe notamment la théorie du *Lebensraum* comme espace* vital qui aurait inspiré Hitler dans *Mein Kampf*.

Cette définition classique a rapidement suscité des critiques, notamment de la part de l'école française*. Pour le géographe Albert Demangeon (1872-1940), « la géopolitique n'est pas autre chose que la géographie politique appliquée, nécessaire à la formation des hommes d'État et des diplomates ». Elle vise « les intérêts, non pas généraux et humains, mais proprement allemands […] » (« Géographie politique », dans *Annales de Géographie*, 1932). Dans le même temps, en France et en Amérique, se développe un courant déterministe, les relations internationales sont appréhendées sous la forme d'une géographie des ressources naturelles aux États-Unis et d'une géographie économique et humaine en France avec Albert Demangeon.

Après 1945, la géopolitique, compromise, est refoulée. Le mot même est proscrit après 1945 en URSS : Staline interdit l'usage du terme. La géographie des années 1950 et 1960 évolue donc dans un sens contraire voulant confirmer sa scientificité et son « indiscutabilité » (comme le rappelle Philippe Subra dans *Hérodote*, 2008). Elle s'inspire du structuralisme pour chercher des lois de l'espace permettant de généraliser des champs de force, des interactions spatiales comme la gravitation, la polarisation, la diffusion. Durant la Guerre froide, la géostratégie* est préférée. La critique de la géopolitique allemande et l'implication des États-Unis dans la guerre ouvrent la voie aux recherches géostratégiques. Pour satisfaire les besoins et la sécurité des États, les moyens militaires essentiellement sont envisagés et appliqués. Dans la Guerre froide, le triomphe de la dissuasion nucléaire* dominant dans les discours semble reléguer au second plan les considérations traditionnelles de la géostratégie (superficie, distance). Les facteurs de la puissance sont remis en cause par le « pouvoir égalisateur de l'atome » (expression du général français Poirier). Le fait géographique se réduit de plus en plus dans l'élaboration des doctrines militaires à l'âge des missiles et du nucléaire. Les considérations balistiques l'emportent sur le déterminisme géographique. Le pouvoir des États, leurs relations, ne sont plus déterminés uniquement par le milieu naturel. Ainsi, à cette géopolitique classique matérialiste succède une réflexion inspirée du réalisme, pragmatique, au temps de la Guerre froide.

Cependant, après 1945, même si les relations internationales sont renouvelées complètement, la « menace globale » représentée par la puissance continentale* russe justifie la répétition périodique aux États-Unis des concepts de Mackinder qui reste considéré comme la figure principale de la géopolitique. Avec Nicholas Spykman (1893-1943), autre spécialiste américain d'origine hollandaise, la problématique de Mackinder est reconsidérée. Spykman développe une peur contraire : celle de l'unification des terres périphériques du *Heartland,* le *Rimland**, avec une Europe dominée et ralliée aux puissances littorales de l'Eurasie. En 1997 encore, le professeur de relations internationales Zbigniew Brzezinski (1928-2017) actualise les schémas de Mackinder et Spykman et appelle au renforcement de la présence américaine au Proche-Orient, en Asie centrale, dans les Balkans et en Europe de l'Est.

Dans les années 1970-1980, les politiques, comme les citoyens, aspirent à mieux comprendre les conflits contemporains et leurs enjeux. La « nouvelle géopolitique » marque le renouveau de la géopolitique. En 1976, Yves Lacoste lance la revue *Hérodote* dont le but est de réhabiliter la géopolitique. Utilisant la cartographie, il met en avant des concepts nouveaux comme les « représentations » de l'espace. Dans *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre* (1976)*,* Yves démontre les liens unissant géopolitique et exercice du pouvoir. Avec des conflits complexes comme la guerre du Viêt Nam ou la guerre civile entre les Khmers rouges et les Nord-Vietnamiens, le recours à la géopolitique est à nouveau légitimé. En 1979, le terme réapparaît dans les médias en France au sujet de ce conflit territorial opposant deux États communistes, le Vietnam et le Cambodge. Les difficultés pour comprendre ce conflit entre communistes nécessitent alors un recours à la géopolitique et au temps long.

Dans les années 1990, la chute de l'URSS n'entraîne pas la disparition des préoccupations géopolitiques américaines, mais ouvre la voie aux théories conservatrices et néo-culturaliste du « nouvel ordre mondial », oscillant entre homogénéisation des conflits par l'hyperpuissance américaine et crainte de « l'anarchie à venir » et du C*hoc des civilisations**. La géostratégie américaine au tournant du XXIe siècle a deux objectifs majeurs : prolonger le moment unipolaire en entretenant un équilibre eurasiatique et en contenant la montée de tout concurrent potentiel ; prévenir et éradiquer les nouvelles menaces terroristes. La pensée géopolitique suit ainsi les évolutions de la puissance mondiale depuis la conquête du monde par les puissances européennes à la constitution d'États-Empires comme les États-Unis. Tout au long du XXe siècle, elle a répondu aux besoins de comprendre les évolutions des relations internationales.

Les critiques de la géopolitique sont nombreuses, hormis celles, traditionnelles, concernant la récupération nazie de la géopolitique classique. Les géopoliticiens actuels, en premier lieu, reprochent à la géopolitique classique l'approche darwiniste de l'évolution des États. Cette conception organiciste de la géopolitique admet que ces États entrent en concurrence, grandissent et déclinent. La géopolitique est alors vue comme un instrument entre les mains des politiques et stratèges pour conduire les États à leur expansion territorial maximum, puis maintenir leur puissance. Elle est un savoir opératoire plus qu'un savoir scientifique. Cette critique est très présente chez Philippe Moreau Defarges dans son *Introduction à la géopolitique*. Pour les distinguer des géopolitologues qui comprennent et discernent, Emmanuel Fabre propose le terme de « géopoliticiens » pour désigner ces hommes qui sont aussi acteurs de la géopolitique (« De la géopolitique. Le point de vue des dictionnaires de géopolitique »). Ensuite, la prise en compte de la seule échelle étatique empêche la prise en compte des autres phénomènes qui affectent les territoires à d'autres échelles. Cette dimension uniscalaire ne permet pas d'appréhender les questions complexes nouvelles posées par la mondialisation*, comme les tensions centrifuges (revendications régionalistes*). Enfin, aujourd'hui, le terme semble galvaudé. Le succès du mot a desservi la notion, utilisée comme synonyme de politique, géographique ou stratégique. Yves Lacoste rappelle ainsi que ce terme doit être utilisé uniquement pour désigner l'analyse d'une rivalité, d'un conflit ou d'un litige sur un territoire, petit ou grand, entre des pouvoirs qui peuvent être très différents (des États aux bandes ou tribus). Ces rapports de force entre acteurs sont étudiés dans la géopolitique actuelle à toutes les échelles, du local au global.

Si de nombreux géographes ou historiens pratiquent la discipline en prenant en compte les dimensions et les multiples caractéristiques géographiques de chacun des territoires qui sont enjeux de conflits, la géopolitique n'est pas synonyme de « géographie politique ». La géographie du fait politique se distingue de l'étude des rapports de force entre acteurs. Stéphane Rosière définit ainsi les deux disciplines : alors que la géographie politique est « la description et l'étude du cadre politique » (constitué de territoires, réseaux, pôles et lieux symboliques), la géopolitique est vue comme « l'étude de l'espace considéré comme un enjeu » (pour lequel les rapports de force entre acteurs s'exercent).

La géopolitique contemporaine présente au terme de ces évolutions des caractéristiques différentes. Elle est d'abord une science pratique. Pour Aymeric Chauprade et François Thual, « La géopolitique est d'abord une pratique, celle de la réalité des peuples et des États ». Elle doit tendre vers une recherche de l'objectivité grâce à une méthode solide et scientifique. Pour Yves Lacoste, « la méthode est de classer par ordre de grandeur les multiples ensembles de toute taille qu'il faut prendre en compte et de représenter ces différents ordres (du local au planétaire) comme une série de plans superposés » (*La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre,* 1976). Philippe Moreau Defarges parle d'une « triple complexification de la géopolitique : centrée sur les "grands", elle descend vers les "petits" (microgéopolitique) ; axée sur les masses, elle s'intéresse aux réseaux ; n'appréhendant traditionnellement que ce qui est immobile (les peuples identifiés à un territoire), elle cherche à saisir ce qui bouge : les flux, les migrations. L'appareil photo se fait caméra. ». La géopolitique se définit ainsi comme l'étude multiscalaire des conflits entre acteurs. Les échelles d'analyse se multiplient comme les acteurs et les objets de la géopolitique qui ne sont plus réduits aux États et à leurs rapports. La géopolitique est étendue aujourd'hui aux nouvelles formes de territoires comme le cyberespace, où acteurs étatiques et économiques déploient leur influence et s'affrontent. Enfin, l'analyse géopolitique reste ancrée dans la longue durée braudélienne. L'analyse des situations géopolitiques requiert d'avoir usage à la diachronie (évolutions à travers le temps).

Aujourd'hui, la fin du monde bipolaire et la mondialisation actuelle ont complexifié et multiplié les enjeux et tensions géopolitiques. Les universités et centres de recherche multiplient en conséquence les sections géopolitiques pour répondre au besoin croissant d'analyse géopolitique pour comprendre le monde.

🕮 Références

- Aymeric Chauprade, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 2001.
- Emmanuel Fabre, « De la géopolitique. Le point de vue des dictionnaires de géopolitique », *Cybergeo : European Journal of Geography*, mis en ligne le 10 février 2004.
- Yves Lacoste (dir.), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, 1993.
- Pascal Lorot, *Histoire de la géopolitique*, Economica, 1995.
- Philippe Moreau-Defarges, *Introduction à la géopolitique*, Seuil, 1994.
- Claude Raffestin, *Géopolitique et histoire*, Payot, 1995.
- Stéphane Rosière, *Géographie politique et géopolitique*, Ellipses, 2003.
- François Thual, *Méthodes de la géopolitique*, Ellipses, 1996.

➢ Voir entrées

Géostratégie, *Geopolitik*, *Geopolitics,* École française, Puissance maritime, Puissance continentale, *Rimland*, Espace, Endiguement, *Choc des civilisations*,

Géostratégie

« *La guerre est un art simple et tout d'exécution* » selon la formule de Napoléon Ier.

Encore inconnue du public jusque dans les années 1980, la géostratégie est aujourd'hui médiatisée à l'image de sa grande sœur, la géopolitique*. La paternité des concepts de géostratégie, comme de la géotactique, est attribuée au général piémontais Giacomo Durando au début du XIXe siècle (Voir *Stratégique* n° 58, 1995-2). Les stratèges élaborent alors en fonction du terrain une géostratégie comprise comme une stratégie des États. Terme flou, la géostratégie est ainsi souvent confondue avec la géographie militaire, la géotactique ou la géographie militaire.

Dès l'Antiquité, les stratèges grecs ou romains font de la géostratégie pour préparer le renseignement, la défense et conduire la guerre. La géographie militaire a ensuite été plusieurs fois renouvelée avec les innovations cartographiques : de la boussole aux systèmes de projection géographique, à l'image aérienne et satellitaire. Le GPS a augmenté la réactivité des cartographes militaires et permis les frappes « chirurgicales* ». Cette cartographie s'est étendue aux espaces sous-marins, aériens et spatiaux alors que les intérêts guerriers pris en compte évoluent. D'abord concentrés sur une connaissance fine de lieux jugés stratégiques (villes, routes, ports, ponts, cols, détroits…), aujourd'hui, de nouveaux facteurs sociaux, économiques et des ressources naturelles (eau*, énergies*, ressources minières*…) prennent une importance croissante avec les nouveaux conflits*, nouvelles menaces et nouveaux risques* (crises environnementales…).

Comment distinguer la géostratégie de la géographie militaire ? Le terme de géostratégie dérive de « stratégie ». Si la géographie militaire est comprise comme une technique d'analyse qui permet aux stratèges de préparer la conduite de la guerre en s'appuyant sur la connaissance géographique, la géostratégie étudie de manière plus globale les implications politiques et militaires des situations géographiques (ressources, frontières*, espaces maritimes*). La géostratégie contemporaine dans la mondialisation actuelle devient une stratégie de la complexité. La géostratégie, parfois présentée aussi comme une stratégie « unifiée » (terre, mer, air), est pensée à l'échelle mondiale. « On pourrait dire, en simplifiant, que la géographie militaire raisonnait d'abord en termes de terrain et de fronts, alors que la géostratégie raisonne en termes d'espace et de réseaux, les fameux C4I américains (*Command, Control, Communication, Computer and Intelligence*) ; que la géographie militaire était descriptive et statique, alors que la géostratégie se veut prescriptive et dynamique. La géostratégie, finalement, est sœur de la stratégie nucléaire. Elle essaie de rendre compte de la mutation de la stratégie de l'action, tandis que la stratégie nucléaire analyse l'apparition de la stratégie de dissuasion. » Le terme géostratégie est compris comme une analyse des rapports de force sur les « grands espaces », elle se confond avec la stratégie des États dont le but est d'« évaluer les capacités globales d'un État ou d'une zone » (Hervé Couteau-Bégarie).

Comment distinguer géostratégie et géotactique ? L'approche tactique se concentre à l'échelle locale. Elle vise à déterminer l'action des armées sur un « théâtre d'opérations ». L'approche stratégique repose sur la géographie à une échelle plus petite (région, État, continent, monde) et permet de coordonner l'action sur les différents théâtres d'opération. La stratégie permet ainsi d'appréhender l'effet produit par les opérations d'un théâtre sur les autres, quand la tactique se résume à l'application locale de cette stratégie.

Comment distinguer géostratégie et géopolitique ? Ce débat, loin d'être clos, est révélateur des interrogations nombreuses sur le sens de la géostratégie. Pour Stéphane Rosière, comme Martin Motte, une des causes de la confusion entre géostratégie et géopolitique est la réputation sulfureuse de la seconde avec la récupération de la géopolitique classique par le régime nazi. La géopolitique étant proscrite après 1945, la géostratégie est mise en avant systématiquement par les Américains. Stéphane Rosière, comme d'autres, constatant le flou des définitions et leurs proximités propose de fixer le champ de chacune des disciplines de manière claire. La géopolitique, c'est « l'espace en tant qu'enjeu » – le territoire est l'enjeu des rivalités étudiées. Alors que la géostratégie est comprise comme « l'espace en tant que théâtre », lieu d'affrontement des forces armées, elle se concentre sur les aspects militaires et leurs conséquences sur l'enjeu des ressources naturelles. La géostratégie est ainsi plus concrète que la géopolitique. La géopolitique est d'abord civile, politique, objet de débats, tandis que la seconde est militaire et ne peut être l'objet de débats, les acteurs qui en font l'usage sont militaires.

La continuité entre la géopolitique et la géostratégie reste cependant affirmée. Un problème géopolitique devient géostratégique s'il y a conflit, tandis que le niveau stratégique n'annule jamais la dimension politique fondamentale. La géostratégie est ainsi souvent considérée comme un développement spécifique de la géopolitique. Selon Hervé Couteau-Bégarie, la géostratégie ne se suffit pas à elle-même et n'est définie que par référence à sa « sœur aînée », la géopolitique. Le contre-amiral Pierre Célérier dans *Géopolitique et géostratégie* (1955) affirme également que « la géostratégie, sœur cadette de la géopolitique, forme avec elle un diptyque homogène qui offre ainsi au politique et au militaire une même méthode d'approche de problèmes nécessairement connexes dans le monde actuel ».

Comme tout concept, la géostratégie n'échappe pas aux critiques. Roger Brunet dans *Les mots de la géographie* critique l'ajout du préfixe « géo », tautologique selon lui. « Au sens restreint et originel de stratégie (conduite des armées en campagne), le préfixe serait inutile puisque par définition une stratégie se déploie dans l'espace ». Le général Lucien Poirier également, dans sa postface aux *Transformations de la guerre* du général Colin, critique sa pertinence : « L'espace est l'une des catégories usuelles de la pensée stratégique, laquelle s'inscrit dans la dimension "géo". Dire géostratégie est tautologique. » Membre éminent du groupe fondateur de la stratégie nucléaire française, le général Poirier s'est préoccupé dans ses derniers écrits de la place qui incombait, depuis le bouleversement de 1989, à la stratégie militaire dans la stratégie globale qu'il appelle « intégrale ». Cependant, Hervé Couteau-Bégarie fait la distinction entre stratégie totale (relevant d'une vision politique globale) et stratégie générale militaire. La première implique, selon lui, des modes de « mise en œuvre » multiformes d'enrôlement de la société, de mobilisation financière, économique, politique et diplomatique, autant de paramètres qui ne sont pas géographiques.

La géostratégie est ainsi avant tout une pratique concrète : une action militaire, menée sur plusieurs théâtres d'opération locaux avec comme enjeux des espaces et leurs ressources. Si cette définition a essentiellement une portée militaire, elle est de plus en plus utilisée pour étudier des phénomènes non militaires sources de conflits (sur internet par exemple). Avec les nouveaux conflits (cyberguerres*, guerres de l'information*, crime organisée*…), la géostratégie est utilisée dans de nouveaux contextes. Se pose toujours la question de l'adaptation de ce concept et de sa distinction avec la notion de géopolitique.

🕮 Références

Pierre Célérier, *Géopolitique et géostratégie*, PUF, 1955.

Aymeric Chauprade, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 2003.
Hervé Couteau-Bégarie, *Traité de stratégie*, Economica/Institut de Stratégie Comparée, 2002.
Martin Motte, « Géostratégie », dans *Dictionnaire de stratégie*, Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), PUF, 2000.
Stéphane Rosière, « Géographie politique, géopolitique et géostratégie : distinctions opératoires », dans *L'Information Géographique*, vol. 65, n° 1, 2001.

➢ Voir entrées

Géopolitique, Guerre, Guerre chirurgicale, Conflits.

Géoéconomie

« *Les capitaux investis ou drainés par l'État sont l'équivalent de la puissance de feu ; les subventions au développement des produits correspondent aux progrès de l'armement ; la pénétration des marchés avec l'aide de l'État remplace les bases et les garnisons militaires déployées à l'étranger, ainsi que "l'influence diplomatique" […] quand l'État intervient, lorsqu'il encourage, assiste ou dirige ces mêmes activités, ce n'est plus de l'économie "pur sucre", mais de la géoéconomie.* » affirme Edward Luttwak dans son ouvrage choc *Le rêve américain en danger*, traduit et publié en France en 1995.

Dans le cadre de la mondialisation*, l'analyse géoéconomique est complémentaire de la géopolitique. L'intégration d'analyses économiques et commerciales devient essentielle pour analyser l'évolution du monde alors que les luttes politiques s'inscrivent de plus en plus dans l'économie.

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution à un niveau global : la fin de la Guerre* froide, la fin de conflits* directs et frontaux, la pacification des échanges internationaux, la puissance* douce qui s'exerce sans recours à la coercition, l'ouverture des frontières*, la libéralisation des échanges, les progrès technologiques, l'apparition de FMN* aux stratégies mondiales, les politiques de conquêtes des marchés extérieurs des États, les prises de contrôle de secteurs d'activités stratégiques (Voir Guerre économique*, embargo*). Les exemples sont nombreux dans l'histoire d'utilisation de l'économie à des fins politiques bien avant la naissance de cette discipline nouvelle. L'exemple de la construction européenne en témoigne : en 1951, avec la CECA, le choix est fait de construire une intégration économique à des fins politiques (Claude Monnet formalisant sa « politique des petits pas »).

À la croisée des sciences économiques et de la géopolitique, la géoéconomie étudie la dimension spatiale, temporelle et politique de l'économie. Il s'agit d'une géoscience au même titre que la géosociologie (comprise comme l'étude des relations entre espace et institutions sociales) ou la géopolitique* (relations entre espace et institutions politiques). Issue de la géopolitique et de la stratégie, cette nouvelle discipline est développée dans les années 1990 par Edward Luttwak. Il crée ce terme pour indiquer que les enjeux de pouvoir entre États* se déplacent de la sphère politique à la sphère économique. Son ouvrage majeur, *Le rêve américain en danger*, publié aux États-Unis en 1993, fit grand bruit. Il y dénonce la stratégie économique du Japon qui ne respectait pas les règles du libre-échange dans la compétition économique mondiale. Selon lui, cet affrontement est d'ordre stratégique et politique avant tout car les manœuvres commerciales japonaises portent atteinte à la sécurité nationale américaine.

Les logiques géoéconomiques sont proches des logiques des conflits militaires. Selon Edward Luttwak, le concept de géoéconomie renvoie à « la logique des conflits traduite dans la grammaire du commerce ». Le but est de « conquérir ou de préserver une position enviée au sein de l'économie mondiale » en tentant d'acquérir une suprématie technologique et commerciale. La logique géoéconomique diffère en cela de la géopolitique pour qui le but est le contrôle de territoires. L'arme économique remplace l'arme militaire pour les États désireux de maintenir et développer leur puissance. Les nouvelles armes de la puissance sont le contrôle des matières premières dont il faut garantir la régularité et la stabilité des coûts, la qualité de l'appareil industriel, le contrôle de la monnaie (dollar, euro, yen), la fiscalité et les logiques de régulation pour collecter le plus de revenus possible, la capacité d'innovation technologique et l'avancée scientifique, les infrastructures – notamment de transports – dans un seul but d'utilité nationale. Les sanctions économiques comme l'embargo sont de plus en plus utilisées.

Pour Pascal Lorot, chef de file en France de cette discipline (il crée en mars 1997 la *Revue française de Géoéconomie*), l'approche géoéconomique permet une approche plus fine de la notion de puissance en analysant les stratégies économiques dans les rivalités de pouvoir. « La géoéconomie s'interroge sur les relations entre puissance et espace, mais un espace "virtuel" ou fluidifié au sens où ses limites bougent sans cesse, c'est-à-dire dans un espace affranchi des frontières territoriales et physiques caractéristiques de la géopolitique ».

Ces premières approches géoéconomiques des relations économiques font l'objet de critiques. Pour Pascal Lorot, l'approche d'Edward Luttwak fait de ces stratégies géoéconomiques l'arme des seuls États développés qui ont renoncé à la guerre entre eux (Triade*). Mais des pays industrialisés non-membres de la Triade comme les Émergents* d'Amérique du Sud et d'Asie mettent en œuvre des stratégies géoéconomiques pour s'affirmer sur la scène internationale. Le concept de géoéconomie est plus global aujourd'hui et ne se limite plus aux seuls pays occidentaux.

Si cette discipline fait la part belle à de nouveaux acteurs autres que les États, la perspective principale d'analyse reste celle des États soucieux de maintenir ou augmenter leur puissance (*hard power*). Si les stratégies géoéconomiques au sein des appareils d'États prennent une place grandissante, de nombreux *think tank* et instituts s'emparent de la question. Cependant, les stratégies des FMN* semblent se développer en-dehors des cadres nationaux. Les intérêts de ces entreprises ne se superposent pas aux intérêts de leur État d'origine et des contradictions peuvent émerger entre les stratégies géoéconomiques des États et celles des FMN, dont les finances et activités sont parfois opaques.

Certains auteurs ont voulu voir dans l'avènement de la géoéconomie la fin de la géopolitique annoncée au XXI^{e} siècle. Or, si entre États occidentaux les conflictualités se déplacent le plus souvent sur le terrain économique, l'évolution des conflits actuels montre que les revendications territoriales, notamment pour le contrôle des ressources, n'ont pas disparu. La géopolitique reste d'actualité.

🕮 Références

- Eugène Berg, « Un tour du monde géopolitique ou géoéconomique ? », dans *Géoéconomie*, n° 63, 2012/4.
- Pascal Lorot, « De la géopolitique à la géoéconomie », dans *Géoéconomie*, n° 50, 2009/3.
- Edward Luttwak, *Le rêve américain en danger*, Odile Jacob, 1995 (trad. fr.).

➢ Voir entrées

Géopolitique, Guerre économique, Embargo, FMN, État.

Geopolitik, l'école allemande

Michael Korinman rappelle comment Haushofer distingue géographie politique et géopolitique après 1918 dans *Quand l'Allemagne pensait le monde* (1990) : « *Haushofer distingue maintenant entre la géographie politique, qui étudie la distribution du pouvoir étatique à la surface des continents et les conditions (sol, configuration, climat, ressources) dans lesquelles ce pouvoir s'exerce d'une part, et la géopolitique qui se donne pour objet "l'activité politique dans un espace naturel d'autre part"* ».

La notion de géopolitique se construit en Allemagne avec l'œuvre fondatrice de Friedrich Ratzel (1844-1904). Elle donne naissance à l'École de Berlin. La géopolitique reprend un certain nombre de concepts et de théories de la « géographie politique » de Friedrich Ratzel.

Cette *Geopolitik* naît en même temps que le II^e^ Reich (1871-1918) proclamé à Versailles. Le II^e^ Reich, monarchie parlementaire autoritaire, cherche alors à renforcer sa puissance, tout en construisant l'unité allemande. À la suite des analyses de Friedrich Ratzel, universitaires et militaires mettent au point des analyses géopolitiques au service de l'Allemagne qui connaît alors une forte croissance démographique et économique et tourne son regard vers d'autres territoires. Le contexte scientifique a également fortement influencé la *Geopolitik :* les approches naturalistes et déterministes du géographe Carl Ritter (1779-1859), la pensée hégélienne diffusée par son disciple, le philosophe de la technique Ernst Kapp (1808-1896), ou encore le darwinisme social avec le biologiste Ernst Haeckel (1834-1919, père de l'« écologie »). Ratzel a ainsi à l'origine une formation de biologiste et a été influencé par les écrits du naturaliste Charles Darwin (1809-1882). Il analyse l'État* en rapport avec sa géographie. Pour Ratzel un État se conduit comme un organisme vivant : pour prospérer il a besoin de ressources et de s'étendre. L'État est « comme un être vivant qui naît, grandit, atteint son plein développement, puis se dégrade et meurt » (*Politische Geographie*, 1897).

La notion de déterminisme physique est centrale dans la *Geopolitik*. Ce déterminisme amène Ratzel à penser que l'Allemagne est naturellement poussée à s'étendre sur l'Europe centrale et orientale, la *Mitteleuropa*. Du fait de sa puissance continentale, l'Allemagne est amenée à jouer un rôle mondial et doit, de fait, participer au partage colonial. À partir de là, Ratzel va développer la notion d'« espace* vital », le *Lebensraum*. L'État pour survivre doit s'étendre, se renforcer. Cette réflexion s'appuie sur le fait que l'Allemagne est l'État le plus peuplé d'Europe (à l'exception de la Russie). Elle doit donc avoir un territoire fournissant les ressources nécessaires à sa population et son activité économique. Cette pensée va fortement influencer la politique de puissance du Kaiser Guillaume II (1888-1918). On retrouve les concepts de Ratzel, appliqués en partie, dans sa *Weltpolitik* (« politique mondiale ») et les velléités de conquête de la *MittelEuropa*.

À partir de 1919, la géographie politique de Ratzel devient véritablement une géopolitique. La perte de territoires comme l'Alsace-Lorraine, la renaissance de la Pologne voisine, transforment la pensée géopolitique. Les débats sont alors passionnés sur l'existence de la nation allemande et « son » territoire*. De nombreux travaux publiés sur les frontières* allemandes ont pour but la remise en cause du *Diktat* de Versailles. Cette *Geopolitik* s'inscrit contre l'idée du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » de la Société des Nations. Le militaire devenu géographe Karl Haushofer (1869-1946), opposé au traité de Versailles, formule alors vraiment la *Geopolitik* comme une science de l'action. Haushöfer lie cette méthode à la pratique politique et ouvre les débats dans sa revue *Zeitschrift für Geopolitik,* publiée à partir de 1924. Disciple de Ratzel, il développe ses théories et affine la notion d'« espace de vie » dans un but hégémonique. Il prévoit un partage du monde en quatre zones permettant l'expression de l'hégémonie allemande avec une zone paneuropéenne dominée par l'Allemagne (incluant l'Afrique et le Moyen-Orient), une zone panaméricaine (États-Unis), une zone panrusse (Russie) et une zone panasiatique (Japon). Cette partition permet d'éviter l'encerclement anglo-saxon.

La géopolitique de Haushofer fut récupérée et mise au service du III^e^ Reich (1933-1945) et de son idéologie. Cette partition du monde par les « Grands Peuples » va être reprise par le régime nazi et associée à une hiérarchie raciale. Pour nuancer le lien entre Haushofer et le régime nazi, il faut rappeler que Haushofer va être mis à l'écart à la veille de Seconde Guerre mondiale. Il est interdit d'enseignement car, reprenant les idées de MacKinder, il considère qu'une alliance entre l'Allemagne et l'URSS est indispensable, orientation contraire à la stratégie choisie par Hitler. Associée à l'expansionnisme allemand et à l'idéologie nazie, cette discipline est proscrite en Allemagne, en URSS ou en France jusqu'aux années 1970-1980.

🕮 Références

- Florian Louis, *Les grands théoriciens de la géopolitique*, PUF, 2014.
- Michel Korinman, *Quand l'Allemagne pensait le monde, grandeur et décadence d'une géopolitique*, Fayard, 1990.

➢ Voir entrées

Géopolitique, Puissance continentale, Espace, Enclavement, Territoires.

Geopolitics, l'école anglo-saxonne

Paul Claval dans *Géopolitique et géostratégie* (1991) rappelle comment l'amiral Mahan dégage de l'histoire une leçon claire pour expliquer la source de la puissance britannique : « *Lorsqu'un pays a la chance de par sa position de pouvoir échapper au harcèlement incessant de voisins continentaux, il peut se bâtir une position longuement dominante par la maîtrise des mers – à la condition qu'il ne commette pas l'erreur de choisir les mauvaises options en matière de construction navale.* »

Les premières théories géopolitiques anglo-saxonnes sont, comme en Allemagne, davantage le fait de géographes. C'est un point commun entre les trois écoles majeures qui ont forgé les principales théories géopolitiques. Cette géopolitique anglo-saxonne naît dans un contexte particulier. Au tournant du XXe siècle, le Royaume-Uni s'interroge sur l'avenir de son Empire* sur lequel « le soleil ne se couche jamais », qui réunit alors le quart de la population mondiale sur 1/5 des terres émergées et contrôle toutes les grandes routes maritimes mondiales. L'Empire britannique est la puissance maritime par excellence ses territoires s'étendant sur tous les continents. Cette domination politique s'accompagne d'une domination technique, avec la révolution industrielle, économique et monétaire. De leur côté, les États-Unis, unifiés autour des principes de la Constitution, forts de l'immigration européenne, assoient leur puissance à partir de la fin du XIXe siècle depuis leur « chasse gardée » continentale, en prenant activement part à la deuxième révolution industrielle. Ces deux puissances anglo-saxonnes bénéficient l'une comme l'autre de leur position insulaire pour projeter leur puissance.

Dans ce contexte, une puissante école anglo-saxonne émerge développant une véritable science de la puissance* reposant sur la dialectique puissance maritime*/puissance terrestre*. Cette école de *Geopolitics* recherche de grandes théories mondiales développées sur le temps long en s'appuyant sur l'histoire, les relations internationales et la stratégie militaire. Elle accorde une place importante au concept d'acteur. Les travaux de trois auteurs se dégagent : ceux d'Alfred Mahan, son précurseur, d'Halford Mackinder, son fondateur, et Nicolas Spykman, son continuateur. L'école anglo-saxonne développe d'abord des approches historiques et juridiques.

L'amiral américain Alfred Mahan (1840-1914) est considéré comme le précurseur de l'école anglo-saxonne. Il définit la puissance d'un État par la domination des mers. Son travail repose sur l'étude des stratégies qui ont permis le contrôle des mers dans l'histoire. Il écrit ses travaux dans un contexte particulier : celui de la fin des conflits internes aux États-Unis, le gouvernement développe alors la doctrine Monroe sur le continent américain, sa « chasse gardée ». Dans le même temps, aux progrès techniques de la navigation (machine à vapeur, blindage, armements plus performants…) s'ajoute l'édification des grands Empires coloniaux qui montre l'importance de la puissance maritime*. Ces théories mahanistes influencent encore aujourd'hui la politique extérieure américaine. Les États-Unis maintiennent une marine importante nécessaire à la projection de sa puissance. Cette projection, en dépit des tentations isolationnistes, se retrouve encore aujourd'hui.

Deuxième auteur de la géopolitique anglo-saxonne, Sir Halford John Mackinder (1861-1947), géographe anglais, professeur à Oxford et homme politique, se rattachant à l'école réaliste (par opposition au matérialisme allemand). Avec les concepts fondamentaux de *Sea Power*,* de *Heartland** et de c*ontainment* (Voir Endiguement*), ce géographe britannique est considéré comme son fondateur. Son objectif est d'entretenir l'« esprit impérial ». Il raisonne dans le contexte suivant : la révolution industrielle où le Royaume-Uni entre en compétition avec d'autres puissances qui émergent, comme l'Allemagne et les États-Unis. La puissance maritime britannique commence à être concurrencée et est en passe d'être dépassée. Pour Mackinder, le passé a montré que le cœur du monde se trouvait en Eurasie, où se concentrent ressources minières, énergétiques et grands axes de passages. Ainsi, pour Mackinder, celui qui domine cet espace eurasiatique domine le monde, c'est le *Heartland* (*Democratic ideals and Reality : a study of the Politics of Reconstruction.,* Londres, 1919). Il analyse les conflits à venir et passés comme une tension entre ce « cœur du monde » recouvrant la Russie et une partie de l'Europe occidentale, par opposition à un anneau périphérique où l'on trouve le Royaume-Uni et les États-Unis. Il conçoit la planète comme un ensemble divisé entre un « océan mondial », une « île mondiale » (Europe, Asie, Afrique), et des « îles périphériques » (Amérique, Australie). Mackinder craint alors que les puissances terrestres l'emportent. Ces craintes sont intenses à la veille de la Seconde Guerre mondiale face au risque d'une alliance germano-soviétique.

Autre représentant de cette école anglo-saxonne, Nicolas Spykman (1873-1943), universitaire, spécialiste de sciences politiques et de sociologie. Il reprend les théories de Mackinder en introduisant une variante. Le fondamental dans l'analyse des grands conflits n'est pas finalement ce que Mackinder appelle le « Cœur du monde », mais les périphéries côtières de l'Europe et de l'Asie, cet anneau extérieur où se concentre l'essentiel des populations, des richesses, qu'il appelle *Rimland**. La nuance introduite par Spykman dans la géopolitique mondiale est qu'il ne faut pas forcément contrôler le *Heartland*, mais empêcher que ce dernier domine le *Rimland.* Cette doctrine géopolitique de Spykman va trouver sa traduction dans la théorie de l'endiguement* : il faut empêcher la puissance soviétique de marquer des points en Asie, dans les mers chaudes et en Europe occidentale. On n'attaque pas directement l'URSS mais on l'empêche d'accéder aux zones maritimes. Les conflits de la Guerre froide sont ainsi des conflits périphériques opposants des États-tiers.

On peut terminer par deux auteurs américains du début des années 1990 : Francis Fukuyama (*la Fin de l'histoire* ou le dernier homme*) et Samuel Huntington (*Le Choc des civilisations*). Dans les deux cas, ces théories cherchent à dégager encore une grande théorie mondiale expliquant les nouveaux rapports de force. Francis Fukuyama envisage la « fin de l'histoire » comme la fin des grands conflits mondiaux qui caractérise le moment « unipolaire » des années 1990. Cependant dans sa thèse, il soulève des phénomènes qui peuvent générer des conflits. Il en distingue deux notamment : l'enjeu énergétique et les phénomènes migratoires qu'il pointe comme des facteurs de déstabilisation. À l'inverse, l'idée de Samuel Huntington est que l'on passe à des conflits qui traduisent l'affrontement des civilisations. Il distingue neuf civilisations et considère que dans le monde post-moderne, à la différence de Fukuyama, le monde n'est pas pacifié. Les conflits ne relèveront plus des modes classiques mais de la confrontation de civilisations différentes. Deux points à énoncer : la thèse de Huntington a eu beaucoup de succès *a posteriori*, après le 11 septembre 2001, alors qu'il fut publié en 1996. Elle soulève également de nombreuses critiques aussi bien pour les civilisations décrites que les causes d'affrontement. Mais dans le détail, la thèse est plus complexe que le résumé simplifié qui en est souvent fait. La *Geopolitics* et ses évolutions restent ainsi fortement liées aux grandes puissances* qui l'ont vu naître.

🕮 Références

Paul Claval, *Géopolitique et géostratégie*. La pensée politique, l'espace et le territoire au XXe siècle Nathan, 1991.

Florian Louis, *Les grands théoriciens de la géopolitique*, PUF, 2014.

➢ **Voir entrées**

Puissance maritime, Puissance continentale, *Rimland*, Endiguement, *Choc des civilisations*, *Fin de l'histoire*.

L'école française de géopolitique

La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre. Avec ce titre le géographe Yves Lacoste replace en 1976 sur le devant de la scène une discipline géopolitique longtemps discréditée.

La géopolitique française est pensée bien avant que cette discipline soit nommée. Dès 1748 Montesquieu (1689-1755) procède à une analyse du domaine politique avec sa « théorie des climats » reprise dans *De l'esprit des lois*.

Au XIX[e] siècle, la France semble un pays unifié. Son unité nationale repose sur une diversité culturelle et linguistique héritée de l'histoire. Même si la France ne développe pas des visées expansionnistes, le retour des provinces perdues en 1870 va devenir une obsession nationale. La conquête d'un Empire colonial devient une réalité avec la conquête de l'Algérie à partir de 1830. Parallèlement, les milieux intellectuels français, comme en Allemagne ou dans le monde anglo-saxon, sont influencés par les théories de Darwin et le déterminisme géographique qui orientent les recherches dans toutes les disciplines. Cependant, en France, la géopolitique ne parvient pas à s'imposer notamment dans la discipline géographique. Les réticences sont nombreuses face aux discours de Ratzel et face à l'Allemagne en général. Contrairement aux Allemands et aux Anglo-saxons, il n'y a pas, jusqu'à une période récente, de véritable école géopolitique française. Il y a plutôt des géographes français s'intéressant à la géopolitique, sans formalisation d'une école et sans mettre leurs réflexions au service de l'État.

Le premier géographe à avoir une réflexion dans le domaine de la géopolitique est Élysée Reclus (1830-1905) dans sa *Nouvelle Géographie universelle* (19 vol., 1876-1894) et *L'Homme et la Terre* (6 vol., 1905-1908). Yves Lacoste le considère comme un des pères de la géopolitique pour son analyse des rapports de force politiques et militaires dans différents pays et différentes régions. Mais il place au premier plan les peuples et s'intéresse assez peu aux doctrines d'État. C'est donc plus une réflexion sur les relations de pouvoirs qu'une géopolitique. Si, comme Ratzel, il envisage la géographie de manière globale, il ne considère pas la géographie comme immuable. Sa géographie intègre la dimension sociale et est comprise comme une discipline en perpétuelle évolution.

Deuxième géographe essentiel, Paul Vidal de La Blache (1845-1918) est considéré également comme un des pères de l'École française de géographie. Pour Yves Lacoste, son ouvrage *La France de l'Est* (1917) est un ouvrage géopolitique où il démontre les raisons de l'appartenance de l'Alsace et la Lorraine à la France. Cet ouvrage de géographie politique rédigé dans un contexte de guerre est un ouvrage politique de commande. Vidal de La Blache y modélise les rapports entre les groupes humains et les espaces et détermine les impératifs stratégiques qui s'imposent aux États. Il s'oppose au schématisme organiciste de Ratzel en démontrant les limites de sa *Géographie politique* (1897). L'École française se développe ainsi en réponse à la *Geopolitik** allemande.

Dans l'entre-deux-guerres, le géographe et géopolitologue Jacques Ancel (1882-1943) fit le point sur les travaux français de géographie politique avec la rédaction d'ouvrages comme sa *Géopolitique* (1936). Il s'impose comme un spécialiste de l'Europe centrale et orientale (Balkans) et fonde le premier enseignement de géopolitique en France à l'Institut des Hautes Études en Sciences Sociales. Son œuvre importante sur les **frontières*** (*Géographie des frontières*, 1938) est pionnière. Il démontre que les frontières ne sont pas des créations de la nature, mais sont l'œuvre des hommes et des nations.

Entre 1945 et les années 1970, on assiste à une longue éclipse de la géopolitique en France. Cette éclipse s'explique par le discrédit qui entoure la géopolitique assimilée au nazisme et les grands géographes français des années 1950-1960 ne touchent pas, volontairement, à cette branche. Dans le contexte de la Guerre froide, le raisonnement géographique perd de sa pertinence et les données liées à la géographie paraissent secondaires en cas de conflit nucléaire (Voir Géostratégie*).

Des auteurs issus d'autres disciplines s'engagent alors dans la réflexion géopolitique. L'historien Fernand Braudel (1902-1985), représentant de l'« École des Annales » et du structuralisme, s'inspire des travaux de Paul Vidal de la Blache pour développer sa propre méthode d'analyse historico-géographique. Cette méthode s'incarne dans des ouvrages comme *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (1949) ou sa *Grammaire des civilisations* (1963). Il s'intéresse à des zones particulières sur le temps long en se détachant des événements particuliers (diachronie). Ses recherches s'enrichissent d'un intérêt particulier porté aux hommes politiques, à leurs objectifs et leurs ambitions territoriales. Ces contributions éparses vont progressivement donner une cohérence d'ensemble à l'école géopolitique française.

À la fin des années 1960, un géographe s'intéresse de nouveau à la géopolitique. Yves Lacoste (1929-) publie un premier ouvrage où il envisage le phénomène colonial sous l'angle de la géographie (*Géographie du sous-développement*, 1965). Ce travail l'amène à s'intéresser à la dimension politique de la géographie, aux questions de pouvoirs et de territoires. Dans un article publié dans *Le Monde* en 1972, Yves Lacoste place sur le devant de la scène le concept de géopolitique et sa méthode pour analyser la guerre du Vietnam. En 1976, son ouvrage, *La géographie ça sert d'abord à faire la guerre,* replace la géographie au cœur de l'analyse des conflits. Dans cet ouvrage qui fit date, il dénonce la mainmise des élites politique, militaire, financière et économique sur les savoirs géographiques réduits à leurs seules perspectives stratégiques.

Yves Lacoste fonde alors la nouvelle géographie et l'École française de géopolitique à proprement parler, à travers ses travaux et ses disciples. Il est le fondateur de la revue *Hérodote*, revue de stratégie et de géopolitique, et est l'initiateur du futur Institut français de géopolitique (IFG). Il réunit autour de lui plusieurs géographes avec une approche géopolitique qui va s'enrichir, passant d'une géopolitique des relations et des conflits entre États à des travaux sur les géopolitiques internes (microgéopolitique), à l'échelle des régions, des groupes sociaux, des minorités… Notamment Béatrice Giblin qui va donner son orientation à cette approche géopolitique française.

Trois concepts clés fondent l'analyse de cette nouvelle géopolitique : la diachronie (évolution à travers le temps, reprenant le « temps long » cher à Fernand Braudel), la diatopie (évolution à travers l'espace à différentes échelles), enfin les représentations (comprises comme l'analyse des conceptions d'un groupe par rapport à un sujet, « espace* vécu » et approprié). Il définit cette nouvelle géopolitique comme « l'étude des interactions entre le politique et le territoire*, les rivalités ou les tensions qui trouvent leur origine ou leur développement sur le territoire ».

Aujourd'hui, de nombreux chercheurs nous livrent de nouvelles analyses géopolitiques. Michel Foucher a fait des frontières* son objet d'étude, François Thual, Xavier Raufer, Alain Labrousse et Stéphane Rosière ont montré la multiplicité des acteurs de la géopolitique qui ne se limitent plus aux États mais s'étendent à toutes les institutions et groupes politiques, économiques, ou religieux, détenant des pouvoirs à des niveaux différents. Cette école française de géopolitique prend en compte les différentes échelles de territoire, les différents types de conflits*, violents ou symboliques,

mais également d'usages, d'aménagements (Philippe Subra). Disciple de Lacoste, Pascal Lorot travaille sur les relations entre géopolitique et économie et fonde la géoéconomie*. Ces recherches prolifiques témoignent du renouveau en matière de géopolitique pour la recherche française.

🕮 Références

- Jacques Ancel, *Géopolitique*, éd. Delagrave, 1936.
- Yves Lacoste, « Élysée Reclus : Un géographe libertaire », dans *Hérodote*, n° 22, 1981.
- Florian Louis, *Les grands théoriciens de la géopolitique*, PUF, 2014.

➢ Voir entrées

Géopolitique, Frontières, Espace, Géoéconomie.

La puissance maritime, le *Sea Power*

« *L'empire de la mer est indubitablement l'empire du monde* » écrivait en 1900 Alfred Mahan, maître à penser de l'*US Navy*.

Lors de la première mondialisation, plusieurs visions du monde s'affrontent. On peut schématiquement opposer une vision continentale de la puissance à une vision maritime. Cette opposition correspond en partie à des enjeux nationaux divergents.

La théorie n'est pas neuve : les penseurs et stratèges de la puissance romaine que sont Cicéron et Pompée (I^er^ siècle av. J.-C.) l'auraient reprise au grec Thémistocle (V^e^ siècle av. J.-C.) : « celui qui commande sur mer, commande partout ». La première thalassocratie de l'histoire remonte ainsi au V^e^ siècle av. J.-C. avec les Athéniens qui avaient réussi à asseoir en Grèce une domination incontestée en mer Égée. Grâce à cette domination navale, Athènes était parvenu à imposer sa monnaie et exerçait un contrôle absolu sur la vie politique grecque. Mais la position contraire a elle aussi été soutenue dès l'Antiquité. Ce débat stratégique opposant terre et mer est ainsi vieux de plus de 2 500 ans.

L'école anglo-saxonne de *Geopolitics** avec l'américain Alfred Mahan (1841-1914) et son *Sea Power*, puis le britannique Halford Mackinder (1840-1914), a remis en avant cette opposition entre la puissance maritime ou thalassocratie et la puissance continentale* (*Heartland*) à l'époque contemporaine. Mahan pose comme une donnée naturelle le conflit permanent entre puissance maritime et puissance continentale. Cette théorie est tirée de l'observation de la lutte anglo-française pour s'imposer comme la puissance dominante en Europe, lue comme une opposition entre mer et terre. Cette lutte est la clef de la domination mondiale pour les premiers chantres de la géopolitique. Ils confrontent des espaces maritimes infinis et sans souverains à des continents limités, délimités et déjà accaparés.

L'amiral américain Alfred Mahan (1840-1914) a théorisé l'importance du contrôle des espaces maritimes en tant qu'instrument de puissance pour les États-Unis au tournant du XX^e^ siècle. Il se fait l'apôtre de ce *Sea Power* dans sa trilogie consacrée à *La Puissance maritime dans l'histoire* (1890-1905), notamment dans *The Influence of Sea power upon History* (1890), où il livre une analyse historique de l'émergence de l'hégémonie britannique à l'époque moderne. Le cas britannique est pour lui remarquable. Si le Royaume-Uni s'est imposé comme la puissance hégémonique au XIX^e^ siècle, c'est parce qu'il a construit et consolidé depuis le XVII^e^ siècle une puissance maritime inégalée. Cette persévérance britannique, qu'il souligne, permit au Royaume-Uni de conserver une position centrale par rapport à l'Atlantique jusqu'au XX^e^ siècle. Le contrôle de la mer en temps de guerre se double du commerce maritime en temps de paix.

Le dispositif stratégique britannique était sans égal avec ses bases coloniales permettant à la flotte britannique se projeter et concentrer ses forces sur tous les points du globe et de prévenir toute jonction des flottes ennemies. Pour Mahan, cette concentration est la clef du succès de ce dispositif impérial. Cette concentration des forces impose cependant un nombre croissant de navires de combat, des tonnages plus lourds et des innovations navales permanentes (cuirassés au XIX^e^ siècle, remplacés par les croiseurs et porte-avions au début du XX^e^ siècle, puis les porte-avions et sous-marins nucléaires à partir de 1945). Cette concentration de la flotte britannique lui permet d'emporter la bataille décisive qui reste une croyance centrale pour l'amiral. Il recommande ainsi le non-partage de la flotte entre les mers et les océans, comme le maintien d'un *technology gap**.

Cette pensée stratégique prend un tour géopolitique lorsque l'amiral s'intéresse à la géographie des États pour déterminer leurs aptitudes à la puissance. Ainsi le Royaume-Uni, composé d'îles (Voir Insularité*), est naturellement tourné vers la puissance maritime et avantagé face à un pays comme la France dont la géographie impose de partager ses efforts entre puissance terrestre et maritime. Selon lui, l'exemple britannique prouve que les fondements de la puissance* ne sont pas à chercher dans le contrôle des terres mais dans celui des océans. Le contrôle des terres – fin de la puissance – passe d'abord par celui des océans. C'est pourquoi la véritable puissance est la puissance maritime dont il engage son pays, les États-Unis, à se doter.

En 1900, la puissance maritime mondiale passe du Royaume-Uni aux États-Unis selon Mahan. Cette île est plus grande et centrale entre Atlantique et Pacifique pour répondre aux nouveaux défis planétaires. Ce nouveau rôle implique la construction d'une flotte puissante et la constitution d'un réseau de bases comme points d'appui. L'élection de Theodore Roosevelt en 1901, ami personnel de Mahan, porte ses idées au pouvoir : jadis puissance terrestre repliée sur son pré-carré américain en vertu de la doctrine Monroe isolationniste, les États-Unis se convertissent en une puissance maritime interventionniste, s'emparant d'Hawaï ou des Philippines. L'exécutif américain s'immisce progressivement dans les affaires internationales au nom de la liberté du commerce depuis 1917 (entrée en guerre). Le développement du commerce extérieur des États-Unis doit être garanti et protégé. Il nécessite la constitution et l'entretien d'une flotte puissante et omniprésente.

Malgré des nuances stratégiques, les stratèges américains poursuivent la vision du monde de Mahan. Vers la fin des années 1970, la croissance de la puissance maritime soviétique entraîne un renouveau stratégique des mers et océans.

Le XXI^e^ siècle marque un tournant majeur pour les espaces maritimes* comme enjeux de la puissance. Avec la prospection et les forages pétroliers *off-shore*, l'exploitation des ressources océaniques ou encore les bases militaires flottantes, la mer cesse d'être une simple voie de passage pour devenir un territoire* approprié, contrôlé et exploité. Cette perspective a présidé en 1982 à la création de zones économiques exclusives de 200 milles nautiques (370 km) à partir des côtes. Cette évolution majeure permet de comprendre les efforts de certaines puissances émergentes*, dont la Chine, pour élargir leur souveraineté à la haute mer, comme la course actuelle aux armements navals. La rupture du « contrat du siècle » – signé en 2016 entre le français Naval Group et l'Australie pour la livraison de 12 sous-marins –, le 15 septembre 2021, a révélé les nouveaux enjeux de puissance se jouant dans l'espace indopacifique entre les États-Unis (à la tête d'une nouvelle alliance stratégique anglo-saxonne AUKUS et qui souhaite conserver la tête d'une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire dans la région) et la Chine dont l'expansionnisme est mis à mal. La mer reste toujours un formidable multiplicateur de puissance.

Les Puissances maritimes d'aujourd'hui sont encore largement celles d'hier. Quatre pays au XIX^e^ siècle ont constitué une puissance navale : les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et le Japon. D'autres puissances continentales n'ont guère développé leur marine : l'Allemagne dont la flotte reste bloquée dans les eaux baltiques et la Russie dont la puissance navale souffre de son incapacité à sortir de ses eaux périphériques.

On discerne toutefois de possibles remises en cause. Pour situer rapidement une puissance navale, il est courant d'avancer le tonnage de sa marine de guerre plus que le nombre de navires, un grand nombre de bâtiments cachant souvent de plus petites unités. De même, posséder un navire ne garantit pas qu'on maîtrise tous les aspects de sa conduite. L'entrée en service en 2012 du *Liaoning,* premier porte-avions chinois, ne signifie pas que

la Chine dispose instantanément d'une capacité de projection aéronavale. L'importance des contraintes logistiques oblige à disposer de bases en territoire ami et de navires tels que des pétroliers ravitailleurs, qui assurent le soutien des unités en mer. Une marine sans support logistique ne peut servir à ce qui fait l'essence même de la puissance navale : la projection, comprise comme la capacité à agir en force et durablement loin de ses bases. Plus que le *Liaoning,* c'est la poursuite d'un programme de pétroliers ravitailleurs de près de 40 000 tonnes de déplacement qui manifeste les ambitions chinoises de développer une marine de haute mer capable d'assurer une présence continue depuis 2009 dans l'océan Indien au nom de la lutte contre la piraterie.

Jusqu'en 1945, les batailles navales se fondent sur un *capital ship* (navire décisif) : le cuirassé et les croiseurs. Après 1945, l'avènement du porte-avions forme l'ossature des grandes flottes militaires. Le porte-avion permet de projeter la puissance mais aussi de protéger des flottes plus traditionnelles, il est le nouveau « *capital ship* », notamment le porte-avion équipé CATOBAR, sans tremplin mais avec catapultes, brins d'arrêt et piste oblique. Avec l'allonge des avions modernes (comme le *Rafale*) et la portée des missiles sol-air, 95 % des zones urbanisées peuvent être frappées depuis la mer. Les États-Unis disposent de 10 de ces porte-avions, tous à propulsion nucléaire. La seule autre marine au monde disposant d'un navire de ce type est la France avec le *Charles de Gaulle*. Une 3e marine dispose d'un de ces porte-avions : le Brésil, mais il s'agit du *Foch* français, construit il y a un demi-siècle à propulsion classique. Les autres flottes (Chine, Inde, Russie par exemple) disposent de porte-avions classiques à tremplin. Une autre révolution apparaît : le nucléaire qui permet d'avoir des bâtiments à autonomie quasi illimitée tandis que l'armement nucléaire transporté par les sous-marins lanceurs d'engin (SNLE) s'avère très dangereux à l'heure de la dissuasion nucléaire. Ce type de bâtiments n'est maîtrisé aujourd'hui que par les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Chine et la Russie. Dans les années 2010, la marine américaine reste de loin la plus puissante : son tonnage (3 Mt) représente en 2013 celui additionné de la flotte russe (2e) et de la flotte chinoise (3e).

Au-delà de cette course aux armements navals, des permanences demeurent. On a toujours besoin d'un réseau de bases navales qui permettent de projeter la puissance maritime, comme le montre l'inauguration d'une base française en 2009 à Abu Dhabi, la base américaine de Diego Garcia dans l'océan Indien dont le bail a été prolongé de 2016 jusqu'en 2036, et, enfin, la stratégie du « collier de perles » chinoise, expression apparue en 2004, désignant l'ensemble de bases de la Chine au Golfe Persique permettant de sécuriser son approvisionnement.

Des mutations interviennent cependant au niveau de la géostratégie navale. Jusqu'à maintenant, il s'agissait surtout de la maîtrise de la haute-mer, mais la marine américaine envisage une mutation des conflits l'opposant plutôt à des groupes terroristes sur les côtes et pour lesquels les gros bâtiments ne sont guère utiles. Opérant une sorte de retour en arrière, des petits bâtiments mobiles sont mis en avance. C'est ainsi que le programme des sous-marins de classe *Seawolf* développé à la fin de la Guerre froide pour affronter les sous-marins soviétiques a été abandonné.

Les écrits de Mahan et leur interprétation sont contestés, critiqués, notamment par John Sumida de l'*US Navy Institute* dans *Teaching Command : The Classic Works of Alfred Thayer Mahan Reconsidered* (1997) qui tempère l'idée mahanienne selon laquelle les puissances maritimes seraient prédestinées à la domination. Mais c'est le britannique H. Mackinder qui amena la plus sévère critique (Voir Puissance continentale*).

La puissance résulte également toujours d'une combinaison de facteurs et non d'une donnée unique. Au cours des deux guerres mondiales (campagnes des *U-Boote,* échec allié aux Dardanelles, action de la *Luftwaffe* contre les convois…), le *Sea Power* est mis en échec. L'Angleterre en sort ruinée et n'évita la défaite que grâce à son alliance avec la France, puissance mixte, la Russie, puissance continentale, et les États-Unis, première puissance continentale et maritime du monde. Les victoires alliées de 1918 et 1945 résultent au contraire de la complémentarité terre, mer et air qui joua un rôle essentiel dans la réussite des débarquements. Dès lors, pour l'amiral Castex dans les années 1950, « l'influence de la puissance de mer est fonction de la force aéroterrestre qu'elle est capable de déployer et l'influence de la puissance de terre se mesure à la force aéronavale qu'elle peut jeter dans la balance ». La formule est toujours valable aujourd'hui en y ajoutant les dimensions spatiale et cyberspatiale (Voir Airs* et Espace (cosmique)*).

Aujourd'hui, la représentation des espaces dans la réflexion stratégique contemporaine est plus complexe en fonction des options militaires existantes (terre, mer, air, espace, « information »). Mais la dimension maritime reste un élément important en interaction avec les autres dimensions.

🕮 Références

- Hervé Coutau-Bégarie*, La puissance maritime, Castex et la stratégie navale*, Fayard, 1985.
- Harold H. Sprout et Margaret Sprout, *The Rise of American naval power, 1776-1918,* Princeton University Press, 1944.
- Zbigniew Brezsinski, *Le Grand Échiquier et le reste du monde,* Bayard, 1997 (trad. fr.).

➢ Voir entrées

Geopolitics, Puissance continentale, Puissance, Insularité, Déclin de l'Occident, Mondialisation, Territoires, Espaces maritimes.

La puissance continentale, à la recherche du « pivot de l'histoire » et du *Heartland*

« *Qui contrôle l'Europe de l'Est commande le Heartland. Qui contrôle le Heartland commande l'île-mondiale. Qui contrôle l'île-mondiale commande le monde* » écrit Halford Mackinder dans *Le Pivot géographique de l'histoire* (1904).

Qui tient le *Heartland* tient le monde ? Le 25 janvier 1904, dans une conférence restée célèbre destinée à localiser le « pivot géographique de l'histoire », le géographe anglais et homme politique Halford Mackinder (1861-1947) prend le contrepied des analyses de l'amiral Mahan : « l'Asie est le pivot de l'histoire. Qui, avec les moyens de la technologie moderne, notamment ferroviaire, la contrôlera, dominera le monde » (Communication à la Société royale de Géographie, « *The Geographical Pivot of History* », 1904).

La géopolitique de Mackinder se comprend dans le contexte de compétition entre puissances maritimes* britannique et américaine d'un côté et puissance continentale allemande de l'autre. Sa préoccupation majeure est le destin de l'Empire britanique. Mackinder comprend que le monde change et devient clos : le partage des ressources est terminé, les réserves de puissance sont limitées. Comme Ratzel, il pense que l'avenir appartient aux macro-États. La domination du monde par un seul Empire est désormais possible. Il craint d'abord que la balance ne penchât en faveur de la puissance maritime américaine reprenant le rôle historique des Britanniques. Pour Mackinder, le déclin* britannique est inexorable, le Royaume-Uni étant incapable de soutenir la concurrence des grandes puissances continentales. Trop petite, ses ressources s'épuisant, elle ne pourrait longtemps s'assurer de la maîtrise des mers. La cohésion de l'Empire comme la sécurité des îles Britanniques sont menacées par l'Empire continental européen en formation derrière l'Allemagne ou la Russie grâce aux nouveaux moyens de transport. Il redoute qu'une alliance germano-russe associant la puissance économique et technologique allemande aux ressources naturelles et humaines de l'Empire russe mette fin à l'hégémonie britannique.

Pour saisir le poids de ce contexte, la géopolitique de Mackinder recourt à l'histoire, comme l'amiral Mahan avant lui. Selon lui, les rapports terre-mer sont passés par trois phases. Il y eut d'abord la domination des peuples des steppes dont la mobilité terrestre primait sur la mobilité maritime des civilisations nées sur le pourtour de l'Eurasie. Puis vint « l'ère colombienne », inaugurée par le voyage de Christophe Colomb, l'Europe s'assure de la maîtrise des mers et du monde. Enfin, l'avènement du chemin de fer et de l'automobile inaugure une troisième phase dans laquelle la mobilité terrestre rattrape la mobilité maritime. Les nouvelles techniques de transport donnent désormais l'avantage aux États-continents, reliant l'Europe à l'Asie plus rapidement que par voie maritime. La puissance globale ne dépend plus de la maîtrise des mers, mais du contrôle des terres (Voir Polarités de la puissance*). L'heure est à la colonisation de pans entiers de continents et non plus à la constitution d'un réseau de bases sur les grandes routes maritimes (Voir Impérialisme*). Les Empires terrestres constitués, butant les uns comme sur les autres, créent tout au long des frontières revendiquées de nouvelles zones de conflits.

Le sort du monde est désormais lié à ce « pivot eurasiatique », continental, inaccessible aux puissances maritimes. L'unification et le contrôle de cet espace dépendent des rapports entre puissances russe et allemande. La vision du monde de Mackinder s'organise autour de la domination d'une Île mondiale, le *World Island,* réunissant en un seul ensemble l'Europe, l'Asie et 1'Afrique. Mackinder considère les autres continents (États-Unis, Australie) comme de simples « îles satellites » (*outlying islands*) du *World Island.*

En 1919, la chute du Second Reich écarte le danger. Mackinder se prononce alors pour la création d'États-tampons en Europe de l'Est séparant l'Allemagne et la Russie. Il affine son analyse après l'arrivée des bolcheviks au pouvoir dans *Democratic Ideals and Reality* publié en 1919 en introduisant la notion de *Heartland*, région intermédiaire entre le *Coastland* (Royaume-Uni, France) et la masse continentale eurasiatique (*World-Island*). Ce *Heartland* s'étend de l'Arctique à l'Asie centrale, en incluant l'Europe à l'Est et la Russie. Il affirme alors que la puissance qui règne sur l'Europe de l'Est contrôle le *Heartland,* celle qui règne sur le *Heartland* contrôle le *World-Island*, enfin, celle qui règne sur le *World-Island* domine le monde.

La *Geopolitik** de Karl Haushofer (1869-1946) s'inspire de ces idées. Pour Karl Haushofer, le *Heartland,* c'est l'Europe, c'est ce qu'il faut conquérir pour gouverner le monde. Le juriste allemand Carl Schmitt (1888-1985) lui parle d'un combat séculaire entre mer et terre et pense qu'avec le nazisme, la terre est en train de gagner sur la mer. Il rêve d'un *Grossraum* (« grand espace »), une Europe cohérente tenue par les Allemands.

Cette lecture de l'histoire subit des critiques pour son schématisme. Mackinder a cependant montré le caractère évolutif de la dialectique terre-mer et perçu le reflux de la puissance maritime au XX^{e} siècle. Le pacte germano-soviétique en 1939, puis le rideau de fer (1946, discours de Fulton de Churchill) qui recoupe la limite établie entre *Coastland* et *Heartland*, enfin la Guerre froide (1947-1991) qui voit s'affronter la puissance maritime américaine et la puissance continentale soviétique donnent à ses théories un écho durable.

Philippe Moreau-Defarges rappelle dans son *Introduction à la géopolitique* (1997) que Zbigniew Brzezinski (1928-2018), conseiller pour la sécurité de Jimmy Carter entre 1977 et 1981, reprend dans son ouvrage le *Grand Échiquier,* plus de quatre-vingt-dix ans après cette thèse de l'Île mondiale. « L'Eurasie constitue l'axe du monde […]. L'évolution des équilibres de puissance sur l'immense espace eurasiatique sera d'un impact déterminant sur la suprématie globale de l'Amérique ». Héritier de la pensée de Mackinder, Brzezinski est persuadé que, même si le flambeau de l'hégémonie globale est aux mains des États-Unis, c'est toujours en Eurasie que se joue son avenir. En conséquence, il plaide pour un engagement durable des États-Unis dans l'« Ancien Monde » afin de pouvoir y contenir l'émergence de nouvelles puissances et ainsi pouvoir espérer maintenir leur hégémonie.

Un siècle après Mackinder, l'Asie centrale est à nouveau au centre de toutes les attentions. Xi Jinping a lancé en 2013 au Kazakhstan le projet d'une nouvelle « ceinture économique de la Route de la soie » (Voir Transports* et (nouveau) Grand Jeu*). La Russie quant à elle y assure toujours une présence militaire importante contre les opérations terroristes étrangères, en témoigne les nombreux exercices militaires conjoints de grande ampleur qui s'y déroulent depuis 2016 entre Tadjiks et Russes. Depuis 2004, l'activisme islamiste dans la région a considérablement augmenté (Ouzbékistan, Kirghizistan) et le retour des combattants de Daech risque d'augmenter le degré de radicalisation en Asie centrale. Le risque étant de déboucher sur la déstabilisation de pays au profil d'« États faillis* », comme le Tadjikistan, le Kirghizistan ou l'Ouzbékistan.

🕮 Références

- Paul Claval, *Géopolitique et géostratégie. La pensée politique, l'espace et le territoire au XX^{e} siècle*, Nathan, 1991.
- Florian Louis, *Les grands théoriciens de la géopolitique*, PUF, 2014.

Pascal Venier, « La pensée géopolitique de Sir Halford J. Mackinder, l'apôtre de la puissance amphibie », dans Hervé Coutau-Bégarie et Martin Motte (dir.), *Approches de la géopolitique, de l'Antiquité à nos jours*, Economica, 2013.

➢ **Voir entrées**

Geopolitics, Geopolitik, Espace, Déclin de l'Occident, Impérialisme, Les fondements de la puissance, Les polarités de la puissance (puissance globale), le « Grand Jeu ».

Le *Rimland*, l'anneau des côtes

Les représentations continentale et maritime de la puissance sont synthétisées par Nicholas Spykman (1893-1943) dans le concept de *Rimland* : un anneau de côtes et d'îles destiné à entourer la puissance continentale. Nicholas Spykman, disciple critique d'Alfred Mahan et de Halford Mackinder, est une des grandes figures de la géopolitique américaine. Spykman reprend les divisions géographiques du monde de Mackinder tout en en renommant certaines. Au *Heartland* s'ajoute le *Rimland,* – qui correspond aux c*oastlands* de Mackinder –, qu'il appelle « bord des terres » ou « anneau des terres ». Ce territoire périphérique se situe entre le cœur de l'Europe formée par l'Allemagne et la Russie et les océans contrôlés par les Britanniques. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, Spykman renverse la proposition de Mackinder : les régions stratégiques du monde ne sont plus le *Heartland* mais les zones périphériques du continent eurasiatique avec l'Europe occidentale et l'Asie orientale. Autour du pivot du *Heartland*, gravitent deux anneaux périphériques. Le premier « intérieur » est « l'anneau de basses terres européennes et sud-asiatiques », relayées par l'Arabie depuis les îles Britanniques jusqu'au Japon. Un second anneau « extérieur » est constitué des îles satellites du *World Island* et de l'Afrique australe.

L'anneau intérieur, le *Rimland,* recouvre une importance stratégique fondamentale. Le balancement des forces entre pouvoir continental* et pouvoir maritime* dépend de son contrôle. L'enjeu n'est pas pour lui de contrôler le *Heartland* (le continent) mais le *Rimland*, c'est-à-dire les anneaux extérieurs ou, autrement dit, les littoraux. La puissance maritime pour s'imposer doit se ménager des plages de débarquement sur ce *Rimland*. Pour que les États-Unis parviennent à s'imposer sur les Empires* européens du *Heartland* et dominer le monde, ils doivent contrôler les États de ce *Rimland*. Il reconnaît également aux promontoires une valeur stratégique nécessitant également un intérêt particulier (Voir Géostratégie*). En Asie, par exemple, la forteresse montagneuse du Tibet plateau, à plus de 3 000 mètres, reste encore aujourd'hui convoitée par l'expansionnisme chinois.

Le concept de *Rimland* de Spykman a ainsi servi à élaborer le *containment* au temps de la Guerre froide : pratique américaine de l'endiguement* des Soviétiques. Ces régions ont conservé, depuis le *containment* jusqu'aux stratégies contemporaines une grande importance. Le but était de couper les puissances continentales (allemande, puis soviétique) des ouvertures océaniques pour les asphyxier (Voir Enclavement*). Il milite ainsi en 1944 dans sa *Géographie de la paix* pour le maintien d'une politique de puissance américaine au détriment d'une coopération internationale qu'il juge chimérique.

Le géographe français Jean Gottmann (1915-1994) a profondément renouvelé cette étude des liens entre espace et puissance. Gottmann comprend que ce qu'on n'appelait pas encore la mondialisation* aurait pour support privilégié les espaces maritimes et leurs littoraux. Alors que commerce transcontinental était encore entravé par les divisions de la Guerre froide, il pressent que la puissance allait dans le futur moins découler de la capacité à contrôler des territoires qu'à contrôler des flux. En conséquence, les régions littorales sont pour lui les véritables sièges de la puissance. Il a ainsi consacré une partie de son œuvre à étudier ce qu'il a appelé la « *Mégalopolis* », gigantesque conurbation qui s'étend sur plus de 600 km, entre Boston et Washington, sur le littoral du nord-est des États-Unis, représentative de la littoralisation des hommes et de leurs activités. L'enjeu pour le maintien de la puissance selon Gottmann n'est plus de choisir entre la maîtrise des mers ou le contrôle des terres, mais de prendre conscience du caractère stratégique central des littoraux qui mettent en contact ces deux espaces. Au-delà des considérations stratégiques de Spykman, Gottmann laisse entrevoir que la puissance que l'on peut tirer de la mer est d'abord économique en tirant du potentiel des immensités océaniques. La mer, loin d'être réduite à un vaste champ de bataille entre impérialismes, est maintenant avant tout considérée au XXI^{e} siècle comme un formidable foyer d'opportunités économiques et commerciales. La puissance militaire, chargée de protéger populations et commerce, ne vient donc qu'en second : le *gold power* prévaut sur le *hard power* (Voir Géoéconomie*).

🕮 Références

- Paul Claval, *Géopolitique et géostratégie. La pensée politique, l'espace et le territoire au XX^{e} siècle*, Nathan, 1991.
- Florian Louis, *Les grands théoriciens de la géopolitique*, PUF, 2014.

➢ Voir entrées

Geopolitics, Les formes de la puissance, Puissance maritime, Puissance continentale, Endiguement, Mondialisation, Espaces maritimes, Géoéconomie, Empire.

Le modèle Centre/Périphérie

Le modèle centre-périphérie décrit le monde comme « *un système dans lequel un noyau donne des impulsions, draine des richesses des périphéries qu'il capitalise à son profit, exerce une surveillance politique et économique sur les auréoles.* » (Roger Brunet et Olivier Dollfus, *Mondes nouveaux, Géographie universelle*, 1990)

Ce concept est un outil puissant d'analyse géographique et géopolitique, construit progressivement par les sciences sociales. Il permet de rendre compte, dans une optique marxiste, des inégalités dans l'espace, mais aussi des rapports de force entre des centres puissants et des périphéries éloignées. Il est d'abord conceptualisé par l'économiste allemand Werner Sombart dans *Der moderne Kapitalismus* (1902), et avant lui par Karl Marx et Friedrich Engels traitant de l'opposition villes/campagnes. Utilisée par les théoriciens de l'impérialisme (comme Rosa Luxemburg, 1871-1919), cette métaphore géométrique apparaît en économie dans les années 1960 dans les analyses du sous-développement par des économistes qui se préoccupent des inégalités socio-spatiales. On retrouve ce concept notamment dans les travaux d'André G. Frank représentant du courant marxiste américain (*Le développement du sous-développement*, 1970).

En histoire, le renouveau de ce couple conceptuel revient à l'école des Annales, courant préconisant l'emprunt aux autres sciences humaines. Dans les travaux de Fernand Braudel (1902-1985), ce concept permet de dépasser le cadre des États, l'historien s'intéresse à de nouveaux objets historiques – comme l'économie capitaliste – et propose une définition de leurs centres. Ses recherches le conduisent ensuite à s'interroger sur les périphéries et leurs rapports au centre, comme dans *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (1949). À sa suite, des historiens marxistes, comme Immanuel Wallerstein, reprennent ce concept de centre/périphérie pour analyser l'économie capitaliste (*Le Système du monde*, 1980). Pour Wallerstein, l'économie-monde capitaliste s'organise entre un centre dominant caractérisé par un modèle d'organisation sociale original et des périphéries, régions dont les organisations sociales diffèrent, dominées. L'étude des périphéries s'affirme alors comme aussi importante que celle du centre, tandis que le concept centre/périphérie devient dynamique. Wallerstein emploie le terme « semi-périphérie » pour désigner : un centre devenant la périphérie d'un autre ; une périphérie rompant sa dépendance et devenant une partie du centre, un centre elle-même ou une périphérie d'un autre centre (G. Saunier, *Hypothèses*, 2000/1).

En France, la géographie s'en empare dans des ouvrages comme celui de Jean-François Gravier, *Paris ou le désert français,* révélateur des inégalités territoriales (1972), ou dans l'étude de la *Géographie du sous-développement* d'Yves Lacoste (1989). Ce concept permet d'éclairer les relations entre les territoires. Il est utilisé pour décrire l'opposition entre deux types de lieux : ceux qui disposent du commandement, au centre, s'opposant aux lieux qui le subissent, en périphérie. L'analogie entre géométrie et sciences sociales s'arrête là car les lieux de commandement ne se situent pas nécessairement au « milieu ». En géographie, centre et périphérie ne correspondent pas (forcément) à la localisation d'un espace, – le Massif central en France est une périphérie –, mais au rapport d'inégalité et de domination entre deux espaces, à n'importe quelle échelle.

En 1981, ce couple conceptuel est défini précisément par le géographe Alain Reynaud dans *Société, espace et justice* :

Le « centre » se définit comme le lieu de commandement et de concentration des pouvoirs économiques, politiques, culturels, technologiques et de la population, à l'image des grandes métropoles qui disposent d'une capacité d'attraction sur leur territoire. Cette capacité d'impulsion du centre dépend de sa population, de ses capacités de production, de ses capacités de recherche et d'innovation. Le poids d'un centre dépend également d'éléments qualitatifs plus subjectifs.

La « périphérie » renvoie aux espaces dépendants d'un centre. Elle se caractérise par un retard de développement, des niveaux de vie moins élevés… Alain Reynaud distingue trois types de périphéries : la périphérie dominée où le centre accapare les matières premières de la périphérie et sa population (migrations de travail) ; la périphérie délaissée où la périphérie perdure et se vide ; enfin la périphérie intégrée où le centre investit dans la périphérie qui connaît un processus de développement.

Centre et périphérie sont indissociables et n'ont de sens que dans le raisonnement les mettant en relation. Le centre ne peut exister que s'il a une périphérie autour de lui. La frontière entre les deux est d'ordre spatial, mais aussi social, linguistique et culturel : il y a une asymétrie. Penser en termes de centre et de périphérie permet une réflexion sur les interactions et les liens de dépendance réciproque entre les lieux dans le monde, où les inégalités sont la règle. Si le centre doit exercer une forte attraction et influence sur le territoire environnant, les périphéries ont quant à elles une connotation négative par rapport au centre. Elles subissent l'attraction du centre (exode rural, migrations*) et concentrent les populations les plus défavorisées.

Alain Reynaud inscrit ce concept centre/périphérie dans le cadre conceptuel de la « théorie des systèmes ». Il n'y a pour lui que deux évolutions possibles à une situation inégale : soit une boucle de rétroaction positive renforçant l'inégalité ; soit une boucle de rétroaction négative venant corriger l'inégalité par des mécanismes de compensation ou de redistribution. Ce système d'échanges inégal est dynamique. Si certaines périphéries deviennent des angles morts, d'autres peuvent bénéficier de leur situation ; des inversions de polarité* s'opèrent dans une logique identique ou dans le cas de changements de systèmes.

Ce modèle est utilisé pour l'analyse des relations internationales dès le milieu du XX^{e} siècle. Ce concept centre et périphérie prend alors le nom « dégradation des termes de l'échange » à la base de la « théorie de la dépendance ». Raul Prebisch (1901-1986), économiste argentin représentant de l'économie structuraliste, opère une division du monde entre le centre économique, les pays industrialisés, et la périphérie, les pays producteurs de produits primaires. Cette division a toujours cours aujourd'hui. Du point de vue des relations internationales, on parle d'un État développé qui exploite les ressources d'un État en développement (exportations de matières premières) pour son propre développement en maintenant cette relation asymétrique (notamment avec l'augmentation du prix des produits manufacturés). Dans les années 1960-1970, la théorie centre/périphérie permet de critiquer la « théorie de la modernisation » décrédibilisée face à la pauvreté généralisée et continue dans le monde. Cette théorie expliquait le retard de développement des pays du Sud essentiellement par des problèmes culturels (comme leur incapacité à développer des politiques adéquates)

Ce modèle centre/périphérie est utilisé dans la hiérarchie des États. Il accompagne le passage progressif à un contenu économique de la puissance. Chaque puissance se perçoit comme un « centre » et conçoit le reste du monde ou de sa région avec lesquelles s'établissent des relations suivies comme sa « périphérie ».

Ce modèle centre/périphérie est également utilisé pour étudier les cycles de la puissance dans l'histoire : si nombre de civilisations ont pu accéder à la place de centre *leader*, peu ont pu conserver cette place sur plusieurs siècles. Il y a toujours une période de déclin au cours de laquelle les rapports de force entre puissances sont modifiés. Les Habsbourg aux XV^{e}-XVII^{e} siècles, l'Angleterre aux XVII^{e}-XX^{e} siècles, les États-Unis au XX^{e} siècle correspondent au schéma d'ensemble de l'essor et du déclin des puissances proposé par Peter Kennedy dans *Naissance et déclin des grandes puissances* (1987). Sa thèse montre que l'essor et le déclin d'une puissance passe par 3 phases. Une société occupant une situation de périphérie mais qui bénéficie des avantages de la centralité sans en subir les inconvénients (Phase I). Cette situation proche du centre permet de saisir des opportunités, d'accroître sa puissance, ce qui permet à cette société de passer en position de puissance centrale (Phase II). À ce moment, les charges inhérentes au statut de puissance centrale sont compensées par les avantages à être la puissance dominante. Mais ces charges érodent la puissance et finalement la puissance centrale perd son hégémonie (Phase III). Concurrencée par de nouvelles compétitrices auparavant périphériques, elle perd son statut de puissance centrale.

Dans un contexte de mondialisation*, ce concept devient multiscalaire. Le concept centre/périphérie peut être utilisé à l'échelle géographique d'une ville (centre-ville/banlieues), d'une région ou d'un continent. Mais c'est à l'échelle mondiale que ce concept fait fortune pour l'étude de la mondialisation, comme équivalent des couples pays développés/en développement ou Nord/Sud.

Ce modèle centre/périphérie est critiqué par Raymond Aron dans *Paix et guerre entre les Nations* (1962). Mais Aron critique d'abord sa valeur en tant que modèle absolu. Comme les tenants de l'histoire nouvelle, il refuse les modèles idéologiques globaux, comme le modèle marxiste. Ce concept a surtout été utilisé jusque-là dans un sens restrictif pour nourrir des réflexions tiers-mondistes*, marxistes ou néomarxistes. Cette critique va modifier le concept et les études récentes évoluent pour mettre en évidence des interrelations plus complexes.

🕮 Références

- Christian Grataloup, « Centre/Périphérie » dans *Hypergeo*, mis en ligne 23 décembre 2004.
- Yves Lacoste (dir.), *Dictionnaire de géopolitique*, rééd., 1995.
- Alain Reynaud, *Société, espace et justice, Inégalités régionales et justice socio-spatiale*, PUF, 1981.
- Alain Reynaud, « Centre et périphérie » dans Antoine Bailly (dir.), *Encyclopédie de Géographie*, Economica, 1995.
- Georges Saunier, « Quelques réflexions sur le concept de Centre et Périphérie », dans *Hypothèses* 2000/1.

➢ Voir entrées

École française de géopolitique, Impérialisme, Mondialisation, Économie-monde, Polarités.

Enclavement

« *Le "déterminisme" est la seule manière de se représenter le monde. Et l'indéterminisme, la seule manière d'y exister.* » (Paul Valéry, *Cahiers* (1894-1914))

La géopolitique reste une science « géo » dont les fondements sont avant tout géographiques. Les premières écoles de géopolitique fondent leurs analyses des États à partir de quelques paramètres de géographie physique principalement au détriment de la géographie humaine (Voir *Geopolitik** et *Geopolitics**). À la rivalité terre-mer entre puissance continentale* et puissance maritime*, à la dialectique plus récente centre/périphérie*, s'ajoute d'autres données géographiques fondamentales que des géopoliticiens actuels comme Aymeric Chauprade, sans faire de déterminisme géographique simpliste, conservent comme des permanences : l'enclavement ou, son contraire, l'insularité*.

Le déterminisme géographique se comprend comme une doctrine, selon laquelle, les conditions géographiques déterminent la politique d'un État. Les faits qui en découlent sont ainsi prévisibles. Malgré les excès des premières écoles de géopolitique, critiqués par une partie de l'École française* (notamment Albert Demangeon en 1932 qui met en avant les données humaines), puis les révolutions des transports* et des télécommunications au XX^{e} siècle, les données géographiques restent importantes dans la démarche géopolitique comme le rappelle Aymeric Chauprade. L'enclavement comme l'insularité demeurent des données physiques fondamentales qui doivent être analysées par le géopoliticien. L'étude des rapports de forces entre acteurs géopolitiques reste ancrée avant tout dans un espace* géographique.

L'enclavement renvoie à l'isolement d'un territoire* replié sur lui-même et mal relié aux territoires proches comme au monde. Est ainsi qualifié d'enclavé tout espace coupé de la mer ou y accédant difficilement. Être dépourvu d'accès à la mer constitue un handicap physique pour le développement des États et des territoires. Le terme peut aussi être employé dans un sens plus large en géographie pour désigner toute situation d'isolement : la situation insulaire en fait donc partie paradoxalement. C'est le cas pour les îles à l'écart des grandes routes maritimes mondiales comme l'île de Pâques ou l'îlot de Clipperton. Cet enclavement/isolement est une clé de lecture des inégalités contemporaines de la petite échelle – mondiale – à la plus grande échelle – micro géopolitique – des territoires urbains.

Les causes de l'enclavement sont nombreuses. Elles peuvent être naturelles comme le relief montagneux formant des barrières naturelles ou des territoires à l'intérieur des continents éloignés des littoraux. Le Bouthan et le Népal sont ainsi coincés entre Chine et Inde en Asie du Sud à la fois à cause d'un relief montagneux (chaîne himalayenne) et d'un éloignement des côtes. L'économiste néolibéral américain Jeffrey Sachs a montré que l'absence d'accès à la mer est un véritable frein au développement. Il remarque ainsi que sur chaque continent, la nation la plus pauvre ne dispose jamais d'un accès à la mer. C'est le cas de la Moldavie en Europe ou du Niger en Afrique.

L'isolement peut aussi avoir des causes politiques, culturelles ou militaires. C'est le cas de l'Arménie, enclave chrétienne en terres majoritairement musulmanes, isolée au Nord-Est de l'Anatolie turque, dans une région montagneuse à la frontière avec la Russie. Ses mauvaises relations avec ses voisins, notamment la Turquie en raison de la non-reconnaissance du Génocide de 1915, accentue son enclavement. C'est le cas de la Corée du Nord, dictature communiste, isolée politiquement à l'échelle mondiale depuis la guerre et la partition du pays en 1950-1953. L'enclavement est ici lié à un isolement idéologique volontaire, mais aussi aux sanctions (embargo*) mises en place par les États-Unis et l'ONU.

Enfin, des causes économiques dans la mondialisation actuelle isolent des territoires*. Cette nouvelle forme d'enclavement peut être due à la faiblesse des infrastructures de transports ou à une économie fragile et peu attractive. À l'échelle infra-étatique, en France, le Massif central, n'a de central que le nom et la situation géographique, car son enclavement est dû à la fois à un relief montagneux, une absence de réseaux de transport efficace (absence de LGV) et une économie et une démographie en déprise avec la désindustrialisation. À l'échelle mondiale, de nombreux pays dits du « Sud » à faible niveau de développement restent enclavés car contournés par les grands flux de la mondialisation (tourisme*, IDE…). Ils cumulent ainsi de nombreux handicaps : absence d'infrastructures performantes de transport, instabilité politique, faible niveau de vie, retard dans la connexion à internet à haut débit (fracture numérique). En Afrique, beaucoup de pays sont contournés par la mondialisation et enclavés physiquement. Le Burkina-Faso, par exemple, ne peut trouver son débouché maritime que par la Côte d'Ivoire. Ces pays très pauvres enclavés, à l'économie handicapée, appartiennent à la catégorie des « PED sans littoral » de l'ONU et bénéficient d'une aide spécifique à ce titre.

Cette situation d'enclavement représente une vulnérabilité que certains États tentent de dépasser. Le géopoliticien Aymeric Chauprade rappelle les différentes voies qui peuvent être empruntées à l'aide des exemples suisse, russe et allemand pour dépasser cette vulnérabilité. Si la Suisse, protégée par de hautes montagnes, adopte une politique de neutralité pluriséculaire face à ses voisins, en évitant tout engagement dans les guerres européennes, à l'inverse, des politiques expansionnistes sont mises en place par des puissances terrestres comme la Russie ou l'Allemagne pour rompre l'isolement.

La Russie, immensité eurasiatique, enclavée par des mers prises dans les glaces la plus grande partie de l'année, tente d'abord de maîtriser son territoire afin d'éviter tout risque de guerre menée sur ses fronts européens et sibériens à la fois. Pour diminuer cette vulnérabilité, dès 1888 est entamé la construction du Transsibérien – terminée en 1916 – de Moscou à Vladivostok. Lors de la Deuxième Guerre mondiale, cette crainte de voir l'ouverture de deux fronts pousse Staline à conclure des pactes de non-agression avec la puissance germanique en 1939 et japonaise en 1941. Pendant la Guerre froide, la constitution d'un glacis protecteur formé par les États-satellites et le maintien de la Chine dans la sphère d'influence communiste à partir de 1949 permet à l'URSS d'éviter l'encerclement. À l'heure de la renaissance de la puissance russe, sa politique étrangère eurasiatique lui permet toujours de se ménager des alliés à l'Est pour se concentrer sur les risques que représentent les alliés américains à l'Ouest. La Russie tente également de se désenclaver. L'accès aux mers chaudes est une permanence de la géopolitique russe des tsars à Vladimir Poutine. À l'issue de la guerre russo-turque (1787-1792), la Crimée revient aux tsars qui y mènent une politique de peuplement. Après la guerre de Crimée (1853-1856), ce territoire reste russe et devient une véritable riviera. En 1918, si la Crimée est temporairement abandonnée à l'Allemagne (traité de Brest-Litovsk en mars), l'URSS en reprend le contrôle et la péninsule devient la RSS autonome de Crimée. Mais en 1954 Khrouchtchev offre la Crimée à la RSS d'Ukraine. Lors de la chute de l'URSS, la Crimée revendique son indépendance et se proclame république autonome, puis indépendante en 1992. Elle accepte cependant son rattachement à l'Ukraine en échange d'un statut d'autonomie. Ce rattachement est reconnu par la Russie en 1997, mais la présence militaire américaine (OTAN) en 2006 dans le port de Théodosie ravive les tensions. Les manifestations Euromaïdan à partir de 2013 entraînent la chute du pouvoir ukrainien tandis que le courant séparatiste pro-russe se renforce en Crimée. 15 % de la population seulement en

Crimée revendique une identité ukrainienne. Les attaques contre la langue russe achèvent ce fragile équilibre. La Crimée proclame son indépendance en 2014 et son rattachement à la Russie après un référendum (« oui » à 96,77 %). Ce rattachement n'est pas reconnu. L'ONU défend l'intégrité territoriale de l'Ukraine, tandis que le gouvernement russe investit massivement dans la péninsule (routes, hôpitaux, pont de Crimée la reliant à la Russie, extension d'un aéroport international, mais également une clôture de sécurité de haute technologie à la frontière ukrainienne).

L'Allemagne, puissance continentale*, cœur du *Heartland**, souffre également de cet enclavement. Une politique expansionniste est la voie choisie au XX^e^ siècle avec la *Weltpolitik* de Guillaume II (entre 1890 et 1918), poursuivie par le projet géopolitique du III^e^ Reich d'Hitler de 1933 à 1945 et déjà exposé dans *Mein Kampf* (publié en 1924-1925). Le constat est le suivant : l'Allemagne ne dispose pas sur son sol des ressources nécessaires à son autarcie alors que le monde est déjà partagé et clos. La seule voie reste d'obtenir par la force les ressources nécessaires dans les régions proches du Reich. C'est la constitution de l'« espace* vital » par l'expansion vers l'Est de 1938 à 1942 progressant de l'Autriche avec l'Anschluss à la conquête de la Pologne, puis de la Tchécoslovaquie. En parallèle, la France doit être éliminée afin d'éviter l'ouverture de deux fronts comme en 1914-1918. Enfin, l'attaque de l'URSS en juin 1941 a pour but également de priver le Royaume-Uni de tout allié possible sur le continent. Comme la Russie, la puissance allemande poursuit également une autre voie pour accéder à son rêve maritime : l'Allemagne de Guillaume II avec l'amiral Tirpitz se veut l'égale de l'Angleterre mais ne dispose que d'une façade maritime réduite sur l'espace baltique. L'enclavement, durci par la guerre avec le blocus allié, stimule alors le développement des sous-marins pendant les deux guerres mondiales pour abattre les puissances maritimes* par la destruction de leur voie maritime vitale d'approvisionnement transatlantique.

Avec la mondialisation, d'autres stratégies de désenclavement sont adoptées. Des accords régionaux comme le Mercosur sont un moyen pour poursuivre ces politiques de désenclavement par la coopération (Voir organisations régionales*). Mais la poursuite du désenclavement reste aujourd'hui une dynamique géopolitique que des regroupements régionaux ne parviennent pas nécessairement à atténuer. À travers les cas de l'Irak tentant d'élargir sa façade sur le golfe persique par le Koweït, ou bien de la Syrie qui reprend peu à peu le contrôle de son « littoral naturel », le Liban, le Moyen-Orient illustre la permanence des dynamiques de désenclavement.

🕮 Références

- Aymeric Chauprade, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 2001.
- Gilles Lepesant, *Géopolitique des frontières orientales de l'Allemagne*, L'Harmattan, 1998.
- David Teurtrie, *Géopolitique de la Russie*, L'Harmattan, 2010.
- Alfred Wahl, *L'Allemagne de 1918 à 1945*, Armand Colin, 1999.

➢ Voir entrées

Geopolitics, Geopolitik, Puissance maritime, Puissance continentale, *Heartland*, Insularité, Espace, Embargo, Organisations régionales.

Insularité

« Les îles se perçoivent comme des centres et non comme des périphéries. Loin de reconnaître leur marginalité par rapport au continent, elles satellisent le monde autour d'elles, s'inscrivant alors en résistance contre ce contexte qui leur semble exercer une pression » affirme l'écrivain Nicolas Guidici illustrant la place particulière de l'île dans l'imaginaire collectif (*Le problème corse*, 1998).

À l'inverse de l'enclavement*, l'insularité est vue comme un atout géographique par les stratèges. L'insularité donne à ses habitants un sentiment de sécurité. Les États insulaires peuvent à la fois s'isoler du monde ou profiter de la maîtrise des mers pour développer un expansionnisme conquérant (Voir puissance maritime*) en limitant tout risque d'invasion. Développée au XIX^e^ siècle, à l'époque du darwinisme, l'insularité est un concept utilisé en géographie politique, en biologie comme en économie. Ce concept résulte d'une combinaison de données diverses : géographiques, mais aussi historiques, politiques et culturelles.

Les îles constituent des entités géopolitiques spécifiques. Entourée d'eau, à l'écart des continents, l'île est d'abord un refuge, à l'abri des envahisseurs. Madagascar poursuit ainsi de la préhistoire à la colonisation, une histoire propre, se transformant en un réservoir d'espèces végétales et animales. Sa faune et sa flore luxuriantes protégées renvoie dans l'imaginaire à l'« île-paradis ». L'île est comme un « monde en soi », un « microcosme » dans l'imaginaire de nombreuses civilisations. La population insulaire y cultive un sentiment d'isolement et d'unicité. Certains spécialistes désignent sous le terme d'« îléité » ce système de représentations centré sur l'île qui détermine l'espace vécu et perçu et vécu. Enfin l'idée de l'île comme centre du monde est développé déjà chez les Grecs dans l'Antiquité sous le terme d'« *omphalos* », le nombril du monde.

La critique du déterminisme insulaire intervient dès 1922 avec l'historien Lucien Febvre qui s'élève contre une « loi des îles » s'imposant aux hommes. L'insularité est un cadre, mais qui reste modelé par l'homme. Les îles sont appropriées, mais également délimitées par des frontières politiques. Néanmoins, l'insularité conserve deux traits qui lui sont propres. L'isolement permet la construction de caractéristiques uniques (langues, traditions). Et en même temps, la mer relie, favorise les échanges : une île peut devenir un carrefour stratégique, être envahie ou prisée des touristes aujourd'hui. L'insularité réunit ainsi ces deux dynamiques contradictoires : entre isolement et échanges.

L'insularité entraîne deux types de dynamique géopolitique : la tentation de l'isolement ou au contraire l'expansion.

La grande tentation de toute île est de s'isoler, rappelle Aymeric Chauprade. Le Japon, jusqu'à son ouverture brutale en 1853 par l'amiral américain Perry, se veut *L'Île absolue* (Thierry de Beaucé, 1979) vivant repliée sur elle-même et appliquant une politique démographique stricte, ses ressources naturelles étant limitées. Le Japon se ferma aux influences occidentales, notamment religieuses, dès le XVII^e^ siècle et maintint une limitation stricte de son ouverture commerciale. Cet isolement pluriséculaire du Japon est possible parce que, d'un côté, la Chine est tournée sur elle-même, de l'autre, l'océan Pacifique reste, jusqu'à l'arrivée des Américains, un espace immense et vide.

À l'inverse, l'Angleterre ne connaît jamais l'isolement du Japon, bien que l'insularité soit un élément central de l'identité britannique (*Britishness*). La Grande-Bretagne cultive un sentiment d'exception fondé sur le fait que durant l'histoire, le continent n'a jamais réussi à envahir cette île-refuge, excepté en 1066. Mais si elle permet l'indépendance, l'insularité ne signifie pas pour autant le repli. La dimension maritime des peuples insulaires est développée et le Royaume-Uni fournit l'exemple d'une île disposant durant plusieurs siècles de la suprématie maritime mondiale (Voir Puissance maritime*). Parce que la mer est une frontière* sûre en même temps qu'elle représente une interface, elle appelle au développement de ces États insulaires et à leur expansion. L'insularité a permis à l'Angleterre de forger sa puissance maritime et a constitué un des fondements de sa puissance militaire, politique, commerciale et économique. Ce n'est qu'à l'issue des deux guerres mondiales que le Royaume-Uni redécouvre son enracinement européen. En 1973, il rejoint la construction européenne après les atermoiements de la « politique de la chaise vide », et en 1994 l'ouverture du tunnel sous la Manche marque la fin de son insularité et arrime l'île au continent. Le Brexit, effectif en janvier 2021, marque aujourd'hui un retour à une posture de « splendide isolement », tandis que sa frontière maritime redevient une barrière.

D'un point de vue géopolitique**,** les États-Unis relèvent également de l'insularité. Protégés par deux océans, bordés au nord par une immensité vide, ayant refoulé au sud le Mexique au XIX^e^ siècle, les États-Unis peuvent se ressentir comme une île autonome, mais bénéficiant de ressources importantes. Tel est leur choix (isolationnisme) jusqu'en 1917 et dans l'entre-deux-guerres théorisé par la doctrine Monroe dès 1832. La priorité des États-Unis est l'édification de leur territoire (guerre de Sécession, guerre civile, conquête de l'Ouest). Ils étendent cette logique d'insularité à l'ensemble du continent américain conçu comme leur « chasse gardée ». Mais l'insularité américaine s'érode. Les intérêts américains touchés par la guerre sous-marine allemande les poussent à rompre avec leur posture isolationniste et à entrer en guerre en 1917. À partir des années 1960, les révolutions des transports en contractant les distances et le temps réduisent l'insularité (mutations des transports* maritimes, aériens, puis dématérialisés). La crise de Cuba en 1961 est un choc : pour la première fois, le sol américain peut être touché par un ennemi avec l'élévation de rampes de missiles soviétiques. L'isolationnisme américain laisse place alors durablement à l'interventionnisme. Le 11 septembre 2001 est un nouveau traumatisme. Pour la première fois de leur histoire, un acte terroriste de grande ampleur sur leur territoire met fin à l'insularité protectrice du pays. Cette représentation géopolitique du territoire américain s'écroule. L'administration Bush lance une croisade contre le terrorisme. La sécurité intérieure (*homeland security*) devient le fer de lance de la politique américaine. Les frontières, dont l'ouverture était jusque-là un des fondements du pays, vont jouer un rôle de levier central : c'est par un contrôle et un verrouillage de celles-ci que Washington se propose de sécuriser son territoire. L'insularité des États-Unis est ainsi renforcée.

Pour les puissances maritimes* expansionnistes, l'île est un relais pour la conquête. Madagascar située sur la route des Indes sert aux Anglais de relais stratégique avant le percement du canal de Suez. L'île est un également un verrou stratégique pour les conquérants, la prise de Malte permet de contrôler le passage reliant l'est de la Méditerranée à l'ouest. Posséder les îles qui voisinent un continent, c'est disposer d'un avantage sur les routes maritimes au large et sur ce continent. Ainsi, le Royaume-Uni conserve les îles anglo-normandes, bases navales idéales, après les guerres franco-anglaises. Mais l'avantage stratégique lié à l'insularité peut se transformer en facteur de déstabilisation interne. L'insularité peut constituer un facteur d'instabilité politique dans de nombreuses îles disputées par des influences contradictoires. L'insularité est souvent le lieu de tensions géopolitiques quand elle est partagée. Nombre d'États se partageant une île refusent ainsi d'admettre sa partition. Le nationalisme irlandais revendique la totalité de l'île au détriment de la présence britannique au nord. Le partage de l'île de Chypre suivant une ligne de fracture gréco-turque illustre aussi le cas de l'insularité divisée. Nombreux sont les États insulaires frustrés d'un territoire insulaire inachevé. Nombre de situations géopolitiques font également

intervenir un conflit entre la logique archipélagique et la logique insulaire. En Indonésie, la logique archipélagique consista à récupérer l'ensemble du domaine hollandais à partir d'un dispositif centré sur Java et Sumatra. Dans ce type d'État, l'insularité nourrit les séparatismes et le risque de fragmentation étatique. Aujourd'hui, on constate que la plupart des 45 États insulaires sont des micro-États (Voir État*).

En économie, **la relation entre insularité et développement est au cœur de nombreuses recherches depuis le début des années 1980.** Pour certains, la situation d'insularité empêche le développement : territoire exigu, faibles ressources, surcoût des transports, isolement… D'autres, au contraire, relativisent les coûts liés à l'isolement, notamment les coûts de transports maritimes, et certaines îles, bien qu'éloignées, connaissent un succès touristique considérable avec l'essor du tourisme* mondial. Enfin, la Convention pour le droit de la mer de Montego Bay signée en 1982, accorde aux États littoraux ou insulaires des eaux territoriales (jusqu'à 12 milles marins des côtes) sur lesquelles ils exercent leur pleine souveraineté, ainsi qu'une zone économique exclusive (ZEE) allant jusqu'à 200 milles des côtes. Cette logique d'appropriation des espaces maritimes* renforce l'insularité et les enjeux géopolitiques afférents. La notion d'insularité évolue également avec le développement des nouvelles technologies de communication. Avec les nouveaux réseaux de communication et de transports marchands, la distance géographique ne constitue plus un obstacle significatif au développement des îles. À l'inverse, de nouvelles îles, dématérialisées cette fois, se constituent. Il s'agit des espaces évitées, contournées, par les nouveaux réseaux portés par la mondialisation.

Cependant, l'insularité demeure aujourd'hui encore un déterminisme géographique prépondérant sur les autres facteurs géopolitiques. Les processus de recherche de l'unité et de l'autonomie insulaire par rapport à un État archipélagique restent toujours actifs.

🕮 Références

- Aymeric Chauprade, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 2001.
- Stéphane Gombaud, *Îles, insularité et îléité : Le relativisme dans l'étude des espaces archipélagiques* (thèse de doctorat en géographie), Université de la Réunion, 16 juin 2007.
- André Kaspi, *Les Américains,* 2 vol., Seuil, 1986.
- Philippe Moreau-Defarges, « Le Royaume-Uni, laboratoire de l'Europe ? », dans *RAMSES 1995,* IFRI/Dunod, 1994.
- Coll., « Japon et géopolitique », dans *Hérodote*, n° 78-79, 1995.

➢ Voir entrées

Geopolitics, Puissance maritime, Enclavement, Frontière, État, Espaces maritimes.

L'espace : de l'« espace vital » à l'espace « approprié »

L'espace qui précède le territoire est un « *lieu ou un champ des possibles* » pour Claude Raffestin qui élabore une *Géographie du pouvoir* en 1980.

L'espace tel qu'il est perçu reste au cœur de la géopolitique contemporaine. Pour Aymeric Chauprade, « les réalités de la géographie physique et humaine et les déterminismes qui en découlent » restent une constante de la géopolitique (*Géopolitique, Constantes et changements dans l'histoire*, 2007). Les nombreux acteurs de la géopolitique aux prises pour contrôler l'espace ont des représentations distinctes de l'espace qui recouvre des enjeux variés (richesse, sécurité, puissance). Ces espaces sont vécus, appropriés, revendiqués, exploités par des acteurs, sans lesquels l'analyse géopolitique n'a pas de sens, car sans acteur, il n'y a pas de dynamique des territoires, ni rapports de force pour leur contrôle et leurs usages. L'approche géopolitique découle ainsi des décalages entre les différents maillages, représentations et enjeux spatiaux.

En géographie, on distingue ainsi traditionnellement deux catégories d'espaces : les « espaces légitimes » disposant d'une reconnaissance juridique pour le géographe Jacques Lévy (États, mais aussi découpages infra-étatiques comme les régions, villes, et les territoires supra-étatiques comme l'UE…), des « espaces vécus » d'Armand Frémont (pratiqués, pensés, exploités, revendiqués…). Les « espaces légitimes » sont les enjeux centraux de la géopolitique classique.

Les représentations de l'espace de chaque entité géopolitique évoluent dans la longue durée. Selon les physiocrates du XVIII^{e} siècle, la seule vraie richesse, c'est la terre et ses ressources. Au XIX^{e} siècle, le marxisme fait évoluer cette vision : la richesse se trouve dans l'espace où l'on fabrique. Ce lien entre production matérielle, richesse et contrôle de l'espace constitue l'une des clés de la période 1850-1950. La force d'un État réside d'abord dans la possession de matières premières (charbon, fer, puis pétrole) et le territoire contrôlé est une des clefs de la puissance. Les États-continents (États-Unis, Union soviétique…) disposent alors d'un atout unique concentrant sur leur propre sol toutes les ressources nécessaires à leur survie. Pour les puissances insulaires qui n'ont pas cet atout, il leur faut un Empire* en se projetant à travers les espaces maritimes* vers l'outre-mer. C'est l'ère des empires coloniaux de l'Angleterre et de la France, puis de la nécessaire conquête de l'« espace vital » de l'Allemagne hitlérienne ou de la « sphère de coprospérité de la Grande Asie orientale » que tente de créer l'Empire du Japon lors de l'ère Showa à partir de 1938. L'espace est ainsi marqué, délimité, partagé dans une logique d'appropriation. Les royaumes, puis les États-Nations, se comportent en propriétaires : consolidant, étendant et fixant leur territoire.

L'espace est un des concepts fondamentaux de la géopolitique de Friedrich Ratzel dans sa *Politische Géographie* (1897). Pour Ratzel, le *Raum* désigne la capacité à maîtriser l'espace. Le premier, il cherche à comprendre ce qui lie un peuple à un espace approprié. Il concentre son analyse sur l'État* et jette les bases d'une analyse spatiale du pouvoir de l'État. « Il est dans la nature des États de se développer en compétition avec les États voisins, l'enjeu consistant la plupart du temps en territoires. » D'où la lutte pour l'espace (*Kampf um Raum*) et la revendication d'un « espace vital ». *Der Lebensraum* est le titre d'un ouvrage publié par Ratzel en 1901. Selon lui, le contrôle de l'espace, de ses ressources et ses frontières, détermine le développement, comme la puissance d'un État, et par conséquent ses politiques extérieures. Ce contrôle de l'espace dépend d'abord de l'espace physique qui impose ses conditions géographiques au développement de l'État. L'État prend conscience de son espace en s'opposant aux États voisins. Leurs rivalités, ou au contraire leurs affinités, permettent l'émergence d'une construction politique (nationalisme). Pour Ratzel les conditions physiques et climatiques des États-Unis leur donnent des avantages par rapport à d'autres États de même dimension, comme la Russie ou l'Australie. Pour Ratzel, les États-Unis, par leur taille, leurs ressources, sont le prototype de l'État du futur, se développant sur des espaces immenses. La révolution des transports et des télécommunications leur a permis de dépasser le conditionnement géographique de l'immensité. Ratzel croit au phénomène de concentration croissante des États. La concurrence politique écrase les petits ou leur impose de s'unir. Pour Ratzel, la constitution de ces États-continents signifiera alors une tendance à l'égalisation des États, à l'équilibre des forces amenant ainsi à la paix*.

Le concept de *Lebensraum* devient synonyme de « zone d'influence » et de « sphère réservée ». Des écrivains allemands reprennent ce concept au profit de l'Allemagne. L'homme politique Friedrich Naumann (1860-1919), dans son ouvrage *Mitteleuropa,* conçoit l'espace stratégique entre mer Baltique et mer Noire en Europe centrale comme un espace destiné à vivre sous la domination des peuples germaniques, tout en maintenant une certaine autonomie des peuples non-germaniques dans ces régions. Le projet de constitution d'une *Weltmacht* (puissance mondiale), défendu par le Kaiser Guillaume II, met également en perspective les nouvelles questions relatives à l'espace et à la survie de l'État en tant qu'organisme vivant qui croit pour sa survie. Friedrich Ratzel était déjà fasciné par la conception de l'espace américain avec la conquête de l'Ouest, processus d'appropriation de terres nouvelles par des vagues de migrants. La politique extérieure des États-Unis se résume alors à la doctrine Monroe de 1823 (« l'Amérique aux Américains ») en vertu de laquelle ils s'octroient un droit de police sur le continent, leur « chasse gardée » ou espace d'influence, pour protéger leurs intérêts. Cette déclaration interdit toute intervention européenne dans le Nouveau Monde et, en retour, les États-Unis s'astreignent à une politique non-interventionniste dans les affaires européennes (Voir insularité*). La guerre hispano-américaine de 1898, puis la présidence de Théodore Roosevelt (1901-1909), influencé par les théories navales de Mahan, marque la fin de cette période (Voir Puissance maritime*).

Cette notion de *Lebensraum* est controversée. Haushöfer, en concentrant son analyse sur la perte des territoires allemands en 1919 et en insistant sur l'impératif de la constitution d'un *Lebensraum,* a fourni des arguments à la doctrine hitlérienne qui y ajoute une dimension raciale. En Allemagne, la politique d'expansion d'Hitler a un but : donner à l'Allemagne un espace vital (*Lebensraum*). Dans Mein *Kampf,* Hitler comprend l'exigence de conquête du *Lebensraum* comme une colonisation allemande de l'Europe de l'Est aux dépens des peuples « inférieurs », réalisant ainsi son projet d'une Europe nouvelle « *judenfrei* » (« sans juifs »).

Pour les géographes et géopoliticiens actuels, l'espace est surtout aujourd'hui un produit de la société, un espace approprié par l'homme.

L'espace mondial est ainsi divisé en territoires politiques, les États*, fondements de l'approche réaliste en géopolitique. Le territoire* des États-Nations, ses frontières*, sont garantis par le principe fondateur en droit international* d'intangibilité des frontières. Ce principe ne résout cependant pas les revendications des peuples pour étendre leur territoire sur d'autres espaces en fonction de leurs besoins (recherche d'une façade maritime, contrôle de ressources terrestres, ou maritimes avec l'appropriation des mers…) et de leurs représentations géopolitiques.

D'autres représentations de l'espace se superposent, interagissent ou entrent en concurrence avec ces espaces politiques : les réseaux, les espaces socio-culturels, les aires linguistiques ou religieuses (Voir le « Choc des civilisations* » de Samuel Huntington). Ainsi, pour les marchands, l'espace se définit non par des richesses données mais par ses potentialités d'échange : la richesse naît de la circulation des marchandises, l'enjeu est d'abord de tenir les meilleures routes. Ces réseaux commerciaux renvoient à une autre représentation de l'espace. De nouveaux conflits* peuvent naître alors d'une discordance entre des espaces étatiques, perçus comme illégitimes, et des espaces linguistiques ou religieux revendiqués par exemple (Voir Minorités*).

La prise en compte de ces représentations territoriales est une innovation majeure de la nouvelle géopolitique. Ainsi, Philippe Subra a montré dans ses travaux que l'analyse des représentations est indispensable dans l'approche géopolitique des projets d'aménagement des territoires. Ces représentations permettent de comprendre les relations à l'espace approprié des acteurs et la nature de leurs rivalités. La géopolitique contemporaine prend en compte ces nouveaux acteurs et leurs représentations à toutes les échelles (de la macro-géopolitique à la géopolitique interne ou micro-géopolitique). Le concept de « territorialité » est alors central pour désigner le rapport d'appropriation des individus ou groupes à l'espace. Claude Raffestin en a établi les caractéristiques dans sa *Géographie du pouvoir* (1980). Ce concept large de « territorialité » permet de synthétiser les relations entre acteurs et territoires. Ces relations peuvent amener à une compétition ou à un conflit entre acteurs en fonction de leurs pratiques différentes de l'espace ou de leurs représentations spatiales divergentes.

🕮 Références

- Aymeric Chauprade, *Géopolitique Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 2007.
- Frédéric Lasserre et Emmanuel Gonon, *Manuel de géopolitique : Enjeux de pouvoir sur les territoires,* Armand Colin, 2012.
- Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, Librairies techniques (LITEC), 1980.
- Philippe Subra, *Géopolitique locale : Territoires, acteurs, conflits*, Armand Colin, 2016.

➢ Voir entrées

Enclavement, Insularité, Puissance continentale, Puissance maritime, État, *Choc des civilisations*, Territoires.

Souveraineté

La souveraineté est définie comme la « *puissance absolue et perpétuelle d'une République […] c'est-à-dire la plus grande puissance de commander* » par Jean Bodin, dès 1576, dans *Les Six livres de la République*.

Toute rivalité de pouvoirs n'est pas nécessairement géopolitique. Pour qu'elle le soit, il faut que les acteurs géopolitiques se disputent d'abord l'influence ou la souveraineté d'un territoire. La souveraineté (du latin médiéval *super,* « dessus ») renvoie à l'exercice d'un pouvoir sur une zone géographique et sa population. Dans l'Ancien Régime, les cours de justice de dernier ressort, comme les parlements, sont souveraines. La souveraineté devient l'attribut de l'État* par excellence. Aristote, dans sa *Politique* (III et IV), associe la souveraineté aux principes du « règne de la loi qui doit s'étendre à tout » et de la « hiérarchie des normes ». Cette hiérarchie instaure une souveraineté, entendue comme une suprématie de la loi dans plusieurs domaines. Jean Bodin au XVI^e^ siècle, s'inspirant d'Aristote, définit la souveraineté en la détachant de la puissance militaire (*imperium*) et de tout pouvoir religieux. L'essor à la Renaissance de la « raison d'État » correspond à cette mutation. À la fin du XIX^e^ siècle pour le théoricien allemand Georg Jellinek (1851-1911), la souveraineté est la « compétence des compétences ».

Aujourd'hui, la définition juridique retenue est énoncée par le juriste français Louis Le Fur (1870-1943) : « La souveraineté est la qualité de l'État de n'être obligé ou déterminé que par sa propre volonté, dans les limites du principe supérieur du droit, et conformément au but collectif qu'il est appelé à réaliser » (*État fédéral et confédération d'États*, 1896). Dans un régime politique représentatif, la source de la souveraineté est la Nation ou le peuple. Elle confère ainsi la légitimité et l'autorité aux organes de l'État. La puissance publique s'exerce au nom de la souveraineté. L'État souverain est ainsi investi des compétences les plus élevées. Elle s'exerce pour la sécurité extérieure avec la diplomatie et la défense, dans la sécurité intérieure avec la puissance de police et la loi, et dans la justice et les finances (droit de battre monnaie, impôts, contrôle des marchés).

Ce principe de souveraineté est un principe fondateur du droit international*. La paix de Westphalie en 1648 met fin aux guerres de religion*. Malgré les critiques, le système westphalien qui se met en place est à l'origine du système international moderne dans lequel un État doit éviter de s'ingérer* dans les affaires intérieures d'un autre État. Chaque État individuel dispose d'une autorité inaliénable dans la gestion de ses affaires internes, sans interférence d'autres États. À son apogée, le système westphalien repose sur les éléments structurants de la souveraineté nationale : les gouvernements des États-Nations sont les seuls détenteurs de la souveraineté qui s'exerce sur un territoire* physique (reconnaissance universelle de la souveraineté) ; les principes de non-intervention et d'égalité juridique des États en découlent ; l'« usage légitime de la violence sur un territoire donné » est reconnu : la guerre* entre nations souveraines est un moyen légitime pour résoudre les différends. La souveraineté permet l'établissement d'un ordre international : l'État souverain ne peut se voir imposer des limites, que ce soit par un autre État ou une autorité supranationale.

La souveraineté dans les relations internationales repose sur l'égalité entre les États souverains, indépendamment des inégalités de fait (puissance, étendue, ressources). La Charte de l'ONU évoque le principe d'« égalité souveraine » (art. 2). Les relations internationales se fondent ainsi sur des relations horizontales entre États souverains indépendants. Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures est rappelé au XVIII^e^ siècle par le juriste suisse Emer de Vattel (Voir Ingérence*). La doctrine « westphalienne » des États en tant qu'agents indépendants d'un système de relations interétatiques est renforcée par la montée des nationalismes à la fin du XIX^e^ siècle.

Le XX^e^ siècle est le siècle des paradoxes pour le concept de souveraineté : c'est à la fois le siècle de son triomphe et de sa dilution. Le modèle européen de construction étatique européen s'étend au monde, mais sans parvenir à garantir la stabilité. La prolifération étatique (Voir Balkanisation*) s'accompagne d'une dilution qualitative de la souveraineté. Toutes les revendications de souveraineté reposent sur le principe de l'« autodétermination des peuples » (Voir Les Fondements du droit international*). Suivant ce principe, le nombre d'États détenteurs de la souveraineté a été multiplié par quatre entre 1900 et 2000. La fin des Empires* multiethniques a abouti à la création ou à la renaissance d'États comme la Pologne, les États baltes, la Tchécoslovaquie ou la Serbie, la Croatie et la Slovénie. Si le morcellement étatique a été retardé en Europe un temps par la constitution du bloc de l'Est dans la Guerre froide (Pacte de Varsovie), les Empires européens coloniaux se sont désintégrés avec le processus de décolonisation. La chute de l'URSS a encore augmenté ce nombre, comme la scission tchécoslovaque (1992). Malgré le principe d'égalité juridique entre États qui prévaut dans les organisations internationales*, la puissance dans les faits de chacun de ces États est très hétérogène. Certains sont « défaillants » dans l'exercice de leurs fonctions régaliennes (sécurité intérieure, maîtrise du territoire…, Voir États faillis*). Cette prolifération étatique s'accompagne donc d'une relativisation de fait du principe pourtant fondamentale de l'égalité des États dans le droit international. Si à l'ONU, chaque État dispose bien d'un siège à l'Assemblée générale, comment donner autant de poids aux politiques étrangères d'États-continents comme les États-Unis ou la Chine qu'à celles des micro-États, comme Kiribati ?

Ce principe d'autodétermination va être limité en partie à partir du mouvement de décolonisation par les principes d'« intégrité territoriale » et d'« intangibilité des frontières »*. La sécession est proscrite, en partie, par l'ONU à partir de 1960. Si la fédération yougoslave a laissé la place à la Slovénie, au Monténégro, à la Macédoine, à la Croatie, à la Bosnie-Herzégovine et à la Serbie, les Albanais du Kosovo se voient refuser le droit de faire sécession avec la Serbie. L'argument est que leur statut avant 1989 était celui d'une république autonome et non d'une république indépendante. Ils ne peuvent revendiquer le principe d'autodétermination, malgré les persécutions dont ils font l'objet par le gouvernement de Slobodan Milosevic. La lutte armée dans laquelle s'engagent les Kosovars albanais en 1998 aboutit à une occupation militaire de l'OTAN, au nom de l'ONU, en 1999 (droit d'ingérence* humanitaire), mais le principe de souveraineté de la Serbie est réaffirmé comme son intégrité territoriale et seul un protectorat international est mis en place. Les contradictions de l'ONU et de l'UE apparaissent au grand jour au Kosovo. La déclaration d'indépendance du Kosovo en 2008 est toujours contestée par la Serbie, comme par l'ONU et l'UE. La souveraineté étatique et le principe de l'intégrité territoriale sont ainsi relativisés comme l'autodétermination des peuples au Kosovo, prolongeant une évolution que les pratiques d'ingérence* avaient déjà largement amorcée.

Depuis 1945, le système westphalien est sérieusement ébranlé avec la mondialisation*. La fin de la Guerre froide marque une intégration internationale accrue au détriment de la souveraineté westphalienne. Si l'État souverain n'agit que selon sa volonté propre, cette volonté est restreinte par la reconnaissance de règles du droit international (droit produit par des organisations internationales* et régionales*). L'évolution du système

international (processus d'intégration régionale*, négociations multilatérales sur les enjeux globaux, mondialisation économique…) limite l'exercice de la souveraineté dans les faits. Le concept de « souveraineté partagée » de l'UE est ainsi contraire aux vues historiques de la souveraineté westphalienne, car il prévoit que des agents extérieurs peuvent intervenir dans les affaires intérieures des États-membres.

Cette évolution a conduit certains auteurs à parler d'un « monde sans souveraineté » : Bertrand Badie dénonce la « fiction de souveraineté » des États acceptant une « responsabilité partagée » avec de nouveaux acteurs, non élus, face aux défis contemporains. L'adjectif « post-westphalien » apparaît également dans les années 1970 pour désigner l'effacement des États derrière les deux superpuissances de la Guerre froide. La mondialisation accélère le processus avec l'effacement partiel des frontières*, l'affaiblissement des pouvoirs régaliens (notamment dans le domaine économique), l'accélération des échanges et de la construction d'ensembles régionaux continentaux. De nouveaux acteurs sur la scène internationale battent aujourd'hui en brèche la conception traditionnelle de la souveraineté des États : certains acteurs de la société civile* se déclarent « libres de souveraineté » face à la croissance des défis globaux et avec l'émergence de « biens publics mondiaux » (Voir Environnement*). Une redistribution des pouvoirs est engagée entre marchés, société civile et États. En 1999, la spécialiste des relations internationales Susan Strange a introduit le terme « *Westfailure* » dans son article *The Westfailure System*. Ce terme désigne l'échec de l'Ouest avec ce jeu de mots sur le système westphalien. Susan Strange met en évidence en quoi ce système de gouvernance internationale échoue et ne « satisfait pas aux conditions de durabilité à long terme ». Une des remises en cause de ce système westphalien provient pour elle du capitalisme mondial lequel sape le pouvoir que les États exercent sur leurs secteurs financiers. À l'échelle infra-étatique, dans certains États néolibéraux, des compétences essentielles de la souveraineté peuvent être déléguées. Ainsi aux États-Unis, certaines fonctions de sécurité intérieure (surveillance des frontières…) sont transférées à des entreprises privées (Voir CMI*). De nombreux États délèguent ainsi une part de leur souveraineté en interne, mais aussi à une échelle supra-étatique.

Cependant, les aspirations à la puissance de certains États limitent cette dilution de la souveraineté. En 2008, la question de la souveraineté ressurgit et est invoquée aussi bien lors de la déclaration d'indépendance du Kosovo que dans le conflit médiatique opposant la Chine au Tibet lors des Jeux Olympiques, ou dans le conflit russo-géorgien pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. D'intenses batailles diplomatiques sont en cours à propos de revendications territoriales dans les espaces maritimes*, comme sur l'Arctique ou dans l'espace indopacifique. Les puissances émergentes revendiquant les attributs de la puissance s'opposent au droit d'ingérence, au « juridisme » des droits de l'homme ainsi qu'à l'autodétermination. Paradoxalement, bien que le système westphalien se soit développé en Europe, ses plus fervents défenseurs se trouvent aujourd'hui dans les pays du Sud, notamment les grands Émergents*. La Chine et la Russie ont publié une déclaration conjointe dès 2001 où elles s'engageaient à préserver les fondements du droit international contre l'usage des concepts d'« ingérence humanitaire » et de « souveraineté limitée ». Elles usent de leur droit de veto pour bloquer les violations américaines de la souveraineté en Syrie. La souveraineté westphalienne est vue comme un moyen de contrebalancer la puissance américaine en encourageant un nouvel ordre multipolaire. Signe de ce renouveau, depuis quelques années, le terme de souveraineté est étendu aux nouvelles formes de territoires que représente le cyberespace* et aux rivalités qui s'y expriment.

🕮 Références

- Amitav Acharya, « Mondialisation et souveraineté : une réévaluation de leur lien », dans *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 8, 2001/3.
- François Alabrune *et alii*, *L'État souverain dans le monde d'aujourd'hui, Mélanges en l'honneur de Jean-Pierre Puissochet*, Ed. Pédone, 2008.
- Bertrand Badie, *Un monde sans souveraineté. Les États entre ruse et responsabilité*, Fayard, 1999.
- Lider Bal, *Le mythe de la souveraineté en droit international*, Thèse de droit, Université de Strasbourg, HAL Archives ouvertes, 2012 (en ligne).
- Patrick Le Galès et Nadège Vezina, *L'État recomposé*, Paris, PUF, 2014.
- Susan Strange, *The Westfailure System,* dans *Review of International Studies,* Cambridge Université Press, Vol. 25, n° 3, juillet 1999.

➢ Voir entrées

État, Mondialisation, Frontières, Les Fondements du droit international, Ingérence, Balkanisation, Organisations internationales, Organisations régionales, Territoires.

Impérialisme

« *La croissance de l'État procède par annexion de petits membres dans un même agrégat. En même temps, le lien entre la population et le sol devient de plus en plus étroit* » affirme Friedrich Ratzel dans sa *Géographie politique* (1897). Cette affirmation peut être vue comme une apologie de l'impérialisme, l'Histoire a montré que les grands États se sont constitués aux dépens d'autres plus petits, annexés et absorbés. Mais, pour que l'État soit réellement viable, durable, il fallait que l'annexion soit suivie d'une véritable intégration, d'une fusion en un même agrégat.

Le concept d'« impérialisme », du latin *imperium*, qualifie la volonté d'un État de créer une hégémonie sur d'autres États, d'autres groupes. Cette acception générale du terme, recouvrant une logique géopolitique expansionniste d'un État, est empruntée à l'anglais vers 1880. Elle qualifie la conduite des puissances visant à se créer des « Empires » à la fin du XIX^{e} siècle et le mouvement d'idées qui soutient cette politique au Royaume-Uni. L'idée d'Empire est cependant bien plus ancienne, remontant aux origines de l'Histoire.

Tout Empire* naît d'un rêve d'expansion. L'impérialisme se traduit ainsi par une construction territoriale dynamique n'obéissant qu'à la seule logique d'expansion, depuis les premiers Empires égyptiens ou perses… L'Empire doit s'étendre pour fournir des terres en récompense à ses soldats et maintenir son contrôle sur les peuples qu'il domine. Le processus se déploie par annexion des territoires à partir du centre de l'Empire (Voir Centre/Périphérie*). Une administration le plus souvent décentralisée gouverne, administre et exploite ces territoires vaincus. Si tout Empire naît d'un rêve d'expansion, celui-ci ne connaîtrait que les limites de la terre connue. Pour Alexandre, Napoléon ou Hitler, leurs conquêtes ne sont que les prémices d'un Empire universel. Cependant, d'un point de vue géographique, l'Empire recouvre essentiellement une dimension continentale. L'unité géographique d'un continent et la force politique qui en découle fondent la plupart de ces visions impériales (Voir Puissance continentale*).

L'idée d'Empire, pour renforcer la construction territoriale, repose sur une idéologie qui la justifie. Rome construit sa légitimité sur le succès de la *Pax Romana* et oppose sa citoyenneté et sa civilisation aux Barbares. Charlemagne ou Charles-Quint s'érigent en protecteurs de la Chrétienté. Au XIX^{e} siècle, à l'ère de la montée des nationalismes, la dynamique coloniale s'accompagne d'arguments idéologiques, comme le « devoir de civiliser les races inférieures » de Jules Ferry, ou le « fardeau de l'homme blanc » de Rudyard Kipling, tandis que l'URSS ensuite entend faire advenir la fin de la lutte des classes en libérant les prolétaires de la domination capitaliste…

À l'inverse de l'État-Nation caractérisé par un peuple homogène (langue, culture, ethnie…) sur un territoire délimité, l'Empire intègre les peuples voisins en s'étendant à partir du centre. Face à un centre hégémonique, la question de la diversité des nationalités, des langues* ou des religions* ressurgit (Voir Minorités*). L'Empire multiethnique est par nature conflictuel avec sa dynamique d'expansion perpétuelle. La conflictualité interne d'un Empire émerge de ces forces centrifuges. Il n'existe ainsi pas d'Empires qui aient perduré, contrairement aux États-Nations plus homogènes.

Dans la géopolitique classique, la notion d'impérialisme est centrale. Cette discipline naît au moment où les puissances européennes se partagent le monde et où les États-continents conquièrent « leur » espace. À la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècle, les premiers géopoliticiens raisonnent tous en termes de sphères d'influence se disputant et se partageant la planète (Voir Espace*). Cette perception géopolitique des rapports de domination planétaires s'exprime dans une vision verticale introduite par l'allemand Karl Haushofer en 1919. Cette « verticalité du système international » entérine une sorte de droit naturel, un devoir moral qui incombe aux grandes puissances de conduire le destin des autres peuples. La colonisation est alors l'expression privilégiée de cet impérialisme. Le terme « colonisation » se définit, dans son sens ancien grec, comme l'« action de peupler par une colonie ». Au XIX^{e} siècle, le terme renvoie soit un « établissement fondé dans un pays étranger », soit une « possession européenne dans une autre partie du monde » (*Littré*, 1863). Le deuxième sens insiste sur le rapport de domination établi par l'Europe à l'extérieur, même si la colonisation de peuplement reste encore une dimension importante du phénomène colonial (Empire colonial français par exemple). Au XIX^{e} siècle, les plus grands défenseurs de l'impérialisme colonialiste sont au Royaume-Uni James A. Froude, Rudyard Kipling et Joseph Chamberlain, le mouvement pangermaniste en Allemagne, le panslavisme en Russie, Theodore Roosevelt (1901-1909) aux États-Unis et l'impérialisme japonais au Japon ou le « parti colonial » en France. Leur idée de l'« impérialisme » aboutit à la constitution d'un « dispositif impérial » (Aymeric Chauprade), une construction politico-territoriale.

Le concept, utilisé par la terminologie marxiste, se double d'une définition de nature économique avec l'expansionnisme capitaliste. Les socialistes, à la suite du libéral anglais en 1902 John Atkinson Hobson (*Imperialism, a Study*), en firent le centre des débats sur les rapports entre les États. En 1916, Lénine, dans son célèbre essai *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, comprend l'« impérialisme » comme le dernier stade de l'histoire, avant la transformation socialiste. Il décrit ainsi ce processus : les contradictions croissantes du capitalisme industriel et financier, puis les rivalités pour le partage du monde entre les groupes capitalistes, amèneraient à l'exaspération des conflits, à l'avènement des régimes autoritaires s'imposant face aux régimes démocratiques et, enfin, à la guerre avant la révolution socialiste. Cette vision marxiste fut critiquée par de nombreux théoriciens, économistes et historiens qui rappellent ainsi que l'impérialisme n'est pas né avec le capitalisme occidental et la révolution industrielle du XIX^{e} siècle et qu'il n'est pas un phénomène exclusivement européen dans l'Histoire. L'expansionnisme capitaliste peut engendrer des conflits armés, mais aussi des ententes internationales (coopération, échanges). Enfin, d'autres facteurs interviennent. L'impérialisme peut être déterminé également par des raisons démographiques ou sociales, comme la nécessité d'exporter un surplus de peuplement (depuis la colonisation grecque antique en Méditerranée pour répondre au manque de terres à la colonisation dans l'Europe industrielle). Il peut également être motivé par la volonté d'imposer une idéologie (dimension essentielle du pangermanisme au XIX^{e} siècle par exemple).

Le XX^{e} siècle est le siècle de la disparition des grands impérialismes. Il marque la fin des Empires centraux en 1919, puis des Empires coloniaux entre 1947 et les années 1970. Dans l'entre-deux-guerres, les doctrines impérialistes « classiques » connaissent un premier déclin. Elles sont remplacées par de nouvelles formes de « sous-impérialisme » conquérantes qu'il faut distinguer. Le régime nazi avec sa *Weltmachtpolitik* (« politique pour une puissance mondiale ») et son *Lebensraum* (« espace vital ») débouche sur un impérialisme totalitaire caractérisé par la domination absolue et l'exploitation systématique de l'espace conquis. L'effondrement de cet impérialisme totalitaire en 1945 laisse place à des formes plus subtiles de relations inégales entre les acteurs internationaux.

Les nouvelles formes d'impérialisme sont plus subtiles. Si la décolonisation signifie la fin de la dépendance politique à l'égard de la métropole, on parle aujourd'hui de « néocolonialisme », car l'indépendance obtenue, ou arrachée, n'est pas totale sur le plan politique et surtout

économique et culturel. Les anciennes puissances coloniales disposent toujours d'une mainmise en particulier en Afrique, par le biais de l'économie, des prêts financiers (question de la dette), du soutien à des dictateurs, permettant le maintien d'une influence. Cette dénonciation du néocolonialisme est présente dès les premières revendications des pays non-alignés. Boumediene à Alger dès 1973 dénonce le néocolonialisme économique des États-Unis. Les deux grands blocs malgré leur condamnation affichée du colonialisme, sont obligés d'intégrer l'impérialisme à leur stratégie de contrôle et d'expansion géopolitiques. Ces nouveaux systèmes hégémoniques sont contestés aussi bien par leurs adversaires extérieurs qu'intérieurs. Ainsi, la Chine communiste de Mao s'éloigna du grand frère soviétique en dénonçant la volonté de l'URSS de lui imposer sa ligne qualifiée de « social-impérialisme ».

Au tournant du XXIe siècle, il n'y a plus d'Empire « classique » guidé dans sa construction par l'expansion territoriale. Mais la fin du communisme et les décolonisations ont donné naissance à ces nouveaux « sous-impérialismes » fondés sur la volonté de domination de groupes forts sur des groupes faibles. Cette dynamique remet en cause l'idée de « Fin de l'Histoire* » (Francis Fukuyama). Le terme d'« impérialisme » ne se comprend plus dans son sens classique d'extension territoriale, mais désigne un système de relations internationales dans lequel l'État hégémonique exerce son influence sur d'autres territoires. L'effondrement de l'idéologie communiste universelle en 1991 scelle le triomphe de l'impérialisme américain. Plus subtil, virtuel, alliant domination indirecte et inscription territoriale limitée, renonçant à la conquête territoriale brutale, cet impérialisme américain fait des États-Unis le « gendarme du monde » et le nouveau gardien des équilibres mondiaux. Avec leur capacité de projection et d'influence mondiale, ils s'appuient sur un modèle culturel dominant (Voir Américanisation*). On parle alors d'unipolarité du monde et d'hégémonie de l'« hyperpuissance » (Voir Polarités*). Le « moment hégémonique » américain a ouvert un vaste débat. Des auteurs, comme Benjamin R. Barber aux États-Unis (*Djihad versus McWorld*, 1996) ou Emmanuel Todd en France (*Après l'empire,* 2002), s'inquiètent de l'extension de ce nouvel impérialisme dont ils dénoncent les excès. Pour Benjamin R. Barber, la logique de la mondialisation* répond à une logique d'Empire : l'extension du « Mc World » recouvre une tentation impériale. Dans un monde complexe et interdépendant, cet Empire libéral fondé sur des institutions internationales* garantissant la sécurité collective et les libertés se rapproche de l'Empire britannique du XIXe siècle (*Pax Britannica,* Voir Paix*). La diffusion mondiale de la langue*, des idées et de la culture* américaine évoque la romanisation antique opposée aux Barbares. Seule différence : cette hégémonie américaine s'impose tout en se revendiquant de l'anti-impérialisme et du principe d'égalité entre États (Voir Droit international*)

Selon l'auteur américain Paul Kennedy qui analyse les transitions de la puissance : « il existe une dynamique du changement, alimentée principalement par l'évolution de l'économie et des techniques, qui influe sur les structures sociales, les systèmes politiques, la puissance militaire et la position des États et des Empires » (*Rise and Fall of the Great Powers*, 1987, Voir « Déclin de l'Occident » et « basculement du monde »*). Les géopoliticiens actuels envisagent déjà un « basculement » de la carte géopolitique mondiale vers l'Asie.

Aujourd'hui, l'impérialisme est connoté péjorativement en même temps qu'il semble s'être dilué : il n'est plus seulement territorial, mais désigne une hégémonie dans de nombreux domaines (économie, technologie, culture). Mais le concept impérial reste utilisable pour décrire nombre de situations géopolitiques. Se pose aujourd'hui la question du retour des formes de l'impérialisme classique avec la tentation impériale russe post-communiste de Vladimir Poutine ou la permanence d'un Empire chinois.

🕮 Références

- Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, *Géopolitique des empires, des pharaons à l'imperium américain*, Arthaud, 2010.
- Chloé Maurel, *Géopolitique des impérialismes. Constats et enjeux*, Eyrolles, 2009.
- François Thual, *Contrôler et contrer. Stratégies géopolitiques*, Ellipses, 2000.
- Charles Zorgbibe, *L'impérialisme*, PUF, 1996.

➢ Voir entrées

Empire, Américanisation, Centre/Périphérie, Espace, Polarité, Fin de l'histoire, « Déclin de l'Occident ».

« Déclin de l'Occident » et « basculement du monde », la peur du déclin

« *Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles… Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie… Tout ne s'est pas perdu, mais tout s'est senti périr. Un frisson extraordinaire a couru la moelle de l'Europe* ». Cette réflexion de Paul Valéry sur l'avenir de la civilisation européenne est parue en avril 1919, lors de la Conférence de la paix, sous le titre *La Crise de l'esprit*.

Ce thème du « déclin » est central dans les représentations des Européens sur l'Europe. Le « déclin » se définit comme un « état d'une chose qui penche vers sa fin, qui arrive au terme de son cours, qui perd de sa force, de son éclat » (*Littré*). Cet affaiblissement de l'Europe renvoie aux conséquences de la Première Guerre mondiale et aux crises des années 1930.

La prise de conscience du déclin britannique a été un des déclencheurs de la pensée géopolitique de Mackinder (Voir *Geopolitics**). Mackinder redoutait de voir son pays dépassé par une nouvelle puissance maritime, les États-Unis, comme l'Empire continental en voie d'organisation allemand ou russe. Dans ce reflux de la puissance, Mackinder plaida pour une association étroite du Royaume-Uni à ses *Dominions,* afin de tenir en échec les États continentaux. Cet espoir s'effondre avec l'indépendance obtenue par les *Dominions* en 1926.

Après 1918, ce thème devient un lieu commun. Pour le poète et philosophe français Paul Valéry (1871-1945) dans *La Crise de l'esprit*, le déclin de l'Europe vient du recul des valeurs spirituelles face aux valeurs matérielles. La supériorité spirituelle européenne est en recul face à la puissance matérielle américaine. Le savoir devient une denrée rare, – invention, innovation –, tandis que les valeurs matérielles prennent la première place, – production, consommation de masse. Le « Commerce » a une majuscule comme le « Savoir ». Le phénomène identifié est la mondialisation culturelle et économique, dans laquelle l'Europe perd son exception, se réduit à un « petit cap du continent asiatique ». Ce « déclin de l'Occident », identifié par Paul Valéry et ses contemporains, renvoie ainsi à deux analyses différentes.

Ce déclin est quantifiable, économique, face à l'émergence de nouvelles puissances comme les États-Unis, le Japon, voire le Brésil, l'Argentine, l'Australie. Ainsi le géographe français Albert Demangeon, chef de file de l'école française de géographie, publie en 1920 *Le déclin de l'Europe*. Pour lui, la Première Guerre mondiale a précipité une évolution peu visible avant la guerre. Plus que sur les destructions matérielles, il insiste sur la destruction des circuits commerciaux et des monnaies européennes. C'est un déclin plus relatif qu'absolu, mais qui n'est pas rattrapable par l'expansion coloniale, désormais close. L'avenir de l'Europe se joue en Europe, dans ses frontières. Les Européens peuvent réagir au déclin en s'unissant : ce moment est précurseur du passage de l'idée européenne à une conscience européenne. L'historien Bernard Bruneteau parle de cette peur du déclin comme un véritable « mythe mobilisateur » créateur d'une nouvelle dynamique : s'unir pour mieux résister. Ce déclin fait référence à un « âge d'or », celui de la Belle Époque, antérieure à 1914.

Ce déclin est spirituel, ressenti comme un déclin moral de la civilisation européenne. C'est ce que dénonce Oswald Spengler, dans son célèbre *Déclin de l'Occident, Esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle,* publié entre 1918 et 1922, qui s'inscrit dans la réflexion sur la décadence des civilisations de Jakob Burckhardt à Nietzsche. En Allemagne, les thèses de cet auteur qui s'opposa à la République de Weimar portent sur la stérilité du XX^{e} siècle et le devoir pour l'homme occidental de préserver la culture dont il est l'héritier. Les tensions internationales confirment pour Oswald Spengler l'ouverture d'une « ère de la guerre d'anéantissement ». Il appelle à une « révolution conservatrice », seule capable de permettre le Salut. Cet ouvrage rencontra un grand succès au moment de sa parution.

La Deuxième Guerre mondiale et la Guerre froide pose à nouveau la question du déclin de l'Europe. La déstabilisation européenne dans l'entre-deux-guerres, la nouvelle donne mondiale avec les conséquences de la montée des totalitarismes, divise profondément l'Europe sur le plan économique comme idéologique. De fait, les fondements de la puissance* sont remis en cause par la guerre (démographie, économie, militaire). Les pertes financières entraînent une dépendance économique accrue envers les États-Unis, alors que de nouvelles puissances apparaissent sur la scène internationale (États-Unis, Amérique du Sud), profitant du recul européen. Cependant, ce déclin doit être relativisé : les pertes européennes sont surmontées (reconstruction, modernisation) et l'Europe reste le laboratoire du nouvel ordre mondial. Plus qu'un déclin, il faut parler d'une déstabilisation de l'Europe divisée (balkanisation, vide géopolitique, question allemande…). Le traumatisme engendré par la Seconde Guerre mondiale réactive l'idée européenne. Le rapprochement des États européens apparaît alors comme le seul moyen de permettre une paix* durable, d'assurer la reconstruction d'un continent en ruine et d'enrayer le déclin de l'Europe dans un monde dominé par les États-Unis et l'URSS.

Au tournant du XXI^{e} siècle cette peur du déclin trouve son écho dans une autre peur, celle du « basculement du monde ». Ce concept ajoute, au sentiment de déclassement ressenti par celui qui l'emploie, une inquiétude face aux grandes redéfinitions des hiérarchies mondiales. Jean-Christophe Victor rappelait ainsi en 2012 que *« le XXI^{e} siècle ne sera donc plus atlantico-centré comme le XX^{e} siècle, mais bien asiatico-pacifico-centré. Ce basculement se déroule sous nos yeux, et va d'ailleurs en s'accélérant avec les effets de la globalisation ».*

L'émergence* des BRICS bouleverse l'ordre mondial et remet en cause la domination de l'Occident. Avec une croissance du PIB des BRICS deux fois plus rapide que celle des pays développés, les BRICS représentent aujourd'hui plus de 40 % de la population mondiale et dépassent 30 % du PIB mondial. Dans les années 2000, la production des Émergents augmente de 73 % contre 13 % dans le même temps pour les pays développés. Ils effectuent un rattrapage économique dans l'ensemble des productions mondiales. À terme, « le centre de gravité de l'économie mondiale devrait continuer de se déplacer vers les pays émergents » et « va continuer de s'éloigner des pays matures (Amérique du Nord, Europe occidentale et Japon) au cours des 35 prochaines années », selon une étude du cabinet de consultants *PwC* en 2015. *PwC* place la Chine en tête depuis 2014 en parité de pouvoir d'achat (PPA) et prévoit qu'elle sera « la première économie au monde d'ici à 2030 ».

Conséquence de cette émergence, on assiste à un rééquilibrage de la gouvernance mondiale*. Le poids croissant de la Chine, du point de vue politique, militaire et économique, est déjà en train de bouleverser l'équilibre stratégique en Asie et dans le monde. Des questions nouvelles apparaissent autour de la diplomatie agressive de la Chine, la relation difficile entre Chine et États-Unis. Les BRICS revendiquent un poids politique international plus représentatif de leur poids économique et s'imposent avec la constitution du G20* en 2008. Avec l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001, puis de la Russie en 2012, ils défendent dans les instances internationales le multilatéralisme, l'ouverture des marchés et bloquent les négociations avec les partenaires du Nord, comme les États-Unis et l'UE, pour contester leurs mesures protectionnistes. De l'organisation du monde en « Triade* » (K. Ohmae), on assiste, avec le rapprochement du pôle américain des anciennes puissances européennes, au passage à une « Diade »

(Christian Grataloup, *Géohistoire de la mondialisation*). La crise financière mondiale de 2008 est ainsi vue par Nicolas Baverez, un des chefs de file des « déclinologues » actuels, comme une « rupture historique ». Cette crise des *subprimes* 2008 marque, selon lui, un « basculement du monde » et un monde en voie de « désoccidentalisation » : l'Asie est gagnante, les États-Unis perdent en suprématie tout en restant la première puissance mondiale (*Après le déluge*, 2009). Pourtant, les écarts de richesse par habitant demeurent très importants. La crise de 2008 a révélé que les BRICS ont également été affectés par le ralentissement de la demande mondiale, signe de l'intégration plus étroite de leurs économies. Les effets économiques de la crise liée à la pandémie du coronavirus (2020-2021) en est un autre exemple.

Plus qu'un déclin de la puissance traditionnelle, il faut y voir une mutation du concept de « puissance* » avec la notion de *soft power* qui doit beaucoup au débat qui a secoué le monde académique à la fin des années 1980 : celui de savoir si les États-Unis étaient en déclin. La publication en 1987 de *Rise and Fall of the Great Powers* par Paul Kennedy en est le déclencheur. Ce dernier forge le concept de « surextension impériale » pour désigner le point de rupture atteint lorsque la charge économique nécessaire au maintien d'un Empire dépasse les capacités de la puissance impériale. C'est selon lui ce qui s'est déroulé avec les Empires romain, espagnol, britannique et soviétique, alors à bout de souffle. Selon cette « théorie de transition de la puissance », Kennedy prédit le déclin de l'« Empire américain » (Voir Impérialisme*). Joseph Nye, professeur à Harvard, intervient alors dans le débat avec un ouvrage paru en 1990 en réponse, *Bound to Lead*, traduit sous le titre *Le leadership américain. Quand les règles du jeu changent*, où il expose pour la première fois cette notion de *soft power*. Selon J. Nye, la puissance repose autant sur la force politique, militaire et économique (*hard power*) que sur la séduction et la capacité à imposer ses vues dans les grandes décisions mondiales. « Le pouvoir doux a autant d'importance que le pouvoir autoritaire. Si un État est capable de légitimer son pouvoir aux yeux des autres, il rencontrera moins de résistance pour les faire plier à ses vœux ». De fait, tout en reconnaissant que les États-Unis n'ont plus en 1990 l'hégémonie économique qu'ils avaient en 1945, J. Nye fait valoir à rebours de Paul Kennedy, que son pays ne court pas le risque d'une « surextension impériale » tant qu'il conservera le *leadership* en termes de *hard power* et de *soft power*. La chute de l'URSS lui donna raison. Les États-Unis devenaient pour un temps « l'hyperpuissance » (Hubert Védrine), hégémonique dans tous les domaines.

🕮 Références

- Nicolas Baverez, *Après le déluge. La grande crise de la mondialisation*, Perrin, 2009.
- Bernard Bruneteau, *Histoire de l'idée européenne au premier XX^e siècle, à travers les textes*, Armand Colin, 2006.
- Albert Demangeon, *Le Déclin de l'Europe,* Payot, 1920, 2e éd. Librairie Guénégaud, 1975.
- Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances. Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Payot, trad. fr. 1989.
- Joseph Nye, *Le leadership américain. Quand les règles du jeu changent*, PU de Nancy, 1992.
- Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, trad. fr., Gallimard, 1931-1933.
- Jean-Christophe Victor, « Le basculement du monde est une revanche sur l'histoire », dans *Géoéconomie,* 2012/2.

➢ Voir entrées

Geopolitics, Polarité, Formes de la puissance, Émergents, Les grandes puissances, Gouvernance mondiale, Impérialisme.

Endiguement et dominos, les théories de l'affrontement à l'heure de la bipolarisation

Exprimant son inquiétude face à la propagation du communisme en Asie du Sud-Est, le président américain Dwight Eisenhower déclara en avril 1954 : « *Vous avez une rangée de dominos dressés et si vous faites tomber le premier, il y a une certitude que le dernier sera renversé aussi. Ainsi on parviendra au début d'une désintégration qui aura de très profondes conséquences* ».

L'année 1947, avec les doctrines Truman et Jdanov, donne un socle idéologique à l'affrontement qui se prépare. L'Europe est coupée en deux et le monde devient bipolaire. 1947 est l'année de l'adoption du Plan Marshall par les États d'Europe de l'ouest formant le « bloc de l'Ouest », face au « bloc de l'Est » formé d'États refusant le plan de manière plus ou moins contrainte. Dans cet affrontement entre les deux Grands, l'endiguement (*containment*) est la politique étrangère adoptée par les États-Unis pour contenir l'extension de la zone d'influence communiste aux limites atteintes en mars 1947. Cette théorie géopolitique constitue aussi bien une stratégie active qu'une doctrine aux sous-entendus idéologiques forts.

Cependant, les stratégies géopolitiques des puissances visant à étendre, contrôler et sécuriser leur zone d'influence relève d'une stratégie classique de la puissance. La réalité de l'effet dominos est par exemple observable dès la Révolution française avec la série de mouvements républicains qu'elle génère en Europe et jusqu'en Amérique du Sud en exportant les idées révolutionnaires. La politique d'endiguement également peut renvoyer au concept d'« État tampon » qui appartient à la théorie de l'équilibre des puissances européenne apparue au XVII^{e} siècle. Au XIX^{e} siècle, les frontières de l'Afghanistan et des émirats d'Asie centrale sont au cœur du Grand Jeu* qui se joue entre Empires britannique et russe pour le contrôle de l'accès aux passages montagneux menant vers l'Inde britannique, « joyau de l'Empire ». La création et mise sous tutelle d'États tampons visait à contenir l'extension de la puissance adverse, tout en se ménageant des États alliés, ou à défaut neutres. En 1919, l'expression « cordon sanitaire » désigne les pays créés à l'ouest de la Russie révolutionnaire pour éviter la propagation du bolchévisme (Finlande, Pays baltes, Pologne et Roumanie). Le terme est utilisé pour la première fois par le ministre des Affaires étrangères français en mars 1919 pour évoquer la mission des troupes alliées dans la guerre civile opposant les Russes blancs aux Bolcheviks. Ce cordon sanitaire avait pour but d'endiguer toute « contagion » communiste. Le géographe américain Saül B. Cohen voyait quant à lui la racine de la « théorie des dominos » dans la géopolitique anglo-saxonne. Le concept de Mackinder et Spykman de *Rimland*,* – opposé au *Heartland** –, consistait à s'assurer un maximum de positions sur les côtes, la perte d'une de ces positions risquant de faire chuter la place voisine par ricochet (*Geography and Politics in a World Divided,* 1963).

En mars 1947, le président américain Truman engage le Congrès dans une série de mesures destinées à contenir l'expansionnisme soviétique : l'endiguement exprimé dans cette « doctrine Truman » marque le début de la Guerre froide. Le père de cette doctrine de l'endiguement est le directeur des Affaires politiques du Département d'État, George F. Kennan, qui l'explicita le 22 février 1946 dans le « *Long Télégramme* » à destination du secrétaire d'État James F. Byrnes. Plusieurs outils sont utilisés comme le soutien financier aux États en reconstruction avec le plan Marshall ou la création d'une organisation militaire (l'OTAN). Cette stratégie vise à soutenir les « peuples libres ». Dans le domaine politique, l'endiguement de Truman se traduit par un soutien aux régimes étrangers pour combattre le communisme.

Cette doctrine est critiquée par ceux qui souhaitaient une confrontation directe, comme Winston Churchill qui appelle à une réponse moins attentiste, comme par ceux qui appelaient à un apaisement avec l'URSS, dénonçant cette théorie de propagande. Pour le journaliste Walter Lippmann, l'endiguement offre un avantage stratégique à l'URSS qui peut décider où déclencher des conflits avec les États-Unis en décidant des crises. Enfin, une telle politique étrangère conduisit les États-Unis à soutenir des pays aux valeurs opposés (comme le soutien américain aux régimes autoritaires en Amérique du Sud pour éviter la propagation socialiste).

La théorie des dominos est le corollaire du *containment* du président Truman. L'« effet domino » désigne un système de réactions en chaîne : un changement de situation au point A entraînant le même changement au point B. L'utilisation de cette doctrine en géopolitique traduit la peur en Occident de la contamination du communisme. Les pays du monde sont alors liés politiquement. Avec l'« effet domino », ce jeu d'interdépendance, apparaît comme une réalité. L'indépendance du Vietnam obtenue par le leader communiste Ho Chi Minh fait prendre conscience de ce risque. Dès 1950, les États-Unis souhaitent éviter que d'autres pays suivent la voie de l'Indochine et ne deviennent communistes (Laos, Cambodge, voire Inde). Alors que la France est en train de connaître la défaite de Dien Bien Phu en 1954, le président Dwight Eisenhower reformule la théorie du *containment* de Truman en employant la métaphore des dominos qui tombent. C'est ce phénomène de contagion qu'il faut empêcher en soutenant les régimes non-communistes. Cette théorie s'étend au Moyen-Orient. Au nom d'une stabilisation des aires d'influence réciproque, Eisenhower intervient pour demander la fin de l'expédition militaire à Suez en novembre 1956 menée par les franco-britanniques contre l'Égypte de Nasser. Il s'agit pour les États-Unis de ne pas pousser les pays du Moyen-Orient dans le camp de Moscou. La doctrine Eisenhower est formulée lors d'un discours au Congrès en 1957. Son objectif est de limiter la déstabilisation des pays du Moyen-Orient grâce à des aides économiques et/ou militaires afin d'éviter la propagation du communisme.

Cette théorie des dominos est défensive, contrairement à d'autres doctrines comme la « *big stick policy »,* ou politique du « gros bâton », du président Théodore Roosevelt (1901-1909). Il ne s'agit plus de conquêtes, mais d'éviter une évolution dangereuse pour le capitalisme. Cependant, cette théorie justifia aussi l'intervention militaire au Vietnam pour prévenir le risque de contagion communiste à l'ensemble du Sud-Est asiatique. L'entrée en guerre des États-Unis s'effectue à l'époque du président Johnson en 1964. La « Résolution du golfe du Tonkin » est prise à la suite d'une supposée attaque d'un navire américain au nom de la « théorie des dominos » : en représailles, Johnson décide le bombardement du Nord. En 1965, les troupes américaines sont envoyées au Vietnam (atteignant 550 000 hommes). De son côté l'URSS apporte une aide matérielle au Nord-Vietnam. La guerre du Vietnam est un conflit qui s'enlise. Cette guerre est de plus en plus impopulaire et, en 1975, alors que le Sud-Vietnam est envahi par le Nord, le Congrès refuse le vote d'une aide financière en adoptant une posture plus isolationniste.

Paradoxalement, dans cet exemple vietnamien, c'est la peur de la contagion qui a poussé les États-Unis à l'interventionnisme. Ils contribuent eux-mêmes à une poussée d'anti-américanisme, écornant leur image et accélérant l'effet domino. Pour les partisans de la théorie des dominos, celle-ci se vérifie en partie, car la chute du Sud-Vietnam en 1975 est suivie de la prise du pouvoir par les Khmers rouges au Cambodge.

L'année 1989 marque un tournant avec la chute du mur de Berlin, la fin des régimes communistes sous la pression de la rue et la fin du rôle des

idéologies dans la bipolarisation du monde. Avec l'entrée de la Chine communiste ou du Vietnam dans le capitalisme de marché, la théorie des dominos s'est avérée exacte, non pour le communisme, mais pour le capitalisme mondial.

On assiste dans les années 2000-2010 à la résurgence de la théorie des dominos en sens inverse. D'abord, elle permet de comprendre l'objectif de refonte démocratique du « Grand Moyen-Orient », projet porté par les néoconservateurs de l'administration de Bush. Selon eux, l'émergence de la démocratie dans un pays entraînerait le même changement dans les pays voisins, l'objectif étant d'endiguer la propagation de la théocratie iranienne radicale en Irak. Puis pour analyser la succession de bouleversements dans le monde arabe en 2010-2011. En 2011, un nouvel « effet domino » est identifié au Maghreb et dans les pays arabes après la révolution* tunisienne, hypothèse qui se vérifiera avec le « printemps arabe ». Son utilisation teintée de déterminisme est très critiquée, dans le monde arabe notamment. Aujourd'hui, avec la disparition de la crainte du communisme, les géopoliticiens comme les hommes politiques ont été obligés d'adapter cette théorie dans leur perpétuelle création d'un ennemi : le communisme laisse sa place à l'islamisme dans l'esprit de certains néoconservateurs. Enfin, les tensions actuelles face aux tendances expansionnistes de la Russie de Poutine, nationaliste et isolationniste, laissent penser au retour de la politique de *containment* américaine, en Ukraine notamment.

🕮 Références

Arnaud Blin et Gérard Chaliand, *Dictionnaire de stratégie*, Tempus, 2016.
Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, 1974.
John Lewis Gaddis, *Strategies of Containment : A Critical Appraisal of Postwar American Security Policy*, Oxford, 1982.
Georges Kennan, *Memoirs : 1925-1950*, Brown, 1967.
Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Fayard, 2001.

➢ Voir entrées

Polarité, « Choc des civilisations », « Grand Jeu », Révolutions, *Rimland, Heartland*.

La « Fin de l'histoire »

« *L'effet naturel du commerce est de porter à la paix. Deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes : si l'une a intérêt d'acheter, l'autre à intérêt de vendre.* » (Montesquieu, *De l'Esprit des lois*, 1748)

La fin de la Guerre froide a pu apparaître comme « la Fin de l'histoire ». L'effondrement de l'URSS (1991) et du bloc soviétique a créé un bref « moment unipolaire » tandis que l'extension de la démocratie nourrit la croyance en « la fin de l'histoire » (Voir Polarité*). L'expression est employée par Francis Fukuyama, politologue et philosophe américain d'origine japonaise, dans son célèbre ouvrage, *La Fin de l'histoire et le Dernier homme* paru en 1992. Cet essai optimiste sur le triomphe de la démocratie libérale prophétise la fin des conflits* avec la fin des idéologies concurrentes et la primauté des échanges économiques dans les relations entre nations. La « fin de l'Histoire » n'est pas l'arrêt d'une succession d'événements (l'Histoire), mais d'un « processus simple et cohérent d'évolution qui prenait en compte l'expérience de tous les peuples en même temps ». Elle marque « le point final de l'évolution idéologique de l'humanité » : la démocratie libérale s'impose comme le régime le plus conforme à la nature de l'homme et s'étend progressivement à l'ensemble de la planète.

L'ouvrage propose une philosophie de l'Histoire qui s'appuie notamment sur Hegel ou Marx, mais l'auteur distingue la vision du XIX^e^ siècle, optimiste, fondée sur l'industrialisation et le scientisme, et celle du XX^e^ siècle, marquée par les horreurs de la guerre. Fukuyama distingue ainsi deux types d'anciens États « forts » disparus ou voués à disparaître : les dictatures militaires (Amérique latine, Asie du Sud-Est) et les États « post-totalitaires » (Russie, Chine). Il affiche un certain optimisme : « La démocratie libérale reste la seule aspiration politique cohérente qui relie différentes régions et cultures tout autour de la terre ». Le commerce est alors vu comme une réponse à la guerre. La mondialisation* a ainsi pu faire croire que cette pacification était possible : Alain Minc célèbre ainsi la *Mondialisation heureuse* en 1997. Francis Fukuyama voyait dans la fin de la Guerre froide, le triomphe et l'extension du capitalisme libéral cette « fin de l'histoire ». Pour ces auteurs, un monde d'interdépendances croissantes permet une paix* durable.

Après les analyses, F. Fukuyama passe à la prospective et annonce la division du monde en deux parties. À l'intérieur du monde « post-historique », « l'axe principal d'interaction entre les États devrait être économique et les anciennes règles de la politique de puissance devraient perdre de leur importance » : la compétition y sera économique et non plus militaire. En revanche, le « monde resté dans l'histoire » continuera d'être déchiré par des conflits religieux, nationaux ou idéologiques (Irak, Libye).

Parfois taxée de simplification, la thèse de F. Fukuyama a été beaucoup commentée. Elle manifeste surtout « un moment de la sensibilité américaine, persuadée que la démocratie capitaliste serait l'aboutissement définitif et stable de la marche de l'humanité. Tout empire à son apogée tend à se croire immortel » (Jean-Noël Jeanneney). En vingt ans seulement, les évènements et l'interprétation des relations internationales (Voir par exemple la théorie du « Choc des civilisations* » de S. Huntington) ont en partie invalidé cette thèse. La guerre* traditionnelle n'a pas disparu, même en Europe, depuis l'ex-Yougoslavie jusqu'à l'Ukraine aujourd'hui. Les équilibres se modifient et la situation apparaît plus nuancée (Voir « Déclin de l'Occident » et « basculement du monde »*). Les États-Unis conservent néanmoins une position très forte au sommet des grandes puissances. Ils restent sans égaux dans les quatre domaines suivants : militaire, économique, technologique et culturel, ce qui fait d'eux une puissance globale (Voir Polarité*). Quant aux relations économiques entre États, elles ne s'apparentent pas à un « doux commerce ». C'est dans la même période qu'apparaît l'idée de guerre économique* qui serait la nouvelle forme de conflictualité moderne : excédents contre déficits, dollars contre euros, négociations tendues entre UE et États-Unis autour du TAFTA*, convoitises pour les ressources rares (Voir ressources minières et terres rares*)… La guerre économique devient omniprésente.

🕮 Références

- Francis Fukuyama, *La Fin de L'Histoire et le dernier homme*, Flammarion, trad. fr. 1992.
- Jean-Noël Jeanneney, « La "Fin de l'histoire", faribole ou forfanterie ? », dans *Vingtième siècle*, n° 69, 2001.
- Alain Minc, *La mondialisation heureuse*, Plon, 1997.

➢ Voir entrées

Mondialisation, Polarité, « Choc des civilisations », guerre, conflits, « Déclin de l'Occident », Guerre économique.

Le « Choc des civilisations »

« *Dans ce monde nouveau, les conflits les plus étendus, les plus importants et les plus dangereux n'auront pas lieu entre classes sociales, entre riches et pauvres, entre groupes définis selon des critères économiques, mais entre peuples appartenant à différentes entités culturelles* » (Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, 1996)

Dès le soir du 11 septembre 2001, la thèse du « Choc des civilisations » du politologue Samuel P. Huntington est reprise, commentée. N'assistions-nous pas à un tel *clash* de l'Islam contre l'Occident ? Cette théorie géopolitique s'impose dans l'après-Guerre froide dans l'univers géostratégique américain. Samuel Huntington (1927-2008), professeur de relations internationales ayant effectué l'intégralité de sa carrière à Harvard, co-fondateur du magazine *Foreign Policy*, élabore cette thèse pour lire ce nouveau monde dans *The clash of civilizations and the remaking of the World Order*, publié en 1996. Face à la vision d'un nouvel ordre mondial qui conjuguerait ouverture économique et démocratie politique (Voir la « Fin de l'histoire* »), Huntington oppose un « *clash* » des civilisations.

Longtemps, ce terme ne désigne que les Occidentaux « civilisés » par opposition aux « barbares » ou « sauvages », leur progrès technique et leur modèle politique les autorisant à dominer le monde (Voir Impérialisme*). Mais cette prétention à s'imposer aux autres civilisations s'est effacée et le mot « civilisation » a changé de sens. Il désigne aujourd'hui l'ensemble des éléments culturels et matériels d'une population organisée en société. Il n'existe plus une seule civilisation liée au progrès, mais des civilisations. Cette diversité entraîne un risque de partition (« Choc », repli) et de relativisme : si toutes les civilisations se valent, les valeurs universelles n'existent plus. Certains États dictatoriaux ou religieux prétendent ainsi, au nom de « leur » civilisation, refuser les droits de l'Homme*, trop occidentaux. Chez Huntington, le terme « civilisation » renvoie à sa représentation du monde. Elle passe par une carte simplifiée du monde divisée en huit civilisations majeures : l'Occident, la civilisation confucéenne, le Japon, la civilisation islamique, hindoue, slave orthodoxe, latino-américaine et africaine. Ces civilisations s'inscrivent dans un temps long. La civilisation est un fait culturel, mais également un fait religieux. De la culture*, il dit qu'elle est à la fois facteur de division et d'unité.

Huntington identifie ainsi de nouvelles menaces : les conflits* les plus dangereux auront lieu pour lui le long des lignes de contact entre civilisations. Il identifie plusieurs risques : la prétention de l'Occident à imposer sa civilisation comme modèle universel, perçue comme un impérialisme occidental ; la confrontation ancienne entre Islam et Occident (prolifération d'armes, droits de l'homme*, pétrole, migrations*, terrorisme islamiste*). Le conflit majeur opposera l'Islam à l'Occident et la religion* recouvre en fait un but de domination politique.

Les coopérations interétatiques se font désormais sur des « affinités culturelles » et autour d'« États-phares de leur civilisation ». Il affirme que la politique internationale est devenue « multipolaire et multicivilisationnelle » et s'inscrit en rupture avec la politique étrangère américaine d'hégémonie et de « nouvel ordre mondial ». L'Occident de Huntington est un ensemble civilisationnel, mais aussi un bloc stratégique doté de nombreux atouts de la puissance, malgré un déclin* progressif. Le programme de défense de l'Occident passe alors par un renforcement de son identité culturelle et stratégique. Selon lui, la « survie » de l'Occident passerait par son repli, une réaffirmation par les Américains de leur identité occidentale assortie d'une politique d'immigration rigoureuse. Huntington préconisait d'éviter de se mêler de ses affaires propres (retour à un isolationnisme). Il s'opposa à l'intervention en Irak. Il conseille pour éviter les conflits de définir et renforcer les valeurs communes, renoncer à l'universalisme, accepter la diversité. Cette partie de son ouvrage a été en grande partie oubliée.

À l'échelle nationale, cette théorie sert de grille de lecture pour identifier un « conflit de civilisation » dans la question migratoire*. Les États-Unis font face à des flux migratoires importants venus du Mexique. Certains posent le problème de manière civilisationnelle : cette population hispanique menacerait les fondements anglo-saxons de la civilisation américaine. Huntington publie en 2004 un article intitulé « *Who Are We ? The Challenges to America's National Identity* », où il dénonce une « invasion silencieuse » des États-Unis par le Mexique. Ces théories alimentent des tensions frontalières renouvelées après l'annonce de la reprise de la construction du mur par Donald Trump en 2016.

Cette théorie est devenue un cadre d'analyse courant dans les médias, la réduisant à une théorie de l'affrontement entre Orient et Occident. Au moment des attentats du 11 septembre 2001, l'administration de George W. Bush semble la mettre en œuvre avec les guerres en Afghanistan, puis en Irak. C'est toujours une vision de Guerre froide avec changement d'ennemi pour l'Occident : l'Islam remplace l'URSS. Le Président G. W. Bush appelle à une « croisade du bien contre le mal ». La nouvelle administration tente de rompre avec ce thème du « choc des civilisations » : Barack Obama se donna pour mission de réparer les relations avec le monde musulman (discours du Caire, juin 2009).

Les réactions, parfois violentes, au *Choc des civilisations* sont à la mesure de son succès (traduit en 39 langues) et de son influence. Les attentats de 2001 ont paru confirmer cette thèse que les néoconservateurs américains récupérèrent. Le risque majeur de cette théorie est la simplification, en comparant les civilisations à des blocs monolithiques, incapables d'évoluer ou d'échanger. Les voix se sont élevées contre cette « idéologie » : « la peur des barbares est ce qui risque de nous rendre barbares » (Tzvetan Todorov, *La peur des barbares*, 2008). Selon Edward Saïd, « la thèse du "Choc des civilisations" est un gadget comme la "Guerre des mondes", plus efficace pour renforcer un orgueil défensif que pour accéder à une compréhension critique de la stupéfiante interdépendance de notre époque ». Pour Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998, dans *Identité et Violence* (2006), l'utilisation simpliste du concept de « civilisation » de Huntington est critiquable. Les aires de civilisation ne sont pas uniformes mais traversées de divisions (par exemple entre sunnites et chiites). Il prend l'exemple de l'Inde, classée par Huntington dans la civilisation hindoue : cette catégorisation oublie ainsi que l'Inde est le troisième pays musulman au monde par sa population. Cette affirmation risque de conforter les discours des nationalistes du parti hindou et raviver les tensions communautaires (question du Cachemire). Par ailleurs, la civilisation est loin d'être le seul élément qui définit l'identité des individus. Il prend l'exemple du Bangladesh et du Pakistan qui se sont séparés non pour des raisons religieuses mais pour d'autres facteurs culturels (linguistique entre bengali au Bangladesh et ourdou au Pakistan) et politiques. Amartya Sen évoque également la pauvreté et les inégalités. Il indique que souvent la pauvreté, les famines ne se traduisent pas, dans l'immédiat, par des révoltes, mais à terme, seulement, le sentiment d'injustice peut nourrir un ressentiment propice à la violence, instrumentalisé alors par des chefs terroristes, dont les mouvements répondent à d'autres motivations. Pour Joseph Stiglitz, la terre n'est pas divisée en civilisations opposées (*La Grande Désillusion,* 2002). S'il y a un « choc des civilisations » dans le monde, il n'est pas géographique ou militaire, mais plus social et individuel : à l'intérieur de chaque société se confrontent des visions géopolitiques du monde, des ressources et images de l'« autre » héritées de l'Histoire, et qui se confrontent dans l'arène politique et culturelle, dégénérant parfois en guerres civiles. Pour dépasser la vision d'Huntington, on peut changer d'échelle (« à l'intérieur

des civilisations »), appliquer d'autres modèles de lecture (« société-monde » du géographe Jacques Lévy) ou encore revenir à une analyse géopolitique plus rigoureuse (Yves Lacoste).

La Guerre froide a appauvri l'analyse géopolitique, elle a empêché de lire le mouvement de décolonisation, la montée des nationalismes arabes et des fondamentalismes religieux. Ce système de pensée s'effondre en 1991 et les stratèges américains se trouvent de nouveaux ennemis. Cette théorie géopolitique sert encore de référence pour les relations internationales aujourd'hui, même pour être vivement critiquée.

🕮 Références

- Jim Cohen, « Samuel Huntington dans l'univers stratégique américain », dans *Mouvements,* 2003/5 (n° 30).
- Marc Crépon, *L'imposture du choc des civilisations*, Éd. Pleins Feux, 2002.
- Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations,* Odile Jacob, trad. fr., 1997.
- Yves Lacoste, « Géopolitique des religions », dans *Hérodote*, 106, 2003/3.
- Edward Saïd, « *The Clash of Ignorance* », dans *The Nation*, 22 oct. 2001, trad. fr. *Le Monde*, 27 oct. 2001.
- Amartya Sen, *Identité et Violence*, Odile Jacob, 2006.
- Joseph Stiglitz, *La Grande Désillusion,* Plon, 2002.
- Tzvetan Todorov, *La peur des barbares. Au-delà du choc des civilisations*, R. Laffont, 2008.

➢ Voir entrées

« Fin de l'histoire », Impérialisme, *Geopolitics*, Culture, Langues, Guerre de religion, Terrorisme, Islamisme, Fondements du droit international.

Le « Grand Jeu »

Dans *Le Grand échiquier*, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité du Président Carter, adjure ses dirigeants : « *Il est impératif qu'aucune puissance eurasienne concurrente capable de dominer l'Eurasie ne puisse émerger et ainsi contester l'Amérique* » (1997).

Les conflits d'intérêts et rivalités en Asie centrale qui ont secoué la région dès le XIX^e^ siècle sont à la source de tensions permettant d'expliquer en grande partie les enjeux géopolitiques de la période. L'Asie centrale était alors encore libre au début du XIX^e^ siècle de toute puissance coloniale.

Le concept géopolitique de « Grand Jeu » est mis sur le devant de la scène au début du XX^e^ siècle dans les écrits de l'un de ses acteurs, pour qualifier les affrontements indirects et luttes d'influence auxquels se sont livrés, au cours du XIX^e^ siècle, l'Empire* russe continentale et l'Empire britannique maritime en Asie centrale. L'expression « Grand Jeu » est mis sur le devant de la scène par Rudyard Kipling dans son roman *Kim,* publié en 1901, qui raconte la vie d'un espion à la solde du Royaume-Uni. Ce personnage de Kimball O'Hara a inspiré Ian Fleming pour James Bond. Mais ces stratégies existaient avant le succès du concept. Le « Grand Jeu » apparaît en 1857 dans l'*Histoire de la Guerre en Afghanistan* de John William Kaye, officier dans l'armée des Indes. Ce dernier emprunte lui-même l'expression à un officier du renseignement britannique, l'explorateur Arthur Conolly, employé par la Compagnie des Indes orientales. Celui-ci effectua le premier la dangereuse traversée des montagnes entre l'Inde et l'Afghanistan en mission de reconnaissance.

Le « Grand Jeu » renvoie ainsi d'abord à cette guerre secrète indirecte entre Russes et Britanniques pour contrôler l'Asie centrale. Cet affrontement romanesque prit la forme d'une course à l'exploration où se mêlèrent explorateurs, espions et seigneurs locaux dans les régions jusque-là inaccessibles de l'Himalaya, du Pamir ou du désert de Gobi. Les Russes étaient alors déterminés à s'assurer un passage vers les mers chaudes (Voir Enclavement*) menaçant les Indes britanniques. Les Britanniques firent tout pour les en empêcher en étendant leur Empire. Des théories géostratégiques britanniques ont structuré ce conflit larvé : certains appelaient à la construction d'États-tampons alliés placés en travers de la route des Russes, quand d'autres prônaient une politique plus attentiste basée sur le postulat que la géographie de l'Asie centrale empêcherait la réussite de toute tentative de percée vers les Indes. L'Empire russe parvient à s'étendre annexant le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan entre 1847 et 1876, puis le Turkménistan en 1885, mais sans atteindre son objectif final, l'Afghanistan. La création de l'Afghanistan, État-tampon, est ainsi vue comme une victoire britannique (Voir Endiguement*). La seconde guerre anglo-afghane (1878) leur permet d'organiser l'Afghanistan comme un protectorat allégé en contrôlant leur politique étrangère, tout en surveillant les passages stratégiques. Ce compromis permit de contenir la poussée russe, ce glacis neutralisé séparant les Indes, « joyau de la Couronne », de l'Empire russe.

Le Grand Jeu s'étend à l'Extrême-Orient. Les puissances européennes profitent de la faiblesse de la Chine pour étendre leur influence. Usant des mêmes stratégies, cette concurrence aboutit à l'indépendance du Tibet en 1904 : ce dernier devint un quasi-protectorat britannique et permit de renforcer la frontière nord des Indes. Ce traité inégal impose l'ouverture au commerce britannique du Tibet, l'occupation britannique de la vallée de Chumbi, des concessions pour les chemins de fer et gisements miniers. Le Grand Jeu s'acheva temporairement avec la signature en 1907 de la convention de Saint-Pétersbourg. Russes et Britanniques reconnaissent leurs sphères d'influence. Un *statu quo* est entériné : les Russes sont épuisés par la guerre contre les Japonais (la Russie est défaite en 1905) et leurs troubles intérieurs, quant aux Britanniques, ils se concentrent sur la montée de la puissance continentale allemande. Les Russes reconnaissent le quasi-protectorat britannique afghan. Les Britanniques renoncent au Tibet. La Perse est divisée en trois zones d'influence : un nord russe, un sud britannique et un centre réduit à une zone tampon.

Après 1919, l'Asie centrale est à nouveau au cœur des convoitises avec l'irruption de nouveaux acteurs. Après la Russie devenue bolchévique, le « Grand jeu » devient mondial. Trois pôles se partagent le monde : un pôle libéral – les « Alliés » (France, Royaume-Uni, États-Unis) –, un pôle communiste avec l'URSS et ses satellites et un pôle nationaliste (Italie fasciste, Allemagne nazie et Japon impérial) – l'« Axe ». Le Grand Jeu prend alors la forme de luttes d'influence au chevet de l'Empire ottoman démembré en protectorats, de courses à la maîtrise du territoire (lignes ferroviaires) et au contrôle des hydrocarbures (pétrole de Mossoul). Ce « tournoi des ombres », comme le nomment les Russes, se poursuit jusqu'en 1945.

Après 1947 s'ouvre la phase des décolonisations où se rejoue entre les vainqueurs un « Grand Jeu élargi » entre l'URSS et ses satellites et le « pôle libéral ». Cet affrontement géopolitique se manifeste à travers de nombreux conflits : guerres localisées (Corée, Vietnam, Bolivie…), coups d'État, guerres civiles, dictatures (Chili), guérillas* avec Che Guevara en Bolivie, où la CIA comme le KGB sont très actifs. Les guerres en Afghanistan sont un conflit parmi d'autres de ce « Grand Jeu élargi ».

La fin du XX^e^ siècle marque le retour du « Nouveau Grand Jeu » en Eurasie. L'éclatement de l'URSS, l'indépendance des anciennes RSS d'Asie centrale, la dislocation de la Yougoslavie replacent la région au centre d'une lutte d'influence entre anciennes et nouvelles puissances. La bataille pour les ressources et le contrôle des routes énergétiques, comme la volonté de contrôler le *Heartland** et le *Rimland**, caractérisent ce « nouveau Grand jeu ». Moins romanesques, ses ramifications ne s'étendent pas moins à l'ensemble de la planète. Si ses acteurs diffèrent, les États-Unis sont la nouvelle puissance maritime opposée aux puissances terrestres russe et chinoise et les velléités de contrôle de zones géographiques restent identiques (Afghanistan, Irak, Iran – l'ancienne Perse). Ce Grand Jeu se joue avec de nouveaux acteurs : États-Unis, Russie, mais aussi Chine, Inde et Pakistan ennemis (question du Cachemire), Turquie (alliée des États-Unis), l'Iran inquiète de cette influence laïque, et les pays européens. Ce « Nouveau Grand Jeu » se complexifie : islamisme, terrorisme, droits de l'homme, ressources énergétiques, « nouvelles routes de la soie », tensions et divisions anciennes, font de cette région une nouvelle poudrière (Voir Transports*). Les nouvelles puissances y avancent leurs pions selon une politique cohérente. La Chine émergente s'assure progressivement du contrôle des ressources afghanes. La politique étrangère américaine y est d'abord motivée par ses intérêts pétroliers : soutien aux Talibans face aux Soviétiques, puis revirement après les attentats du 11 septembre 2001. Ils interviennent ensuite unilatéralement en 2003 en Irak, provoquant par réaction l'alliance de la Russie et la Chine dans l'Organisation de coopération de Shanghai.

L'Eurasie dans ce « nouveau Grand Jeu » reste le « pivot du monde » comme l'avait montré Halford Mackinder. La crainte reste toujours l'émergence d'une puissance continentale eurasiatique à même de contrôler le monde. On retrouve là une des permanences de la *Geopolitics**, renouvelée chez Zbigniew Brzezinski par exemple, tête pensante de l'école américaine. Ce dernier, dans *Le Grand Échiquier* (1997), est convaincu toujours que c'est dans ce cœur eurasiatique que se joue toujours l'avenir du monde. Les États-Unis doivent maintenir leur contrôle sur cet espace s'ils

ne veulent pas perdre leur statut de puissance hégémonique. Cette permanence de la politique étrangère américaine et ses répercussions expliquent nombre d'événements depuis 1991. Le Grand jeu conditionne tout : les deux guerres du Golfe (1991 et 2003), la Tchétchénie, le Kosovo en 1999, les attentats de 2001 en réaction, l'invasion en Afghanistan en 2001, la guerre en Géorgie (2008), les « révolutions colorées » en Europe de l'Est, les tensions entre Russie et UE sur la fourniture d'énergie, les alliances en Extrême-Orient avec l'Organisation de Coopération de Shanghai, l'isolement actuel de l'Iran autour de la question nucléaire*, le retour de la « guerre fraîche » entre Poutine et les États-Unis, la crise ukrainienne depuis 2014…

L'Eurasie reste le centre des dynamiques géopolitiques mondiales, car la région, en plus d'être un carrefour, possède d'importantes ressources : c'est autour des nouveaux enjeux géopolitiques que sont le problème du partage des ressources et le transit des hydrocarbures que se cristallisent les tensions. Les soieries et les épices ont été remplacés par les hydrocarbures. La Caspienne étant une mer fermée, une « guerre des tubes » se met en place – « un nouveau Grand Jeu » – entre les Russes, dont les tubes (gazoducs, oléoducs) traversent le *Rimland,* et les Américains qui tentent de contenir la poussée russe en les contournant tout en s'assurant le contrôle de l'approvisionnement d'énergies de leurs alliés. Cette équation se complique avec l'irruption de nouveaux joueurs : Chine, Turquie, Inde, Pakistan, Iran, Japon… Les hydrocarbures sont utilisés dans ce nouveau Grand Jeu comme un moyen de pression, comme une arme (Voir Énergies*). Ces ressources énergétiques et leur contrôle sont vus par les stratèges américains comme un moyen d'enrayer le déclin* inévitable de leur puissance.

Théorisé à l'époque des grands Empires coloniaux, réactualisé par les États-Unis au XX^{e} siècle pendant la Guerre froide, puis au tournant du XXI^{e} siècle face aux (ré-)Émergents, le « Grand Jeu » conditionne toujours la politique étrangère de la puissance américaine et, en réaction, celle de ses deux principaux rivaux sur le nouvel « échiquier mondial » : la Russie et la Chine.

🕮 Références

- Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier*, Hachette, Paris, trad. fr. 2000.
- Christian Greiling, *Le Grand Jeu, une lecture éclairée de la géopolitique*, Héliopoles, 2020.
- Peter Hopkirk, *Le Grand Jeu, Officiers et espions en Asie centrale*, Ed. Nevicata, trad.fr. 2011.
- Yves Lacoste, « Le pivot géographique de l'histoire : une lecture critique », dans *Hérodote*, 2012/3.
- Henry Laurens, *Le Grand Jeu. Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945*, A. Colin, 1991.
- Jacques Piatigorsky et Jacques Sapir (dir.), *Le Grand Jeu : XIX^{e} siècle, les enjeux géopolitiques de l'Asie centrale*, Autrement, 2009.

➢ Voir entrées

Heartland, Rimland, Enclavement, Empire, Endiguement, Énergies, Transports.

Les formes de la puissance : *Hard power, soft power* et *smart power*

« *La puissance appartient à ceux qui en comprennent les règles, qui savent en assembler les ressources et en forger les instruments, qui savent en réinventer les formes et les modalités, bref, à ceux qui savent appliquer à leur profit la grammaire subtile et changeante de la puissance.* » (Pierre Bühler, *La puissance au XXIe siècle*, 2011)

La géopolitique a fait de l'analyse des formes et fondements de la puissance un de ses chevaux de bataille : « Toute géopolitique est une réflexion sur la puissance » (Philippe Moreau-Defarges, *Introduction à la géopolitique*, 2009).

Les débats entre géographes ou géopoliticiens se concentrent d'abord sur la question des sources de la puissance. Par-delà leurs divergences opposant puissance maritime* et puissance continentale*, Mahan et Mackinder s'accordent à identifier ces sources de la puissance dans la géographie, ils sont bien en cela les précurseurs de la démarche géopolitique. Une démarche résumée dans l'ouvrage du Britannique James Fairgrieve : *Géographie et puissance mondiale* (1915). L'auteur y défend l'idée que la hiérarchie des puissances peut être corrélée à l'inégale distribution des ressources naturelles à la surface du globe, et que la puissance réside précisément dans la plus ou moins grande capacité dont font preuve les sociétés à s'approprier ces ressources pour en tirer l'énergie nécessaire à leur développement.

Les géopoliticiens se penchent sur la nature de la puissance. Du verbe « *potere », «* pouvoir », et de « *potis sum »*, « je suis maître de », la puissance est d'abord définie comme la maîtrise de son destin. Le philosophe grec Aristote (IVe s. av. J.-C.) est le premier à penser la puissance comme un potentiel indéterminé, et non seulement une action : seule l'action déterminée lui donne un sens. La puissance est donc un concept flou, multidimensionnel et surtout évolutif : la puissance d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier.

Les dimensions et les manifestations de la puissance sont multiples. De façon classique nous en distinguons trois, résumées par Nicolas de Chamfort (1741-1794) à l'heure des révolutions : « Trois puissances gouvernent les hommes : le fer, l'or et l'opinion. » Joseph Nye, théoricien des relations internationales, reprend Chamfort en définissant la puissance comme le pouvoir de contraindre, d'acheter et de plaire. La notion de puissance apparaît donc comme relative : son exercice concerne des rapports entre acteurs, non de simples données brutes. Si les définitions de la notion de puissance sont nombreuses, elles se rejoignent autour d'un noyau de définition commun : « la capacité des acteurs internationaux ». Pour Serge Sur (rédacteur en chef de *Questions internationales*), la puissance appliquée aux États peut se définir comme la capacité de « faire » (le pouvoir), de « refuser de faire » (l'indépendance) et de « faire faire » (l'influence ou la faculté d'imposer sa volonté aux autres). Serge Sur opère ainsi une synthèse entre l'analyse de Raymond Aron (qui distinguait puissance défensive et offensive) et celle de Joseph Nye (qui sépare *hard* et *soft power*). La puissance ne se réduit pas à la contrainte, elle sait aussi persuader ou dissuader. Mais dans tous les cas, elle induit une relation.

On distingue aujourd'hui plusieurs formes de puissance. Le *hard power* correspond à la puissance coercitive classique. Si le *hard power* fait appel à la force en premier lieu (la guerre, les coups d'État), il englobe également, comme le rappelle Joseph Nye, tous les outils de la coercition (diplomatie, pressions économiques) et ne se réduit pas à la force militaire qui en constitue cependant le cœur. Lors de la crise ukrainienne (2014), Vladimir Poutine rappelle une évidence oubliée au plus fort de la crise : la Russie est une puissance nucléaire*. La force militaire reste un des principaux critères de la puissance, appréciable en quantité (budgets et volume des forces armées*), mais aussi en qualité (répartition des budgets, efficacité, interopérabilité des forces, autonomie stratégique, systèmes d'alliances, capacité de projection, puissance nucléaire pour le prestige et la dissuasion). Un État puissant doit être en mesure d'assurer seul la défense de ses intérêts, de projeter des forces en plusieurs points de façon efficace et rapide, et disposer d'une autorité supérieure à une armée traditionnelle moins flexible. Le *hard power* est cependant en difficulté lors des guerres asymétriques* : les conflits du Vietnam, de Somalie, d'Afghanistan et d'Irak en sont l'illustration. En Irak, si la seconde guerre du Golfe (mars-mai 2003) est un succès rapide dont les pertes humaines furent limitées (138 morts côté américain), le maintien de la paix* a été meurtrier (4 400 morts et 32 000 blessés américains entre 2003-2009). Dans la guerre contre le terrorisme*, l'armée a semblé démunie, montrant que le *big stick* unilatéral (le « gros bâton » de Théodore Roosevelt au début du XXe siècle) n'est pas la seule solution.

Autre critère traditionnel du *hard power* : la puissance économique. L'économie permet d'entretenir des armées nombreuses, de leur fournir un matériel sophistiqué, alimente l'innovation qui irrigue toutes les formes de pouvoir. Les spécialistes parlent d'« attractivité » : elle finance la culture, contribue à son rayonnement, démontre l'efficacité d'un modèle, permet d'attirer les talents, les capitaux. La puissance économique est quantifiable en masse : la taille du territoire* et ses ressources, la population (Voir Démographie*) qui le met en valeur et, synthèse chiffrée de ces éléments, le produit intérieur brut. Ces capitaux financiers, physiques, naturels valent par leur abondance et leur qualité. Enfin, la capacité d'intégration dans une économie mondialisée* est primordiale : une économie isolée ne peut être viable. Il faut savoir en tirer profit et si possible l'organiser.

Après 1991, de nouveaux critères indirects de puissance prennent de l'importance : la maîtrise du savoir, de l'information, le niveau d'éducation ou le rayonnement culturel, dont l'évaluation semble néanmoins plus incertaine. Le *soft power,* concept politique élaboré en 1990 par Joseph Nye (1937-), professeur de relations internationales à Harvard, entend décrire une forme subtile de puissance : la séduction exercée par un modèle de civilisation et de valeurs. C'est la capacité pour un État, mais aussi d'autres acteurs (ONG, OIG, Lobby…) d'influencer les autres sans employer la force. Ainsi défini, il est vu comme un complément indispensable au pouvoir traditionnel de coercition politique et économique, le *hard power*. À l'inverse, une puissance qui ne parvient plus, autrement que par la force, à imposer son modèle, décline (l'URSS dans les années 1980). Cette notion de *soft power* n'est pas née en 1990 mais au Royaume-Uni dans le contexte impérial. Elle désigne alors l'influence exercée par la culture britannique (*Britishness*), sa littérature (Shakespeare, Lewis Caroll…) et l'adoption par de nombreux pays des valeurs britanniques comme le *fair-play* (Thomas Arnold, collège de Rugby). Ce concept réapparaît dans le cadre d'un débat : est-ce que les États-Unis sont en déclin*? La publication du célèbre ouvrage de Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances* (1987) en est le déclencheur avec le concept de « surextension impériale » pour désigner le point de rupture, lorsque la charge économique nécessaire au maintien de l'Empire* dépasse les capacités de la puissance. Il prédit ainsi le déclin américain. Les nouvelles formes de puissance sont une réponse à ces théories déclinistes. Joseph Nye y répond dans *Bound to Lead* (1990), *Le leadership américain. Quand les règles du jeu changent* : il y critique Kennedy qui ne prend pas assez en compte, selon lui, les changements des règles du jeu géopolitique. Les ressorts de la puissance ne procèdent plus uniquement des facteurs traditionnels et « le pouvoir doux a autant d'importance que le pouvoir autoritaire ». Cette question du *soft power* n'est posée qu'en 1990 : avec la fin de la Guerre Froide et l'essor de la

mondialisation, la prolifération nucléaire qui en interdit l'usage, la puissance est plus diffuse et difficile à exercer. Si la guerre en Irak est une guerre facile à gagner, consolider la paix est impossible sans la puissance douce et l'adhésion qu'elle entraîne. Joseph Nye parle de « puissance par cooptation » : la puissance dominante suscitant l'adhésion et imposant ses vues. Pour atteindre ce niveau, elle doit disposer : d'une bonne réputation et d'une image positive, de performances économiques, un fort rayonnement attirant les « cerveaux » (Chercheurs, étudiants intellectuels, artistes… Voir *Brain Drain**), un *leadership* dans les négociations internationales en influençant l'ensemble des décisions prises. La culture* est ainsi un des piliers du *soft power*, un outil de puissance et un enjeu, comme le niveau d'éducation d'une société. La cohésion sociale est également indispensable. Un État qui ne parvient pas à imposer un équilibre à l'intérieur de sa société peut difficilement prétendre au rang de grande puissance (la notion de démocratie est souvent associée à cette cohésion sociale). Depuis 2015, le magazine américain *Forbes* propose un classement des pays en fonction de leur *soft power* en utilisant différents indicateurs (économie digitale, entreprise, éducation, culture, engagement, gouvernement). Le classement 2019 des pays les plus influents est le suivant (indice 100) : la France en première position avec 80,28 ; suivie du Royaume-Uni (2e), de l'Allemagne (3e), et de la Suède (4e), déclassant les États-Unis en 5e position.

Combiner *hard* et *soft power* : les clés de la suprématie mondiale ? Pour Joseph Nye, les États-Unis ne sont pas en déclin, car ils combinent les deux formes de puissance depuis longtemps. En 1945, c'est la première puissance économique et militaire. Vainqueurs, libérateurs, leur mode de vie, leur culture (avec la naissance de la consommation de masse) séduisent le monde. Ils croient ainsi un temps au triomphe de la démocratie libérale après l'effacement de l'ennemi communiste (Voir Américanisation*). La gouvernance* mondiale actuelle naît aux États-Unis et est voulue et façonné par eux : l'ONU, les accords de Bretton Woods, les cycles du GATT (Voir organisations internationales*). À l'inverse, la construction européenne a renoncé au *hard power* après les massacres des guerres mondiales. En conséquence, son *soft power* est moins efficace. Elle ne peut combiner les deux.

Ces réflexions sur les évolutions de sources et formes de la puissance traditionnelle à l'orée du XXIe siècle amènent à penser une nouvelle forme de la puissance : le *« smart power »*, synthèse entre *hard* et *soft power*, formulée par la démocrate américaine Suzanne Nossel dès 2004. Ce concept de *smart power* révèle que la séduction, l'argent, la force ne sont plus les uniques composantes de la puissance : il faut les combiner efficacement. Joseph Nye en 2011 modifie ainsi sa thèse : il n'oppose plus *hard* et *soft power* mais insiste sur leur complémentarité. Désormais, les nations victorieuses au XXIe siècle seront celles qui auront su établir des stratégies de *smart power*. Le développement des capacités d'influence est complémentaire des capacités de contrainte qui demeurent une garantie fondamentale. Dans la pratique, en 2009, investie au Département d'État, Hillary Clinton développe la théorie du *smart power* dont l'enjeu est de mettre en œuvre de nouvelles stratégies pour adapter le *leadership* américain aux enjeux du XXIe siècle dans le contexte d'une montée d'anti-américanisme. L'objectif est double dans cette redéfinition de la politique étrangère américaine : s'adapter aux nouvelles menaces et défis du XXIe siècle dans un monde multipolaire ; se démarquer de la politique étrangère des années Bush marquée par l'interventionnisme et l'unilatéralisme qui ont terni le *soft power* américain. Cette doctrine implique une utilisation du *hard power* plus ciblée et discrète (comme la stratégie de l'« empreinte légère » en Afrique, ou le « l*eadership* de retrait » en Libye, le recours aux alliés en Europe, Asie, dans le Golfe) et un *soft power* adapté aux relations asymétriques (stratégies de coopération avec l'ensemble des partenaires, étatiques et privés, poursuite du virage numérique – diplomatie 2.0). Cette approche rencontre des limites. Le *smart power* se traduit comme un retour au réalisme dans la politique étrangère américaine et semble peu efficace face aux enjeux planétaires. Au Moyen-Orient en privilégiant l'inaction sur l'action, les conséquences sont dramatiques et, en Asie, l'approche est inefficace face au *hard power* chinois. Le mandat de Donald Trump (2016-2020) marque un retour à un protectionnisme agressif (bras de fer avec la Chine), l'économie redevient un élément agressif du *hard power*. L'élection de Joe Biden en 2020 n'a pour l'instant pas infléchi en profondeur cette politique.

Enfin, le nouveau terrain d'expression de la puissance qu'est le cyberespace* bouleverse encore les formes de la puissance. Plus besoin de guerre pour soumettre, de nouveaux médias et acteurs (Google, Facebook) font le même travail tout en renforçant des éléments classiques du *hard power* (puissance économique, industrielle, renseignements). Le cyberespace est un formidable outil pour ces aspirations. L'économie numérique, à cheval entre *hard* et *soft power*, bouleverse l'ordre économique établi. Depuis la crise de 2008, les flux mondiaux de biens et de capitaux stagnent alors que les flux de données numériques ne cessent de croître. La spécificité de la cyberpuissance n'est pas l'apanage des États et les GAFAM* sont les nouveaux acteurs transnationaux de cette géopolitique (22 ans de moyenne d'âge en 2018 pour ces entreprises).

Mesurer cette puissance en évolution constante et composite, plusieurs instituts s'efforcent de le faire, tout en rencontrant de nombreux écueils. La revue *Conflits* a par exemple constitué un « indice de la puissance globale » en 2018 en s'appuyant sur une soixantaine d'indicateurs regroupés en six catégories qui couvrent tous les aspects de la puissance (*Hard* et *soft power* : facteurs militaires, mais aussi économiques, techniques, humains…) qui interagissent les uns sur les autres. Les cinq premières catégories sont : population et territoires, économie, technologie, influence et forces militaires. Pour chaque catégorie, le quantitatif (nombre de chars, de diplomates, de richesse…) mais aussi le qualitatif (niveau de formation des habitants, productivité du travail, expérience des combattants) sont pris en compte. Une sixième catégorie est intégrée : la cohésion de la société et la stabilité des institutions, qui démultiplient les effets des autres catégories. De ce point de vue : « la puissance fonctionne comme un réseau avec un nœud central et des nerfs qui parcourent tout le corps de la nation » (Pascal Gauchon).

🕮 Références

- Pierre Bühler, *La puissance au XXIe siècle, Les nouvelles définitions du monde*, CNRS, 2011.
- Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, 1997.
- Pascal Gauchon (dir.), « Indice Conflits de la puissance globale », Revue *Conflits,* n° 17, 2018/2.
- Joseph Nye*, Le leadership américain. Quand les règles du jeu changent*, PU Nancy, trad. fr. 1992.
- Joseph Nye, *Power in the Global Information Age : From Realism to Globalization*, Routledge, 2004.
- Joseph Nye, *The Future of Power*, PublicAffairs, 2011.

➢ Voir entrées

Polarité, Puissance maritime, Puissance continentale, « Déclin de l'Occident », Culture, Américanisation, *Brain Drain*, Armée, Nucléaire, Guerre économique, Cyberespace.

La polarité de la puissance : Superpuissances, hyperpuissance, nouvelles puissances

« *Le monde n'est ni multipolaire (aucune puissance n'égale celle des États-Unis), ni unipolaire. Les Américains ne peuvent imposer leur politique à l'ensemble du monde malgré leur désir de le faire.* » écrit le géopoliticien Pascal Boniface dans *Comprendre le Monde* (2010).

La polarité de la scène internationale renvoie aux processus de concentration et de répartition de la puissance* entre plusieurs États. Les évolutions de cette polarité dessinent les fluctuations de l'« équilibre des puissances ».

Du congrès de Vienne en 1815 jusqu'au milieu du XX^e^ siècle, quelques grandes puissances européennes organisent le système mondial, à l'exception de l'apparition de pays non-européens à la fin du XIX^e^ siècle. L'Europe est alors multipolaire, aucune puissance ne parvenant à imposer sa prééminence sur le continent dans la longue durée. Ce « Concert des Nations » permet de prévoir et/ou éviter les conflits dans la théorie des relations internationales, la puissance étant partagée entre plusieurs pôles. Cet équilibre européen prévaut jusqu'à l'épuisement des grandes puissances dans les deux guerres mondiales et la perte de leurs Empires coloniaux.

Après 1945, les grandes puissances se réduisent à deux superpuissances qui exercent une domination conjointe, opposée, mais aussi complice. En 1944, le terme « superpuissance » est créé par le théoricien américain William T. R. Fox (1912-1988) pour caractériser la puissance des États-Unis, de l'URSS, et encore celle du Royaume-Uni. Le monde devient bipolaire et le reste de 1947 à 1991. Les États-Unis et l'URSS se distinguent par leur capacité à détruire la planète avec leur arsenal nucléaire*. L'affrontement entre les deux superpuissances et, de manière plus large, entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie domine les relations internationales. Toutes les forces politiques convergent vers ces deux pôles dominants qui s'opposent pour la prise du pouvoir, au détriment du pluralisme. Les deux Grands organisent leur zone d'influence autour de deux idéologies concurrentes. Seule voix divergente : celle du Tiers-monde* prônant un non-alignement.

La fin de la Guerre froide consacre l'hégémonie des États-Unis. Ce triomphe des États-Unis entraîne une prolifération conceptuelle pour caractériser ce monopole de la puissance par une seule grande puissance. Zbigniew Brzezinski théorise cette « puissance globale » à laquelle accèdent alors les États-Unis. Le siège de cette puissance n'est plus situé dans le cœur eurasiatique (*Heartland**), mais dans le « Nouveau Monde ». Cette puissance s'exerce également avant tout par la séduction, et non plus la coercition. Les États-Unis séduisent leurs rivaux pour en faire des relais de leur puissance. Joseph Nye développe cette analyse avec le concept de *soft power*. L'analyste américain Ben Wallenberg, suivi par le ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine (1997-2002) et l'éditorialiste allemand Josef Joffe proposèrent le néologisme d'« hyperpuissance ». Il désigne cette domination sans partage des États-Unis. Cette nouvelle forme de puissance combine à la fois *hard power* et *soft power* (puissance militaire, diplomatique, économique, culturelle) pour contrôler aussi bien les territoires réels que virtuels. Elle seule a les moyens de pratiquer l'unilatéralisme, par la force ou la séduction, ayant façonné les organisations internationales* selon ses vues. Les États-Unis sont ainsi souvent accusés d'utiliser la puissance pour agir seul et pour leur unique profit, au détriment des réglementations internationales qu'ils ont contribué à créer. La puissance globale dicte à la fois les règles et s'en affranchit. En réaction, la faiblesse relative des autres États les pousse à défendre le multilatéralisme dans les OI* (Organisations internationales) (appel conjoint de la Chine et de la Russie dès 2001). On croit entrer dans un « ordre unipolaire » qui désigne cette « *Pax Americana* » de la Guerre du Golfe de 1991 jusqu'aux attentats du 2001 (sur le modèle de la *Pax Britannica* du XIX^e^ siècle). On évoque également l'« Empire* américain », un empire atypique (Raymond Aron évoque une « République impériale ») dont la sphère d'influence est sans équivalent dans l'histoire. Pour le professeur Philipp S. Golub, cet Empire américain, non territorialisé, repose sur deux piliers : une structure de sécurité internationalisée composée d'un archipel mondial de bases américaines et s'appuyant sur un système d'alliances multilatérales ; et un système monétaire international où le dollar joue un rôle prééminent, levier d'action et d'influence dans l'économie mondiale. Les États-Unis exercent leur *leadership*, en contribuant au règlement de certains conflits : conduite de l'opération « Tempête du Désert » en Irak sous mandat de l'ONU en 1991, signature des accords d'Oslo à Washington en 1993 dans le conflit israélo-palestinien, accords de Dayton en 1995 mettant un terme à la guerre en Bosnie, puis intervention en 1999 au Kosovo. Mais durant cette période, leurs capacités d'intervention et de médiation trouvent leurs limites. L'opération *Restore Hope* en Somalie (casques bleus sous commandement américain) lancée par George Bush en 1992 n'atteint aucun de ses objectifs, ni humanitaire (application du droit d'ingérence*), ni politique (rejet de l'intervention extérieure), ni géopolitique (éclatement de la Somalie). Si la décennie 1991-2001 marque bien la fin de l'URSS et l'effacement de l'Europe, de la Chine ou de la Russie loin derrière les États-Unis, certains analystes prédisent déjà la fin de ce moment unipolaire, comme Paul Kennedy (Voir « Déclin de l'Occident* »).

Au début des années 2000, les échecs de Washington ouvrent la voie à un nouveau système multipolaire, comme avant 1945. Les déconvenues de l'hyperpuissance, l'émergence ou la réémergence de rivaux conduisent certains auteurs à nuancer leurs analyses. Aux publications vantant la suprématie américaine se substitue une tendance à l'« *American power bashing* ». Bertrand Badie s'est penché sur cette paradoxale *Impuissance de la puissance :* « la puissance n'appelle désormais plus la puissance mais la contestation », générant de nouveaux ennemis et de nouveaux conflits (anti-américanisme dans les pays arabes par exemple). Olivier Zajec évoque *La Nouvelle impuissance américaine* (2011). Les États-Unis deviennent une puissance « comme les autres » avec ses forces et ses faiblesses, mais pourront-ils se résigner à la fin de cette « hyperpuissance » ? Dans *The Power Problem*, Christopher A. Preble explique comment la puissance, loin d'être une chance, serait devenue un « problème ». Cette puissance démesurée, notamment militaire, mal utilisée, entraînerait des surcoûts et des menaces nouvelles par les réactions qu'elle suscite. L'émergence actuelle d'un monde multipolaire a été soulignée lors de la conférence d'experts 2013 du club Valdaï. Cette opinion soulève cependant de nouvelles questions, en particulier concernant le statut et la place des États-Unis. Pascal Boniface considère ainsi que notre monde est dans une situation « hybride uni-multipolaire » ou « en voie de multipolarisation. » De fait, les évolutions actuelles de la hiérarchie des puissances empêchent la domination d'un seul État sans partage dans tous les domaines. Néanmoins, les États-Unis restent encore une puissance dominante dans les domaines militaire et technologique. Dans l'économie, si le PNB de la Chine devrait prendre la première place d'ici 2030, la puissance chinoise ne devrait pas gagner une influence et une capacité de séduction comparable à celles des États-Unis.

L'idée domine aujourd'hui que ce retour à un monde multipolaire est beaucoup plus instable que le moment bipolaire, moment de paix relative

fourni par les arsenaux nucléaires, et le moment unipolaire, soumis à un seul et unique « gendarme du monde » (Voir Gouvernance mondiale*). Les alliances sont instables entre les anciens et les nouveaux pôles de la puissance, la hiérarchie mondiale est mouvante, alors que la compétition se poursuit.

🕮 Références

- Bertrand Badie, *L'Impuissance de la puissance*, Fayard, 2004.
- Pascal Boniface, *Comprendre le Monde*, Armand Colin, 2010.
- Thierry Garcin, *La Fragmentation du monde. La puissance dans les relations internationales*, Economica, 2018.
- Josef Joffe, *Hyperpuissance, la tentation impériale de l'Amérique*, Odile Jacob, 2007.
- Giulio M. Gallarotti, *The Power Curse : Influence and Illusion in World Politics*, Boulder, Lynne Rienner, 2010.
- Philip S. Golub, « "Un goût de sang dans la jungle" : l'Empire américain revisité », dans *Mouvements,* n° 57, 2009/1.
- Christopher A. Preble, *The Power Problem : How American Military Dominance Makes Us Less Safe, Less Prosperous, and Less Free*, Cornell University Press, 2009.
- Olivier Zajec, *La Nouvelle Impuissance américaine*, 2011.

➢ Voir entrées

Puissance, Empire, « Choc des civilisations », « Déclin de l'Occident », Les Formes de la puissance, Gouvernance mondiale, Nucléaire, Ingérence, Tiers-monde.

Droit des peuples et Droits de l'homme, les fondements du droit international

« *Le droit international est, pour les États, non seulement un ensemble normatif mais aussi un langage commun* », affirme Boutros Boutros-Ghali, juriste, et homme d'État égyptien.

Le droit international est au cœur des relations internationales : il régule la vie des États* et leurs relations, comme leurs rapports de force dans l'espace*. En conceptualisant les principes du système international, il agit sur les équilibres et déséquilibres entre entités politiques. Sans droit international, le chaos peut régner entre les États. Ce droit international apparaît quand la notion d'État* fait consensus avec le traité de Westphalie en 1648. Le droit international est organisé à partir des États jusqu'à la Première Guerre mondiale. L'un de ses aspects est le développement du droit de la guerre avec la première Convention de Genève (1864), suivie des Conventions de La Haye (1899, 1907). En 1929, une nouvelle convention de Genève adopte des dispositions pour les prisonniers de **guerre***. Après 1945, les juristes repensent la géopolitique à partir du droit positif et des droits naturels : le droit des peuples et les droits de l'homme.

Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » au XIX^e^ siècle, ou « principe des nationalités », s'impose comme l'un des fondements du droit international depuis les révolutions américaine et française. Ce droit signifie que chaque peuple a droit à un territoire où il puisse s'épanouir. En 1792, la France révolutionnaire* déclare la guerre à l'Europe monarchique et prétend bâtir une nouvelle Europe, fondée – entre autres – sur ce principe d'autodétermination. Les peuples s'approprient ce droit qui s'incarne dans le mouvement des nationalismes. L'histoire et la géographie ne sont plus modelées par les rois, mais par les peuples. Au XIX^e^ siècle, les plus forts – comme l'Allemagne – veulent leur « espace* vital ». Les « petits » – Tchèques, Croates, Serbes… – protestent et réclament « leur » terre. En 1848, c'est le « printemps des peuples » : les peuples se croient libres, chacun aura son État et l'Europe sera en paix. En fait, les grandes Nations (Italie, Allemagne) s'unifient par la force et la conquête.

En 1918, pour le président des États-Unis Woodrow Wilson, la paix* doit permettre le principe d'autodétermination des peuples. Mais son application est moins respectueuse des préoccupations traditionnelles d'équilibre de la puissance (Voir Polarité*), comme des impératifs de viabilité des États. Le démantèlement de l'Autriche-Hongrie s'accompagne de regroupements « artificiels » créant de nouvelles minorités* : ainsi, la Tchécoslovaquie regroupe Tchèques et Slovaques en un seul peuple ; la Yougoslavie doit fondre Serbes, Croates, Slovènes… Par ailleurs, ce droit des peuples se diffuse dans les Empires coloniaux et les colonisés retournent ce principe contre les puissances coloniales. Mais ce droit des peuples ne vaut que pour les Européens, les autres peuples, « enfants », restent voués à la colonisation (Voir Empire*). Les chefs des mouvements de décolonisation veulent l'indépendance, tout en la revendiquant dans le cadre des frontières* tracées par les colonisateurs.

Qu'est-ce qu'un peuple ? Le droit international ne donne aucune définition. C'est seulement en 1975 que la Cour internationale de justice donne des éléments de réponse lorsqu'elle doit trancher la question pour le peuple sahraouie : il faut demander aux habitants du Sahara occidental s'ils se définissent comme un peuple, c'est-à-dire comme une communauté aspirant à avoir des structures politiques spécifiques, un État souverain*. Pour qu'un peuple existe comme sujet de droit, il doit être institué en État souverain, ou en minorité protégée au sein d'un État. Cette imprécision du terme « peuple » est porteuse de difficultés politiques et juridiques.

Le risque de « balkanisation* » du monde est en germe dans ce principe : la liste des peuples restant ouverte, le risque d'une fragmentation du monde est élevé. Face à un tel risque, le principe d'autodétermination évolue progressivement dans les résolutions de l'ONU. La question se déplace de la notion de « peuple » à celle de « droit » : quel peuple a droit à l'autodétermination ? La réponse est tranchée en faveur des peuples des anciens empires coloniaux qui veulent accéder à l'indépendance. D'autres principes vont limiter l'application de ce droit des peuples : les principes d'intégrité territoriale et d'intangibilité des frontières limitent ce droit (résolution 1514 en 1960) malgré de nombreuses transgressions à partir de 1990 (indépendance d'Érythrée, démembrement de la Yougoslavie), et le principe de non-ingérence* (chapitre I- 2.7 de la Charte). Au XX^e^ siècle, ce droit des peuples se mondialise et devient accessible à des « peuples » de plus en plus nombreux et s'ouvre à des peuples sans territoire. La géopolitique* se complexifie : centrée sur les grandes puissances, elle porte son regard vers ces nouveaux acteurs plus « petits » ; centrée sur les territoires, elle prend maintenant en compte les réseaux (Voir diasporas* et minorités*) ; considérant d'abord des peuples territorialisés et des frontières revendiquées comme intangibles, elle cherche maintenant à saisir des flux, des migrations. Ce droit des peuples place bien l'État souverain et intangible au centre du système des relations internationales.

Le droit international contemporain connaît ainsi des évolutions majeures après 1945. Il n'est plus uniquement un droit interétatique régissant les relations entre États, mais s'affirme parce qu'il est reconnu comme tel par les États, sujets de la société internationale.

Les droits de l'homme, concept ancien, présents en Angleterre dès le XVII^e^ siècle se diffusent dans le champ géopolitique également avec les révolutions américaine (1776) puis française (1789-1799). Dès sa création, la jeune République américaine se donne une mission : première démocratie moderne, elle a le devoir de diffuser au monde ses principes, seuls capables d'apporter paix et prospérité aux hommes. Dans les faits, leur diffusion déclenche des événements imprévus. Ainsi, la France révolutionnaire, puis impériale (1792-1815), apporte avec ses armées les droits de l'homme. Les peuples « libérés » constatent l'écart entre ces principes généreux et la réalité, – répressions, pillages. Les colonisateurs britanniques et français diffusent eux aussi malgré eux ces droits dans leurs Empires. Nourris d'idées européennes, les grands combattants de la décolonisation (les Indiens Gandhi et Nehru, le Vietnamien Ho Chi Minh, l'Algérien Ferhat Abbas) se les approprient.

Avec la naissance de l'ONU en 1945, les « droits de l'homme » deviennent le fondement du droit international. À l'échelle mondiale, se met en place une dynamique toujours en cours, produisant un cadre de protection des droits de l'homme : la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (adoptée en 1948), les pactes des Nations unies sur les droits civils et politiques et sur les droits économiques, sociaux et culturels (1966), les résolutions et pactes plus spécifiques. Deux conférences mondiales réaffirment cette universalité : la proclamation de Téhéran (1968) et le programme d'action de Vienne (1993). L'ONU entend faire respecter « la dignité et la valeur de la personne humaine » dans le préambule de sa Charte. Elle est la première institution à préciser la notion de « droits des peuples », fondée sur la reconnaissance de l'égalité entre les nations, mais aussi sur « le progrès économique et social de tous les peuples ». Elle annonce ainsi une des missions onusiennes : combattre la pauvreté et encourager le développement dans le monde par l'intermédiaire de ses différents organismes.

Ces dispositifs juridiques sont signés et ratifiés par une majorité d'États. Le respect des droits de l'homme s'impose comme une composante de moins en moins contournable. Les mécanismes de surveillance se font plus présents. Depuis les années 1990, les élections se déroulent de plus en plus sous le regard vigilant d'observateurs étrangers : l'État, en consentant aux contrôles extérieurs, prouve sa transparence. Ainsi pour qu'une protection régionale des droits de l'homme fonctionne, une condition est incontournable : les États concernés, souverains, doivent être des démocraties et être prêts à soumettre tout leur appareil politique à une juridiction supérieure.

La volonté d'instaurer une démocratie mondiale se retrouve dans l'institution d'une Assemblée générale, au sein de laquelle chaque État-membre dispose d'une voix, quels que soient son poids démographique, sa puissance économique ou militaire. La Charte des Nations Unies, signée le 25 juin 1945 par 51 États-membres, prévoit également un Conseil de sécurité, dans lequel les 5 puissances victorieuses détiennent un siège permanent et un droit de veto. Les autres membres (10 depuis 1966), sont élus pour deux ans. Alors que la Société des Nations n'était qu'un espace de dialogue pour établir des consensus, l'ONU peut, avec le Conseil de sécurité, prendre des décisions concrètes débouchant, par exemple, sur l'autorisation d'employer une force armée pour maintenir ou rétablir la paix*. Cependant, le droit international se distingue des droits nationaux par l'absence d'une structure centralisée chargée de faire respecter son application. L'absence de gendarme international amène certains auteurs à douter que le droit international soit véritablement du droit.

Ce droit international est également un objet de stratégie, utilisé, voire manipulé, en fonction de la stratégie d'un État notamment par les grandes puissances* au détriment des « petits ». Le droit international, et ses fondements, sont soupçonnés de permettre aux grandes puissances d'asseoir leur domination sur le plan juridique. Dans l'esprit de leurs fondateurs occidentaux, les droits de l'homme constituent une référence universelle et doivent s'appliquer partout dans le monde. Mais à l'origine seuls quelques États signèrent la *Déclaration universelle* de 1948 (58 alors). Les nombreux États devenus par la suite membres de l'ONU ont souvent vu dans cette *Déclaration* un bréviaire des valeurs occidentales. Les sociétés non-occidentales sont nombreuses à considérer ces droits comme étrangers à leurs valeurs. Ce principe universel est ignoré par les régimes communistes, puis contesté comme une menace par certains États du Tiers-Monde* au nom de leurs spécificités historiques et culturelles dans les forums mondiaux. Selon une interprétation commune, le respect des droits de l'homme serait un luxe réservé aux démocraties occidentales incompatible avec les exigences de développement des PED. Ces valeurs occidentales recouvreraient un néocolonialisme déguisé s'imposant au détriment des valeurs ancestrales des civilisations non-occidentales. En ce début de XXIe siècle, les droits de l'homme restent associés, dans le « Tiers-monde » mais aussi en Russie, à l'hégémonisme occidental. De fait, les activistes des droits de l'homme restent d'abord occidentaux : les ONG* (*Amnesty*, MSF) comme les États attachés à la moralisation des relations internationales, les États-Unis, « gendarme du monde », en tête.

La question des droits de l'homme est politique. Pour Robert Badinter, la perte de crédibilité de ces droits vient de ceux qui les imposent aux autres États, sans les respecter eux-mêmes. Les États siégeant à la Commission des droits de l'homme en sont arrivés à fonctionner en blocs géographiques soudés, dont le seul objectif est d'éviter toute condamnation d'un pays de leur bloc, au prix parfois de violations des droits de l'homme commises sous d'autres latitudes. Les droits de l'homme sont monnayés en fonction d'intérêts géopolitiques ou stratégiques. Les intérêts géopolitiques des États-Unis, chantre des droits de l'homme, les conduisent à soutenir des régimes peu respectueux des droits de l'homme, notamment des dictatures latino-américaines (Voir Endiguement*). À l'inverse, la transformation de pouvoirs autoritaires en démocraties libérales est souvent incertaine. L'Irak, débarrassé en 2003 de la dictature de Saddam Hussein, organisant pour la première fois des élections libres, ne se transforme pas en démocratie pluraliste mais se fragmente en communautés irréconciliables (chiites au pouvoir, sunnites rejetés et Kurdes édifiant au nord un État propre).

Enfin, l'affirmation des droits de l'homme comme une valeur universelle s'imposant à tous et partout entre en contradiction avec le principe même du droit des peuples à rester maître de leurs choix politiques. Le concept d'ingérence* humanitaire et son application sont exclus sur le territoire d'un État puissant militairement. Ainsi, dans les faits, les droits de l'homme ne peuvent être « universellement opposables ». Leur application dépend de chaque situation locale. Ces droits font surtout figure de « recommandations morales » sur le plan international, plus que de réelles règles juridiques. Les critiques des « droits de l'homme » sont sévères, comme celles formulées par l'historien du droit Jacques Ellul (*Le bluff technologique*, 1988).

Comment dépasser cette opposition entre ces deux types de droits ? Pour que l'autodétermination des peuples soit complète, il faut parvenir à cette autodétermination à l'intérieur de l'État : en respectant le minimum incompressible de droits universellement reconnus (droits politiques, droit à la vie, droits économiques, sociaux et culturels). L'universalité des droits de l'homme et des peuples s'accompagne ainsi de leur indivisibilité. Ainsi, devant les violations massives des droits de l'homme, le principe de non-intervention, corollaire de la souveraineté des États-Nations, s'effrite. Cependant, l'intervention, « ingérence humanitaire », ne trouve toujours pas de responsable organisé. Le droit international n'avait pas jusqu'ici de territoire d'application directe, les normes produites ne trouvant leur ancrage concret que dans le cadre des espaces nationaux par le relais des États. Si le droit international s'impose aux États, mais que ceux-ci viennent à faillir à son respect, il lui faut alors un bras autonome. Telle est la question majeure posée aux institutions de l'ONU. Malgré les réticences, voire le rejet, exprimés par certains non-Occidentaux, ces droits sont irréversiblement installés sur la scène mondiale. Cependant, chacun s'approprie et interprète les droits de l'homme à sa manière.

🕮 Références

- Emmanuel Decaux et Olivier de Frouville, *Droit international public*, Dalloz, rééd. 2020.
- Marcel Gauchet, *La Révolution des droits de l'homme*, Gallimard, 1989.
- Jean-Louis Harouel, *Les Droits de l'homme contre le peuple,* Desclée de Brouwer, 2016.
- Guy Hermet, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Le Seuil, 1996.
- Serge Sur (dir.), « À quoi sert le droit international », dans *Questions internationales*, La Documentation française, n° 49, mai-juin 2011.

➢ Voir entrées

Souveraineté, Paix, Guerre, État, Frontières, Endiguement, Ingérence, Diasporas, Minorités, Tiers-Monde.

Mondialisation

Le géographe Laurent Carroué définit la mondialisation comme « *un processus historique d'extension progressive du système capitaliste dans l'espace géographique mondial* ». Il s'agit d'un « *phénomène très hiérarchisé, instable et conflictuel, producteur de profondes inégalités dans le cadre d'une valorisation différenciée et sélective des territoires…* » (revue *Historiens et Géographes*, juillet-août 2006)

La notion de mondialisation émerge dans le dernier quart du XX^e siècle : nombre de commentateurs ont qualifié la période comme étant celle de la mondialisation. Le partage du monde en deux blocs est balayé par une mutation technico-économique : création sans précédent de richesses, explosion des flux (capitaux, marchandises, images, idées…), ralliement de la plupart des sociétés au commerce mondial. Puisque tout peut circuler partout, tout événement, notamment à travers les médias, se répercute à l'ensemble du monde. Toute grande question, des échanges à la paix, des armements à l'environnement, a désormais une dimension mondiale. Pour la régler ou au moins la maîtriser, il faut tenter d'associer la plupart des hommes. Mais l'abus d'usage de ce mot a souvent dispensé de s'interroger sur sa définition.

La mondialisation est d'abord un processus économique compris comme un échange généralisé entre toutes les parties du monde. L'espace mondial devient un espace libre de circulation des hommes, des capitaux et des marchandises. Si le phénomène est marqué depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et explose depuis la chute de l'URSS, il n'en est pas moins un phénomène ancien. Au cours des siècles, l'ensemble des États, des cités, des Empires s'intégrèrent dans un même système-monde* suivant une logique d'homogénéisation des relations économiques. Nombre d'auteurs situent les origines de la mondialisation à l'époque des cités-États italiennes lorsque le commerce maritime prend son essor et que les flux entre Orient et Occident s'accélèrent. Viennent ensuite les Grandes Découvertes, puis la Révolution Industrielle et l'ère de la colonisation (Christian Grataloup, *Géohistoire de la mondialisation*).

Le phénomène économique contemporain s'est développé en trois temps. Le premier moment est constitué par le développement des exportations de biens et de services. On parle alors d'« internationalisation ». Cet essor des échanges internationaux est proportionnel à la croissance rapide de la production mondiale. La configuration des échanges évolue au profit des produits manufacturés par rapport aux matières premières. Le second moment est caractérisé par le développement d'investissements directs à l'étranger entre pays industriels d'abord, grâce aux déréglementations successives et à la révolution des TIC. C'est un phénomène de « transnationalisation » des entreprises qui correspond au développement des firmes multinationales*. Enfin, le terme de « globalisation » désigne les mutations les plus récentes. Dans un monde devenu global, les grandes multinationales combinent et organisent leurs activités dans l'espace mondial en tissant de nouveaux réseaux. L'importante ouverture des économies nationales aux différents flux de marchandises et de capitaux conduit à un mode de régulation des activités économiques où l'international prime sur le national. Dans cette phase de la mondialisation, on constate une participation accrue des PED et des NPI qui s'industrialisent et rattrapent progressivement la Triade* (États-Unis, Europe, Japon). La globalisation est également financière grâce aux 3 « D » : déréglementation, désintermédiation, décloisonnement. Cette globalisation financière repose sur la mobilité instantanée de l'argent grâce à l'interconnexion informatique. Il y a, par ailleurs, une déconnection croissante entre la finance spéculative et l'économie réelle (production et échanges). La révolution des NTIC, notamment Internet, y joue un rôle essentiel.

Ce concept de mondialisation est souvent enrichi de dimensions politiques – avec le développement d'organisations internationales* et ONG* – et culturelles. La thèse de l'émergence d'une culture* mondiale est discutée (Voir Américanisation*).

Le terme « mondialisation » se distingue en français de la « *globalization* », terme utilisé pour la première fois par Theodor Lewitt pour désigner la convergence mondiale des marchés et des modes de consommation dans un article intitulé *The Globalization of Markets* (1983). Ce processus se caractérise par l'augmentation exponentielle des échanges et une harmonisation progressive des pratiques. L'interdépendance s'accroît entre les différents systèmes politiques et économiques. L'espace et le temps se contractent avec la multiplication des échanges de biens et d'informations. Cette analyse s'inscrit dans la lignée de l'ouvrage *War and peace in the Global Village* publié par Marshall McLuhan en 1968. McLuhan est un précurseur en montrant le rôle des nouveaux médias dans l'évolution de la planète qui devient un « village global ». Les tenants de la *Fin de l'histoire** (K. Ohmae) reprennent ce concept de « village global », comme ceux de la *Mondialisation heureuse* (Alain Minc). Ce mouvement de globalisation, – porté par les évolutions technologiques, l'abaissement des barrières, l'extension de la démocratie –, transforme notre planète en un grand village. Cette question de la mondialisation est élargie ensuite par Kenichi Ohmae dans un ouvrage intitulé *La Triade*. Il y définit le concept de firme globale* pour décrire l'émergence de stratégies globales de FMN* focalisées toujours sur les pays de la Triade* formant un marché de consommation à fort pouvoir d'achat homogène et produisant les ¾ des biens à très forte valeur ajoutée (maîtrise des nouvelles technologies). Selon K. Ohmae, l'ensemble de chaîne de création de valeur des multinationales (finance, R&D, production, marketing, commercialisation et recrutement) est repensé de manière globale. En 1993, le Forum de Davos, cadre informel, consacre le concept de « globalisation ». Les dirigeants des FMN, les experts et politiques réunis formant la nouvelle classe dirigeante, y accréditent la « pensée globale » comme le symbole du fonctionnement de cette nouvelle économie internationale. On évoque avec la constitution de ce système-monde un dépassement, voire un oubli, des États en cours. Mais les analyses sur le degré de réalisation de ce phénomène varient. La mondialisation actuelle admet des caractéristiques économiques propres aux conséquences géopolitiques nouvelles.

Aujourd'hui, la mondialisation pose de nouveaux défis. Y répondre suppose des formes de gouvernance* et d'actions internationales nouvelles de coopération et de régulation (institutionnelle ou informelle) entre des intérêts particuliers divergents. La priorité est désormais pour les États de s'adapter et survivre dans cette compétition économique. Celle-ci paraît d'autant plus féroce qu'une nouvelle ère industrielle (suscitée par la révolution des NTIC) s'épanouit et que de nouveaux rivaux entrent dans le jeu (Voir Émergents*, Dragons, Tigres ou BRICS).

On observe des résistances nombreuses à la mondialisation avec l'émergence de nouveaux acteurs transnationaux. La mondialisation est sources de nouvelles tensions, engendrant rejets et crispations identitaires. En Europe, le terme « mondialisation » est associé pour le grand public aux débats sur le chômage avec son cortège de délocalisations. Les opposants à la pensée globale font entendre leurs voix dans des journaux comme *Le Monde diplomatique*, dénonçant cette « pensée unique », expression du néo-impérialisme* américain. Le processus de création de richesses promis par les libéraux n'a pas permis un meilleur développement, au contraire, pour ces opposants, les inégalités augmentent à toutes les échelles. Le débat s'élargit

à d'autres thèmes : souveraineté* des États, opacité des marchés financiers, *dumping* social, concurrence déloyale, marchandisation de la culture*, risques environnementaux, pandémies, crime organisé*… Le débat devient global. Les mécanismes de la mondialisation sont dénoncés par le mouvement altermondialiste*. Les partisans de l'altermondialisation souhaitent proposer des alternatives à la mondialisation contemporaine. La démondialisation est un mot d'ordre répété face aux excès de la mondialisation (crise financière de 2008, pandémie de Covid-19 de 2020-2021).

Des conflits de natures diverses se multiplient. Ils peuvent renvoyer à la question migratoire*, certaines frontières* acquièrent une importance nouvelle dans le cadre de la mondialisation. Certains peuples peuvent remettre en question la suprématie occidentale (de l'antiaméricanisme à des résistances violentes débouchant sur le terrorisme* avec l'islamisme djihadiste). Enfin, la mondialisation a accru également les tensions dans le domaine économique (Voir guerre économique*).

Du point de vue géopolitique, la mondialisation abolit-elle la géographie ? En ce qui concerne la géographie, il y a bien une contraction massive de l'**espace*** et du temps avec les révolutions des communications et des transports*, s'accompagnant d'une flexibilité et d'une mobilité accrue des acteurs. C'est le temps des réseaux*, des mafias*, des diasporas*. Ainsi peuvent être opposées les entités territorialisées immobiles (États) à celles pouvant se déplacer (acteurs économiques, par exemple les FMN). L'affirmation des acteurs non étatiques transnationaux est interprétée par certains comme l'annonce de la fin prochaine des États. Les États dominent de moins en moins l'investissement et le commerce au profit des multinationales, les individus multiplient leurs allégeances (monde, double nationalité, région). Certains observateurs, affirmant la suprématie des réseaux sur les territoires*, tendent même à remettre en question la validité de la géopolitique. Selon ces auteurs, il faudrait s'attacher, plutôt qu'aux États, à l'« archipel mégalopolitain mondial » (l'AMM d'Olivier Dolfuss), sorte de super-espace tramé de réseaux reliant tous les niveaux scalaires. Dans ce nouveau monde, les acteurs transnationaux et autres réseaux sont les nouveaux pouvoirs géopolitiques. Les États ne sont plus que des instruments soumis aux options transnationales. À l'inverse, certains géographes et géopoliticiens, qui ont travaillé sur ces concepts d'abord élaborés par des économistes, réfutent l'idée que la globalisation supprime l'importance des territoires (Laurent Carroué). La géographie est toujours là, favorisant plutôt les uns (les États-Unis avec leur double façade maritime), handicapant les autres (l'Afrique enclavée* géographiquement). Pour tout État, son territoire reste une contrainte et un atout. Si les frontières sont poreuses, elles restent des barrières. La mondialisation est une réalité spatiale qui renvoie à un double processus d'intégration/fragmentation qui entraîne une polarisation et une hiérarchisation très forte des territoires mis en compétition. La mondialisation, si elle bouleverse les conditions d'exercice de la souveraineté étatique, ne touche en rien au cadre étatique lui-même. La dynamique de gouvernance internationale reste maîtrisée par des États. Même les FMN*, tenants de la mondialisation, restent connectées en partie à des logiques nationales.

Loin des modélisations abstraites, la géopolitique doit rester concrète et étudier la mondialisation en cherchant les influences étatiques souterraines. Le phénomène complexe de la mondialisation doit être analysé avec prudence en gardant à l'esprit l'idée que ces concepts nouveaux ne démodent pas systématiquement les analyses précédentes.

🕮 Références

- Laurent Carroué, « La mondialisation en débat », *Documentation photographique*, n° 8037, 2004.
- Olivier Dollfus, *La Mondialisation*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1997.
- Christian Grataloup, *Géohistoire de la mondialisation : Le temps long du monde*, A. Colin, rééd. 2015.
- Cynthia Ghorra-Gobin, « Mondialisation et globalisation », *Géoconfluences*, mis en ligne en décembre 2017.
- Philippe Moreau-Defarges, *La mondialisation,* PUF, QSJ, 4e éd. 2002.
- Gérard Leclerc, *La mondialisation culturelle*, PUF, 2000.

➢ Voir entrées

Gouvernance mondiale, État, Frontières, FMN, Impérialisme, Américanisation, Culture, Altermondialistes, Terrorisme, Territoires.

Économie-monde, économie mondialisée et système-monde : interdépendance et interconnexion dans la mondialisation

« *Avec la mondialisation, nous sommes tous interdépendants. On disait autrefois : lorsque les États-Unis éternuent, le Mexique s'enrhume. Aujourd'hui, lorsque les États-Unis éternuent, une grande partie du monde attrape la grippe, et les problèmes actuels de l'Amérique sont bien plus graves que de simples reniflements…* » (Joseph E. Stiglitz, *Quand le capitalisme perd la tête*, 2003)

En 1991, *L'économie mondialisée* de Robert Reich précise le concept de mondialisation*. Il y décrit l'effacement des frontières au profit d'un marché mondial ; la constitution des grandes entreprises en réseaux décentralisés et transnationaux d'unités de profit ; et un nouveau rôle pour l'État réduit à tenter d'endiguer les inégalités croissantes et maintenir son rang dans la compétition internationale (formation des citoyens, financement de grandes infrastructures, Voir Enclavement*). La mondialisation se comprend ainsi comme un mouvement de recomposition d'un système économique global dépassant les seules économies nationales. Ce concept renouvelle l'étude des relations internationales avec le courant transnationaliste et appelle autant de débats.

Cette « économie-monde » a d'abord été définie par Fernand Braudel, en 1967, dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme du 15e au 18e siècle*. Elle désigne une partie du monde autonome économiquement, autosuffisante, à qui ses échanges intérieurs croissants confèrent une unité. Cette « économie-monde » est un espace dominé par une grande puissance économique. Un centre économiquement dominant exerce une influence sur ses périphéries (Voir Centre/périphérie*). Plusieurs économies-monde se sont formées dans l'histoire à chaque étape de la mondialisation : la Méditerranée de Charles Quint au XVIe siècle (« siècle d'or »), la mondialisation espagnole et portugaise du XVIIe siècle avec les premières colonies, la *Pax Britannica* impériale au XIXe siècle, puis l'« Empire* américain » au XXe siècle.

L'« économie mondialisée » marque l'aboutissement du processus de mondialisation du système capitaliste. La mondialisation* suppose la mise en relation de l'ensemble des espaces mondiaux formant une seule économie-monde à l'échelle de la planète. On passe ainsi d'une « économie-monde » à une « économie mondialisée ». Cette évolution marque la réussite du système capitaliste, à la fois support et témoin de la mondialisation de l'économie. À chaque étape, le capitalisme, – marchand, puis industriel, enfin financier aujourd'hui –, a déployé ses réseaux selon des logiques libérales qui s'étendent depuis 1991 à l'ensemble de la planète.

La « première mondialisation » (1850-1914), pour Suzanne Berger, se définit comme un vaste mouvement de diffusion du capitalisme à l'échelle mondiale reposant sur une mise en relation des différentes parties de la Planète. Au XIXe siècle, les échanges de capitaux et de marchandises s'intensifient et le commerce international s'étend à la faveur de la baisse des barrières douanières. Le Royaume-Uni se pose en chantre de ce libre-échange. Cette « série de mutations de l'économie » met alors en place une interdépendance des économies des États et une division internationale du travail. L'ouverture à la concurrence pousse les pays européens à réduire leur production de produits bruts au profit d'un approvisionnement extérieur. Les colonies représentent des terres d'approvisionnement et des marchés pour les produits manufacturés européens. À l'entrée en guerre, tous ces réseaux financiers et commerciaux s'effondrèrent. Ce processus de « première mondialisation » n'a pas permis selon Suzanne Berger « de nouer des liens d'interdépendances suffisamment solides pour empêcher les États d'entrer en conflit ». Il reste inachevé en l'absence de structures institutionnelles stables.

Après 1945, les États-Unis comprennent que leur prospérité dépend de l'état du reste du monde avec l'imbrication grandissante des systèmes économiques et financiers. Les États-Unis veulent faire du libre-échange le principe de base de l'économie mondiale en reconstruction et rétablir un système monétaire stable. La conférence de Bretton Woods était l'un des moyens d'atteindre l'objectif du développement du libre-échange : les accords du GATT, signé à Genève en 1947, associent les pays du monde libre réalisant 4/5 du commerce mondial. Mais l'intégration de nombreux pays dans les derniers cycles de discussion – *Rounds* – allongent les discussions et rendent impossibles les prises de décision (*Uruguay Round* de 1986 à 1994). En 1994, la conférence de Marrakech clôt ce cycle et donne naissance à l'OMC. L'OMC devient la première organisation internationale* dotée de la capacité de faire respecter les règles de ce commerce mondial. Elle agit comme une cour de justice. Elle élabore les règles du commerce international de marchandises, de services, de biens agricoles et industriels et de certains droits de propriété intellectuelle et repose sur le principe central du libre-échange.

Après 1991, seul subsiste le modèle libéral d'économie de marché. Le capitalisme triomphe et devient l'idéologie dominante, portée par l'essor de la mondialisation. Le succès de l'OMC est visible avec l'entrée de la Chine en 2001, puis de la Russie en 2012. Le nombre des membres est passé à 164, représentant plus de 98 % du commerce international. L'économie mondialisée se renforce avec les droits supplémentaires remis aux firmes multinationales*. Celles-ci sont les actrices de cette déréglementation à l'échelle mondiale. Avec l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), soutenu par l'OCDE, les FMN sont aujourd'hui en droit de prétendre à l'acquisition de tout projet rentable partout dans le monde. En négociation depuis 1995 au sein de l'OCDE, composée des 29 pays membres le plus riches du monde, l'objectif de l'AMI est d'étendre la déréglementation aux secteurs vitaux jusque-là épargnés. Cette volonté de libéraliser semble avoir abouti entraînant des bouleversements dans la vie économique et sociale des pays industriels. La création d'un marché mondial suppose une concurrence exacerbée et pousse les économies locales à être compétitives. Délocalisations, restructurations et licenciements semblent liés à l'émergence de ce marché mondial. La globalisation marchande et financière apparaît comme l'aboutissement de cette logique systémique d'expansion du capitalisme avec la constitution d'un marché global. Dans cette perspective systémique, il n'existe plus que deux voies possibles pour les chantres du courant transnationaliste : le libéralisme économique et le libre-échange sans entraves, dirigés par une OMC non élue ou une régulation politique mondiale des marchés dans le cadre d'un ordre politique mondial. L'augmentation de l'interdépendance économique doit ainsi entraîner la coopération entre États.

Un courant transnationaliste se développe. James N. Rosenau publie en 1990 *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity*. Selon ce politologue américain « nous sommes entrés dans une ère de "turbulences" mondiales » avec la mondialisation : l'intervention nouvelle d'une multiplicité d'acteurs et l'interdépendance complexe transnationale sont à l'origine de la création d'une nouvelle société globale et polyarchique. Les nouveaux intérêts qui s'affirment et s'entrechoquent sont à l'origine de ces turbulences. Cette phase de transition est critique pour les États qui ne

semblent plus capables de maîtriser la situation dans un système multicentré d'acteurs. Ce nouveau contexte entre intégration et fragmentation, global et local, est résumé par le terme « fragmegration ». Faute d'une véritable régulation mondiale, il appelle à une « gouvernance sans gouvernement » fondée sur la connexion des réseaux transnationaux.

Les évolutions actuelles de l'économie mondialisée vont donner naissance au concept de « système-monde » qui marque le renouveau des théories marxistes des relations internationales. Cette notion est due au sociologue américain Immanuel Wallerstein (1930-2019), référence du mouvement altermondialiste avec son ouvrage *The Modern World-System* (3 vol. 1974, 1980, 1989). Ce concept est inspiré de l'« économie-monde » de Fernand Braudel. La mondialisation contemporaine forme, comme vu précédemment, une seule « économie-monde », mais avec une structure multipolaire. La notion de « système-monde » de Wallerstein complète ce constat en intégrant à cette analyse un centre dominant et des périphéries du Sud dépendantes des Nords (« théorie de la dépendance »). Selon ce concept, le sous-développement des pays du Sud serait dû à la place qu'ils occupent dans l'ordre économique international. Tous les pays étant globalisés et appartenant à une semi-périphérie ou à une périphérie, ils feraient partie d'un système-monde. Les grandes puissances de l'OCDE constituent le centre de l'économie-monde, les PED se situent dans la périphérie.

Les critiques sont nombreuses sur l'application des recettes libérales, d'abord aux pays émancipés de l'ancien bloc soviétique où opère la prédation des capitalistes étrangers. Ce phénomène est décrit dans l'essai de Naomi Klein : *La Stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre* (2007). Cette libéralisation est douloureuse dans les PED où le FMI met en œuvre les PAS (Plans d'ajustement structurel) en 1979. Ces PAS, dans la logique libérale, leur imposent les solutions d'austérité des pays occidentaux afin de réduire leur dette et l'hyperinflation (stricte discipline budgétaire, réorientation des dépenses publiques, libéralisation du commerce extérieur, réformes fiscales). L'octroi de crédit ne se fait que par tranches successives au fur et à mesure que les conditions sont atteintes. En 1995, 41 pays d'Afrique, 20 en Amérique du Sud et centrale, 14 en Asie et 11 en Europe (de l'Est) sont concernés. Joseph Stiglitz (Nobel d'économie, auteur de *Globalization and its discontents – La grande désillusion*, 2002) a critiqué la manière dont ces orientations ont été mises en œuvre, la diminution des dépenses publiques se faisant aux dépens du développement. Dans un certain nombre de cas les PAS, tout en contenant l'inflation, ont mis fin à la croissance et avivé des problèmes sociaux. Les effets du « capitalisme sauvage » sont dénoncés lors de drames emblématiques. C'est le cas du drame du Rana Plaza, le 24 avril 2013, dans la capitale du Bangladesh. L'effondrement de cet immeuble abritant plusieurs ateliers de confections de vêtements pour des marques occidentales est la conséquence directe de la course à la diminution des coûts de production sans autre loi que la recherche du profit au mépris de la vie des salariés dans une économie mondialisée. En 2021, ce modèle de production de « *fast fashion* » reste de mise.

La démultiplication des échanges économiques et financiers peut engendrer des crises et de nouveaux conflits. Si les effets de réciprocité et de dépendance mutuelle sont à l'origine de « l'interdépendance complexe » attachant les acteurs entre eux, cette interdépendance est néanmoins inégalitaire. Son coût n'est pas le même pour tous les acteurs et les acteurs la subissent à des degrés divers de vulnérabilité. Les risques* financiers se mondialisent : le gonflement des transactions financières se détache de l'économie réelle et des échanges internationaux, tandis que la globalisation modifie l'ampleur des crises et leurs répercussions. L'instabilité financière et monétaire devient un problème systémique. Si d'un côté, la plupart des innovations financières ont pour but de protéger les acteurs de l'économie de l'instabilité des taux d'intérêt et de changes, ces nouveaux instruments financiers sont eux-mêmes facteurs d'instabilité. C'est l'exemple des marchés de « produits dérivés » (dont les prix dérivent de la valeur d'autres actifs avec pour but de protéger l'agent économique au départ contre un risque*) qui deviennent des instruments dangereux de spéculation. Les produits titrisés sont à l'origine de la crise de 2007-2008, comme les produits dérivés qui ont accentué la propagation de la crise en 2008 jusqu'à la crise de la dette grecque en 2010. Les marchés à terme atteignent une complexité telles qu'ils apparaissent incontrôlables et induisent des catastrophes financières. Par ailleurs, l'instabilité financière est d'autant plus élevée que les places financières sont interconnectées et les conséquences sur les économies réelles sont fortes (crise asiatique de 1997-1998, crise argentine de 2001, crise des *subprimes* de 2007-2008). Lors des 30 dernières années, la finance mondiale a connu 2,5 fois plus de crises que durant la période 1880-1913 pourtant déjà marqué par l'internationalisation des capitaux. La répétition des crises montre ainsi qu'on ne peut pas confier à la « main invisible » du marché (Adam Smith) le soin de réguler l'économie mondiale. Ni les États riches du Nord, ni les FMN, ni l'oligarchie mondiale (G7) n'ont pu prévenir et combattre efficacement ces crises à répétition. L'ébranlement de l'économie mondiale pose la question d'un nouveau rôle de l'État et de la refondation de l'économie mondiale.

🕮 Références

- Suzanne Berger, *Notre Première Mondialisation : Leçons d'un échec oublié*, Seuil, 2003.
- Suzanne Berger, *Made in monde, Les nouvelles frontières de l'économie mondiale*, Seuil, 2006.
- Olivier Dollfus, « Système Monde et système Terre », *L'Espace géographique*, vol. 21, n° 3, 1992.
- Michel Girard, « Turbulence dans la théorie politique internationale ou James Rosenau, inventeur », dans *Revue française de science politique,* 42-4, 1992.
- Naomi Klein, *La Stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, trad. fr. 2013.
- Robert Reich, *L'économie mondialisée*, Dunod, trad. fr. 1993.
- Immanuel Wallerstein, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des système-monde*, Ed. La Découverte, 2006.

➢ Voir entrées

Géoéconomie, Mondialisation, Centre/Périphérie, FMN, Clubs, Altermondialistes, Organisations internationales, Risques.

Américanisation

« *Ce que l'américanisation, colonisation sans colons, a d'exceptionnel c'est l'enveloppement par le haut et le bas.* » (Régis Debray, *Comment nous sommes devenus américains*, 2017)

L'américanisation s'entend comme un processus par lequel les États-Unis tentent de modeler une partie du monde à leur image, en exportant leurs pratiques sociales, politiques et culturelles. Cette projection des États-Unis s'effectue notamment dans le domaine intellectuel et moral, où les États-Unis s'affirment comme un arbitre essentiel du débat international après 1945. C'est un processus lent qui commence au XX^e^ siècle et s'accélère au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

L'extension de l'américanisation est à mettre en lien avec les évolutions de leur politique étrangère américaine. Au XIX^e^ siècle, les États-Unis sont une puissance secondaire, elle se désintéresse du monde et pratique l'isolationnisme (Voir Insularité*). La doctrine Monroe (1823) théorise cette position : le président James Monroe dans un discours au Congrès appelle les États-Unis à ne plus interférer dans les affaires européennes. Il condamne les interventions des puissances européennes dans les affaires du continent américain considéré comme leur « chasse gardée » (Voir Espace*). Les deux guerres mondiales précipitent cette Nation vers le monde : Woodrow Wilson en 1917 veut en faire un membre de sa « Société des Nations », Théodore Roosevelt en fait une puissance impérialiste classique. En 1941, le magnat de la presse Henry Luce emploie pour la première fois l'expression « Siècle américain » (« *The American Century* ») : il presse les États-Unis d'abandonner leur isolationnisme pour entrer dans la Deuxième Guerre mondiale en assumant leur rôle de défenseur des valeurs démocratiques. Avec la Guerre froide, le repli isolationniste n'est plus possible.

L'*American way of life*, ou « mode de vie américain », est ainsi exporté progressivement en Europe et dans le monde. Cette expression aux États-Unis renvoie à l'origine à un ensemble de valeurs morales, comme l'attachement à la liberté et à la démocratie, présentes dans la *Déclaration d'indépendance*, texte fondateur des États-Unis (1776). Après 1945, les États-Unis sont les grands vainqueurs, leur rôle à la Libération renforce leur prestige. Pendant la Guerre froide, l'expression est utilisée pour distinguer la politique américaine de la politique soviétique. Elle mettait ainsi en avant l'attachement des États-Unis aux valeurs démocratiques et au capitalisme (Voir Droit international*). L'expression renvoie ensuite plus généralement au mode de vie américain. Dans le climat des Trente Glorieuses, période de forte croissance économique du monde occidental (1945-1975), l'expression en vient à désigner la société de consommation qui s'exporte à l'aide de FMN emblématiques (Coca-Cola, McDonald's, Levi's, Nike, Ford). La diffusion de ce modèle est renforcée avec l'essor des NTIC (Google, Microsoft, Apple) et notamment d'internet*, à la fois support, moteur et représentant lui-même de la diffusion planétaire de l'*American Way of Life*. Régis Debray, dans son étude historique et culturel des effets du *soft power* américain, définit ce processus à la fois comme une culture* de masse, mais aussi un mouvement « par le haut » d'innovation culturelle.

L'américanisation est ainsi un élément essentiel du *soft power* américain par sa capacité d'attraction à l'échelle mondiale. La politique extérieure américaine est multipolaire et repose sur de multiples acteurs : il y a l'État, mais aussi les acteurs privés comme les grandes firmes emblématiques de l'américanisation. Cet impérialisme* culturel américain prend différentes formes et usent de différents supports. Il passe tout d'abord par la diffusion de la langue* sous la forme de ce que l'on appelle le *globish* (« *Global English »,* contraction de « planétaire » et « anglais »). La musique anglo-saxonne et ses représentants dominent largement le marché occidental. Les films hollywoodiens ont une distribution mondiale, comme les séries télévisées américaines. L'exportation de grandes marques mondiales participe de la diffusion du style de vie américain à travers la mode. Cet impérialisme culturel est lui-même un instrument de la Puissance dans le cadre de la Guerre froide (Voir Formes de la puissance*). Susan Strange lit cette américanisation du monde comme un « impérialisme non-territorial », une forme de domination du monde distincte de l'impérialisme des anciennes puissances européennes. Cet impérialisme culturel fait des États-Unis une puissance globale, l'hégémonie américaine étant à la fois militaire, économique, technologiques, médiatique et culturelle. Le diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine parle même des États-Unis comme une « hyperpuissance », CNN, Hollywood, Apple et McDonald's participant autant au triomphe américain que le Pentagone et Wall Street (Voir Polarité de la puissance*).

Les États-Unis se mondialisent en même temps qu'ils américanisent le monde. Pour Susan Strange, économiste britannique, cette américanisation n'est pas une exportation brute d'un modèle dominant, mais un système d'« import-export », il existe un va-et-vient permanent entre les États-Unis et le reste du monde. L'américanisation en vient ainsi à se confondre avec le processus de mondialisation* dans la dernière décennie du XX^e^ siècle. Le diplomate et spécialiste des relations internationales Jean-Marie Guéhenno a ainsi montré dans son article « Américanisation du monde ou mondialisation de l'Amérique ? » (*Politique étrangère*, 1/99) que la mondialisation est la marque du triomphe des États-Unis. Le processus de mondialisation est pour lui une « américanisation du monde », c'est-à-dire une extension à l'échelle de la planète de l'*American way of Life*. Au cœur de la mondialisation, les États-Unis profitent de leur attractivité pour attirer les capitaux et les cerveaux de la planète. La prééminence des États-Unis dans la mondialisation marque le triomphe du libéralisme sur le communisme.

Cette « américanisation du monde » rencontre cependant des limites. À l'échelle mondiale, le paradoxe est le suivant, comme le montre Pierre Hassner, spécialiste des relations internationales : alors que le monde s'américanise, le gouvernement américain a du mal à faire prévaloir ses vues. Cette américanisation du monde ne signifie pas que la puissance américaine règne sans partage. La Chine ou la Russie se révèlent des adversaires coriaces. Et l'anti-américanisme est un discours qui se mondialise également s'attaquant aussi bien à leur politique étrangère qu'à leur mode de vie. Le mode de vie américain est critiqué. Les critiques de ce modèle de consommation et de ce mode de vie proviennent essentiellement de la gauche et reposent majoritairement sur la critique de la consommation de masse dans un contexte de crise écologique mondiale. L'exemple souvent fourni est le suivant : si toute la population mondiale vivait comme des Américains, il faudrait sept planètes pour fournir les ressources nécessaires.

Les États-Unis eux-mêmes remettent en cause la mondialisation dont ils découvrent qu'elle ne sert pas les intérêts de la majorité. Au sein du système politique américain les résistances sont fortes à l'exercice de cette puissance : comment justifier que des soldats américains meurent pour des causes lointaines en Afghanistan et en Irak ? La tentation isolationniste traditionnelle ressurgit. De 2016 à 2020, la politique de Trump a oscillé entre renouer avec la tradition protectionniste et maintenir leur rôle de leader mondial. La crise mondiale du Covid-19 a vu les États-Unis remettre en cause directement les grandes instances internationales qui organisent la mondialisation (retrait des fonds américains de l'OMS). Aux États-Unis, la

mondialisation ne profite pas à tous et les inégalités se creusent. À l'intérieur de la société américaine, le modèle américain se fissure avec la résurgence de tensions raciales. Dans cette grande démocratie, ce n'est qu'en 1964 que le *Civil Rights Act* mit fin à la ségrégation. Les Afro-américains et les *Latinos* continuent de souffrir d'inégalités socio-économiques. Les manifestations à la suite de bavures policières (des émeutes de Los Angeles en 1992 à la mort de George Floyd à Minneapolis en 2020) embrasèrent les États-Unis en révélant au monde les fragilités de ce « colosse aux pieds d'argile ».

🕮 Références

- Régis Debray, *Comment nous sommes devenus américains*, Gallimard, 2017.
- Jean-Marie Guéhenno, « Américanisation du monde ou mondialisation de l'Amérique ? », dans *Politique étrangère,* n° 1/1999.
- Pierre Hassner et Justin Vaïsse, *Washington et le Monde. Dilemmes d'une superpuissance*, Autrement, 2003.
- Pierre Mélandri, « *Le siècle américain », une histoire*, Perrin, 2016.
- Susan Strange, « *The Future of the American Empire* », dans *Journal of International Affairs*, 42, 1988.

➢ Voir entrées

Mondialisation, Formes de la puissance, Insularité, Espace, Culture, Langues, Internet, Impérialisme, Polarité de la puissance.

La balkanisation, processus de fragmentation du monde

Marc Nouschi rappelle à propos de la question d'Orient les dangers de la balkanisation : « *En théorie, la balkanisation, conforme au principe des droits des peuples, entend résoudre la question des nationalités. Mais en pratique, elle miniaturise les haines nationales et facilite la satellisation des nouveaux États créés par des puissances plus importantes.* » (*Petit atlas historique du XX^e siècle*, 5^e éd., 2010)

Le terme « balkanisation » trouve son origine dans l'évolution géopolitique des Balkans au XIX^e siècle. Le Grand Robert définit au sens propre la balkanisation comme un « éclatement en petites unités nationales d'un territoire jusqu'alors uni par des conditions géographiques ou historiques » et, au sens figuré, il évoque un « émiettement », un « éclatement d'un ensemble en petites unités ».

Mais que sont les Balkans ? Cette entité territoriale pose des difficultés de définition car située à l'intersection entre mondes grec et latin, slave et byzantin, chrétien oriental et catholique romain et ottoman. Cette région interroge ainsi d'autres concepts : qu'est-ce que l'Orient et l'Occident ? Où commencent-ils ? Où s'arrêtent-ils ? Étymologiquement, son nom signifie « montagne boisé » en turc, une chaîne de montagnes connue depuis Strabon délimitant une péninsule de la mer Noire à la mer Adriatique, aux limites du monde grec face aux Barbares. Après l'implosion en États* indépendants de l'Empire ottoman reste ce terme de « péninsule balkanique » pour désigner cette région anciennement nommée « Roumélie » par les Turcs et « Turquie d'Europe » par les Européens.

Entre 1805 et 1923, cette région du sud-est de l'Europe qui faisait partie de l'Empire ottoman a éclaté en une série de petits pays. Le processus de balkanisation est ainsi lié dans l'histoire à la « question d'Orient » qui recouvre plusieurs crises. « Volcan », « chaudron », « poudrière », sont les termes péjoratifs accolés aux Balkans, témoignant de la situation complexe dans laquelle se trouve cette région. Dès 1912, on parle des « guerres balkaniques* », cette région est vue comme une zone violente et arriérée. L'expression passe dans le vocable politique après la signature des traités mettant fin à la Première Guerre mondiale qui entérinent le morcellement des Empires* centraux : ce terme désigne alors un processus de fragmentation d'une entité territoriale dans la violence. Il est popularisé dans un contexte de résurgence du pacifisme (création de la SDN en 1920). Walter Rathenau, industriel allemand, fait entrer le concept dans le débat international en mettant en garde les grandes puissances contre la tentation d'une ingénierie territoriale, prédisant la « balkanisation de l'Europe » dans une interview accordée au *New York Times* en septembre 1918.

Le processus de balkanisation entre en géopolitique.

Après la Deuxième Guerre mondiale, il est couramment employé, au-delà des particularités de cette région d'Europe, pour évoquer un processus de fragmentation géopolitique, quel que soit la région physique ou le domaine considéré. Aujourd'hui on parle même d'un processus de balkanisation du domaine de l'internet*. La géopolitique s'est emparé de ce terme pour en faire un concept opératoire pour étudier ces processus de fragmentation, de séparation ou de désagrégation d'un territoire*, matériel ou immatériel.

Le rôle des grandes puissances extérieures est également à prendre en compte. Les conflits balkaniques ont été amplifiés par le jeu des alliances entre grandes puissances. Ces grandes puissances peuvent même être à l'origine de ce processus. Ainsi, la première « balkanisation de l'Afrique » a eu lieu lors de la conférence de Berlin (1884-1885) découpant le continent en différentes possessions coloniales. L'emploi du terme peut également conduire à imputer l'origine de ce processus à des puissances extérieures en minimisant les autres facteurs. Dans le cas de l'Afrique, la « balkanisation du continent » renvoie par l'emploi de ce terme aux mauvais tracés des frontières vus comme la principale source de difficultés du continent. Or, cet emploi laisse de côté les tensions internes aux sociétés africaines. Comme le relève Adrien Fauve, docteur en sciences politiques et spécialiste du Kazakhstan : « La référence à toute forme de balkanisation fonctionnerait alors comme une imputation à valeur négative. […] L'emploi de ce terme, malgré ses excès, par ces usages, progressivement en vient à désigner la non-coïncidence entre des frontières étatiques et la réalité de la localisation des peuples. Cette non-coïncidence fonctionnant comme une source majeure de conflits géopolitiques à l'échelle mondiale. »

Des enjeux contemporains nouveaux sont révélés avec l'emploi de l'expression « balkanisation du monde ». On assiste depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale à une inflation des acteurs géopolitiques. Aux États-Nations et aux Empires, aux puissances classiques, grandes, super- ou hyper-, se sont ajoutées les organisations internationales, les ONG, les firmes multinationales, l'opinion publique ou les réseaux illicites, acteurs de l'économie mondialisée. Cette multiplicité d'acteurs contribue à la « balkanisation du monde » en juxtaposant de nouveaux réseaux aux partages du monde classiques et en multipliant les conflits entre acteurs. L'inflation d'un acteur classique de la géopolitique, les États-Nations, est aussi un élément renforçant les risques de la généralisation de ce processus de balkanisation à l'échelle mondiale. Pascal Boniface signalait ainsi les dangers de cette « prolifération étatique » dans un dossier de la *Revue internationale et stratégique* en 2000. Cette dynamique d'augmentation du nombre des États au XX^e siècle est qualifiée de « balkanisation du monde » et remet en question la stabilité de l'ordre mondial. Ce morcellement est souvent le résultat de tensions séparatistes et de guerres, notamment à la suite du mouvement de décolonisation. Ainsi, le principe d'auto-détermination des peuples est vu comme un des éléments de cette « balkanisation du monde », confortant l'analyse critique du caractère exogène de ce processus. Si en 1941, la Charte de l'Atlantique reprend le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » – comme en juin 1945 la Charte des Nations Unies –, en décembre 1960, la résolution 1514 dite « Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux » inclut un garde-fou face au risque de fragmentation : « toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes des Nations Unies » (Voir Souveraineté*). En 1970, la résolution 2625 répète cette condamnation de la sécession : le droit des peuples ne peut être compris « comme autorisant ou encourageant une action, quelle qu'elle soit, qui démembrerait ou menacerait, totalement ou partiellement l'intégrité territoriale ou l'unité politique de tout État souverain et indépendant ».

À l'échelle continentale, la question de la « balkanisation de l'Europe » interroge le risque de dislocation de l'Union européenne. Cette menace se cristallise autour de plusieurs crises. Depuis 2015, l'UE se déchire sur la crise des réfugiés. L'espace Schengen voit le retour des frontières* en son sein et se divise avec le rejet de la politique de quotas de réfugiés répartis au sein de l'espace communautaire. En juin 2018, un « Axe » – Autriche, Hongrie, Italie – anti-réfugiés se forme. Des historiens serbe et croate, Dubravka Stojanović et Tvrtko Jakovina, interrogés dans *Le Courrier des Balkans* (mars 2016), démontrent que cette crise des réfugiés n'est qu'un déclencheur de cette fragmentation de la construction européenne qui a popularisé le sujet. La crise de la construction européenne dure depuis plus longtemps et la division des États européens avait déjà été révélée dans les réponses à apporter à la crise économique de 2008/2009. À ces crises externes s'ajoutent des tensions internes qui menacent autant les États-Nations qui la constituent que la construction européenne elle-même. Par exemple : dans une tribune au « *Monde* », Thibault Muzergues, de l'ONG américaine

International Republican Institute, estime que la « question catalane » pose un défi pour la souveraineté de l'UE et de ses États membres, qui n'est pas sans rappeler les prémices des guerres de Yougoslavie. Pour cet observateur, « la menace d'une balkanisation de l'Espagne et de l'Europe est réelle » La fragmentation européenne annoncée reposent sur les retours des indépendantismes régionaux* et populismes nationaux qui s'entrechoquent dans un climat de crise à la fois sociale, économique, identitaire et institutionnelle. De l'Écosse à la Catalogne, l'autodétermination est un mot d'ordre pour rompre avec la prédation ressentie du pouvoir central (pétrole écossais, croissance catalane). Face à la mondialisation qui s'accélère, les nationalismes renaissent comme autant de systèmes de sauvegarde des cultures et des identités locales. La balkanisation se lit ici comme une réaction à une mondialisation qui en affaiblissant l'État rend possible cette fragmentation.

À partir de 1991, le terme désigne à nouveau *stricto sensu* la situation dans la « péninsule des Balkans » avec la dislocation de la Yougoslavie de Tito en 1991. La situation créée par l'effondrement du bloc communiste n'est pas sans rappeler les conséquences de l'effondrement ottoman dans les Balkans. Ainsi, par exemple, le Monténégro proclame son indépendance en 2006 en se séparant de la Serbie. Le terme retrouve alors les origines de l'expression du premier XX^{e} siècle avec un processus de balkanisation à l'œuvre dans les Balkans-mêmes.

🕮 Références

- Vincent Capdepuy et Fabrice Jesné, « Balkanisation. Histoire d'un concept », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* 2012/3, n° 107.
- Adrien Fauve, « Usages et abus du terme de "balkanisation" », *Nouvelle Europe*, en ligne oct. 2007.
- Yves Lacoste, « Balkans, balkanisation », dans *Hérodote*, n° 63, 09/1991.
- Stéphane Rosière, « La fragmentation de l'espace étatique mondial. Réflexions sur l'augmentation du nombre des États », dans *L'Espace Politique*, n° 11, 2010-2.

➢ Voir entrées

Empire, État, Territoires, Fondements du droit international, Organisations régionales, Régions.

La paix, l'équilibre de la puissance

« *Au terme de chaque guerre la paix et de chaque paix la guerre.* » Alfonsa Di Lernia (écrivain napolitain du XVII[e] siècle)

L'état de paix repose sur un paradoxe qui explique sa fragilité : **elle ne se définit qu'en négatif par « l'absence de guerre ».** Dans la majeure partie des dictionnaires la substance de la paix apparaît comme un vide, un manque, elle ne se comprend que dans le couple guerre* et paix, comme si la guerre était l'état normal des rapports entre les hommes. La paix n'est qu'un état temporaire, aléatoire, local.

Aux XVII[e]-XVIII[e] siècles, des philosophes s'interrogent sur l'établissement et la préservation de la paix sociale dans un monde qui n'est plus gouverné par Dieu. Le *Contrat social* de Rousseau permet aux hommes, pour sortir de l'insécurité de la jungle où « l'homme est un loup pour l'homme » (Hobbes), de conclure un pacte par lequel ils renoncent au droit de se faire justice eux-mêmes et confient à une autorité supérieure, l'État*, la garde de cette paix sociale. La philosophie des Lumières, véhiculée par les révolutions américaine et française, impose l'idée que les peuples sont naturellement pacifiques, les guerres étant dues aux caprices des princes. Avec l'épanouissement du droit des peuples*, le monde s'installerait dans la paix. Or l'avènement de ce droit des peuples s'accompagne de guerres sanglantes (guerres* d'indépendance, guerres mondiales, guérillas* dans le Tiers-monde). Les peuples ne sont pacifiques que lorsque des conditions précises sont réunies : territoires satisfaisants, reconnus, système commercial dynamique, mécanismes de surveillance…

Cette question, traitée d'abord au sein des États, est élargie au domaine interétatique : comment garantir la paix entre des entités souveraines et inégales ? En 1795, alors que l'Europe est plongée dans les guerres révolutionnaires, le philosophe allemand Emmanuel Kant (1724-1804) élabore un *Projet de paix perpétuelle*. Il y définit les conditions nécessaires : les États impliqués doivent être dotés de régimes analogues ; ces États doivent conclure entre eux un pacte où ils s'engagent à régler tous leurs conflits par la négociation ou le recours à une autorité supérieure ; les États concernés sont tenus par les traités passés entre eux, mais aussi par des normes plus larges, reconnaissant les droits propres des individus. Dans la perspective géopolitique, la notion de paix connaît ainsi une évolution profonde. Dans la géopolitique classique, le système international classique se définit comme une jungle où la loi du plus fort règne et où la paix n'est qu'une trêve entre deux affrontements armés. Cet âge de la géopolitique classique est celui des conquêtes, des Empires et des partages d'influence. À l'inverse, au XX[e] siècle, on passe à l'ébauche d'une société internationale basée sur le renforcement des liens entre États.

Au cours de l'Histoire, la paix s'est instaurée de façon durable dans de nombreux cas : **plusieurs modèles se sont présentés**.

La paix par l'Empire* consacre la victoire du vainqueur. Les Empires sont dotés de la force nécessaire pour instaurer une forme de « paix hégémonique ». Le modèle est celui de la *Pax Romana*, du II[e] au IV[e] siècle de notre ère : au sein des frontières de son Empire, Rome imposa sa volonté et obtint la participation des peuples soumis à un système impérial dont elle resta le centre. De 1815 au milieu du XIX[e] siècle, l'Empire britannique, possédant la suprématie sur les mers et océans, imposa la *Pax Britannica.* Le second XX[e] siècle est souvent vu comme le moment de la *Pax Americana* jusqu'à 2001. Les États-Unis, « gendarme du monde », disposent d'un pouvoir prépondérant à l'échelle globale. La paix impériale requiert ainsi un Empire maître de son territoire et apportant des avantages à ceux qu'il domine. Cette paix hégémonique dure aussi longtemps que les victoires s'enchaînent et que la mécanique impériale fonctionne. Pas de paix impériale fondée exclusivement sur la force, sans collaboration des peuples soumis. Se posent toujours le problème du consentement durable des nations intégrées et celui de la superficie sur laquelle l'Empire s'étend, donc de ses marches, limites (*limes*), au-delà desquelles les « barbares » menacent. Cette forme de paix matérialise ainsi un déséquilibre des forces permettant de faire cesser les affrontements sur une plus ou moins longue durée.

La paix réaliste par l'équilibre des forces consacre l'impossibilité pour un des belligérants de prendre le dessus. Ces systèmes d'équilibre émergent dans la jungle des États. Du Moyen Âge aux deux guerres mondiales, les États qui s'affirment refusent d'être subordonnés à un pouvoir supérieur. Dans ce contexte où aucune puissance ne parvient à s'imposer sur les autres, l'idée d'équilibre prend forme. Si un de ces États veut dominer les autres, tous les autres États s'allient pour le briser. Le but de cet équilibre n'est donc pas la paix, mais le maintien du système d'équilibre – par la guerre si nécessaire. L'équilibre de la terreur est un exemple de cette paix réaliste. Les deux Grands se dotent de moyens nucléaires* leur permettant de s'anéantir mutuellement. Avec la crise de Cuba en 1962, ils prennent conscience d'être « au bord du gouffre » et optent pour des affrontements indirects empêchant cet équilibre de basculer dans la guerre frontale. Désormais, avec ce couple atome-missile, la guerre directe entre les deux Grands est impossible tout en rendant toute paix improbable (Raymond Aron). Les parties prenantes restent des ennemis déterminés, cette « Guerre froide » ne peut se terminer que par la reprise de la guerre ou la disparition d'un des adversaires.

Les rapports de force entre vainqueurs et vaincus sont consacrés dans un traité de paix fixant les dettes des vaincus (territoires, indemnités, avantages économiques…). La signature d'un traité de paix (ou armistice ou simple déclaration) donne lieu à des cérémonies : les conférences de la Paix (Vienne 1814-1815, Paris et Versailles 1919-1920) mêlent négociations et fêtes. À travers elles, le vaincu revit symboliquement sa défaite tandis que le vainqueur fait étalage de sa force pour dissuader tout nouveau défi, nourrissant le désir de revanche du vaincu (*« Diktat »* de Versailles). En juin 1940, après la Débâcle, l'Allemagne se venge de la France victorieuse en 1918. L'armistice est signé le 22 juin dans le même wagon où, le 11 novembre 1918, le maréchal Foch avait dicté ses conditions. Cette forme de paix, trêve entre deux affrontements, reste la forme dominante de paix encore aujourd'hui dans certaines parties du monde, notamment pour les conflits territoriaux ne trouvant pas de solution entre les parties (Voir frontières*).

Depuis les deux conflits mondiaux se dessine une autre forme de paix qui se veut permanente : une paix contractualisée. L'éducation, la démocratie, le droit de vote font que les hommes sont moins disposés à servir de « chair à canon ». Le développement économique dégage des surplus que l'on peut se partager. En 1919 est tentée avec la Société des nations (SDN) la première expérience de paix contractualisée. Mais cette expérience s'enlise : les vainqueurs n'ont ni la volonté, ni la capacité de préserver la paix ; l'Allemagne ne pardonne pas cette paix imposée et attend ; enfin la crise de 1929 brise le seul intérêt commun, la prospérité par les échanges. En 1945, le traitement du vaincu est tout autre. Les États-Unis, stimulés par leur rivalité avec l'URSS, décident de reconstruire l'Allemagne et le Japon, de leur redonner une place dans le système international afin de briser le cercle vicieux des guerres. La paix est associée à l'idée de progrès et de prospérité. Sous l'impulsion des États-Unis, plusieurs expériences de paix par interdépendances sont poursuivies avec des succès inégaux à l'échelle régionale (construction européenne). Cette paix réclame trois conditions : des

peuples et États acceptant ces rapprochements mutuels (projet commun) ; une dynamique d'enrichissement (ouverture des marchés) ; des modes de gestion ou de règlement des conflits. Cette paix-construction se propose d'instaurer une paix durable au tournant des années 1950-1960, puis se diffuse, à partir des années 1970, à l'Europe de la Détente, au Proche-Orient et à l'Asie-Pacifique. Les populations concernées s'engagent dans un avenir partagé : c'est ce que réussit l'Europe de l'Ouest avec la CEE/UE, mais dans les Balkans ou au Proche-Orient, les traumatismes et haines restent trop présents dans les mémoires.

À l'échelle mondiale, cette paix institutionalisée tente d'établir une sécurité collective. Le 2 juin 1945, à San Francisco, naît l'ONU, expérience majeure de sécurité collective. Pour permettre cette sécurité collective, les États souverains se lient par un pacte interétatique écrit, formel. La Charte des Nations unies contient ses principes communs : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ; non-ingérence ; règlement pacifique des différends ; droits humains… Ce pacte fondateur transforme les États en sujets égaux de droit. Depuis sa création, l'ONU constitue le cadre et l'acteur essentiel de la gestion des conflits dans le monde avec l'application de « missions de paix », bien qu'il existe d'autres acteurs de la gestion de crises comme l'Alliance atlantique (OTAN) ou les organisations régionales (UE, Union Africaine), l'ONU représentent l'organisation internationale essentielle pour la paix. La Charte permet d'intervenir dans le respect du droit international* et des droits de l'Homme à partir d'un mandat du Conseil de sécurité. Avec la sécurité collective, la guerre, acte souverain de l'« État – fauve » disparaît, le recours à la force armée d'un État contre un autre n'est plus qu'une violation du pacte social devant être sanctionnée.

Les missions de maintien de la paix après 1945 prennent différentes formes. Le rapport 2008 de l'ONU sur ces missions met en évidence plusieurs types d'opérations : les opérations de maintien de la paix qui impliquent un déploiement des troupes de l'ONU pour s'interposer quand un accord est défini entre les parties en conflit (respect du cessez-le-feu) ; les opérations de rétablissement de la paix dont le but est de favoriser un climat de confiance et de sécurité entre les parties (médiation, négociation) ; les opérations d'imposition de la paix impliquant des actions coercitives en cas de violation de la paix ou d'acte d'agression ; enfin, les opérations de consolidation de la paix pour la reconstruction de la zone touchée afin de réduire les risques de reprise d'un conflit. Dans les situations d'État défaillant*, ces missions consistent à intervenir pour rétablir l'autorité de l'État, puis à participer à la reconstruction.

Néanmoins, ce pacte interétatique, ciment de la sécurité collective, n'est pas dépourvu d'ambiguïtés. Pour qu'une société interétatique se matérialise, les États doivent renoncer à se faire justice eux-mêmes et s'en remettre à une autorité supraétatique. Or la légitimité des États est indissociable de leur contrôle de la force légitime. Cette forme de paix achoppe sur cette question : à qui le monopole de la force légitime doit-il revenir ? Seul un policier démocratiquement désigné est légitime. Or, jusqu'à présent, ce policier est impérial : les États-Unis restent le « gendarme du monde ». Cette paix démocratico-institutionnelle contraint, encadre et surveille les États, mais, comme l'illustrent les cas extrêmes de la Corée du Nord ou de l'Iran, l'État reste souverain. Il peut rejeter tout pacte international, toute loi internationale, et reprendre l'usage légitime de la force.

Depuis 1991, le monde est entré dans une nouvelle logique de guerre et paix. Nous assistons à une « révolution dans les affaires militaires (RMA)* » au sein des principales puissances, les États-Unis en tête. Dans un contexte post-Guerre froide, où les guerres intraétatiques augmentent, la communauté internationale intervient plus fortement pour résoudre les crises. Dans de nombreuses régions du monde, le militaire doit rétablir la paix, s'adapter aux mutations géostratégiques. Les missions se diversifient, deviennent plus complexes et risquées. Elles visent à la fois le déploiement de forces et la reconstruction des États effondrés comme en Afghanistan depuis 2001. En 2005, une Commission de la paix est créée à l'ONU pour aider à réunir les ressources nécessaires à l'opération, donner des conseils et proposer des stratégies de relance économique. En même temps que les missions de paix, les critiques concernant le rôle des Nations Unies se multiplient. La croissance du nombre d'interventions (multipliée par 4) depuis 1990 implique une augmentation des moyens et les grandes puissances restent les principaux contributeurs. Elles laissent, en revanche, leur place aux pays émergents pour l'envoi de contingents militaires, mais leurs moyens ne sont pas toujours adaptés à ces interventions. Se pose enfin toujours la question de la légitimité : l'intervention internationale dans une zone en crise suppose que celle-ci soit légitime et acceptée par les différents États, y compris les pays émergents. Cette démarche pose le problème du droit d'ingérence*. En 2005, les Nations unies adoptent le concept de « responsabilité de protéger les populations du génocide », des crimes de guerre, du nettoyage ethnique afin de justifier des interventions. Cependant, ce concept ne fait pas consensus : si les États-Unis sont pour, les États émergents émettent des réticences (la Chine y voit un risque avec la question ouïghoure). Lors de la conférence de Londres sur l'Afghanistan en 2010, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon a fait part de ses doutes sur l'efficacité de l'intervention internationale, critiquant le gaspillage des ressources et le risque d'échec. Il met en évidence la complexité de mise en application d'une stratégie cohérente entre acteurs étatiques et non étatiques, d'une double mission civile et militaire.

Les résultats locaux sont inégaux avec des échecs importants pour l'ONU et les États-Unis. En Somalie, l'intervention américaine échoue en 1993, comme les Casques bleus qui prennent le relais jusqu'en 1995. En Bosnie-Herzégovine, en 1992, l'ONU envoie des soldats pour s'interposer entre les parties alors que la Yougoslavie est en pleine décomposition. Mais de 1992 à 1995, la Bosnie-Herzégovine est le théâtre de crimes de guerre : la présence des Casques bleus est inefficace. Au Rwanda, la mission de l'ONU est inefficace pour empêcher le génocide des Tutsis indépendantistes par les Hutus en mai 1994. Lorsque l'opération Turquoise est lancée en juin, l'essentiel du génocide a déjà eu lieu. Les exemples irakien et afghan enfin montrent la difficulté pour le gendarme du monde d'implanter la démocratie, condition vue comme nécessaire pour instaurer une paix durable dans la région.

Dans une large mesure, les traditionnels jeux d'équilibre persistent. Ils sont encadrés, disciplinés et domptés par le développement des organisations internationales* et la puissance des armements – notamment nucléaires*. La guerre n'est plus un droit souverain brandi à la moindre vexation, mais le poids des États importe toujours.

🕮 Références

- Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962.
- Charles-Philippe David et Olivier Schmitt, *La guerre et la paix, Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie,* Presses de Sciences Po, 2020 (4e éd.).
- François Géré, *La nouvelle géopolitique, guerres et paix aujourd'hui*, Larousse, 2005.
- Philippe Moreau-Defarges, *L'ordre mondial*, Armand Colin, 2000.

➢ Voir entrées

Ingérence, État failli, Guerre juste, Guerre, Guérilla, Nucléaire, RMA, Frontières.

Guerre juste

« *Le soldat qui tue l'ennemi, est comme le juge et le bourreau qui exécutent un criminel, je ne crois pas qu'ils pêchent car, en agissant ainsi, ils obéissent à la loi […] Le soldat qui tue l'ennemi est simplement le serviteur de la loi* », affirme Augustin d'Hippone dans *La cité de Dieu* (V^e^ siècle).

Dans une perspective morale, l'idéal serait d'abolir la guerre, **ce que préconise l'idéal du pacifisme (Voir Paix*).** La guerre est condamnée avec force par le christianisme antique. Dans la Bible, le refus de la violence est inhérent à la vision du monde chrétienne : les premiers Pères de l'Église condamnent ceux qui prennent les armes. Des pénitentiels et conciles répètent cet interdit vétérotestamentaire (signes en même temps de leur inefficacité) promettant les pires châtiments dans l'Au-Delà à tout homme tuant un de ses semblables.

Faute de pouvoir éradiquer la guerre, de grands théologiens, comme saint Augustin ou saint Thomas d'Aquin, imaginent de la réconcilier avec la morale en développant une réflexion sur la Guerre juste. L'homme est par nature un animal violent raisonnant en termes de rapports de force. Cet usage de la force, inhérent à l'homme, doit pouvoir être soumis à des principes. Cette volonté de définir les conditions d'une guerre acceptable se retrouve chez Cicéron dans son *De officiis* (I^er^ siècle av. J.-C.). Sans avoir développé réellement une théorie de la guerre juste, Cicéron relève que la guerre peut être utilisée pour des causes justes. Avec l'empereur romain chrétien Constantin, qui fait du christianisme la religion officielle de l'Empire, une évolution sensible se produit au début du IV^e^ siècle. L'Église, en devenant religion d'État, doit prendre en compte les conditions d'existence de celui-ci, dont la guerre. Lorsque différentes invasions remettent en question le sort de l'Empire chrétien, l'Église se résout à théoriser la guerre juste avec saint Augustin. La période carolingienne est déterminante dans cette évolution. Des reliques sont régulièrement amenées sur les champs de bataille. En 886, les défenseurs de Paris dressent une croix comme signe de ralliement contre les guerriers normands qui assiègent la ville. Contre les païens saxons et l'Espagne musulmane, les Francs combattent maintenant pour défendre et étendre la Chrétienté.

Avec Saint Augustin au IV^e^ siècle dans *La Cité de Dieu* et surtout Saint Thomas d'Aquin au XIII^e^ siècle, le concept de Guerre juste est précisé. Au XVI^e^ siècle, d'autres auteurs comme le philosophe Hugo Grotius reprennent ces interrogations pendant les guerres de religion* européennes. Cette doctrine de la guerre est au fondement de la plupart des théories internationales actuelles. Tout d'abord, dans la théorie de la « Guerre Juste » formulée dans *La cité de Dieu*, le but de la guerre est essentiellement la paix*. Afin de garantir cet objectif essentiel de la guerre, Saint Augustin définit différents droits, repris par Saint Thomas. Le *Jus ad bellum*, « droit avant la guerre », définit les conditions qui fondent une guerre « juste ». Dans le *Jus ad bellum*, le principe de la légitime défense est la cause la plus juste : le droit de se défendre face à une attaque fait partie des droits souverains d'un État. Toute guerre ayant pour objectif de réparer un tort est juste. Dans une guerre juste, la guerre représente l'ultime recours. Elle ne peut être menée que par une autorité légitime, c'est la condition de l'*auctoritas principis* définie par Saint Thomas et ses chances de réussite doivent être élevées. Enfin, dernière condition évoquée par Saint Thomas : l'*intentio recta*, l'intention ne doit pas masquer des intentions inavouées. Le seul but légitime reste le triomphe du bien commun. Le *Jus in bello* précise le « droit dans la guerre », les conditions pour mener une guerre juste. Ainsi, la riposte doit rester proportionnelle à l'attaque (« principes de proportionnalité »). Puis le *Jus post bellum,* « droit après la guerre », rappelle la réalisation de son objectif : garantir la « paix ». Les conséquences de la guerre juste doivent rendre la situation meilleure qu'elle ne l'était auparavant Cette doctrine va permettre de légitimer la défense de la patrie, la « raison d'État » (violence politique) comme la défense de l'Église. Cette théorie va évoluer aux XI^e^-XII^e^ siècles vers l'idée de croisade contre l'infidèle.

À l'époque contemporaine, cette doctrine est toujours discutée. Théoriquement, la communauté internationale a mis la guerre hors la loi après 1945, seule la légitime défense étant tolérée. La guerre d'agression est bannie du droit international. Ceci se traduit par la volonté de participer au règlement des conflits de la part de la communauté internationale. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale se développe un mouvement de fond de consolidation et de consécration de ces frontières. Après la décolonisation, les espaces terrestres se trouvent partagés entre près de 200 États se reconnaissant les uns les autres. Le droit international* garantit ce partage : égalité souveraine des États, quelle que soit leur taille ; inviolabilité des territoires ; interdiction de modifier les frontières* par la force. La guerre de conquête devient illégitime. Le philosophe américain Michael Walzer reprend la vision traditionnelle de la Guerre juste. La guerre est engagée en dernier ressort dans le but de rétablir le droit et d'assurer la paix. Les chances de succès doivent être fortes. Les violences imposées doivent être proportionnelles aux atteintes subies, enfin, les civils doivent être distingués des militaires. La question de l'autorité légitime pose cependant problème lorsqu'un membre du Conseil de Sécurité décide d'exercer son droit de veto.

Cette définition subtile soulève des controverses. De la guerre de Corée (1950-1953) aux affrontements de l'ex-Yougoslavie (décennie 1990), l'ONU ne cesse de débattre du juste recours à la force. En 1990, l'agression puis l'annexion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein sont condamnées par la quasi-totalité des États. En 1991, la libération de l'émirat par une coalition sous commandement américain se fait avec la bénédiction de l'ONU. Mais la volonté de mettre en place un droit international qui pourrait prévenir, ou limiter les conflits, a un effet pervers : on tend de plus en plus à accréditer l'idée d'un droit d'ingérence* qui entre en conflit avec le principe de souveraineté* des États. Le risque d'instrumentalisation de cette théorie est soulevée. Le cynisme n'est pas absent des discours de légitimation de recours à la force armée, car les belligérants, même les plus cyniques, cherchent des arguments pour mettre la morale de leur côté. Les nazis arborent l'inscription « *Gott mit uns* » sur leur ceinturon. Pour les communistes, toute guerre révolutionnaire est juste. Plus récemment, les néoconservateurs américains parlent de « croisade » pour justifier l'intervention des États-Unis en Irak (2003). Le concept de « guerre préventive* » est présenté devant l'académie militaire de West Point par le président américain George W. Bush en 2002. Plus qu'un nouveau concept de défense, cette doctrine stratégique est une remise en question des principes admis jusque-là et change en profondeur la politique étrangère américaine. C'est la fin de la politique de Guerre Froide d'endiguement* et de dissuasion de l'ennemi. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 du territoire américain conduisent à une modification en profondeur de la doctrine d'emploi de la force. Les menaces ayant changé d'origine et de nature (terroristes internationaux, armes de destruction massive), la riposte doit changer aussi complètement. Pour éviter la matérialisation de telles menaces, Washington décide de déclencher contre ces nouveaux ennemis des « actions préventives ».

Au début du XXI^e^ siècle, la question de la moralité de la guerre est plus que jamais présente. Alors que des États, siégeant notamment au Conseil

de sécurité, tentent d'édifier une société mondiale garantissant la guerre, ces mêmes États, jaloux de leurs prérogatives, restent maîtres de l'essentiel des armements et ne sont pas près d'en abandonner le contrôle.

🕮 Références

Pierre Hassner, *Justifier la guerre*, Presses de Sciences Po, 2005.
Michael Walzer, *Guerres Justes et Injustes*, Belin, 1999.

➢ Voir entrées

Guerre préventive, Ingérence, Paix, Souveraineté, Fondements du droit international, Guérillas.

II

Les acteurs de la géopolitique

État

« *La géopolitique est la science de l'État comme organisme géographique ou comme entité dans l'espace […] Comme science politique, elle observe fermement l'unité étatique et veut contribuer à la compréhension de la nature de l'État* », déclare le géographe suédois Rudolf Kjellen dans *Les grandes puissances* (1905).

La naissance de la géopolitique* est consubstantielle à son sujet d'études : la géographie et la politique des États, même si elle ne se limite plus à ces seuls acteurs. C'est avec la naissance de l'État il y a 5 000 ans que l'espace acquiert une dimension politique, bien avant l'apparition de la pratique géopolitique.

Max Weber définit de manière classique l'État comme un ensemble d'institutions et d'administrations détentrices du pouvoir politique et de la violence légitime. Cet État s'impose sur un territoire* délimité par des frontières* déterminant les limites de sa souveraineté*. Il dispose donc d'un grand pouvoir, limité par les textes dans un État de droit. Cet usage actuel du terme « État » ne s'est imposé que tardivement. Il correspond à la « société civile » chez les Grecs (*kononia politike*), à la « chose publique » romaine (*res publica*) et au *stato* dans les cités-États italiennes. Machiavel au XV^e^ siècle définit l'État comme le pouvoir souverain et sépare l'action politique de toute considération morale ou religieuse. En France, les guerres de religion* poussent les penseurs à détacher encore pouvoir spirituel et temporel. Selon Jean Bodin au XVI^e^ siècle l'État est le seul siège de la puissance souveraine. Au XVIII^e^ siècle, les philosophes des Lumières achèvent de penser la légitimité de l'État à l'aide des théories du contrat social, la démocratie légitimant son pouvoir et ses institutions.

L'État s'identifie progressivement à la Nation, détentrice de la souveraineté. L'État-Nation se caractérise par un peuple avec une langue* et une culture* commune, voire une religion* dominante, et un territoire approprié et délimité par des frontières. L'État-Nation associe deux dimensions superposant ensemble culturel unifié et unité politique souveraine. Il existe deux formes de création de l'État-Nation : soit se développe un sentiment national dans un État préexistant, c'est le cas en France (Colette Beaune, *Naissance de la nation France,* 1985) ; soit un sentiment national émerge chez un groupe d'individus qui parviennent à se doter d'un État (c'est le cas de l'Allemagne au XIX^e^ siècle). La cohésion fait ainsi la force de l'État-Nation. Il est cependant contesté par les fédéralistes européens qui y voient une construction politique artificielle des partisans de l'État centralisé, et par certains marxistes qui dénient toute existence au sentiment national en appelant à une solidarité internationale du prolétariat (Karl Marx : « Je suis un citoyen du monde »). Cependant, ce modèle d'État-Nation s'impose et s'exporte dans le monde.

L'État se définit par l'exercice de la souveraineté d'où dérivent tous les autres pouvoirs. Cette souveraineté est inconditionnelle dans un État unitaire, ou partagée dans un État fédéral regroupant plusieurs États dans un ensemble étatique. L'État est le premier acteur des relations internationales. Il a la capacité de défendre son territoire et sa population, de conclure des conventions le liant à d'autres et il dispose de la force armée pour se projeter hors de son territoire. Il agit juridiquement comme un sujet de droit international et comme puissance* sur la scène internationale. Les institutions étatiques exercent les fonctions régaliennes : à l'intérieur, l'édiction des normes, les sanctions et le prélèvement de l'impôt, et, à l'extérieur, la diplomatie et la force armée. Dans les sociétés contemporaines, l'action de l'État s'étend à de nombreux domaines pour garantir l'intérêt général (éducation, culture, recherche, santé…).

Le droit international* consacre ce modèle : la souveraineté est garante de la sécurité internationale et du maintien de la paix* depuis 1945. Si l'État peut être national ou multinational, le XX^e^ siècle consacre le modèle de l'État-Nation, d'où une « balkanisation* » du monde au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ». Historiquement, l'État-Nation supplante les cités-États et les Empires* à partir du XVIII^e^ siècle. Si la notion d'État-Nation peut justifier l'unification de certains territoires, on assiste surtout à un processus de dislocation des Empires multinationaux (austro-hongrois, ottoman et allemand en 1919-1920), puis des Empires coloniaux à partir de 1847, et enfin de l'URSS et de la Yougoslavie (1991-1992). La diffusion du modèle d'État-Nation s'accompagne ainsi d'une fragmentation de l'espace politique mondial. En 1945, 51 États seulement signèrent la charte de l'ONU. Aujourd'hui, l'ONU dénombre 197 États. Cette évolution chiffrée traduit la victoire de la forme étatique sur les Empires. La partition du Soudan marque peut-être le début du processus de fragmentation en Afrique avec l'entrée de la République du Sud-Soudan à l'ONU en 2011. Pour Yves Lacoste, « la nation est redevenue l'idée-force de la géopolitique » (1993).

Cependant, on observe un clivage important entre différents groupes d'États. Les États puissants (Voir Grandes puissances*) capables d'imposer leur volonté aux autres acteurs de la géopolitique (les 5 membres-fondateurs du Conseil de Sécurité) et les petits qui se multiplient. C'est le cas des micro-États du Pacifique Sud, sans réel pouvoir, dépendants de puissants voisins, surreprésentés numériquement à l'ONU par rapport à leur poids souverain réel. Ces micro-États ne parviennent jamais à occuper une place égale aux autres États, bien qu'ils soient pleinement reconnus par le droit international (entrée de Tuvalu à l'ONU en 2000). Certains auteurs estiment que « cette tendance à la multiplication des États qui, au premier abord, apparaît comme la consécration du modèle unique d'État, consacre au contraire sa disparition, lorsqu'elle débouche sur la création de micro-États » (J.-F. Médard, « Le Modèle unique d'État en question », dans la *Revue internationale de politique comparée*, 2006/4, n° 13).

Plusieurs processus semblent mettre à mal le concept d'État et sa cohésion interne. Le développement des firmes « multinationales »*, d'internet*, l'émergence d'acteurs transnationaux (ONG*, religions*, organisations internationales*) soulèvent de nombreuses questions sur le rôle de l'État. La mondialisation* menace la cohésion de l'État-Nation avec les délocalisations, les régionalismes* et autres tentatives de sécession, la naissance d'institutions inter- voire supra- nationales, et les migrations* donnant à tous le sentiment d'être « citoyen du monde ».

La place de l'État dans l'économie mondiale est ambiguë. Depuis 1945, le paradigme de l'État-Providence est associé aux interventions systématiques de l'État dans l'économie. L'État-Providence correspond à la socialisation de certains risques collectifs (vieillesse, maladie, accidents du travail, chômage). Cette fonction redistributrice de l'État s'est imposée. L'État intervient dans l'économie avec des commandes de la Défense, des aides à l'industrie et à l'agriculture. Cet État-Providence entre en crise dans les années 1980 avec les « Trente Piteuses » (N. Baverez). C'est la thèse de la « nouvelle histoire économique » (D. North, Nobel 1993). Dans un sens plus large, l'État-Providence correspond à toute intervention étatique dans l'économie de marché. On oppose alors les « keynésiens », partisans de l'élargissement du champ d'action de l'État, aux « libéraux » pour qui la recherche d'un « État modeste » (M. Crozier) est l'objectif principal. Ces derniers accusent l'État d'être inefficace. Or, dans la crise, l'État reste un recours (crise des *subprimes* 2007-2009 : les États aident les banques). Même dans la phase de libéralisation, l'État ne renonce pas à intervenir tout en réservant l'aide aux plus pauvres. Les États faibles sont de fait les plus en difficulté (PED).

Si la mondialisation* a complexifié l'action de l'État, l'État reste un acteur principal de la mondialisation : il prend les décisions, conclut les accords commerciaux, contrôle les flux sur son territoire. Il joue un rôle de régulateur du processus de la mondialisation. Mais ces rapports sont complexes : il doit faire des concessions en libéralisant ses marchés, en se soumettant aux traités et aux législations internationales. L'État peut adhérer à des organisations internationales* ou des zones de libre-échange sans supranationalité. L'organisation de l'UE est plus complexe : dans certains domaines (monnaie, frontières) des États renoncent à une part de leur souveraineté, dans d'autres (défense, santé) non (Voir organisations régionales*).

La mondialisation pose la question de l'utilité de l'État et de son rôle. À partir des années 1980, les frontières semblent dépassées comme les États, les territoires s'ouvrent aux flux. Avec la libéralisation des échanges (*rounds* du GATT, OMC), les structures étatiques paraissent dépassées. Les stratégies d'investissements des FMN favorisent davantage l'échelle des « régions » comprises comme des grands marchés continentaux. À l'heure de la mondialisation, les grandes constructions régionales* comme l'UE favorisent le développement de régionalismes, développant des identités concurrentes et revendiquant parfois une séparation de l'État (Voir Région*). Nombre d'États sont menacés par ces « nationalismes régionaux » (crise catalane en Espagne en 2017). Ces nouveaux conflits varient de la défense d'une identité culturelle au terrorisme* (ETA).

Les institutions étatiques sont affaiblies dans les nouvelles formes de conflits*. La défiance à l'égard des institutions renforce l'efficacité des tentatives de manipulation de l'information (Voir Guerre de l'information*). Les institutions démocratiques, comme les politiques, deviennent des cibles faciles pour les complotistes dénonçant un « agenda caché » des gouvernements. Dans les États baltes, ces narratifs dénoncent ces États comme faillis*, corrompus, inefficaces, non viables sans le soutien occidental. En Ukraine, la Russie remet en cause systématiquement les autorités depuis 2014.

La question des rapports entre les États et les nouveaux acteurs transnationaux est au cœur de nombreux débats. Pour certains auteurs, la montée des acteurs transnationaux (ONG, FTN, réseaux criminels, terroristes, opérateurs financiers…) transforme le paysage international, abolit le monopole des États. Pour James Rosenau, la mondialisation et la « transnationalisation » fait que l'État n'est plus l'acteur central dans un système international devenu « multicentré ». La politique étrangère devient « obsolète », le « déclin » de la souveraineté étatique est discuté. Aucun État ne peut résoudre les nouveaux défis globaux en matière d'environnement*, de santé* ou de crime organisé, selon les transnationalistes. Mais ces rapports de forces entre États et acteurs non étatiques ne se sont pas modifiés au point d'entraîner un « retournement » du monde.

L'État-Nation n'est pas pour autant voué à disparaître. Les acteurs transnationaux peuvent même le fortifier. Les États réaffirment leur souveraineté face aux nouveaux risques transnationaux. Les attentats du 11 Septembre entraînent un « retour de l'État » (Marie-Claude Smouts) dans un pays ultra-libéral. L'État apparaît comme le seul rempart contre cette menace diffuse. Un nouveau besoin de sécurité se fait sentir réactivant les frontières. Si la « fin de l'État-Nation » est souvent annoncée, aucune économie de marché, même mondialisée, ne fonctionne sans règles, conventions, institutions. Et le retour des nationalismes depuis les années 1980 se fait en réaction à la mondialisation en Europe et en Amérique.

🕮 Références

- Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, *Le Retournement du monde, sociologie de la scène internationale,* Presses de Sciences Po, 1999.
- Samy Cohen, « Les États et les "nouveaux acteurs" », dans *Politique internationale*, n° 107, 2005.
- Arnaud Duranthon, « Qu'est-ce qu'un micro-État aujourd'hui ? », dans *Revue française de droit constitutionnel,* n° 92, 2012/4.
- Yves Lacoste, *Dictionnaire de Géopolitique,* Flammarion, 1993.
- James Rosenau, *Turbulences in World Politics : A theory of Change and Continuity*, Princeton University Press, 1990.
- Marie-Claude Smouts *et alii*, *Dictionnaire des relations internationales*, Dalloz, 2003.

➢ Voir entrées

État failli, Mondialisation, Grandes puissances, Organisations internationales, régionales, Région, Frontières, Territoires, Langues, Culture, Droit international.

Empire

Aymeric Chauprade et François Thual opposent les États-Nations aux Empires : « *Contrairement à l'État-Nation qui vise à inscrire un peuple sur un territoire, l'empire tend à communautariser. […] La conflictualité interne d'un empire émerge des revendications communautaires et nationales et celles-ci ouvrent le chemin de la dissolution. Il n'existe pas d'exemple d'empire qui ait perduré ; en revanche nombreux sont les États-nations qui sont anciens voire très anciens.* »

L'Empire territorial est une forme ancienne de pouvoirs. Ses plus anciennes formes remontent à l'Empire expansionniste égyptien du III^e^ millénaire avant notre ère. L'idée d'Empire a construit des mythes puissants. L'Empire, d'*imperium* en latin – force armée remise aux chefs de l'armée romaine –, est une construction territoriale imposée par la conquête sur d'autres peuples. L'*imperium* désigne l'Empire romain fondé en 27 av. J.-C. (Octave Auguste). La légitimité de cette construction repose sur la force imposée à l'intérieur comme à l'extérieur, la puissance centrale imposant son droit – comme le droit écrit romain au sein de l'*Imperium Romanum*.

Cette recherche d'expansion désigne l'impérialisme*.

Longtemps le terme d'« Empire » ne s'appliqua qu'aux États se revendiquant héritiers de l'Empire romain (27 av. J.-C.-476), par exemple l'Empire romain d'Orient (395-1453), l'Empire carolingien (800-843) ou le Saint-Empire romain germanique (962-1806). Puis, le terme en vient à désigner les monarchies revendiquant plus qu'un simple royaume et les vastes États non monarchiques (Empire aztèque). Jean Tulard, historien spécialiste de l'épopée napoléonienne, définit cinq caractéristiques permettant de définir un Empire dans *Les Empires occidentaux de Rome à Berlin* (1997) : une volonté expansionniste, un pouvoir centralisé, des peuples différents encadrés par une administration commune, une supériorité par essence, une naissance et une mort clairement identifiées. Ces critères s'appliquent *a posteriori* pour désigner les grandes civilisations expansionnistes sous l'autorité d'un chef unique mais qui ne se réclamaient pas du terme, comme l'Ancien Empire égyptien des pharaons (2700-2200 av. J.-C.).

Le critère ethnique n'entre pas dans cette construction impériale : l'Empire est multiethnique, multinational et multilingue. Plusieurs peuples sont unis sous l'autorité d'un pouvoir central, qui n'est soumis à aucun autre (spirituel ou temporel – voir la querelle médiévale pluriséculaire entre l'Empire et l'Église). Certains auteurs, comme Georges Corm dans *L'Europe et l'Orient, de la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie* (1991), ont voulu montrer que l'Empire multicommunautaire supportait mieux le phénomène minoritaire. Pour d'autres c'est une faiblesse : historiquement, aucun Empire n'a survécu à une crise interne des nationalités, de l'Empire romain à l'URSS.

Le plus souvent, une religion* dominante n'est pas imposée (l'Empire romain est polythéiste jusqu'en 313), sauf lorsque la religion sert de justification à l'impérialisme* (*dilatatio christianitas* de l'Empire carolingien et conversions forcées des Saxons). Lorsqu'une religion dominante est imposée, elle permet d'unifier l'Empire (christianisme dans l'Empire romain à partir de Constantin Ier). La religion peut même constituer l'essence même du pouvoir comme dans le cas des califes « commandeurs des croyants » de Damas ou Bagdad.

Du point de vue géographique, on oppose deux formes d'Empire : les Empires continentaux aux Empires maritimes. Ceux fondés sur terre, comme l'Empire romain, la Russie des tsars ou le Reich allemand, sont monolithiques. Leur expansion à partir d'une puissance centrale a pour but de leur fournir les ressources dont ils ont besoin (l'« Espace* vital » allemand). À l'inverse, les Empires maritimes, – comme la thalassocratie athénienne au V^e^ siècle av. J.-C., Carthage en Méditerranée ou l'Empire britannique dans le cadre colonial –, ont des structures plus lâches et éparpillées, la mer fait le lien et unifie leurs différents territoires.

L'Empire correspond à une vision du monde définit à partir de lui : l'Empire civilisé en son centre, les périphéries soumises intégrées, puis les barbares au-delà des *limes* – limites – de l'Empire (Voir Centre/Périphérie*). De Dante à Kant, l'Empire permet d'assurer la paix* et la sécurité (modèle de la *Pax Romana*). Dans son *De Monarchia*, l'auteur florentin, dans une Italie du XIII^e^ siècle déchirée par les luttes entre Guelfes – pro-pontificaux – et Gibelins – pro-impériaux –, imagine un empereur idéal, seul capable de gouverner, n'obéissant qu'à la justice, assurant paix et bonheur aux royaumes et aux cités. La fonction de l'Empire était de guider le peuple à l'intérieur vers la justice et à l'extérieur vers une paix perpétuelle. Il tend à l'universalité (les califats veulent s'étendre à l'ensemble de l'*umma*, la communauté des croyants dans l'Islam, on parle aujourd'hui de « panislamisme »). Le Reich allemand répond à un projet pangermanique. C'est seulement à la fin du XIX^e^ siècle que le lien est rompu entre Empire et universalisme, comme l'a montré John A. Hobson en 1902 dans *Imperialism*, ouvrage critique de la doctrine impérialiste britannique.

Les Empires coloniaux sont également des constructions territoriales où les métropoles imposent leurs lois aux indigènes colonisés. Les deux plus importants sont l'Empire colonial britannique qui s'étend sur plus de 33 millions de km^2 en 1922 et recouvrent 400 millions d'habitants sur tous les continents (le 1/4 de la population mondiale), suivi de l'Empire colonial français (13 millions de km^2). Au XX^e^ siècle, le principe de l'autodétermination des peuples* et l'idéal démocratique, vainqueurs au sortir de la Deuxième Guerre mondiale face au Reich allemand, sapent la légitimité impériale et provoque le démantèlement des Empires européens, puis coloniaux. Contestées après 1945, les puissances coloniales européennes sont trop affaiblies pour pouvoir résister aux volontés d'indépendance, même lorsque la solution de la violence est choisie pour se maintenir, comme en Indochine et en Algérie pour la France. Le terme d'Empire est devenu anachronique à l'issue du processus de décolonisation.

Aujourd'hui, les géopoliticiens insistent sur le fait que l'Empire par sa nature expansionniste et hégémonique est source de conflits. À la fin du XIX^e^ siècle, les constructions impériales entrent en concurrence. Leur expansionnisme est source de guerre et non plus de paix*. L'Empire britannique s'affronte à l'Empire allemand lors des deux conflits mondiaux, tandis que l'Empire du Japon s'étend au détriment de l'Asie de l'Est à partir de 1936 (conquête de la « sphère de coprospérité de la Grande Asie orientale » lors de l'ère Showa) tout en se posant en libérateur face au colonialisme occidental.

La naissance et le déclin* des Empires est une question de longue date. C'est Paul Kennedy (1987) qui forgea le concept de « surexpansion impériale » pour répondre à cette question de pourquoi meurent les Empires à partir de l'exemple de l'Empire byzantin qui a connu la plus grande longévité dans l'Histoire (395-1453). Sa thèse montre que l'essor et le déclin d'une puissance* passe par 3 phases. Une société occupe d'abord une situation de périphérie mais bénéficie des avantages de la centralité sans en subir les inconvénients (Phase I). Cette situation proche du centre permet de saisir des opportunités et d'accroître sa puissance, ce qui permet à cette société de passer en position de puissance centrale (Phase II). À ce moment, les charges inhérentes au statut de puissance centrale sont compensées par les avantages à être la puissance dominante. Mais ces charges

érodent la puissance et finalement la puissance centrale perd son hégémonie (Phase III). Concurrencée par de nouvelles compétitrices, elle perd progressivement son statut de puissance centrale. Le déclin de la puissance s'explique dans un temps long (la 3e phase pour Kennedy) au-delà des grands évènements (476, chute de l'Empire romain d'Occident ; 1453, prise de Constantinople par les Turcs). P. Kennedy en 1987 pronostiquait un repli de la puissance américaine au XXIe siècle, victime, comme l'Angleterre victorienne, de sa « surexpansion impériale », affaiblie par le coût de sa puissance surdimensionnée.

L'idée d'Empire se renouvelle. Après 1945, la construction impériale se transforme et dévient une construction idéologique à l'image de l'Empire soviétique – l'« Empire rouge de Mao ». Staline rend à l'URSS les frontières de l'Empire des tsars. Cet Empire prend la forme à l'Ouest d'un glacis de républiques « populaires » vassales. Il constitue un bloc rival des États-Unis en se dotant de l'arme nucléaire. Si l'URSS répond à beaucoup de critères définissant un Empire, cette appellation n'est jamais revendiquée. Il a été gouverné par un parti unique (PCUS) et non un empereur héréditaire. Néanmoins, les historiens la classent parmi les Empires pour ses similarités et son influence s'est étendue sur un bloc eurasiatique multi-ethnique. En 1991, les constructions territoriales multiethniques et idéologiques laissent place à une fragmentation du monde (démantèlement du bloc de l'Est en 1991, puis Yougoslavie).

Cependant, les termes d'« Empire » et d'« impérialisme » sont utilisés encore au tournant du XXIe siècle. Des espaces politiques vastes existent encore, même si aucun ne revendique ce titre d'Empire. Aujourd'hui, si seul au Japon existe encore empereur dans son sens ancien, on parle de l'« Empire américain » pour désigner la superpuissance des États-Unis et son influence sur le monde. Du point de vue interne les États-Unis sont organisés comme une fédération d'États. Au sortir de la Guerre froide, ils apparaissent comme une superpuissance, même s'ils ne se sont jamais engagés dans un processus d'expansion territoriale à proprement parler, en dehors de l'annexion d'Hawaï en 1959 et des Philippines de 1898 à 1935. Leur *soft power* et l'américanisation du monde sont vus comme un impérialisme culturel. Ainsi, l'Empire américain dispose aujourd'hui de la supériorité militaire, peut pratiquer l'unilatéralisme et dispose de la puissance économique et culturelle : il cumule toutes les formes de la puissance (*hard power* et *soft power*). L'expression d'« Empire du Milieu » quant à elle, employée dans les médias, désigne la puissance émergente chinoise et sa domination montante dans la mondialisation. Ces réalités ne correspondent cependant plus aux constructions impériales des origines, ni aux grandes divisions idéologiques du temps de la Guerre froide, mais renvoient à la situation hégémonique de certaines grandes puissances* dans la mondialisation. L'« Empire » a mauvaise presse et le terme est souvent employé de manière négative par les opposants aux visées géopolitiques des grandes puissances. Le terme reste ainsi employé pour désigner les liens anciens qui demeurent entre anciennes métropoles et colonies qualifiés d'« impérialisme sans empire » (c'est l'exemple de la Françafrique). Pour certains auteurs comme Aymeric Chauprade et François Thual, « le concept d'empire reste utilisable pour décrire nombre de situations géopolitiques de l'histoire […] et il serait imprudent de le ranger définitivement dans le musée de la géopolitique. »

🕮 Références

- Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, *Géopolitique des empires*, Arthaud, 2010.
- Aymeric CHAUPRADE, *Géopolitique, Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 2003.
- Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, 1987.
- Thierry Menissier (dir.), *L'idée d'Empire dans la pensée politique, historique, juridique et philosophique*, L'Harmattan, 2006.
- Philippe Richardot, *Les grands empires : Histoire et Géopolitique*, Ellipses, 2003.
- Jean Tulard, *Les Empires occidentaux de Rome à Berlin*, PUF, 1997.

➢ Voir entrées

État, Espace, Déclin, Centre/Périphérie, Paix, Ingérence, Culture, Américanisation, Impérialisme.

Gouvernance mondiale

Christian Grataloup dans sa *Géohistoire de la mondialisation* souligne qu'avec la mondialisation actuelle apparaît la *« nécessité d'une gouvernance supranationale pour une gestion raisonnée de la Terre »* (2007).

La gouvernance mondiale est un mode collectif de prise de décision. Plusieurs acteurs de natures différentes (États*, organisations internationales*, ONG*, FMN*) interviennent dans le but d'encadrer la mondialisation*. Il ne s'agit pas d'un gouvernement mondial sur le modèle étatique, mais d'un mode de régulation supranationale. Des réglementations sont mises en place à la hauteur des nouveaux défis et l'interdépendance des États se renforce. Les objectifs contemporains sont de renforcer la coopération entre tous les acteurs et assurer le développement durable de la planète.

Cette notion est ancienne et complexe. Selon le *Petit Robert*, le terme de « gouvernance » s'appliquait aux bailliages d'Artois et de Flandre au statut administratif particulier au XIII^{e} siècle. Ce vieux mot français tombé dans l'oubli réapparaît avec le terme anglais *« governance »* dans les années 1970 dans un contexte différent, celui du monde de l'entreprise avec la « *corporate governance* ». D'abord utilisé dans les pays anglo-saxons, puis à nouveau en français à partir des années 1990, le terme passe de la gouvernance privée à la gouvernance publique pour désigner la « gestion des affaires publiques ». Le concept de « gouvernance » est ensuite étendu pour désigner la manière dont un gouvernement exerce son pouvoir dans les domaines économique, politique et administratif et gère les ressources en vue de son développement. L'expression est reprise par des économistes et sociologues et s'impose en sociologie politique. La gouvernance se décline en un « système de gouvernance » correspondant à l'ensemble des règles, organes de décision, d'information et de surveillance qui permettent d'assurer le bon fonctionnement d'un État, d'une organisation ou d'une institution. Selon *l'IT Governance Institute*, la gouvernance a « pour but de fournir l'orientation stratégique, de s'assurer que les objectifs sont atteints, que les risques sont gérés comme il faut et que les ressources sont utilisées dans un esprit responsable ». Elle veille au respect des intérêts des « ayants droit » (citoyens, pouvoirs publics, partenaires, actionnaires…).

La notion de « bonne gouvernance » est diffusée dans les années 1990. Cette « bonne gouvernance » repose sur quatre principes : la responsabilité, la transparence, l'État de droit et la participation. Le but de cette gouvernance est de rendre le pouvoir à la société en renforçant la démocratie. La « bonne gouvernance » intègre les « parties prenantes » dans une démocratie participative. Elle recherche une prise de décision efficace adaptée aux buts recherchés et une meilleure répartition des pouvoirs au sein d'organisations toujours plus complexes. C'est donc aussi une théorie de la régulation sociale : il n'existe pas un modèle unique, mais des systèmes de gouvernance présents à toutes les échelles.

À l'échelle mondiale, on peut distinguer quatre modèles principaux de gouvernance selon le spécialiste des relations internationales Raffaele Marchetti (« ultra-cosmopolite » selon John Dryzek). L'« internationalisme libéral » vise l'instauration d'un monde pacifié par la propagation du modèle étatique de la démocratie libérale : cette coopération internationale est la forme dominante de la gouvernance mondiale au XX^{e} siècle, elle prend la forme d'une association confédérale entre États, il peut en résulter une réglementation transnationale contraignante. Le « confédéralisme à l'échelle macro-régional » élève l'échelle de référence politique des États-Nations vers des ensembles supranationaux régionaux (Voir Organisations régionales*). La « gouvernance mondiale multipolaire » est basée sur un modèle de coordination polycentrique. Elle implique une démocratisation des institutions transnationales actuelles et le rattrapage politique de la mondialisation économique. Enfin, le « fédéralisme mondial » est le modèle le plus intégré, il vise l'avènement d'un gouvernement mondial doté d'un parlement et d'une constitution mondiale et, dans l'idéal de Raffaele Marchetti, d'une Cour suprême mondiale arbitrant la répartition fédérale des compétences. L'objectif de ce dernier modèle est de garantir la protection universelle des droits fondamentaux et une justice distributive mondiale, tout en permettant une autonomie locale ou nationale la plus élevée possible (principe de subsidiarité). Il reproduit le modèle de l'État démocratique libéral à l'échelle internationale. C'est le modèle le plus décrié.

Les premiers jalons de la gouvernance mondiale sont posés après 1945 avec l'apparition des premières institutions internationales. Dans l'entre-deux-guerres, les conséquences de la crise de 1929 avec le renforcement des protectionnismes et la montée des nationalismes ont conduit à la guerre (Voir Guerre économique*). Pour éviter le retour de ces dysfonctionnements, pendant la guerre, les Alliés pensent la nouvelle gouvernance mondiale. En avril 1945, l'Organisation des Nations unies (ONU) naît à San Francisco afin d'assurer une paix durable. Elle remplace la SDN qui a échoué. En juillet 1944, les accords de Bretton Woods donnent naissance à deux institutions financières internationales pour répondre aux dysfonctionnements économiques de l'entre-deux-guerres : le Fonds monétaire international (FMI) chargé d'assurer la stabilité monétaire et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pour financer la reconstruction des pays européens et éviter la question des réparations à l'origine de l'esprit de revanche des vaincus à Versailles. Pour lutter contre le protectionnisme et le retour des barrières douanières le GATT est signée en 1947 (Voir organisations internationales*).

La gouvernance mondiale doit aujourd'hui répondre aux nouveaux enjeux globaux transnationaux. Mais les règles héritées de l'après-guerre ne semblent pas suffisantes alors qu'elles n'ont toujours pas permis l'émergence d'un réel gouvernement mondial. Progressivement, l'environnement* entre dans ces nouvelles préoccupations avec le sommet de Stockholm en 1972, puis le sommet de la Terre de Rio en 1992. Mais ces négociations internationales s'enlisent à mesure que le nombre d'États-membres et acteurs transnationaux augmentent. En 1945, l'ONU comptait 51 États signataires, ils sont 193 aujourd'hui à devoir se mettre d'accord. Les nouveaux risques systémiques et globaux actuels exigent une plus grande solidarité internationale ainsi qu'une gouvernance mondiale rénovée. Mais actuellement, l'État reste toujours le dernier recours lors des crises. Les débats autour de la gouvernance de demain interrogent toutes les échelles de pouvoirs actuels, – États, régions, organisations internationales, directoire mondial, du G7-G8* au G20* –, et les questions restent nombreuses. Les États-membres craignent qu'une inflation du nombre des membres ne diminue l'efficacité des institutions internationales. Comment mieux représenter certains ensembles comme l'Afrique et le Moyen-Orient ? La gouvernance mondiale de demain peut-elle donner plus de place à la société civile* ou aux ONG*? En attendant l'émergence d'un véritable gouvernement mondial, la réussite de la mondialisation passe par une gouvernance organisée en cinq types d'institutions : l'ONU pour l'échelle mondiale avec des réunions régulières ; des institutions internationales spécialisées ; des organisations régionales généralistes avec un transfert des compétences des États ; des sommets internationaux sur les nouveaux défis globaux ; enfin, les États restent l'échelon principal décisionnaire de toute coopération.

Les détracteurs de la gouvernance mondiale y voient une recomposition/ décomposition de l'État s'inscrivant dans la vision d'un État minimal depuis le tournant libéral des années 1980, tandis que la multiplication des catégories d'application galvaude le terme. On parle aujourd'hui de gouvernance publique, privée, territoriale, de l'entreprise, de la famille… Ce terme s'inscrit dans de ce que le sociologue Alain Bihr a appelé la « novlangue néolibérale ». Enfin, l'emploi de ce terme réduirait l'action politique à une bonne gestion au détriment de tout débat public, selon le philosophe Alain Deneault.

🕮 Références

- Arnaud Blin et Gustavo Marin (dir.), *Dictionnaire de la gouvernance mondiale*, Paris, Nuvis, 2015.
- Charles Girard, Julien Talpin et Sezin Topçu, « Vers un système délibératif mondial ? Entretien avec John Dryzek », dans *Participations*, n° 2, 2012/1.
- Alain Deneault, *Gouvernance, le management totalitaire*, Lux Éditeur, 2013.
- Philippe Moreau Defarges, *La Gouvernance*, PUF, 2003.

➢ Voir entrées

Organisations internationales, Organisations régionales, États, ONG, Diplomatie de clubs, Guerre économique, Société civile, Risques, Environnement.

Organisations internationales

L'ascension du principe multilatéral s'inscrit dans ce que Pierre Gerbet appelle le « *rêve d'un ordre mondial* » (*Le rêve d'un ordre mondial de la SDN à l'ONU,* 1996).

Depuis 1945, les États* ont institué des organisations internationales (OI), régionales ou spécialisées pour permettre la coopération et régler les problèmes communs. Leur essor marque une évolution importante des relations internationales, les grandes questions se réglaient jusque-là dans le cadre de Congrès ou Conférences. La première créée est la Commission centrale pour la navigation du Rhin en 1815, puis en 1865, l'Union internationale du télégraphe. Le champ d'action des OI, initialement technique, s'élargit à des domaines plus politiques (sécurité collective) et au commerce. La lente ascension du principe multilatéral, – avec le « concert » européen en 1815, puis l'adoption de la SDN en 1919 –, débouche sur la création d'une première OI en 1945. Pour garantir une paix* durable, commerce et coopération sont aux fondements de ce système international. L'ONU, le FMI, la BIRD (future Banque mondiale) et le GATT ont pour mission d'instaurer une coopération entre États, tandis que le Plan Marshall aide à la reconstruction des anciens adversaires.

Les OI sont la forme la plus répandue du multilatéralisme permettant la coordination des politiques étrangères nationales. Selon Franck Petiteville, le multilatéralisme se définit comme une forme d'action collective internationale dont la finalité est de produire « de(s) normes et de(s) règles visant à établir un ordre international coopératif régissant les interdépendances internationales ». Mais ces OI restent une facette de la souveraineté* des États qui les financent et les dirigent appliquée collectivement, même si leur action entre parfois en conflit avec leur souveraineté propre.

Les OI sont créées par traités ou conventions multilatérales constitutifs (charte, constitution, statuts…) soumis à une procédure de ratification. Il s'agit d'organisations publiques dites intergouvernementales qui émanent et sont contrôlées par des États. Elles peuvent comprendre parmi leurs membres des entités autres que des États, comme des ONG*. Elles sont dotées d'une personnalité juridique de droit international. Elles possèdent leurs organes propres et édictent leurs propres actes. Toute organisation internationale dispose de 3 types d'organes : une assemblée (délibérative), un secrétariat (administratif), un organe pilote (exécutif). Chaque État contribue au budget de l'organisation. Elles peuvent être à vocation universelle ou régionale.

Franck Petiteville recense plus de 250 OI dont il distingue différentes fonctions :

–Des fonctions de sécurité collective pour des organisations comme l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ;

–Une fonction de régulation économique pour la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le GATT remplacé en 1995 par l'OMC. L'OMC élabore les règles du commerce international des marchandises, des services, des biens agricoles et industriels et certains droits de propriété intellectuelle (ADPIC). Elle favorise le libre-échange dans la mondialisation. Son « Organe de règlement des conflits » (ORD) peut sanctionner les États qui ne respectent pas les accords. Le succès de l'OMC est visible avec l'entrée de la Chine en 2001, puis de la Russie en 2012. Le nombre de ses membres passe à 164, représentant plus de 98 % du commerce international. La Banque mondiale a pour tâche de financer les projets de développement et de reconstruction. Les droits de vote y sont fixés au *prorata* des cotisations : les Occidentaux sont majoritaires (États-Unis 33 %, Europe de l'ouest 30 %). Traditionnellement la Banque mondiale est dirigée par un Américain, le FMI par un Européen. Le FMI est le garant du système monétaire international gagé sur la convertibilité du dollar en or. Les autres monnaies sont gagées sur le dollar (taux de change de +/- 10 %). Avec les 2/3 du stock d'or mondial, les États-Unis sont les garants du système monétaire international.

–Une fonction normative pour l'Organisation internationale du travail (OIT), l'UNESCO pour l'éducation, la science et la culture ou l'OMS pour la santé ;

–Une fonction de régulation sectorielle pour l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ;

–Une fonction juridictionnelle avec la Cour internationale de justice (CIJ) créée en 1945, la Cour pénale internationale (CPI, statut de Rome ratifié par seulement 123 États en 2015) et la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

–Des fonctions d'intégration régionale comme l'Union européenne enfin (Voir Régions*).

La première d'entre elles est l'ONU. En 1945, l'Assemblée regroupe 51 États fondateurs. À la conférence de San Francisco est signée sa *Charte*. Ses missions centrales sont d'assurer la paix et la sécurité internationale. L'Assemblée générale adopte des résolutions qui doivent être votées à la majorité des deux tiers, obligatoires pour ceux qui les ont votées. Elle désigne un Secrétaire général à la tête de son administration, médiateur dans les conflits. L'Assemblée générale se réunit en sessions et forme le principal organe de délibération. Elle est utilisée comme tribune par les pays du Tiers-Monde. Mais ses pouvoirs sont limités. L'efficacité de ses résolutions dépend de leur application par le Conseil de sécurité, seul capable de prendre des décisions contraignantes (embargos*) et d'autoriser le recours à la force armée. Il est composé de 5 membres permanents auxquels s'ajoutent 10 membres non-permanents élus par l'Assemblée pour 2 ans. Les décisions doivent être prises à une majorité de 9 voix sur 15, mais les membres permanents ont un droit de veto. La Cour internationale de justice, organe judiciaire de l'ONU, siège à La Haye et juge les litiges internationaux : elle rend des arrêts et des avis consultatifs. Dans certains domaines, l'ONU associe la société civile* et les représentants des États comme au sein du Conseil Économique et social, dans lequel les ONG sont représentées avec un statut consultatif. Les missions de l'ONU nécessitent la mise en place d'organisations spécialisées dépendantes de l'ONU. Les principales sont : l'UNESCO pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'OIT – Organisation internationale du travail – pour le droit social. Les ONG sont aussi représentées dans les programmes spécialisés, comme le PNUD – Programme des Nations unies pour le développement.

L'ONU consacre ainsi un nouvel ordre international, dominé par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Le droit de veto vise à convaincre les grandes puissances de se lier à la nouvelle organisation, afin d'éviter qu'elles ne la boudent, comme avec la SDN. Il repose sur l'idée que la restauration et la sauvegarde de la paix mondiale dépendent du maintien de l'entente entre ces grandes puissances*. La paralysie du Conseil de

sécurité, à laquelle peut conduire l'utilisation de ce droit de veto, n'était pas considérée à l'origine comme une déficience, mais comme un moindre mal en cas de désaccord entre ses 5 membres permanents. L'institution du Conseil de sécurité cherche à rendre l'ONU plus efficace que la SDN pour sanctionner les infractions au droit international. Elles peuvent aller jusqu'à l'envoi d'une force internationale formée de contingents fournis par les États-membres de l'Organisation.

Les missions de l'ONU évoluent. La déclaration signée en 2000 par 189 chefs d'États sous l'égide de Kofi Annan a résolu d'atteindre 8 objectifs (les Objectifs du millénaire pour le développement – OMD) d'ici à 2015 : réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH, le paludisme et d'autres maladies, préserver l'environnement et mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Les objectifs de développement durable (ODD) sont adoptés en 2015 (17 objectifs d'ici 2030). Les tâches de l'ONU sont plus complexes face aux risques liés à la prolifération des armes nucléaires et au terrorisme, à la nécessité de protéger les populations contre des exactions diverses, ce qui amène à un droit des situations d'urgence (la « responsabilité de protéger » – Voir ingérence*), voir à la restructuration d'institutions et de sociétés laminées par les conflits. L'ONU a en particulier expérimenté les opérations de DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion), à partir des années 1990, pour résoudre le problème des forces rebelles à la fin d'un conflit.

Ces organisations, intergouvernementales, sont considérées comme le reflet des rapports entre États où les plus puissants s'imposent. Souvent critiquées (inefficacité, déficit démocratique, technocratique…), la plupart des OI perdurent et s'adaptent malgré tout pour mieux refléter l'état du monde, comme le montre l'OTAN à la fin de la bipolarité. Au-delà des réformes médiatisées, les OI s'ajustent aux évolutions internationales. Au sein du FMI et de la Banque mondiale, chaque pays possède des droits de vote en fonction d'une formule intégrant des paramètres macro-économiques. Avec 16 %, les États-Unis détiennent *de facto* un droit de veto sur les décisions majeures du FMI. Mais, bien que les évolutions soient trop lentes pour être en phase avec les nouveaux rapports entre puissances, elles sont en cours. Grâce aux réformes, la Chine deviendra le 3e membre le plus important du FMI ; Brésil, Inde et Russie intégreront la liste des 10 principaux actionnaires ; à l'inverse, les Européens perdront 2 sièges au Conseil d'administration en faveur des PED.

La prise en compte de ces enjeux globaux appelle de nouvelles instances. La succession de sommets sur l'environnement semble inefficace, comme le montrent à nouveau les résultats insatisfaisants obtenus par la COP24 en 2021 sur la question du réchauffement climatique. Une gestion centralisée des ressources rares paraît peu réaliste. Des pollutions maritimes aux incendies de forêts, l'exigence d'une agence internationale avec des moyens sur le terrain s'impose tout en se heurtant aux pays dénonçant une tentative d'« ingérence écologique » (tensions diplomatiques après les incendies de forêt* en Amazonie en 2019). Face aux difficultés qui se multiplient pour aboutir à des compromis globaux, les approches d'intégration régionale semblent s'imposer.

🕮 Références

- Guillaume Devin, *Les Organisations internationales*, Armand Colin, 2016.
- Franck Petiteville, « Les organisations internationales sont-elles utiles ? », dans *Questions internationales*, 2013.
- Olivier Nay et Franck Petiteville (dir.), « Le changement dans les organisations internationales », dans *Critique internationale*, 53 (4), 2011.

➢ Voir entrées

États, Souveraineté, Organisations régionales, Ingérence, Environnement, ONG, Société civile.

Organisations régionales

Le régionalisme entendu comme « *un processus principalement étatique de création et de maintien d'institutions et d'organisations régionales entre au moins trois États est une forme de multilatéralisme qui constitue une tendance lourde du XX^e siècle.* » (Tanja Börzel et Thomas Risse)

La fin des Empires* laisse d'abord la place aux États* aux XIX^e-XX^e siècles. Puis ceux-ci semblent céder au XXI^e siècle devant la région au niveau continental. La construction européenne est souvent présentée comme la forme de régionalisation la plus aboutie. Mais ces pratiques de coopération régionales ne sont pas une particularité uniquement européenne. Des initiatives régionales se développent aux Amériques dès le XIX^e siècle (congrès hispano-américain en 1826).

Après 1945, des organisations intergouvernementales régionales se créent et se multiplient de la Ligue arabe à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), mais la plupart dépérissent avec la fermeture des sociétés. Le processus d'intégration régionale qui débute en Europe (OECE en 1948, CECA en 1951) vise à dépasser les frontières* dans le but de surmonter les rivalités européennes. Les anciens adversaires désirent construire la paix* sur l'échange. Le processus d'intégration régionale consiste ainsi à rapprocher les Nations et vise le développement économique comme la stabilité politique. Cette dynamique de régionalisation du monde se renforce dans les années 1990 et on assiste à une (re-)naissance de ces associations régionales, avec une dimension nouvelle de transrégionalisme (ex : Coopération économique pour l'Asie-Pacifique – APEC).

La genèse des zones régionales résulte de deux dynamiques. Des zones régionales naturelles naissent des relations nouées entre certains États (proximité linguistique, culturelle, politique ou historique). Cette intégration suppose une solidarité voulue par leurs habitants. Ensuite des accords préférentiels résultent de la volonté politique des États. L'Europe a vu le jour avec ce procédé dès 1951 (CECA). Un accord de coopération régionale est défini comme un accord commercial réciproque. Il est autorisé par l'OMC.

La « régionalisation » désigne la concentration des échanges, principalement économique, au sein d'une zone géographique. Le « régionalisme » au contraire désigne une construction institutionnelle menée par des États. On parle d'« intégrations régionales » quand les deux dynamiques sont présentes, économique et institutionnelle. Comme les OI, elles sont établies par traités ou conventions, disposent d'une personnalité juridique de droit international et d'organes de pouvoirs (exécutif, délibératif, administratif, – Voir organisations internationales*).

L'essor des associations économiques régionales est ainsi indissociable de la mondialisation*. Les organisations régionales de coopération ou d'intégration économique participent d'un approfondissement de la mondialisation entre groupes d'États. Elles favorisent le développement croissant des échanges entre ces membres et une majorité de ceux-ci se réalisent au sein de ces blocs régionaux et deviennent interdépendants sur le plan économique. Relais de la mondialisation, elles sont parfois membres d'OI et travaillent à une libéralisation des échanges, comme l'UE membre de l'OMC dès sa création en 1995.

Alors que les OI rencontrent des difficultés pour négocier des compromis, les approches d'intégration régionale sont encouragées par le GATT, puis l'OMC. En principe, une ZLE – zone de libre-échange – s'oppose à la « clause de la nation la plus favorisée » (CNPF). Selon la CNPF, si plusieurs pays s'accordent des avantages, ceux-ci doivent être étendus également à tous les autres. Le GATT/OMC tolère la formation de ces zones : une ZLE permet de faciliter les échanges, si elle ne s'érige pas en forteresse. Jusqu'aux années 1980, les États-Unis privilégiaient une approche multilatérale des relations commerciales, mais les lenteurs des négociations du cycle de l'*Uruguay Round* du GATT, puis les blocages à l'OMC, les conduisent à décentraliser leur approche. L'impulsion « régionale » des États-Unis en Asie-Pacifique (APEC, précurseur du TPP – voir TAFTA*) apparaît comme un contournement des pannes du système multilatéral, comme l'ALENA qui conforte sa domination économique continentale (continuité de la doctrine Monroe (1832)). Les tensions lors du Cycle de Doha (débuté en 2001), notamment sur la question de l'agriculture, ont porté un coup d'arrêt à la libéralisation au niveau international. En attendant, l'intégration économique régionale continue.

Dans la compétition mondiale, le risque de marginalisation économique des États les poussent à la constitution de ces zones commerciales régionales. Les enjeux pour les États sont nombreux – accélérer des réformes, accéder à un marché plus large, convergence des modèles sociaux – poussant certains à accepter ces abandons (partiels) de souveraineté et ces intégrations régionales. Le Mexique se rapproche des États-Unis, réforme plus librement et se modernise par exemple. Face aux marchés et aux **FTN***, les États défendent leurs intérêts en se rattachant à une zone commerciale régionale.

Les enchevêtrements régionaux dessinent une organisation internationale complexe : une typologie des associations régionales est définie par l'économiste hongrois Bela Balassa en 1961 (*The theory of economic integration*). Il définit plusieurs étapes d'approfondissement de l'intégration régionale. Au stade 0, on a une simple coopération entre les membres consistant à éliminer certaines barrières aux implantations ou au commerce (ex : l'APEC, en 1989, Coopération économique pour l'Asie Pacifique). Au stade 1, une zone de libre-échange (ZLE) est mise en place. Les barrières tarifaires et non-tarifaires sont supprimées, mais la réglementation des échanges de produits reste du ressort des politiques commerciales nationales. L'OMC recense aujourd'hui 190 ZLE, dont la moitié existe depuis 1995. Au stade 2, une union douanière ajoute à la ZLE l'établissement d'un tarif extérieur commun (TEC). Les États-membres adoptent une politique commerciale commune (MERCOSUR en Amérique du Sud, CEMAC en Afrique centrale). Au stade 3, un marché commun est instauré avec la libre circulation des personnes, marchandises, capitaux et services entre les membres (CEE – communauté économique européenne – en 1957). L'espace Schengen résulte de cette idée. Au stade 4, une union économique harmonise les politiques économiques et fiscales des États membres et débouche sur une union monétaire (traité de Maastricht en 1992, puis l'euro en 2002), l'Europe est devenue une union économique et monétaire. Le stade 5 est le stade le plus élevé avec une union politique. Depuis le traité de Lisbonne en 2009, l'UE est le premier exemple d'union politique avec des institutions supranationales (comme la Cour de justice européenne). La construction européenne est l'intégration continentale la plus aboutie, une « création originale » résultant d'un « processus non planifié » (Guillaume Courty et Guillaume Devin). La crise économique depuis 2008/2009 a conduit à un renforcement de l'intégration monétaire avec le « pacte budgétaire européen » (2012). Tous les régionalismes n'engagent pas une telle structure formalisée et fonctionnent sur des bases plus souples. Les 625 notifications d'accords commerciaux régionaux recensés par l'OMC en 2016 désignent ainsi aussi bien des processus d'intégration avancés (UE) que des constructions à l'arrêt (UMA – Union du Maghreb arabe).

Ces associations régionales se caractérisent par une grande diversité géographique et de critères. Les « régionalisations » les plus dynamiques (UE,

ASEAN) sont celles construites sur les centres de la Triade. Dans les faits, ces régions sont des réussites pour les économies développées et émergentes. Les résultats sont décevants pour les PED où les intégrations régionales ne produisent pas les effets escomptés. C'est le cas en Afrique. Les communautés économiques, comme la CEMAC (Afrique centrale), la CEDEAO (Afrique de l'Ouest) ou l'UMA (Maghreb), ne permettent pas le décollage des échanges. L'Afrique ne représente toujours que 2 % du commerce mondial en 2015 et ces échanges portent essentiellement sur les matières premières brutes dont les cours baissent. Quand les Européens effectuent 70 % de leurs échanges entre eux, ce chiffre est limité à 11 % entre les économies africaines. Pourtant, l'Afrique dispose déjà de 14 blocs régionaux. Mais, sur le terrain, les obstacles sont légion. Les tarifs douaniers restent élevés, les infrastructures de transport sont peu performantes et, au sein de ces blocs régionaux, les pays offrent les mêmes produits (manque de base industrielle, absence de création de chaînes de production régionale). Afin de dépasser ces échecs, en juin 2015, en Égypte a été lancée une nouvelle ZLE créant un continuum économique du Cap au Caire. La *Tripartite Free Trade Area* (TFTA) réunit 26 des 54 États africains et pèse plus de 1 000 milliards de dollars en PIB. L'objectif est de créer un environnement favorable au commerce, à l'investissement, et développer infrastructures et politiques industrielles communes.

Cette inflation permet de poser la question d'une fragmentation de la mondialisation au début du XXI^{e} siècle. La multiplication des accords régionaux régionalise le commerce mondial, les échanges se continentalisent. Le développement de ce régionalisme commercial semble s'opposer au multilatéralisme international**.** D'après les théories libérales de Ricardo (XVIII^{e} s.), chaque pays doit se spécialiser dans la production dans laquelle il est le plus compétitif. Pour Jacob Viner, économiste libéral canadien, dans les années 1950, cette spécialisation doit s'opérer au niveau le plus large pour un libre-échange optimal. Conclure un accord de commerce régional équivaut à faire une distorsion de concurrence. Jagdish Bhagwati, expert de l'OMC, estime que le régionalisme menace le multilatéralisme. Il est discriminatoire et menace de réduire le trafic commercial. Enfin, pour Paul Krugman, prix Nobel d'économie en 2008, les accords régionaux détournent le trafic au lieu de l'augmenter. La multiplication de ces situations peut aboutir à une guerre commerciale entre zones. Le risque est un repli de ces pays et la constitution de blocs-forteresses. Le régionalisme est vu comme un rempart à la mondialisation par certains pays. D'autres développent un régionalisme monétaire pour se protéger de l'instabilité financière mondiale (le SME européen face à la fin du système de Bretton-Woods), ce qui met en danger l'existence même du multilatéralisme. Les partisans du régionalisme commercial comme Jean-Marc Siroën, économiste français, sont moins pessimistes : ils mettent en avant son rôle de relais vers le multilatéralisme. C'est une première étape d'ouverture pour les pays peu développés, évitant le choc économique consécutif à l'ouverture. Ce régionalisme est alors dit « éducateur ». Enfin, cela favorise le décollage du niveau de vie des pays ayant un niveau de vie inférieur à la moyenne de l'organisation régionale. Jean-Marc Siroën parle d'un « post-multilatéralisme » qui contournerait une OMC défaillante : l'intégration régionale est une composante de la mondialisation aussi bien qu'une réponse à celle-ci.

Avec la nouvelle vague de régionalisme, on assiste à une « décontinentalisation » des accords commerciaux régionaux (ACR). L'UE ratifie des accords avec l'Afrique du Sud et le Mexique (2000), la Corée (2011), la Colombie et le Pérou (2013). Les États-Unis négocient un partenariat transpacifique avec 10 pays (TPP) et négocie le TAFTA* avec l'UE. Cette dérégionalisation associant pays développés et PED (UE, ALENA, APEC) s'accompagne d'un élargissement des champs d'application des ACR (commerce, concurrence, règles d'harmonisation, fiscalité, gouvernance, développement durable, agriculture, propriété intellectuelle), dépassant les blocages de l'OMC. Le seul risque : que ces ACR s'enchevêtrent et grippent la mondialisation (J. Baghwati).

Des organisations régionales en crise ? Le Venezuela annonce son intention de quitter l'OEA en 2017 ; les Britanniques votent en 2016 en faveur du Brexit : les organisations régionales entrent en crise. Elles se révèlent peu efficaces sur les questions d'actualité (Ebola 2013-2015), peu légitimes, peu représentatives (des eurosceptiques sont présents parmi les membres mêmes du Parlement européen). Les contestations se multiplient. Les États semblent résister à cette dilution. D'un point de vue géopolitique et géostratégique, ils restent les plus efficaces sur la scène internationale. Les États restent les principaux décisionnaires et recours dans les grandes crises actuelles.

🕮 Références

- Jagdish Bhagwati, « Regionalism vs Multilateralism », dans *The World Economy*, Vol. 15-5, septembre 1992.
- Guillaume Courty et Guillaume Devin, *La Construction européenne*, Paris, La Découverte, 2010.
- Paul Krugman, *Geography and Trade*, MIT Press, 1991.
- Yann Richard et Nora Mareï (coord.), *Dictionnaire de la régionalisation du monde*, Atlande, 2018.
- Alfredo Suarez, *Intégration régionale et mondialisation*, Hachette, 2009.

➢ Voir entrées

État, Empire, Organisations internationales, Mondialisation, TAFTA, Frontières, Paix.

Région

Le morcellement du monde s'accélère également à l'échelle infranationale. Pour de nombreux auteurs, comme Laurent Davezies et Philippe Rekacewicz, les régions affaiblissent les États-Nations : « *La montée en puissance de l'Europe contribue à affaiblir les États-nations qui la constituent et à attiser revendications autonomistes et conflits régionaux.* » (*Le Monde diplomatique*, 01/02/2004)

La fin des Empires a laissé place à un nouvel ordre mondial dominé par les grands États, mais ces derniers doivent faire face à des forces centrifuges. La remise en question de l'État-Nation permet le déploiement de ce régionalisme entre échelles locale et nationale, comme les échecs du multilatéralisme laissent se multiplier les intégrations régionales* entre échelles nationale et mondiale. La mondialisation*, qui domine au lendemain de la fin de la bipolarisation, est justement caractérisée par ces deux formes de régionalisation. Ainsi la géopolitique ne peut plus être seulement envisagée au niveau interétatique ou dans le cadre de vastes mouvements à l'échelle continentale.

L'État-Nation recouvre une réalité hétérogène qui renvoie à l'histoire de sa constitution. Par exemple, le Royaume-Uni recouvre des identités écossaise, galloise, irlandaise ou anglaise. Si une identité nationale supérieure est privilégiée face à un ennemi extérieur, avec l'affirmation du « droit des peuples* » ou des « droits humains », les revendications identitaires s'affirment au XX^{e} siècle et suscitent une nouvelle géopolitique interne aux États.

Le mot « région » vient du verbe latin *regere* qui signifie « diriger », « gouverner ». Le substantif *regio*, dont le sens premier est « direction », prend par la suite celui de « limites », puis de « zone » comprise entre ces « limites ». La « région » signifie aussi « contrée », « pays », « territoire », « quartier », « canton » (division de la ville de Rome). Si *Regio* recouvre tôt des sens multiples, il s'agit bien à l'origine d'une construction politique : exercer le pouvoir sur un territoire. Les limites de toutes ces régions sont tracées par un « acteur ». Elles n'existent pas dans la nature mais résultent du choix des scientifiques ou de la décision des représentants d'un pouvoir politique. Cette définition vague en fait un objet géopolitique déroutant. Le concept de « région » désigne des ensembles spatiaux variés de grandeur très différents. Aujourd'hui, le concept se diversifie. On parle de régions naturelles et administratives, mais aussi militaires, politiques, historiques. Une région peut couvrir des dizaines de milliers de kilomètres, s'il s'agit d'un ensemble naturel, ou des espaces de petites dimensions quand on parle de « région urbaine ». Dans les zones densément peuplées on trouve des régions administratives de dimensions réduites, et à l'inverse, dans les zones presque vides, les régions recouvrent des territoires vastes.

À l'échelle nationale, la région renvoie à un regroupement culturel, linguistique, avec une histoire commune. Cet espace a une unité forte sans bénéficier de la souveraineté politique. La région représente un échelon intermédiaire entre les institutions locales et le pouvoir central. C'est une subdivision géopolitique à l'intérieur d'un État. La France a longtemps été découpée en 27 Régions (en 1956, dont 22 métropolitaines) parce que le pouvoir politique gouvernemental n'a jamais voulu être confronté à la puissance politique de très grandes régions, avant une réforme en 2016 les ramenant au nombre de 18 (dont 13 métropolitaines). Cette réforme avait pour but d'adapter leur poids aux enjeux de la mondialisation. Ces découpages ne recoupent qu'en partie les anciennes provinces de l'Ancien Régime.

Dans les États-Nations, le statut de la région en tant qu'ensemble géopolitique est fonction de la nature de l'État. Dans un État très centralisé, les pouvoirs politiques accordés aux régions sont faibles. En France, le pouvoir central s'est longtemps méfié de la région. La reconnaissance de la région par l'État n'arrive qu'en 1982, faisant de l'assemblée régionale un lieu où s'exercent des pouvoirs politiques, mais sans révolutionner la hiérarchie des pouvoirs existants. Les départements et les communes ont vu leurs prérogatives accrues dans le même temps et le débat de géopolitique interne pluriséculaire est loin d'être clos entre les partisans de la centralisation (jacobins) et les partisans de la région (girondins). Dans les États fédéraux où l'unité de la nation est forte, la région dispose de pouvoirs politiques importants. Dans les Länder, en Allemagne, pouvoir central et pouvoir régional se partagent les responsabilités politiques. Chaque Länder possède sa propre Constitution, son parlement, sa capitale. Cette organisation fédérale a été imposée à la RFA par les Alliés afin d'éviter la reconstitution d'une Allemagne forte. Enfin, dans les États multinationaux, la correspondance entre citoyenneté et nation n'existe pas. L'Espagne est formée de quatre ensembles linguistiques. Basques, Catalans et Galiciens se réclament de nations distinctes de la nation espagnole. Si la Constitution démocratique de 1975 garantit le droit à l'autonomie des nationalités et de leurs régions, certains Basques et Catalans veulent une indépendance politique encore plus grande. Ces nationalistes sont favorables à une « Europe des régions » favorisant leur nationalisme respectif en renforçant l'échelon régional. En Belgique, les conflits communautaires entre Flamands et Wallons ont conduit à une transformation des institutions du pays dans une voie fédérale. L'État belge se trouve désormais divisé en trois régions, Flandre, Wallonie (1980) et Grand-Bruxelles (1988-1989), dotées d'une large autonomie. Mais les tensions subsistent, surtout dans le domaine économique et social. En Flandre, certains revendiquent la création d'un État flamand ; en Wallonie, une minorité évoque le rattachement à la France. Dans chaque région belge, on raisonne en termes de communauté.

Le processus de régionalisation se distingue du mouvement du régionalisme. La régionalisation désigne les politiques de décentralisation d'un État qui transfère une partie de ses pouvoirs aux régions (en France, lois Defferre en 1982). Ce transfert de compétences du gouvernement central vers les régions qui s'autonomisent permet une meilleure application du principe de subsidiarité dans le cadre de la solidarité nationale. Très différent en politique, le régionalisme se définit comme une attitude de défense des intérêts et identités particulières des régions, institutionalisées ou traditionnelles. Ce mouvement politique et/ou culturel, dans le cadre d'un État, vise également à accorder une autonomie relative à la région concernée. Il faut certaines conditions pour susciter un mouvement régionaliste. La région concernée doit avoir gardé des caractéristiques culturelles fortes. L'éloignement du pouvoir politique central est un facteur favorable. En France, c'est le cas de la Bretagne, de l'Alsace, de la Corse et du Pays Basque, à la périphérie du territoire national. Le régionalisme s'accompagne d'une représentation négative d'un pouvoir politique central « oppresseur » qui cherche à faire disparaître les cultures locales en imposant une seule culture nationale.

Il existe différentes formes de régionalismes, liées à une radicalisation plus ou moins grande. Les mouvements régionalistes sont tantôt des mouvements culturels, tantôt des mouvements politiques. Certains régionalismes ont pour seul souci de préserver une culture régionale, d'autres, plus politiques, réclament l'autonomie, voire l'indépendance. Les premiers, qui peuvent parfois évoluer vers les seconds, se retrouvent dans presque toutes les régions. Le régionalisme le plus radical peut conduire à la revendication de l'indépendance et se rapproche du « nationalisme régional ». C'est le cas des mouvements flamands et wallons en Belgique qui sont devenus de véritables mouvements nationalistes. Si les régionalismes sont le plus

souvent le fait de régions pauvres présentées comme victimes d'une injustice, il peut s'agir aussi de régions riches, telle l'Italie du Nord, où des « ligues » prônent un séparatisme à l'égard d'une Italie du Sud considérée comme « arriérée », repaire de la mafia*. Le « nationalisme régional » contient la revendication d'un nouvel État-Nation, sur la base territoriale de la région. Ce nouvel échelon peut reposer ainsi sur une spécificité identitaire, l'existence d'une minorité*, ou un pôle économique d'un pays ne souhaitant pas payer pour les plus pauvres… Ces « micronationalismes » rêvent d'États viables accédant à de grands marchés continentaux et internationaux en dépassant l'échelon national.

La construction de cet « entre-deux géopolitique » est favorisée par les constructions régionales et la mondialisation. En Europe, depuis les années 1980, se développe un mouvement d'autonomisation des régions : régionalisation en Italie et en France, diversité linguistique reconnue en Espagne, fédéralisation de la Belgique, autonomie de l'Écosse et du pays de Galles, compétences accrues des *Länder* allemands. L'UE pousse les États membres à reconnaître le « fait régional ». Pour Pierre Hillard, l'« Europe des régions » est un projet calqué sur l'Allemagne fédérale dont l'intérêt est une alliance européenne avec la fédération des États-Unis. On peut y voir également une revanche des Girondins sur la centralisation jacobine, une revanche des périphéries sur le centre*. Elle privilégie le modèle polycentrique du fédéralisme, l'emboîtement d'échelles, fondé sur le principe de subsidiarité. La mondialisation accroît les écarts de développement et renforce la compétition entre régions dynamiques pour attirer les investisseurs, les infrastructures (transports)… Les stratégies d'investissements des FTN ciblent davantage les « États-régions », plus que les États-Nations (Kenichi Ohmae, *De l'État-nation aux États-régions*, 1995), comme le Kansai au Japon, la *Silicon Valley* aux États-Unis, le Bade-Würtemberg en Allemagne, le Guangdong en Chine. Pour Kenichi Ohmae, parallèlement au dépérissement des États-Nations, émergent de nouvelles entités économiques « naturelles », les États-régions, aujourd'hui moteurs de la prospérité mondiale.

Ces dynamiques territoriales mettent à mal l'image de l'État-providence assurant une forme de redistribution des richesses à l'échelle de l'ensemble des territoires, les régions riches insérées dans les flux mondiaux s'opposant aux régions en retard de développement bénéficiaires des transferts de l'État (Flandre contre Wallonie, Italie du Nord contre Mezzogiorno, Tchèques contre Slovaques, Québec contre Canada…). Ce phénomène peut déboucher sur une volonté de séparation politique mettant à mal le pacte social national. Aujourd'hui, quelle que soit la nature de l'État, la région est une représentation en plein essor liée à la remise en cause de la légitimité de l'État. L'État n'apparaît plus comme le garant d'une promotion sociale, mais comme l'oppresseur d'une volonté régionale qui se pare des valeurs d'une Nation. L'impression d'appartenir à une région déshéritée, en raison de la politique économique de l'État, est apparentée parfois à une sorte de « colonialisme interne » et est à l'origine de nombreuses revendications. Ce développement des nationalismes régionaux provoque des replis identitaires (Voir Droit des peuples*). Cependant, depuis la chute de l'URSS, seules trois fragmentations d'États ont eu lieu en Europe : Slovènes et Croates se séparant des Serbes, Bosniaques et Macédoniens plus pauvres, États baltes se séparant de l'URSS après son effondrement, Tchèques rompant avec les Slovaques. Enfin, le poids géopolitiques et géoéconomiques des régions infra-étatiques n'en fait cependant pas des concurrents sérieux face aux États pour les intégrer à la globalisation. Les États restent les acteurs géopolitiques privilégiés dans la mondialisation.

🕮 Références

- Jean Charles-Brun, *Le Régionalisme*, Paris, CTHS, 2004.
- Olivier Grenouilleau, *Nos petites patries. Identités régionales et État central en France, des origines à nos jours*, Gallimard, 2019.
- Pierre Hillard, « La Grande Europe ou le grand basculement ? », article mis en ligne en mars 2003, *Diploweb*.
- Florian Hurard, *Petite Histoire de la France des Régions – 2 000 ans de construction territoriale, de l'Antiquité à nos jours*, Éd. Les Milléniaux, 2018.
- Kenichi Ohmae, *De l'État-nation aux États-régions, Comprendre la logique planétaire pour conquérir les marchés régionaux*, Dunod, 1995.
- Frank Tétart, « Les nationalismes "régionaux" en Europe, facteur de fragmentation spatiale ? », dans *L'Espace politique*, n° 11, 2010.

➢ Voir entrées

Fondements du droit international, Organisations régionales, Balkanisation, Souveraineté, États, Diasporas et minorités, Mondialisation, Centre/Périphérie, Culture.

Les grandes puissances : Triade, nouvelle Triade et nouvel ordre mondial

Les pays développés s'imposent dans l'économie mondialisée comme les principaux moteurs de la mondialisation. Le géographe Laurent Carroué résume ainsi cette omnipotence : « *20 % de la population dispose de 80 % du PNB, 70 % de l'industrie, 85 % de la recherche-développement, 60 % des services de transports et du stock d'IDE.* » (*La mondialisation,* 1996)

Les grands États dominent dans le système économique mondial : ces États* forment les pôles de la Triade, la plus puissante alliance économique, politique et militaire du monde. Ils sont assimilés au bloc occidental dans le cadre de l'opposition Ouest-Est et d'un point de vue géographique aux pays du « Nord ». Au-delà de ces grandes lignes de fracture remises en question aujourd'hui car tendant à simplifier le système mondial, ces pays de la Triade montrent des caractéristiques et un profil idéologique communs expliquant leur rang prédominant dans le nouvel ordre mondial après 1945.

De manière générale, les « pays développés » se distinguent par leurs performances économiques dans des secteurs variés et leur qualité de vie. Cette dernière est mesurée par des indicateurs comme l'IDH (indice de développement humain) prenant en compte la richesse des habitants en part de PIB, l'espérance de vie et l'accès à l'éducation. L'acronyme PDEM (« pays développés à économie de marché ») désigne ces pays riches caractérisés par une entrée ancienne et leur rôle de premier plan dans les révolutions industrielles, leur rôle moteur dans la diffusion du capitalisme et du libéralisme à l'échelle mondiale et un appareil économique diversifié et performant dominant les échanges mondiaux et concentrant les plus grandes FTN. Les pays riches avec un IDH supérieur à 0,8 forment la « Triade ». Ce groupe constitue le monde développé avec trois régions motrices de l'économie mondiale : l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest (CEE/UE) et le Japon accompagné de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (*Triad Power, The Coming Shape of Global Competition*). La notion a été définie par l'économiste japonais Kenichi Ohmae en 1985 et désigne les trois marchés majeurs de la planète où toute grande FMN* se doit d'être présente. La « Triade » ainsi délimitée regroupe la majeure partie du PIB mondial (alors 75 % au début des années 1990). Les trois régions qui la composent réunissent les principaux acteurs de la mondialisation contemporaine, lesquels entretiennent des relations étroites avec leurs périphéries respectives (Amérique latine, Asie du Sud-Est, Europe de l'Est et Afrique) par le biais d'organisations régionales*.

Ces centres d'impulsion majeurs de l'économie-monde concentrent la puissance* dans tous les domaines. La multiplication considérable des échanges depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale a principalement profité à ces espaces. La Triade peut s'appuyer sur les trois principales monnaies du monde (dollar, euro, yen), les principales bourses (Wall Street, Euronext…), les plus grandes banques du monde (Bank of America, HSBC…). Elle contrôle les grands flux de communication et de transport (ports, aéroports, médias…). Les ¾ des FMN y ont leur siège social dans des secteurs stratégiques (aéronautique, automobile, agroalimentaire ou industrie pétrolière). Ces régions ne dominent pas seulement l'économie mondiale mais également la conduite de la politique internationale. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont leur siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU et sont des puissances nucléaires officielles. On y trouve aussi les sièges des principales organisations internationales*, des technopôles et universités performants… Autant d'éléments qui attestent de l'attractivité de ces espaces.

La Triade organise l'espace mondial. On y retrouve les grands centres économiques, les principales usines, les principaux centres d'impulsion diplomatiques, mais également des espaces vides (campagnes, friches, régions enclavées). Donc, les pôles et aires de puissance sont en fait les villes, les métropoles de la Triade, au premier rang desquelles les quatre « villes mondiales » : New York, Tokyo, Londres et Paris. Le géographe Olivier Dollfus introduit la notion d'« AMM » (archipel mégalopolitain mondial) pour décrire le fonctionnement en vase clos du système urbain mondial formé d'un ensemble de villes qui contribuent à la direction du monde : « L'AMM marque conjointement l'articulation entre villes appartenant à une même région et entre grands pôles mondiaux. D'où cette émergence de grappes de villes mondiales […]. Les mégalopoles ont d'excellentes liaisons avec les autres "îles" de l'archipel mégalopolitain mondial et concentrent entre elles l'essentiel du trafic aérien et des flux de télécommunication […]. 90 % des opérations financières s'y décident, 80 % des connaissances scientifiques s'y élaborent […]. Ces "îles de l'AMM" sont pour l'instant au nombre d'une demi-douzaine. » (*La mondialisation,* rééd. 2007)

Ces pays développés se regroupent dans des organisations internationales, en-dehors de tout cadre géographique comme l'OCDE après 1945, sous l'impulsion des États-Unis. L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) regroupe 37 pays en 2020, principalement d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, auxquels s'ajoutent le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée et certains pays d'Europe centrale (depuis 1995 et 1996), Chili, Slovénie, Israël et Estonie depuis 2010. L'OCDE est le principal rassembleur de statistiques sur les pays développés. Les pays adhérents doivent avoir un régime politique démocratique et une économie de marché. L'OCDE, souvent présentée comme un « club des pays les plus riches et les plus industrialisés » a été créée en 1961 pour promouvoir les échanges économiques et le libéralisme, avec l'objectif de favoriser le maintien de la paix. L'OCDE a pris la suite de l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) née en 1947 pour administrer le « plan Marshall ». L'OCDE est critiquée par le mouvement altermondialiste*. On lui reproche de faire la promotion active du libéralisme économique et d'être un des piliers du capitalisme. L'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) est l'organisation politico-militaire née en 1949 qui regroupe tous les Grands de la Triade formant le « bloc occidental » dans le cadre de la Guerre froide. C'est l'alliance militaire qui recouvre les deux pôles principaux de la Triade (États-Unis et Europe), élargie à l'Est après la dissolution du pacte de Varsovie. Des partenariats renforcés sont mis en place avec des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou encore le Japon. Dans les années 1990, l'opposition « Nord-Sud » se substitue à l'opposition Ouest-Est pour lire le monde. Le constat d'une pauvreté affectant l'hémisphère sud a donné naissance aux notions de « Nord » et « Sud ». Les expressions « sous-développement » et « Tiers monde » apparaissent dans les années 1950 et l'opposition entre « Triade » de Kenichi Ohmae et « Tiers-monde » d'Alfred Sauvy, ou entre « Nord » et « Sud », a fourni une grille d'analyse pertinente des inégalités de richesse dans le monde.

Aujourd'hui, les pays de la Triade font l'objet de vives critiques, non-violentes de la part de la société civile* (boycotts, manifestations altermondialistes*) ou terroristes* (attentats du 11/09). Accusés d'imposer un « impérialisme* économique », de piller les richesses des pays pauvres, dénoncés pour leur rôle dans le réchauffement climatique en ayant pollué depuis la période industrielle, de mépriser les cultures non-

occidentales, ces aires de puissance semblent en recul. De fait, de nouveaux rapports de force bouleversent la traditionnelle domination de la Triade sur l'économie mondiale. La hiérarchie entre les espaces se complexifient avec l'intégration des ex-RSS et des Émergents* (BRICS) à l'économie de marché. Une économie multipolaire émerge. La part des pays émergents dans l'économie mondiale ne cesse de gagner du terrain et on constate un certain déclin des puissances traditionnelles. Si les pays d'Europe occidentale constituent toujours des puissances importantes (France, Royaume-Uni et Allemagne sont respectivement 4e, 5e et 6e puissances mondiales, les États-Unis restent 1er), elles peinent à coordonner leurs efforts et à faire naître une puissance européenne commune. En Asie, la puissance japonaise est désormais dépassée par celle de la Chine, même si en matière de richesse par habitant et de maîtrise des hautes technologies, le Japon conserve son avance (Voir le retour du protectionnisme dans la Guerre économique*). La notion perd de sa pertinence au début du XXIe siècle. La « Triade » décrite par K. Ohmae ne réalise plus que 31 % du PIB mondial en PPA (parité de pouvoir d'achat) en 2016, contre 70 % au tournant du siècle. D'autres expressions nombreuses désignent les acteurs de la hiérarchie mondiale issue de la mondialisation et l'émergence de nouveaux acteurs géopolitiques concurrençant l'hyperpuissance américaine.

D'autres notions remplacent ce regroupement en PDEM ou Triade, comme le G7-G8 ou le G20*, intégrant les puissances émergentes, pour mieux rendre compte des évolutions de l'économie mondiale. Dans les années 2000, on passe à la notion de « Triade élargie » ou « nouvelle Triade » : l'Amérique du Nord élargie avec l'ALENA au Canada et au Mexique, la CEE élargie en UE à 28 vers l'Est (puis 27), le Japon élargie à l'ensemble de l'Asie de l'est avec la Chine, la Corée du Sud et Taïwan (ASEAN +3). Autour de la nouvelle Triade, États-Unis, Eurozone et Chine, s'agrègent d'autres ensembles de moindre importance stratégique : l'Eurasie avec la Russie à cheval entre Chine et Eurozone, l'économie de l'Asie du Sud-Est, l'Amérique du Sud autour de la puissance brésilienne, le sous-continent indien et le grand Moyen-Orient autour de la Turquie. Une nouvelle hiérarchie des pôles économiques dessine petit à petit un nouvel ordre mondial (Polarité*).

🕮 Références

- Olivier Dollfus, Christian Grataloup *et al., Mondialisation : les mots et les choses*, éd. Karthala, 1999.
- Pascal Gauchon *et alii*, *La Triade dans la nouvelle économie mondiale*, PUF, 2002.
- Chloé Maurel, *Géopolitique des impérialismes*, Studyrama, 2009.
- Kenichi Ohmae, *La Triade : émergence d'une stratégie mondiale de l'entreprise*, Flammarion, 1985.

➢ Voir entrées

Économie-monde et économie mondialisée, Puissance, Organisations régionales, États, Émergents, FMN, Guerre économique, Diplomatie de clubs, Polarité.

Émergents, BRICS, Dragons et Tigres

« *Il est temps pour le monde de bâtir une meilleure gouvernance économique en intégrant les BRICs* », appelle l'économiste Jim O'Neill, ancien de la banque d'investissement Goldman Sachs en 2001.

Dans les années 1980, les marchés boursiers se sont considérablement développés. L'économiste néerlandais Antoine van Agtmael parle de « pays émergent » pour désigner les pays en développement (PED) offrant des opportunités pour les investisseurs. Derrière ce concept : une promesse de croissance pour les investisseurs mondiaux. Le terme est issu du vocabulaire financier et des agences de notations pour désigner ces nouveaux marchés attractifs pour les investissements. Des années 1960 aux années 1980, on appelle ces pays les NPI (nouveaux pays industrialisés) qui réalisent un véritable décollage industriel. Cette appellation est aujourd'hui dépassée : l'industrie n'est plus le seul vecteur de développement. L'expression « pays émergents » remplace les NPI.

Les BRIC deviennent les acteurs incontournables de la géoéconomie mondiale dans les années 2000. L'économiste Jim O'Neill évoque ces « briques » : « Vous ne pouvez plus penser le monde sans penser à chacune de ses briques et ces quatre-là sont fondatrices ». Le concept d'« émergence » s'applique aux pays qui, littéralement, sortent la tête de l'eau. « Les pays émergents apparaissent alors comme des pays à haut potentiel, mais encore fragiles, minés par l'instabilité financière et incapables d'opérer un rattrapage dans un temps court », précise Sylvia Delannoy. Mais s'ils sont émergents, c'est qu'ils connaissent encore un processus d'ascension, alors que dans le même temps, après deux chocs pétroliers et l'entrée dans les « Vingt Piteuses » (*stagflation* entre 1973 et 1991) les pays développés connaissent une croissance atone. Les BRIC sont considérés aujourd'hui comme déjà « émergés » d'un point de vue économique (Chine, Brésil), mais sans atteindre le stade de pays « développé ». La crise économique, depuis 2007-2008, accélère la mutation, avec une croissance forte chez les pays émergents qui augmentent leurs réserves en or et se dotent de fonds souverains* puissants. O'Neill, inventeur, en 2001, du concept de BRIC, préfère, désormais, évoquer les « pays à marchés d'avenir », possédant : débouchés, capitaux, hommes, nouvelles technologies, au cœur d'un marché sud-sud d'avenir.

Si la notion de « pays émergents » reste imprécise, des spécialistes proposent des caractéristiques communes : un développement industriel entraînant une hausse du niveau de vie avec l'avènement d'une société de consommation (formation d'une classe moyenne) ; un creusement des inégalités sociales (oligarchie enrichie et population rurales enclavées) ; l'apparition d'un marché intérieur portée par une solide démographie ; une population nombreuse mais ayant achevé sa transition démographique ; de nombreux défis internes (sociaux, économiques, environnementaux, politiques…) ; une croissance et un rattrapage économique exceptionnels avec une croissance supérieure à la moyenne mondiale (environ 3 % en 2018) qui n'est plus uniquement basée sur la production agricole ; une industrie évoluant des branches à faible valeur ajoutée vers la production de biens plus sophistiqués (informatique) ; des transformations institutionnelles et une ouverture économique entraînant une intégration accrue dans l'économie mondiale (ouverture de leurs marchés intérieurs aux investisseurs étrangers). Au début des années 2010, près de 60 pays correspondent à ces critères, représentant près de 50 % du PIB mondial pour 2/3 de la population mondiale. Derrière cette réalité se cache une grande hétérogénéité. Les sigles sont pléthores et différents d'une institution à l'autre. Nous pouvons différencier plusieurs catégories de pays émergents, dont les BRIC devenus BRICS, les plus connus en vertu de leurs poids respectifs (16 % du PIB mondial en 2001, 27 % dix ans après), les NPIA et les Tigres asiatiques – des pays ateliers – et les Next Eleven avec une grande diversité géographique ou CIVETS. La géographie des pays émergents se diversifie : Asie de l'est, Inde, Brésil, Mexique, Russie, Afrique du Sud, Maghreb, Moyen-Orient, Europe de l'est…

Les BRIC rassemble Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud en 2011. Ils représentent 16 % du PIB mondial en 2001, 27 % dix ans après. La Chine est le moteur économique de ce groupe. Elle devient en 2011 la 2e puissance économique mondiale. En 2014, la Chine devance les États-Unis et atteint la 1re marche en revenu par habitant (en PPA). La Russie est une puissance ré-émergente et son modèle de croissance est celui d'un pays rentier (pays membre de l'OPEP). En 2014, les quatre BRIC figurent parmi les dix premières puissances économiques du globe. Malgré la crise mondiale de 2020, le FMI prévoit en 2021 un maintien de l'Inde à la 7e place (« ferme du monde »), mais la Russie 11e, le Brésil 14e. Quant à l'Afrique du Sud, c'est d'abord une puissance régionale, industrielle construite sur l'exploitation de ses ressources naturelles. Trois d'entre elles sont des puissances démographiques : les BRICS représentent 40 % de la population mondiale en 2017.

Les médias relient de plus en plus la notion d'émergence à celle de bouleversement de l'ordre économique et géopolitique mondial. Plus qu'une émergence, on a affaire à une remise en cause par les BRICS de l'ordre économique préétabli en 1945 (Bretton-Woods, FMI, GATT/OMC). Ce besoin de nommer la naissance des BRICS – et autres émergents –, lesquels remettent en cause la place dominante de la Triade, s'explique par le besoin de comprendre les évolutions géoéconomiques* et géopolitiques rapides de notre monde où s'affirmait jusque-là l'hégémonie occidentale (Voir Grandes puissances*). Le concept d'émergence suscite ainsi autant de peur que de fascination. Le « déclin de l'Occident »*, prédit par Oswald Spengler en 1918, est aujourd'hui présenté comme une réalité avec l'émergence des puissances du Sud. L'émergence de ses pays inquiète : certains auteurs évoquent un « basculement du monde* ». Sylvia Delannoy parle d'une redéfinition des grands équilibres mondiaux dans sa *Géopolitique des pays émergents* (2012). L'organisation du monde en « Triade » (K. Ohmae) passe, avec le rapprochement du pôle américain des anciennes puissances européennes, à une « Diade » (C. Grataloup). Le rattrapage économique de ces pays dessine un bouleversement de l'ordre économique international : Laurent Carroué évoque un « rééquilibrage du monde », parlant de transformation rapide de la hiérarchie des puissances, qui avait peu changé depuis la révolution industrielle. Ce rattrapage économique nourrit la revendication d'un nouvel ordre mondial. Le concept d'émergent renvoie à une réalité de nature géopolitique : « Le basculement du monde qui suppose la fin de la suprématie occidentale sur un plan économique d'abord, sur tous les plans ensuite. » Signe que l'ordre mondial est remis en cause, de plus en plus de tensions entre pays développés et pays émergents apparaissent, notamment à travers des guerres économiques*. Pour autant, cet ordre hérité du XXe siècle est encore loin d'être destitué.

Les BRICS peuvent-ils dépasser le stade d'organisation régionale* et devenir une puissance politique ? Quelques éléments de politique internationale rassemblent les BRICS : comme la défense de la souveraineté nationale, le rejet de toute ingérence*, leur volonté commune de briser l'hégémonie des pays occidentaux dans les organisations internationales (OI)*. L'émergence est représentative du processus de multipolarisation du monde, phénomène géopolitique contemporain. Cette réalité légitime les demandes de plus de représentativité pour ces pays dans les OI. Ainsi, ils demandent par exemple une renégociation des quotes-parts au FMI et une réforme de la finance mondiale. Les BRICS réussissent à s'imposer dans les

négociations à partir de la crise et des réunions du G20 en 2008 (Voir Clubs*). Très présents dans les institutions du commerce mondial (Chine à l'OMC en 2001, Russie en 2012), ils y défendent le multilatéralisme et l'ouverture des marchés face aux pays du Nord. Les pays émergents coopèrent et s'organisent : le premier sommet des BRIC a eu lieu en 2009 en Russie. En 2019, lors du 11e sommet, les BRICS réaffichent leur ambition de lutter pour un multilatéralisme « renforcé et réformé » et « plus ouvert » Après s'être cherchée dans un discours tiers-mondiste, la Chine a pour but affiché de mettre en place une gouvernance alternative à celle proposée par l'Occident depuis 1945. Elle a ainsi été un acteur majeur de l'institutionnalisation des BRICS. Ces derniers ont ainsi progressivement mis en place depuis 2013 (sommets de Durban et de Saint-Pétersbourg en 2013, de Fortaleza en 2014) des institutions financières indépendantes du FMI et de la Banque mondiale avec la création d'une banque d'investissement destinée à financer des infrastructures et un fonds commun des réserves de change encore en gestation. La Nouvelle Banque de développement s'est ouverte en 2015 à Shanghai avec un capital initial de 50 milliards de dollars. Son but est de combattre l'hégémonie du dollar et contrer les futurs chocs financiers. Les Chinois se rapprochent, dans ce cadre, de la Russie exclue du G8 à la suite de l'annexion de la Crimée. Elle étend son influence en Asie par le biais des mécanismes de sécurité de l'Organisation de Coopération de Shanghai, étendue à l'Inde (Voir Organisations régionales*). Son objectif sur les prochaines décennies : développer les relations économiques entre la Chine et l'Europe via l'Asie centrale et la Russie mais aussi via l'Afrique orientale (« ceinture de la soie » et « route de la soie », Voir Transports*). Ainsi, cet acronyme né d'un article s'institutionnalise « à petits pas » (comme l'UE) afin d'exister internationalement.

Derrière une unité apparente, les relations entre BRICS sont complexes. La coopération des émergents est avant tout un rapprochement de circonstance pour promouvoir des intérêts convergents. Derrière la façade, les rivalités régionales sont nombreuses dans la mondialisation. Les relations entre Russie et Chine oscillent entre intimidation, coopération et ouverture. La Chine, l'Inde et le Brésil entrent en concurrence sur le continent africain qu'ils tentent de conquérir (pour le *land grabbing* : l'accaparement foncier). Les différends diplomatiques et géopolitiques sont nombreux. La Chine s'oppose aux autres Émergents dans leurs tentatives d'obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité. Ces trois pays se sont en retour associés au sein de l'IBAS (Inde, Brésil, Afrique du Sud), forum né de cette frustration en 2003. Bien que les BRICS constituent une force économique, ils sont encore loin de constituer une force géopolitique. Enfin, paradoxalement, bien que les BRICS se soient institutionnalisés, ils refusent d'y intégrer de nouveaux pays, quand bien même ces derniers seraient plus performants (comme la Turquie). Les BRICS développent ce qu'ils combattent : une approche nombriliste du monde, ils rêvent en fait d'être les Grands de demain. Cependant, les grands émergents restent des « puissances incomplètes ». L'essor économique permet la croissance du politique et militaire, mais le *soft power* leur fait encore défaut. Jim O'Neill reconnaît ainsi en 2013 que s'il devait changer l'acronyme BRICS, il ne « laisserait que le C ! » : l'essor de la Chine ne dessine-t-il pas, à lui seul, les contours d'un nouvel ordre mondial ? Les règles du jeu font émerger, avec l'augmentation de la concurrence interétatique entre ces nouveaux centres géopolitiques et les inégalités dans la mondialisation, non pas un mais « des ordres mondiaux ». La crise sanitaire actuelle a contribué à accélérer ce processus d'« archipélisation de la société » (Sébastien Aris). La conséquence directe de cette multipolarisation est la difficulté à instaurer un dialogue constructif entre États.

🕮 Références

- Sylvia Delannoy, *Géopolitique des pays émergents. Ils changent le monde*, PUF, 2012.
- Christophe Jaffrelot (dir.), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Presses de Science Po, 2008.
- Alexandre Kateb, *Les nouvelles puissances mondiales. Pourquoi les BRIC changent le monde ?*, Ellipses, 2011.
- Jim O'Neill, « Building Better Global Economic BRICs », dans *Global Economics Paper*, n° 66, 2001.

➢ Voir entrées

Clubs, Grandes puissances, Tiers-Monde, Organisations internationales, Déclin de l'Occident, Guerre économique, Géoéconomie, Organisations régionales, Ingérence.

Une « diplomatie de clubs », du G7 au G20

Bertrand Badie retrace dans *La diplomatie de la connivence* (2011) les différentes tentatives de concertation qui ont permis à la diplomatie de rester une « affaire de princes » : « *l'incroyable entêtement oligarchique qui, de G8 en G20, du P5 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité) en groupes de contact de toute sorte, cède à l'illusion du directoire du monde […]. Toute aristocratie chancelante suscite un tiers-état ambitieux, mais aussi une plèbe portée à l'émeute, voire à la violence, jusqu'à chercher parfois à déstabiliser, depuis sa périphérie, un ordre international plus fragile que jamais.* »

Le sommet du G7 est le grand rassemblement médiatisé mondial où les grandes puissances* débattent de finances, de sécurité et d'autres questions internationales. G7, G8, G20 « financier », tous ces « G » sont des groupes de discussion informels des grands États qui se réunissent hors du cadre des organisations internationales* (FMI, ONU), forme plus classique de la coopération internationale. Le multilatéralisme se caractérise ainsi par la multiplication de ces clubs. De nombreux « G » font leur apparition : du G2 au G20 + 5 et au G192. La Guerre froide achevée, le multilatéralisme s'est désidéologisé et a laissé la place à ces regroupements « pragmatiques », cadres de la gouvernance mondiale*, voire simples assemblages de puissances. Ce ne sont ni de l'intégration régionale, ni un cadre décisionnel et institutionnel mondial.

Le G7/G8 est le plus connu. C'est le cadre informel où se retrouvent sept grandes puissances économiques pour discuter des grands sujets du monde lors de sommets annuels. Le G7, à l'origine un G6, est créé en 1975 à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing : il regroupe la France, la RFA, les États-Unis, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni, puis le Canada en 1976. Sans existence juridique, il n'a ni secrétariat, ni membre de droit. Sa présidence est tournante et fournit les moyens nécessaires aux travaux du groupe. Le pays ayant la présidence organise également les réunions des ministres, notamment ceux des Affaires étrangères et des Finances de manière systématique. Le G7 a été créé dans un contexte de crise consécutive au premier choc pétrolier. Son objectif était de permettre la coordination de leurs politiques économiques et financières, hors protocole spécifique. Petit à petit, le G7 permet une meilleure régulation de la mondialisation au sein de ce nouveau cadre collectif. Aujourd'hui, le G7 permet de se concerter sur les grands enjeux globaux : paix, lutte contre le terrorisme, développement, environnement ou changement climatique. Cet espace de dialogue direct repose sur un socle de valeurs partagées (démocratie, respect du droit, libre-échange) permettant d'aborder des sujets sensibles. En fonction des thèmes retenus, non-membres et OI sont invités à participer, notamment à la séance élargie du sommet. Un des objectifs de ce « directoire mondial » (B. Badie) était également de dépasser les limites du Conseil de sécurité, où ne se retrouvaient pas les vaincus redevenus de grandes puissances économiques : Japon et Allemagne. Avec la fin de la Guerre froide, la participation de la Russie à partir de 1998 fait évoluer le G7 en G8. Cependant, sa participation au G8 est suspendue en 2014 en raison de la violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine (Crimée). Les membres du G7 sont également membres du G20 : le G7 joue aussi un rôle préparatoire aux initiatives reprises par le G20.

La mondialisation, l'émergence des BRIC et la crise économique ont conduit à créer en 1999 le G20, seconde instance de discussion entre chefs d'États et reflet plus fidèle de l'équilibre des forces géopolitiques et géoéconomiques mondiales. Avec cette « diplomatie de clubs », les grandes puissances esquissent un rééquilibrage du jeu politique mondial en associant 11 pays au G8 : l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et la Turquie. Le 20e membre n'est pas un pays, mais l'Union européenne. Les membres du G8 ont choisi ceux qui les ont rejoints en fonction de leur poids économique et de leur représentation géographique. Le G20 représente aujourd'hui 85 % du PIB mondial et 2/3 de la population de la planète. Son poids démographique, économique et politique en fait un élément incontournable de la nouvelle scène internationale. Les premiers sommets du G20 tentent de remodeler le fonctionnement de l'économie mondiale. En 2007-2008, le G20 prend les devants face à la crise financière alors que le G8 montrait ses limites. Le G20 s'ajoute ainsi au G8/G7 qui continue de se réunir une fois par an pour aborder certains sujets politiques entre démocraties occidentales (départ de la Russie en 2014) plutôt que dans le cadre plus large du G20. Mais une « révolte » de 173 États-membres de l'ONU qui n'appartiennent pas à un G20 « + » éclate. Ce G173 s'élève contre le manque de légitimité de ces rassemblements et réclame une meilleure association de l'ONU à leurs travaux. La succession de ces sommets dans l'urgence n'a pas permis de mettre en place une concertation structurée avec les autres membres de l'ONU et l'ONU reste l'organe le plus légitime du système multilatéral.

Pour Bertrand Badie, spécialiste des relations internationales, le système international continue d'obéir à une logique oligarchique où une poignée de pays riches s'arroge le droit de régir les affaires de la planète. Dans *La diplomatie de la connivence* (2011), il montre que les États les plus puissants restent les maîtres des relations internationales, excluant les pays « déviants » ou jugés inférieurs. Cette « diplomatie de club » serait une reprise des anciennes pratiques instaurées en 1815 au congrès de Vienne. Bertrand Badie dénonce également une gouvernance peu efficace et un système international « anomique ». La prolifération de ces clubs soulève aussi l'inefficacité de l'ONU. Cette « diplomatie de club » suscite des contestations du mouvement tiers-mondiste des non-alignés au G77* à l'altermondialisme*, mais sans amener de réforme globale du système.

La question de la légitimité, comme de l'efficacité, est toujours posée. Ces clubs restent des espaces politiques informels, leurs décisions restent sans valeur juridique et sont non contraignantes pour les non-membres. Tous ces clubs suscitent doutes et scepticisme sur leur capacité à réordonner le monde : au G20, crée en situation de crise, les divergences persistent sur les réponses à apporter à la crise. Les États-Unis, en dépit du soutien officiel au G20, maintiennent des relations bilatérales et un G7. Pour les BRIC, le G20 est un « forum parmi d'autres » et ils souhaitent avant tout y imposer leurs vues en préservant leurs intérêts particuliers. Plusieurs membres se considèrent encore comme des PED et refusent de prendre en charge la question de l'aide aux plus démunis. Ces divergences expliquent le maintien d'un G7 fort pour les questions de sécurité, notamment en raison de l'absence de position claire du G20 dans les crises majeures (nucléaire, terrorisme). Le G20 n'est pas, comme le G7, un club partageant les mêmes valeurs. Sans convergence des valeurs, on peut redouter un affaiblissement de la gouvernance mondiale plus que son renforcement. Ces doutes pérennisent la prolifération des institutions transnationales.

La prolifération des clubs illustre combien les anciennes puissances ont perdu la maîtrise et la mise en ordre de la mondialisation. Effet de la crise financière et fruit des critiques du récit occidental (Voir les dénonciations de la colonisation et de l'impérialisme*), ces « clubs » marque la fin d'un monde unipolaire ou bipolaire agencé autour des superpuissances, comme le mépris du multilatéralisme onusien. Pourtant, la légitimité de l'ONU, fondée sur un droit universel et des principes comme celui de l'égalité souveraine des États membres reste indépassable.

🕮 Références

- Bertrand Badie, *La diplomatie de la connivence*, 2011.
- Bertrand Badie, *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'« ordre international »*, La Découverte, 2016.
- Thierry Balzacq, Frédéric Charillon, Frédéric Ramel, *Manuel de diplomatie,* Presses de Sciences Po, 2018.
- François Danglin, « Du concert des nations à la cacophonie des organisations : le nouveau visage du multilatéralisme », dans *Géoéconomie* 2011/1 (n° 56),

➢ Voir entrées

Organisations internationales, Gouvernance mondiale, Du Tiers-monde au G77, Altermondialistes, Impérialisme.

Du Tiers-Monde au G77 : une voix et une nouvelle voie pour les PED ?

Le 14 août 1952, le démographe français Alfred Sauvy publie un article intitulé « Trois mondes, une planète » dans *L'Observateur* où il imagine l'expression « tiers-monde » : « *Car enfin, ce tiers-monde ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers-État, veut, lui aussi, être quelque chose* ». Il fait ainsi référence au « tiers-état » de Emmanuel-Joseph Sieyès (*Qu'est-ce que le Tiers État* ?, janvier 1789) : « *Qu'est-ce que le Tiers État ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. Que demande-t-il ? À devenir quelque chose.* »

Formalisé lors de la réunion de Bandung en 1955, le « Tiers-Monde » désigne d'abord un ensemble de pays hétérogènes, unis par le seul fait de n'avoir pas connu la révolution industrielle au XIX^{e} siècle. Cette expression se diffuse rapidement, mais sans définition précise. Selon que l'on se place d'un point de vue économique, démographique, politique ou géographique, les « pays du tiers-monde » ne sont pas toujours les mêmes. Dans les rapports Nord-Sud avec « des Suds » faisant face à « un Nord » occidental et « développé », l'expression fait référence à des « pays dépendants du monde capitaliste », « appauvris et surexploités » et correspondant à l'ensemble des pays pauvres : les « pays les moins avancés » (PMA) et les « pays en développement » (PED). Dans cet esprit, l'expression « quart-monde » (proposée par Joseph Wresinski en 1969) fait référence aux plus défavorisés, ne disposant pas des mêmes droits et répartis dans tous les pays, riches ou pauvres.

Ce concept de « Tiers-Monde » est pensé dans le cadre de la Guerre froide et du mouvement des décolonisations. En 1945, une grande partie de l'Asie, de l'Afrique, des Caraïbes et de l'Océanie demeuraient des colonies. Pour ce vaste monde sous tutelle, très pauvre, la priorité était la « libération nationale », sans volonté de s'impliquer dans la Guerre froide. Se crée une « troisième force » entre communistes et capitalistes. Le terme est repris par Georges Balandier de l'INED en 1956 pour désigner les pays du globe « sous-développés », n'appartenant ni au bloc occidental, ni au bloc communiste.

Le non-alignement est une réponse au manque d'attention accordée par les deux Grands aux revendications du Tiers-monde**.** Pour les États-Unis, la question coloniale est d'abord secondaire et l'URSS se méfie des mouvements nationaux, même communistes. Mais le Tiers-monde s'organise. En 1954, des leaders de pays refusant cette bipolarisation manichéenne – comme Nehru, Nasser, Tito et Sukarno – convoquaient une conférence afro-asiatique à Bandung en réunissant une trentaine d'États indépendants d'Afrique et d'Asie. La déclaration de Brioni du 19 juillet 1956 marque l'origine du « mouvement non-aligné » (MNA) qui vise à se protéger des influences des deux Grands. Le premier Sommet du MNA à Belgrade en 1961 jette les bases de cette action collective menée par les PED à l'ONU afin d'aller au-delà de la libération du colonialisme et créer les conditions d'une émancipation économique. Dans les années 1960, les pays afro-asiatiques « non-alignés » nouent des liens tricontinentaux avec l'Amérique latine après le succès de la révolution castriste. Dès 1960, le Tiers-monde disposait à l'Assemblée de l'ONU d'une majorité lui permettant d'imposer ses déclarations anticoloniales, comme la question du développement dans les années 1970. Ce MNA avait pour but d'être aussi solide et uni que l'OTAN ou le Pacte de Varsovie, mais, dans les faits, plusieurs membres ont pu se lier à un moment à un Grand (rapprochements avec l'URSS de Cuba ou de l'Inde pour combattre la Chine) et des dissensions internes apparaissent (quand l'URSS envahit l'Afghanistan en 1979). Lors de la conférence d'Alger en 1973, le mouvement est à l'origine d'un programme de « Nouvel ordre économique mondial » (NOEI) adopté par l'ONU en 1974 (mesures concernant le financement du développement, l'industrialisation, les transferts de technologie ou le contrôle des FMN*). Cette initiative est mise en échec avec les chocs pétroliers et l'opposition des pays développés. Mais dans l'esprit du NOEI se développe, à partir de 1973, une coopération arabo-africaine entre l'OUA (l'Unité africaine – dissoute en 2002) et la Ligue arabe en reprenant les principes du non-alignement. Le mouvement des non-alignés regroupe toujours 120 États en 2012 (sommet de Téhéran).

Le mouvement non-aligné a dû trouver un nouveau souffle après 1991. Les États issus de l'éclatement de la Yougoslavie, membre fondateur, montrent peu d'intérêt pour le MNA. En 2004, Malte et Chypre se retirent après leur entrée dans l'UE. Néanmoins, l'organisation continue de jouer un rôle important. Elle refuse de suivre les instances du FMI, de l'OMC et de la Banque mondiale, considérées comme nuisibles à leurs intérêts. De nouvelles tendances s'inspirent des luttes de décolonisation, comme le Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (GRILA) et prônent un renouveau des Conférences tricontinentales, un développement autocentré et un mondialisme polycentrique.

La chute du mur de Berlin et la dislocation de l'URSS rendent l'expression « Tiers-monde » obsolète. Cette vision est réactualisée après l'apparition des Émergents* et des nouveaux pays industrialisés (NPI), ainsi que de nouveaux regroupements (comme les pays pétroliers de l'OPEP, Voir Énergies*). L'auteur de l'expression la désavoue lui-même en 1988 dans un article du *Monde* : « englober dans le même terme les pays d'Afrique noire et "les quatre dragons" ne peut mener bien loin ». Certains concluent à l'existence non pas d'un mais « plusieurs » Tiers-mondes en fonction des perspectives envisagées. Enfin, plusieurs pays ont quitté le Tiers-Monde et n'ont plus rien à envier aux pays développés en terme d'IDH (Indice de développement humain), comme les Dragons d'Asie de l'Est. De véritables puissances économiques se sont constituées. De fait, en économie, l'expression est de plus en plus rarement utilisée, bien que l'on parle toujours de la « dette du Tiers-monde ».

Vivant à l'ombre du G7/G8*, le G77 regroupe la majorité des pays du Tiers-monde, mais aussi la Chine. À l'ONU, le G77 forme une coalition de PED conçue pour promouvoir leurs intérêts économiques et politiques communs et peser sur les décisions internationales. L'objectif principal est de favoriser la coopération « sud-sud » de tous les PED afin de lutter contre la pauvreté. Créée par 77 pays, l'organisation compte actuellement 134 membres (excluant les pays de l'OCDE, « club de pays riches »). La présidence est tournante : elle est assurée par le Guyana en 2020. Créé en 1964 lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le G77 s'inscrit dans la tentative de démocratisation des relations internationales lancée au sein de l'Assemblée Générale à partir des années 1960. Fondée par une déclaration commune des 77 pays, la « Charte d'Alger » en 1967 prévoit les objectifs et modalités d'action de ce groupe au sein des instances internationales. Un « Comité intergouvernemental de suivi et de coordination de la coopération sud-sud » veille ensuite à l'application du « Programme d'action de Caracas » en 1981 (financement de la coopération sud-sud et reprise de l'« autonomie collective » lancée par le MNA). Ce programme est une synthèse des programmes de coopération préexistants. Les fonds octroyés sont votés par une résolution de l'ONU en 1983. Ce G77, hors contexte de Guerre froide et d'indépendance, reste actif aujourd'hui. Cette « superstructure » regroupe de nombreux ensembles régionaux ou thématiques : pays émergents formés par le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine (BASIC) ; pays arabes autour de la question pétrolière ; Alliance des petits États insulaires ; groupe Afrique ; pays les moins avancés (PMA) ; ou encore le groupement ponctuel de « ceux qui pensent la même chose » (Inde, pays arabes et

latino-américains)… Tous les PED cherchent à profiter de cette tribune inégalable. Réuni en 2013, il fait entendre sa voix, notamment sur le sujet du réchauffement climatique et tente de former un contre-pouvoir (sommet à Santa Cruz de la Sierra en Bolivie des 134 pays-membres). Dans le cadre de la COP21 et de l'objectif d'un accord universel pour contenir le réchauffement climatique sous le seuil des 2 °C, le G77, regroupant 80 % de la population mondiale, se montre très actif sur fond de fracture Nord-Sud. Mais cette organisation est peu médiatisée au regard du G7/G8.

Il convient de nuancer la notion de coopération « Sud-Sud ». Composé de pays très divers aujourd'hui, les intérêts internes du G77 risquent de fragiliser ses positions (écarts croissants de développement). Les États membres ne disposent pas des mêmes moyens économiques. Par conséquence, les échanges entre l'Afrique et les pays émergents ne sont pas toujours symétriques. Le groupe des PMA, dans lequel le Bangladesh joue un rôle actif, soumet de plus en plus de propositions à la CCNUCC (Convention de Rio) en son nom et non plus au nom du G77 + Chine. Il s'attache à défendre la situation et les besoins spécifiques des PMA, dont la vulnérabilité climatique est exacerbée par les faibles capacités financières et institutionnelles de ses États. Le *Climate Vulnerable Forum* (CVF) s'est ainsi formé juste avant la COP15 à Copenhague à l'initiative des Maldives et de dix autres pays. Il rassemble 43 membres lors de la COP21 et signe la « Déclaration Manille-Paris » en appelant à un accord international contraignant. 20 d'entre eux décident en amont de la COP21 de créer une autre plateforme Sud-Sud, le V20. Si les pays les plus vulnérables parviennent à peser davantage dans les négociations, les compromis réalisés lors de la COP21 relativisent leur influence.

🕮 Références

- Philippe Hugon, « Les nouvelles alliances Sud-Sud et le rôle des relations tricontinentales dans la crise », dans *Revue internationale et stratégique*, 86-2, 2012.
- Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2013*, PNUD, 2013.
- Éric Hobsbawm, *L'âge des extrêmes : le court vingtième siècle 1914-1991*, Paris, 1999.
- Maxime Szczepanski-Huillery, « "L'idéologie tiers-mondiste". Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle en "crise" », dans *Raisons politiques,* 18, 2005-2.
- Immanuel Wallerstein, « C'était quoi, le tiers-monde ? », dans *Le Monde diplomatique,* août 2000.

➢ Voir entrées

Diplomatie de clubs, Émergents.

Armée

« *Dans tout appareil d'État, l'armée est bien l'institution dont l'analyse et la compréhension relèvent par excellence de l'analyse géopolitique, c'est-à-dire de la démarche qui permet de mieux comprendre les rivalités de pouvoirs sur des territoires. C'est en effet principalement par leurs armées que les États se disputent des contrées ou exercent leur domination à l'extérieur de leurs frontières.* » (Yves Lacoste, *Hérodote*, 2005/1)

L'armée d'un État et sa capacité de projection sur la scène intérieure comme internationale est un moyen et un indicateur traditionnel de la puissance*. Élément essentiel de la défense d'un État-Nation, l'armée est organisée par un État. Les objectifs de cette institution sont subordonnés au politique. Pour toute Nation, l'armée a une grande importance aussi bien matérielle que symbolique. Lorsque l'État est en grand danger, l'institution militaire s'impose et toute la vie civile est militarisée. Dès qu'une Nation nouvelle proclame son indépendance, un de ces premiers actes est de constituer une armée.

Les armées, régulières et permanentes, sont organisées en armées professionnelles ou en armées de conscription (modèle du « citoyen-soldat »). Elles sont complétées par des réserves constituées soit de civils volontaires, soit d'anciens conscrits. Historiquement, les armées n'ont pas toujours été permanentes (appel de l'ost au Moyen Âge), ni régulières (milices, corsaires…). Le contrôle politique sur les armées s'exerce aujourd'hui par l'intermédiaire d'un ministère de la Défense. Ses composantes sont plus ou moins indépendantes (terre, mer, air), mais s'intègrent dans une organisation interarmées assurant la conduite des opérations et la cohérence des moyens. Une armée est une structure où respect de l'autorité et obéissance sont la règle. L'armée, comme l'Église, reste une « institution-mythe » : on peut la « professionnaliser », la moderniser, mais jamais la banaliser comme un simple service public.

Pouvoir militaire et pouvoir politique sont intrinsèquement liés entre connivences et rivalités. « Le premier qui fut roi fut un soldat heureux » (Voltaire, *Mérope*, 1743). Le roi, dès le début, s'entoure de militaires, leur confère charges et privilèges, créant une noblesse militaire, gardienne de la souveraineté. À l'inverse, l'armée disposant de toute la force de l'État peut se poser en concurrent du pouvoir politique et retourner les armes contre lui. Ses relations sont aussi étroites qu'ambiguës avec le pouvoir politique. Lorsque la fusion entre gouvernement et armée est complète, on parle de dictature militaire lorsque l'armée est utilisée par un dictateur pour asservir un peuple ou provoquer un coup d'État. À l'inverse, des mutineries se sont retournées contre des dictatures, à l'image de l'armée portugaise durant la révolution des Œillets (avril 1974). L'armée devient alors un pouvoir en elle-même et sort de son rôle de simple instrument du pouvoir. Depuis la fin du XIX^{e} siècle, dans de nombreux États d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, l'armée a pu ainsi prendre le pouvoir sous prétexte de mettre un terme à une guerre civile ou défendre les intérêts de la Nation. La Birmanie en février 2021 montre comment l'armée reste un pouvoir à part entière. Insatisfaits du résultat des élections accordant une large victoire à la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi, les militaires ont organisé un coup d'État, puis instauré la loi martiale. Depuis une dizaine d'années, on s'était pourtant habitué à une forme de cohabitation entre l'armée, qui a dominé le pays entre 1962 et 2011, et un pouvoir civil qui a permis au pays de retrouver une place sur la scène internationale. Estimant avoir rempli leur part du contrat, les généraux birmans n'ont pas digéré la déroute électorale de leur formation et n'ont jamais cessé d'évoquer des fraudes qui auraient permis à la LND de remporter 82 % des voix.

Les rapports d'une Nation et de son armée sont aussi contradictoires. La question des rapports entre l'armée et la nation ne se limite au remplacement de l'armée de conscription par une armée de métier. Si pour le général de Gaulle l'armée est « l'expression la plus complète de son esprit » (*Le Fil de l'épée*, 1932), le plus ou moins grand prestige d'une armée au sein d'une Nation est fonction des situations géopolitiques et des souvenirs qu'ont laissés les conflits dans la mémoire nationale. Dans la seconde moitié du XX^{e} siècle, en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, « l'armée a pris le pouvoir » sous prétexte de défendre les intérêts de la Nation contre des menaces étrangères. L'armée peut être aussi toujours associée aux indépendances et jouir d'un grand prestige. Dans une situation de menace extérieure, comme dans la société israélienne, le prestige de l'armée, Tsahal, est renforcé, comme l'idée de Nation. À l'inverse, après un désastre extrême qui anéantit une armée et une partie de la population, l'idée de Nation peut s'effacer (après 1945 en Allemagne et au Japon). Cet effacement accompagne un renoncement à une armée nationale. Dans les milieux intellectuels ouest-européens, certains estiment que l'idée de Nation doit perdre de la prépondérance. Elle est accusée d'avoir favorisé les nationalismes qui ont conduit aux deux guerres mondiales. Le rôle de l'armée semble également de plus en plus inutile, sinon néfaste (mouvements pacifistes et antimilitaristes depuis 1919). En Europe, on lit les nombreuses manifestations patriotiques américaine comme une entreprise de justification idéologique des visées impérialistes américaines. En France, la guerre d'Algérie en 1954-1962 et ses contradictions ont entraîné une forme de guerre civile entre partisans de l'Algérie française (« pieds-noirs », militaires) et indépendantistes, ainsi qu'un putsch militaire. Cette guerre coloniale marque une rupture entre les cadres de l'armée et la majorité de la population qui suivit par référendum l'indépendance voulue par de Gaulle. La construction européenne permet d'oublier les rivalités d'antan. Depuis la fin de la Guerre froide, les armées européennes, comme l'armée française professionnalisée, participent de façon nouvelle et par petites unités aux opérations de l'OTAN.

Les armées rivalisent entre elles. Si les armées représentent des appareils d'État assez semblables, elles dévoilent de grandes disparités quant à leurs effectifs et leurs armements. Moins d'une dizaine possèdent des armes nucléaires* : celles-ci relèvent de la dissuasion entre puissances*. Pour les armes conventionnelles, les disparités des armées font l'objet de tableaux statistiques. La puissance militaire se mesure classiquement aux chiffres des dépenses militaires. Le SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm), fondé en 1966, en publie un recensement annuel. L'enjeu essentiel des rivalités entre États est de conserver toujours une longueur d'avance technologique* sur ses potentiels rivaux pour maîtriser la bataille du futur. Peu d'États en sont capables. Les armées évoluent ainsi avec les technologies (porte-avion, sous-marin, satellites, renseignements, drones.), mais aussi leur composition (fin de la conscription, professionnalisation). Les armées actuelles ont connues des restructurations profondes conjointes à l'évolution qui accompagnent les évolutions doctrinales et technologiques, notamment celles de la « projection » (capacité d'une force armée en volume, en rapidité et en rotation, à intervenir sur un théâtre extérieur lointain) et de l'« interopérabilité » (capacité de la force nationale à travailler dans le cadre d'un commandement multinational intégré). Les quatre premières puissances militaires restent les États-Unis, la Chine, l'Inde et la Russie en 2020 : 778, 252, 72 et 61 milliards de dollars. Les dépenses militaires mondiales (en 2020, en milliards de dollars) révèlent les permanences des inégalités régionales. Les dépenses militaires mondiales sont fortement concentrées dans deux régions du monde : en 2020, les Amériques (43 %)

et l'Asie et Océanie (27 %) représentent plus des 2/3 du total mondial. L'Europe a représenté 19 % des dépenses militaires mondiales en 2020, ce qui en fait la troisième région la plus dépensière. L'Afrique ne représente que 2,2 % des dépenses militaires mondiales. Les dépenses militaires au Moyen-Orient sont estimées à environ 9 % du total mondial en 2020, sur la base du peu de données disponibles (Voir *Les Rapports du GRIP-SIPRI*, 2021/5). Les tendances actuelles montrent également un accroissement des dépenses militaires mondiales. Les dépenses militaires mondiales en 2020 sont estimées à près de 2 000 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé depuis 1988 – année la plus ancienne des données du SIPRI-. En 2020, les dépenses militaires mondiales ont été supérieures de 2,6 % en termes réels à celles de 2019 et de 9,3 % à celles de 2011. Le stock mondial était en janvier 2020 d'environ 13 400 armes nucléaires, dont 3 720 déployées opérationnellement : 1 750 par les États-Unis, 1 570 par la Russie, 280 par la France et 120 par le Royaume-Uni. Aujourd'hui, la diversification des nouveaux armements est une réponse à la multiplication des théâtres d'opération. À ces rivalités chiffrées entre armées nationales s'ajoutent d'autres facteurs comme celui de la volonté militaire qui peut compenser une infériorité d'équipements et humaine manifeste, à l'image des Talibans afghans, des forces de Daech, du Hamas, du Hezbollah… Les adversaires actuels et potentiels des Occidentaux doutent de leur capacité politique à soutenir un engagement dans la durée.

Autre évolution majeure, les armées nationales se professionnalisent et utilisent des techniques de plus en plus sophistiquées, selon le principe de la RMA*. En se technicisant, les armées envoient moins de soldats au combat et développent de nouvelles tâches d'organisation et de logistique induites par la guerre à distance (Voir Guerre chirurgicale*). Les tâches militaires se professionnalisent. Ce processus s'accompagne du recours à des sociétés militaires privées (SMP) dans les nouveaux conflits à mesure que les effectifs des forces opérationnelles diminuent. Ainsi en Irak, entre 2003 et 2011, durant toute l'occupation, on recense 36 SMP différentes qui essuient dès le départ de lourdes pertes (300 morts entre 2003 et 2006, épisode à Fallujah du lynchage de 4 employés de *Blackwater Security Consulting*). En 2011, on estime le nombre de soldats privés passés par l'Irak à plus de 100 000. Le poids des SMP (surtout anglo-saxonnes) a été croissant depuis les années 1990, en lien avec les conflits afghans et irakiens et les nouvelles menaces (terrorisme* islamiste et piraterie moderne*). Toutefois, leur essor est surtout favorisé par la logique néolibérale anglo-saxonne, par contraste avec les doctrines considérant la Défense comme relevant du régalien.

Un des débats actuels est de savoir si les États-Unis peuvent se maintenir comme première puissance armée assurant un rôle de « gendarme du monde ». Les grandes évolutions – montée en puissance des armées des Émergents, maintien du potentiel militaire américain, déclin du *hard power* européen –, permettent de parler de « nouvelles puissances militaires révisionnistes ». La Chine, la Russie, voire la Turquie, contestent à l'Occident sa domination militaire. Les défilés militaires sont l'occasion de montrer leurs aspirations à la puissance militaire. Le 24 juin 2020 (75e anniversaire de la victoire de 1945), 13 000 militaires défilent sur la Place Rouge à Moscou, survolés par cinq Su-30SM et quatre Mig-29. Le président russe a salué une date « historique », ajoutant qu'il n'y aurait « ni pardon ni excuse pour ceux qui envisagent à nouveau des plans d'agression ». Ces déclarations du président russe se sont multipliées en 2021 à l'adresse de Joe Biden.

🕮 Références

- Georges-Henri Bricet des Vallons, « Privatisation et mercenarisation de la guerre : la révolution de la "génétique" des forces armées américaines », dans *Krisis*, n° 34, 2010.
- Paul Devautour, « Armée (typologie historique) », dans *Encyclopedia Universalis*, 1998.
- Étienne de Durand, « L'armée américaine, la république impériale et ses soldats », dans *Hérodote*, n° 116, 2005/1.
- Frédéric Encel, « L'armée israélienne et ses spécificités géopolitiques », dans *Hérodote*, n° 116, 2005/1.
- Yves Lacoste, « La géopolitique et les rapports de l'armée et de la nation », dans *Hérodote*, n° 116, 2005/1.
- Jean-Dominique Merchet, « Les transformations de l'armée française », dans *Hérodote*, n° 116, 2005/1.
- Données du SIPRI, *Stockholm international peace research institute*, sipri.org

➢ Voir entrées

Guerre, Guerre chirurgicale, RMA, Grandes puissances, Formes de la puissance, Guerre nucléaire, CMI, Technologies.

Le CMI (complexe militaro-industriel)

Le discours de fin de mandat de Dwight Eisenhower (président de 1953 à 1961) est une allocution télévisuelle prononcée le 17 janvier 1961 où il met en garde son pays contre la montée en puissance d'un « complexe militaro-industriel » : « *Dans les assemblées du gouvernement, nous devons donc nous garder de toute influence injustifiée, qu'elle ait ou non été sollicitée, exercée par le complexe militaro-industriel. Le risque d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera.* »

La guerre et sa préparation ne sont pas une mauvaise affaire pour tous. Le complexe militaro-industriel (CMI) aux États-Unis, comme en URSS, ont été des moteurs de leur économie pendant la Guerre froide. La plupart des grands États industrialisés vendent des armes dans le monde dans un marché très concurrentiel. Néanmoins, le concept de « complexe militaro-industriel », avec ce qu'il sous-entend d'intérêts bureaucratiques, industriels et financiers, est toujours gênant pour les politiques au pouvoir. Il laisse entendre que les décisions nationales sont soumises aux pressions d'un lobby* puissant et influent.

Au-delà de cette polémique, le CMI existe et est lié à une politique ancienne. Pour Pascal Le Pautremat, « si l'on peut sans peine repérer les prémices de l'industrie militaire avec les débuts des manufactures de l'époque moderne, au XVI^{e} siècle, c'est surtout à l'ère industrielle, au XIX^{e} siècle, qu'elle prend une réelle ampleur au sein même des grandes puissances occidentales […]. Ces industries reflètent donc, pour une grande part, les conceptions de défense des États, au regard de la situation internationale et des orientations données en matière de politique étrangère. » Le terme entre en usage après la Première Guerre mondiale en raison de la croissance de l'industrie de la défense. En 1934, le Sénat américain chargea une Commission d'enquêter sur l'influence de l'industrie de l'armement dans la décision d'entrer en guerre en 1917. Cette commission démontra les énormes profits du lobby des armes à feu et les pressions exercées par les banques américaines. L'industrie de l'armement se structure aux États-Unis produisant « l'arsenal des démocraties » durant la Seconde Guerre mondiale. Avec la Guerre froide, le CMI américain entre en compétition avec son homologue soviétique, comme s'en inquiète D. Eisenhower. Dès la campagne présidentielle de 1960, le candidat John Kennedy popularise l'expression « *missile gap* » alertant sur un supposé retard américain face à l'URSS concernant les missiles ICBM (missiles balistiques intercontinentaux). Ce retard était dû à une surestimation délibérée des capacités soviétiques par les services américains.

Le CMI ne répond pas à une définition unique. Il désigne généralement une coalition d'intérêts unissant industriels de l'armement, militaires et politiques, ainsi que le jeu de relations complexes entre ces trois pôles dans le but d'assurer un développement continu de la production d'armes. Aux États-Unis, au XX^{e} siècle, ces relations comprennent le financement des campagnes, les votes au Congrès en faveur des dépenses militaires ou encore le *lobbying* en faveur d'une législation favorable au développement économique du secteur. Par extension, le terme a été appliqué aux pays aux structures politiques et militaires développées de la même manière. Le terme est utilisé plus largement pour désigner l'ensemble du réseau formé par les contrats et flux d'argent circulant entre individus, institutions et entrepreneurs de la défense. Des cas de corruption politique mettent en lumière ces réseaux. Le concept de CMI repose ainsi sur de véritables synergies entre acteurs publics et privés, laboratoires civils et militaires, pôles de recherche stratégique et entreprises de défense. Fin 2016, Eric Schmidt, un dirigeant d'Alphabet, maison-mère de Google, est nommé à la tête d'un Comité d'innovation du Pentagone. Ce Comité révèle les liens étroits, déjà anciens, entre Silicon Valley et activités militaires. Avec une connotation fortement péjorative, on utilise également l'expression « Triangle de fer » pour désigner un groupe de pression composé de chefs militaires, d'agences gouvernementales, de responsables des industries de l'armement et de parlementaires. Gordon Adams, dans *The Iron Triangle* (1981), analyse leurs intérêts convergents dans l'augmentation et l'allocation des crédits de la Défense. L'ensemble de ces interactions façonne en grande partie les évolutions de l'armée américaine par l'intermédiaire du passage de contrats de défense.

À la fin des années 1980, le terme est remplacé par la notion d'« État-profond ». L'« État-profond » serait le garant de la permanence des grandes orientations du pays. Alors que le pouvoir politique obéit aux urnes, le pouvoir de l'État se reproduit selon ses propres normes (Tancrède Josseran, *Conflits,* n° 16, 2018). D'un pays à l'autre, des traits communs émergent : nature occulte, omniprésence de l'appareil sécuritaire, immixtion du *lobby* militaro-industriel, recours à la stratégie de la tension. La meilleure ruse de l'État profond, explique l'un de ses détracteurs, Newt Gringrich, ancien président de la Chambre des représentants des États-Unis, c'est de faire croire qu'il n'existe pas (*Washington Examiner*, 14 mars 2017, art. de Daniel Chatin). En raison de leur propension à agir de manière clandestine, à s'affranchir des règles, à assurer la continuité de l'État, les services de renseignement jouent un rôle essentiel. Les hauts fonctionnaires, les membres des services de sécurité, les hommes d'affaires passent souvent du public au privé et inversement. Aux États-Unis, l'État profond, souligne Peter Dale Scott, professeur à Berkeley, « n'est pas une structure mais un système ». Deux mondes s'enlacent : les exécutants (CIA, NSA, FBI) et les commanditaires réels (banques, cabinets d'audit). Néanmoins, cette thèse de l'État profond a suscité de nombreuses critiques.

L'expression CMI recouvre aujourd'hui plus que les domaines militaire et industriel. L'emprise des grands groupes créés pour la guerre s'est étendue aux biens et services, comme les médias* et la finance de plus en plus indissociables de l'industrie de la Défense et des armées. L'emprise idéologique et matérielle des CMI influencent aujourd'hui fortement les prises de décision politiques. Aux États-Unis aujourd'hui, les conseils d'administration de la plupart des groupes médiatiques comprennent des représentants des industries de l'armement (NRA) ou d'anciens secrétaire à la Défense (*New York Times*, *Washington Post*). Certains analystes évoquent ainsi la constitution d'un « complexe militaro-médiatique ».

Les CMI nationaux évoluent au lendemain de la Guerre froide. Malgré un budget de la Défense aux États-Unis de nouveau en hausse depuis le début du XXI^{e} siècle avec la théorisation de la RMA*, les derniers programmes d'armement du CMI ne représentent qu'une fraction de ce qu'ils furent au temps de la Guerre froide. De nombreuses entreprises de la défense ont fusionné ou ont disparu. De 1 300 000 salariés en 1989, le secteur tombe à moins de 550 000 fin 2003. Le montant des acquisitions a été réduit de 30 % et le nombre de militaires est passé de 2,2 millions à 1,4. En 2004, le budget de la Défense (hors sécurité intérieure) représentait 3,3 % du PNB contre 6,5 % en 1984. Mais les nouvelles menaces après 2001 relancent ces dépenses militaires. IDS (« guerre des étoiles » de Reagan) trouve un successeur dans le programme *National missile defense* lancé par George W. Bush (Afghanistan, Irak).

En URSS, le CMI soviétique représentait entre 1985 et 1990 : 14 millions d'employés, 80 % de l'industrie, 6 000 entreprises, 50 % du PNB. La production soviétique d'armes était la plus importante du monde. Une dizaine de « villes secrètes » étaient directement gérées par l'État, les plus grands centres de ce CMI étant Moscou, Léningrad et Ekaterinbourg. En ce qui concerne les armes nucléaires, l'URSS, grâce à l'espionnage et à ses

chercheurs a maintenu son rang dans la course avec les États-Unis jusqu'aux années 1970. Ses forces armées totalisèrent 5 millions de combattants et 25 millions de réservistes. L'Armée rouge fut constamment rééquipée et motorisée et disposa des plus grandes flottes aériennes, de sous-marins nucléaires et de navires de surface (supérieure aux États-Unis à l'exception des porte-avions). Après la dissolution de l'URSS, le CMI est réduit et tire maintenant l'essentiel de ses revenus des exportations et rénovations des équipements des forces armées russes. Mais le CMI russe est revenu, depuis les années 2000, au cœur de la stratégie globale de la Russie (Voir Armée*).

Le CMI chinois connaît une évolution fulgurante. La Chine ne développe sa propre filière d'armement qu'à compter de la république populaire (1949). Son CMI est le plus gros employeur mondial du secteur aujourd'hui (Norinco). En 2004, le budget de la Défense représente, selon la CIA, 4,3 % du PNB. Elle exporte des armements tactiques et des copies de missiles et d'avions soviétiques anciens vers les PED ou pays sous embargo* (Soudan, Iran). Mais la situation évolue avec l'émergence d'industries de haute technologie, grâce à l'achat de brevets et de licences occidentales et russes : en 2019, 8 entreprises chinoises sont dans le Top 25 de la Défense.

La France, pour préserver son indépendance, développe son propre système de conception, de production et de vente d'armements. Son CMI est ancien. La ville de Saint-Étienne est ainsi rebaptisée « Armeville » pendant la Révolution française, sa manufacture d'armes équipant l'armée française en 1914-1918. Depuis le général de Gaulle, la France a souhaité ne plus dépendre de l'étranger, notamment des États-Unis, ce qui contribue à l'édification d'un nouveau CMI (dissuasion nucléaire). L'industrie de l'armement est composée aujourd'hui de sociétés distinctes, orientées vers un objectif de compétitivité dans les ventes d'armes. Elle n'est plus entièrement autonome, ne produisant plus de munitions de petit calibre et fusils d'assaut depuis les années 1990. Le cœur du complexe est la Délégation générale pour l'armement (DGA). La DGA est à la fois architecte des programmes de défense, industriel et vendeur. Elle a pour fonction d'anticiper les menaces et connaître les besoins des états-majors. Le CMI français entretient lui aussi de solides réseaux d'influence, des officiers supérieurs basculant dans les groupes de l'industrie de l'armement et ses dérivés (EADS, Thalès…) avec comme interlocuteur officiel, toujours, la DGA. Premier investisseur de l'État français, la DGA représente 35 % des capacités européennes de recherche et de technologie de défense. La loi de programmation militaire 2019-2025 prévoit une forte hausse des moyens pour faire face à la numérisation croissante de la société, l'accélération des avancées technologiques et de la disparité des menaces avec un budget augmentant à 1 milliard d'euros d'ici 2022.

Le total des dépenses militaires mondiales s'élève à près de 2 000 milliards de dollars en 2020 (2 % du PIB mondial), selon les données du SIPRI. Les 5 États qui dépensent le plus en 2020 sont les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Arabie saoudite. Les chiffres des ventes légales d'armes sont difficiles à évaluer précisément. En 2016, les États-Unis avec plus de 22 milliards d'euros, la Russie avec 6 milliards et la France avec 4 milliards, sont les 3 premiers exportateurs d'armes. Le volume des exportations d'armes a connu une reprise depuis 2003 (Irak), avec pour moitié un flux Nord-Sud.

Le CMI est aujourd'hui un élément décisif de l'effort de guerre avec la RMA*. Depuis les années 2000, les nouveaux secteurs de développement concernent les drones et la recherche sur la guerre électronique et la sécurité des systèmes d'information (Voir Airs* et Guerre de l'information*). L'administration Bush a lancé un programme de redéfinition des objectifs de l'armée américaine assorti de moyens conséquents pour en assurer le déploiement. Ce programme est converti en législation par le secrétaire d'État à la Défense Donald Rumsfeld en 2006 : l'initiative *Future Force Warrior*, établie sur le développement de technologies d'avant-garde comme l'exosquelette motorisé, est le plus emblématique de ces projets, comme le déploiement de chars de combat robotiques sur le champ de bataille. Dans les années 2010, la part de la production d'armes se réduit en faveur des services logistiques.

Dans le contexte global d'une diminution des « guerres majeures » (Mueller, 1989), les firmes du « secteur militaro-industriel » se réorientent de la guerre (rentabilité faible) à la sécurité (rentabilité forte) consacrant l'apparition du secteur « sécuritaro-industriel ». Le marché de la sécurité, qui concerne individus, entreprises ou États, se standardise. Les entreprises privées accompagnent les « teichopolitiques ». Les murs* représentent désormais un marché important. Les barrières frontalières (avec systèmes connexes) ont un coût de construction estimé de 1 à 6,5 milliards de dollars/km. Les grands groupes se disputent ces marchés. En Arabie Saoudite, l'entreprise américaine Raytheon pressentie pour bâtir la barrière sur la frontière irakienne a perdu le marché face à EADS (devenu Airbus mais qui a conservé un département sécurité frontalière). Ce contrat a été étendu à toutes les frontières du pays en 2009.

Le CMI est blâmé, depuis les années 1970, pour son absorption de fonds qui pourraient être consacrés aux secteurs de la santé, de l'éducation. Le gigantisme du budget de la Défense aux États-Unis reflète l'emprise du CMI sur la scène politique. Les dépenses publiques dans ce domaine sont un facteur de soutien à la croissance du pays, mais aussi un frein à l'amélioration des performances concurrentielles de ces entreprises (marché protégé). Devant la montée des coûts des programmes d'armement, on assiste dans la logique libérale anglo-saxonne à une mise en concurrence des entreprises américaines avec l'étranger. Selon l'*United States Army Materiel Command*, sur 1,6 milliard de munitions de petit calibre consommées en 2007, 1,3 milliard sont fabriquées aux États-Unis pour 300 millions importées (Israël, Taïwan). Le financement militaire de la recherche scientifique est dénoncé. Le CMI américain s'appuie sur un savoir scientifique de haut niveau : par exemple la neutralisation des systèmes informatiques ennemis réclame innovations et maniement technique. Enfin, des ONG dénoncent la concentration des armements dans certaines régions du monde. D'avril à juillet 2020, le président wallon Elio Di Rupo a accordé six nouvelles licences d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite. Sa démarche a été réprimandée par la Ligue des droits de l'homme ou *Amnesty International*. Dans leurs plaidoyers, ces ONG se sont alarmées de l'exportation de tourelles de chars produites par *John Cockerill Defence* et de véhicules blindés de la firme canadienne GDLS en Arabie Saoudite, pays soupçonné d'avoir commis des crimes de guerre au Yémen.

🕮 Références

- Renaud Bellais, Martial Foucault et Jean-Michel Oudot, *Économie de la défense*, La Découverte, 2014.
- Jacques Fontanelle, *L'économie des armes*, La Découverte, 1983.
- Pascal Le Pautremat, « Militaire (industrie) », dans *Encyclopedia Universalis*, 2014.
- Romain Mielcarek, *Marchands d'armes, enquête sur un business français*, Tallandier, 2017.
- SIPRI *Stockholm International Peace Research Institute*, Voir en ligne : Base de données du SIPRI sur les dépenses militaires, https://www.sipri.org/databases/milex

➢ Voir entrées

RMA, Guerre chirurgicale, Lobbies, Murs, Airs, Guerre de l'information, Armée.

FMN ou FTN ?

« *La transnationalisation des firmes est certainement la principale cause de la décomposition du politique, c'est-à-dire de l'affaiblissement de l'État-nation et de la déliquescence de la citoyenneté* », affirme Serge Latouche dans « Comment peut-on être anticapitaliste ? », , publié dans la *Revue du M.A.U.S.S.* (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), 1997-1.

Selon la philosophie libérale anglo-saxonne, de John Locke à Adam Smith, la valeur absolue est la liberté individuelle. La démocratie comme l'économie de marché sont les sources du progrès dans le monde. Ce paradigme des Lumières britanniques s'est imposé à partir des années 1960 marquées par l'emprise grandissante de l'économie sur toutes les activités humaines. Avec leur poids économique et financier et leur capacité d'influence sur les politiques fiscales et sociales des États, les firmes multinationales (FMN), puis firmes transnationales (FTN), sont les acteurs majeurs de cette géoéconomie* mondiale.

L'origine des FMN remonte à la fin du XVI^e^ siècle avec la création des compagnies commerciales européennes. Chargées d'exploiter les ressources des colonies, ces compagnies devinrent l'un des piliers du développement du capitalisme, vecteur essentiel de l'impérialisme* européen. La constitution de groupes dits « multinationaux » au début du XIX^e^ siècle conduit ces derniers, comme les « majors » de l'industrie pétrolière, à mettre en place des stratégies planétaires avec l'avènement du capitalisme industriel. Ces compagnies spécialisées dans les secteurs extractif et agricole figurent toujours parmi les plus grandes FMN.

Dans les années 1950 apparaissent les premières FMN à proprement parler. Qualifiées de « firmes primaires » par Julien Savary (1992), leurs stratégies répondent aux logiques d'intégration verticale : l'entreprise investit là où sont les matières premières. Dans les années 1960, ces FMN sont dites « multidomestiques », guidées par une stratégie de marché en implantant des filiales relais autonomes pour produire là où elles vendent (Ford en France). Avec la mondialisation* des années 1970, l'internationalisation des entreprises s'accélère afin de contourner les barrières douanières ou commerciales, alors que la crise du fordisme les pousse à rationaliser les coûts de production. Elle bénéficie de l'ouverture commerciale des États (accords du GATT/OMC), de la libéralisation financière, de la baisse des coûts de transport* et du développement des TIC. La division internationale du processus productif (DIPP) se met en place. À partir des années 1980-1990, il faut désormais parler de « firmes globales » : des réseaux de firmes dont les stratégies se complexifient, fondées sur la flexibilité ou sur l'innovation. Les entreprises abandonnent petit à petit les stratégies conglomérales au profit de réseaux productifs trans-territoriaux pour profiter des faibles coûts de main-d'œuvre dans les PED (délocalisations). La chaîne de production est éclatée en de multiples unités, tandis que les stratégies de communication et de marketing se font à l'échelle mondiale et que les profits se relocalisent dans des paradis fiscaux. En conséquence les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont été multipliés par plus de 130 entre 1970 et 2016 (passant de 13 à 1 750 milliards $). Avec la disparition de l'URSS, les firmes étendent leur action à toute la planète et sont désormais dénommées « transnationales ».

Ces grandes firmes sont définies comme des FTN par la CNUCED dès 1973. Les FTN désignent pour la CNUCED les firmes ayant au moins 6 pays d'implantation, pour au moins 25 % du chiffre d'affaires à l'étranger et un montant d'au moins 500 millions de dollars. Le terme FTN est aujourd'hui préféré à celui de FMN, dont il peut être synonyme mais pas systématiquement. Selon le géographe Laurent Carroué, une FTN est une entreprise qui développe une activité internationale grâce à des filiales productives ou commerciales dans au moins 5 États différents. Une FMN selon lui est une entreprise ayant dépassé le cadre étatique et concevant son organisation, sa stratégie de production et de vente à l'échelle globale à l'aide de filiales dans plusieurs pays. Parmi les FTN, les « firmes globales » représentent 1 % d'entre elles : ce sont celles qui possèdent au moins 100 filiales à l'étranger, pour plus de 50 % de leur chiffre d'affaires. Elles intègrent dès le début de leur activité les contraintes et opportunités de la globalisation de l'économie. Ces firmes globales remettent en cause le modèle d'une internationalisation par étapes. La CNUCED a établi un classement pour mesurer le degré de mondialisation des entreprises, l'« indice de transnationalité », avec 3 indicateurs : la part des actifs détenus hors du pays où la société a son siège social, la part des ventes réalisées et la part des effectifs employés hors de ce pays. Ce classement met souvent en avant de grandes sociétés dont le siège social est situé dans un petit pays (Nestlé) car cet indice n'est pas proportionnel à l'importance du chiffre d'affaires (Wal-Mart est 95^e^ car la plus grande partie de son CA est réalisée aux États-Unis). Une autre approche de l'impact d'une entreprise dans la mondialisation est l'importance de la marque (perspective de profit, notoriété, capacité à exister dans la durée) : un classement annuel Interbrand évalue le poids des marques (les 3 premières en 2020 sont américaines : Apple, Amazon et Microsoft).

Ces firmes globales obéissent à une logique de l'offre : elles implantent leurs activités dans les régions du monde où cela est le plus rentable et intègrent chacune de ces « filiales ateliers » dans une chaîne de production planétaire : c'est la DIPP ou division internationale du processus productif. Cette DIPP a donné naissance à un commerce international de pièces et de composants et à des réexportations de produits finis après montage. La recherche du profit par les actionnaires a accéléré ce processus, comme celui de désintermédiation (réduction des intermédiaires) ou d'OPA/OPE. Ces stratégies produisent une NDIT (nouvelle division internationale du travail) : les FTN choisissent la localisation de leurs filiales en fonction des caractéristiques économiques des pays (marché intérieur, salaires…) mais aussi des politiques commerciales et de subvention aux entreprises. Elles mettent en concurrence les États entre eux, mais aussi à l'intérieur des États, les régions et territoires (métropolisation, attractivité des territoires (héliotropisme)…). Afin de profiter au mieux de la NDIT sans supporter les contraintes et responsabilités liées à la détention de filiales dans des pays où les normes sociales et environnementales sont bafouées, les FTN organisent désormais leur production à travers un réseau de sociétés (sous-traitants) indépendantes. Apple fait ainsi fabriquer ses produits en Chine par un sous-traitant taïwanais, Foxconn.

L'intensité du débat sur les délocalisations révèle l'impuissance des États à contrecarrer ces stratégies territoriales. Hubert Védrine note dès 2000 dans *Le Monde diplomatique* que 10 entreprises géantes ont un chiffre d'affaires supérieur à l'addition du PNB de 164 membres de l'ONU. Les FTN réalisent le ¼ du PIB mondial pour les 2/3 du commerce international. Elles façonnent les modes et normes de consommations. Selon la thèse déjà ancienne que développe l'économiste John K. Galbraith (1908-2006) critiquant l'économie de marché dans *Le siècle de l'opulence* (1958) : « Ce sont les entreprises qui imposent les produits aux consommateurs et non l'inverse » (thèse de la filière inversée). Leur *soft power* va plus loin avec la *« corporate governance »* qui déteint sur le pouvoir politique qui lui emprunte le mode d'action de la gouvernance* d'entreprise. Cette gouvernance impose des objectifs d'efficience et de rentabilité. Leur puissance est aussi fondée sur leurs modes de gestion que Galbraith décrit dans *Le nouvel état*

industriel (1967) où il montre que l'entreprise est désormais gérée par des managers, et non plus par des actionnaires, qui constituent la technostructure de l'entreprise. L'État, sous son influence, devient lui-même « manager » (Bonelli et Pelletier 2010). Actrices majeures de la mondialisation, elles peuvent s'imposer sur des États faibles en pratiquant *dumping* social, salarial et fiscal. Les FTN concurrencent les États en menant un *lobbying** actif auprès des organisations internationales* afin de créer un environnement économique, juridique et politique propice au déploiement de leurs activités. Le Forum économique de Davos permet la rencontre des décideurs économiques et politiques. Les États, mis en concurrence, doivent les attirer et ne peuvent s'opposer aux délocalisations et peinent à recadrer leur optimisation fiscale (Voir GAFAM*). Ce pouvoir des FTN serait ainsi anti-démocratique, car il remettrait en question la possibilité pour les gouvernements de mettre en place les politiques pour lesquels ils ont été élus, au risque pour eux de ne plus attirer d'IDE. Accélératrices d'inégalités, l'internationalisation des FMN a certes permis le rattrapage économique de certains pays du Sud, tout en contribuant au creusement des inégalités internes en mettant en concurrence salariés des pays riches et ceux des PED. Elle participe à la désindustrialisation et à la hausse du chômage de masse des pays développés. Les firmes pèsent sur l'environnement géopolitique selon leurs besoins. Certaines peuvent déstabiliser des gouvernements, comme les firmes pétrolières occidentales s'opposant à des États menaçant leurs intérêts. C'est le cas des firmes pétrolières occidentales en Iran contre Mossadegh dès 1953. La chute de Saddam Hussein en 2003 ouvre l'Irak aux firmes anglo-saxonnes comme Halliburton.

Mais, en retour, ces firmes sont le relais d'influence des États : les États-Unis conservent une nette avance avec 1/3 des 500 grandes FTN mondiales et le contrôle du 1/4 du stock mondial d'IDE. En face la Chine place désormais 60 FTN dans ce classement mondial (*Financial Times*). En retour, ces États peuvent les soutenir jusqu'à les sauver de la faillite lors des crises financières. C'est le cas d'Obama sauvant General Motors en pleine crise des *subprimes* (2008). Ils peuvent les protéger en cas de rachat étranger (clause Exxon-Florio protégeant la firme pétrolière californienne Unocal d'un rachat par un consortium chinois) au nom du patriotisme économique. L'État injecte des crédits d'impôt, finance une partie de l'innovation et fournit équipements et infrastructures publics. S'ajoute la « diplomatie économique » pour obtenir des contrats à l'étranger (notamment des contrats d'armement, voir CMI*). La rupture du « contrat du siècle » d'une livraison de 12 sous-marins entre l'industriel français Naval Group et l'Australie au profit des Américains dans le cadre d'un rapprochement anglo-saxon dans l'espace indopacifique, le 15 septembre 2021, est un bel exemple de cet « diplomatie économique ». La guerre économique* est ainsi souvent présentée comme l'occasion d'un retour de l'État dans le jeu économique, comme stratège et soutien des FTN combattant sur le terrain. Les FTN, archétype des nouveaux acteurs « transnationaux » affaiblissant l'État, restent très liées à leur État d'origine. L'État et les FTN se rendent des services mutuels, l'essor des secondes favorisant l'expansion économique du premier. Leurs relations avec les États sont donc bien plus complexes qu'une simple opposition.

La puissance des FMN/FTN en comparaison à celle des États* ne doit pas être exagérée. Les grandes instances de régulation de l'économie mondiale peuvent mettre en place des règles visant à limiter les pratiques de *dumping* des FTN. Le *dumping*, pratique relevant de la concurrence déloyale, consiste pour une FTN désirant s'implanter dans un nouveau pays à y vendre provisoirement ses produits à perte au détriment des producteurs nationaux. L'OMC cherche à limiter cette pratique. Les États se méfient des situations de monopole, ainsi Microsoft a été condamné pour abus de position dominante dans l'UE à plusieurs reprises depuis 2004. Avec l'arrivée de FTN venant des pays émergents, le jeu des FTN se complexifie aujourd'hui, mais l'essentiel reste dans les mains des pays occidentaux et du Japon. Les IDE s'orientent toujours vers les principaux pôles de l'économie mondiale (Triade*) et les pays émergents, d'autres critères que le coût de la main-d'œuvre entre en compte (comme la solidité des États limitant les risques*). Enfin, les FTN rencontrent de multiples résistances au déploiement de leurs logiques hégémoniques les obligeant à s'adapter aux valeurs culturelles et représentations des populations. Les FTN sont de plus en plus interpellées sur des sujets d'ordre éthique (pollutions, licenciements, travail des enfants). La globalisation des FMN les soumet à une surveillance accrue des organisations de la société civile*. En réponse, les FTN élaborent des codes de conduite ou des politiques de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Ces pratiques cherchent autant à répondre à ces critiques qu'à dissuader les autorités politiques d'adopter des législations contraignantes. En cela, les firmes sont aussi des vecteurs de diffusion des normes.

🕮 Références

- Laurent Bonelli et Willy Pelletier (dir.), *L'État démantelé, Enquête sur une révolution silencieuse*, La Découverte, 2010.
- Laurent Carroué, « Mondialisation et système productif », dans *Géographie et géopolitique de la mondialisation*, Hatier, 2011.
- *Financial Times* (FT500), Classement de référence des FTN, http://www.ft.com/indepth/ft500
- Pascal Gauchon (dir.), *Dictionnaire de géopolitique et de géoéconomie*, PUF, 2011.
- Cécile Renouard, *La Responsabilité éthique des multinationales*, PUF, 2015.
- Julien Savary, *Les multinationales françaises*, PUF, 1981.
- Andreff Wladimir, *Les Multinationales globales*, La Découverte, 2010.

➢ Voir entrées

Géoéconomie, Impérialisme, Gouvernance mondiale, Guerre économique, État, Grandes puissances, CMI, Lobbys, GAFAM, ONG, Société civile, Mondialisation, Risques.

Les GAFAM, géants du numérique

« *Les Gafam défient désormais les principaux États du globe. Et ces derniers contre-attaquent. La puissance et la richesse de Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft poussent l'Europe et les États-Unis à agir. Enfin.* » souligne Philippe Bernard, éditorialiste au *Monde* le 24 septembre 2019.

Cet acronyme désigne les géants des NTIC américains : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, piliers actuels de la Révolution numérique. Aux GAFA s'est ajouté le « vieux » Microsoft qui a su opérer une mutation de l'empire des logiciels vers les réseaux et l'informatique à distance avec la mise à disposition de serveurs et d'abonnements de softwares pour le Cloud et en rendant Windows compatible avec les plates-formes pour smartphones IOS (Apple) et Android (Google). Ces cinq géants du numérique concentrent la majeure partie de nos usages sur Internet. Leur chiffre d'affaires cumulé atteint 650 milliards de dollars en 2017, soit l'équivalent du PIB d'un pays comme la Suisse. Leur capitalisation en bourse en février 2017 a dépassé 3 500 milliards de dollars (Voir FMN/FTN*). L'e-commerce, grand gagnant de la crise actuelle de Covid-19, portait déjà sur un montant de 2 000 milliards de dollars dans le monde en 2018, soit près de 10 % du commerce mondial.

L'expression « géants du numérique » désigne, en plus des GAFAM, d'autres grandes firmes américaines de l'Internet* d'envergure mondiale plus récentes. Aux GAFAM s'ajoutent les FANG (Facebook, Amazon, Netflix, Google) et les NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber). En face, les Chinois opposent les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi). Le *leadership* américain n'est ainsi pas figé. On parle d'une rivalité montante entre ces empires numériques à vocation mondiale. Dans la compétition économique mondiale actuelle, la Chine a déjà réagi sur le terrain des GAFA (M) avec ses propres géants comme Baidu, rival de Google, et Alibaba dans le domaine du e-commerce, s'adossant sur son immense marché intérieur émergent pour s'implanter à l'étranger. Dans cette compétition dans le domaine du numérique entre Chine et États-Unis, l'Europe est très nettement en perte de vitesse et affiche son déclassement.

Les relations entre ces géants du numérique et les États sont ambiguës. Ils peuvent se placer au service des États ou au contraire échapper en grande partie à leur contrôle, notamment fiscale. Ces firmes disposent tout d'abord d'un pouvoir considérable, d'abord économique, défiant les États. Leur capitalisation boursière totale est supérieure au PIB d'un pays comme le Royaume-Uni ou l'Inde. Les sommes en jeu sont considérables. Leurs activités sont transnationales, le réseau social Facebook avec plus de 2,8 milliards d'utilisateurs touche 60 % des internautes dans le monde en 2020 pour 10 000 salariés seulement. Elles contrôlent des informations stratégiques (les données : *data*), qu'elles peuvent revendre (scandale *Cambridge Analytica* touchant Facebook en 2018). La majeure partie de ses revenus provient des revenus publicitaires.

Cette puissance exponentielle encourage une volonté d'encadrement de leurs activités par les autorités légales. Dans les années 1990, l'Internet en construction incarnait le rêve d'un espace ouvert, libre, gratuit, sans intervention des États. Mais la volonté de contrôle s'est affirmée dans les années 2000, autant dans les pays démocratiques que les régimes autoritaires. Ainsi, les États-Unis avec le vote du *Patriot Act,* au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, obligent les sociétés de services informatiques à donner accès aux autorités publiques (NSA) à toutes les informations voulues. Dans un régime autoritaire comme la Chine, un système de censure très sophistiqué a été mis en place mobilisant des dizaines de milliers de cyberpoliciers et un « bouclier d'or », dès 2003, a été mis en place pour surveiller et censurer Internet. Enfin, les géants du numérique contournent les règles fiscales des États et ne paient pas les impôts dans les pays où ils sont actifs en vertu du principe « d'établissement permanent ». D'où la question de leur taxation discutée à l'échelle de l'OCDE et de l'UE, déjà entrée en vigueur en France en 2019 (3 %).

Longtemps, le marché passé par les géants du cyberespace* avec le public est resté obscur. S'appuyant sur le mythe d'un monde sans frontières et la promesse d'un vaste forum de libertés, le contrat imposé par les GAFAM à leurs milliards d'utilisateurs a fini par s'éclaircir : en échange de la fourniture gratuite de services performants, les GAFAM se sont accordé le droit d'épier nos gestes, mémoriser nos choix, collecter nos données personnelles pour les revendre ou les utiliser à leur profit. Ces géants se rémunèrent avec les données (*Big Data*). Les *data* collectées par les grandes firmes internet sont très convoitées. « Beaucoup de consommateurs croient qu'Internet est gratuit. Nous savons, au regard des profits de Google (27,8 milliards d'euros de bénéfices en 2018), que ce n'est pas le cas », rappelle le procureur texan Ken Paxton à l'origine d'une enquête visant Google accusé de monopoliser et de fausser le marché. Des scandales comme celui de la firme *Cambridge Analytica* (2018) qui a aspiré les données de millions d'utilisateurs de Facebook afin de diffuser des messages ciblés favorables au Brexit et à la campagne présidentielle de Donald Trump, contribuent à alerter les consommateurs. Comme les révélations de manipulation politique (Voir Guerre de l'information* et cyberguerres*), celles dénonçant les dégâts sociétaux liés à l'addiction numérique semblent un temps menacer la popularité des GAFAM.

La puissance prise par ces géants est fortement critiquée par la société civile* (ONG*, associations de consommateurs et usagers) et des acteurs étatiques également (politiques, UE, bras-de-fer autour de la question de la fiscalité). Des pans entiers de l'économie traditionnelle subissent la concurrence du numérique dans tous les domaines : santé, éducation, distribution, marketing et publicité, tourisme, management avec des sites comme LinkedIn, culture avec des projets de bibliothèque mondiale (Google numérisation). On assiste ainsi avec le streaming au déclin de l'industrie du disque, du cinéma, de la presse et de la librairie. La monnaie même est concernée avec la multiplication des crypto-monnaies, le plus célèbre étant le bitcoin, dont les transactions enregistrées sur des *blockchains* (registres infalsifiables où sont enregistrés tous les échanges) échappent aux circuits financiers classiques et permettent le déploiement de la cybercriminalité. Des enjeux politiques et géostratégiques nouveaux apparaissent avec des campagnes électorales se déroulant de plus en plus sur Internet et les réseaux sociaux (rôle des influenceurs, chaînes Youtube, followers sur Instagram, Twitter…). Barack Obama est le 1er homme politique a effectué ce grand pas numérique. Leur poids dans la politique contemporaine est renforcé comme le montre l'affaire du compte twitter supprimé de Donald Trump (janvier 2021) posant la question de la légitimité de leur immixtion dans le fonctionnement démocratique.

🕮 Références

- Olivier Sichel, « L'échiquier numérique américain : Quelle place pour l'Europe ? », en ligne, ifri.org, septembre 2014.
- Christian Harbulot, « Internet, outil de puissance géopolitique ? », dans *Internet, ça sert d'abord à faire la guerre*, en ligne, inaglobal.fr, juin 2016.
- Laurent Bloch et Kevin Limonier, conférence sur « La bataille de l'Internet : États-Unis/Russie, un point partout ? », organisée par *Grenoble École de Management et Diploweb*, en ligne, grenoble-em.com, mars 2017.

Laurent Bloch, « L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? », en ligne, Diploweb, 2017.

➢ **Voir entrées**

FMN et FTN, Cyberespace, Guerre de l'information, Cyberguerres.

Les fonds souverains, nouveaux acteurs de l'économie mondiale

« *Le fonds souverain norvégien, le plus gros au monde, a gonflé de 100 milliards d'euros en 2020. Malgré la crise du Coronavirus, le fonds a dégagé un rendement de 10,9 % l'an dernier, soit 1 070 milliards de couronnes (101,5 milliards d'euros)* », a annoncé en janvier 2021 l'AFP.

L'économie mondiale qui anime la mondialisation actuelle n'a plus rien à voir avec l'économie des penseurs classiques. Le passage au système des taux de changes flottants a rendu le commerce international plus massif et incertain. Les entreprises financières développent des outils de couverture des risques* de fluctuation des taux de change et des « produits financiers dérivés », négociables en bourse, pour se couvrir lors des achats à terme. Les fonds de pension anglo-saxons et les fonds d'investissements privés ont profité de la dérégulation des marchés financiers et sont devenus des opérateurs financiers à l'échelle mondiale, rejoints par les fonds souverains et les banques de dépôts autorisées à devenir des banques d'investissement. À ces investisseurs s'ajoutent des fonds spéculatifs, ou *hedge funds*, qui présentent des avoirs moindres mais pèsent fortement sur l'équilibre des marchés (spéculations responsables de la crise de 2008). Sur la scène financière internationale, les fonds souverains font l'objet d'une attention renouvelée après la crise financière de 2007-2008. L'émergence de plusieurs nouveaux fonds inquiète comme la *China Investment Corporation* ou le fonds de stabilisation russe en 2007. La vague de prises de participation dans des banques internationales comme Citigroup ou UBS à la suite de la crise contribue à braquer les projecteurs sur ces nouveaux acteurs de la finance mondiale. Fin 2015, les sept plus gros fonds souverains pesaient 4 500 milliards de dollars.

Les fonds souverains sont devenus des acteurs incontournables des nouvelles dynamiques financières et géopolitiques mondiales. Il s'agit de fonds d'investissement détenus par les gouvernements de différents pays qui gèrent les excédents nationaux dans un but d'investissement (recettes pétrolières, d'exportations…). Ils sont destinés à diversifier la richesse nationale (Pays du Golfe) ou à constituer une épargne (Norvège pour les retraites). De façon globale, il s'agit d'entités plaçant les avoirs des États (réserves connues sous le nom de pétrodollars au Moyen-Orient). Leur nombre exact reste difficile à connaître en raison d'une définition variable et du manque de transparence de certains États. Les spécialistes délaissent une vision trop stricte des fonds souverains pour envisager la question plus générale des fonds d'investissement publics ou sous influence politique, liée à celle de l'émergence d'un capitalisme d'État. Un fonds souverain, pour être considéré comme tel, doit remplir certains critères définis par le FMI. On retrouve notamment : la gestion par un gouvernement national, la gestion des actifs financiers dans une logique à long terme, la poursuite d'objectifs macroéconomiques précis. Le critère de souveraineté est le premier d'entre tous.

Cette épargne excédentaire est investie pour répondre à des objectifs précis. Les fonds de constitution d'épargne intergénérationnelle ont pour but de faire fructifier les surplus de revenus pour que les générations futures puissent en recueillir les bénéfices. Les fonds de stabilisation ont pour ambition de protéger un pays d'éventuelles baisses de revenus liées à une chute des exportations. Les fonds souverains de financement des retraites sont utilisés pour anticiper un vieillissement de la population. Les fonds de développement peuvent aussi financer la diversification de l'économie d'un pays afin de lui assurer une certaine indépendance dans des secteurs jusqu'alors peu développés. Enfin, les fonds d'optimisation ont pour objectif d'optimiser les profits des réserves de change d'un État. Tous ces objectifs peuvent évoluer au cours de la vie du fonds, s'associer, coexister parfois, même si de nombreux États ont créé plusieurs fonds souverains en donnant à chacun un but précis.

Le premier d'entre eux, celui du Koweït (*Kuwait Investment Authority*), date de 1953. Un des premiers « fonds de richesse souveraine » est né en 1956 aux îles Kiribati, micro-État de l'océan Pacifique, alors sous administration coloniale britannique. Leur administrateur, préoccupé par l'avenir des îles après l'épuisement de la ressource en phosphate, créa une taxe sur les exportations d'engrais pour assurer des revenus de remplacement. En 2008, ce fonds souverain gérait un demi-milliard de dollars, soit près de neuf fois le PIB local. Dans le même esprit, fut créé en 1966 le fonds Pula avec les revenus des mines de diamants du Botswana (7 milliards de dollars en 2007) ou le fonds chilien ESSF alimenté par les recettes du cuivre. De nombreux fonds souverains se sont créés après les chocs pétroliers de 1971 et 1973, dans le cadre d'un capitalisme d'État soucieux de préserver leur rente face à la volatilité des cours des matières premières. Ces fonds affichaient alors des objectifs généraux : maintenir le développement national à long terme, financer l'éducation ou la santé, faire fructifier l'épargne pour les générations futures. Il en est ainsi du fonds A.D.I.A. (*Abu Dhabi Investment Authority*, 875 milliards de dollars en 2007) créé en 1976 par les Émirats arabes unis sur la base des richesses pétrolières. À l'échelle européenne, la Norvège a créé au début des années 1990 l'un des plus gros fonds alimenté par les excédents de réserve de change générés par l'exploitation du pétrole. Ce fonds souverain a engrangé plus de 100 milliards d'euros de gains en 2020 malgré la pandémie de Covid-19. Sa valeur fin décembre 2020 atteignait 1 035 milliards d'euros.

Les fonds souverains ont acquis une notoriété à partir des années 2000 dans les pays pétroliers et asiatiques aux importantes réserves de change. On recense en 2018 plus de 70 fonds souverains selon le cabinet d'analyses de données Prequin pour des encours s'élevant à 7 540 milliards de dollars. Les pays du Moyen-Orient représentent la moitié de ces fonds, l'Asie un quart et le reste du monde se partage le dernier quart. Les principaux exportateurs d'or noir possèdent les principaux fonds d'investissements mondiaux, les plus agressifs. Ces États rentiers n'ont pas diversifié leur activité économique et sont dépendants de leurs ressources en pétrole. L'existence d'un pic de production (« pic de Hubbert »), à partir duquel les ressources en pétrole vont se raréfier, alimente la problématique. Le fonds souverain au Moyen-Orient est un fond dont le but est la stabilisation des revenus de l'État. De façon générale, il s'agit de sortir du « tout pétrole » en investissant de manière stratégique. Créés pour permettre de faire fructifier les excédents de liquidité issus de l'exploitation du pétrole et du gaz, ils sont devenus des acteurs économiques majeurs. Tour à tour perçus comme un facteur de stabilité financière ou comme un levier de financement des économies des pays industrialisés, ils ont joué un rôle au début de la crise de 2008, apportant des milliards de dollars aux banques occidentales et participant à la stabilisation du système bancaire. Dans un contexte de crise financière, ils jouent un rôle stabilisateur de « financeur en dernier ressort ». Nombre de banques furent recapitalisées par des fonds souverains. Citigroup, première banque américaine et mondiale, a vu plusieurs fonds du Golfe venir à sa rescousse pour plus de 20 milliards de dollars. UBS a bénéficié des liquidités du fonds souverain de Singapour pour 11 milliards de dollars. La plupart des banques comptent aujourd'hui des fonds souverains parmi leurs actionnaires.

Le désir d'influence et la géopolitique ne sont pas très loin. Ils peuvent en effet être employés pour remplir des objectifs politiques, dépassant la simple logique commerciale, en accédant au capital de grandes entreprises ou en investissant dans les secteurs stratégiques d'un autre État. Il est

important de rappeler que les fonds souverains leur donnent l'accès au statut de propriétaire d'actifs. Lorsqu'un fonds souverain saoudien devient actionnaire d'une banque américaine, ce statut lui confère le droit d'avoir accès à des informations ou un droit de vote aux assemblées générales. Les secteurs dans lesquels ces fonds sont investis sont toujours stratégiques (défense, technologie, communication…) et peuvent servir à des fins géopolitiques ou géostratégiques. La croissance des participations et acquisitions des fonds souverains alerte de plus en plus l'Occident. Les placements moyen-orientaux au sein des entreprises du monde occidental sont vus comme des OPA hostiles de pays étrangers sur des « bijoux nationaux ». Les fonds souverains arabes sont stockés en Occident alors que ces États, géopolitiquement parlant, ont une position opposée aux pays occidentaux. La stratégie du Qatar en France est l'une des plus controversée. Disposant d'un fonds de 335 milliards de dollars, l'émirat a massivement investi en France, dans l'immobilier, les grandes entreprises (Total, Vinci, Veolia, LVMH, Vivendi), le sport, *via Qatar Sports Investment* (PSG, sports équestres, handball…) et la Caisse des dépôts, dans un fonds d'investissement pour financer les PME françaises innovantes. Initialement, le Qatar souhaitait créer un fonds pour financer des projets dans les banlieues suscitant une forte polémique en pleine campagne électorale (2012). Les visées géopolitiques ne sont jamais loin (note du *CLES* n° 60, « Géopolitique du Qatar », 22/03/2012). Autre exemple frappant, la *China Investment Corporation* (CIC), qui, en 2007, acheta pour 300 millions de dollars d'obligations au Costa Rica en échange de l'arrêt de la reconnaissance de Taïwan par cet État. Le point crucial est ainsi de déterminer si les ambitions politiques et géostratégiques de certains gouvernements peuvent être relayées par ces fonds souverains. En gelant les actifs gérés par le fonds souverain libyen (LIA) instauré en 2006 par Khadafi, le Conseil de sécurité a clairement reconnu le lien existant entre le pouvoir libyen et ce fonds d'investissement, source de financement du régime de Kadhafi.

Le G7 pointe du doigt le manque de transparence des pays à l'origine de ces fonds. Les craintes en matière de menace de la souveraineté ont conduit le FMI à adopter, en 2008, un code de bonne conduite, les « Principes de Santiago », prônant des règles de transparence. L'OCDE soutient la légitimité de l'Occident de se sentir menacée : la suspicion d'une coïncidence entre stratégie financière des pays du Moyen-Orient et stratégie géopolitique est plus qu'inquiétante. Elle demande à soumettre ces fonds souverains aux mêmes règles de transparence que tous les autres acteurs clés du marché globalisé. L'Occident surveille ainsi de plus en plus non seulement les pays émetteurs de fonds souverains, mais aussi les pays où ces derniers sont stockés. Dès 2007, l'École de guerre économique (EGE) relève qu'avec la force de frappe de leurs fonds souverains, le risque est que ces investissements concentrés permettent à ces gouvernements de « mettre un pied dans les secteurs stratégiques afin d'y exercer une influence davantage politique qu'économique », ou simplement d'opérer une « captation technologique » au bénéfice de leurs propres entreprises. Leur nature « souveraine » justifie l'idée qu'ils pourraient être l'outil d'une nouvelle forme d'impérialisme* économique.

Le concept de « fonds souverain » présente aujourd'hui un potentiel de bouleversement et de transformation économique, stratégique et financier à l'échelle mondiale. La montée en puissance des fonds souverains reflète la redistribution de la richesse mondiale des pays industrialisés vers les pays émergents et l'inversion des rapports de force économique au profit notamment du Moyen-Orient. Les fonds souverains sont indiscutablement le reflet d'une modification du centre de gravité de l'économie mondiale en faveur de ces derniers. Ce rôle et cette richesse sont appelés à s'intensifier avec la hausse générale des cours des matières premières. Pour Renaud Bouchard, les fonds souverains ont progressivement remplacé la géopolitique par la géoéconomie*, car la puissance de la souveraineté de l'État est guidée – en complément de son volet diplomatique, stratégique et militaire –, par la recherche, l'obtention et le maintien d'une position privilégiée sur les marchés financiers stratégiques et dans les zones d'investissement économiques. La montée en puissance des fonds souverains modifie le paysage stratégique à l'échelle mondiale et régionale. L'affirmation des fonds souverains au sein de la « planète financière » (Laurent Carroué) est cependant ambivalente. Au service plus ou moins direct et affiché des États, ces fonds exercent une influence stabilisatrice dans le système international, tout en ayant tendance à s'aligner sur le modèle des autres outils financiers. Ils attestent en réalité de « l'émergence d'un monde financier multipolaire dans lequel les pays émergents auront inévitablement voix au chapitre », compte tenu de leur nouveau poids économique et financier, donc politique. Enfin, à l'inverse, des fonds souverains ont misé sur la défense de certaines valeurs, comme le fonds souverain norvégien qui exige des sociétés dans lesquelles il investit des engagements contre le réchauffement climatique. Il refuse d'investir dans l'armement et le tabac et s'est désengagé des entreprises trop carbonées. En 2018, avec le soutien de la France, 6 participants (Arabie saoudite, EAU, Koweït, Norvège, Nouvelle-Zélande et Qatar) du Groupe de travail des fonds souverains (*One Planet Sovereign Wealth Funds*) se sont engagés à encourager les investissements durables. Les entreprises financées devront rendre publiques des données sur leur stratégie bas-carbone.

🕮 Références

- Renaud Bouchard, *Géopolitique des fonds souverains*, EHESS, Thèse soutenue en décembre 2019.
- Laurent Carroué, *La planète financière. Capital, pouvoirs, espace*, Armand Colin, 2015.
- École de Guerre économique, *Les fonds souverains. Conquête de la politique par la finance*, en ligne, www.infoguerre.fr, décembre 2017.
- Bertrand Garrandaux, *La gouvernance des fonds souverains*, Éd. universitaires européennes, 2016.
- Yves Jégourel, « Fonds souverains : comment repenser le capitalisme d'État ? », dans *Géoéconomie,* n° 63, 2012/4.

➢ Voir entrées

Géoéconomie, Guerre économique, Mondialisation, Économie-monde, État, Souveraineté.

Les fonds vautours

À l'inverse des fonds souverains, les fonds vautours, associés à l'image de cet oiseau de proie, ont des effets entièrement négatifs sur l'économie réelle. Ces dernières décennies, à la faveur de l'expansion du marché secondaire de la dette, ces nouveaux acteurs sont apparus, au point de remettre en question la pratique même du « modèle de la dette échangeable » en ce qui concerne la dette souveraine. À l'exception de quelques fonds médiatiques (Elliott, Kensington, Donegal), la composition de leur actionnariat est opaque.

Apparus aux États-Unis dans les années 1990, les fonds vautour ont commencé à intervenir en Europe au début des années 2000. Ils cherchaient à profiter de la vague de restructurations résultant de l'endettement excessif des entreprises dans les années 1990. En France, beaucoup de ces fonds vautours ont notamment tourné autour d'Eurotunnel. Pour la plupart d'origine anglo-saxonne, ces fonds d'investissement sont basés dans des paradis fiscaux.

Les fonds vautour agissent selon une logique particulière. C'est un fonds d'investissement activiste qui rachète les dettes émises par des débiteurs en difficulté, proches du défaut de paiement (entreprises, dettes souveraines…) avec une forte décote avant de se faire rembourser au prix fort. Une fois leur cible identifiée, ces fonds d'investissement achètent une fraction du flottant d'une entreprise cotée en bourse afin d'intervenir sur sa stratégie. Ils peuvent aussi acquérir les obligations d'une entreprise en difficulté, avant de demander la revalorisation de ces créances ou bien les convertir en fonds propres afin de contrôler son *management*. Une fois dans la place, ces fonds vautours peuvent imposer leur décision. Leur objectif consiste à revendre leur participation avec un objectif de plus-value d'au moins 15 % à court terme (2 à 3 ans) lors de la phase de restructuration de cette dette ou de refuser son réaménagement en précipitant la faillite des entreprises ciblées afin de tirer une plus-value des créances (obligations, dettes) qu'ils ont acquises à un prix inférieur à leur valeur nominale, par exemple grâce à la vente des actifs (immobiliers, machines, brevets…) de la société en faillite. Leurs taux de recouvrement représentent en moyenne 3 à 20 fois leur investissement, ce qui équivaut à des rendements (nets des frais de justice) de 300 % à 2 000 %. Ils peuvent aussi tenter d'obtenir un dédommagement par voie judiciaire.

Les fonds vautour s'attaquent aux États, de préférence les Pays pauvres très endettés (PPTE). Entravés par leurs dettes extérieures, ces États doivent négocier avec leurs créanciers une réduction de passif. Dans les faits, ces négociations débouchent souvent sur le retrait des obligations « originelles » émises par le pays débiteur et provoquent l'émission de nouveaux titres « restructurés ». Les fonds vautours rachètent alors les titres de dette « originelle » avec une forte décote sur le marché secondaire avant d'attaquer le pays débiteur devant les tribunaux lorsque sa solvabilité s'améliore. Il demande alors le remboursement de la dette originelle à sa valeur initiale. Ces actions sont menées le plus souvent devant des juridictions anglo-saxonnes favorables aux créanciers. Lorsqu'ils gagnent, s'ils ne sont pas payés directement, les fonds vautours saisissent parfois les avoirs des pays condamnés à l'étranger. Ce fut par exemple le cas pour l'Argentine dont une partie de la flotte commerciale (avions et bateaux), des immeubles et différents comptes bancaires domiciliés aux États-Unis furent saisis à partir de 2011 au profit de fonds spéculatifs newyorkais emmenés par *NML Capital*, filiale du fonds *Elliott Management*. Ce fonds appartenant au milliardaire Paul Singer fut également actif sur la dette péruvienne et panaméenne. Les fonds vautours entraînent ainsi les pays pauvres dans une suite de procès. Les procédures judiciaires sont longues et comportent de nombreuses actions en justice dont le règlement prend en général 3 à 10 ans. La volonté et la capacité d'engager des actions en justice semblent essentielles pour la réussite de la stratégie des fonds vautours. Dans une affaire intentée contre la Zambie, un fonds vautour (Donegal), qui avait racheté une partie de la dette souveraine pour 3,5 millions de dollars en 1999, s'est vu attribuer 15,5 millions de dollars en 2007. Les fonds vautours exercent des pressions sur le débiteur souverain, en essayant d'obtenir la saisie des avoirs de l'État à l'étranger. En excluant toute possibilité d'allégement de la dette et en dépensant des millions de dollars en frais de justice, les fonds vautours minent le développement des pays les plus vulnérables. Les procès coûtent cher aux pays débiteurs et empêchent les autorités de s'occuper des problèmes politiques importants. Le FMI rapporte que, dans certaines affaires, les plaintes déposées par les fonds vautours représentent jusqu'à 13 % du PIB du pays, 11 PPTE ont été entraînés à ce jour dans 46 procès. 26 jugements en leur faveur ont rapporté plus de 1 milliard de dollars.

Ces actions en justice menacent les objectifs de base de l'« initiative PPTE ». Face à l'ampleur de la crise de la dette et sous la pression des ONG*, les dirigeants du G7, en 1996 ont mis en place cette stratégie d'allègement de la dette externe des PED. Pour en être bénéficiaire, les PED doivent être classés parmi les plus pauvres de la planète, « avoir un degré d'endettement intolérable », selon l'appréciation du FMI, et être en mesure de proposer une stratégie de « croissance économique durable » en menant des réformes économiques (libéralisation). Seulement 39 pays du Sud sont concernés par cette « Initiative ». Mais les actions des fonds vautours réduisent l'impact de l'allègement de la dette. Le FMI prévoit, dans les pays créanciers affectés, un risque de réaction des contribuables. Le problème des fonds vautours accentue l'opacité de la gestion financière dans la mesure où les PPTE inventent des moyens pour protéger leurs biens des créanciers agressifs, ce qui les empêche de régulariser leurs relations financières avec la communauté bancaire internationale.

Les critiques se multiplient. Après avoir intenté de nombreux procès contre des pays du Sud, les fonds vautour se sont attaqués à l'Europe contraignant plusieurs pays à se doter d'un bouclier juridique pour contrecarrer leurs actions. La Belgique s'est notamment dotée d'une législation spécifique pour protéger les fonds destinés à la coopération pour le développement et à l'allègement de la dette en 2008. En 2015, elle a plafonné les sommes que les fonds vautours peuvent obtenir en proportion du prix payé pour l'acquisition d'une créance. Cette loi a fait l'objet d'un recours en annulation intenté par le fonds vautour NML Capital Ltd, domicilié dans les îles Caïman, en 2016. Recours rejeté. Le Royaume-Uni (2010) a également adopté une loi limitant les remboursements auxquels les fonds vautours peuvent prétendre avec les PPTE. En France, enfin, la loi sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique a permis de limiter les saisies de biens d'États étrangers en France si certaines conditions sont remplies. Mais cette disposition se limite aux créances acquises à compter de 2016.

🕮 Références

Jean-François Gayraud, *Le nouveau capitalisme criminel. Crises financières, narcobanques, trading de haute fréquence*, Odile Jacob, 2014.

➢ Voir entrées

Géoéconomie, Mondialisation, Économie-monde, Fonds souverains.

Lobbies et groupes de pression

L'Alliance pour une réglementation de transparence et d'éthique en matière de lobbying pense que le lobbying doit être réglementé car il présente les risques suivants : « *Plus de 15 000 lobbyistes professionnels arpentent actuellement les couloirs des institutions de l'UE, une large majorité représentant les intérêts des entreprises. […] L'influence attribuée à ces lobbyistes dans le processus de décision de l'UE pose de sérieuses questions sur l'impartialité des décisions de l'UE et son caractère démocratique.* » (www.alter-eu.org)

Les liens entre pouvoirs politiques et financiers sont anciens comme les conflits d'intérêt. Dès l'instant où des souverains ont eu besoin d'intendants et de conseillers pour gouverner, ces derniers ont été courtisés par des hommes d'affaires en quête de faveur pour peser sur leurs décisions et défendre leurs intérêts. Cette lutte entre groupes d'intérêts et adversaires politiques se livre dans la plupart des systèmes politiques, démocratiques ou non, à tous les échelons de l'administration. Le système de lobbying anglo-saxon qui ressurgit dans les années 1980 prend une nouvelle dimension en s'institutionnalisant. Au regard des chiffres, la pratique du lobbying n'est plus un phénomène marginal et les lobbies, proches de lieux décisionnels, sont des acteurs géopolitiques de l'économie au même titre que les États, les entreprises et les régulateurs.

À l'origine, le mot anglais « *lobby* » désigne une « salle des pas perdus ». Dès 1830, l'expression « *the lobby of the House* » désignait les « couloirs de la Chambre des communes » où les membres de groupes de pression pouvaient rencontrer les parlementaires. Aux États-Unis, lors de la guerre de Sécession, le général Grant, logé dans un hôtel de Washington, s'était ému de se voir attendu, chaque matin, dans le hall, par ces représentants. Faire du lobbying, c'est donc faire « l'antichambre ». En Angleterre, au XIII^{e} siècle, on trouve les origines de la première forme d'institutionnalisation des groupes d'intérêt. En 1215, le roi Jean sans Terre concède à ses barons la possibilité d'adresser des pétitions au royaume s'ils considèrent que leurs droits sont violés. Il s'agit des premières formes de limitation des pouvoirs de la monarchie et de reconnaissance politique des revendications privées. Cette Grande Charte influencera l'organisation politique de l'ensemble des pays anglo-saxons.

Un « lobby » est donc un groupe de personnes réunies pour défendre leurs intérêts privés et communs en exerçant une pression sur des personnages ou des institutions publiques. Son but est d'orienter leurs décisions dans le sens qui leur est le plus favorable, soit en inspirant leurs politiques, soit en bloquant les lois qu'ils jugent dangereuses. Le « système de lobbying » désigne ainsi les relations qui s'établissent entre ces groupes d'influence et les États qu'ils cherchent à influencer. Les formes que prend le lobbying sont nombreuses : information des décideurs, constitution de réseaux, apport d'expertise, organisation de groupes d'études ou conférences, rédaction d'amendements, cadeaux, pression, infiltration. Le « lobbyiste » est à la fois un juriste, connaisseur des circuits décisionnels, et un communiquant, maîtrisant l'agenda politique. Il a la charge de dossiers qu'il doit faire avancer en fournissant aux décideurs les informations pertinentes par rapport aux commandes de ses clients.

Le lobbying s'est développé progressivement, essentiellement aux États-Unis. En 1787, le premier amendement de la Constitution reconnaît aux citoyens le droit de défendre leurs intérêts auprès du gouvernement directement. Le lobbying apparaît comme un droit fondamental et Washington est devenue la capitale du lobbying avec près de 15 000 entités enregistrées auprès des instances fédérales. Le lobbying fait partie intégrante du système politique et décisionnel comme l'avait relevé le philosophe Tocqueville pour qui ce « modèle d'État gouverné par la société » constitue un rempart contre le « potentiel totalitaire de la démocratie majoritaire » (*De la démocratie en Amérique*, 1835-1840). Ces intérêts privés se structurent dans des cabinets de conseil, d'audit comptable, d'avocats d'affaires et des banques d'affaires, comme Goldman Sachs. Ils s'appuient sur des réseaux mondiaux leur permettant d'entrer en relation avec les États et une porosité public-privé qui se retrouve dans les parcours de leurs membres leur permet de former une « communauté d'intérêts ». Des cabinets spécialisés en lobbying émergent, à l'image de la firme américaine Burson-Marsteller, qui mettent en place des plans d'action concrets pour celui qui détient les moyens pour s'octroyer leurs services. Steven Clemons (IFRI, 2003) met en avant les aspects structurels de quelques innovations récentes introduites par l'industrie du lobbying dans l'univers des *think tanks*. Les lobbyistes infiltrent, sans limites, ce secteur non lucratif qui œuvre dans le domaine des politiques publiques au risque de miner la légitimité des *think tanks*. Selon lui, ces problèmes de corruption des *think tanks* sont systémiques et donc difficiles à résoudre. Autre pratique : le « lobbying de fond », un trafic d'influence *via* des instituts de recherche.

Le lobbying se développe à une échelle internationale. Il concerne les organisations internationales* comme l'OMC ou les organisations régionales* comme l'UE. Des lobbies puissants se retrouvent à Bruxelles auprès de l'UE. En 2006, le « livre vert sur l'initiative européenne en matière de transparence » considère le lobbying comme une activité inhérente à la vie démocratique. Le « Code de conduite » établi en 2008 à l'endroit des lobbyistes accrédités affirme que « la représentation d'intérêts fait légitimement partie d'un système démocratique ». En 2011 est établi un « registre de la transparence ». D'après la Commission européenne, en 2015, près de 15 000 lobbyistes, employés par 2 600 groupes d'intérêt de toute sorte (FMN*, ONG*, cabinets de conseil, *think tanks*…), travaillent auprès des institutions communautaires. Bruxelles est la deuxième capitale du lobbying après Washington. Le développement du lobbying à Bruxelles s'est accéléré à partir des années 1980, conséquence de la volonté de l'Europe d'institutionnaliser le dialogue avec la société civile afin de pallier son déficit de légitimité démocratique et de répondre au désintérêt croissant des citoyens. Ces groupes d'intérêt sont régulièrement consultés par les décideurs européens pour l'expertise qu'ils fournissent et la légitimité qu'ils apportent à leurs décisions finales. Autour de ce nouveau paradigme de gouvernance s'est développée une véritable « industrie de l'influence » (Alan Butt-Philip, 2003, IFRI). Selon Oliver Debouzy, si le lobbying peut être considéré comme un élément indispensable du jeu démocratique dans un système où l'éloignement par rapport aux électeurs et aux milieux économiques réduit la qualité de l'information pertinente, le lobbying est très critiqué pour des considérations démocratiques. Il y a d'abord le relatif secret qui entoure le processus de prise de décision. Par la pratique du lobbying, les structures démocratiques se trouvent contournées. Ces soupçons sont renforcés par le fait qu'il est fort coûteux de faire pression avec succès sur ces institutions. Si les fonctionnaires de la Commission et les députés européens font souvent référence à l'excès de lobbying, la structure fragmentée du processus de décision européen en est une des causes.

En France, l'activité des lobbies se fait plus discrète. Mais elle est aussi efficace qu'outre-Atlantique et peut influencer de nombreux événements. Ce n'est qu'en 1901 que les associations sont reconnues. La conception de la démocratie héritée de Rousseau voit dans les associations d'individus un danger, une manifestation d'intérêts particuliers considérée comme une entrave à l'intérêt général. Dès le Moyen Âge, les groupes d'intérêt sont perçus comme des menaces par les gouvernants qui essaient de les contrôler. Ce rejet des organisations de défense d'intérêts fut perpétué par les tenants de la Révolution influençant la construction de l'État moderne. Ainsi, pour Olivier Debouzy, le lobbying en France reste une activité

« discrète, obscure et souterraine ». Cette tradition multiséculaire d'exclusion des groupes d'intérêt se conjugue à une hypercentralisation du pouvoir peu compatible avec l'émergence des corps intermédiaires. Elle se trouve renforcée par la mainmise de l'État sur l'économie et la standardisation des critères de sélection des élites après 1945 (système des grandes écoles). Mais cette tradition française ne résista pas à l'émergence de nouveaux acteurs politiques supra- et infranationaux avec l'intégration européenne et la mutation de l'État depuis trente ans. Cette conversion vers le modèle anglo-saxon a ouvert la voie à une plus grande participation des lobbies dans le processus décisionnel. En mai 2018, devant l'Assemblée, l'ancienne ministre de l'Écologie s'alarmait d'avoir découvert que son amendement interdisant le glyphosate déposé dans la base interne de l'Assemblée avait été « siphonné » par des lobbies. Un lanceur d'alerte avait découvert une version de son texte dans un document interne de l'UIPP, Union des industries pour la protection des plantes, prouvant ainsi l'existence de complicité interne à l'Assemblée. Les parlementaires, comme leurs attachés, sont au cœur de l'élaboration des lois et peuvent être courtisés. Après avoir quitté leurs postes, ils sont très recherchés par les divers cabinets de conseil et employés pour le compte de lobbyiste. Les méthodes employées sont souvent limites. Pour faire pression, les groupes d'intérêts utilisent toute une panoplie de moyens : rendez-vous officiels, invitations plus informelles, cadeaux. Des argumentaires juridiques et amendements clés en main ou études scientifiques sont livrées aux décideurs, des colloques et rencontres sont organisés, financés par les industriels dans le but d'influencer les décisions. Un des premiers risques est celui de conflits d'intérêt. La grande force du lobbying « à la française », c'est l'entre-soi : on sort du même milieu, des mêmes grandes écoles, les carrières se croisent entre privé et public, entre cabinets de lobbying et cabinets d'élus. Ancien Premier ministre, Édouard Philippe était ainsi directeur des affaires publiques chez Areva entre 2007 et 2010.

Les États-Unis sont le premier pays à avoir réglementé les activités d'influence. Dès 1946, le *Federal Regulation of Lobbying Act* créé un registre des lobbyistes au Congrès. En 1995, le *Lobbying Disclosure Act* étend la réglementation aux deux chambres parlementaires ainsi qu'à l'exécutif tout en exigeant, en retour, des entreprises et cabinets spécialisés des estimations de leurs recettes et dépenses liées au lobbying. Le *Legislative Transparency and Accountability Act*, adopté en 2007, instaure la publication de rapports trimestriels présentant leurs recettes et dépenses pour le lobbying, ainsi que la divulgation des contributions financières versées aux partis et responsables politiques. Enfin, Barack Obama interdit la pratique du « pantouflage » pour les membres de l'exécutif (reconversion des politiques dans ces sociétés de groupes de pression). De même, le Parlement européen créé en 1995 un registre des représentants d'intérêt. En parallèle, les eurodéputés sont contraints de déclarer leurs sources de revenus et leurs différentes affiliations professionnelles. En 2006, un livre vert en matière de transparence est publié. Il aboutit à la mise en place, en 2008, d'un registre – facultatif – des représentants d'intérêt accrédités auprès de la Commission puis, en 2011, à la signature d'un accord interinstitutionnel entre Commission et Parlement. Cet engagement, renforcé en 2013, impose aux lobbyistes de fournir des informations détaillées sur leurs dépenses annuelles engagées en matière d'influence, le nombre de personnes impliquées dans ces activités et les financements reçus des institutions européennes. En France, ce n'est qu'en 2009 que les groupes d'intérêts peuvent s'enregistrer au Sénat et à l'Assemblée, tout en étant soumis à un Code de conduite. En 2013, les députés doivent mentionner les organisations auditionnées à la fin de leurs rapports parlementaires. Enfin, la loi de 2016 relative à la transparence, dite « loi Sapin II », créé un registre des « représentants d'intérêts » tenu par une autorité administrative indépendante et un code déontologique. En retour, elle donne une forme de légitimité institutionnelle à ces acteurs, tout en leur fixant des obligations. En 2017, ce registre contient 1 600 inscrits. Mais les déclarations ne se font pas en temps réel. Et en encadrant uniquement le jeu parlementaire, ces règles nouvelles font abstraction des autres lieux de pouvoir : cabinets ministériels, administrations centrales au niveau national, ainsi que, sur le plan local, services déconcentrés de l'État et collectivités territoriales.

Cette activité est critiquée et suscite de nombreux débats. Certains cabinets de conseils en font du lobbying un moteur démocratique. Ils veulent faire reconnaître leur rôle et revendiquent une forme de légitimité. Leur encadrement est alors vu comme un instrument de leur normalisation dans le champ politique. Pour les lobbyistes professionnels leur travail est un travail d'information. Les décideurs ne peuvent pas tout connaître et les lobbyistes contribuent à une prise de décision éclairée. Il existe également une éthique du lobbyiste. L'Association française des conseils en lobbying a adopté dès 1991 une charte de déontologie afin de définir les conditions d'exercice de la profession. Ce type d'efforts montre que certains lobbyistes sont conscients des risques liés à leur profession. D'autres lobbies se créent, comme celui des ONG et acteurs du développement durable. Certains n'ont qu'un objectif limité et, une fois le résultat atteint, se dissolvent. Mais on ne doit pas faire des associations, des ONG ou des syndicats de simples lobbies.

À l'inverse, le lobbying peut être vu comme une pratique qui fait primer les intérêts particuliers sur l'intérêt général. Le lobbyiste exerce une influence sur l'élu et obtient pour lui-même ou ses clients des avantages non justifiés (corruption). L'aspect caché du lobbyisme en fait un phénomène difficile à suivre et à réglementer : à quel moment l'invitation amicale d'un lobbyiste à un parlementaire tombe-t-elle dans le trafic d'influence ? Les campagnes des groupes de pression gardent le silence sur leurs véritables motivations. Des sociétés-écrans, des organisations à but non-lucratif ou des « experts indépendants » sont employés. De fait, les risques sont nombreux. Pierre Verluise en 2003 (diploweb) pointait déjà le risque d'ouvrir les portes de l'UE aux influences étrangères notant que les lobbies états-uniens et japonais développaient une activité non négligeable au sein des institutions européennes. Concurrents commerciaux de l'UE, ils collectent ainsi de l'information stratégique et peuvent peser sur les décisions – ou non-décisions – communautaires, y compris dans des domaines sensibles.

🕮 Références

- Alliance pour une réglementation de transparence et d'éthique en matière de lobbying, www.alter-eu.org
- Pierre Bardon et Thierry Libaert, *Le Lobbying*, Dunod, 2012.
- Olivier Debouzy, Steven Clemons et Alan Butt Philipp, *Le lobbying en France, en Europe et aux États-Unis,* Note de l'IFRI, 2003.
- Anthony Escurat, « Le Lobbying : outil démocratique », *Fondapol* (Fondation pour l'innovation politique), 2016.
- Jean-François Kerléo (dir.), *Le Lobbying. Influence, contrôle et légitimité des représentants d'intérêts*, Lgdj, 2020.

➢ Voir entrées

Guerre économique, CMI, FMN, G7/G8, ONG, Organisations internationales.

État failli, État voyou

Pour Serge Sur, on trouve les premiers contours d'une définition d'un « État failli » dans le préambule du traité de Saint-Pétersbourg conclu entre la Prusse, la Russie et l'Autriche le 25 juillet 1772 : *« au nom de la très Sainte Trinité, l'esprit de faction qui maintenait l'anarchie en Pologne y faisant craindre la décomposition totale de l'État, qui pourrait troubler les intérêts des voisins de cette république, altérer la bonne harmonie qui existe entre eux et allumer une guerre générale…* » (« Sur les "États défaillants" », 2005)

Cette notion controversée d'« État failli » est apparue au début des années 1990. Cette notion, comme celle d'« État fragile » plus neutre, est d'abord le produit d'une réflexion sur les relations internationales dans un contexte de bouleversement de l'ordre mondial. Alors que les relations internationales, malgré la transformation du modèle westphalien, restent centrées sur l'État* souverain, nombre d'entre eux ne sont plus en mesure d'exercer pleinement leurs prérogatives. Si la situation de tels États n'est pas nouvelle, l'apparition récente du concept est consécutive à l'effondrement de régimes autoritaires (notamment soviétiques). Des théoriciens de la géopolitique internationale constatent également que, depuis 1945, ce sont plus souvent des guerres civiles que conventionnelles que les États ont eu à affronter (Martin Von Creveld, *Les Transformations de la guerre*). L'exemple le plus symptomatique serait le retour de la piraterie* moderne se concentrant au large des États faibles. L'État somalien, affaibli par une crise interne après l'échec de l'opération *Restore Hope*, est ainsi incapable de maintenir sa souveraineté* sur son territoire comme ses eaux territoriales. De manière générale, les théoriciens du désordre ont tendance à associer la dangerosité des nouvelles menaces à la faillite des États, comme Robert Kaplan (*The Coming Anarchy Shattering the Dreams of the Post Cold War,* 2000) ou William Zartman (*Collapsed States*, 1995).

La notion d'« État failli » ou « en déliquescence » est ainsi proposée par le *think tank* américain *« Fund for Peace »* en 2005, en association avec la revue *Foreign Policy* dirigée par Samuel Huntington. Ce *think tank* propose un indicateur, le *Failed State Index*, composé de 12 variables pour mesurer l'état de déliquescence d'un État ne parvenant pas à assurer ses missions essentielles. Parmi ces indicateurs, on retrouve les critères suivants : un gouvernement central faible ou inefficace n'exerçant qu'un contrôle marginal sur son territoire, une légitimité contestée, l'absence de services publics essentiels, une corruption généralisée, des déplacements de populations, une crise économique, des relations conflictuelles avec les pays voisins. L'État peut avoir des difficultés à affirmer le monopole de la violence légitime lorsque lui-même ou certains de ses éléments soutiennent des milices. Parler d'État « failli » ne se réfère ainsi pas simplement à une « faillite » financière, mais bien à un « échec » (*failure*) étatique plus massif s'apparentant pour certains à un véritable « effondrement » (*collapse*). Un État en déliquescence peut cependant assurer certaines de ses fonctions étatiques. Frédéric Charillon distingue ainsi les « États faillis » (*failed states*) des « États effondrés » (*collapsed states*) – abattus par des interventions militaires extérieures par exemple –, des « États déboussolés » – fragilisés par une crise des élites (corruption).

Leur géographie est évocatrice. D'abord appliqué à l'exemple somalien, le concept d'« État failli » ou « en déliquescence » s'étend aux zones de crise humanitaire intense (Haïti, Liberia, Rwanda…), puis aux anciennes républiques soviétiques (RSS : Géorgie, Moldavie…). Ainsi, le nombre des États fragiles, voire faillis, s'est fortement accru au cours des dernières années, notamment en Afrique sahélienne et au Moyen-Orient. Ces États dessinent un « arc des crises » du Sahel à l'Asie centrale. En 2015, la Syrie, le Yémen et le Soudan du Sud se sont ajoutés à la liste des pays « en situation critique de défaillance ».

Certains États très affaiblis subissent le recul de leurs frontières : ces espaces marginalisés et incontrôlés deviennent les « zones grises » de la mondialisation. L'anthropologue Arjun Appadural distingue deux relations entre États faillis et mondialisation : d'une part, la mondialisation favorise les revendications identitaires au sein des États-Nations ; d'autre part, il y a une marginalisation de l'État dans le cadre de la globalisation par des fonctionnements en réseaux qui le dépassent. Ces réseaux vont se superposer au territoire – réseaux de la drogue*, financiers, diasporiques* –, jusqu'à contrôler certaines zones « grises » où la souveraineté étatique ne parvient pas à s'imposer.

Ce concept revient sur le devant de la scène après les événements du 11 septembre 2001. En 2009, selon les estimations de *The Fund for Peace,* 1 habitant sur 5 habiterait un État dit « défaillant ». Aujourd'hui, 35 à 50 États, voire plus selon les critères choisis, répondraient à la qualification d'« État fragile ». Ce phénomène n'est plus marginal. Après le 11 Septembre, il est apparu que nombre de ces États étaient des refuges, voire des bases d'entraînement, de groupes terroristes* comme Al-Qaïda. Ainsi l'augmentation de leur nombre est un défi pour les politiques de développement, – lutte contre la pauvreté –, mais aussi pour les questions de sécurité internationale. L'existence de tels États est considérée par beaucoup comme une menace à la sécurité internationale.

Ce concept incertain, fluctuant, suscite débats et polémiques, comme le rappelle François Gaulme. À l'expression « État failli », à la fois péjorative et ambiguë, désignant une situation d'échec à remplir ses missions, s'ajoutent d'autres expressions telles que « États faibles » (*weak states*), « États fragiles » (*fragile states*), « États effondrés » (*collapsed states*), « États en crise » (*crisis states*), « zones de non-droit » (*ungoverned spaces*). On parle également de phénomène de « somalisation ». Chaque chercheur ou institution, comme la Banque mondiale ou l'OCDE, développe sa propre approche, son propre vocabulaire. La confusion des mots cache l'embarras pour identifier les États touchés par ce phénomène, pour des raisons diplomatiques, mais également à cause des conséquences concrètes de cette qualification (notation financière). Selon Pascal Boniface, les « *failed states* » ou « *collapsed states* » constituent un double défi géopolitique, interrogeant à la fois la notion d'État et la détention du monopole de la violence légitime (*La Géopolitique,* 2011). Le monopole de la violence légitime est remis en cause par l'existence de guérillas, de bandes armées, de seigneurs de la guerre, de groupes paramilitaires, d'organisations criminelles, imposant leur autorité sur une partie du territoire. Or, une telle définition aux limites floues et subjectives, peut désigner la situation des 2/3 des États au monde, Irlande du Nord, Espagne et Italie incluses à cause des organisations criminelles, terroristes ou mafieuses présentes sur leurs territoires. Selon Rosa E. Brooks, l'État « fragile » ou « défaillant » apparu à la fin de la Guerre froide serait définissable par opposition aux États « stables » qui représenteraient une sorte de norme à l'échelle internationale. Un État fragile serait alors un État qui ne parvient pas – ou très difficilement – à assurer la stabilité politique, la sécurité économique et la cohésion sociale sur son territoire. Le concept est alors critiqué pour ses implications normatives : ce concept véhicule une conception occidentale de l'État. La désignation de ces États « faillis » n'est pas quelque chose d'innocent : considérés comme une menace pour la sécurité internationale, cette désignation autorise de fait des interventions extérieures (Voir Ingérence*). Cette notion d'État failli a été largement utilisée par les États-Unis pour décréter des sanctions contre les États ainsi désignés et s'ingérer dans leurs affaires. Le cas somalien est encore une fois symptomatique. En le déclarant comme un

« État failli », les États-Unis peuvent légitimer l'opération *Restore Hope* au nom de l'ingérence humanitaire avec les Casques bleus en 1995.

Le concept d'État failli peut ainsi, selon les besoins, désigner des réalités très variées. Cette évolution part de la constatation que les États-Unis sont maintenant moins menacés par des États conquérants que par des États faillis. Sont ainsi désignés les États dont la production, la transformation et l'exportation de produits stupéfiants représente une part relative importante de leur PIB (Birmanie, Colombie, Maroc, Afghanistan, par exemple). L'expression a été utilisée par l'administration américaine pour dénoncer, après l'« empire du mal » soviétique (Ronald Reagan), la gangrène criminelle qui se serait emparée de l'appareil d'État de la Fédération de Russie au début des années 1990 (R. T. Naylor : « *From Cold War to Crime War* », dans *Transnational Organized Crime*, 1995). L'usage de la notion d'« État failli » est particulièrement politisé avec l'expression « État voyou ». Ce concept permet dans le discours de celui qui dénonce ses actions de légitimer une intervention extérieure, comme une guerre préventive*(interventions des États-Unis en Afghanistan et en Irak). L'expression d'« État voyou » renvoie à l'idée d'un État qui ne respecte pas les lois internationales. Les accusations principales sont l'appui de ces États au terrorisme international, la possession ou l'ambition de posséder des armes de destruction massive. L'objectif de la politique étrangère américaine est alors d'amener à un changement de régime au sein de l'État voyou. Une liste de 7 États voyous a été publiée incluant en 2001 : Corée du Nord, Pakistan, Irak, Iran, Afghanistan, Libye et Cuba. Le concept est repris par le président Bush avec l'expression « axe du Mal » en 2002. Les critiques de la politique étrangère américaine dénoncent l'utilisation de ce terme utilisé contre n'importe quel régime hostile aux États-Unis. D'autres discutent l'exemple du Pakistan qui n'a pas respecté le Traité de non-prolifération nucléaire* en exportant des technologies d'armes nucléaires. Pourtant il n'est plus mentionné dans cette liste d'États voyous car il a coopéré avec les États-Unis lors de la « guerre contre le terrorisme ».

Au-delà du concept et de ses failles, les réalités sont évidentes. Un nombre croissant d'États se trouvent en situation de fragilité, voire de faillite. Pour Frédéric Charillon, alors que les guerres jusqu'en 1991 ont longtemps été le fait du choc d'États forts, les conflits actuels de basse intensité* relèvent des États trop faibles pour maintenir leur souveraineté sur l'ensemble de leur territoire. Ces conflits de basse intensité entre États faibles ou intraétatiques peuvent durer. Ces nouveaux conflits renvoient à un certain nombre de caractéristiques qui participent de la déliquescence des États. Ces conflits ont d'abord une dimension identitaire (ethnique ou religieuse) comme au Kosovo, Rwanda, Haut Karabagh, ou dans le conflit tamoul. Depuis 2001, le facteur religieux revient en force en déstabilisant les États faibles avec la montée de l'islamisme. Ces conflits intraétatiques ont souvent une liaison avec la question des ressources. Des groupes tentent de capter à leur profit des richesses au détriment de l'État et de l'intérêt général. C'est le cas des diamants de la RDC ou du Sierra Leone, mais aussi des conflits liés à la drogue. La ressource convoitée, par son trafic, permet au conflit de durer. Cela renvoie à une crise des États-Nations qui ne sont plus capables d'assurer la sécurité du pays et de combattre efficacement ces bandes armées criminelles. C'est parfois justement cet affaiblissement qui peut conduire un État-Nation à générer un conflit. Si on prend l'exemple de la Côte d'Ivoire, le conflit identitaire instrumentalisé par Laurent Gbagbo entre Sud et Nord est à replacer dans le contexte d'une crise économique majeure. Pour des pouvoirs aux abois, le meilleur moyen de se maintenir est de détourner l'attention sur d'autres conflits. Ces conflits s'étendent. En 2020, la crise des États faillis en Afrique de l'Ouest conduit à la constitution d'une nouvelle zone grise aux frontières Mali-Burkina Faso-Niger, un nouveau « Syrak » (zone stratégique sans contrôle étatique déstabilisée par les menaces terroristes). Les conséquences pourraient déboucher sur une réaction en chaîne d'États faillis et de crises migratoires*.

Ces États faillis sont ainsi des territoires propices à l'apparition d'États fantômes ou « quasi-États ». Ces États « en déliquescence » sont des proies potentielles faciles pour la reprise du processus de balkanisation*. Ces « États fantômes » se définissent pour Charles King (2001), professeur à l'université de Georgetown, comme des « États non-reconnus » (*unrecognized states*). Ce sont des entités indépendantes qui existent bien sur le terrain, mais sans reconnaissance de la communauté internationale. Un certain nombre de territoires posent ainsi des problèmes de statut. Ces « quasi-États », non reconnus par la communauté internationale, en théorie n'existent pas, comme le Kosovo, la Palestine, la Transnistrie, reconnus uniquement par quelques puissances.

La montée du terrorisme international et la crainte de voir son influence s'étendre à des régions instables poussent la communauté internationale à agir en influant sur la reconstruction de l'État fragilisé. Selon Francis Fukuyama, le *nation building* « consiste à créer puis à renforcer les institutions sensibles d'un pays tel les forces armées, la police, l'institution judiciaire, la banque centrale, le système bancaire, le service de la santé… ». Il est au centre de la stratégie américaine sur la scène internationale, sous le prisme de l'humanitaire tout d'abord sous la présidence de Bill Clinton (1993-2001), puis sous celui de la « guerre contre le terrorisme » depuis 2001. Historiquement, l'avatar de ce type d'intervention est représenté par le Kosovo, au sein duquel l'ONU, l'UE et l'OSCE ont été en charge de mettre en place une structure étatique crédible. Autre exemple, la Somalie et l'intervention américaine à partir de 1993 intitulée « *Restore hope* », ou encore plus la Centrafrique par le biais de la MISCA. Ces interventions souffrent cependant d'une remise en question de leur légitimité et de leur crédibilité au regard des résultats obtenus. La plupart des États dits faillis dans lesquels les grandes puissances sont intervenues ne semblent pas avoir gagné une réelle stabilité. Aujourd'hui règne un consensus pour une approche plus équilibrée, prenant en compte État central, interlocuteur incontournable, collectivités décentralisées, société civile et ONG. Dans le passé, l'application de schémas théoriques sur des réalités complexes a démontré ses risques et ses effets pervers, alors même que la progression du terrorisme peut être considérée comme un sous-produit de cette fragilité.

🕮 Références

- Rosa E. Brooks, Failed States, or the State as Failure ?, dans *The University of Chicago Law Review*, 2005.
- Frédéric Charillon, « La défaillance des États et ses multiples formes » dans « Le nouveau désordre international », *Questions internationales,* La Documentation française, juillet 2017.
- Jean-Marc Chataîgnier et Hervé Margro (dir.), *États et sociétés fragiles : entre conflits, reconstruction et développement*, Karthala, 2007.
- François Gaulme, « "États faillis", "États fragiles" : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », dans *Politique étrangère,* 2011/1.
- Rapport européen sur le développement, *Vaincre la fragilité en Afrique. Une nouvelle approche européenne*, Institut universitaire européen, trad. fr. 2009.
- Serge Sur, « Sur les "États défaillants" », dans *Commentaire*, n° 112, hiver 2005.

➢ Voir entrées

États, Frontières, Réseaux terroristes, Mafias, Terrorisme, Conflits de basse intensité, Piraterie, Ingérence, Drogue, Diasporas, Guerre préventive.

Le crime organisé

Jean-Michel Dasque, ancien représentant permanent de la France auprès de l'Office des Nations Unies contre la drogue et la criminalité, explique dans sa *Géopolitique du crime international* en 2008 que « *quelles que soient l'ancienneté et les circonstances de leur apparition, les organisations criminelles sont devenues un sujet de préoccupation majeure pour les dirigeants politiques, pour les autorités religieuses et pour les responsables de l'ordre public. […] De fait, les mafias ont un pouvoir de nuisance considérable et leurs activités affectent presque tous les aspects de la vie sociale.* »

Le crime organisé existe à l'échelle internationale depuis longtemps. Il apparaît dans la mer des Caraïbes dès l'époque du grand commerce transatlantique aux XVI^{e}-XVIII^{e} siècles. La piraterie* existe toujours aujourd'hui, mais a pris d'autres visages.

C'est un concept américain sur le plan criminologique et pénal. Il apparaît dans les années 1920 dans le cadre de la lutte contre le trafic d'alcool, illégal au moment de la Prohibition. On utilise également le terme générique de « mafia » pour le désigner. La mafia est à l'origine une société secrète sicilienne dont les ramifications sont grandes en Italie, aux États-Unis et aujourd'hui dans l'ensemble du monde en raison du trafic de drogue*. Le mot finit par être étendu à de nombreuses organisations criminelles partageant les mêmes caractéristiques que la *Cosa Nostra* sicilienne et peut être employé pour dénigrer, lorsqu'on qualifie de « mafias » tel ou tel parti politique ou groupes de pression. Par extension, il qualifie toute association de malfaiteurs organisée et hiérarchisée (dotée de règles), internationale, secrète et initiatique (dotée de rites de passage), utilisant la violence et la corruption pour accéder à des richesses et protéger l'organisation. Leurs membres sont tenus par un sentiment d'appartenance et les traîtres sont durement punis. Elles ont une action économique illégale (trafics, extorsions) mais aussi légales (prise de participation dans des entreprises). Elles contrôlent un territoire dans lequel elles exercent une fonction économique et sociale. Les populations contrôlées trouvent des aspects positifs à cette action sociale. Nombre d'Italiens considèrent la mafia comme une réaction à l'unité italienne (1859-1870) imposée par Turin, puis par Rome. Le code d'honneur de cette organisation réticulaire et secrète aurait permis de préserver l'« âme sicilienne », de garantir l'ordre face à une État italien négligeant la Sicile et de remédier aux inégalités entre Nord exploiteur et Sud exploité (Voir Région*). L'importance de l'émigration sicilienne aux États-Unis y entraîna l'implantation durable de réseaux mafieux divisés en plusieurs « familles » rivales, qui y garantissaient à la fois la protection et le contrôle des immigrants. La mafia n'est plus seulement sicilienne. On parle ainsi de mafia pour l'organisation des yakusas au Japon ou, en Russie, pour les réseaux de trafiquants venus du Caucase (Tchétchènes) par exemple.

La mondialisation criminelle étend ses réseaux depuis les années 1970-1980. Les différentes cellules du réseau sont liées à un territoire précis. En accord avec la Camorra (mafia napolitaine) qui contrôle le trafic de la cocaïne, les Siciliens font transiter l'héroïne d'Iran, d'Afghanistan et du Pakistan au Moyen-Orient puis en Europe et retirent de ces opérations quelque 150 000 milliards de lires par an, soit 12 % du PNB italien. La célèbre *Pizza Connection* relie les montagnes afghanes, haut lieu de la culture du pavot et de la production d'opium, à *Little Italy* à New York, via la Turquie et la Sicile, avec le relais de la *French Connection* marseillaise. Les Triades chinoises infiltrent les associations culturelles et sociales de la diaspora* des Chinois d'Outre-Mer les utilisant comme paravent de leurs activités illégales dans le monde entier. La chute de l'URSS et de l'ex-Yougoslavie aboutit au développement à très grande échelle du crime organisé, notamment dans le trafic d'armes et de migrants*, la prostitution, dans de nouveaux territoires où la souveraineté des États est fragile (Voir État failli*). Les liens entre mafias se renforcent, elles coopèrent face aux autorités.

Avec la mondialisation*, le crime organisé étend ses ramifications, se jouant des frontières étatiques, investissant domaines et terrains nouveaux (comme le cyberespace*), profitant des opportunités offertes par la mondialisation financière (blanchiment de capitaux, zones grises des paradis fiscaux). Les marchés criminels s'étendent à de nouveaux domaines : du trafic de drogue (représentant 350 milliards de dollars de recettes dans le monde en 2016) au racket et contrôle des jeux clandestins (y compris sur Internet), au trafic de médicaments qui est le plus rentable aujourd'hui et moins risqué que le trafic de drogue (pour 1 000 dollars investis, le trafic de drogue rapporte en moyenne 20 000 dollars, contre 200 000 à 500 000 dollars pour le gain dans la contrefaçon de médicaments). Les marchés illégaux sont désormais mondialisés. Les réseaux criminels ont une structure qui s'adapte parfaitement à la mondialisation : une décentralisation poussée, une grande capacité d'adaptation au marché, le recours à la sous-traitance, la corruption des autorités administratives, politiques, judiciaires, policières, le culte du secret et une obéissance absolue des membres, une forte image de marque.

Sa dimension géopolitique est évidente : la société criminelle produit ses propres règles et lois appliquées sur son territoire désigné. Ces Organisations Criminelles Transnationales (OCT) exercent une influence profonde sur le plan politique, favorisent la corruption, faussent le jeu démocratique. Elles génèrent ou aggravent les problèmes auxquels sont confrontés les États (immigration clandestine, trafics…) Ces OCT ou mafias, qui ont pour usage de s'enrichir sur le commerce de la drogue, disposent aujourd'hui de moyens militaires importants, parfois suffisants pour menacer les pouvoirs centraux des États. Les cartels colombiens peuvent à cet égard se prévaloir de flottes aériennes et maritimes et de moyens satellites qui leur permettent d'exercer un contrôle sur leurs réseaux à l'échelle planétaire. La puissance des moyens militaires et des bandes armées engagés par le crime international conduit à l'existence de véritables zones de non-droits, « zones grises » qui échappent aux pouvoirs étatiques. L'exemple de la reconversion des cartels mexicains dans la production et vente d'héroïne est édifiant. Ils recourent à des gangs ultraviolents sur place (les *maras* en Amérique centrale), corrompent les autorités locales à tel point que le président Calderon doit recourir à l'armée dans sa guerre aux *narcos*. El Chapo, fils de fermier, devient en peu de temps le chef du cartel de Sinaloa. La compétition entre groupes criminels mène à l'élimination physique de groupes entiers : la guerre des cartels au Mexique a fait des dizaines de milliers de morts (30 000 à 50 000 en une quinzaine d'années). Pour des auteurs comme Xavier Raufer, la géopolitique traditionnelle des États est de plus en plus revisitée par la superposition de réseaux transnationaux et déstabilisée par la grande criminalité des mafias. La mutation de la grande criminalité sous forme de mafias prend une importance croissante et interfère avec la géopolitique des États.

Le profil des conflits* a par ailleurs considérablement évolué. Aux derniers conflits « classiques » opposant de manière directe des États-Nations succèdent des conflits de type insurrectionnels, guerres civiles, conflits identitaires. Plusieurs observateurs des relations internationales mettent en évidence le rôle joué par le commerce de la drogue* et ces réseaux criminels dans les nouveaux conflits. Les exemples abondent pour illustrer la

criminalisation par la drogue de la conflictualité internationale : guerre du Liban alimentée par l'argent du narco-trafic, troupes de Taylor dans le sud-ouest du Libéria contrôlant la zone de production de pavot, guerre civile au Tadjikistan devenu plaque tournante de la drogue, mouvement M.19 au Pérou qui finance sa guérilla maoïste grâce au trafic de drogue… Les liens se multiplient entre mafias et terroristes depuis le 11 septembre 2001, notamment pour le financement du terrorisme par les trafics. L'Afrique de l'Ouest est devenue une plaque tournante des narcotrafics et met en contact cartels d'Amérique du Sud et mouvances djihadistes comme l'AQMI. Les navires accostent le long du golfe de Guinée, puis la drogue remonte les voies sahariennes vers le Nord. On y retrouve également de l'héroïne en transit en provenance d'Afghanistan et le trafic de cannabis produit au Maroc. Le djihadiste Mokhtar Belmokhtar est devenu un des plus gros narcotrafiquants de la région. Selon la *US Drug Enforcement Agency,* la moitié des groupes terroristes internationaux ont un lien avec le trafic de drogue. Cependant ce phénomène de criminalisation de la conflictualité doit être relativisé et mis en rapport avec la causalité première des nouveaux conflits. Aujourd'hui, en Afghanistan, Albanie, Algérie, Cachemire, chez les Kurdes d'Irak, au Sri-Lanka avec les Tamouls, au Liban ou en Tchétchénie, les motivations des acteurs des conflits restent avant tout identitaires.

De nombreux auteurs s'interrogent sur le poids de ces réseaux mafieux dans la géopolitique actuelle**.** Jean-Christophe Rufin soulève le débat du poids réel de ces géopolitiques concurrentes et de leur rapport à la dynamique interétatique dès 1991 dans *L'Empire et les nouveaux barbares*. L'Histoire montre qu'il y eut de tout temps des zones contrôlées par des barbares ou féodaux défiant le pouvoir central des États. La construction même des structures étatiques se fit à l'encontre de ces logiques centrifuges, parfois plus puissantes économiquement. La différence fondamentale avec les zones grises contemporaines, c'est qu'il y existe désormais des interconnexions et des appuis mutuels entre des logiques concurrentes qui défient les États dans un cadre de mondialisation accrue.

Comme lutter efficacement contre ces réseaux criminels ? Face à ce crime organisé mondialisé, le cadre de l'État-Nation est dépassé et impose la mise en place d'une coopération entre polices. Dans les années 1920 est créé Interpol, puis Europol dans les années 1950. L'ONU en 1998 prend une résolution avec la Convention internationale contre la criminalité transnationale organisée et crée un Office des Nations Unies contre la drogue et le crime qui siège à Vienne. Le programme « Un monde sans drogues » appelle à la tolérance zéro et la répression. L'OCDE assiste le GAFI (Groupement d'action financière) pour couper les sources de financement du crime organisé. Les États-Unis encore une fois sont leader en la matière. Le président Nixon dans les années 1970 avait déclaré une « guerre à la drogue ». Le plan Colombie des années 1990 amena à une coopération avec le gouvernement colombien pour la destruction des plantations de coca dans les régions montagneuses par l'armée américaine. Mais les résultats sont faibles. L'ONU en 2016 fait le constat que la situation a empiré depuis 1998. Pour lutter contre les trafics certains États décident de dépénaliser en partie (Canada, Uruguay, Colombie, Colorado…).

🕮 Références

- Jean-Michel Dasque, *Géopolitique du crime international*, Ellipses, 2008.
- Jean-François Gayraud et François Thual, *Géostratégie du crime*, Odile Jacob, 2012.
- Alain Labrousse, *Géopolitique des drogues,* PUF, 2004.
- Xavier Raufer, *Les superpuissances du crime : Enquête sur le narco-terrorisme*, Plon, 1993.
- Jean-Christophe Rufin, *L'Empire et les nouveaux barbares*, 1991.

➢ Voir entrées

Drogues, Terrorisme, État failli, Mondialisation, Piraterie, Migrations, Diasporas, Conflits.

Réseaux terroristes

« *Depuis un peu plus d'une décennie, le monde a vu surgir une action terroriste islamiste de plus en plus anti-occidentale […] Ce qui inquiète le plus, c'est l'impact des réseaux terroristes, de leurs discours et de leurs actions, dans le monde musulman. Les appuis idéologiques, financiers et logistiques qu'ils y recueillent sont significatifs, sans oublier qu'ils rencontrent souvent un meilleur soutien de "leur" opinion publique que, par exemple, les États-Unis en Occident.* » (François Légaré, dans *Politique étrangère*, 2003, 68, 3-4)

En 2021, la menace terroriste des réseaux islamistes est plus internationalisée que jamais. Alors que dans les années 1990, leur action était principalement le produit de tensions politiques locales ou régionales, cette action islamiste traditionnelle, qui prévaut encore aujourd'hui en Israël dans les Territoires occupées ou au Cachemire, est remplacée dans le reste du monde par une action terroriste antioccidentale ayant pour cible privilégiée les États-Unis. Pour Olivier Roy, dans *L'Islam mondialisée* (Seuil, 2002), cette évolution reflète l'émergence d'une tendance nouvelle dérivée de la globalisation de la fin du XX^{e} siècle.

L'analyse de ces réseaux terroristes a ainsi profondément été renouvelée cette dernière décennie pour mieux prendre en compte ces évolutions, notamment avec l'étude de Richard M. Medina et George F. Hepner, *The Geography of International Terrorism : An Introduction to Spaces and Places of Violent Non-State Groups* (2013). Les *terrorism studies* étudient aujourd'hui ces réseaux terroristes et le déploiement de leurs stratégies territoriales, tandis que la géopolitique, qui étudie les rapports de force entre acteurs territorialisés, a intégré ces nouveaux acteurs dans ses analyses.

Ces études rencontrent une première difficulté définitionnelle. Il existe de nombreuses définitions du terrorisme*. Chacune implique des choix en matière d'objets et de perspectives. Le terme « terrorisme », subjectif et péjoratif, renvoie d'abord à une violence illégitime exercée contre des victimes désarmées (civils) par des acteurs « barbares ». Les « terroristes » (individus ou groupes) incarnent alors l'ennemi absolu. Cette figure du « terroriste », incarnée actuellement par la figure du « djihadiste », est le produit d'une longue histoire qui remonte à la Terreur d'État de la Révolution française, puis désigne les protagonistes du creuset anarchiste russe entre 1878 et 1914 et les participants à divers mouvements d'émancipation nationale après 1919. Dans les années 1960, le « terrorisme » est conçu dans le contexte de la Guerre froide comme un défi international à partir du creuset moyen-oriental et d'extrême gauche en Europe de l'Ouest et en Amérique latine, avant de devenir « religieux » et « global » à la suite des attentats de 2001 et de la « guerre mondiale » que lui livre le « gendarme du monde » américain. L'échec persistant pour donner une définition consensuelle au terrorisme dans les instances internationales, comme le rappelle Jenny Raflik (2016) est parallèle paradoxalement à la prolifération de normes et lois antiterroristes aux niveaux étatique et international. Leur efficacité n'en est pas moins remarquable en termes de restriction des libertés fondamentales et d'élargissement des possibilités de surveillance généralisée des populations comme le souligne le journaliste Jacques Follorou, spécialiste des dérives sécuritaires (2014). Malgré cet échec définitionnel, des listes d'organisations dites « terroristes » sont incluses dans des listes officielles de pays et/ou d'organisations internationales (États-Unis, Grande-Bretagne, Australie, Inde, UE, ONU…) qui relèvent de décisions politiques ; soit sont rassemblées dans des répertoires établis par des spécialistes des *terrorism studies* (Alex Schmid en 2013 en identifie environ 3 900) ou encore dans des encyclopédies comme celle de Jacques Baud (*Encyclopédie des terrorismes et violences organisées*, 2009).

Ces groupes sont à organisation variable mais ils se manifestent le plus souvent sous forme d'acteurs solitaires (Ellis, 2016). Les *terrorism studies* cherchent à comprendre la logique d'émergence de ces noyaux actifs (généralement cristallisés autour de chefs charismatiques) au sein de mouvances et de terreaux variés (ethniques, religieux, idéologiques…). Les motivations des acteurs terroristes engagés dans des conflits variés sont principalement idéologiques. Les discours religieux, mais aussi ethniques ou politiques, des acteurs qui recourent au terrorisme structurent territorialement une relation ami/ennemi. Les messages liés à l'acte terroriste justifient et annoncent leurs actes, ou revendiquent ponctuellement après leur réalisation leur campagne terroriste. Le noyau actif (« noyau dur ») du djihadisme salafiste se trouve ainsi au centre de plusieurs cercles concentriques. Le plus large correspond à l'ensemble de la population musulmane qui constitue son potentiel démographique. Le deuxième cercle, plus petit, englobe le terreau islamiste, porteur d'un projet politique. Le troisième cercle correspond à la « mouvance » salafiste admettant le recours au terrorisme et l'encourageant par le financement, la propagande, la logistique. Les messages de revendications des terroristes s'adressent aussi bien à leurs soutiens qu'à leurs ennemis. Enfin, le quatrième cercle est constitué des noyaux actifs constituant les acteurs terroristes directs. La CIA évalue ainsi le soutien d'Al-Qaïda dans le monde à 6 à 7 millions de musulmans radicaux, dont 120 000 seraient prêts à prendre les armes, comme le rappelle Rohan Gunaratna (2002). La cartographie mouvante de ces ensembles correspond alors à des cartes de distribution des religions*, à celles des mosquées en fonction de leur orientation, des prisons concentrant des détenus aux profils similaires, aux flux d'argent et de combattants formant des réseaux en reconfiguration permanente. Les commanditaires peuvent être des États agissant directement (services spéciaux) ou indirectement en « sponsorisant » des entités transnationales (État Islamique, diverses ONG* et réseaux diasporiques*…).

Les victimes des actes terroristes sont généralement choisies en fonction de leurs caractéristiques ethniques et socio-démographiques (et non pour leur identité personnelle) qui les inscrivent dans certains lieux de résidence permanente (grandes villes occidentales) ou de séjour temporaire (salle de concert comme au Bataclan). À cet égard les touristes constituent des victimes potentielles faciles à atteindre (cibles molles), engendrant une médiatisation forte, aux conséquences économiques parfois énormes pour les pays concernés (Voir Tourisme* et Risques*).

Les islamistes terroristes réunissent les caractéristiques spécifiques du terrorisme employant des moyens imprévisibles provoquant la terreur et étant dénués de toute reconnaissance. Les mouvements islamistes forment des nébuleuses rassemblant quelques milliers de personnes, se décomposant et se recomposant en permanence, et se revendiquant comme les porte-parole de l'islam. L'exemple de l'AQMI, un groupe armé divisé en lien avec le grand banditisme (Voir Crime organisé*) se réclamant du salafisme au Maghreb islamique est révélateur des caractéristiques de la territorialisation et de la formation contemporaine en réseaux du terrorisme. L'AQMI est créé en 2007 par des anciens membres du GSPC, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat. Ce même GSPC, créé en 1998, avait capturé en 2003 33 touristes européens dans l'extrême-sud algérien. L'AQMI relève du mouvement terroriste Al-Qaïda qui répond du salafisme, mouvement souhaitant un retour à l'islam « pur ». L'AQMI agit dans l'espace saharo-sahélien. Il a pour objectif la constitution d'un émirat transfrontalier dans le Sahara, mais non la prise du pouvoir dans un des États de la région. Son organisation n'est pas centralisée, divisée elle est difficile à identifier. Un « conseil » réunit les différentes branches, mais chacune a une grande autonomie sur le terrain. Ce réseau terroriste est ainsi scindé en trois grands « katibas » (phalanges). Ces phalanges peuvent entrer en rivalité

et se territorialisent : la première à Kidal au Mali ; la seconde plus à l'est près de Tombouctou au Mali ; et au nord, à Taoudéni, la troisième au cœur du bassin pétrolier entre Algérie, Mali et Mauritanie. À l'instar des groupes rebelles Touaregs qui déstabilisent les pouvoirs centraux à partir des marges nationales, l'AQMI a la même volonté de déstabilisation à l'égard du gouvernement algérien tout en assurant sa diffusion vers le Sahel méridional. L'AQMI mène ainsi des campagnes terroristes « classiques », par exemple, en décembre 2007, deux attentats ont lieu à Alger contre les locaux de la Cour Suprême et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). L'AQMI et ses sous-traitants qui s'en réclament mènent des campagnes d'enlèvements au Niger. Par exemple, en septembre 2000, 7 personnes (5 Français, 1 Togolais et 1 Malgache) travaillant pour Areva et Vinci sont enlevées. La Mauritanie est plutôt le siège d'attentats, d'attaques de casernes ou d'édifices diplomatiques et, à un degré moindre, de prise d'otages. Quant au Mali du Nord, il est divisé en deux « blocs » dirigés par des émirs concurrents pour le leadership. Il remplit trois fonctions, c'est un lieu de détention d'otages, d'exécution et de source d'approvisionnement en munitions. L'AQMI entretient des relations avec des sous-traitants qui relèvent du grand banditisme. L'organisation est ainsi impliquée dans le narcotrafic et officie de plus en plus dans l'immigration clandestine (fabrication de faux papiers, passage de frontières), deux sources de revenus conséquentes. L'organisation est ainsi difficile à identifier. Il y aurait un noyau dur de 300 à 500 combattants et de nombreux sous-traitants gravitant autour de cette nébuleuse djihadiste.

Les réseaux terroristes actuels font du terrorisme un problème global, un enjeu géostratégique majeur, avec un saut qualitatif après 2001 (Résolution 1373 du Conseil de Sécurité de l'ONU). Cette territorialisation et formation en réseau s'adaptent particulièrement bien à la mondialisation actuelle jouant sur ses réseaux, ses zones grises et angles morts. Toutes les forces à toutes les échelles sont engagées dans une guerre hors limites, incluant terre, mer, air et cyberespace. Ces menaces proviennent de territoires multiples (« arc de crises », « États voyous », « zones grises », quartiers urbains « sensibles », serveurs internet…) et agissent dans de nombreux lieux en fonction de leur vulnérabilité (macro-régions, pays, capitales, zones touristiques, infrastructures critiques…). Les milieux urbains deviennent les lieux privilégiés de toutes les attaques. Si ces acteurs ne peuvent revendiquer un territoire officiel, fondé sur des frontières, leur localisation et ses modifications sont essentielles dans la vie de ces acteurs. Les mouvements terroristes ont besoin d'États-refuges où ils peuvent installer leur commandement et camps d'entraînement (l'Afghanistan des Talibans pour Al-Qaïda). Mais leur but ultime reste le contrôle d'un ou plusieurs États, seul moyen pour un groupe terroriste d'acquérir une forme de respectabilité. Le terrorisme reste ainsi, comme la guerre, « la continuation de la politique par d'autres moyens » (Clausewitz) : tout terroriste poursuit des buts politiques (chasser des occupants, provoquer une révolution…) au-delà des discours religieux dominants. S'il ne recourt pas à la guerre, c'est uniquement parce qu'il n'en a pas les moyens. Ces réseaux terroristes confirment que la géopolitique ne peut plus s'en tenir aux rapports entre États mais doit envisager tous les acteurs. Les mouvements terroristes, comme les ONG, les FMN, ont chacun une géographie spécifique et évolutive.

🕮 Références

- Jacques Baud, *Encyclopédie des terrorismes et violences organisées*, Lavauzelle, 2009.
- Clare Ellis *et al.,* « Analysis Paper », dans *Countering Lone-Actor Terrorism Series n° 4*, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, 2016.
- Jacques Follorou, *Démocraties sous contrôle : La victoire posthume d'Oussama Ben Laden*, CNRS, 2014.
- Mathieu Guidère, *Atlas du terrorisme islamiste. D'Al-Qaïda à Daech*, Autrement, 2017.
- Rohan Gunaratna, *Al Qaida. Au cœur du premier réseau terroriste mondial*, Autrement, 2002.
- François Légaré, « Les réseaux terroristes islamistes : moins puissants, plus violents », dans *Politique étrangère*, 68-3-4, 2003.
- Richard M. Medina et George F. Hepner, *The Geography of International Terrorism : An Introduction to Spaces and Places of Violent Non-State Groups*, CRC Press, 2013.
- Jenny Raflik, *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, Gallimard, 2016.

➢ Voir entrées

Crime organisé, Terrorisme, Conflits de basse intensité, État failli, Religions, Tourisme, Risques.

Religions (pratiquants et institutions)

Peu d'observateurs et d'experts avaient prévu la révolution iranienne de 1979. François Thual, professeur à l'École de guerre, témoigne de l'effacement de ces acteurs religieux dans le domaine des relations internationales : « *Lorsque j'étais étudiant, explique-t-il, aucun livre ne parlait des chiites. Dans les années 1970, Yann Richard en a fait publier quelques-uns – sans quoi nous devions en commander en Angleterre. La réalité est donc double : l'émergence du chiisme comme facteur géopolitique d'une part, et l'émergence d'une prise de conscience que le phénomène chiite induit non pas "un seul" mais "des" islams.* » (Cité par François Mabille, 2020)

Les évolutions des conflits actuels témoignent du retour des acteurs religieux sur la scène internationale. Les religions sont d'abord des acteurs géopolitiques importants par leur nombre de pratiquants et les institutions qui les représentent. La répartition de leurs pratiquants comme leur organisation interne, – existence ou non d'un clergé, organisation centralisée ou non, vision du monde –, diffèrent et fonctionnent donc de façon différente sur la scène internationale.

L'évaluation des pratiquants pose la question des statistiques. Dans certains pays, la citoyenneté est liée à une appartenance religieuse, sans prendre en compte l'adhésion réelle. Ailleurs, les statistiques se basent sur le nombre de personnes ayant reçu les rituels d'initiation. Certains États ne procèdent à aucune statistique afin de garantir les libertés individuelles. Enfin, d'autres rendent ces enquêtes difficiles pour des raisons idéologiques.

Le christianisme regroupe plus de 2,2 milliards de fidèles. Multiforme, il recouvre un catholicisme centralisé au Vatican, un protestantisme diversifié et l'Église orthodoxe. Le catholicisme dispose d'une Église centralisée autour d'un chef unique, le pape, et doté d'un État, le Vatican. Le Vatican déploie une diplomatie complexe et s'appuie sur un réseau d'organismes humanitaires. L'autorité doctrinale pontificale donne une impression de force et d'unité au catholicisme qui regroupe 1 milliard de fidèles. Le protestantisme recouvre une grande diversité d'Églises et une dispersion culturelle et géographique pour 850 millions de fidèles. Développé en Allemagne avec Luther, en Suisse avec Calvin puis en Angleterre et en Europe du Nord. L'essor du protestantisme est dû aux églises évangéliques aux XVI^{e}-XIX^{e} siècles (baptistes, méthodistes, anabaptistes…). Ces organisations conservatrices sont très actives sur le terrain et bien implantées aujourd'hui en Afrique et en Amérique du Sud, comme en Europe depuis peu. En Amérique, la recomposition de la carte religieuse est importante avec l'expansion des Églises évangéliques plus proches des milieux populaires. L'Église catholique y est de plus en plus perçue comme une église de personnes aisées et âgées, compromise avec les régimes dictatoriaux en Argentine, au Chili, au Brésil dans les années 1960-1980. La partie orthodoxe est restée plus concentrée en Europe dans l'Est et dans les Balkans avec 200 millions de fidèles.

L'islam regroupe 1,6 milliard de croyants. Le monde musulman compte près de 45 États dont la population est majoritairement musulmane. L'Indonésie est le plus peuplé avec 180 millions d'habitants, suivie par le Bangladesh (123 millions), le Pakistan (115 millions) et l'Égypte (60 millions). Cette religion est très divisée avec 1,4 milliard de Sunnites pour 200 millions de Chiites. Elle se caractérise par le développement des grandes confréries soufies depuis les années 1920 avec les Frères musulmans, puis dans les années 1970 avec le salafisme et on assiste aujourd'hui à un réveil religieux conservateur. La religion musulmane a un lien historique avec le pouvoir d'État à travers la figure du calife et le droit musulman, la charia. Sur le plan politique, l'islam joue un rôle important dans la mondialisation avec les diasporas* et le djihadisme. La France compte la première communauté musulmane d'Europe (4,5 millions). La montée de l'islam politique et des revendications identitaires marque les débats sociétaux (en France, loi interdisant les signes religieux à l'école, 2004). La radicalisation des jeunes musulmans récemment convertis est un défi pour les sociétés européennes (Voir Réseaux terroristes*). Le monde musulman connaît un processus d'expansion spatiale et démographique, puisque ses effectifs, surtout par accroissement naturel mais aussi conversion (Afrique tropicale), ont doublé depuis 40 ans. En Afrique, les chiffres du *Pew Research Center* de 2010 font état d'une islamisation du nord vers le sud du continent (510 millions de chrétiens pour 235 millions de musulmans). L'avancée du salafisme, soutenu par l'Arabie Saoudite, et d'un évangélisme plus intolérant ajouté à de fortes tensions politiques, économiques et sociales, a par exemple abouti à la scission du Soudan.

L'hindouisme est concentré dans la péninsule indienne. Sa diffusion est plus limitée dans le reste de l'Asie et en Occident. Il regroupe 1 milliard de fidèles. En Inde, il devient une composante du nationalisme. Le bouddhisme compte 500 millions d'adeptes essentiellement en Asie. Religion le plus souvent non violente, le bouddhisme entretient néanmoins des rapports avec les mouvements nationalistes et peut se manifester de façon violente en s'opposant à des formes de répression. Récemment le bouddhisme s'est affirmé comme un facteur géopolitique de premier plan dans des conflits au Tibet, en Birmanie et au Sri Lanka, où le bouddhisme est une composante essentielle de l'identité nationale. C'est la religion d'État en Thaïlande, d'où l'impossibilité jusqu'à ce jour d'intégrer les musulmans du Sud. Cependant, alors que le christianisme et l'islam ont souvent fait appel à la guerre sainte (Voir Guerres de religion*), le bouddhisme n'a jamais été conquérant dans ce sens.

Les autres religions minoritaires, comme le judaïsme, représentent moins d'1 % du total. Mais la place grandissante accordée aux minorités* dans le Droit international* leur confère une place importante sur la scène internationale (création de l'État d'Israël suivie du premier conflit israélo-arabe en 1947-1948) Enfin, 1 milliard de personnes se déclarent athées au terme d'un vaste mouvement de sécularisation entamé au XIX^{e} siècle.

La présence des religions dans le monde s'incarne aujourd'hui dans des acteurs religieux intégrés à l'ordre international et impliqués dans différentes missions : promotion de la paix*, intervention dans le règlement des conflits, dialogue interreligieux. Ces organisations religieuses transnationales ont un rôle influent dans la diplomatie internationale auprès des États. Ce processus d'institutionnalisation des religions a été encouragé par l'ONU ou l'UE qui cherchaient à consolider la solidarité interreligieuse dans les démocraties en favorisant l'intégration des religions comme acteurs publics.

L'État catholique est l'institution la plus ancienne du monde occidental : elle est supranationale, de droit divin et s'incarne dans un chef, le pape, chef de la cité-État souveraine du Vatican (micro-État de 44 ha) et dépositaire d'une autorité spirituelle (Saint-Siège). En 1929, un accord signé avec l'Italie a confirmé sa souveraineté. Il est présent dans une dizaine d'organisations internationales et le pape dispose d'un secrétaire d'État qui met en œuvre sa politique étrangère. L'objectif de la papauté dans la géopolitique mondiale depuis le XX^{e} siècle est de défendre la paix, la justice et le développement. Pendant la Première Guerre mondiale, le pape Benoît XV tente une médiation entre les belligérants, même si durant la Deuxième Guerre mondiale, Pie XII adopte une position ambiguë au sujet de l'antisémitisme. Durant la Guerre froide, le Vatican soutient les grandes conférences de désarmement et de non-prolifération. Le pape dénonce les situations de crises et certaines guerres ont été évitées grâce à son arbitrage. Ses

nombreux voyages ont été un instrument diplomatique important en Pologne en 1979 ou à Cuba en 1998 (contre l'embargo* américain). En Israël, il plaide pour un « statut spécial internationalement garanti » pour Jérusalem et les Lieux saints. Le pape François depuis 2013 développe une diplomatie en faveur de la paix en Syrie, pour le dialogue israélo-palestinien et le rapprochement entre Cuba et les États-Unis. En Birmanie, il lance un appel en faveur de Rohingyas en 2018. Si la papauté ne détient pas de *hard power*, elle est dotée d'un *soft power* exerçant une influence politique et spirituelle quasi universelle. Les autres Églises chrétiennes et leurs institutions multiplient également les appels à la paix. Dans l'UE, la présence de représentations chrétiennes institutionnelles est instaurée par le traité de Lisbonne. Les Églises chrétiennes ont mis en place des structures interchrétiennes. Le *Word Council of Churches* crée en 1948 est l'organisation la plus large avec près de 345 Églises (hors catholicisme) issues de plus de 110 pays. Ce conseil est très structuré et influent. Les religions non-chrétiennes structurent également leurs représentations internationales, comme le *World Fellowhip of Buddhists* fondée en 1950, regroupant plus de 35 représentations nationales. On trouve d'autres regroupements interreligieux destinés à promouvoir le dialogue et la paix comme le « Parlement des religions du monde » créé en 1893 à Chicago.

D'autres représentations religieuses, moins indépendantes, sont financées par les États ou les institutions internationales. Elles peuvent jouer le rôle de regroupements événementiels de prestige comme le « Congrès des responsables des religions mondiales et traditionnelles d'Astana », instrument de communication du président kazakh, ou l'« Alliance des civilisations », groupe de dialogue interreligieux proposé par le président iranien à Barcelone en 2005. Les organisations islamiques sont financées par des États et font avant tout la promotion de l'islam. Elles sont d'abord liées à l'émergence du panislamisme dans l'entre-deux-guerres. Le Congrès musulman mondial, né en Égypte en 1926, lié à l'émergence de la confrérie des Frères musulmans, permet de développer une politique internationale de protection des musulmans. La Ligue islamique mondiale a été créée en 1962 par l'Arabie Saoudite pour propager l'islam « authentique ». Financée par l'État saoudien, elle diffuse l'islam wahhabite en développant le prosélytisme à l'aide de prêcheurs, en diffusant vidéos de prédication et livres de doctrine, en finançant mosquées et organismes de formation théologique. La Ligue a obtenu un statut d'observateur à l'ONU bien qu'elle promeuve des déclarations islamiques des droits de l'homme alternatives. Elle a mené une lutte importante à l'Assemblée de l'ONU contre l'islamophobie supposée de l'Occident entre 2005 et 2011 à la suite de la publication de caricatures de Mahomet par un journal danois. Enfin, l'Organisation de la coopération islamique (OCI), fondée par l'Arabie Saoudite en 1969, regroupe 57 États musulmans. Elle obtient le titre d'observateur permanent à l'ONU et un bureau auprès de l'UE. Son objectif est de protéger les « intérêts vitaux des musulmans ». Elle conteste ainsi l'existence d'Israël et dénonce le sort fait aux Palestiniens. L'OCI milite pour une limitation de l'extension des droits humains* dans les pays musulmans. La multiplication de ces organisations internationales confessionnelles après-guerre a conduit à une défense agressive de la religion. L'influence des religions dans le cadre institutionnel semble se renforcer aujourd'hui, notamment autour des questions sociétales (avortement, homosexualité) tandis que leurs représentants entendent lutter contre les dérives antireligieuses (dénonciation du « blasphème »).

À côté des institutions religieuses existe également un ensemble de réseaux religieux indépendants. Ces associations religieuses ont pour objectif la défense de la liberté religieuse, des croyants et travaillent en collaboration avec l'ONU. Certains de ces réseaux religieux de taille mondiale sont à vocation caritative, comme les *Lions club* ou les associations catholiques *Caritas* ou *Christian Aid*, le Secours islamique ou le *World Jewish Relief*. La plupart de ces associations religieuses non-gouvernementales ne sont pas dénuées d'ambiguïté. En défendant officiellement la liberté religieuse, elles poursuivent une œuvre missionnaire et travaillent de préférence pour leurs propres croyants, comme l'Œuvre d'Orient qui existe depuis 1856 ou « SOS Chrétiens d'Orient » fondé en 2013 (Blandine Chélini-Pont). La question du financement de ces réseaux religieux pose problème aux États.

Se pose aujourd'hui la question du poids des religions dans les relations internationales. Elles interviennent toujours sur les grands enjeux de société et influent sur les politiques. En Inde, le parti nationaliste hindou (BJP) cherche à imposer le retour aux valeurs traditionnelles hindoues. En Israël, bien que l'État ait été créé sur la base d'un sionisme laïque en 1948, depuis les années 1970, le Likoud et les partis religieux s'imposent. Dans le monde musulman, la plupart des États se réclament de la religion* (Voir la Religion* en tant qu'« Enjeux ») pour légitimer leur pouvoir. Et un terrorisme globalisé s'étend avec un discours ambigu envers les non-musulmans et l'Occident.

🕮 Références

- Blandine Chélini-Pont, Roland Dubertrand, Valentine Zuber, *Géopolitique des religions. Un nouveau rôle du religieux dans les relations internationales ?*, Ed. Le Cavalier Bleu, 2019.
- Robert Frank, « Religion(s) : enjeux internationaux et diplomatie religieuse », dans *Pour l'histoire des relations internationales,* PUF, 2012.
- François Mabille et Christophe Ventura, « Religions : l'ère des nouvelles influences », dans *La Revue internationale et stratégique*, IRIS, 2020/1, n° 117.

➢ Voir entrées

Guerres de religion, Terrorisme, Réseaux terroristes, Religion (enjeu), Choc des civilisations.

Médias

En France, Balzac affirmait en 1840 que « *La presse est en France un quatrième pouvoir dans l'État : elle attaque tout et personne ne l'attaque. Elle blâme à tort et à travers. Elle prétend que les hommes politiques et littéraires lui appartiennent et ne veut pas qu'il y ait réciprocité.* » (*La Revue parisienne*, 25 août 1840)

Les médias sont devenus incontournables pour comprendre les mutations contemporaines affirme Philippe Boulanger dans sa *Géopolitique des médias* (2014) : « révolution Facebook » dans les pays arabes, émergence de grands groupes industriels de médias, traitement médiatique permanent des crises… Les médias, avec la révolution des NTIC, sont devenus des acteurs au poids grandissant, mais aussi des outils et enjeux à contrôler dans les conflits actuels. La presse a un rôle essentiel dans les débats géopolitiques dans les États où existe une réelle liberté d'expression et elle est souvent considérée, surtout dans les milieux intellectuels, comme un contre-pouvoir indispensable à l'existence d'une réelle démocratie.

La presse regroupe l'ensemble des moyens écrits et audiovisuels de production, de traitement et de diffusion de l'information. Ce processus est étroitement lié à la révolution technologique, à la mondialisation* des économies et des échanges et à l'internationalisation du jeu des grands acteurs, États ou firmes, depuis la pose en 1851 d'un premier câble reliant la *City* aux places financières d'Europe continentale. Au cœur de ce phénomène, une poignée de grandes agences de presse occidentales, fondées le plus souvent au XIX^{e} siècle, se retrouvent en position quasi monopolistique, contrôlant 80 % de la production de l'information mondiale. La lutte commerciale entre elles fait rage : l'agence américaine *United Press* (UPI) fait faillite en 1992, l'agence soviétique *Tass* sombre avec l'URSS, le projet d'un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » imaginé dans les années 1970-1980 est enterré. Il existe des agences généralistes comme l'Agence France-Presse (AFP) ou l'*Associated Press* (AP) dont les clients sont les médias eux-mêmes grâce à un réseau mondial de correspondants. Le pouvoir de ces agences devient écrasant et de plus en plus ambigu face aux questions déontologiques que pose la marchandisation de l'information. On assiste ensuite à la naissance d'un véritable géant avec l'agence Reuter, fondée en 1851 à Londres, qui acquiert le service mondial de photographies *United Press* (1985), puis *Visnews*, agence mondiale d'actualités télévisées (1992). Reuter s'étend dans 160 pays, notamment en Europe de l'Est. L'agence se tourne vers les milieux d'affaires en s'appuyant sur ses liens historiques avec la *City*. En 1992, ses services *Globex et Dealing* permettent de réaliser en temps réel toutes les opérations boursières : elle achemine le 1/3 des opérations. Son rival, l'agence Dow Jones, créée en 1882 à New York, se spécialise dans l'information économique et financière : son indice boursier est repris à l'échelle mondiale. Enfin, des agences productrices d'images, dont le prototype est l'américain CNN, s'affirment. Grâce aux mutations technologiques, l'ère du « direct » permet à un événement d'être filmé, retransmis, connu et vécu presque en direct (guerre du Golfe, attentat du *World Trade Center* en septembre 2001…).

L'émergence de ces grandes agences mondiales d'information pose des questions géopolitiques essentielles. Par leurs réseaux et leurs moyens de couverture en direct, elles sont souvent mieux informées que les États et jouent un rôle politique considérable. L'instantanéité de l'information et sa mise en scène, alliée à une « expertisation », rend possible la manipulation des opinions publiques. Les marges de manœuvre dont disposent les États pour gérer les crises tendent à disparaître au profit de la dictature de l'instantané. Ce processus modifie la gestion des crises (coup de bluff, outrance, course contre la montre…) en empêchant un temps de réflexion. Enfin, par leurs spécialisations financières et leurs moyens technologiques, ces agences sont les acteurs centraux de la mondialisation des échanges et de leurs dysfonctionnements. Enfin, par la domination anglo-saxonne (CNN, BBC, Reuter, Dow Jones…), on assiste à la généralisation d'un modèle culturel et d'une vision du monde au détriment de 70 % de la population mondiale marginalisée. Le développement considérable des NTIC et la multiplication à travers le monde des récepteurs de radio, puis de télévision, et enfin d'internet, ont accru les pouvoirs des journalistes et, de ce fait, leurs responsabilités. À la suite de la première guerre du Golfe (1991), on a commencé à s'interroger sur la force manipulatrice des images. L'adhésion massive des opinions publiques occidentales à l'intervention armée au Koweït et, à l'inverse, l'hostilité des opinions publiques arabes étaient en partie dues aux images diffusées et contrôlées par l'état-major américain.

La presse, la radio, la télévision et, aujourd'hui, Internet* contribuent à rendre le monde mieux informé, mais fournissent également des instruments de propagande efficaces. Depuis longtemps, les médias ont été les supports de la propagande gouvernementale. En France, l'expression « bourrage de crânes » date de 1914-1918 lorsque la censure politique et militaire sur la presse était totale. Le contexte de guerre peut faire changer l'attitude des États vis-à-vis de leurs médias : des pays démocratiques choisissent d'imposer leur point de vue pour parvenir à la victoire militaire. Durant les deux conflits mondiaux, les médias ont relayé une propagande visant à diaboliser l'ennemi allemand et à promouvoir l'effort de guerre, tandis que les victoires sur l'ennemi sont embellies. La possibilité d'exprimer des désaccords avec la représentation dominante est récente, y compris dans les pays démocratiques. Comme tout outil, les médias sont manipulés par les politiques et servent indifféremment la liberté ou la tyrannie. Dans les années 1930-1945, la radio et le cinéma servent aussi bien Hitler et Staline, que Churchill et de Gaulle. Les médias sont d'abord un élément central de la stratégie d'influence des États, quel que soit le type de conflits (Voir Guerre de l'information*). Le contrôle étatique de l'information est un phénomène ancien, notamment dans les régimes autoritaires où une censure est instaurée. Pour cela, les gouvernements placent des proches à la tête des grands médias, exercent des pressions sur la presse libre et condamnent, voire éliminent, certains journalistes dérangeants pour le pouvoir en place. En Russie, l'agence Roskomnadzor, « gendarme de l'information », ferme les sites qui critiquent le gouvernement, comme celui d'Alexeï Navalny. L'État promeut ses médias, comme le groupe CCTV (*China central television*), principal diffuseur d'actualités dans le pays. Aujourd'hui, le Kremlin dispose d'un « arsenal médiatique » tourné vers l'étranger avec RT fondé en 2005, Sputnik en 2014. Ces agences ont pour objectif de « garantir les intérêts nationaux de la Fédération de Russie dans la sphère informationnelle ». Mais ces stratégies rencontrent des limites. Le conservatisme de ces médias peut lasser le public. La censure et la répression peuvent faire naître des contestations, difficilement étouffées. Enfin, les médias qui défendent un discours officiel peinent à se développer à l'étranger dans un autre contexte culturel et politique.

La liberté médiatique permet à des acteurs privés de s'imposer, ces derniers formant un « quatrième pouvoir ». Dans un contexte économique très concurrentiel, les fusions participent de la concentration du secteur médiatique avec la constitution de véritables empires médiatiques, comme le groupe TF1 de l'industriel Bouygues en France. Les intérêts particuliers de leurs propriétaires sont privilégiés parfois au

détriment des intérêts étatiques. Aux États-Unis, le lobby* des armes dispose de sa propre chaîne, la NRATV (Voir CMI*), qui se pose en obstacle sur le passage de tout gouvernement souhaitant une législation restrictive du port d'arme. Pour décrire ce poids des médias dans les rapports de force est forgée l'expression « quatrième pouvoir ». Le « quatrième pouvoir » désigne la presse et les médias, mais aussi tous les nouveaux moyens de communication, servant de contre-pouvoir aux pouvoirs étatiques (exécutif, législatif et judiciaire). L'influence importante sur l'opinion des magnats de la presse aux États-Unis (*Media Moguls*) concrétise l'existence de ce quatrième pouvoir. Cette réalité est ancienne : Robert de Jouvenel, dans *La République des camarades* en 1914, dénonce déjà la collusion entre les trois pouvoirs et la presse en France. Les médias, véritable pouvoir, peuvent ainsi nuire aux États. Le journalisme d'investigation peut déboucher sur des révélations qui les fragilisent : l'affaire du *Rainbow Warrior* en 1985 illustre ce risque. Après avoir envoyé deux agents de la DGSE saboter un navire de l'ONG *Greenpeace*, la pression médiatique aboutit à la démission du ministre de la Défense malgré les premières dénégations du gouvernement français. Aux États-Unis, les révélations du *Washington Post* en 1972, puis la médiatisation du scandale du *Watergate,* aboutissent à la démission du président Nixon en 1974. Le suffixe *-gate* est depuis accolé à toutes formes de scandale politique médiatisé. Exemple extrême de ce pouvoir, les journaux de William Randolph Hearst, comme le *New York Morning Journal*, ont contribué, par des articles allant au-delà du simple rapport de politique étrangère, à la déclaration de guerre des États-Unis contre l'Empire espagnol et à la prise de contrôle de Cuba (1898).

L'écosystème médiatique reste vulnérable. Les « manipulateurs de l'information » utilisent la presse populiste, les réseaux sociaux comme les sites de désinformation. Leurs efforts fructifient dans un paysage médiatique éclaté avec des médias traditionnels affaiblis par cette nouvelle concurrence. Face à ces dérives, les journalistes sont en première ligne et participent à la vérification des faits (Voir Cyberguerres*). Le poids grandissant des réseaux sociaux dans le paysage médiatique pose la question du poids réel au sein de ce « quatrième pouvoir ». La suspension des comptes de Donald Trump par Twitter, suivi des autres réseaux sociaux, en janvier 2021, pose la question de leur rôle en démocratie au regard de leur nombre d'abonnés. Pour la politiste Maud Quessard, « jusque-là, ces deux réseaux sociaux avaient un statut d'hébergeurs. Ils ne se préoccupaient guère de réguler leurs contenus, quand bien même émanaient-ils de groupes promouvant le suprémacisme blanc ou, comme Qanon, les théories complotistes. En assumant une régulation plus forte de leurs contenus, Twitter et Facebook deviennent, de fait, des éditeurs. » Cette longue passivité face à leurs contenus fait écho à l'attachement viscéral des Américains à la liberté d'expression. « Désormais éditeurs et non plus hébergeurs, Twitter et Facebook deviennent des médias comme les autres et, comme la presse traditionnelle, relève de ce quatrième pouvoir si important aux États-Unis. […] ». En réponse Donald Trump a lancé son propre réseau social en octobre 2021.

🕮 Références

- Philippe Boulanger, *Géopolitique des médias, Acteurs, rivalités et conflits*, Armand Colin, 2014.
- David Colon, *Propagande. La manipulation de masse dans le monde contemporain*, Belin, 2019.
- Jean-Noël Jeanneney, *Une histoire des médias des origines à nos jours*, Points Histoire, 2015.
- Maud Quessard, *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021.

➢ Voir entrées

Guerre de l'information, Cyberguerres, Internet, Mondialisation, Lobbies, CMI.

Diasporas

« *Les populations fuient la guerre certes, mais surtout la pauvreté, la désolation et la mort* » rappelle Jean-Baptiste Noé dans *Le défi migratoire – L'Europe ébranlée* (Bernard Giovanangeli éd., 2015). Elles peuvent fuir aussi en raison de décisions politiques délibérées.

Les diasporas sont des acteurs importants de la stratégie internationale de certains États dans la mondialisation actuelle. La « dispersion » existe depuis l'Antiquité. Elle s'est amplifiée au XX^{e} siècle avec les guerres, les déplacements de population et les NTIC**.** Catherine Xihtol de Wenden en 2013 a montré que de « nouvelles migrations » internationales s'observent dans le monde depuis les années 1970-1980, plus intenses, plus complexes et à plus longue distance. Une véritable mondialisation migratoire apparaît. Le nombre des migrants internationaux est évalué par l'ONU à 270 millions de personnes en 2020, soit 3 % de la population mondiale, contre 175 millions en 2000. S'ajoutent les migrants illégaux estimés entre 25 et 40 millions. La majeure partie de ces flux proviennent de pays du Sud, en retard de développement, fragilisés par une instabilité sociale et politique. Les pays récepteurs sont partagés pour moitié entre pays du Nord et du Sud. Dans cette mondialisation migratoire*, les diasporas jouent un rôle important en faisant vivre dans le temps des liens entre communautés. La taille des diasporas, l'écart de revenus entre pays émetteurs et récepteurs, et un niveau de revenu suffisant pour les candidats au départ facilitent ces flux migratoires. La taille des diasporas joue sur ces flux qu'elle encourage. À l'origine exode forcé, la diaspora garde des liens de mémoire avec son territoire d'origine et entretient une véritable « culture de la migration » où la culture et la religion jouent un rôle important. Il y a donc peu de véritable diaspora dans le monde au sens strict du terme, hormis les Juifs, les Palestiniens et les Arméniens. Son sens s'est élargi dans la mondialisation migratoire pour désigner les communautés d'origine étrangère se regroupant dans leur pays d'accueil, liées par une même culture. Le nombre de personnes formant ces diasporas est estimé aujourd'hui à plus de 600 millions (dont ¼ pour les « Chinois d'Outre-Mer »).

Du point de vue géopolitique, deux catégories de diasporas peuvent être distinguées. La première catégorie regroupe les diasporas se rattachant à un État, comme les Chinois d'outre-mer. Tiraillées entre leur loyauté à l'égard de leur État d'installation et celle à l'égard de leur État d'origine, elles sont en général soupçonnées d'être une « cinquième colonne » et peuvent faire l'objet de répression. Ces diasporas ont des liens complexes avec leur pays d'origine. Si pour certains l'exil est une souffrance, d'autres s'exilent pour échapper au pouvoir en place et au contraire souhaitent s'intégrer dans leur pays d'accueil. Ainsi toute diaspora est traversée par des rivalités et conflits entre ces membres. La deuxième catégorie rassemble les diasporas sans État : par exemple, les Juifs, les Arméniens ou les Ukrainiens avant la création d'un État. Ces diasporas sont vulnérables, considérées comme porteuses de trahison car aspirant à avoir leur propre État. Dans la mondialisation, il leur manque un territoire. Dès la fin du XIX^{e} siècle, Theodor Herzl affirme que le seul moyen pour les Juifs d'échapper à la persécution est de se doter d'un État.

Elles paraissent bien adaptées à la mondialisation avec leurs réseaux humains et financiers, une organisation transnationale et leur adaptation aux conditions locales sans perdre leurs caractéristiques propres. Mais si ces diasporas constituent des réseaux de solidarité, évoquant le déploiement géographique des multinationales* ou des mafias*, ce ne sont en rien des pieuvres toutes puissantes exerçant une emprise cachée sur le monde comme le rapporte le faux fabriqué par la police tsariste en 1903, *Le Protocole des Sages de Sion*. Elles peuvent être aussi faibles ou menacées au gré des crises. C'est le cas des Chinois pendant la crise asiatique de 1997 (lois discriminatoires). La Chine ou Israël aujourd'hui aident leurs diasporas, en retour elles reçoivent des flux d'IDE.

Elles peuvent par leur poids être utilisées comme un moyen de renforcement du territoire national. La diaspora juive joue ainsi un rôle essentiel dans la préservation du territoire de l'État d'Israël après cinq guerres israélo-arabes. Si la répartition de la population lui est défavorable avec à peine 5 millions d'habitants face aux pays de la Ligue arabe, son poids politique dépend des communautés de sa diaspora réparties dans le monde formant des lobbies* devant être pris en compte pour l'analyse du Proche-Orient. Certains États ont « réinventé » leurs diasporas : c'est le cas de l'Inde créant un Haut-Commissariat de la diaspora en 2000. L'enjeu pour ces États est de transformer le *Brain Drain** en *Brain Gain* : le revenu annuel de la diaspora indienne estimée à 30 millions d'individus est évalué à 200 milliards de dollars annuel, soit 10 % du PIB indien.

Ces diasporas peuvent être sources de tensions avec les populations hôtes, en fonction de leur ampleur, de leur provenance et de leur volonté d'intégration. L'Europe accueille depuis longtemps différentes diasporas. La volonté et la capacité de ces populations étrangères de s'intégrer dans la société d'accueil, comme les politiques d'accueil du pays récepteur sont déterminantes. Mais les concentrations communautaires importantes dans de nombreuses villes encouragent un entre-soi. Le *Rapport de l'Observatoire des enjeux géopolitiques de la démographie* (juillet 2016) montre que certaines diasporas sont déjà importantes dans les grands pays d'immigration que sont l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. Le Royaume-Uni compte de fortes diasporas asiatiques (Indiens, Pakistanais), mais aussi caribéennes. Au recensement de 2011, selon ce rapport, 4,2 millions de personnes se sont déclarées seulement asiatiques, dont 43 % pourtant nées au Royaume-Uni. Parmi les populations indiennes et pakistanaises, les unions interethniques sont peu nombreuses (seulement 12 % des Indiens et 9 % des Pakistanais de plus de 16 ans). En Allemagne, la majorité de la population d'origine étrangère est européenne, mais la minorité* la plus importante est turque avec 2,9 millions de personnes en 2014, dont 52 % nées en Allemagne. En Suède, on voit apparaître des minorités liées aux flux récents. Le nombre de Syriens a été multiplié par 8 en trois ans atteignant près de 130 000 personnes en 2016. En France, en 2011, les personnes originaires d'Afrique (sur deux générations) dominent avec 5,1 millions de représentants. La minorité la plus importante est d'origine algérienne (1,9 million), devant celle d'origine marocaine (1,4 million). La France compte 1,3 million de Subsahariens et la seconde implantation turque européenne (500 000). Dans les pays d'accueil, les diasporas sont une possible menace pour la cohésion nationale. L'accroissement de la diaspora peut accroître les coûts sociaux et la formation de larges diasporas peut avoir un impact négatif sur la primauté du modèle social de la société d'accueil, contesté par des modèles sociaux alternatifs, relève toujours le même rapport. C'est paradoxal puisque les migrants quittent souvent leur pays pour échapper à un modèle social non performant, mais ont tendance à le reproduire dans les sociétés d'accueil en suscitant des crises. D'un point de vue géopolitique, les diasporas peuvent également exercer une influence politique sur certaines questions. Ce phénomène migratoire peut modifier la géopolitique interne des États. Ainsi, l'« asiatisation » des pays du Golfe par vagues successives de travailleurs indiens, pakistanais et sri-lankais, à renverser le profil démographique du Golfe. Le Koweït, en privilégiant l'immigration asiatique au détriment de l'immigration palestinienne, modifie sa représentation étatique par les autres pays arabes.

Les débats actuels sont nombreux sur la place de ces diasporas dans les pays d'accueil. Deux points de vue s'affrontent : les diasporas sont-elles

assimilées dans les pays d'accueil ou intégrées dans des sociétés multiculturelles ? L'assimilation des diasporas nécessiterait une croissance modérée de celles-ci dans le temps. À l'inverse, le multiculturalisme prôné par l'UE repose sur l'idée d'une coexistence de différentes cultures au sein d'un même pays, mais pose la question des identités nationales et le risque du communautarisme. En retour, les retours de migrants dans leur pays d'origine peuvent déstabiliser ceux-ci : réduction des envois de fonds (40 % du PIB au Tadjikistan par exemple) ; croissance du nombre de chômeurs ; instabilité sociale et politique et frustration instrumentalisée par différentes forces centrifuges.

🕮 Références

- William Berthomière et Christine Chivallon (dir.), *Les diasporas dans le monde contemporain,* Karthala, 2006.
- Chantal Bordes-Benayoun et Dominique Schnapper, *Diasporas et nations,* Odile Jacob, 2006.
- Paul Collier, *Exodus : How Migration Is Changing Our World*, Oxford University Press, 2013.
- Mathilde Monge et Natalia Muchnik, *L'Europe des diasporas*, PUF, 2019.
- *Rapport de l'Observatoire des enjeux géopolitiques de la démographie*, n° 2, juillet 2016.
- Catherine Wihtol de Wenden, *Le droit d'émigrer*, CNRS éd., 2013.

➢ Voir entrées

Démographie, Migrations*, Brain Drain,* Mondialisation, Crime organisé, FMN, Lobbies, Minorités, Technologies.

Minorités

« Il existe dans notre monde plus de 7 500 ethnies et communautés minorisées, 6 700 langues, une multitude de religions et de croyances pour 185 États membres de l'ONU seulement. » À partir de ce constat, Joseph Yacoub fait le point géopolitique et juridique de la situation des minorités dans le monde (*Les minorités dans le monde*, 1998).

La présence de minorités est traditionnellement un facteur de déstabilisation interne des États. La géopolitique apporte ainsi une attention particulière aux différences communautaires de type religieux et ethnoculturel existant au sein d'un État*.

Une minorité est un groupe qui préserve des caractéristiques culturelles, ethniques, linguistiques ou religieuses propres au sein d'un État. Ces minorités sont généralement en position d'infériorité par rapport à une majorité. Pourtant elles ne sont pas toutes opprimées et il arrive que, à l'inverse, une minorité domine des groupes beaucoup plus nombreux (comme les Irakiens sunnites sous Saddam Hussein face à une majorité chiite jusqu'en 2003). Si la minorité est la plupart du temps associée à une infériorité numérique à l'échelle nationale, elle peut constituer un ensemble majoritaire à l'échelle régionale ou locale, comme les Ibos au sud du Nigeria, les Catalans à l'est de l'Espagne ou les Russes en Crimée.

Les premières minorités qui, en France, ont fait l'objet d'un statut reconnu étaient des minorités religieuses. Dès le Moyen Âge dans la plupart des pays européens, les juifs formèrent des minorités, mais leur dispersion géographique et leur absence de projet territorial (avant la construction du mouvement sioniste) firent qu'ils ne posèrent pas de problèmes géopolitiques spécifiques. Dans les Balkans et au Proche-Orient ottoman, les divers peuples chrétiens firent l'objet d'un statut particulier, celui du « millet », subdivision qui correspond plus ou moins à un territoire légal. Peu à peu, chaque « millet » fut considéré comme l'équivalent d'une nation et, au XIX^{e} siècle, celles-ci cherchèrent à se constituer en État-Nation. En Europe occidentale, à partir du XVI^{e} siècle, la Réforme entraîna les guerres de religion* entre protestants et catholiques avec pour conséquence l'établissement du principe « *cujus regio, ejus religio* » (« tel prince, telle religion ») en 1648, véritable négation des droits des minorités religieuses. D'où des persécutions et des conversions forcées. La religion* est aujourd'hui encore la cause pour laquelle un groupe se mobilise afin de défendre ses droits. Au Soudan, la majorité islamisée du Nord, qui détient le pouvoir politique, cherche à imposer la charia à la minorité noire animiste ou chrétienne du Sud, provoquant une guerre civile. L'Inde est confrontée à un grave problème de minorités religieuses. Les massacres en 1992-1993 ont pour origine l'affrontement religieux entre minorité musulmane et nationalistes hindous. En Irlande du Nord, on retrouve un affrontement entre majorité protestante et minorité catholique. Cette opposition religieuse se double d'une forte inégalité économique, sociale et politique, alimentant le ressentiment de la minorité catholique contre les unionistes et le gouvernement britannique.

La présence de minorités ethniques ou nationales est généralement l'héritage du démembrement des Empires. L'accession à l'indépendance de ces nouveaux États provoqua chez certaines communautés une prise de conscience de leur propre identité, tandis qu'elles étaient rejetées par de nouveaux groupes nationaux. Il existe toutefois des minorités qui ne résultent pas du démembrement des Empires. C'est le cas en Espagne des minorités basque et catalane. En Afrique, on retrouve de nombreux groupes ethniques sur un même territoire. L'héritage de la traite des esclaves et les rivalités entre groupes ethniques conduisent parfois à la guerre civile, comme en Angola ou au Mozambique. Certains groupes ethniques cherchent à conquérir leur indépendance comme l'ethnie Ibo au Nigeria qui voulut constituer un État indépendant (Guerre du Biafra en 1967). Dans le cadre des États européens, on parle plutôt de minorités nationales. Elles peuvent être incluses totalement dans l'État où elles se trouvent, tels les Ossètes en Géorgie. Elles peuvent appartenir à un peuple qui dispose d'un État, tels les Hongrois de Transylvanie ou de Voïvodine. Enfin, elles peuvent appartenir à un groupe sans État à cheval sur plusieurs États, comme les Kurdes divisés entre Turquie, Iran et Irak.

Du point de vue des relations internationales, la notion de minorité émerge à l'issue de la Première Guerre mondiale. Les minorités, communautés réduites de population s'inscrivant dans un ensemble plus vaste (Empire*, État*), ne sont plus ignorées et acquièrent des droits (SDN). Le triomphe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »* implique que chaque peuple, chaque groupe, disposent d'un cadre territorial et politique propre, voire d'un État souverain. Mais ces États doivent être viables. Des communautés sont trop peu nombreuses pour constituer un État et les populations sont enchevêtrées. D'où l'organisation de la protection des minorités. Dans l'entre-deux-guerres, les minorités deviennent des facteurs déstabilisateurs. Certaines sollicitent l'aide de leurs « puissances protectrices » (Allemands des Sudètes se réclamant du pangermanisme, Hongrois de Slovaquie nourrissant le mythe de la « Grande Hongrie ») et la question des minorités en Europe centrale est un des facteurs déclencheurs de la guerre. En 1947, les traités de paix avec les anciens alliés de l'Allemagne tirent les leçons de 1919 et sont muets sur les minorités : à chaque État de régler le problème. Avec la chute de l'URSS, le « droit des peuples » est posé comme l'un des principes fondateurs du nouvel ordre : les Allemands se réunissent, les « prisons de peuples » éclatent (Yougoslavie, URSS, Tchécoslovaquie). En même temps, les revendications minoritaires ou identitaires acquièrent une dimension nouvelle. Des Basques aux Flamands, des Irlandais du Nord aux Albanais du Kosovo, il s'agit d'obtenir la reconnaissance des droits de minorités (autonomie, enseignement de la langue) mais aussi l'égalité. La question est moins la protection des minorités que la mise à égalité de toutes les communautés. La défense de l'identité devient alors primordiale et sert de motif pour résister au pouvoir en place (Voir Centre/périphérie*).

La représentation des minorités est une question centrale pour l'État-Nation, construit sur une grande hétérogénéité culturelle. Dans les démocraties, les minorités sont davantage représentées. En France (Bretons, Basques, Corses), en Espagne (Castillans, Catalans, Basques), au Royaume-Uni (Écossais, Gallois, Anglais, Nord-Irlandais), les revendications se sont multipliées. Par la reconnaissance des langues et des coutumes régionales, la diversité culturelle est de plus en plus reconnue. Se pose néanmoins le problème de la dislocation éventuelle d'un État (exemple des revendications indépendantistes corses en France). En France, l'État-Nation s'est formé par l'enseignement scolaire (langue et histoire commune, abandon obligatoire des patois) et l'armée. Or, la reconnaissance de l'apprentissage des langues régionales à l'école et l'abandon de la conscription en 1997 posent aujourd'hui le problème du lien armée*-Nation et du maintien de la cohésion nationale. La persécution des minorités se pose principalement dans les régimes autoritaires. Les déplacements de population sont fréquents : échanges des minorités turques en 1923, expulsion des minorités allemandes d'Europe centrale et orientale en 1945 et en 1962 des Français « pieds-noirs » installés en Algérie. Dans l'ex-URSS, 25 millions de Russes vivent hors Russie dans les Républiques indépendantes. Aux Pays Baltes, ils sont désormais considérés comme une minorité étrangère et ne disposent pas des mêmes droits nationaux. Les minorités sont souvent l'objet de persécutions : le sort de la minorité juive en Allemagne nazie et en Europe centrale est particulièrement révélateur.

Le « droit des peuples* » pousse certaines minorités à réclamer la création de leur propre État. Or, depuis la disparition de l'URSS, les minorités sont de plus en plus nombreuses à vouloir s'affirmer. Ces problèmes sont éminemment géopolitiques lorsqu'une minorité se trouve concentrée dans une partie du territoire d'un État. Des zones refuges, comme la montagne, peuvent accueillir des différences identitaires marquées à l'égard du centre. C'est le cas des Arméniens avant le génocide au Nord-Est de l'Anatolie ou des Ouïghours dans le Xinjiang, enclavé dans le Nord-Ouest chinois. Ces concentrations de peuplement peuvent nourrir des revendications d'autonomie, voire des séparatismes (Voir Région*). Cette situation géopolitique interne tendue conduit également à des conflictualités externes avec les États voisins. En Afrique, où la plupart des États africains sont multi-ethniques, la géopolitique interne devient source de conflictualité interétatique. Les tensions autour de la minorité tutsi s'étendent de l'Ouganda jusqu'en RDC. Les manipulations externes sont facilitées également par la présence de minorités dont le sentiment de non-appartenance à une communauté nationale peut être instrumentalisé. C'est le cas dans les États baltes de l'importante minorité russophone (37 % de la population lettone) que Moscou instrumentalise avec sa politique des « compatriotes » lors d'événements comme la cérémonie du 9 mai (manifestations de 200 000 personnes en 2015). Entretenir les divisions entre pays européens sur la question russe est un enjeu majeur de la politique étrangère russe actuelle.

L'examen géopolitique des États révèle ainsi qu'un nombre important d'entre eux est menacé dans sa géopolitique interne par des conflits d'ordre identitaires issus des minorités ou des diasporas* visant à contester l'idée nationale même d'État (Voir Balkanisation*).

La problématique des minorités illustre ainsi les transformations de la géopolitique. Dans la géopolitique classique, où les États constituent des entités intangibles, les minorités n'apparaissent que comme des enjeux entre ces États. Après 1991, les minorités accèdent à une existence propre avec les évolutions géopolitiques et du droit international. Les demandes de ces communautés, relevant des affaires intra-étatiques, entrent sur la scène internationale. Ces minorités deviennent des acteurs internationaux autonomes. L'un des grands défis, pour l'ordre international, réside dans la prise en compte de ces revendications tout en respectant l'intégrité territoriale des États. La question des minorités révèle la complexification actuelle de la géopolitique centrée sur une multitude d'acteurs. Les liens entre territoires* et populations sont aussi plus complexes, plusieurs peuples se disputant les mêmes territoires.

🕮 Références

- Gérard-François Dumont, « Géopolitique et diversité des ethnies », dans *Caucasology*, 2017-1, mis en ligne halshs.archives-ouvertes.fr février 2019.
- Pierre George, *Géopolitique des minorités*, PUF, 1984.
- Yves Plasseraud, *L'Europe et ses minorités*, Presses Universitaires de Grenoble, 2012.
- Joseph Yacoub, *Les minorités dans le monde,* Desclée de Brouwer, 1998.
- Tigrane Yegavian, *Minorités d'Orient*, *Les oubliés de l'histoire*, Éditions du Rocher, 2019.

➢ Voir entrées

Droit international, État, Empire, Centre/Périphérie, Balkanisation, Diasporas, Région, Guerres de religion.

ONG

« *La mauvaise ONG chasse la bonne.* » (Jean-Philippe Platteau)

Depuis les années 1970, un nouvel acteur transnational indépendant des États fait son apparition : les organisations non gouvernementales (ONG) émanent de personnes privées et agissent dans divers pays. Elles se distinguent des organisations publiques, dites aussi intergouvernementales (OIG), qui émanent et sont contrôlées par des gouvernements.

Dans les années 1990, les ONG étaient encore qualifiées d'OSI (Organisation de Solidarité Internationale). Le modèle de référence est la Croix-Rouge fondée en 1864 par Henry Dunant. Elles sont des initiatives de personnes privées, comme l'ONG OXFAM (*Oxford Committee for Famine Relief*) créée par deux universitaires et un homme d'affaires britanniques, en 1942, pour attirer l'attention sur la famine sévissant dans la Grèce occupée. D'autres organisations sont créées par des institutions religieuses, comme le Secours catholique, né en 1947, d'une décision de l'épiscopat français. *Amnesty International* a été créée, en 1961, par un avocat britannique, Peter Benenson, choqué par le nombre de prisonniers politiques emprisonnées, torturés ou exécutés pour leurs opinions. *Greenpeace* est créée, en 1971, par Jim Bohlen et Irving Stowe, deux citoyens canadiens opposés aux essais nucléaires américains en Alaska. La guerre du Biafra, qui éclate en 1967, marque un tournant. Les « *French Doctors* », Bernard Kouchner et Médecins sans frontières (MSF), inventent le « sans frontiérisme » : une action de secours d'urgence s'appuyant sur les médias* et s'affranchissant des contraintes diplomatiques des États.

La définition classique d'une ONG est la suivante : « toute entreprise non étatique à but non lucratif ». Ce sont de simples associations de droit privé dont l'activité est internationale. En France, les ONG sont d'abord des associations dans le cadre de la loi 1901. Philippe Ryfman en 2014 propose cinq critères pour distinguer précisément une ONG : une association constituée de citoyens, non-lucrative, indépendante des autorités publiques et des acteurs privés, agissant dans un cadre démocratique et, enfin, transnational. Les ONG seraient la voix de cette société civile* dont les contours sont flous. Ce gage démocratique est capital car il est conforme aux normes de la bonne gouvernance*, qui suppose que la société civile participe et s'exprime, conformément à des procédures transparentes. Bien que les ONG n'aient pas de statut officiel dans les principaux droits nationaux et dans le droit international, la visibilité de leur action est renforcée dans la mondialisation* actuelle. Cette dernière se caractérise par la croissance de ces nouveaux acteurs transnationaux dans la géopolitique mondiale. La fonction de dénonciation et de témoignage des ONG est essentielle et constitue le capital de légitimité de ces organisations qui ne sont pas élues. *Amnesty International* ou *Human Rights Watch* sont le prototype de ces organisations qui dénoncent des abus, souvent de la part des États, au nom d'une morale universelle.

Les ONG ont connu un développement exceptionnel depuis les années 1970. Leurs actions occupent successivement les champs de l'aide au développement, de l'humanitaire, la défense des droits humains, la protection de l'environnement*, le désarmement, et de la gouvernance aujourd'hui. Leur évaluation statistique est rendue difficile par le flou juridique de leurs définitions au niveau national. On estime leur nombre aujourd'hui à environ 38 000. Leur nombre s'est multiplié tandis que les plus importantes deviennent de véritables entreprises de solidarité. Les plus grandes œuvrent dans plusieurs domaines, à l'image des ONG MSF, Médecins du monde ou CCFD-Terre solidaire. Le label MSF a essaimé en constituant des organisations autonomes. On assiste aujourd'hui à une prolifération de ces ONG, typique de la croissance des acteurs non-étatiques dans la géopolitique contemporaine.

Elles se professionnalisent. La rupture est la guerre du Biafra (1967) : premier cas d'ingérence humanitaire mobilisant des dizaines d'ONG organisées en réseaux. Les vocations se multiplient pour l'engagement humanitaire d'urgence. Les plus grandes ONG deviennent des « multinationales de la charité » à l'image d'Oxfam : 4 500 salariés, 30 000 bénévoles, 1 million de donateurs. Elle fait appel au cabinet de conseil américain McKinsey pour se restructurer et gagner en efficacité. Leur mode d'action repose sur un *lobbying** incessant. Elles interviennent, selon leur domaine d'activités, pour faire pression sur les institutions avec des campagnes d'informations ou bien en apportant une aide et finançant des programmes de développement.

La visibilité des ONG résulte de leur impact émotionnel sur le grand public. Les médias* ont joué un rôle déterminant dans l'image des grosses ONG devenues des actrices institutionnelles incontournables. Elles sont réputées pour leur expertise dans les domaines de la pauvreté, la maladie, les discriminations, l'environnement ou, plus ambigu, la démocratie. Ces problèmes sont inscrits à l'agenda global et les ONG ont pris place dans leur gestion au nom de leur proximité avec les terrains concrets. Leurs voix représentent les sociétés civiles face aux États et organisations multilatérales en charge de ces questions. L'influence des ONG va croissant à tel point que certains spécialistes comme le sociologue Michel Agier évoquent la naissance d'un « gouvernement humanitaire » associant États, OIG et ONG (2008). L'ONU les associe ainsi à ses travaux. Elles sont plus de 3 000 à avoir reçu un statut consultatif à l'ONU auprès du conseil économique et social, alors qu'elles n'étaient que 45 en 1945. Elles se voient reconnaître des missions de veille et de surveillance, comme *Transparency International* qui produit des normes internationales en matière de corruption et supervise l'application des conventions de l'ONU. Depuis 2000 et le lancement d'un « pacte mondial », les entreprises elles-mêmes cherchent leur collaboration et près de 1 500 d'entre elles se sont engagées dans des partenariats sur le modèle de WWF-Lafarge (1999). Ainsi CARE-France conseille Havas Voyages en matière de tourisme durable, WWF a des partenariats avec La Poste et Orange et ESSOR accompagne GDF-Suez dans un programme d'approvisionnement en eau potable au Brésil (Ryfmann, 2014). Certaines d'entre elles au contraire se rapprochent de l'altermondialisme. Des ONG ont remporté plusieurs victoires dans leurs combats. Par exemple en matière de droits de l'homme : en 1995 est constituée une Coalition pour la Cour pénale internationale (CCPI) associant 2 500 collectifs (dont *Amnesty International, Human Rights Watch*) qui ont obtenu l'institution de la CPI après la signature du traité de Rome en 1998.

Il existe plusieurs critiques et limites majeures à leur action. L'urgence humanitaire a installé une scène émotionnelle durable. À la fin de la Guerre froide, la vocation politique des ONG est assumée et se sont développées des ONG de démocratisation dans le monde postsoviétique. Érigées en normes universelles, la démocratie occidentale et la « bonne gouvernance » permettent aux ONG de collaborer avec les institutions internationales et de participer à la gouvernance mondiale*. Vectrices d'une globalisation des normes, elles peuvent être prises pour cibles dans les zones de conflit pour ce qu'elles représentent (Moyen-Orient, Afghanistan). L'idéal de l'association de solidarité internationale ne représente plus qu'une petite partie des ONG conformes aux valeurs d'universalité, d'impartialité et d'indépendance, telles qu'elles apparurent à l'origine avec la création de la Croix-

Rouge. Au contraire, aujourd'hui, beaucoup d'ONG développent des activités de substitution ou de réalisation de politiques multilatérales ou étatiques. À l'exception de MSF en France qui dispose de fonds propres, la plupart des ONG sont financées pour mettre en œuvre des stratégies conçues à Washington ou à Bruxelles. De fait, le critère de l'indépendance par rapport aux États pose un problème. La confusion avec la politique pose la question du risque de récupération politique avec le mélange entre humanitaire privé et humanitaire d'État (Somalie). On parle même de *GONGOs* (*Government-oriented NGOs*), quand les ONG sont de fait des instruments de l'État (pour capter l'aide internationale). L'exemple d'Haïti, « République des ONG », est édifiant avec la privatisation de l'action publique. La reconversion de certains militants dans la politique (Bernard Kouchner) est dommageable également pour leur indépendance. La fin de la Guerre froide a profondément fragilisé les aspirations solidaires des débuts remplacées progressivement par l'urgence humanitaire (Voir Ingérence*) et l'apologie des vertus du marché (« *trade not aid*) ». Les ONG elles-mêmes se livrent une forte concurrence menant souvent à une surenchère. C'est le cas des 400 ONG au Kosovo après la guerre à partir de 1999. Si leurs fonds sont constitués (en dehors des subventions) de dons individuels ou d'apports de fondations et d'entreprises, elles sont de fait en concurrence pour capter des financements (« *Charity business* »). Leurs besoins de financement les poussent à recourir à la publicité, à la constitution de fichiers de donateurs ou des opérations de *crowdfunding*… Cette évolution s'est accompagnée d'une professionnalisation croissante des personnels de moins en moins militants. La question reste posée de savoir si ces ONG, souvent interprétées comme l'émergence d'une société civile mondiale, représentent un véritable contre-pouvoir citoyen. Ce reproche de non-légitimité marque les débats autour de la question d'une possible réglementation des ONG (programme *NGOWatch* lancé par l'*American Enterprise Institute* proche du gouvernement Bush en 2003). Enfin, leur manque de transparence dans certaines affaires est à l'origine de scandales (« Arche de Noé », Oxfam), tandis que certaines flirtent avec l'illégalité comme l'ONG *Sea Sheperd*, née en 1981 d'une scission avec *Greenpeace,* souvent taxée d'« écoterrorisme ». En 2006, 11 grandes ONG ont adopté une charte de responsabilité constituant un code de conduite garantissant l'indépendance, la collecte de fonds éthique, la transparence et le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les ONG ont conquis une place ambiguë dans la mondialisation, coopérant avec les États et les OIG tout en les critiquant. Leurs actions et contestations ont néanmoins permis une mobilisation croissante des opinions face aux enjeux internationaux.

🕮 Références

- Samy Cohen, « ONG, altermondialistes et société civile internationale », dans *Revue française de science politique*, 2004/3 (Vol. 54).
- Bernard Hours, Monique Selim, « Les ONG, outils de gouvernance globale », dans *Multitudes,* 2011/4 (n° 47).
- Peter Niggli et André Rothenbühler, « ONG et gouvernance mondiale : une légitimité contestée », *Annuaire suisse de politique de développement*, n° 23/2, 2004.
- Patrick Ryfman, *Les ONG*, La Découverte, 2014.

➢ Voir entrées

Gouvernance mondiale, Organisations internationales, Lobbies, Altermondialistes, Ingérence, Mondialisation.

Altermondialistes et « société civile globale »

« *Les grands mouvements émancipateurs du XX^e siècle, la social-démocratie et le communisme, semblent avoir épuisé leur force propulsive et perdu leur assise populaire. Le mouvement écologiste n'a pas rempli les promesses que l'on aurait pu fonder sur lui. Le mouvement altermondialiste, même avec son aspect chaotique, pourrait bien être à l'origine d'une dynamique historique et devenir le mouvement d'émancipation sociale du XXI^e siècle* », affirme Bernard Cassen, président d'honneur de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) et co-fondateur du Forum Social Mondial, dans un entretien accordé au *Figaro* le 8 octobre 2003.

Si le XX^e siècle n'a pas vu l'émergence d'un véritable gouvernement mondial, les défis posés par la mondialisation et les excès de la « diplomatie de club* » ont favorisé la naissance de nouveaux acteurs internationaux comme les grands forums sociaux impliquant sans cesse davantage les États et acteurs non-étatiques du Sud. Cette contestation a permis une mobilisation croissante des opinions publiques face aux enjeux internationaux à partir de la fin des années 1990.

Face à la mondialisation et ses conséquences néfastes est apparu un mouvement contestataire : l'antimondialisme. Comme son nom l'indique ce mouvement social revendiquait l'arrêt de la mondialisation*. Face au dynamisme de la mondialisation, ce mouvement a dû se modérer et s'appelle à présent « altermondialisme ». Il ne revendique plus l'arrêt de la mondialisation mais une mondialisation plus solidaire. Le mouvement altermondialiste s'est cristallisé autour de plusieurs enjeux : la « mondialisation libérale » et les sommets des institutions économiques internationales de la fin des années 1990 au début des années 2000, mais aussi la guerre en Irak (2003), le changement climatique, les politiques d'austérité en Europe du Sud ou encore les difficultés des jeunes à s'intégrer à la société (début des années 2010). Bernard Cassen, président d'honneur d'ATTAC et co-créateur du FSM, le définit comme un « mouvement social mondial ». De nombreux altermondialistes considèrent le mouvement comme une sorte de porte-parole des victimes, des perdants et des exclus de la mondialisation depuis les années 1980. La façon dont il pense l'altermondialisme prendrait donc la forme d'un syndicat ou d'une coordination de défense de leurs intérêts sur la scène internationale. Mais de nombreuses enquêtes ont montré que ces mouvements altermondialistes, en particulier dans les pays industrialisés, avaient les plus grandes difficultés à s'ancrer dans les milieux populaires, « victimes » de la mondialisation, et qu'ils s'appuyaient davantage sur les populations dont les valeurs, plutôt que les intérêts matériels, étaient heurtées par la mondialisation, affirment Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, dans leur *Radiographie* du mouvement en 2005.

Ce courant de contestation du système économique émane de la « société civile » et est non structuré par essence. La dispersion du vocabulaire est symptomatique du flou actuel. Le français parle de « société civile » au sens large pour désigner le corps civique, quand l'anglais parle de « *civil society* » mais en visant de manière plus restreinte un mouvement associatif (Paul Löwenthal). Les organisations internationales définissent différemment la société civile. Elle est ainsi définie par l'UE comme recouvrant « les organisations syndicales et patronales, les organisations non gouvernementales, les associations professionnelles, les organisations caritatives, avec une contribution spécifique des Églises et des communautés religieuses ». Les candidats au titre de représentants de la société civile sont donc nombreux. Le concept de « société civile globale » est défendu par certains auteurs (comme Jan Scholte en 1999), mais aussi par des militants altermondialistes. L'idée qu'il existerait une « société civile globale », voire une « opinion publique globale », serait l'expression d'une réaction des sociétés face à l'émergence de nouveaux pouvoirs sur la scène internationale, notamment l'extension de la sphère financière, pour Eric Agrikoliansky (2005). Elle jouerait ainsi le rôle d'un « contre-pouvoir global » dont l'origine remonte au sommet de la Terre à Rio en 1992 et qui atteint son apogée avec les manifestations contre la guerre en Irak en 2003. Cette « opinion publique globale » s'affirmerait même après les grandes manifestations globales de 2003 comme une « seconde superpuissance » pour certains analystes (Patrick Tyler, 2003).

L'altermondialisme a été porté successivement par différents mouvements : des « Indignés » aux mouvements des paysans du Sud, des décroissants écologistes aux anarchistes. Il a également pris plusieurs formes : manifestations de masse, parfois violentes, production de contre-expertises remettant en cause l'expertise officielle, campagnes d'information et de mobilisation, actions de lobbying* ou actions de désobéissance civile. Les premières formes de l'antimondialisation sont violentes. En 1994, le sous-commandant Marcos mène une révolte armée des indigènes zapatistes au Chiapas (Mexique) contre l'ALENA. En 1999 ont lieu les premières manifestations violentes à Seattle en marge d'un sommet de l'OMC. Puis le phénomène devient plus pacifique avec les grands forums. Danielle Tartakowsky montre que le passage de l'antimondialisme à l'altermondialisme a été synonyme d'un déplacement des manifestations de rue aux salons des forums sociaux (2004). Le Forum social mondial est né en 2001 à Porto Alegre au Brésil en marge du Forum Économique Mondial de Davos et a pour slogan « Un autre monde est possible ». Le FSM gagne en audience : 60 000 participants en 2002, jusqu'à 120 000 en 2005. Mais ce FSM a ses limites. Il ne joue pas le rôle d'un congrès annuel du mouvement altermondialiste, sa forme reste une nébuleuse de mouvements. Le combat se déplace dans le cyberespace. La campagne internationale contre l'AMI (Accords multilatéral sur les investissements) proposé par l'OMC est une première grande victoire obtenue grâce à la constitution sur Internet d'une « zone libre de l'AMI » (1998). Le « Consensus de Porto Alegre » en 2003 est rédigé, censé remplacer celui de Washington. Des personnalités charismatiques donnent un visage à ce mouvement : le président Lula, José Bové fondateur de *Via Campesina*, l'altercinéaste Michaël Moore… mais les FSM s'essoufflent. Les FSM de Tunis (2013, 2015) sont un échec et ATTAC perd 1/3 de ses effectifs. Après la crise de 2008, une branche de l'altermondialisme se radicalise de nouveau *via* des grands mouvements comme les Indignés qui naissent en Espagne en 2010. Ce mouvement fait écho aux parutions de *Indignez-vous* de Stéphane Hessel et du *Triomphe de la cupidité* de Joseph Stiglitz la même année. En 2011, naît le mouvement « *Occupy Wall Street* », qui essaime dans 80 pays et *We are the 99 %*. Des élections consacrent le succès de partis d'extrême-gauche comme le Podemos espagnol en 2014 ou le parti grec Syriza d'Alexis Tsipras. Mais ces gouvernements de gauche radicale renoncent en partie à leurs programmes. Ce sont aujourd'hui les partis souverainistes et nationalistes qui remontent dans les opinions nationales face aux dérives du capitalisme financier.

Le concept d'« altermondialisme » demeure difficile à circonscrire et ses résultats sont limités. Sa structuration reste faible. Si tous dénoncent la mondialisation libérale et ses excès, ces critiques sont souvent sources de nombreuses incohérences. Les divisions internes sont de plus en plus handicapantes. Ainsi, la principale force du mouvement, son hétérogénéité, est également sa faiblesse. Être déhiérarchisé, décentralisé ne permet pas au grand public d'identifier l'altermondialisme. En France, l'engagement des altermondialistes dans la sphère politique ne semble guère

soutenu et les échecs électoraux sont cuisants, comme lors de la candidature de José Bové aux présidentielles de 2007. Si les militants latino-américains et indiens tendent à être plus proches des partis politiques, de nombreuses voix prônent désormais une distance vis-à-vis des acteurs politiques. En 2006, certains leaders altermondialistes ont décidé de tenir l'une des séances du FSM à Caracas au Venezuela en signe de soutien au président Hugo Chavez. Mais une partie des militants ont marqué leurs distances. Les altermondialistes ont fait de la lutte contre la financiarisation de l'économie l'une de leurs croisades, notamment après les crises de 1997, puis 2008. Le mouvement ATTAC a popularisé cette critique en défendant l'idée de la mise en place d'une taxe Tobin (du nom de James Tobin), taxe des mouvements de capitaux afin de financer le développement du Sud tout en parasitant la spéculation internationale. Mais dans les faits, il paraît difficile pour le mouvement de mettre un terme au « dumping social » insufflé par la mondialisation (Voir FMN*). Enfin, et cela n'est pas la moindre des ambiguïtés de ce mouvement, il n'existe que parce que la 3e mondialisation a effectué la révolution des NTIC. Une des contradictions du mouvement et en même temps sa force est d'avoir su utiliser les moyens de communication développés par le capitalisme, notamment avec les NTIC (organisation sur Internet, piratage informatique).

Les activités altermondialistes se poursuivent désormais loin des médias. Certains mouvements se recentrent sur le plan local. Ces réseaux, moins hiérarchiques et sans leaders, témoignent d'une transformation de l'altermondialisme. Le phénomène des ZAD (« zones à défendre ») illustre cet ancrage géopolitique local de l'altermondialisme, par exemple à Notre-Dame-des-Landes dans les années 2010 où sur le terrain dévolu à la construction d'un aéroport se retrouvent des militants altermondialistes venus de France et d'Europe (projet abandonné en 2018). Ainsi, on ne peut se prononcer trop rapidement sur le déclin global du mouvement qui a permis l'émergence de débats autour de thèmes jusque-là peu débattus.

Aujourd'hui, la scène diplomatique qui préside au réordonnancement de la gouvernance demeure encore largement accaparée par les États. Mais on assiste à la multiplication de « ponts » inter-organisations, d'instances de dialogue entre institutions et de nouvelles voies et moyens pour associer les citoyens désireux de contribuer aux débats. Une « révolution démocratique » qui complexifie un peu plus le nouveau multilatéralisme. À l'échelle nationale et locale, la société civile devient un nouvel acteur de la prise de décision par exemple dans l'aménagement des territoires, mettant en application le principe de la démocratie participative. De nouvelles pratiques accompagnent cette position de principe : réunions d'information et de concertation se multiplient. Pour certains auteurs très critiques, les appels à la « société civile » s'inscriraient uniquement dans le « *newspeak* » orwellien (Bourdieu et Wacquant, « La nouvelle vulgate planétaire », *Le monde diplomatique,* 2000/05), un langage qui accumule les mots polysémiques, confond concept, notion et vocabulaire, sans laisser de place à une réflexion critique. Les expressions de « démocratie locale », « démocratie participative », « gouvernance démocratique » se multiplient, témoignant des nouvelles formes de participation citoyenne tout en contenant l'expression citoyenne réelle.

🕮 Références

- Eric Agrikoliansky, Isabelle Sommier, *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, La Dispute, 2005.
- Helmut Anheier, Marlies Glasius et Mary Kaldor (dir.), *Global Civil Society*, Oxford University Press, 2001.
- Eddy Fougier, « De l'altermondialisme aux "Indignés" : un nouveau souffle pour la contestation du capitalisme ? », dans *Revue internationale et stratégique*, n° 86, été 2012.
- Stéphane Hessel, *Indignez-vous !,* Indigène éditions, 2010.
- Paul Löwenthal, « Société civile et participation politique. Le cas de la coopération au développement », dans *Mondes en développement,* 2005/1.
- Jan Aart Scholte., « Global Civil Society : Changing the World ? », dans *CSGR Working Paper,* n° 31, mai 1999.
- Joseph Stiglitz, *Le Triomphe de la cupidité*, éd. Les liens qui libèrent, 2010.
- Danielle Tartakowsky, *La manif en éclats*, éd. La Dispute, 2004.
- Patrick E. Tyler, « Threats and Responses : News Analysis. A New Power in the Streets », dans *New York Times,* 17 février 2003.

➢ Voir entrées

Gouvernance mondiale, ONG, Guerre de l'information, Médias.

III

Les conflits

Conflits

« *Dans ce monde nouveau, les conflits les plus étendus, les plus importants et les plus dangereux n'auront pas lieu entre classes sociales, entre riches et pauvres, entre groupes définis selon des critères économiques, mais entre peuples appartenant à différentes entités culturelles* » affirme Samuel Huntington dans *Le Choc des civilisations* (1997, trad. fr.).

On utilise beaucoup la notion de conflits aujourd'hui, **le terme est plus large que la « guerre » et présente un certain nombre d'avantages.** D'une part, il n'y a plus la dimension juridique de la guerre, la notion de conflit peut recouvrir les formes actuelles de violence, de luttes armées. Et, d'autre part, le terme de conflit peut être employé en tant qu'opposition frontale, en-dehors des luttes armées. Le terme de conflits – du latin *conflictus*, le « choc » – est ainsi à réserver à de vigoureuses oppositions entre acteurs.

L'étude des conflits est la base du travail du géopoliticien. Ce terme large renvoie à un affrontement ou des rapports de force et/ou de concurrence entre différents acteurs, détenteurs de pouvoirs ou non, usant de la violence ou non pour briser l'autre. Cette définition rend compte de la diversité des conflits, tous les conflits ne sont pas violents, tous les conflits ne sont pas des guerres, et cela amène certains centres d'études à ne plus employer le terme de guerres mais à distinguer les conflits armés comme une catégorie de conflits. Ainsi la notion de conflit permet de renvoyer à des acteurs, des modalités et des échelles très variés. Si l'interprétation d'un conflit est souvent négative, cette vision est cependant relativisée par certains auteurs pour qui il peut être un outil de régulation participant de la dynamique de construction des espaces et des territoires. C'est l'idée que développe le géopoliticien américain Colin Flint dans sa *Geography of War and Peace* (2004).

Il existe toute une échelle de la conflictualité, du simple litige – tensions, désaccords, revendications – à des oppositions qui peuvent être diplomatiques et enfin armées. L'institut de Heidelberg de recherche sur les conflits internationaux (*HIIK, Heidelberg Institute for International Conflict Research*), fondé en 1991, a élaboré une méthodologie d'étude des conflits : définition des acteurs, motivations des conflits (ressources, idéologie, pouvoir national…) et également une échelle de 5 niveaux des conflits, de la dispute (en intégrant les conflits à l'échelle infranationale) à la guerre d'intensité maximale. En 2018, l'institut de Heidelberg distinguait 372 conflits, la plupart étant des conflits latents, dont 16 guerres* d'intensité maximale. La plupart des 16 conflits actuels entre États se caractérisent par la variété des acteurs (minorités* ethniques, groupes religieux* comme en Syrie, Afghanistan, Irak, Pakistan, et groupes criminels* comme en Colombie).

La distinction entre « conflit de haute intensité » et « de basse intensité »* donne lieu à plusieurs interprétations. Lorsqu'il s'agit de guerre civile, on distingue les conflits en fonction du degré d'atteinte à la souveraineté* de l'État en place. Dans les conflits internationaux, on parle de « conflits de haute intensité » lorsque la déstabilisation régionale est importante, entraînant l'intervention de puissances extérieures. Les « conflits de basse intensité » restent des conflits régionaux de portée limitée. Enfin une guerre peut comporter des phases de haute intensité et de basse intensité successives en fonction de la violence des combats.

Autre distinction : entre les conflits de longue ou de courte durée. Soit le conflit trouve une solution rapidement, souvent avec l'action de la communauté internationale, soit les conflits longs s'enlisent, comme au Congo, Soudan, Tchétchénie ou Colombie, alternant des phases plus ou moins intenses. Le conflit israélo-palestinien est un des conflits les plus longs aujourd'hui.

Les formes des conflits évoluent depuis 1945. Le nombre de guerres et conflits ouverts a tendance à diminuer avec la Guerre froide et l'« équilibre de la terreur » (Voir Paix*). Ces conflits ouverts sont moins considérables depuis la fin des guerres totales. Depuis 1945, l'ONU a recensé ainsi une centaine de conflits de ce type, pour un total quand même de 20 millions de morts.

Depuis 1991, cette tendance se poursuit avec une baisse du nombre de morts par conflits et du nombre des conflits. Les contextes géopolitique et stratégique actuels tendent vers des conflits de basse intensité. Des statistiques montrent ainsi que les guerres dans les années 1950 faisaient en moyenne 38 000 morts pour 600 aujourd'hui (avec des exceptions, à l'image de pertes humaines du conflit irakien). Les conflits actuels opposent désormais rarement des armées conventionnelles sur un champ de bataille, le plus souvent des forces armées font face à des forces rebelles dans des États fragiles ou faillis*. Il peut aussi s'agir également d'opérations comme au Kosovo où le déséquilibre des forces en présence et l'utilisation de frappes précises assurent une victoire rapide.

Les zones de conflits évoluent. On passe de zones de conflits européennes à des zones qui se situent en Afrique sub-saharienne, dans le Caucase, au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Ces évolutions traduisent les grands déséquilibres économiques, ainsi que la faiblesse économique et politique de certains États. Si des pays riches interviennent dans ces conflits, ils restent à leur périphérie.

Cet effacement des conflits interétatiques, en particulier entre grandes puissances*, s'explique par différents facteurs : les normes internationales, la dissuasion nucléaire, l'hyperpuissance américaine limitent, sur le plan militaire, les risques de conflits entre puissances. Enfin, pour les grandes puissances développées, on est entré aujourd'hui dans une ère où la guerre est quelque chose d'anormale, en particulier pour des raisons économiques.

On peut donc parler avec l'effacement des conflits interétatiques d'une mutation des conflits. Certains auteurs parlent de « nouvelles guerres » pour ces conflits post-modernes avec un mélange entre les conflits utilisant des nouvelles technologies – les « guerres chirurgicales »* ou « high-tech » – et un retour à des formes de conflits anciennes. L'historien français André Corvisier considère que les conflits actuels renvoient aux guerres du XVII^{e} siècle, caractérisées par des actes de terreur, des massacres de civils, l'action de bandes armées. On trouve ce caractère dans les conflits actuels, avec le retour des conflits de piraterie* au large de la Somalie et dans le détroit de Malacca. Aujourd'hui, les guerres intraétatiques marquent le retour aux guerres prémodernes.

La violence, une des modalités des conflits, n'est plus le monopole des États dans le cadre de conflits militaires. La violence peut être par exemple une des modalités des conflits urbains étudiés dès les années 1920 par l'école de Chicago (géographes américains) qui s'intéresse à l'organisation de la ville américaine et aux rapports de forces qui opposent les groupes dans ces villes américaines. La violence est ici associée à la hiérarchisation de l'espace urbain. L'espace urbain s'organise selon des logiques centres-périphéries* et des logiques de ségrégation ou de fragmentation socio-spatiales, inscriptions spatiales de certaines formes de violence. Un « grand ensemble » ceinturé par un périphérique ou une voie de chemin de fer peut être vécu comme une forme de violence faite à l'ensemble, comme les *gated communities* pour les personnes du dehors.

La violence n'est pas uniquement la violence physique, il y a d'autres formes de violence dans les conflits : des violences culturelles ou symboliques. Des travaux de sociologues, comme Pierre Bourdieu, mettent en évidence une violence culturelle entre l'individu et l'État. Les géographes mettent aussi en avance une violence qui peut être symbolique, à travers une pression, des obligations faites à une minorité. L'exemple donné est celui du conflit entre Wallons et Flamands. On peut considérer que les mairies flamandes, obligeant les citoyens wallons à avoir recours au flamand pour les actes administratifs, usent de cette violence culturelle dans le cadre de ce conflit régional*. Cette violence symbolique peut être spatialisée par des murs perçus comme une forme de violence symbolique. Mais tous les conflits ne renvoient pas à la violence. La « non-violence », introduite par Gandhi dans le cadre de la lutte pour l'indépendance indienne dans les années 1920, peut être une arme et une stratégie dans le cadre d'un conflit.

Le vocabulaire des conflits évolue : un grand nombre d'expressions renvoie à des conflits, des guerres de natures différentes dont les causes et modalités diffèrent. On parle aujourd'hui de cyber-conflits*, renvoyant aux nouvelles modalités d'affrontement dans le cyberespace, mais aussi de guerres urbaines, différentes des conflits urbains…

Les conflits asymétriques se caractérisent par l'utilisation par l'adversaire de moyens non conventionnels et l'emploi de méthodes imprévisibles. Rentre dans cette catégorie les guérillas* et actions terroristes*.

Les « nouveaux conflits » renvoient aux défis géostratégiques, nouveaux et multiformes, qui apparaissent dans le contexte de la fin de la Guerre froide avec la montée des pays émergents et du terrorisme international dans un monde multipolaire. Face à ces nouvelles formes de menaces, les stratèges américains ont formulé de nouvelles lois de la guerre (RMA*).

Établir une typologie des conflits devient un exercice difficile. Souvent les essais de typologies prennent en compte un seul facteur, trop réducteur, et les typologies sont imparfaites. Les conflits actuels sont complexes : les causes, les modalités, les échelles font appel à des éléments divers et il est très difficile de pouvoir vraiment réaliser des typologies. Par exemple, le conflit russo-géorgien est à la fois intraétatique, de basse intensité, identitaire, pour les ressources et le contrôle du transit sur le littoral de la mer Noire. Il peut donc être rangé dans différentes typologies.

Aujourd'hui, certains politologues alertent sur la résurgence de conflits interétatiques avec la montée des puissances émergentes et la remise en cause de la puissance américaine. Cela renvoie à l'idée suivante : un monde multipolaire est plus dangereux qu'un monde unipolaire ou bipolaire. Un monde multipolaire renouerait avec la « théorie des boules de billard » de l'école réaliste des relations internationales (Arnold Wolfers).

🕮 Références

- André Corvisier et Hervé Couteau-Bégarie, *La Guerre, Essais historiques,* Perrin, 2005.
- Colin Flint, *The Geography of War and Peace : From Death Camps to Diplomats*, Oxford University Press, 2004.
- Frank G. Hoffmann, *Conflict in the 21st Century : The Rise of Hybrid Warfare*, Potomac Institute for Policy Studies, 2007.
- Andrew Marck (dir.), *Guerre et paix au XXIe siècle*, rapport de l'*Human Security Center* de l'université de Vancouver, 2005.
- Stéphane Rosière, *Géographie des conflits armés et des violences politiques*, Ellipses, 2011.

➢ Voir entrées

Choc des civilisations, Guerres, Guerre nucléaire, Conflits de basse intensité, Guérillas, Guerre chirurgicale, RMA, Terrorisme, État failli, Crime organisé.

Guerre conventionnelle

« *La guerre est d'une importance vitale pour l'État. C'est le domaine de la vie et de la mort : la conservation ou la perte de l'empire en dépendent ; il est impérieux de le bien régler. Ne pas faire de sérieuses réflexions sur ce qui le concerne, c'est faire preuve d'une coupable indifférence pour la conservation ou pour la perte de ce qu'on a de plus cher, et c'est ce qu'on ne doit pas trouver parmi nous.* » (Sun Tzu, *L'art de la guerre*, V^e^ siècle av. J.-C.)

La guerre en géopolitique est une lutte opposant des forces armées dans le cadre d'un conflit. Tous les conflits* ne sont pas des guerres. Elle ne doit pas être confondue non plus avec la bataille, limitée dans l'espace et le temps, ni avec le terrorisme. Elle présente des caractères spécifiques : c'est une violence collective**,** légale**,** au service d'un groupe politique, dont le but est d'opérer des destructions physiques et psychologiques majeures sur l'adversaire. « Trop sérieuse pour être confiées aux militaires » (G. Clémenceau), ceux-ci font la bataille, le politique fait la guerre. « La guerre c'est la continuation de la politique par d'autres moyens » (Carl von Clausewitz, *De la Guerre*).

Dans le droit international*, la guerre renvoie à une situation formalisée. La guerre est marquée par une déclaration de guerre, prélude à un état de guerre. Notifiée officiellement à son adversaire, cette déclaration se doit de comporter des justifications (la guerre juste* respecte le *jus ad bellum*, un droit à la guerre contraignant). Même les invasions de la Pologne en septembre 1939, puis de l'URSS en juin 1941, furent présentées par Adolf Hitler comme une défense légitime. La guerre se termine ensuite par un armistice (arrêt des combats) et un traité de paix*. Cette notion de guerre renvoie à un état juridique. Une « guerre ouverte » doit théoriquement rester dans un cadre limité et codifié (le *jus in bello*, droit de la guerre), respecter la proportionnalité de l'usage de la force, respecter les civils et prisonniers, protéger l'aide humanitaire et interdire certaines armes. Des conventions nombreuses encadrent la guerre : Convention de Genève (1864), Conventions de La Haye (1899, 1907), Convention de Genève de 1949 (et protocoles additionnels de 1977 et de 2005), prohibition des armes biologiques en 1972, des armes chimiques en 1993, des enfants soldats en 1989, des armes à sous-munitions en 2008… La Charte des Nations unies a intégré le droit à la légitime défense pour un État (article 51). Les tribunaux de Nuremberg et de Tokyo, puis la Cour pénale internationale, émettent des condamnations pour crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ce droit de la guerre renvoie à vision classique du monde où la guerre représente un phénomène normal. Ce phénomène est théorisé dans les relations internationales.

Mais cette définition n'est plus opérationnelle : depuis 1945, la guerre est disqualifiée. Les guerres actuelles ne répondent plus à ces éléments juridiques parce que, en théorie, la guerre ne doit plus exister. La guerre d'agression est devenue un crime. Comme les États n'ont plus le droit de faire la guerre, la lutte armée est confisquée par d'autres acteurs, plus flous, menant des guerres dont les modalités sont plus diverses et dénuées de règles. La définition classique de la guerre devient inopérante, remplacée par des « conflits » variés. Beaucoup de conflits armés se font ainsi en-dehors des cadres classiques, ce sont les « guerres grises », « sous le seuil » de la guerre ouverte, sans début, ni fin officiellement proclamée. C'est le cas des guerres civiles, commençant le plus souvent par une escalade de la violence. Plusieurs conflits internationaux entrent aussi dans cette catégorie, permettant à un État d'imposer sa volonté sans aller trop loin (crises turco-soviétiques des détroits, crise irano-soviétique, blocus de Berlin, crise de Suez, crises du détroit de Taïwan, crise de Cuba, guerre sino-soviétique, guerre en Angola, confrontation franco-iranienne puis franco-libyenne…). Les formes de la guerre changent. Clausewitz parlait à son sujet de « guerre caméléon », évoluant dans ses causes, ses formes et son ampleur. Il y a aussi une évolution des modalités des conflits : prenant les civils pour cible ou non, à travers les armes et les méthodes employées (terreur). Enfin, autre élément qui participe à l'évolution de ces conflits, l'échelle globale, le rôle de la communauté internationale.

Une typologie des guerres est une classification par type des conflits armés. Les historiens militaires caractérisent les conflits armés en fonction de leur statut diplomatique (voire juridique) ou du type d'unités ou d'armes utilisées. D'autres chercheurs dressent des typologies en fonction de l'intensité des conflits, du nombre de morts, des types d'acteurs ou de la nature des combats. L'*HIIK* (*Heidelberg Institute for International Conflict Research*) propose ainsi une hiérarchie selon leur intensité (le *Konfliktbarometer*) : la dispute, le conflit non-violent, le conflit violent, la guerre limitée et la guerre (de haute intensité). Le *SIPRI* (*Stockholm International Peace Research Institute*) classe les conflits actifs en fonction du nombre de morts : de 25 à 999 décès c'est un conflit armé de basse intensité, de 1 000 à 9 999 décès c'est un conflit armé de haute intensité, plus de 10 000 c'est un conflit armé majeur. L'*UCDP* (*Uppsala Conflict Data Program*) fournit des définitions en fonction des acteurs, distinguant : les conflits armés internationaux (*interstate conflict*), ceux intraétatiques (*intrastate*) ou internes institutionnalisées (entre un État et un ou des groupes non-étatiques), et ceux extra-systémiques (*extrastate*, entre un État et un groupe non-étatique en-dehors de son territoire : c'est le cas des guerres coloniales).

Enfin, une guerre comporte différentes phases, de haute intensité ou de basse intensité* (Voir Conflits*), en fonction de la violence des combats : la « guerre couverte » lorsque le conflit utilise des moyens militaires, économiques et psychologiques sous le seuil de l'intervention déclarée ; la « guerre courte », que les États espèrent, peu coûteuses en hommes et matériels ; la « guerre longue », quand il y a équilibre des forces. Quand les deux adversaires sont de force égale (Inde/Pakistan, Iran/Irak), c'est le plus souvent l'épuisement qui conduit à la paix. Des conflits longs peuvent s'enliser, comme au Congo, au Soudan, en Tchétchénie ou en Colombie, avec des phases plus ou moins intenses. Le conflit israélo-palestinien est un des plus longs. Dans le cas des guerres subversives, la durée est également longue (guerres d'indépendance, du Vietnam, d'Afghanistan). Dans la Guerre froide (1947-1991), les adversaires continuaient la guerre mais en évitant la bataille frontale conduisant à l'hyper conflit nucléaire (après la crise des fusées de Cuba). Elle a pris fin pacifiquement, par la disparition d'un des belligérants, l'URSS. Aujourd'hui, la paix* ne se distingue plus de l'état de guerre, ni les cibles civiles des militaires avec les nouveaux conflits. Des conflits larvés couvent dans certains pays africains et peuvent reprendre à tout moment.

Les acteurs changent : la majeure partie des guerres actuelles sont des guerres asymétriques, définies comme des conflits opposant deux adversaires inégaux par leurs moyens et leurs méthodes de combat, en général une armée* régulière (étatique) opposée à des groupes armés divers. La détermination et la volonté politique des groupes armés font que si la Nation dominante n'est pas vaincue, elle peut néanmoins ne jamais gagner (Voir Armée*). La guérilla* ou le terrorisme* entrent dans cette définition. La guerre non-interétatique n'engage plus la trilogie classique gouvernement/armée/population. La « guerre par procuration » permet d'éviter de s'engager directement. Un État peut faire appel à des unités de mercenaires, des forces spéciales discrètes (les « petits hommes verts » russes en Crimée en 2014 ou le groupe russe Wagner au Mali fin 2021) ou utiliser d'autres États moins puissants ou organisations non-étatiques – milices ou cellules terroristes – (*proxywar*). Ainsi, le Royaume-Uni et la France

ont mené en 2011 la guerre en Libye à la place des États-Unis, et le Hezbollah est le bras armé de l'Iran au Liban depuis 1982.

Les armes évoluent. Depuis 1945, on distingue la guerre conventionnelle (limitée aux armes habituelles) de celle utilisant les armes nucléaires, bactériologiques et chimiques, restreintes à un usage limité (avertissement) ou plus large (sur des cibles militaires uniquement). L'expression « armes de destruction massive » (AMD) **–** « *Weapons of Mass Destruction* » – est limitée à l'utilisation d'armes non conventionnelles les plus inquiétantes : les armes nucléaires, radiologiques, bactériologiques et chimiques.

Cette escalade dans l'emploi des armes se double d'une hiérarchisation des conflits en fonction de leur extension géographique : du conflit régional limité à la guerre globale d'anéantissement, voire d'extermination (guerre totale). Les guerres totales engagent les combattants et l'ensemble des forces des belligérants (militaires, civiles, économiques) jusqu'à la victoire finale. Les chefs militaires s'imposent alors aux politiques. Elle mobilise la totalité des forces vives (population, capitaux, entreprises, capacités de recherche) pour anéantir l'adversaire. Les deux guerres mondiales en sont les archétypes. Clémenceau n'annonçait pas autre chose dans son discours de mars 1918 : « Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est tout un. Politique intérieure ? Je fais la guerre. Politique étrangère ? Je fais la guerre. Je fais toujours la guerre. »

Un rapport du *Human Security Center* (2005) révèle une réduction du nombre de guerres. Selon cette étude intitulée, *Guerre et paix au XXIe siècle*, le nombre de conflits armés a été réduit de 40 % depuis 1992. Malgré la Bosnie et le Rwanda, le nombre de génocides et massacres a chuté de 80 %. Moins nombreuses, les guerres sont aussi moins meurtrières. Les conflits opposent désormais rarement de lourdes armées sur un champ de bataille. Le plus souvent, « des forces gouvernementales faibles » font face à de « petites forces rebelles mal entraînées ». Il peut aussi s'agir d'opérations comme au Kosovo, où le déséquilibre des forces et l'utilisation de munitions précises assurent une victoire rapide et peu coûteuse en vies. Ce nombre relativement faible de guerres internationales est lié selon Dario Battistella (*Paix et guerres au XXIe siècle,* 2011) à la longue paix nucléaire* depuis 1945, à la stabilité hégémonique dans un monde unipolaire, à l'interdépendance économique, et à la fin de la paralysie de l'ONU. Avec la fin des guerres de décolonisation, puis de la Guerre Froide, beaucoup de conflits ont simplement pris fin. On est entré dans une ère où la guerre est quelque chose d'anormal, en particulier pour des raisons économiques. On chiffre le coût d'une guerre et c'est une option trop coûteuse. Certains géopoliticiens y ont vu un phénomène d'« obsolescence de la guerre » (John Mueller dès 1989) pour qui les valeurs guerrières sont dépassées. Pour les États la guerre n'est plus « la continuation de la politique par d'autres moyens », les puissances commerciales ont remplacé les puissances militaires.

Cependant, depuis la fin de la Guerre froide on assiste plutôt à une transformation de la violence guerrière plus qu'à sa disparition avec une multiplication des conflits asymétriques avec des acteurs irréguliers dans le cadre d'États défaillants*. Les ¾ des conflits militaires aujourd'hui sont des conflits intraétatiques (guerres civiles). La guerre n'est plus le monopole des États et se privatise. Un certain nombre d'auteurs parlent de « nouvelles guerres » pour ces conflits* post modernes. Enfin, plusieurs guerres restent liées à des conflits durables (conflit israélo-palestinien, conflit indo-pakistanais). Le cas de l'Afrique subsaharienne est problématique : les conflits y font aujourd'hui plus de victimes que dans toutes les autres guerres réunies, car la région cumule les facteurs générateurs de guerre (pauvreté, instabilité, discrimination ethnique, proximité d'autres guerres).

De nouvelles questions se posent : les transformations de la guerre aboutissent-elles à concentrer les capacités militaires entre les mains de quelques États ? Les armées* se professionnalisent et utilisent des techniques de plus en plus sophistiquées. Si les capacités militaires classiques restent importantes (inflation militaire), la conservation de la puissance militaire impose de maintenir une avance technologique* (cyber sécurité, forces spéciales, connaissance et anticipation, drones). Gagner la guerre du futur implique de nouveaux moyens de collecte de l'information (satellites), une fusion et centralisation des données stratégiques collectées, puis des moyens d'action interarmées coordonnés. Peu d'États en ont la capacité, et la volonté. Cependant, cette puissance militaire peut être tenue en échec par la simple action terroriste. S'il est facile d'engager une guerre, il est de plus en plus difficile, sans grande bataille ni front militaire, de la terminer. La guerre s'installe alors et la violence devient un état endémique.

D'autres géopoliticiens remettent en cause l'idée d'« obsolescence de la guerre » avec la montée des puissances émergentes, la Chine, la Russie, l'Inde. Certains considèrent que cette montée, en parallèle d'un déclin de la puissance américaine, pourrait conduire à une résurgence de conflits interétatiques. Pour Thierry Burkhard (*Vision stratégique du chef d'état-major de l'Armée de terre*, 2020) : « On observe le retour marqué de la force militaire comme mode de règlement des conflits, selon des formes connues, directes et assumées. Le retour d'un conflit majeur est désormais une hypothèse crédible. Mais l'usage de la force se fait également selon des modes d'action nouveaux, imprévisibles et plus insidieux, privilégiant l'intimidation et la manipulation, dans une forme de guerre nouvelle, indiscernable et non revendiquée, pour obtenir par le fait accompli des gains stratégiques indéniables. Ainsi, face à cette extension des champs de conflictualité, l'aptitude à intégrer les effets dans l'environnement électromagnétique, le domaine spatial, le cyberespace et l'environnement informationnel, est désormais indispensable pour acquérir la supériorité opérationnelle ». Cela renvoie à l'idée suivante : un monde multipolaire est plus dangereux qu'un monde unipolaire ou bipolaire.

🕮 Références

- Collectif, *L'art de la guerre, De Sun Tzu à de Gaulle*, Librio, 2014.
- Dossier « La puissance militaire », dans *Questions Internationales,* La Documentation française, n° 73/74, 2015.
- Frédéric Encel, *Les 100 mots de la guerre*, PUF, 2020.
- HIIK, *Conflict Barometer 2019*, Heidelberg, 2020.
- MacGregor Knox et Williamson Murray, *The Dynamics of Military Revolution, 1300-2050*, Cambridge University Press, 2001.
- Laurent Murawiec, *La Guerre au XXIe siècle,* Paris, Odile Jacob, 2000.
- *SIPRI yearbook 2020* en ligne, https://www.sipri.org
- Bruno Tertrais*, La guerre*, PUF, 2010.

➢ Voir entrées

CMI, Puissance, Armée, Conflits, Guerre nucléaire, RMA, Guerre préventive, Guerre chirurgicale, Conflits de basse intensité, Guérillas, Terrorisme, Guerres de l'information, Cyberguerre.

Guerre nucléaire

« *Conflit nucléaire limité à l'extérieur des sanctuaires, guerre sélective nucléaire à l'intérieur des sanctuaires, escalade nucléaire contrôlée, dissuasion nucléaire à l'intérieur d'un conflit, enjeu d'une guerre nucléaire limitée… tels sont les nouveaux concepts avec lesquels, du fait de l'évolution des armements, il va être nécessaire de se familiariser au cours des prochaines années* », constate le colonel Michel Manel en 1982 dans *L'Europe sans défense ?*

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, nous sommes rentrés dans l'ère de l'atome avec les bombardements nucléaires des villes japonaises d'Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945. La guerre devient nucléaire au moment que la création de l'ONU, décidée pour qu'un conflit mondial ne puisse plus avoir lieu en avril 1945. Dans un contexte d'affaiblissement de l'Europe, les deux grands vainqueurs, l'URSS et les États-Unis, s'affirment en superpuissances et s'opposent pour des motifs géopolitiques et idéologiques. L'arme nucléaire s'intègre dans une stratégie militaire globale des deux Grands : elle permet le *statu quo* politique, sanctuarise le territoire national et permet aux puissances nucléaires d'accroître leur liberté d'action à l'extérieur (Voir Polarité*).

C'est une course à l'arme atomique qui commence avec la Guerre froide. Dans la course aux armements, l'URSS rattrape son retard sur les États-Unis avec la bombe A obtenue en 1949, la bombe H en 1953 (à la suite des États-Unis en 1952). Des programmes massifs sont lancés pour retrouver une avance sur les États-Unis. Cette crainte de se faire dépasser alimente les dépenses militaires. L'espionnage a permis à l'URSS d'être informée de l'avancement du « projet Manhattan » en même temps que le gouvernement américain. L'utilisation potentielle de l'arme atomique repose sur le développement de la technologie* spatiale (aux usages potentiellement civils et militaires).

La crise des missiles de Cuba en octobre 1962 est révélatrice des enjeux de la dissuasion nucléaire. Cette crise montre un affrontement direct entre les deux Grands sans pays interposés. Elle fait prendre conscience des risques de la guerre nucléaire. En 1959, Fidel Castro, appuyé par Che Guevara, arrive au pouvoir à Cuba, aux portes du territoire américain, à la tête d'une guérilla*. Il entreprend une réforme agraire, puis la nationalisation en 1960 des entreprises américaines de l'île. Les premières représailles américaines sont suivies, le 17 avril 1961, par le débarquement raté de la baie des Cochons. En mai 1962, Khrouchtchev, protecteur de Fidel Castro, déclenche l'opération Anadyr en envoyant 50 000 soldats, 36 missiles nucléaires et 4 sous-marins pour empêcher toute invasion américaine de l'île. Le 14 octobre 1962, un avion espion américain photographie alors des rampes de missiles en cours d'installation, pointées en direction des côtes américaines. Le 22 octobre, Kennedy riposte, mettant en place un blocus de l'île et exigeant le démantèlement des bases soviétiques sous peine d'intervention militaire. Le dialogue est rétabli face aux risques nucléaires entre Khrouchtchev et Kennedy. Le 28 octobre, un accord est signé prévoyant le démantèlement en contrepartie de l'engagement américain de ne pas envahir Cuba. Du point de vue soviétique, c'est une victoire : Cuba parait comme « sanctuarisé » et la crise n'a pas conduit à la fin du communisme. Cette crise modifie durablement la manière dont est perçu le nucléaire. Khrouchtchev aurait pu lancer une frappe préemptive* sur les États-Unis et, côté américain, une intervention militaire a sérieusement été envisagée. Mais la décision est tout autre en approfondissant l'*Arms control* (la maîtrise et la recentralisation des armes nucléaires). La solution de la crise est négociée avec le retrait des armes des deux Grands. C'est l'équilibre de la Guerre froide, ou « équilibre de la terreur », qui repose sur la dissuasion.

L'atome révolutionne la façon de penser la guerre et la paix*. Avec l'arme nucléaire, tout affrontement direct avec les États-Unis devient fortement improbable. Au cours de la Guerre froide, elle est une arme de dissuasion et favorise la puissance défensive des puissances nucléaires dont les territoires sont sanctuarisés de fait. Ces États reportent leur affrontement sur des conflits périphériques. Ce paradoxe de la guerre nucléaire est ainsi résumé dans la formule : « Paix impossible, guerre improbable », titre du premier chapitre du *Grand schisme*, de l'historien Raymond Aron, publié en 1948. En France, l'arme nucléaire est devenue un élément essentiel de sa stratégie défensive. Le général de Gaulle croit au « pouvoir égalisateur de l'atome ». Selon la doctrine française de la dissuasion, la possession d'un système adapté d'armes nucléaires (disposant notamment de submersibles nucléaires, les SNLE, comme le Redoutable) assoit la conviction qu'une défense nationale indifférente au contexte géopolitique est possible. L'espace mondial est alors partagé entre, d'un côté, les territoires sanctuarisés des puissances nucléaires et, de l'autre, les théâtres extérieurs, le reste de la planète. L'expression « géostratégie* insulaire* » est appliquée à la stratégie balistico-nucléaire par le général Lucien Poirier, théoricien de la dissuasion nucléaire dans *Les Stratégies nucléaires* (1977). Elle reflète l'état d'esprit des stratèges français convaincus que cette force de frappe mettrait la France à l'abri de tout risque géopolitique. Mais cette conception française a conduit à sous-estimer les autres facteurs de la puissance qui changent à la fin de la Guerre froide. Les menaces ne sont plus les mêmes.

La menace nucléaire doit devenir un risque contrôlé. Robert McNamara, secrétaire à la Défense dans l'administration Kennedy, formule la « doctrine de la riposte graduée » en 1963 au moment de la reprise du dialogue stratégique entre le Kremlin et la Maison Blanche (« téléphone rouge »). Elle fixe la doctrine nucléaire américaine : l'arme nucléaire sera utilisée de manière graduée suivant le niveau de menace présent. Cette doctrine permet de faire comprendre à l'URSS la détermination des États-Unis, tout en soulignant que son utilisation n'engendrerait pas automatiquement une destruction massive. Côté soviétique, cette doctrine relance la course aux armements. En 1972, l'URSS compte 1 547 missiles balistiques intercontinentaux contre 1 054 américains et Moscou est protégée par un système anti-missile.

Les premières tentatives pour éviter la prolifération nucléaire apparaissent en parallèle. En août 1963, le traité de Moscou est signé par les États-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni. Il interdit les essais nucléaires atmosphériques et sous-marins. La France ne signe pas le traité (puissance nucléaire en 1960), ni la Chine qui se dote de l'arme nucléaire en 1964. Les Américains relancent les négociations qui aboutissent le 1er juillet 1968 au traité de non-prolifération : les puissances nucléaires (France et Chine non-signataires) s'engagent à ne pas aider un pays non-nucléaire à le devenir et les pays non-nucléaires s'engagent à le rester. En mai 1972, à l'époque de Nixon et Brejnev, deux accords sont signés pour plafonner les armements stratégiques et interdire les missiles antibalistiques (traité SALT I pour les fusées intercontinentales et missiles chargés sur des sous-marins et accords ABM – *AntiBalistic Missiles*). La course aux armements devient plus qualitative que quantitative. Malgré tout, au milieu des années 1980, il reste encore plus de 60 000 têtes nucléaires déployées.

L'arme nucléaire est-elle une arme de paix ? La dissuasion nucléaire a empêché un conflit direct entre les deux superpuissances. Le rôle des arsenaux militaires a permis d'éviter une nouvelle guerre totale entre deux idéologies opposées. Ces arsenaux nucléaires diminuent, avec des accords anticipés signés dès les années 1970. Le désarmement se poursuit avec le traité de Washington en 1987, puis les accords START (1991, 1993, 1997) et

New Start en 2010. En 1996 entre en vigueur un traité sur l'arrêt définitif des essais nucléaires. Aujourd'hui, il reste 15 700 armes nucléaires estimées dans le monde en 2015, dont 10 000 déployées et 5 000 en attente de démantèlement. La dénucléarisation du monde est une réalité et certaines puissances y ont définitivement renoncé, comme le Brésil, l'Allemagne, le Japon, ou l'Afrique du Sud.

Avec de nouvelles menaces plus diffuses, nous rentrons dans un « troisième âge » nucléaire. Avec la mondialisation, l'émergence de nouvelles puissances et la prolifération nucléaire, la puissance devient plus diffuse, plus difficile à exercer, notamment lorsqu'il s'agit d'employer la force. Gagner une guerre est aisé pour une grande puissance, mais consolider la paix est impossible sans recourir à d'autres facettes du pouvoir (Voir Formes de la puissance*). L'intervention américaine en Irak décidée par George Bush en 2003 sous prétexte de contenir la prolifération nucléaire montre les limites de l'usage de ce *hard power*. L'Inde et le Pakistan atteignent la maîtrise de la force de frappe en 1998, l'Iran et la Corée du Nord intensifient leurs programmes balistique et atomique. On craint aujourd'hui une prolifération incontrôlée, étatique et non-étatique. La question se pose de voir tomber des armes nucléaires aux mains de groupes terroristes, une partie de l'arsenal de l'ex-URSS a été dispersée. En 2018, si le *Nuclear Post Review* du Pentagone rappelle que l'usage de l'armée nucléaire ne peut être envisagé qu'en cas de « circonstances extrêmes », il n'exclut pas son emploi et les forces nucléaires américaines restent en alerte permanente. Si la Russie a prôné un temps en retour une « désescalade de l'agression » face à la supériorité militaire de l'OTAN qui envisage l'emploi de frappes nucléaires face à une agression, les déclarations de Poutine – prêt à utiliser l'arme nucléaire fin 2021 dans le cadre du conflit en Crimée – mettent à jour la nouvelle doctrine nucléaire russe.

L'arme nucléaire devient une arme de contestation de l'ordre mondial dans la redistribution en cours de la puissance. C'est l'arme de la revanche pour ceux qui estiment avoir été humiliés par l'Occident. La question iranienne en est un exemple. Le programme nucléaire avait été entamé dans les années 1960 en Iran avec le soutien des États-Unis. Pour les Iraniens, l'affaire était d'abord symbolique, la bombe étant le signe définitif de leur indépendance. Le refus qu'oppose aujourd'hui la communauté internationale à Téhéran tient principalement aux risques de sur-nucléarisation de la région. En menaçant Israël, l'Iran complique encore la situation. Cette menace semble cependant peu envisageable puisque l'Iran en cas d'attaque serait détruit. C'est entre l'Inde et le Pakistan que la menace nucléaire a été la plus élevée à la suite d'attentats, la confrontation nucléaire ayant atteint son paroxysme en 2002. Ce fut la plus grande menace de guerre nucléaire depuis la crise de Cuba.

🕮 Références

- Frédéric Encel, *Les 100 mots de la guerre*, PUF, 2020.
- Laurent Murawiec, *La Guerre au XXIe siècle,* Paris, Odile Jacob, 2000.
- Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, Complexe, 1988.
- Bruno Tertrais*, La guerre*, PUF, 2010.
- Pierre Vandier, *La Dissuasion au troisième âge nucléaire*, Éditions du Rocher, 2018.

➢ Voir entrées

Formes de la puissance, Paix, Guerre, Technologies, Guérillas, Géostratégie, Guerre préventive.

La RMA (*Revolution in Military Affairs*) et les nouvelles menaces

« *Nous avons battu un gigantesque dragon qui nous barrait la route mais nous vivons désormais dans une jungle infestée d'une diversité déconcertante de serpents venimeux* » affirme James Woolsey, directeur de la CIA devant le *Senate Intelligence Committee*, le 2 février 1993. (Cité par John Mueller, « Scénario catastrophe : désordre après la Guerre froide », *Cultures et Conflits*, n° 19-20, 1995)

Dans l'histoire militaire nous trouvons de nombreux exemples d'importants changements qualifiés de « révolution dans les affaires militaires ». C'est le cas de l'invention de la poudre à canon au XV^e^ siècle ou du développement de l'arme nucléaire au XX^e^ siècle.

Le concept de « Révolution des affaires militaires » (RMA) est formalisé aux États-Unis au début des années 1990 après la guerre du Golfe afin de qualifier les mutations technologiques* perçues lors de l'opération *Desert Storm*. On parle alors de « révolution dans les affaires militaires » et de transformations de l'action militaire employant des capacités nouvelles (ordinateurs, réseaux, systèmes spatiaux, missiles guidés de précision). Les États-Unis sont alors leaders dans la réflexion stratégique, tactique, conceptuelle et doctrinale. Pour les promoteurs de la RMA, la révolution en cours serait en passe d'introduire des changements qualitatifs dans la nature même de la guerre. Des personnalités proches du Pentagone américain sont à l'origine de ce nouveau paradigme. De nombreux instituts et *think tanks* font de la RMA le cœur de leur programme de recherches, les financements sont nombreux. Ce concept cherche à conceptualiser les guerres futures et les nouvelles menaces dans un monde post-bipolaire où la puissance américaine apparaît sans partage. Cette révolution des affaires militaires repose sur le constat pessimiste d'une multiplication des « conflits de basse intensité* ». Le contexte de forte croissance économique américaine génère la conviction que le pays représente une cible pour les États « prédateurs ». La dissuasion nucléaire semble insuffisante pour limiter les conflits périphériques, « guerres limitées », menaçant de devenir des « guerres réelles » (Martin Van Creveld). Ce concept est au cœur des discours stratégiques sur la guerre et sur le désordre international qui tentent de donner un sens aux changements observés au sein du système international.

Les NTIC sont au cœur des réflexions sur l'impact des technologies sur l'art de la guerre. L'informatique et les nouveaux réseaux de télécommunication changent en profondeur l'organisation des armées*, comme la conduite de la guerre* au XXI^e^ siècle. Ces technologies offrent de nouvelles capacités d'action aux acteurs asymétriques. Avec l'informatique et les réseaux mondiaux, les États ne font face à de nouvelles formes d'affrontement et tentatives de déstabilisation. John Arquilla et David Ronfeldt (*The Advent of Netwar*, 1996) proposent la notion de « *netwar* », désignant les nouvelles formes de combat de ces acteurs non étatiques. Les stratèges et experts en affaires de défense s'emparent aussi de la question en Chine, en Russie et dans les pays occidentaux. Dans les années 2000 se construit le discours sur la cyberdéfense et la cyberguerre* au sein d'un nouvel environnement d'affrontement, le cyberespace*.

La RMA se fixe comme objectif l'accroissement du « *technological gap* » pour prévenir toute concurrence potentielle, y compris celle d'un allié. La primauté est donnée aux systèmes de communication et de détection par satellites, au développement des technologies « furtives ». L'importance tactique de l'arme aérienne est renforcée, et, en conséquence, le principe d'exposition minimale des forces (Voir la doctrine « zéro mort » et la « Guerre chirurgicale »*). Sur le plan technique, la RMA est le résultat de la combinaison de trois ruptures techniques dans la précision (radionavigation par GPS, frappes très longue distance, précision métrique des frappes par systèmes infrarouges), les capteurs (système d'observation et de détection par satellites, radars et senseurs) et le traitement des données recueillies. Les avancées dans le domaine de la précision profitent à l'arme aérienne avec plusieurs programmes de haute technologie, comme le F-22 *Raptor* (Voir Airs*). Une nouvelle vision stratégique est portée par ce concept privilégiant des opérations à distance, sans contact direct avec l'ennemi. L'*U.S. Air Force* a été privilégiée par la RMA, mais aussi l'*U.S. Navy* (obtention et traitement de l'information, élaboration des réseaux avec le potentiel d'action de ses bâtiments de surface, missiles de croisière). Paradoxalement, la RMA renoue avec une vision classique de la guerre en Occident après la Guerre froide avec le concept de « bataille décisive » pensée comme une confrontation frontale des forces adverses (Alain de Neve). Pour Laurent Murawviec, ces révolutions technologiques expliquent en partie les transformations dans la nature de la guerre : « repérer sans être détecté, frapper sans pouvoir être frappé, détruire précisément sans gâcher ni l'occasion ni la munition, ces principes vieux comme la guerre animent aujourd'hui un bouleversement total de l'art de la guerre, qui crée sous nos yeux la guerre du XXI^e^ siècle » (*La guerre au XXI^e^ siècle*, 1999).

La RMA engendre une peur profonde de déclassement en Europe. En Europe, l'opération *Allied Force* menée au Kosovo (1999) fait prendre conscience du *gap* technologique et doctrinal mené par leurs alliés américains. Or, la réalisation d'une RMA européenne est un objectif irréaliste. Une RMA européenne ne peut se faire que dans le cadre de l'OTAN : la RMA représente ainsi également une nouvelle forme de gouvernance technologique américaine dans le cadre de l'OTAN réinventé.

Les critiques sont nombreuses. La RMA mobilise le débat stratégique chez les alliés comme chez les adversaires des États-Unis. Mais cette RMA n'est-elle pas qu'une vision simplifiée de l'impact du progrès technologique sur la guerre ? La première critique est celle du déterminisme technologique : les promoteurs de la RMA cèdent au « modernisme ». Ce « technologisme » est assimilé par Vincent Desportes à une forme d'ethnocentrisme. De plus, les États-Unis ne pourront maintenir longtemps leur avance dans les technologies de la RMA : cette avance ne peut que susciter une même dynamique de développements technologiques chez leurs partenaires, comme leurs adversaires. Enfin, la validité du concept est remise en question. Andrew Latham (2002) rappelle que, au cours de l'histoire, une révolution militaire n'a jamais reposé sur une rupture technique isolée mais sur une succession de ruptures techniques cumulatives. La RMA ne constituerait au mieux qu'une étape d'une révolution militaire encore en gestation. Pour d'autres, cette doctrine traduit plutôt une démission intellectuelle des chantres de la RMA qui, plutôt que de s'attacher à une définition solide du concept, préfèrent énumérer les vertus espérées de cette révolution technologique militaire. Bruno Tertrais qualifie ainsi la RMA de « concept nébuleux » et « attrape-tout ». Enfin, pour l'historien militaire américain Williamson Murray, les notions inhérentes à la RMA relèvent plus du slogan que d'une réelle appréhension des modifications géopolitiques et géostratégiques actuelles (1998). De nombreuses questions théoriques sont laissées de côté comme les conséquences réelles de cette RMA sur la conduite de la guerre. Pour ce qui est de la guerre du Golfe, point de départ de la RMA, on reconnaît aujourd'hui que les nouveaux types d'armement utilisés (bombes intelligentes, avions furtifs…) lors de ce conflit n'ont pas joué le rôle décisif qu'on a voulu leur donner. Enfin, les NTIC au cœur de la RMA, notamment les capteurs (*senseurs*) et les armes sophistiquées, peuvent être mis en échec dans de nombreuses situations conflictuelles (Voir **guérilla***). La RMA révèle ainsi surtout la difficulté de penser ces nouveaux types d'adversaires pour les États-Unis.

Les attentats du 11 septembre 2001 et leurs suites armées ont conduit à une reconsidération des concepts de la RMA, notamment la supériorité informationnelle et technologique des États-Unis dans le domaine militaire. Une fois terminées les opérations de combat majeures en Afghanistan, puis en Irak après une campagne-éclair au printemps 2003 (*Enduring Freedom* et *Iraqi Freedom*), les États-Unis n'ont pas pu instaurer les conditions d'une sécurité minimale, ni la démocratie. Le Pentagone a depuis intégré une vision contre-insurrectionnelle au sein de son corpus doctrinal en tenant compte du nouvel environnement géopolitique en construction sur ces théâtres d'affrontement. Ce changement implique de nombreux réajustements : la domination exercée par l'*U.S. Air Force* et l'*U.S. Navy* cède à nouveau en retour la place à l'*U.S. Army* et l'*U.S. Marine Corps* pour ces « petites guerres ».

🕮 Références

- Grégory Daho, « "Nouvelles menaces", "nouvelles guerres" : la construction des discours sur le désordre international », dans *Les Champs de Mars,* 2009/1 (n° 20).
- Vincent Desportes, « Armées : "technologisme" ou "juste technologie" ? », dans *Politique étrangère*, n° 2, 2009.
- Yves Lacoste, « Les États-Unis et le reste du monde », dans *Hérodote*, n° 109, 2003.
- Andrew Latham, « Warfare Transformed : A Braudelian Perspective on the "Revolution in Military Affairs" », dans *European Journal of International Relations*, Volume 8, n° 2, 2002.
- Laurent Murawviec, *La guerre au XXIe siècle*, Odile Jacob, 1999.
- Alain De Neve et Thierry Balzacq, *La révolution dans les affaires militaires*, Economica et ISC, 2003.
- Bruno Tertrais, « Faut-il croire à la "révolution dans les affaires militaires" ? », dans *Politique étrangère*, automne 1998.

➢ Voir entrées

Guerre préventive, Guerre chirurgicale, Cyberguerres, Cyberespace, Guerre de l'information, Technologies, Internet, Ingérence, CMI, Airs.

Guerre préventive

Devant l'académie militaire de West Point, le président américain George W. Bush présentait, le 1er juin 2002, la doctrine stratégique dont son administration allait désormais s'inspirer : le concept de « *guerre préventive* » contre le terrorisme mondial.

Plus qu'un nouveau concept de défense, la « guerre préventive » marque la prise en compte d'une nouvelle donne stratégique face à de nouvelles menaces. Il s'agit d'une remise en question des principes admis jusque-là par les États-Unis, avec d'amples conséquences pour la conduite de leur politique étrangère, l'organisation, le commandement et l'emploi de leurs forces. Ce concept marque la fin de la politique de Guerre Froide qui consistait à endiguer* et dissuader les ennemis des États-Unis. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont définitivement changé la donne : selon G.W. Bush, les menaces que l'Amérique doit affronter viennent de groupes terroristes internationaux et des États qui les abritent ou les soutiennent (« l'Axe du Mal »), mais aussi de ceux qui détiennent des armes de destruction massive ou sont en train de s'en doter. Ces menaces ayant changé d'origine et de nature, la riposte doit changer aussi. La « guerre contre le terrorisme » est déclarée et, pour arriver à ses fins, G.W. Bush introduit le concept de « guerre préventive ». Les États-Unis ne doivent plus accepter que leurs ennemis puissent porter contre eux des coups analogues à ceux du 11 Septembre, ni même admettre qu'ils puissent attaquer des ambassades, des unités navales ou des garnisons américaines. La stratégie de Washington consiste à empêcher que de telles menaces se matérialisent en déclenchant contre leurs ennemis potentiels des « actions préventives » (*preemptive actions*).

Une « guerre préventive » est une guerre initiée avec la croyance qu'un conflit futur est inévitable, bien que non imminent. Une guerre préventive a pour but d'éviter un basculement de l'équilibre des puissances entre deux adversaires en attaquant stratégiquement avant que l'autre ait une chance de dominer. Ce concept repose sur un sentiment subjectif de menace. À cause de son caractère ambigu, ce type de guerre est considéré comme illégal en droit international depuis 1945. En effet, il semblerait contradictoire de vouloir se défendre en attaquant un pays qui, de prime abord, n'a jamais commis d'actes offensifs concrets envers le premier. Cette constatation soulève des réflexions d'ordre politique, diplomatique, économique et moral.

La guerre préventive est distincte de la « guerre préemptive », qui est le fait d'attaquer le premier quand l'attaque semble imminente. En anglais le terme « *preempt* » signifie « devancer » tandis que le terme « *prevent* » signifie « prévenir ». Le terme de « guerre préemptive » implique, de la part d'un adversaire, une menace réelle et constatable. Elle est reconnue par le droit international comme un recours légal à la « légitime défense ». Dans ce type de guerre, celui qui frappe le premier sait de manière sûre qu'il va être agressé et cherche à prendre l'avantage stratégique. Cette stratégie a déjà été utilisée durant la guerre de 1967 (Guerre des Six Jours) déclenchée par Israël en « préemption » (guerre d'agression du point de vue des États arabes).

Une notion de préemption détournée pour la défense des intérêts américains. Justin Vaïsse et Pierre Hassner montrent que la notion de préemption, classiquement distinguée de celle de guerre préventive par l'imminence et la certitude de l'attaque, est utilisée « de manière beaucoup plus générale pour des menaces indirectes ou ambiguës qui relèveraient normalement de la guerre préventive » par l'administration Bush, sous couvert de défense de la « souveraineté nationale ». La « guerre préemptive » sert à répondre aux risques que représentent les réseaux terroristes, les États Voyous* ou les armes de destruction massive (AMD). En mars 2003, l'opération « *Iraqi Freedom* » est déclenchée. Cette action vise à neutraliser Saddam Hussein jugé comme un dictateur et allié du groupe terroriste Al-Qaeda. Le gouvernement américain a qualifié cette intervention de « préemptive » en soutenant, aux côtés du Royaume-Uni, que Saddam Hussein détenait clandestinement d'importants stocks d'AMD en 2003 (chimiques, biologiques mais également nucléaires) sur la base de sources tronquées. Colin Powell, secrétaire d'État, présenta devant le Conseil de sécurité en février 2003 des dessins de camions « prototypes de laboratoire mobile de recherche biologique », des photos satellites de bâtiments présentés comme des usines d'armes chimiques et un flacon de poudre blanche (« anthrax »). La résolution 1441 de l'ONU sur le désarmement de l'Irak demande à Saddam Hussein de coopérer avec ses inspecteurs. Ignorée, cette résolution devient l'un des *casus belli* permettant de justifier l'invasion américaine. Les mensonges entourant les AMD en Irak sont éventés dès 2003. Les inspections menées pendant la guerre s'accordent pour dire que l'Irak avait abandonné son programme nucléaire, chimique et biologique après 1991. Entre 2003 et 2010, les forces américaines ont découvert seulement 5 000 munitions chimiques et des bombes aériennes datant d'avant 1991 fournies par des sociétés occidentales dans la cadre du conflit Iran-Irak.

D'un point de vue géopolitique, la notion de guerre préventive se justifie dans le cadre de la « nouvelle théorie des dominos ». Cette théorie géopolitique américaine durant la Guerre froide énonçait l'idée selon laquelle le basculement idéologique d'un pays en faveur du communisme serait suivi du même changement dans les pays voisins selon un « effet domino ». Cette théorie fut invoquée par différentes administrations américaines pour justifier leur intervention dans le monde (Voir Endiguement*) comme au Vietnam. Elle est reprise ici en sens inverse pour qualifier l'objectif de refonte démocratique du « Grand Moyen-Orient » des néoconservateurs américains dans l'administration de George W. Bush, puis la succession de bouleversements dans le monde arabe en 2010-2011 (Voir Révolutions*). Selon cette théorie, l'implantation de la démocratie au Maghreb provoquerait un même changement dans les pays voisins et la disparition des régimes autoritaires.

Une guerre d'agression est-elle justifiable moralement ? La guerre préventive peut-elle être considérée comme faisant partie du principe de légitime défense ? L'intention demeure (se défendre) mais le moyen d'y parvenir diffère (attaquer sur un principe hypothétique). Le débat sur le fait qu'une guerre soit préventive, préemptive ou d'agression est controversé. En 2002, le Pape Jean-Paul II condamne l'idée d'une guerre préventive qui ne rentre pas dans le cadre de la « guerre juste* ».

Une guerre préventive est-elle une atteinte à la sécurité internationale ? Un État signataire de la Charte des Nations unies s'est engagé à ne pas mener de guerre, sauf défensive ou après autorisation du Conseil de sécurité. En menant une guerre préventive, il enfreint le traité et se met lui-même hors la loi. Mais la possibilité de poursuivre les responsables d'une guerre préventive devant la Cour pénale internationale pour crime d'agression reste pour l'instant théorique.

🕮 Références

- Noam Chomsky, *La poudrière du Moyen-Orient*, Fayard 2007.
- Justin Vaïsse et Pierre Hassner, *Washington et le monde : dilemmes d'une superpuissance*, Autrement, 2003.

➢ **Voir entrées**

RMA, Guerre, Conflits, Guerre juste, Endiguement, Terrorisme, Révolutions.

Guerre chirurgicale

Selon un ancien général américain, une guerre chirurgicale est une stratégie dans laquelle *« on ne court pas après les ponts ou les barrages, uniquement après des cibles militaires, pour paralyser tout centre de commandement et de contrôle et empêcher l'usage des forces armées quelles qu'elles soient… les mettre à genoux suffisamment tôt, c'est la clé de la réussite.* »

L'idée de « guerre chirurgicale » est un concept qui émerge dans les années 1990 dans le cadre de l'élaboration de la « révolution des affaires militaires » (RMA*) aux États-Unis. Elle repose sur des évolutions technologiques qui bouleversent la manière de penser et de mener la guerre en permettant des frappes de précision.

Une « frappe chirurgicale » relève du vocabulaire militaire. Elle désigne une attaque censée provoquer des dégâts aux seules cibles militaires, sans dommages collatéraux. Elle permet de limiter les capacités de riposter de l'adversaire pour le rendre vulnérable en cas d'invasion ou pour lui imposer la paix directement. Ces frappes reposent sur l'usage d'armes de précision des forces aériennes. Durant la première Guerre du Golfe, le Pentagone a lancé la doctrine « une bombe, une cible » qui remplace les techniques de destruction massive utilisées depuis 1939. Il s'agit donc d'un « conflit limité » se caractérisant par des combats dont le but n'est pas d'anéantir totalement un État dans son ensemble, mais d'éliminer un groupe particulier (ex : groupes terroristes) ou résoudre un problème spécifique (cibles).

La réduction des dommages collatéraux et des pertes civiles est devenue un enjeu important d'image pour les États-Unis impliqués dans de nombreux combats urbains ou « combats de basse intensité* » depuis la guerre du Viêt Nam. Avec l'accélération de la circulation des informations, les images choquantes contribuent à la construction d'une opinion publique. Cette prise de conscience de l'importance de l'information en temps de guerre (Voir Guerre de l'information* et Médias*) et de conserver sa « puissance douce » participe à l'émergence de ces doctrines.

Le concept de guerre « chirurgicale » va permettre à la robotique militaire de se développer. Les robots tueurs permettraient de faire une guerre chirurgicale, plus propre, en limitant les pertes. Cette doctrine militaire américaine se diffuse. L'armée française dispose déjà de plusieurs robots en service : robots démineurs, robots explorateurs, drones. En Russie, un petit char robotisé, l'Uran-9, vient d'être mis en service. Entre les deux Corée, des robots-tireurs sur tourelles sont aux aguets sur la frontière* du 48e parallèle. Ces machines sont encore sous contrôle humain à distance, mais elles pourraient être programmées pour ouvrir le feu sans intervention humaine. L'usage des drones militaires s'inscrit dans la nature asymétrique des conflits contemporains.

Historiquement, le concept n'est pas neuf. Pendant la Première Guerre mondiale, des prototypes d'avions sans pilote radiocommandés ont vu le jour. Au cours des années 1930, l'armée allemande développe des recherches sur des vecteurs guidés à distance prenant la forme de bombes planantes antinavires. Lors des guerres de Corée et du Vietnam, une technologie des drones militaires se met en place. Cette technologie est utilisée aujourd'hui dans tous les conflits armés. Les avancées technologiques en matière de miniaturisation, de communication sur longue distance et de programmation permettent à ces appareils de devenir de vraies machines de guerre. La famille des drones militaires est vaste. Il existe plusieurs catégories selon leur vitesse, leur rayon d'action et leurs fonctions : les mini-drones utilisés pour des missions d'observation, les drones tactiques (TUAV), les drones de combat (UCAV) ou les drones de transport, en cours de préparation, pour le transport de troupes au combat. Le drone est discret, rapide, et sa perte est moins lourde financièrement et humainement qu'un avion et son pilote. À l'heure actuelle, 11 États disposent officiellement de drones militaires armés : les États-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Turquie, le Royaume-Uni, la Russie, la Chine, l'Inde, l'Iran et Israël. Les États-Unis représentent plus de 50 % du marché des drones militaires, suivis d'Israël (25 %). Mais la Chine et la Russie pourraient se doter de drones équivalents rapidement. On compte plus de 230 développeurs et constructeurs de drones en Chine, notamment sur le segment des drones MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance), la catégorie des « *Predator* » américains dont beaucoup de pays aimeraient disposer. En Europe, le projet le plus avancé est le projet « Neuron ou nEUROn ». Son but est de doter l'Europe d'un drone de combat furtif capable de mener des attaques au sol et des combats aériens (Voir **Airs***).

La doctrine de la « guerre zéro mort » est une conséquence de cette évolution technique de la guerre qui tend à mettre les combattants américains hors de portée des tirs ennemis. Cet idéal construit l'image d'une armée invulnérable protégeant une Nation puissante pouvant faire la guerre sans avoir à verser le prix du sang. Ce terme de « zéro-mort » est à l'origine une expression journalistique transcrivant une vision simpliste des frappes de précision de la guerre du Golfe, l'accent fut mis alors sur la faiblesse des pertes de la coalition face à l'armée irakienne. Cette expression occupe les débats lorsqu'il est question de l'opportunité d'intervenir, du choix des systèmes d'armes ou des stratégies dans les crises. Le degré de prise de risque devient prioritaire dans les débats.

Des critiques nombreuses s'élèvent contre ces nouvelles guerres et leurs moyens. En 2017, une centaine d'experts en robotique ont écrit aux Nations unies pour demander qu'on interdise les robots tueurs. Des employés de Google ont protesté contre des contrats de l'entreprise avec l'armée auxquels la direction a dû renoncer. Les débats portent sur l'intelligence artificielle dont on pourrait doter ces équipements et leurs degrés d'autonomie. L'utilisation des drones militaires suscite de nombreuses controverses. Les forces américaines sont critiquées pour leur utilisation de ces drones à des fins clandestines (exécutions extra-judiciaires, utilisation de drones de surveillance). L'intensification des frappes américaines au Pakistan, au Yémen et en Somalie a suscité le débat autour de la politique d'élimination ciblée utilisant ces drones. La stratégie américaine au Pakistan a connu une évolution difficilement défendable avec l'élargissement des cibles de la CIA ne visant plus exclusivement celles de « grande valeur » et a conduit à des abus. Les drones alimentent l'idée que la « guerre zéro mort » et la « guerre propre » sont possibles : il est possible de combattre sans pertes (non-réciprocité du risque) et avec peu de pertes civiles du côté adverse (précision). Par conséquent, les victimes potentielles sont d'autant plus inacceptables. Pour Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, les questions éthiques soulevées lorsque certaines nations éliminent des cibles humaines par ce moyen ne doivent pas crédibiliser l'idée que la « guerre zéro mort » est possible. Cette illusion peut inciter à intervenir, et donc augmenter le nombre de conflits ; enfin les drones seuls doivent être accompagnés au sol, protégés dans les airs. Seul l'opérateur du drone est protégé. Dernier débat propre au système d'arme : l'asymétrie du risque permet de parler de « lâcheté » et marque un abandon des valeurs guerrières d'héroïsme. Ce débat dévoile un écart entre ce que représente toujours la guerre pour la société et ce qu'elle est devenue.

Références

André Dumoulin, « Le “zéro-mort” : entre le slogan et le concept », dans *Revue internationale et stratégique*, 2001/4 (n° 44).
Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Encadrons l’usage des robots tueurs », dans *Le Monde*, 17 août 2015.
Paul Hessenbruch, « L’ère des drones », dans *Armées d’aujourd’hui*, oct.-nov. 2014.
Édouard Pfimlin, « Drones de Combat, la guerre du futur », dans *Le Monde*, 6 décembre 2012.

➢ Voir entrées

RMA, Guerre de l’information, Médias, Conflits de basse intensité, Armée, Airs, Technologies.

Conflits de basse intensité

Le théoricien militaire israélien Martin Van Creveld évoque en ces termes ces nouveaux conflits : « *À vrai dire, il ne s'agit ni de conflit de "basse intensité" ni d'une quelconque forme dégénérée de guerre, mais de la guerre tout court, au sens élémentaire – hobbésien – du mot, qui constitue de loin le type de conflit armé le plus important de notre temps.* » (*La transformation de la guerre*, 1998)

L'expression « conflits de basse intensité », ou *Low-Intensity Conflict* (*LIC*), est employée couramment aujourd'hui par les médias pour désigner certains conflits armés. Ce terme est d'abord utilisé dans les années 1960 par des stratèges occidentaux pour décrire certaines opérations spécifiques dans le cadre de la Guerre froide et des guerres de décolonisation. Rapidement ce terme est érigé en concept et remplace les doctrines de la « contre-insurrection » à la fin de la Guerre froide. La fin des affrontements entre les deux blocs a laissé la place à une prolifération des conflits de moyenne intensité et d'interventions limitées des grands pays industrialisés, soit dans des guerres civiles (Bosnie), soit dans des actions de type humanitaire (Somalie) ou stabilisatrice (Haïti). La Guerre froide laisse place à une prolifération de conflits* dans les zones le plus pauvres de la planète : « Il y aurait un centre pacifié et une périphérie barbare, en proie à un retard économique mais aussi culturel et moral endémique » (E. Benson et D. Bleitrach).

La distinction entre « conflit* de haute intensité » et de « basse intensité » donne lieu à plusieurs interprétations. Lorsqu'il s'agit de guerre civile, on prend en considération le degré d'atteinte à la souveraineté de l'État en place. Dans les conflits internationaux, on parle de « conflits de haute intensité » quand on risque une déstabilisation régionale et l'intervention des grandes puissances militaires, les « conflits de basse intensité » désignent à l'inverse les conflits régionaux limités. Selon les définitions des états-majors, un conflit est dit « de faible intensité » lorsque ses limites se situent au-delà d'une relation pacifique et en deçà d'une guerre de type classique opposant des armées régulières. Les conflits de basse intensité se définissent ainsi comme des conflits armés qui ne parviennent pas au stade d'une guerre* classique et ouverte entre des armées* régulières. Ainsi définie, la guerre est interprétée en fonction du degré de violence des affrontements. La tendance générale est, depuis 1991, à la confrontation directe entre petites et moyennes puissances, avec un seuil de violence entre faible et moyenne intensité. Les conflits de faible intensité affectent nombre de pays dans le cadre de conflits intérieurs (Algérie, Israël-Palestine, Colombie, Irlande du Nord) avec parfois une connotation religieuse*. Ils prennent des formes variées : guerres révolutionnaires*, guérilla*, combats insurrectionnels et anti-insurrectionnels, attentats terroristes*, opérations clandestines. Les conflits de basse intensité incluent aussi les opérations militaires ponctuelles et les opérations de maintien de la paix*. Ce nouveau concept ne prétend donc pas décrire un type de guerre inédit mais sert plutôt de notion « fourre-tout » pour grouper en une seule catégorie tous les conflits se distinguant des guerres conventionnelles…

Les moyens employés par les pays ou groupes d'individus qui s'affrontent dans les *LIC* sont limités par des contraintes économiques, sociales ou politiques dictant leurs choix stratégiques. Les moyens privilégiés comprennent alors la lutte armée, mais aussi tous les instruments de pression diplomatique, psychologique et politique sur l'adversaire. Fondés sur des tactiques de harcèlement, ces *LIC* de longue durée ont la préférence des groupes qui souffrent d'un rapport de forces défavorable et souhaitent éviter un affrontement direct avec un adversaire militairement supérieur. Les moyens varient donc en fonction de la nature, la volonté et la taille de ceux qui y ont recours : depuis les petits groupes clandestins révolutionnaires ou terroristes jusqu'aux superpuissances s'affrontant de manière indirecte sur des théâtres éloignés avec des moyens limités.

Ces *LIC* sont proches des « guerres de 4e génération » décrites par le conservateur William S. Lind et plusieurs officiers de l'*US Army* dans un article de 1989 paru dans la *Marine Corps Gazette* intitulé « Le visage changeant de la guerre ». Des guerres de décolonisation jusqu'à l'Afghanistan, les échecs subis par des pays comme la France ou les États-Unis et l'URSS ont permis une meilleure connaissance de ce genre de conflits. Une « guerre de 4e génération » implique plusieurs des caractéristiques suivantes : un conflit complexe de longue durée ; l'usage des tactiques de guérilla ; une base transnationale ; des victimes civils ; une guerre psychologique ; tous les moyens de pression – politiques, économiques, sociaux et militaires ; des groupes actifs de taille réduite ; un large réseau de communication et financier.

Les stratèges s'adaptent à ces *LIC* en reprenant les constats émis par les spécialistes de la guérilla : la seule réponse stratégique possible est d'user des tactiques et moyens similaires à ceux de l'adversaire. Ces leçons transforment les politiques militaires de nombreux pays. On ne croit plus aujourd'hui aveuglément en la supériorité technologique comme garantie de la victoire dans tous les conflits. Et il est désormais admis qu'une victoire militaire n'assure pas nécessairement une victoire politique, comme pour les États-Unis en Irak en 2003 (Voir les limites de la RMA* et de la guerre chirurgicale*).

Ce concept montre cependant ses limites. Il amène à une confusion entre conflit au sens large, conflit armé et guerre. Cette notion de *LIC* est à échelle variable : la guerre du Vietnam est-elle un *LIC* comme les émeutes de la faim de 2007 en Afrique ou comme les émeutes urbaines en France et aux États-Unis ? La question du caractère opératoire de ce concept reste posée. De plus, cette expression amène à minorer ces conflits : les guerres « de basse intensité » ne le sont pas pour les populations touchées par les violences. L'emploi de l'expression est sans doute plus idéologique que stratégique, avec des messages différenciés envoyés suivant les publics visés. Un retour à des notions plus précises est préféré aujourd'hui, comme insurrection, contre-insurrection, guérilla ou guerre psychologique…

🕮 Références

- Arnaud Blin et Gérard Chaliand, *Dictionnaire de stratégie*, Tempus, 2016.
- Emmanuelle Benson et Danielle Bleitrach, « La paix éternelle ou la guerre de basse intensité. L'exemple du Chiapas au Mexique », dans *Chimères*, n° 33, 1998.
- Michael Klare et Peter Kornbluh, *Low-Intensity Warfare*, New York Pantheon Books, 1988.
- Lowen Thompson, *Low-Intensity Conflict*, Lexington Books, 1989.
- Martin Van Creveld, *La transformation de la guerre*, Éditions du Rocher, 1998.

➢ Voir entrées

RMA, Guerre chirurgicale, Guérillas, Terrorisme, Révolutions.

Guérillas

Mao Zedong théorise, dans des conférences en 1938, l'insurrection de guérilla qui parvient à s'assurer le soutien du peuple pour attaquer les forces armées. Une fois l'insurrection assez forte, elle peut mener une guerre conventionnelle pour faire chuter le gouvernement (*De la Guerre prolongée*).

Les écrits consacrés au phénomène de la guérilla paraissent en Europe à la fin du XVIII^e^ et au début du XIX^e^ siècle. Les principaux auteurs modernes de la théorie de la guérilla sont Abdelkrim al-Khattabi, Fidel Castro, Thomas Edward Lawrence, Mao Zedong et Che Guevara. Mais sa théorisation est bien plus ancienne et remonte à l'empereur byzantin Nicéphore II Phocas. La théorie maoïste de la « guerre populaire prolongée » se divise en trois phases. À la première phase, les insurgés obtiennent le support de la population au travers d'attaques contre la machine gouvernementale et par la diffusion de propagande. À la seconde phase, la montée en puissance des attaques se fait sur le pouvoir militaire et les institutions vitales. À la troisième phase, le combat conventionnel est employé pour prendre les villes et contrôler le pays.

La guérilla est une guerre non conventionnelle. Par opposition aux guerres entre États, une guerre peut désigner un conflit armé entre deux factions de populations opposées à l'intérieur d'un même État : on parle alors de guerre civile, de guerre ethnique, de guerre révolutionnaire ou encore de guerre de sécession. Pour ces conflits armés, la guérilla est le mode d'affrontement privilégié. Elle correspond à un ensemble d'opérations militaires menées par des forces irrégulières le plus souvent contre des armées régulières. Ces opérations illégales visent à compenser leur infériorité militaire par la concentration des forces dans un temps et un espace donné, en s'appuyant sur le soutien de la population civile et sur la connaissance du territoire. Ces conflits peuvent être larvés et épisodiques, menés par des mouvements dits « terroristes » ou « de résistance » en fonction du point de vue. Les valeurs militaires traditionnelles opposent les forces régulières, sous uniformes et encadrées, à celles irrégulières, composés de civils plus ou moins armés et organisés, davantage sujets aux crimes de guerre (tortures, exécutions). On oppose ainsi la guerre « en grand », sous forme de batailles rangées, à la guérilla (la « petite guerre » en espagnol : embuscades, coups de main, opérations de renseignement, de harcèlement…), même si la majorité des conflits armés sont un mélange des deux (avec des unités spécifiques affectées à ces missions, tel que la cavalerie légère ou aujourd'hui les forces spéciales). De nombreux conflits concernent des hybrides réguliers-irréguliers, tel que la guerre d'Algérie avec les supplétifs de l'Armée française (les harkis). Certains auteurs distinguent des générations de conflits. On parle de conflits du troisième type pour désigner les guérillas. Après la professionnalisation de la guerre au XVII^e^ siècle (premier type), puis les conflits impliquant des levées en masse (2^e^ type) on passerait à des conflits criminalisés, dits du 3^e^ type.

Les guérilleros sont des combattants. Ils sont organisés, placés sous un commandement responsable, soumis à un régime de discipline interne. Ils sont considérés comme combattants au sens juridique (Conventions de Genève) seulement sous deux conditions : s'ils portent ouvertement les armes au combat et s'ils se distinguent de la population civile par un signe distinctif (uniforme par exemple).

Les tactiques de guérilla visent à déstabiliser l'autorité établie (Voir Conflits de basse intensité*) : on se bat peu, on évite l'affrontement militaire et on engage l'affrontement qu'avec des moyens rudimentaires. Dans le cas d'un occupant étranger, le recours à la guérilla peut rendre coûteux le maintien de sa présence et entraîner son retrait (c'est le cas dans certaines colonies). La guérilla menée contre des occupants doit épargner les civils afin de s'assurer de leur soutien. La guérilla prend ainsi à la fois la forme d'une guerre civile et d'un conflit asymétrique : elle oppose des forces armées issues d'un même État et un des adversaires est bien plus modeste militairement que son adversaire. La guerre asymétrique est toujours celle du faible au fort. Elle se différencie de la guerre dissymétrique dont les cibles collatérales sont faibles et sans défense (ex : population ciblée par les forces militaires d'une autorité contestée). Dans l'écrasante majorité des guérillas, le terrorisme* est utilisé, soit pour démontrer la capacité d'un mouvement à frapper l'adversaire, soit pour éliminer des agents de l'État ou « collaborateurs ». Dans le cadre du terrorisme, l'asymétrie repose sur l'idée que l'État qui se protège doit se concentrer sur un nombre important de points sensibles à protéger, tout le temps et partout. À l'inverse, les agresseurs en nombre limité et mobilisant peu de moyens sont mobiles et peuvent infliger des dégâts importants. Mais la violence utilisée par la guérilla demeure mesurée alors que le terrorisme tend vers une violence illimitée. Contrairement au terrorisme, les guérilleros ne visent pas les civils. Ainsi la guérilla à des fins de libération nationale est un acte de nature politique : la population constitue par elle-même l'objectif et cherche à obtenir son adhésion.

La guérilla a un but politique : renverser une autorité contestée par de faibles moyens militaires très mobiles. La guérilla est une guerre politique depuis son origine moderne espagnole dans la lutte contre l'invasion napoléonienne. Le mot lui-même, du castillan « g*uerrilla* », a initialement décrit les tactiques pour résister au régime bonapartiste imposé en Espagne. Avec les guerres de la Révolution française et du Premier Empire, les guérillas deviennent de véritables stratégies politico-militaires marquées idéologiquement « à droite » (motivation religieuse, opposition à la République (les Vendéens) ou à l'Empire). Au XIX^e^ siècle, cette idéologisation glisse progressivement « vers la gauche » (socialisme en Amérique du Sud). Dans la même période, cette idéologie politico-militaire rencontre un courant artistique et littéraire : le romantisme. On attribue la qualité de guérilla principalement aux luttes contre des gouvernements non démocratiques depuis 1945. L'utilisation de la violence constitue alors le moyen privilégié pour faire valoir une cause politique face à un pouvoir tolérant mal la pluralité politique et la libre expression. Les deux types de pouvoir combattus par les guérilleros sont soit des acteurs extérieurs (puissances coloniales en Asie et Afrique), soit des gouvernements dictatoriaux combattus par des groupes armés révolutionnaires (Cuba, Nicaragua, Guatemala, Yémen, Zaïre).

La guérilla mène une guerre populaire même si le degré d'adhésion est difficile à mesurer. La cible à atteindre des *guérilleros* est l'adhésion de la population. Selon le précepte de Mao, le guérillero doit s'immerger dans la population civile et y « être comme un poisson dans l'eau » : il y trouve les complicités et sympathies indispensables à la lutte. L'histoire de l'Armée populaire vietnamienne est emblématique de cette conception de la guérilla comme guerre politique, de la naissance de la « Brigade de Propagande Armée » jusqu'aux grandes batailles soutenues par des milices locales de paysans en armes. Mais dans la logique de Mao, « si l'eau se retire ou se tarit, les partisans n'échappent pas à la mort ». L'échec de la guérilla de Che Guevara en Bolivie est en partie dû à la perte de l'adhésion populaire.

La guérilla vise à contrôler le territoire et accaparer le pouvoir. Elle est divisée en deux catégories principales : guérilla urbaine et rurale. Les guérillas rurales opèrent dans des régions propices aux couvertures et à la dissimulation (maquis, jungle, zones montagneuses). À partir de cette base

d'opération, ils étendent leur emprise sur le territoire en ralliant les populations civiles. La guérilla urbaine se fond dans la population, mais est dépendante de l'aide de citadins (caches, approvisionnements…). Une assistance étrangère sous forme d'hommes, d'armes, de zones de repli, ou au moins, de témoignages de sympathie accroît l'efficacité d'un mouvement de guérilla. Cette ingérence étrangère a son revers, elle peut être utilisée par les autorités en place pour décrédibiliser les insurgés.

Les civils sont les premières victimes de représailles pour collaboration. Quand la guérilla prend la forme d'une guerre civile, les deux camps peuvent également être amenés à commettre des atrocités sur la population. Les insurgés peuvent impliquer la population civile en matière de renseignement et d'approvisionnement déclenchant exactions et mesures impopulaires (couvre-feu, arrestations) de la part des forces en place. Ces mesures de contre-insurrection peuvent détacher encore plus les populations des forces régulières et grossir les rangs de la guérilla. Dans la France occupée, c'est l'établissement du Service du travail obligatoire (STO) qui a drainé vers les maquis de nombreux jeunes hommes et ce sont les réquisitions allemandes qui font basculer les paysans dans sa majorité vers la Résistance.

Guérillas et insurrections partielles se multiplient aujourd'hui : dans le Caucase du Nord (Tchétchénie, Daghestan), dans les zones tribales du Pakistan, au Xinjiang (Ouïghours), autour du lac Tchad (Boko Haram), au Sahel (Nord-Mali), en Irak (par Daech), au Cachemire, au Darfour… La multiplication des guérillas aujourd'hui renvoie à un phénomène de « désinstitutionnalisation » de la guerre. Ces conflits ne sont plus livrés par des États et encadrés par des règles de droit. Certains auteurs parlent d'une « privatisation de la guerre », qui ne serait plus livrée au nom d'États, mais de groupes armés, de leaders plus ou moins officialisés. Dans le cadre des États faillis*, cela renvoie aux « seigneurs de la guerre », ou « saigneurs de la guerre », pour caractériser ces conflits sans règles ni limites aux armements rudimentaires (Jean Bacon). Gérard Chaliand a employé l'expression de « guerre criminalisée » caractérisée par des appétits et des méthodes criminelles. La frontière se trouble entre guérilla et terrorisme. Les motifs politiques passent au second plan par rapport aux dimensions identitaires, ethniques, religieuses ou criminelles de ces conflits (ressources, drogues). Nombre d'organisations indépendantistes aujourd'hui (OLP, PKK, Tigres Tamouls…) tiennent à la fois de l'organisation terroriste et de la guérilla. L'aura de respectabilité, qui entoure aujourd'hui les guérillas tiers-mondistes des années 1950 et 1960, tient en bonne partie au fait qu'elles ont triomphé, contrairement au terrorisme actuel.

🕮 Références

- Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, 1985.
- Gérard Chaliand, *Des guérillas au reflux de l'Occident*, Passés composés, 2020.
- Jacques Frémeaux, *De quoi fut fait l'Empire. Les guerres coloniales au XIX^e^ siècle*, CNRS Édi., 2010.
- Christopher Goscha, « La guerre par d'autres moyens : réflexions sur la guerre du Viêt-Minh dans le Sud-Vietnam de 1945 à 1951 », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 206, 2002/2.
- Walter Laqueur, *Guerilla. A Historical and Critical Study*, Weidenfeld & Nicolson, 1977.
- Sandrine Picaud-Monnerat, *La Petite Guerre au XVIII^e^ siècle*, Economica, 2010.

➢ Voir entrées

Terrorisme, Révolutions, Guerre, Conflits de basse intensité, État failli.

Révoltes, Révolutions et Printemps

« *Le mouvement de révolte, à l'origine, tourne court. Il n'est qu'un témoignage sans cohérence. La révolution commence au contraire à partir de l'idée. Précisément, elle est l'insertion de l'idée dans l'expérience historique quand la révolte est seulement le mouvement qui mène de l'expérience individuelle à l'idée. Alors que l'histoire, même collective, d'un mouvement de révolte, est toujours celle d'un engagement sans issue dans les faits, d'une protestation obscure qui n'engage ni systèmes ni raisons, une révolution est une tentative pour modeler l'acte sur une idée, pour façonner le monde dans un cadre théorique. C'est pourquoi la révolte tue des hommes alors que la révolution détruit à la fois des hommes et des principes.* » (Albert Camus, *L'Homme révolté*, 1951)

Étymologiquement, le mot « révolution » est ambigu. Dès le début du XIII[e] siècle, le terme désignait le « retour périodique d'un astre à un point de son orbite », « l'évolution qui revient ». Elle a pour image celle du cycle, du cercle. Dans cette optique, on parle aujourd'hui des révolutions astronomiques ou biologiques scientifiquement légitimées. Au XVII[e] siècle, la révolution abandonne le registre scientifique pour devenir politique.

Historiquement, la révolution s'entend comme une rupture, un bouleversement, une transformation profonde. En théorie, le mot révolution garde ainsi son sens astronomique : c'est un mouvement qui boucle la boucle, qui passe d'un gouvernement à l'autre après une translation complète. Une rupture décisive est marquée : avant l'événement révolutionnaire, il y avait une certaine configuration, après un tout autre ordre s'instaure. Dans son dialogue à propos des *Lois*, Platon expose la finalité de la révolution : provoquer le renversement de l'ordre existant, impliquant la destruction du pouvoir existant. Le révolutionnaire se bat « contre » un ordre établi considéré comme inégalitaire et injuste. Pour Marx, comme pour Lénine, dans la Russie tsariste, il y a nécessité que cette opération de destruction soit totale. Pas de demi-mesures, ni de décisions partielles. C'est le cas de la Révolution française de 1789 qui a mis fin à la monarchie absolue, de la révolution américaine de 1774-1783 qui a mené à la naissance des États-Unis ou de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. Une fois le moment de crise passé, elle installe un nouveau pouvoir et un ordre nouveau. Les révolutions ont permis des changements brutaux et radicaux dans l'histoire de la politique mondiale. L'action révolutionnaire comporte ainsi plusieurs étapes : la perte d'un monde, le bouleversement (« moment révolutionnaire ») et, enfin, la mise en place d'un nouvel ordre politique. Comme le rappelle Kant, après une révolution, il ne peut y avoir de retour en arrière (*Essai philosophique sur la paix perpétuelle*).

Albert Camus, dans *l'Homme révolté*, se penche sur la question de la différence entre révolte et révolution. Pour Albert Camus, la révolution vise à « transformer le monde » tandis que la révolte vise à « changer la vie ». Les révoltes sont faites d'actions spontanées qui libèrent les énergies collectives de protestation contre l'autorité. Elles peuvent recourir à des niveaux importants de violence. Cependant, contrairement aux révolutions, elles ne visent pas à remplacer l'ordre existant, mais à le mettre sous pression pour obtenir quelque chose. Vers 1500, le mot désigne une « rébellion ouverte contre l'autorité établie, civile ou militaire », conçue comme un retournement. Par extension, le mot désigne le refus d'admettre ce qui paraît inacceptable (1643). Son emploi à propos du refus d'obéir à une personne ou à une autorité est plus récent (1860). Au XX[e] siècle, la révolte est la position que certains hommes adoptent par rapport à l'absurdité du monde (*Dictionnaire historique de la langue française*, Alain Rey, 2010). Mais il n'y a pas de frontière étanche entre les deux. Les révoltes peuvent être des moments d'un processus ouvrant – ou non – vers une révolution. Cela dépend de leur développement et de la capacité du mouvement à s'organiser.

La postérité des révolutions diffère. Albert Camus voit dans l'aboutissement des révolutions les plus récentes un renforcement systématique de l'État. Sous le titre « le terrorisme d'État et la terreur irrationnelle », il explique : « Toutes les révolutions modernes ont abouti à un renforcement de l'État. 1789 amène Napoléon, 1848 Napoléon III, 1917 Staline, les troubles italiens des années 1920 Mussolini, la république de Weimar Hitler. » Même la chute de gouvernements ne permet pas de rompre la continuité des régimes. Platon, imaginant les fondements de sa *Cité idéale,* soulève ce problème inhérent aux révolutions : le nouvel État peut être menacé par le manque d'éducation des guerriers ou une mauvaise sélection de ces derniers. L'ordre alors se dégrade pouvant laisser place à la ploutocratie (gouvernement des plus riches), l'oligarchie (gouvernement d'un petit nombre de personnes, classe dominante), voir la démocratie (pouvoir du peuple dangereux car irrationnel aux yeux de Platon). Dans le livre VIII de *La République*, Platon avertit que la révolution n'est qu'un passage vers un nouvel état plus harmonieux, mais ce dernier est toujours menacé par des forces contradictoires. Une révolution n'est donc jamais tout à fait achevée.

Avec Mao Zedong, on passe de la guérilla* à la guerre révolutionnaire dans la deuxième moitié du XX[e] siècle. Dans les années 1936-1938, tout en usant des tactiques de la guérilla*, il transforme celle-ci en guerre révolutionnaire (*Écrits militaires*). Il ne s'agit plus pour des irréguliers d'affaiblir une armée régulière ou de la tenir en échec, mais de s'emparer du pouvoir. Cela est possible en organisant les populations grâce à des cadres. Le but est de créer des hiérarchies parallèles aux États. Après 1945, les guerres de décolonisation sont des guerres révolutionnaires. La guerre d'Indochine la première démontre l'efficacité de la guerre révolutionnaire à Dien Bien Phu, défaite française en 1954, après le succès des communistes chinois en 1949. La révolution cubaine en 1959 ensuite ramène l'Amérique latine dans le courant révolutionnaire. La lutte armée est comme sacralisée notamment après l'échec américain au Vietnam.

Au début des années 2010 en Occident on assiste à un mouvement de révoltes essentiellement pacifiques (manifestations, « désobéissance civile ») comme celle des « indignés » espagnols (2011-2015), suivies par des mouvements en 2013 comme celui de la place Taksim en Turquie ou encore au Brésil. Dans des situations de crise majeure, comme en Grèce en 2010 avec la crise de la dette, ce mouvement débouche sur un processus de « lutte de classes » plus violent. Un second cycle démarre avec l'irruption des « Gilets Jaunes » en France (fin 2018-2019) avec une répression inédite au sein des démocraties. Les couches inférieures et précaires des zones périphériques sont les principales actrices de ce mouvement de masse. Bien que l'étincelle ait été le prix du carburant, c'est la politique du gouvernement Macron qui est visée. Le mouvement s'organise (« assemblées des assemblées »). Nous assistons à des niveaux plus élevés d'affrontements également avec le mouvement indépendantiste catalan depuis 2017 ou dans les manifestations à Hong Kong (2019-2020). À l'arrière-plan de ces révoltes : une crise du capitalisme dont les excès sont dénoncés. Les acteurs de ces révoltes sont les « perdants relatifs » de la mondialisation, dont les aspirations sont bloquées par la crise (sentiment de « déclassement » comme au Brésil), mais aussi les « perdants absolus » de la mondialisation (précaires, ouvriers, jeunes chômeurs relégués à la périphérie des grandes villes, – Voir Centre/périphérie* et Altermondialistes*). Si ces appels à la lutte sont suivis massivement, ils n'ouvrent pas vers des espaces d'organisation.

Dans le scénario des « Printemps arabes » qui s'est affronté aux dictatures, ces révoltes ont pris une forme beaucoup plus violente. En

Égypte en 2011, le mouvement de la place Tahrir marque le début de cette vague de soulèvements populaires qui s'étend aux sociétés de la Méditerranée du Sud. Ces révolutions répondent au même ressort : contestation populaire de l'autoritarisme, volonté de parachever le processus d'indépendance. Ces printemps sont à ce titre des mouvements révolutionnaires. La révolution tunisienne renverse Ben Ali et débouche sur de nouvelles élections. La révolution égyptienne renverse Moubarak après trente ans de pouvoir. Dans la guerre civile libyenne, les forces rebelles occupent le pays et tuent Kadhafi. La révolution yéménite aboutit au départ du président Saleh en 2012. Les manifestations contre le régime de Bachar Al-Assad marquent le début de la guerre civile syrienne. L'Algérie et le Soudan connaissent aussi des soulèvements en 2019. Les Printemps arabes ont conduit à des résultats variés. Nombre de pays sont dans une situation pire qu'avant ces révoltes. Les manifestations populaires ont été suivies de réformes précaires, voir d'un rétablissement d'un régime autoritaire ou de l'installation de conflits armés de longue durée. Les « Printemps » laissent place à l'« hiver arabe » (Michael Ignatieff). En Égypte, l'élection en 2012 de Mohamed Morsi, un islamiste dont le programme se heurte à l'opposition de contestataires, ouvre la voie à son renversement en 2013 par l'armée et à une répression sanglante du maréchal al-Sissi. En Libye, les révolutionnaires se sont divisés en de nombreux groupes dans un pays fragmenté et subissant les ingérences étrangères (russes, occidentales, turques). En Syrie, les manifestations prodémocratie se muent en un conflit impitoyable aux ramifications régionales et internationales. « Il n'a pas fallu longtemps pour que la philosophie de non-violence disparaisse […], en Libye, en Syrie et au Yémen », écrit Robert F. Worth dans *A Rage for Order : The Middle East in Turmoil, from Tahrir Square to ISIS* (2015).

🕮 Références

- AFP, « Dix ans après l'euphorie, que reste-t-il du "Printemps arabe" ? », 23/11/2020.
- Pierre Blanc, « Géopolitique comparée des révolutions et des contre-révolutions arabes », dans *Confluences Méditerranée,* 2020/4 (n° 115).
- François Châtelet, « Révolution », dans *Encyclopædia Universalis,* 2018.
- Mathilde Larrère (dir.), *Révolutions. Quand les peuples font l'histoire*, Belin, 2013.

➢ Voir entrées

Guérillas, Centre/périphérie.

Guerres de religion

En 1998, Oussama ben Laden et ses associés lancent au nom d'un « Front mondial islamiste » une *fatwa* qui marque le retour du religieux dans les conflits modernes. Les musulmans y sont présentés comme persécutés par les États-Unis. « *Tuer les Américains et leurs alliés, civils ou militaires, est un devoir pour chaque musulman qui peut le faire dans tout pays dans lequel il lui est possible de le faire* ».

L'expression « guerres de religion » désigne à l'origine le cycle de huit guerres de religion entre catholiques et protestants qui a déchiré le royaume de France entre 1562 et 1598. Le terme est employé pour la première fois par l'historien Jules Michelet au XIX^{e} siècle. La religion est le motif principal de ces affrontements qui opposent l'armée royale catholique aux armées protestantes, mais il s'agit aussi de luttes pour le pouvoir politique.

La religion a longtemps été laissée de côté par les géopoliticiens comme objet d'études. Ce désintérêt se comprend également à l'aune du mouvement de sécularisation majeur qu'a connu l'Occident à partir du XIX^{e} siècle. Mais avec le retour en force du religieux depuis les années 1990, sa prise en compte (re)devient indispensable. La thèse de Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations**, place les religions au centre de son analyse de la confrontation des civilisations (1997). La religion devient une arme efficace pour la défense d'une identité concurrente face au modèle « occidental » imposé de l'extérieur. Depuis 1991, les guerres interétatiques ont cédé la place à des conflits internes entre un groupe dominant et des minorités* luttant pour leur reconnaissance ou leur indépendance comme dans le Sud Soudan. Surtout depuis le 11 septembre 2001, les rivalités religieuses tiennent une grande place dans les conflits*, se multiplient et s'accentuent. On assiste à l'émergence de nouvelles formes de conflictualité, identitaire et religieuse. Il s'agit principalement de rivalités territoriales entre des forces politiques se réclamant ouvertement ou non de représentations religieuses différentes. C'est dans le monde arabe principalement que le fait communautaire engendre ce genre de conflit à base religieuse avec l'exemple de la Syrie gouvernée par une minorité alaouite ou avec l'Irak à la majorité chiite au pouvoir depuis 2003. La situation des chrétiens d'Orient est révélatrice du sort réservé aux minorités religieuses par la violence exercée par « des activistes extrémistes du groupe majoritaire sur un fond national-religieux et ses répercussions internationales » (Blandine Chélini-Pont).

Ces conflits religieux reposent sur des groupes armés qui s'en prennent à des États : ces conflits sont ainsi de type asymétrique. Dans les années 1980-1990, ces groupes armés mettent en avant leur identité religieuse dans une logique territoriale. C'est le cas avec le conflit d'Irlande du Nord et dans la guerre civile libanaise. Les premiers conflits qui se multiplient après 1991 sont caractéristiques des premières manifestations de revendication d'identité religieuse. C'est le cas par exemple en Tchétchénie, où les groupes armés nationalistes-islamistes ont choisi la radicalité islamiste et ont participé au terrorisme régional puis international. En ex-Yougoslavie, l'appartenance religieuse joue un rôle de catalyseur dans des guerres civiles à caractère nationaliste. Dans des territoires multiethniques, la religion joue un rôle d'identificateur et de légitimation de nouvelles entités nationales en favorisant la désagrégation des États faibles. Le groupe armé non étatique religieux devient un nouvel acteur des relations internationales. Il devient une mafia* qui prospère par la terreur.

À partir de 2001, les groupes armés terroristes adoptent une logique djihadiste provoquant un état de guerre permanent en réaction. Le djihad repose sur une logique sacrale, appuyée sur la relecture de textes religieux anciens. Il est favorisé par la montée des fondamentalismes. Cette notion de « guerre sainte » remonte aux origines de l'islam. Le choc entre islam et chrétienté est parfois comparé aux croisades, d'autant que G. W. Bush appelle en réponse à une « croisade » (pour la démocratie). L'essor du terrorisme djihadiste international repose sur la naissance d'un islamisme politique. Le « salafisme réformiste » entend revenir aux sources de l'islam pour réaffirmer l'identité musulmane face la civilisation occidentale. Il accompagne la création des Frères musulmans en 1928 grandissant d'abord en milieu sunnite. Un islamisme radical armé le remplace progressivement avec la création du Hezbollah dans les années 1980 et du Hamas, mouvement armé sunnite de libération de la Palestine créée en 1987, employant les moyens de la lutte armée et de l'action terroriste. Avec la création en 1988 du groupe armé islamiste Al-Qaïda (« la base ») par Oussama Ben Laden naît enfin le djihad global. Il s'agit de mener des actions terroristes contre tous les pays occidentaux accusés d'être responsable de l'occupation en terre d'Islam. Après la riposte américaine qui suit les attentats du 11 septembre 2001, l'invasion de l'Afghanistan, puis de l'Irak en 2003 et la mort de Ben Laden en 2011, le mouvement donne naissance à de nouvelles ramifications. Le groupe AQPA se replie au Yémen, l'ACMI en Afrique occidentale (Mali), et le Front Jabhat Al-Nosra s'étend en Syrie. En 2014, la progression de Daech, organisation de l'État islamique en Irak et au Levant, réussit à constituer un proto-État de 10 millions d'habitants, réalisant un retour mythique au califat médiéval au nord-ouest de l'Irak.

Une typologie des conflits religieux est proposée par Cédric Tellenne dans son *Introduction à la géopolitique* (2019) distinguant les conflits interreligieux des conflits intra-religieux. Parmi les conflits interreligieux, C. Tellenne relève les conflits entre islam et christianisme comme dans la guerre du Liban (1975-1990), de Bosnie (1992-1995) ou d'Irak (2003-2011) ; entre islam et judaïsme (conflit israélo-palestinien depuis 1948) ; entre islam et hindouisme (conflits et guerres indo-pakistanaises depuis 1947 à nos jours) ; entre hindouisme et bouddhisme (au Sri Lanka par exemple entre majorité bouddhiste et Tigres tamouls majoritairement hindous et chrétiens, et également musulmans de 1983 à 2009). Les conflits intra-religieux quant à eux renvoient aux schismes qui divisent les grandes religions. Parmi ces conflits, les plus violents concernent les divisions pluriséculaires entre sunnites et chiites. En Irak, depuis 2003, les deux communautés luttent pour le pouvoir. En 2006, l'un des lieux les plus saints de l'islam, la mosquée de l'imam chiite Hussein de Kerbala, est détruite par des combattants sunnites liés à Al-Qaida. Face à un « croissant chiite » (Iran, Irak, Syrie, Liban, Bahreïn), l'Arabie saoudite wahabite mène une politique d'endiguement* (guerre au Yémen, tensions avec l'Iran, ingérence à Bahreïn). Une autre fracture se creuse entre islam modéré et islam radical avec le développement du djihadisme (au Mali, Syrie, Irak, Lybie), conduisant les islamistes salafistes à des persécutions (par exemple des soufies qualifiés d'idolâtres). Entre chrétiens, les conflits sont moins violents, hormis en Irlande du Nord entre catholiques et protestants ou dans les Balkans. Des conflits intra-orthodoxes existent entre Églises russe et ukrainienne.

Ces « guerres ou conflits de religion » ne sont pas dénués d'ambiguïté. Si la plupart des pays luttant contre le djihadisme le font au nom du droit, il ne s'agit pas pour eux d'une « guerre de religion » à proprement parler. Cependant dans le camp adverse, le djihadisme transnational a pour terreau l'islamisme qui entend appliquer la loi coranique dans les institutions et lois du pays en s'appuyant sur une lecture fondamentaliste du Coran. Le but de « leur » guerre est la mise en place d'un nouvel ordre mondial fondé sur la soumission des croyants à Dieu. Cependant, les motivations

identitaires, ou économiques, ne sont pas absentes de ces djihads, comme dans le cas de Boko Haram au Nigéria (Jean-François Bayart, 2018). La religion n'est qu'un facteur parmi d'autres dans ces conflits complexes. Enfin, le *soft power* est également présent dans les tactiques des djihadistes diffusant leurs messages *via* des vidéos en lignes et les réseaux sociaux au sein d'autres territoires. Ils visent ainsi à toucher et radicaliser par exemple les jeunes musulmans des pays occidentaux. Malgré la défaite de Daech en Irak et en Syrie en 2019, on assiste à une prolifération de nouveaux mouvements radicaux. Ces mouvements islamistes peuvent devenir encore plus radicaux et développer une surenchère de violence entretenue par un « djihad virtuel », un recrutement sur Internet de combattants mués en exécutants. Le problème reste celui du financement du djihadisme soit par certains États arabes, soit par le pillage des ressources du territoire contrôlé ou les trafics en lien avec la criminalité.

🕮 Références

- Jean-François Bayart, *État et religion en Afrique*, Karthala, 2018.
- Blandine Chélini-Pont, Roland Dubertrand, Valentine Zuber, *Géopolitique des religions. Un nouveau rôle du religieux dans les relations internationales ?* Éditions Le Cavalier Bleu, 2019.
- Didier Giorgini, *Géopolitique des religions,* PUF, 2016.
- Antoine Sfeir, *L'Islam contre l'Islam,* Grasset, 2013.
- Cédric Tellenne, *Introduction à la géopolitique*, La Découverte, 2019.

➢ Voir entrées

Terrorisme, Réseaux terroristes, Religions (institutions), Religion (enjeu), Choc des civilisations, Crime organisé.

Terrorisme

Jason Burke, expert de l'activité islamique radicale, dit ceci du mot « terrorisme » : « *Il y a de multiples façons de définir le terrorisme, et toutes sont subjectives. […] Aucune n'est satisfaisante, et il subsiste de graves problèmes dans l'utilisation du terme. Le terrorisme est, après tout, une tactique. Le terme "guerre contre le terrorisme" est donc complètement irrationnel.* » (*Al Qaeda*, 2003)

Le terrorisme relève de la guerre irrégulière comme la guérilla*. Cette technique est fort ancienne. C'est un mode d'action asymétrique du faible face au fort comme la guérilla. Mais si la guérilla est l'arme du faible, le terrorisme est l'arme du plus faible encore, car il ne dispose pas nécessairement de l'adhésion populaire. Dans les faits, il s'agit d'un substitut à la guérilla, utilisé par des organisations qui ne sont pas en mesure de mener cette dernière, par manque de base sociale ou parce que l'adversaire est trop puissant. C'est un outil, une arme qui peut être employée aussi bien au cours d'insurrections que de révolutions*.

Le terrorisme se caractérise par l'emploi systématique d'une violence illégale. La notion même de « terrorisme » est issue de l'histoire révolutionnaire française avec l'épisode de la Terreur (1793-1794). L'objectif recherché, au-delà de dommages physiques, est un effet d'intimidation psychologique en semant l'effroi afin de provoquer une réaction politique. Cette action de lutte violente est déconnectée du droit de la guerre. Lorsque le phénomène ressurgit dans les années 1960 sur la scène internationale, il est avant tout un terrorisme publicitaire valant plus pour sa résonnance que pour l'acte de terreur-même. La définition la plus claire du terrorisme est celle de Raymond Aron : « Une action violente est dénommée terroriste lorsque ses effets psychologiques sont hors de proportion avec ses résultats purement physiques ». C'est le cas de l'attentat palestinien à Munich lors des Jeux olympiques (11 athlètes israéliens pris en otages par le groupe « septembre noir » en 1972). L'usage du terme « terrorisme » suppose un jugement négatif et biaise l'analyse : il est un acte de barbarie. Si le « résistant » peut être qualifié de « terroriste » par son adversaire, à l'inverse, le « terroriste » ne se conçoit pas lui-même comme terroriste. Le terme est ainsi fortement critiqué pour son caractère subjectif (Jason Burke). La plupart des groupes qu'on appelle « terroristes » s'opposent à cette accusation et pratiquement aucune organisation ne se qualifie ouvertement de terroriste, tandis que beaucoup de groupes qualifient leurs ennemis de « terroristes ».

C'est en 1968 que le phénomène terroriste, jusque-là secondaire par rapport à la guérilla, s'impose en Amérique du Sud et au Proche-Orient. En Amérique latine, la « guérilla urbaine » – ou terrorisme urbain – est privilégiée après une série d'échecs de la guérilla rurale. Cette dernière avait pris pour modèle le « *foco* » – foyer révolutionnaire – de Che Guevara qui trouve sa conclusion avec l'échec de Guevara en Bolivie (1967). Le brésilien Carlos Marighella (*Manuel de guérilla urbain*, 1969), les Tupamaros d'Uruguay, les Forces armées révolutionnaires (FAR) en Argentine optent pour la guérilla urbaine. Au Proche-Orient, les organisations palestiniennes se révèlent incapables de mener une guérilla en Cisjordanie. C'est pourquoi le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache, qui compose l'OLP avec le Fatah depuis 1968, prend l'initiative de détourner un avion de la compagnie israélienne El Al. Il s'agit là d'un « terrorisme publicitaire » qui médiatise le conflit israélo-arabe.

Depuis les années 1980-1990, le terrorisme transnational marxiste a laissé le devant de la scène terroriste à des groupes se réclamant d'un islam radical. Cette nouvelle forme de terrorisme transnational prend pour cible les citoyens et symboles occidentaux. Elle émerge dans un contexte marqué par l'attaque de l'ambassade américaine de Téhéran en 1979 et la création de la République islamique d'Iran ainsi que l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. L'attentat du 11 septembre 2001 constitue « le zénith du terrorisme classique » (Gérard Chaliand). Il était destiné à produire l'effet le plus spectaculaire et le plus grand nombre possible de victimes. Pour la première fois depuis 1812, le territoire continental des États-Unis était violé provoquant un effet traumatique sans précédent.

Le « terrorisme » est aujourd'hui défini comme un crime par la plupart des pays. Mais si certaines caractéristiques lui sont reconnues, il n'existe toujours pas de consensus international sur sa définition qui reste sujette à controverse à l'échelle de l'ONU qui ne parvient pas à adopter une convention pour interdire le terrorisme en l'absence d'une définition juridique commune.

On distingue plusieurs types de terrorisme en fonction de leurs échelles, leurs acteurs et leurs objectifs, avec toujours en commun, l'usage de la violence et de la terreur.

Le « terrorisme d'État » est à l'origine de ce concept. Il s'agit d'une « vaste machine politique » organisant assassinats et exécutions, soutenue par le pouvoir judiciaire (loi des suspects lors de la Terreur révolutionnaire). Lors de la Guerre froide, l'expression désigne pour l'URSS la stratégie de répression des mouvements insurrectionnels d'extrême-gauche mise en place par les régimes autoritaires d'Amérique du Sud dans les années 1970. Les « escadrons de la mort » étaient courants en Amérique du Sud dans les années 1970 et 1980. L'expression « *state patronage* » désigne ces États soutenant ces actions terroristes : au Salvador lors de la guerre civile, l'armée laisse des groupes paramilitaires se livrer à une campagne d'assassinats politiques ; en Israël, de 1979 à 1983, les services secrets laissent perpétrer des attentats à l'encontre de civils palestiniens et libanais. Le *« state assistance »*, quant à lui, désigne le soutien d'un État, par exemple le Pakistan, à des organisations anti-hindoues au Cachemire. Ces États nient le plus souvent leur caractère « terroriste » ou ces soutiens à des organisations terroristes (secret d'État).

Dans le cas du terrorisme non étatique dissident et séculier, selon Bruce Hoffman, l'acte de terreur est seulement un moyen pour remettre en cause le monopole de l'État de la violence légitime (*La mécanique terroriste*, 1999). La violence n'est pas un but en soi (Voir guérilla*) et cesse lorsque le but (politique) est atteint. C'est le cas par exemple du terrorisme nationaliste de l'époque des décolonisations : le FLN algérien cesse ses attentats une fois l'indépendance reconnue (1962). Ces groupes peuvent devenir des institutions officielles reconnues lorsqu'elles cessent leurs actions terroristes, c'est le cas de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine créée en 1964) de Yasser Arafat à partir de 1988 (proclamation d'un « État de Palestine », siège à l'ONU).

Le terrorisme non étatique religieux est une fin en soi (Bruce Hoffman). Il est vu comme la réalisation d'une inspiration divine. Il ne recherche aucun compromis avec l'adversaire, mais sa destruction (Voir « guerres de religion* »). Cependant, la limite entre ces deux formes de terrorisme est fine. Même s'il y a un vernis religieux avec le terrorisme islamiste, il poursuit également un objectif politique d'expansion et de soumission, le salafisme servant dès lors d'instrument politique.

Ces deux dernières formes de terrorisme s'internationalisent. C'est le cas de l'OLP qui se spécialisa dans les détournements d'avion (prise d'otage à Zurich en 1968) et fournit des camps d'entraînement et ressources aux organisations terroristes du monde entier (les Brigades rouges, la bande à Baader-Meinhof, l'IRA…). Les cibles sont choisies pour les intérêts internationaux qu'elles représentent. En agissant sur la scène internationale, les

acteurs s'assurent une publicité maximale. Le réseau terroriste islamiste Al Qaïda est dès le départ un acteur du terrorisme international, des cellules terroristes se réclament d'Al Qaïda partout dans le monde. Ce terrorisme islamiste se mondialise sous sa forme fanatique après la révolution iranienne (1979), puis mute en terrorisme mercenaire sponsorisé par des États ou des individus. Les points communs entre ces actions terroristes sont donc nombreux : l'usage de la force et de la menace ; leur but : intimider avec un fort impact psychologique ; l'emploi de méthodes non conventionnelles ; des structures non-étatiques. Leurs cibles, matérielles ou humaines, représentent l'autorité politique visée. L'attentat d'Al-Qaida du 11 septembre 2001 répond à la politique américaine au Proche-Orient. Celui revendiqué par l'EI à Paris du 13 novembre 2015 répond également aux bombardements en Syrie et en Irak par la France.

Enfin, forme la plus récente du terrorisme, le « cyberterrorisme » désigne aujourd'hui des attaques illégales de réseaux informatiques pour des motifs politiques. La qualification de « terrorisme » est ici abusive, car l'utilisation d'Internet par une entité terroriste n'est pas du terrorisme en soi mais de la propagande, sauf si ce qui est diffusé cherche à provoquer de la terreur pour obtenir une réaction politique (vidéos d'exécutions de l'EI).

Le terrorisme se distingue de la guérilla. Les terroristes, contrairement aux guérilleros, restent dans la clandestinité avec un minimum d'effectifs. C'est lorsqu'ils commettent un coup d'éclat qu'ils sortent de la clandestinité. Il se déploie sans l'adhésion populaire, les civils sont les principales cibles, et il dérive vers la criminalité* pure, notamment pour leurs sources de financement. Alors que les guérillas luttent principalement au sein des régimes autoritaires, les démocraties ne sont pas épargnées par la violence terroriste interne (groupes armées indépendantistes) et extérieure (islamiste). Enfin, si la violence utilisée par la guérilla demeure limitée par des calculs stratégiques et politiques, le terrorisme tend vers une violence illimitée. Cette logique extrémiste se retrouvent dans le phénomène des kamikazes.

L'asymétrie est une force. Avec un minimum de moyens en hommes et en matériel, l'action terroriste doit infliger un maximum de dégâts. Les conséquences économiques directes du 11 septembre 2001 sont la disparition de 3 500 milliards d'euros de capitalisation boursière. Pour les attentats du 13 novembre 2015, c'est toute l'économie nationale française qui a été touchée, sans compter les dépenses investies pour renforcer les mesures de sécurité. L'impact économique a été estimé à 300 millions d'euros pour la SNCF et 815 millions d'euros pour l'État. Les conséquences politiques des attentats sont multiples et inattendues.

L'Administration de George W. Bush allait très vite instrumentaliser la menace terroriste et déclarer la « guerre globale contre le terrorisme », en se dotant d'une doctrine de préemption (Guerre préventive*) préparant les interventions en Afghanistan et en Irak. Le dessein des néoconservateurs s'impose avec le « Grand Moyen-Orient » visant à achever une « guerre non terminée » en intervenant en Irak, en contraignant la Syrie à se retirer du Liban et à cesser de soutenir le Hezbollah et le Hamas et en contribuant à un changement de régime en Iran. Si ce programme a vite montré ses limites, l'angoisse des attentats a permis la réélection de G.W. Bush en 2004. Les États-Unis, première puissance mondiale, sont aussi les plus sensibles au risque* terroriste. Le département d'État publiait en 2007 un rapport sur le terrorisme donnant une estimation de 14 500 attentats en 2006 (additionnant les guerres d'Irak, d'Afghanistan, de Tchétchénie, la campagne israélienne au Liban, les opérations au Cachemire et au Sri Lanka, les attentats isolés). La dénomination de « terroriste » est ainsi accolée à toute organisation perçue avec hostilité par Washington. La répression s'est abattue sur l'ensemble des cadres du mouvement d'al-Qaida (Oussama Ben Laden est tué en 2011 au Pakistan) mis graduellement hors d'état de nuire. Si l'espoir d'un djihad de masse a été déçu, le courant idéologique représenté par Oussama Ben Laden se poursuit à travers une multiplication de mouvements islamistes et l'instauration d'un proto-État islamique (Daech, 2014-2019).

Le phénomène de transnationalisation de ce terrorisme a conduit à la mise en place d'une réponse multilatérale et globale par les acteurs légitimes. La coopération sécuritaire se traduit ainsi par l'échange d'informations et de documentations entre les différentes structures de renseignement intérieures ou extérieures, la coordination d'exercices militaires conjoints (OTAN), la mise en place de programmes de transfert d'expertise entre services ou la tenue de réunions autour de la lutte contre le terrorisme. Si la « guerre au terrorisme » est un échec, certains attentats ont pu être déjoués ou prévenus, à divers niveaux de préparation. Cependant, ce combat de l'ombre est mené parfois au détriment des principes démocratiques (torture, incarcérations illégales comme à Guantanamo, disparition de suspects, lois d'exception). Cependant, le fait que l'Occident ne puisse être frappé que par le terrorisme est la preuve même de sa puissance. Gérard Chaliand citant Raymond Aron, estime ainsi que « l'impact psychologique dépasse de très loin l'effet physique » du terrorisme, comme ce fut le cas avec la décapitation de Samuel Paty qui a ému la France entière (octobre 2020).

🕮 Références

- Cyrille Bret, *Qu'est-ce que le terrorisme ?*, Vrin, 2018.
- Jason Burke, *Al-Qaeda,* B. Tauris, 2003.
- Gérard Chaliand, « Ce n'est pas une guerre, c'est le stade ultime du terrorisme », dans *Le Monde,* 18 septembre 2001.
- Gérard Chaliand, « Guérillas et terrorismes », dans *Politique étrangère* 2011/2.
- Jean-Michel Dasque, *Géopolitique du terrorisme,* Ellipses, 2013,
- Mathieu Guidière, *Les nouveaux terroristes*, Autrement, 2010.
- Bruce Hoffman, *La mécanique terroriste*, Calmann-Levy, 1999.

➢ Voir entrées

Guérillas, Guerres de religion, Guerre préventive, Risques.

Piraterie moderne

En 2008, le *Sirius Star* est devenu le plus grand navire de l'histoire moderne capturé par des pirates somaliens réclamant une rançon de 25 millions de dollars pour libérer les otages et restituer la cargaison.

La piraterie a connu plusieurs grandes périodes de la fin du I^er^ siècle av. J.-C. en Méditerranée au XVIII^e^ siècle dans les Antilles. Puis il a peu à peu disparu à mesure que progresser la puissance des marines d'État. Ce n'est que dans les années 1980 que la piraterie réapparaît sous une nouvelle forme.

Dans le domaine du droit international, la piraterie est considérée comme le plus ancien exemple d'utilisation du principe de juridiction universelle. Les pirates pillant les navires en haute mer et bloquant les routes commerciales sont considérés par les États souverains comme des « ennemis de l'humanité », des « ennemis communs à tous » (Cicéron). Puisque la piraterie est pratiquée en dehors des juridictions nationales, les poursuites des États souverains contre des pirates constituent une situation juridique exceptionnelle. La Convention sur le droit de la mer de l'ONU donne en 1982 une définition plus restrictive du pirate qui est « un criminel de droit commun intervenant en haute mer à partir d'un bâtiment pour mener des actions de vol, d'enlèvement, de meurtre, de séquestration sur des navires en pleine mer, au mouillage ou au port ». Cette Convention rappelle les principes de « passage inoffensif » dans les mers territoriales, de « passage en transit » dans les détroits internationaux et le principe de liberté de navigation (Voir Espaces maritimes*).

Version moderne de la célèbre piraterie du XVIII^e^ siècle, André Corvisier estime que la piraterie moderne participe du retour à des formes de guerres prémodernes. Le point commun de ces « guerres » est leur augmentation considérable et leur internationalisation rendant obsolètes (en apparence) les frontières étatiques. La piraterie moderne est un conflit de type asymétrique mettant en pratique une stratégie du faible au fort. Elle apparaît comme une simple adaptation de pratiques ancestrales à la globalisation des échanges. La criminalité organisée* contemporaine s'inscrit dans cette logique de développement. Avide de gains, elle ne peut se détourner des potentialités qu'offrent les espaces océaniques à l'heure où plus de 90 % des échanges de marchandises se font par voie maritime.

Les modes opératoires de la piraterie moderne n'ont plus grand-chose à voir avec celle de l'imaginaire collectif. On distingue deux grands types de piraterie. La « petite » piraterie regroupe les faits commis par des pirates occasionnels, habitants des côtes pauvres, s'attaquant à des bateaux de pêche, et/ou à des yachts qui croisent à proximité des côtes. Ils menacent l'équipage et volent leurs effets personnels. Ils attaquent principalement de nuit avec des embarcations rapides. À l'inverse, la « grande » piraterie est dirigée contre des bâtiments plus gros. Des commandos expérimentés s'attaquent aux porte-conteneurs, parfois aux pétroliers. Ils cherchent à s'emparer de la cargaison pour la revendre ou rançonner l'armateur pour son équipage et/ou son navire. Certains pirates vont plus loin et volent la cargaison mais également le navire. Dans ce cas ils débarquent ou abattent les membres d'équipages et revendent le navire avec des faux papiers. Ce type de pirates est plus organisé puisqu'ils font partis de réseaux de revente internationaux. Ces pirates agissent de nuit, plus loin des côtes et sont mieux équipés. Ils possèdent des armes automatiques, des lance-roquettes et synchronisent leurs actions à partir de hors-bords. Certains groupes sont suspectés d'écouter les communications satellites afin d'obtenir des informations sur le mouvement des navires et l'état des équipages. Aujourd'hui, les actes de piraterie ne sont plus des actions isolées irréfléchies. Les pirates adoptent des stratégies, se positionnent dans des endroits présentant des ressources importantes. Dans le cas des prises d'otage, la durée moyenne de détention est supérieure à 6 mois.

Les cyberattaques* maritimes sont un des nouveaux modes opératoires utilisés. Les navires contemporains sont de plus en plus tributaires pour la propulsion et la navigation des services informatiques (système de pilotage industriel type Scada). L'insertion d'un *malware* depuis la terre peut faire perdre à l'équipage le contrôle de fonctionnalités essentielles à la navigation. Ces cyberpirates investissant quelques centaines d'euros sont en mesure de causer des préjudices s'élevant à plusieurs centaines de millions d'euros.

La coopération entre pirates et terroristes* est une nouvelle menace. Les terroristes peuvent se tourner vers des cibles maritimes (comme l'*USS Cole* en 2000 dans le golfe d'Aden) et dans ce cas les pirates transfèrent leur expertise. À l'inverse, les pirates peuvent agir comme sous-traitants des terroristes en leur fournissant argent, matériel et armes, et recourir à la violence plus régulièrement.

La piraterie moderne est inégalement répartie dans les espaces maritimes. Les pirates profitent de l'instabilité économique et politique de pays proches de ressources naturelles importantes ou situés stratégiquement pour le commerce international. La piraterie est donc liée aux États dits faibles ou faillis* et est surtout concentrée dans l'hémisphère sud. Bastion originel des actes de piraterie, l'Asie du Sud-Est est aujourd'hui un passage moins risqué qu'il ne l'a été (nouvelle « route de la soie » qui relie les pays asiatiques à l'Europe). Toutefois, un regain des attaques (86) a été constaté en 2019, notamment lors des transits des navires dans le dispositif de séparation de trafic (DST) du détroit de Malacca. Les réseaux de pirates dans le détroit de Malacca et dans le sud de la mer de Chine méridionale pratiquent surtout des actes de brigandages visant à voler du matériel facile à revendre. Dans l'océan Indien, après le pic de 2011, la piraterie semble désormais contenue, même si des groupes pirates y restent actifs. Au large des côtes somaliennes, seuls 25 évènements ont été recensés au cours de l'année 2019, aucun navire n'a été détourné. Cette situation résulte d'une importante présence de moyens militaires (opération Atalante depuis 2008), car cette zone à risque voit passer 25 % du trafic mondial et 75 % des exportations de l'UE. Mais la zone reste fortement déconseillée. Le golfe de Guinée, s'étendant sur 5 700 kilomètres des côtes du Sénégal au nord à celles de l'Angola au sud, est devenu l'épicentre de l'insécurité maritime et concentre un tiers (114) des actes de piraterie et brigandage maritime (*Rapport annuel 2020* du MICA Center). Cette criminalité est née dans les années 1970 dans le delta du Niger (sud-est du Nigeria), cœur de l'exploitation pétrolière du pays suscitant les convoitises pour l'or noir. Les cibles ont évolué avec la chute du prix du baril de pétrole en 2015-2016, il est désormais plus rentable de procéder aux enlèvements d'équipages contre rançon. Selon le Bureau maritime international, le golfe de Guinée concentre 92 % des enlèvements (146) en 2019. Ces pays redistribuant mal les richesses acquises via le pétrole, la population a cherché son propre moyen de subvenir à ses besoins : la piraterie. En Amérique latine, la recrudescence du phénomène constatée depuis 3 ans se confirme. 135 incidents ont été recensés en 2019, notamment dans les Caraïbes, mais aussi dans les eaux territoriales du Pérou, du Venezuela, les côtes bordant les Highlands Brésiliens et la Colombie ainsi que le golfe du Mexique, qui enregistrent des attaques de navires à fort tonnage dans leurs zones de mouillage. En 2019, le nombre total d'événements liés à la piraterie et au brigandage reste stable par rapport aux trois années précédentes, avec 360 événements

recensés dans le monde. Il reste près de deux fois inférieur aux sommets atteints en 2011.

La piraterie a des conséquences économiques importantes, comme l'augmentation de prix de certains biens comme les céréales au Kenya ou le pétrole. Dans certains cas, une baisse du PIB de 4 points aux Seychelles est enregistrée et, enfin, la présence pirate réduirait la pêche dans l'océan Indien. Le poids économique et humain est lourd au niveau régional. À l'échelle du commerce mondial, les estimations actuelles évaluent le préjudice annuel entre 12 et 16 milliards de dollars, auquel s'ajoutent des coûts indirects (augmentation des assurances).

La piraterie entraîne des questions importantes concernant les frontières* maritimes et les droits appliqués. Selon le Ministère des Armées, « le paradoxe des biens publics internationaux est qu'il n'existe pas d'instance internationale capable d'imposer le financement des opérations. Pour l'heure, des pays qui ont une flottille importante n'ont pas les moyens de défendre leurs navires ». Il y a une nécessité de coordination des acteurs pour que « chacun paie en fonction des besoins de son économie » et que le club des pays les plus concernés ait « les moyens de lever un budget ». Le problème de la piraterie doit se régler au niveau international (coopération régionale et internationale) puisque les pirates ne respectent pas les règles des eaux territoriales et attaquent dans les eaux internationales. Pour renforcer la collaboration entre les États voisins du détroit de Malacca des traités et exercices conjoints des marines de guerre ont été mis en place. En 1992 est mis en place le *Piracy Reporting Center* en Malaisie. Il s'agit d'un centre de gestion de la piraterie regroupant armateurs et experts. L'« Accord de coopération régionale contre la piraterie et les vols à main armée à l'encontre des navires en Asie » (ReCAAP) a été lancé en 2006 et engage 20 États, dont des pays européens. L'action de l'UE avec l'opération navale Atalante EU-NAVFOR, lancée en 2008, est la première opération navale européenne. Elle a permis de réduire de 40 % les attaques des pirates aux larges des côtes somaliennes. Atalante contribue également à la protection des navires du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies, protège les navires vulnérables et surveille les eaux territoriales et les côtes somaliennes. Afin de préserver les routes maritimes, l'armée française collabore avec les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest et met en place des accords et dispositifs antipirateries (sommet de Yaoundé en 2013, entraînement Mégalops II avec 8 pays en 2017).

Les moyens de lutte se multiplient. L'organisation maritime internationale (OMI) est à l'origine d'un code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires. Le code ISPS (*International Ship and Port Facility Security*) impose aux navires de se doter d'alertes satellitaires et de prévoir des zones de refuge sécurisées à l'intérieur des navires. Des doubles coques équipent désormais les pétroliers. La sécurité de la navigation est garantie par le système d'identification automatique (AIS) armant les navires d'un certain tonnage. Des sociétés de sécurité privées offrent des services de défense et d'assurance. Ce sont les nouveaux acteurs de la sûreté maritime. Les navigateurs, en particulier de plaisance, doivent éviter les zones à risques tout en informant les autorités à terre de l'avancée du trajet par le biais d'un contact quotidien.

Des limites demeurent. Face à un acte de piraterie, tout État peut intervenir en haute mer. Mais le régime ne permet pas une intervention dans les eaux territoriales. La coopération reste conditionnée à l'accord des États côtiers souverains. Or, la faiblesse de ces États, la corruption et les désaccords sur les ZEE rendent la sécurité maritime instable. La coopération internationale reste fragile. Au Nigéria, par exemple, les équipes de protection des navires n'ont pas l'autorisation d'être armées. Le Nigéria propose aux navires transitant des navires « *escorts* » de la marine nigériane pour les protéger. On reconnaît là un vrai « business de la sûreté ». Il reste de nombreuses étapes à franchir pour déboucher sur une répression efficace et une véritable coopération.

🕮 Références

- Gilbert Buti et Philippe Hrodej (dir.), *Histoire des pirates et des corsaires, de l'Antiquité à nos jours*, CNRS Éditions, 2016.
- Emmanuelle Gallouët, « La répression du narcotrafic maritime et de la piraterie : deux poids, deux mesures ? », dans *Sécurité globale,* n° 19, 2012/1.
- Yan Giron, *Précis de puissance maritime*, édition LR 21, 2018.
- Léon Koungou, « Piraterie et insurrections dans le golfe de Guinée », dans *Politique étrangère*, vol. été, n° 2, 2018.
- Florian Manet, *Le crime en bleu. Essai de thalassopolitique*, ed. Nuvis, 2018.
- *Rapport annuel 2020 du MICA Center*, en ligne mica-center.org, 2020.
- José De Sousa et Marion Mercier, « La piraterie maritime : faits stylisés et mécanismes économiques », dans *Revue française d'économie* 2019/3 (Vol. XXXIV).

➢ Voir entrées

Conflits de basse intensité, Espaces maritimes, Transports, Terrorisme, Cyberattaques, État failli, Crime organisé.

Risques

« *L'unique exigence d'une communauté politique – quelle qu'elle soit – est celle de la protection. Une communauté qui n'est plus en mesure de protéger la vie de ses membres […] ne pourrait ni compter sur leur loyauté ni survivre très longtemps. […] L'apparition de l'État moderne s'explique avant tout par son efficacité militaire vis-à-vis d'autres organisations guerrières ; il est dépourvu d'avenir s'il s'avère incapable de se défendre efficacement en cas de conflit de basse intensité interne ou externe, comme cela semble être le cas.* » (Martin Van Creveld, *La transformation de la guerre*, 1998)

Le terme est apparu dans la langue française au XVI^e^ siècle : il dérive de l'italien *risco* (du latin *secare*, couper) et est associé à l'idée de « péril en mer », de danger. En français, le « risque » a d'abord été associé au mot « fortune » qui signifiait un hasard, heureux ou malheureux. Face au caractère positif du mot « fortune », le risque s'est mis à assumer les emplois négatifs. De façon générale, le risque se définit comme un danger plus ou moins prévisible.

La prise en compte du risque est ancienne. Dès l'Antiquité, elle accompagne un nouveau rapport à l'investissement économique via le développement du grand commerce maritime dans le monde égéen aux V^e^-IV^e^ siècles av. J.-C. Le « prêt à la grosse aventure » intègre le risque à l'investissement économique (Alain Bresson, *L'économie de la Grèce des cités,* 2008). Dans l'Italie de la Renaissance, les premières compagnies d'assurance estiment et évaluent les risques inhérents à la navigation maritime.

À l'origine économique, la notion de risque s'étend à l'analyse des catastrophes. En 1755, le tremblement de terre de Lisbonne, suivi d'un raz-de-marée et d'un incendie ravage la capitale portugaise, l'émotion suscitée amène à réévaluer la notion de risque. Des philosophes des Lumières, s'opposèrent aux autorités religieuses qui continuaient de voir le désastre comme une manifestation de la colère divine. Rousseau affirme que cette catastrophe relève de la responsabilité exclusive des hommes qui ont construit leur ville en zone sismique. Yvette Veyret rappelle ainsi que « l'idée de risque découle de la prise de conscience et de la dénonciation de la dégradation des ressources naturelles par les sociétés, et cela dès le XVIII^e^ siècle ».

Le concept de risque s'étend largement au domaine sociétal depuis la fin des années 1970. On observe une intolérance croissante aux risques. À la suite du choc pétrolier de 1973, le mythe de la croissance infinie s'étiole, la science est de plus en plus perçue comme un facteur de risque pour l'environnement. L'actualité quotidienne prête une attention accrue aux séismes, tsunamis et autres risques environnementaux, auxquels s'ajoutent les risques géopolitiques. La médiatisation des catastrophes augmente la prise de conscience du risque : ouragan Katrina de 2005 dans l'Atlantique Nord, séisme de 2011 au Japon, cyclone Irma à Saint-Martin en 2017. Les réactions des autorités à ces catastrophes suscitent parfois des polémiques. Si ces risques collectifs sont majeurs, certes, mais anciens, ces catastrophes sont pourtant vécues comme des événements extraordinaires et inacceptables.

Progressivement, le « risque » va se définir comme la possibilité qu'un aléa se produise et touche une population vulnérable, des biens matériels ou un environnement. L'« aléa » est un phénomène plus ou moins probable sur un espace donné, tandis que la vulnérabilité exprime le niveau d'effet prévisible de ce phénomène sur des enjeux. Distinct de la catastrophe, le risque, fait référence à une possibilité, tandis que la « catastrophe » est un risque qui se concrétise. Le risque est longtemps resté le domaine réservé des géographes physiciens s'intéressant à l'aléa. Dans les années 1970 la vulnérabilité est intégrée dans la géographie des risques. La « théorie des systèmes » (cybernétique) ou la « théorie des catastrophes » permettent d'appréhender ces phénomènes transdisciplinaires. La « théorie des systèmes » cherche à rendre compte des fonctionnements et dysfonctionnements des systèmes, générateurs de crises et de risques. Dans les années 1980, Georges-Yves Kervern conçoit la « cindynique » (du grec ancien *kíndunos*, le danger). Cette étude des dangers se fonde sur l'étude des systèmes complexes. La complexité est accentuée par la multiplicité des interactions qui unissent les différentes composantes d'une catastrophe. L'approche associe sciences (météorologie et géologie), catastrophes (chimies, physiques ou naturelles) et aspects humains (économie, urbanisme, psychologie). Dans la « théorie des catastrophes », il y a catastrophe lorsqu'une variation continue des causes entraîne une variation discontinue des effets. Les catastrophes se préparent donc sur une longue durée avant d'éclater brutalement. En 2004, dans *Le risque, cet inconnu,* Georges Jousse propose le terme « riscologie » en vue de l'étude générale et scientifique de tous les risques. Désormais, l'étude des risques s'oriente vers la prédiction et la prévention des risques, comme vers leur compréhension.

Un risque peut être d'origine naturelle ou purement anthropiques. Les risques « naturels » se rapportent à des aléas qui font intervenir des processus naturels variés. Cet aléa ne devient un risque qu'en présence d'enjeux humains. Un typhon sur un atoll désert du Pacifique n'est pas un risque, contrairement à un cyclone sur des îles habitées des Caraïbes qui devient un risque majeur en provoquant potentiellement des dommages considérables. Le risque technologique est la possibilité qu'un aléa d'origine technologique se produise et touche une population vulnérable. Il comprend tous les domaines d'activités : production d'énergie* (centrales nucléaires), extraction et transport (forages, marées noires…). Le risque industriel se limite aux aléas liés aux activités d'une usine. Le site industriel peut être entouré de quartiers d'habitation comme à Seveso (Italie du Nord, 1976) ou en France à Rouen (Lubrizol, 2019). Le risque majeur se caractérise par une faible fréquence (faible probabilité d'occurrence) et de graves dommages. Le risque est dit « majeur » lorsqu'il peut faire de nombreuses victimes et occasionner des dommages importants dépassant les capacités de réaction des instances de la zone touchée.

Le risque géopolitique évolue. Depuis la fin de la Guerre froide, le concept de sécurité et la géopolitique de la sécurité ont profondément changé. La sécurité est passée d'une logique bipolaire à une logique plus complexe impliquant plusieurs groupes, objets et échelles : la criminalité internationale, les attaques informatiques, le changement climatique, les flux migratoires, le risque de pandémie, le terrorisme. Les questions de sécurité sont omniprésentes. Il n'est plus possible de diviser le monde en deux. Le XIX^e^ siècle a été européen, le XX^e^ américain et le XXI^e^ est multipolaire. Ces évolutions sont porteuses de nouveaux risques géopolitiques. Au sein des pays riches, on assiste à une montée significative du populisme. Pour de nombreux PED ou émergents, ce sont de violentes secousses politiques comme les printemps arabes en 2011 ou les manifestations de masse au Brésil en 2013-2014. Les inégalités économiques sur toute la planète sont sources d'instabilité politique. Cette hausse du risque géopolitique a des conséquences sur la production industrielle, l'emploi, le commerce international et la confiance des consommateurs. Ces menaces géopolitiques peuvent causer une hausse de l'incertitude et ont un impact à plus long terme.

Les risques systémiques sont intrinsèques à notre monde. Cela concerne en premier lieu la question de la démographie. Le niveau des risques

naturels pourrait être amplifié par les impacts des évolutions climatiques, aggravées par la croissance démographique mondiale et la pression sur les ressources. L'humanité se trouve confrontée à la question de savoir si les progrès technologiques et sociaux permettront d'intégrer d'ici 2050 ces 2 à 3 milliards d'individus supplémentaires. Certains de ces risques sont consubstantiels à la mondialisation. La globalisation entraîne la mondialisation* de nombreux enjeux comme les phénomènes migratoires, le terrorisme* ou les grandes pandémies. La notion de « risque systémique » dans les domaines économiques et financiers désigne le dysfonctionnement du système économique provenant de sa structure-même. La spéculation financière conduit à la formation de bulles puis à des crises. Cette notion systémique est aussi transposable, dans les domaines de la santé ou de l'industrie par exemple. Alors que les risques deviennent multiformes, le risque est cependant de moins en moins bien accepté par les sociétés.

Le risque devient alors un enjeu sécuritaire pour les pouvoirs : prévention et précaution permettent d'atténuer les risques. La prévision du risque permet de mettre en place des protocoles et d'informer la population sur les bonnes pratiques à suivre face à un séisme ou un tsunami. Pour minimiser les effets du risque, on construit des ouvrages d'art, adopte des zonages, adapte le bâti. En France, le « principe de précaution » est introduit dans le préambule de la Constitution en 2005. Désormais, les sociétés tentent de limiter les conséquences du risque par la réglementation. En Europe, le risque industriel est encadré par la directive Seveso adoptée en 1982 (catastrophe industrielle en 1976). Révisée en 2012, elle impose la mise en place d'un classement des sites industriels selon deux niveaux de dangerosité. Ces risques exigent une plus grande solidarité internationale qui se manifeste *via* des institutions, comme la Banque mondiale, ou avec les politiques d'aide au développement. Les ONG* imposent leurs actions efficaces et leur expertise dans des situations d'urgence humanitaire liées aux catastrophes.

Le risque est évalué aujourd'hui dans tous les processus de prise de décision politique, sociale, mais aussi économique. Le sociologue Ulrich Beck (2001) a fait de cette notion « une caractéristique des sociétés contemporaines ». La recherche et l'analyse des risques politiques deviennent les éléments les plus importants des stratégies commerciales sur les marchés émergents. Toutes les entreprises travaillant à l'international doivent mettre en place un processus interne d'analyse du risque politique. Les outils d'analyse classiques basés sur des indicateurs macroéconomiques (comme l'indicateur de Gini mesurant le niveau d'inégalités) sont insuffisants. Les entreprises doivent dorénavant utiliser des instruments démographiques, des enquêtes d'opinion pour évaluer le sentiment de bien-être (enquêtes *World Value Survey*) et une grille de lecture géopolitique des problèmes. La gestion des risques géopolitiques ouvre sur une expertise de ces aires et sur la maîtrise de l'aide à la décision. C'est l'objectif du *Global Risks Report* du Forum économique mondial (en 2020, 15e édition). De nouveaux acteurs se spécialisent dans cette expertise, par exemple le GBG (*Geostrategic Business Group*) qui publie un rapport annuel « *2021 Geostrategic Outlook* » présentant une analyse sur l'environnement mondial du risque politique pour l'année à venir, sa définition du risque politique incluant à la fois les défis et opportunités pour les entreprises.

L'application de ce principe de précaution, comme la prise de risques sont souvent décriées. Le principe de précaution peut être paralysant dans la société empêchant toute prise de risque. Ce principe est au cœur des mesures prises pour la gestion de la pandémie du Covid-19 et ses effets économiques, sociaux et politiques.

🕮 Références

- Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Flammarion, 2001.
- Bourdin A., (2003) « La modernité du risque », dans *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 114, n° 1, pp. 5-26 (en ligne).
- Roger Brunet, *Les Mots de la géographie*, La Documentation française – Reclus, 2006.
- Patrick Pigeon, *Géographie critique des risques,* Economica, 2005.
- Patrick Rubise et Georges-Yves Kervern, *L'archipel du danger*, Economica, 1991.
- Yvette Veyret (dir.), *Les risques. Comprendre, rechercher, s'entraîner*, Ed. Bréal, 2004.

➢ Voir entrées

Terrorisme, Environnement, Santé, Guerre économique, Mondialisation, Économie-monde.

Guerre économique

En 1991, Bernard Esambert lançait le débat en publiant *La Guerre économique* : « *L'économie se globalise : la conquête des marchés et des technologies a pris la place des anciennes conquêtes territoriales et coloniales. Nous vivons désormais en état de guerre économique mondiale, et il ne s'agit pas seulement d'une récupération du vocabulaire militaire. Le conflit est réel, et ses lignes de force orientent l'action des nations et la vie des individus* […] » La vision est sombre.

La guerre économique renvoie à une compétition ou un conflit entre économies concurrentes dans le jeu des échanges internationaux. L'objectif de la guerre économique est la conquête de nouveaux marchés et de nouvelles technologies*. La « guerre économique » renvoie ainsi à la mise en œuvre par les États d'un ensemble de pratiques orientées vers la recherche de puissance économique, commerciale, industrielle, technologique et/ou financière.

Parmi les modalités nombreuses de la guerre économique, depuis le XIXe siècle, les États industriels ont fréquemment recours au protectionnisme (arme tarifaire). Dans le cadre du néoprotectionnisme à partir des années 1970, ce sont au contraire des armes non tarifaires qui sont mobilisées (contingentements, subventions, dévaluations compétitives, *dumping*, réglementation…). Les armes de cette nouvelle guerre sont donc nombreuses : innovation, productivité, attractivité, mais aussi pour se défendre droits de douane, protections monétaires et entraves au commerce. La guerre économique est d'abord une affaire d'États. Les mesures interventionnistes sont mises en œuvre par ces derniers pour permettre à des entreprises nationales de conquérir des marchés extérieurs, comme celles qui visent à attirer des capitaux étrangers et défendre les intérêts nationaux jugés stratégiques. La guerre économique est ainsi entendue comme un ensemble de pratiques mises en œuvre par des firmes (FMN*) conjointement avec des États* motivés par la recherche de puissance* dans le champ de l'économie.

La « guerre économique » relève du champ de la géoéconomie*. Cette notion a été forgée dans les années 1990 par Edward Luttwak. Pour lui, la fin de la Guerre froide a transporté la conflictualité sur d'autres terrains que les territoires, à savoir le commerce et l'économie. Il ne s'agit plus de contrôler des territoires*, mais des espaces virtuels pour les entreprises et s'approprier ainsi la technologie et les marchés. Là résiderait la puissance*. Dans *Le Rêve américain en danger* (1993), il affirme que « les capitaux investis ou drainés par l'État sont l'équivalent de la puissance de feu, les subventions au développement des produits correspondent aux progrès de l'armement, la pénétration des marchés avec l'aide de l'État remplace les bases et les garnisons militaires déployées à l'étranger, ainsi que l'influence diplomatique ». En France, Pascal Lorot en 1997, puis Christian Harbulot, fondateur et directeur de l'École de guerre économique, explique à leur tour que la compétition économique est devenue le principal terrain d'affrontement dans la recherche de puissance.

Ces bras de fer dans le domaine économique sont anciens entre grandes puissances*. La question des ressources est au cœur de la problématique du développement des civilisations et, dès la fin du Moyen Âge, les puissances utilisent l'arme économique pour soutenir les conflits militaires. La guerre économique devient globale avec l'apparition de systèmes de blocus* – maritime et continental – mis en place par l'Angleterre et la France lors des guerres révolutionnaires et napoléoniennes. Les épisodes de guerre économique accompagnent le développement du capitalisme. L'historien et économiste François Crouzet montre que la guerre économique entre France et Angleterre commence au XVIIIe siècle (*De la supériorité de l'Angleterre sur la France*, 1985). Dès les années 1760, les régions industrielles britanniques étaient parcourues par des agents français en quête de renseignements. Christian Harbulot évoque deux épisodes anciens de guerre économique : la « guerre du coton » opposant les producteurs anglais – en raison de leur avance technologique – à la filière textile américaine à la fin du XVIIIe siècle et la « guerre du pétrole* », à la fin du XIXe siècle, où les stratégies employées visent l'appropriation des gisements. La concurrence entre les capitalismes nationaux s'intensifie lors de la Grande Dépression (1873-1896) marquée par la concentration et la centralisation du capital (trusts, cartels et monopoles), mais également le colonialisme et l'expansion territoriale. Cet accroissement des rivalités est un des facteurs déclencheurs de 1914-1918.

Le plan de guerre commerciale de l'Allemagne, publié par l'économiste et ingénieur allemand Siegfried Herzog en 1915, apparaît alors comme un véritable manuel de guerre économique. Il y expose les éléments d'une stratégie globale devant permettre à l'Allemagne de s'assurer des victoires commerciales : elle doit préserver ses « industries protectrices » la mettant à l'abri d'éventuelles représailles commerciales, tout en sécurisant son approvisionnement en matières premières afin de se soustraire aux menaces de blocus que les alliés pourraient décider. L'entre-deux-guerres sera de nouveau une période riche en exemples de guerre économique, avec le protectionnisme douanier, les manipulations monétaires et le contrôle des exportations de capitaux mis en œuvre dans certains pays pour contrer la « crise des années 1930 ».

En 1991, le risque de guerre mondiale et totale s'évanouissait. Ce fait nouveau qui ouvre le XXIe siècle a trois conséquences majeures. Les contradictions au sein du monde occidental peuvent apparaître au grand jour comme le souligne Christian Harbulot. En 1991, George Friedman publie *La Guerre à venir avec le Japon.* La thèse est simple : maintenant que la victoire sur l'URSS se dessine, les Américains n'ont plus à ménager Tokyo. Les Américains ont supporté pendant des années leurs manœuvres « déloyales », ils doivent leur déclarer la guerre, forts de leur supériorité matérielle. Cette dilution de la solidarité du bloc occidental a fait ressurgir les clivages géoéconomiques jusque-là contenus. On assiste également à un déplacement des lieux de conflit : les affrontements militaires entre grandes puissances sont aujourd'hui peu probables et le terrain de l'économie s'impose pour poursuivre l'affrontement. Cette idée est largement ancrée dans les opinions publiques des pays développés comme chez nombre d'économistes, d'experts et de politiques. Les débats autour des délocalisations, du patriotisme économique, des différends commerciaux et de la concurrence déloyale sont là pour en témoigner. Enfin, la mondialisation prend son essor et la concurrence s'intensifie. La montée en puissance des pays émergents, la révolution des NTIC, la déréglementation et la financiarisation de l'économie en ont été de puissants accélérateurs. De nouveaux espaces s'ouvrent au capitalisme (Europe de l'Est, PED). Les nouveaux entrants ont comme priorité la conquête des marchés extérieurs pour financer leur politique de développement et augmenter leur puissance alors que les Occidentaux ont dissocié la problématique de puissance (militaire et diplomatique) des logiques de guerre économique depuis le milieu du XXe siècle. La politique de déréglementation initiée dans le monde occidental accentue ce paradoxe. Les champions nationaux sont démantelés en Europe alors que les émergents bâtissent leur compétitivité en misant sur le potentiel de consortiums contrôlés directement ou non par le pouvoir. Ce déséquilibre est renforcé par l'importance prise par la finance dans le fonctionnement de l'économie de marché. Les marchés financiers influent sur la définition des enjeux stratégiques dans la mesure où les politiques ont pris l'habitude de substituer le court terme aux critères temporels de construction et de préservation de la puissance.

De fait, depuis les années 1990, les illustrations de « guerres économiques » sont de plus en plus nombreuses : guerre du gaz entre Ukraine et Russie, compétition des États-Unis et de la Chine en Afrique… Elles reprennent l'idée des ressources limitées causes de conflits. La guerre économique moderne ne concerne plus seulement le commerce, mais l'ensemble des flux : il s'agit de contrôler l'ensemble des ressources indispensables au bon fonctionnement de l'économie et donc à l'indépendance et à la puissance de la nation – matières premières, capitaux, technologie, cerveaux, clients. Le risque de pénurie aggrave les conflits. Les pays émergents avalent toutes ces « ressources rares » pour nourrir leur croissance exceptionnelle, contribuant à l'envolée des prix des matières premières dans les années 2000. Si les prix diminuent depuis peu avec la crise, les risques de pénurie sont toujours là. Dans le cadre de cette guerre économique qui oppose des firmes et des États, la course aux NTIC a supplanté la course aux armements. Christian Harbulot insiste sur le fait que la révolution technologique en cours a offert de nouvelles armes et de nouvelles potentialités aux compétiteurs qui s'affrontent à l'échelle mondiale.

Le durcissement de la compétition mondiale amène les États à mettre en place des politiques de sécurité économique. La crise de 2008/2009 a ressuscité le protectionnisme : une des manifestations les plus récentes est la guerre commerciale engagée par Donald Trump dès 2017 ralentissant la croissance mondiale et entraînant les premières mutations des circuits de production mondiaux. Les États-Unis sont les premiers à officialiser dans les années 1990 une politique de sécurité économique en prenant le prétexte de lutter contre la concurrence déloyale subie par les entreprises américaines en mettant en place une réglementation unilatérale imposée à l'OMC (organisme de libéralisation des échanges). Elle permet aux États-Unis de s'opposer aux barrières commerciales qui pénalisent leurs exportations. Ali Laïdi montre comment leur droit est utilisé comme une véritable arme de guerre économique pénalisant les entreprises étrangères (*Le droit, nouvelle arme de guerre économique,* 2019). Le principe d'extraterritorialité des lois permet aux États-Unis de poursuivre des entreprises non américaines à l'étranger, à condition qu'elles aient un lien avec les États-Unis. En mars 2018, la loi extraterritoriale américaine *CLOUD Act* permet aux États-Unis d'accéder aux données hébergées dans les serveurs informatiques situés dans d'autres pays, au nom de la protection de la sécurité publique. Elle pourrait permettre l'espionnage industriel. Elle s'impose aux GAFAM* comme aux entreprises étrangères (OVH, Orange, Altice) ayant une activité aux États-Unis, utilisant le dollar ou une messagerie sur des serveurs américains. La France depuis 1995, la Russie de Vladimir Poutine, ou la Chine plus récemment, engagent le même type de politique de sécurité économique visant à protéger leurs industries stratégiques.

Cependant, la pertinence du concept de guerre économique est mise en cause par de nombreux économistes. Paul Krugman, économiste néo-keynésien, prix Nobel 2008, traite ce concept de « théorie "pop" du commerce international ». Il pense que son succès est dû au fait qu'elle fournit une explication simple, voire simpliste de l'économie mondiale, qui a l'atout de la dramatisation pour les médias, et qu'elle permet de fournir des justifications – par exemple au taux élevé de chômage. Mais elle n'est pas selon lui justifiée : l'analogie faite entre entreprises et États n'est pas exacte. Les entreprises sont en rivalité et la réussite des unes se fait aux dépens des autres sur un même marché, mais le commerce international n'obéit pas à cette logique. Lorsque l'économie américaine connaît une croissance forte, c'est une bonne nouvelle pour l'Europe et ses partenaires asiatiques qui peuvent y exporter davantage. Or, cette théorie est dangereuse car auto-réalisatrice, comme on a pu le dire du « Choc des civilisations* ». Elle risque d'inciter les gouvernements à adopter des mesures contraires aux intérêts des autres nations. L'utilisation abusive de cette expression est dénoncée par Christian Schmidt en 1991 la qualifiant de « pseudo-concept » (*Penser la guerre, penser l'économie*) : en se focalisant sur certains aspects économiques de la phase de mondialisation en cours elle tend à renvoyer à l'arrière-plan le versant politique. À force de considérer que la guerre aujourd'hui c'est la guerre économique, on néglige des questions géopolitiques essentielles. Or, les conflits récents ont montré la pertinence de la géopolitique, étude des problèmes à partir des territoires, et de tous les acteurs : États, entreprises, acteurs multiples. La géoéconomie doit ainsi toujours être complétée par la géopolitique. Plus qu'une disparition de la guerre, on assiste à une multiplication des conflits asymétriques et de nouvelles déstabilisations dans le champ économique. La dynamique inégalitaire du système mondial actuel est à elle seule porteuse de risques de déclenchement de conflits, de dérèglements politiques et sociaux, que les seuls mécanismes du marché ne peuvent endiguer. Cette dynamique remet ainsi en cause toutes les théories néo-libérales.

🕮 Références

- Bernard Esambert, *La guerre économique mondiale*, Olivier Orban, 1991.
- Pascal Gauchon, *Le Monde, manuel de géopolitique et de géoéconomie*, PUF, 2008.
- Pascal Gauchon (dir), « Nous sommes en guerre économique », *Conflits,* HS n° 1, 2014.
- Christian Harbulot (dir.), *Manuel d'intelligence économique, comprendre la guerre économique*, PUF, 2015.
- Jean-Marc Huissoud et Frédéric Munier, *La guerre économique*, Rapport Anteios, PUF, 2010.
- Ali Laïdi, *Aux sources de la guerre économique, fondements historiques et philosophiques*, Armand Colin, 2012.

➢ Voir entrées

Embargo, TAFTA, Énergie, Eau, Ressources minières, Alimentation, Mondialisation, Économie-monde, Culture, Technologies, Guerre de l'information.

Embargo

L'article 41 permet au Conseil de l'ONU de décider de sanctions contraignantes non-militaires : « *l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques* ».

Dans la mondialisation actuelle d'accélération des échanges, il peut sembler paradoxal de constater la recrudescence des embargos exercés par des pays et instances internationales à l'encontre d'autres pays. En 2016, la base de données du GRIP recense 40 embargos sur les armes en vigueur touchant 22 pays et territoires et 1 entité transnationale (Al-Qaïda). Les 2/3 des pays touchés par les embargos internationaux se situent en Afrique et au Moyen-Orient. Cette base de données ne répertorie pas néanmoins les sanctions de nature financière, diplomatique ou ayant pour objectif de restreindre la liberté de mouvement, accompagnant souvent les embargos sur les armes.

Historiquement, l'embargo, terme dérivé de l'espagnol « *embargar* » – « arrêter » ou « saisir » –, désignait la saisie ou l'immobilisation de navires étrangers par un État. L'embargo est une pratique ancienne. La France de Napoléon pratiquait un blocus envers le Royaume-Uni. Défaite lors de la bataille de Trafalgar en 1805, elle perdit le contrôle de l'espace maritime. Le Royaume-Uni le pratiqua en retour sur les ports français comme Toulon. On entend aujourd'hui l'embargo dans un sens plus large. Il vise à empêcher tout échange commercial avec d'autres pays en coupant les routes d'approvisionnements, mais aussi les liens immatériels (financiers), dans un but de pressions politique et militaire. Il peut cibler un type de produits particulier (les armes) ou être une sanction globale interdisant tout commerce avec l'État sanctionné. Il est utilisé dans le cadre d'une stratégie globale pour dissuader ou sanctionner un adversaire, ou le forcer à négocier. L'État qui en est victime se retrouve alors en situation de pénurie. Il projette les tensions géopolitiques dans le domaine géoéconomique. Ces sanctions sont fréquemment prises multilatéralement, mais l'embargo peut être décidé unilatéralement par un État (c'est le cas des États-Unis pour l'Iran). Le maintien d'un embargo est une démonstration de force. Il implique le contrôle des flux commerciaux et la maîtrise des routes. Il est l'arme des grandes puissances pour forcer un autre pays à négocier ou pour le punir.

Le blocus diffère de l'embargo. C'est une opération en temps de guerre visant à étouffer l'adversaire. Le blocus vise à couper le ravitaillement (nourriture, armes…) ou les communications d'une zone par la force. Il ne doit pas être confondu avec l'embargo ou les sanctions économiques sous forme de barrières légales au commerce. Le siège est l'équivalent pour une ville ou une forteresse du blocus d'un pays adverse en temps de guerre.

Depuis la fin de la Guerre froide, **l'imposition d'embargos est devenue l'un des modes d'action privilégié du Conseil de sécurité de l'ONU en cas de menace contre la paix** (Ch. VII de la *Charte*). Les embargos sur les armes visent à contraindre un acteur à changer son comportement. Les embargos pris par l'ONU s'imposent au plus grand nombre d'États : l'ensemble de ses 193 membres sont tenus de les respecter et de les faire appliquer. Ce sont donc les organisations internationales*, mais aussi régionales*, qui utilisent principalement ce type de sanctions. L'Union européenne dispose de plusieurs instruments permettant d'imposer à ses États membres la mise en œuvre d'un embargo dans le cadre de sa politique étrangère et de sécurité commune (PESC) instaurée par le traité sur l'UE ou de sa politique économique et commerciale. L'UE use de cette arme contre la Serbie et le Monténégro lors du conflit yougoslave en 1992 et contre l'Irak de 1990 à 2003. Aujourd'hui, l'UE se range derrière les États-Unis pour isoler l'Iran en ciblant le pétrole et ses flux financiers. Le but est d'empêcher le développement du programme nucléaire iranien et renforcer l'influence du camp occidental sur le Golfe persique. Dans la plupart des cas, l'embargo européen a pour base juridique une résolution onusienne et une position commune, souvent plus précise, de l'UE. Toutefois, les embargos contre la Birmanie, la Chine, l'Ouzbékistan et le Zimbabwe sont fondés sur sa seule décision.

Chaque État peut décréter et mettre en œuvre unilatéralement un embargo. Les États-Unis, fort de leur *hard power* économique, superpuissance après 1945, use de cette arme économique contre Cuba. Cet embargo est décrété en février 1962 en réponse à la nationalisation et l'expropriation de sociétés américaines dans l'île par Fidel Castro. Il interdit les exportations et importations des États-Unis vers Cuba. Il se distingue par sa longueur puisqu'il est encore en vigueur, mais ne porte pas sur les biens alimentaires et agricoles. Le régime de l'embargo cubain a été allégé en 2000, puis en 2008. Plus récemment, les États-Unis usent de cette arme contre la Birmanie afin de peser sur la dictature birmane (officiellement) : ce pays – riche de ressources pétrolières – a vu cet embargo levé après la conclusion de contrats d'exploration avec des compagnies pétrolières occidentales… Cette arme économique est utilisée couramment dans le cadre de conflits territoriaux. Le blocus des territoires palestiniens oscille entre embargo et blocus. Dans les faits, Israël interdit la libre circulation des biens et des personnes (risque de trafic d'armes) et étouffe l'économie de la bande de Gaza. La présence de forces militaires autour des territoires oriente vers un blocus. Des puissances émergentes usent de cette arme pour s'imposer sur la scène mondiale. Face aux sanctions économiques imposées par l'UE alliée aux États-Unis, Canada, Norvège et Australie à la suite de la crise ukrainienne, Moscou décide en 2014 de la mise en place d'un embargo à l'encontre de l'UE en fermant son marché intérieur aux produits agricoles et alimentaires. Les répercussions sont nombreuses. La perte du débouché russe constitue une perte pour les producteurs européens et sature le marché européen, les prix baissent tandis que la demande russe se reporte vers d'autres pays exportateurs (Amérique latine, Afrique du nord). Cet embargo a été prolongé jusqu'à la fin 2017.

Afin de surveiller l'application de l'embargo, l'ONU a créé un Comité des sanctions. L'ONU a également mandaté un « Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix » pour conduire un projet visant à prévenir les trafics illicites d'armes vers les pays sous embargos en Afrique subsaharienne. Un *Traité sur le commerce des armes* est entré en vigueur en décembre 2014 : il rappelle aux États leurs obligations en matière de respect des embargos. Malgré l'existence de cet arsenal répressif, la mise en œuvre effective des embargos s'avère toujours difficile. Les États-Unis mettent en place un arsenal législatif répressif comme le principe d'extra-territorialité des sanctions américaines pour faire respecter leurs embargos. La BNP est contrainte, en 2014, de verser 9 milliards de dollars d'amende à la justice des États-Unis pour avoir bravé l'embargo américain sur l'Iran et Cuba, comme la Société Générale (1,9 milliard $). Ils disposent ainsi de leviers étendus pour frapper de sanctions secondaires les entreprises étrangères « coupables » de commercer avec les États visés par Washington. Outre l'utilisation du dollar, la justice américaine peut poursuivre quiconque « utilise des messageries financières sur un routeur américain ».

Mais les embargos semblent contre-productifs. Ce ne sont pas les embargos sur l'Afrique du Sud et la Birmanie qui ont permis un changement de régimes, mais les actions conjointes de la diplomatie, des militants locaux (Nelson Mandela et Aung San Suu Kyi) et les problèmes d'image pour

ces pays qui misent aussi sur le tourisme* par exemple pour leur économie. Dans le cas de l'Irak ou de la Libye, ce sont les interventions militaires, et non les embargos occidentaux, qui ont provoqué la chute de Saddam Hussein en 2003 et de Kadhafi en 2011. L'embargo au contraire dégrade la situation des populations en accentuant la raréfaction et la cherté des matières premières (alimentation*). Depuis 60 ans, le régime castriste est toujours en place à Cuba. L'embargo peut même se révéler contre-productif pour les États qui le pratiquent avec l'interdépendance accrue des pays dans la mondialisation. Ainsi l'embargo sur la Serbie toucha l'Italie et l'Allemagne, principaux payx exportateurs. Les entreprises françaises automobiles sont touchées par l'embargo sur l'Iran. Enfin, ces sanctions internationales peuvent alimenter les sentiments nationalistes et anti-occidentaux au sein des populations des pays touchés et renforcer les régimes en place.

L'usage de cette arme économique pose la question de sa légitimité et de sa légalité. Depuis la création de l'ONU, des embargos ont été décidés par cette institution, leur donnant une dimension « légale », alors même qu'ils s'opposent aux principes de la *Charte*. Quand l'ONU instaura un embargo économique et militaire sur l'Irak à la suite de l'invasion du Koweït en 1990, cette décision provoqua des conséquences catastrophiques sur les populations. Les associations qui ont apporté une aide humanitaire ont dû se placer en situation de « désobéissance civile internationale ». Bien que le but de l'embargo est officiellement pris au nom de bonnes intentions, cette sanction économique peut aller à l'encontre des droits humains et du droit international humanitaire. Enfin, quand l'embargo est unilatéral, la prise de sanction peut faire craindre des abus et dérives de la part des puissances dominantes.

Les violations d'embargos peuvent provenir d'États qui n'appliquent pas les décisions internationales, mais aussi de groupes non étatiques (producteurs ou vendeurs d'armement ou intermédiaires). Le pouvoir de l'ONU s'amoindrit alors que les intérêts économiques des États et des grandes entreprises entrent parfois en contradiction avec ces mesures. L'existence de circuits de réexportation permet de contourner l'embargo en dissimulant son identité. Enfin, la mise en œuvre d'un embargo implique un contrôle des frontières aériennes, maritimes et terrestres parfois difficile à réaliser. En Libye, été 2020, un émissaire de l'ONU pu constater les nombreuses violations de l'embargo sur les armes avec l'arrivée d'une centaine d'avions-cargos. Dans le cas des États membres soutenant directement les parties en Libye (GNA reconnu par l'ONU ou la Turquie, ou camp Haftar appuyé par les États-Unis, la Russie ou encore l'Égypte) en conflit, les violations sont flagrantes et sans aucun égard pour d'éventuelles sanctions.

🕮 Références

- Base de données sur les sanctions de l'UE en ligne : www.sanctionsmap.eu
- Base de données sur les embargos sur les armes : www.grip.org
- Virginie Moreau, « L'ONU et le contrôle des embargos sur les armes : entre surveillance et vérification », *Les Rapports du GRIP*, n° 3, mai 2011, en ligne sur www.grip.org.

➢ Voir entrées

Guerre économique, Ingérence.

Ingérence

Dans « *De iure belli ac pacis* », *Sur les lois de la guerre et de la paix*, Hugo Grotius évoque la possibilité qu'une force souveraine soit légitime pour intervenir dans le cas où un tyran commettrait « *un traitement que nul n'est autorisé à faire* » sur ses sujets (1625).

L'« ingérence », issue du préfixe latin *in-* (« dans ») et *gerere* (« faire ») soit « intervenir à l'intérieur », peut être définie comme l'intervention d'un État dans la politique intérieure d'un autre État sans son accord. Il se distingue de l'« influence », définie comme l'action d'un pays sur un autre avec l'accord de celui-ci.

L'idée d'ingérence est très ancienne. Dès le XVII^e^ siècle, des auteurs comme Grotius évoquent les principes de base de l'ingérence. Au XIX^e^ siècle, certains évoquent « l'intervention d'humanité » pour justifier les intrusions européennes pour sauver des chrétiens dans l'Empire Ottoman. À la fin du XIX^e^ siècle et au XX^e^, de nombreuses **ONG*** sont créées pour pallier la non-ingérence dans plusieurs conflits : la Croix Rouge en 1864 ou Médecins sans frontières en 1971 à la suite de la guerre du Biafra (Bernard Kouchner).

L'« ingérence humanitaire » apparaît durant la guerre du Biafra (1967-1970, guerre civile à l'Est du Nigéria où la famine fit 1 à 2 millions de morts). Ce concept récent défend l'idée que certaines situations sanitaires exceptionnelles justifient à titre extraordinaire une intervention extérieure au sein des frontières d'un État souverain*. Ce principe puise son fondement dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948 : l'ingérence devient légitime en cas de violation massive de ces droits humains.

Le « droit d'ingérence » est théorisé par le philosophe Jean-François Revel en 1979. Ce principe repose sur la reconnaissance du droit à entraver la souveraineté* d'un État dans le cadre d'un accord contrôlé par une instance supranationale. Par extension, le « devoir d'ingérence » est formulé comme une obligation faite à tout État de veiller à faire respecter le droit humanitaire international. Elle légitime une intervention extérieure sous couvert de la « responsabilité de protéger » et refuse le « droit à l'indifférence » des nations. Elle doit être comprise comme une obligation de vigilance et d'alerte à l'encontre d'exactions qu'un gouvernement serait amené à connaître. La guerre est le terrain de prédilection de l'application du droit d'ingérence, qu'il s'agisse d'un conflit armé international ou d'une guerre civile. La deuxième situation est cependant plus complexe, car l'intervention extérieure est révélatrice du déficit de souveraineté de cet État (Voir État failli*).

L'« ingérence économique » est définie comme l'intervention d'un acteur étatique ou supranational dans la gestion des économies nationales ou les stratégies des entreprises. Contrairement à l'ingérence humanitaire, elle ne paraît pas constituer un phénomène nouveau : elle est présente tout au long de l'histoire, s'accroît avec la colonisation, puis avec l'émergence des entreprises multinationales* dans le cadre du processus actuel de globalisation de l'économie mondiale. Elle s'exerce de manière plus diffuse et probablement plus organisée (Voir guerre économique*, embargo*). Il est d'ailleurs difficile d'identifier une ingérence purement économique et, plus encore que pour l'ingérence humanitaire, de l'isoler d'une ingérence politique, beaucoup plus générale. C'est le cas par exemple des ambiguïtés de la « doctrine » du développement de la Banque mondiale imposant au PED des mesures d'austérité pour pouvoir bénéficier des programmes d'Aide au développement (réformes structurelles des PAS – programmes d'ajustements structurels).

De nouvelles formes d'ingérences s'ajoutent aux formes classiques d'ingérence économique, politique et humanitaire. Elles émergent avec l'apparition de nouveaux défis globaux dans les domaines environnementaux ou culturels, nouveaux enjeux de pouvoir dans la mondialisation. L'« ingérence écologique » est un concept très discuté dans les années 1990. L'expression désigne une intervention extérieure en réponse à une problématique environnementale par des acteurs nationaux ou internationaux sur un territoire qui relève de la souveraineté d'un autre État. Cette nouvelle forme d'ingérence est vue comme le prolongement d'autres ingérences appliquées à l'environnement*. Les critiques portent sur des conflits d'intérêt économique ou géopolitique cachés, des maintiens de rapports de forces « néocoloniaux » ou l'application de doctrines dominantes sur l'environnement (« européanocentrées »). Selon ses défenseurs, une intervention est justifiée en cas de défaillance d'un État dans la résolution d'une crise environnementale, d'autant plus que ces crises peuvent avoir des conséquences à l'échelle globale. L'« ingérence virtuelle » est une nouvelle forme d'ingérence dans les « guerres de l'information »*. Elle a été mise en lumière lors des dernières élections américaines (2016). On attribue un rôle déstabilisateur *via* les réseaux sociaux (Brexit, élection de Trump, référendum catalan…) surtout depuis 2016 à la Russie, accusée de cyberattaques* et de propagande subversive. Aux hackers russes s'ajoute la Chine dans le rôle de suspect des futures guerres de l'information.

Les questions légales et morales sont nombreuses derrière le principe d'ingérence. Le principe de souveraineté entre en conflit avec celui d'ingérence. L'ONU est l'institution censée représenter l'autorité supranationale nécessaire pour faire entrer les interventions étrangères dans le cadre de la légalité. Or, ses statuts et principes sont contraires à l'ingérence. Au contraire, l'ONU réaffirme en 1981 le « principe de non-ingérence » reposant sur le principe de souveraineté des États, le devoir de réserve, le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » seuls garants de la paix* et de la sécurité internationales. La souveraineté suppose que l'État jouisse, sans entrave, du monopole de la violence intérieure sans intervention extérieure possible et du monopole de la puissance extérieure (diplomatie et guerre). Ce respect mutuel de souveraineté est en soi un principe de paix et s'inscrit dans le cadre du principe d'égalité entre les nations (préambule de la *Charte*) et garantit l'intégrité territoriale et politique à chaque État. Maintenir la paix internationale est la seule obligation (chapitre VII de la *Charte*). Seule la violation des droits de l'homme peut être retenue en l'interprétant comme une menace contre la paix internationale, par exemple dans le cadre de guerres civiles où l'afflux de réfugiés et la circulation d'armes sont susceptibles de déstabiliser une région entière. Seule l'ONU a la responsabilité de défendre les objectifs fondamentaux de la *Charte* : les États n'ont pas le droit d'intervenir par la force. Les « opérations de maintien de la paix » sont décidées par le Conseil de sécurité, sous réserve de répondre à trois principes (doctrine publiée en 2008) : le consentement des parties, l'impartialité, l'usage de la force limitée à la légitime défense et à la défense du mandat. Les OMP supposent un consentement des belligérants ce qui, par nature, s'oppose à la qualification d'ingérence. Une OMP n'est donc pas une ingérence humanitaire même si sa mission peut comprendre des objectifs humanitaires.

Le principe de « responsabilité de protéger » est consacré au sommet de l'ONU de 2005. Le principe de non-ingérence reste intègre avec cette obligation d'intervention consacrée au regard d'une seule situation précise : la preuve de crimes contre l'humanité. Elle suppose une action limitée, motivée par un objectif précis, tout en écartant l'idée d'ingérence. L'intervention peut se matérialiser alors par des sanctions (embargo, gel des avoirs, interdiction de sortie du territoire de certains dirigeants…) et des mesures ciblées, attentatoires à la souveraineté territoriale, comme la définition

d'une zone de protection ou zone d'exclusion aérienne, sans que cela soit une OMP (comme en Libye pour protéger les civils menacés d'attaques dans le cas d'un État failli).

La critique majeure est celle d'un impérialisme* masqué. La confusion entre « ingérence humanitaire » et « devoir d'ingérence » des pays ne permet pas de s'assurer du total désintéressement économique et politique des pays interventionnistes. Même l'ONU est suspecte à chaque fois qu'elle s'engage dans des conflits à enjeux économiques ou politiques stratégiques. Elle est accusée d'impérialisme et de « néo-colonialisme » par certaines diplomaties. L'ingérence humanitaire ou son refus peuvent aussi être le prétexte à des menées géopolitiques non déclarées. L'ingérence a souvent été utilisée comme prétexte à une intervention militaire impérialiste ou hégémonique. L'exemple du convoi humanitaire russe à destination des populations pro-russes de la région de Donetsk en 2014 en Ukraine démontre le délicat équilibre entre aide aux populations et respect de l'égalité souveraine des Nations. L'Ukraine dénonçait quant à elle une invasion russe. L'évolution opportune de certaines crises pose questions, comme le tri entre « bonnes » et « mauvaises » causes à soutenir. En Syrie, si Bachar al Assad n'est pas un démocrate, son père ne l'était pas non plus : pourtant, personne n'avait saisi l'ONU pour les exactions du régime syrien qui constituait alors un point de stabilité souhaitable. Or, les évènements internes actuels à la Syrie depuis 2011 ont été largement médiatisés en Occident. Les premières révoltes* ont été suivies de mouvements armés organisés avec des aides extérieures (armes, formation…). Progressivement la situation devient une guerre civile, selon les critères de Genève, permettant de légitimer un droit d'ingérence… Une telle volonté d'ingérence peut cacher la volonté de renverser Assad en application d'une logique stratégique plus large de reconfiguration d'ensemble du Moyen-Orient et d'affaiblir la branche chiite de l'islam en isolant l'Iran. Inversement, les Russes mettent leur véto en 2013 à une intervention armée. Ils ont intérêt au maintien de Bachar Al Assad en raison de la base navale stratégique de Tortous qui leur donne accès à la Méditerranée, la Syrie est opposée au sunnisme wahhabite, cause de guerre en Tchétchénie, et elle est un client en achat d'armes et un allié de la Russie. Quant au véto Chinois, il se comprend par sa crainte de la « théorie des dominos* » et son refus de se voir imposer une revendication d'ingérence humanitaire (questions des Ouïgours ou du Tibet). La « responsabilité de protéger » reste ainsi toujours suspecte d'ambitions géopolitiques masquées.

🕮 Références

- Noam Chomsky, *La doctrine des bonnes intentions (entretiens avec David Barsamian),* Fayard, 2006.
- Christian Comeliau (dir.), *Ingérence économique : La mécanique de soumission*, Graduate Institute Publications, 1994 (en ligne).
- Philippe Moreau Defarges, *Droits d'ingérence, dans le monde post-2001*, Presses de Sciences Po, 2006.
- Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Ryoa Chung (dir.), *Éthique des relations internationales*, PUF, 2013.
- Jean Bricmont, *Impérialisme humanitaire : Droits de l'Homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?,* Aden Éditions, 2005.

➢ Voir entrées

État, État failli, Souveraineté, Guerre économique, Embargo, Environnement, Culture, Guerre de l'information, Cyberguerre, Paix, Droit international.

Cyberguerres et cyberattaques

« *This isn't a video game. It's a war. A real war.* » (Colin Powell, *Fox News*, 2003)

Dès la fin des années 1980, les NTIC sont placées au cœur des réflexions relatives à l'impact des technologies sur l'art de la guerre. On parle alors de « révolution dans les affaires militaires » (RMA*). Les États-Unis sont alors leaders dans la réflexion stratégique, tactique, conceptuelle et doctrinale et s'interrogent sur la manière dont ces nouvelles technologies vont radicalement changer l'organisation des armées et la conduite de la guerre au XXIe siècle. Désormais, les moyens de pression des différents acteurs s'expriment aussi bien sur le champ de bataille que dans le cyberespace. Si les robots de combat sont encore de la science-fiction, les drones-tueurs sont devenus d'usage courant (frappes américaines en Afghanistan, au Pakistan, en Somalie et au Yémen).

La notion de « cyberguerre » renvoie aux conflits ayant pour territoire les réseaux informatiques mondiaux. Au début des années 1990 des auteurs américains comme John Arquilla et David Ronfeldt proposent la notion de « *netwar* » pour désigner ces nouvelles formes de combat (*The Advent of Netwar*). Le « cyberconflit » renvoie la dimension cybernétique des conflits infra et interétatiques. Il n'est pas un conflit virtuel : quand un antagonisme a émergé, le conflit est réel. Tous les passages à l'acte (piratage informatique) et tous les moyens de pression (attaques de serveurs) ne sont pas uniquement déployés sur les réseaux informatiques et de communication. À l'inverse, les « cyberattaques » désignent ces actions dans le cyberespace qui peuvent se substituer aux guerres conventionnelles. Les cyberattaques peuvent être considérées comme des moyens de pression à l'encontre des États (diplomatie coercitive).

Les acteurs de cette guerre sont des experts informatiques (*hackers*), leur arme la plus connue le virus informatique. Le terme « virus » est souvent employé, à tort, pour désigner toutes sortes de logiciels malveillants ou « *malware* ». Les « maliciels » englobent les virus, les vers, les chevaux de Troie, ainsi que d'autres menaces. Le virus le plus connu fut le virus Stuxnet américain et israélien injecté dans les systèmes de contrôle des centrifugeuses du site nucléaire de Natanz en Iran en 2010. Les hackers bénéficient de l'effet de surprise : il est difficile de savoir l'origine d'une attaque, parce que l'agresseur s'abrite souvent derrière un réseau d'ordinateurs qu'il a piraté. Les cyberattaques se classent ainsi dans la catégorie des conflits asymétriques.

Le cyberespace* peut être à la fois l'enjeu d'un conflit portant sur un marché ou sur des informations stratégiques, le théâtre du conflit dans le cas des cyberattaques ou bien l'outil essentiel de la maîtrise de champs de bataille éloignés. Il désigne ce nouvel environnement de combat.

Les cyberattaques accompagnent les conflits militaires. Ces nouveaux types d'offensives viennent s'ajouter à des opérations militaires ou de renseignements plus classiques. Mais bien qu'elles aient lieu dans le cyberspace elles ne sont pas déterritorialisées : elles ont lieu en majeure partie aux États-Unis, en Russie, et en Chine. La géographie des cyberattaques exprime ainsi les rapports de force géopolitiques contemporains. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a mobilisé des moyens visant à maîtriser la propagande sur les réseaux sociaux dans les deux camps ; la Russie a également eu recours à des attaques par *malware*. Ces mêmes réseaux sociaux se sont trouvés au cœur de la guerre en Lybie, mobilisant des cyberactivistes et hacktivistes de diverses nationalités. Les conflits récents ont bien intégré la dimension cybernétique.

L'informatisation des forces armées se poursuit. Pendant la guerre du Vietnam, l'armée américaine avait installé près de 20 000 capteurs électroniques pour surveiller 250 km de front. Les informations étaient traitées et transmises en temps réel aux forces aériennes pour qu'elles interviennent. Le conflit en Afghanistan a vu le déploiement des drones pilotés depuis des centres de commande éloignés du champ de bataille. Pour leurs pilotes, la cible est déshumanisée, mise à distance sur un écran, mais les conséquences des frappes sont bien réelles. Les forces armées se réorganisent en laissant plus de place à ces nouveaux systèmes de communication et échanges de données. La plus importante transformation fut la création en 2010 aux États-Unis du *Cyber Commandement* intégré à la NSA (*National Security Agency*). Cette création marque la reconnaissance officielle du cyberespace comme domaine d'affrontement, et implique la création de forces dédiée comme la création d'un « cyber-arsenal » ou de « cyber-armes ».

La simulation des conflits s'est longtemps appuyée sur des jeux qui servaient d'entraînement, comme au XVIIe siècle le jeu de plateau le *Koenigspiel* pour former l'aristocratie à la guerre. L'émergence des jeux vidéo s'inscrit dans la filiation entre jeu et guerre. Le premier jeu informatique, un jeu de morpion sur 9 cases (XOX) a été programmé sur l'EDSAC, un calculateur construit en 1949 à Cambridge pour faire des calculs balistiques. Tout jeu vidéo repose sur du conflit : le joueur ne peut avancer que par élimination d'un obstacle, sous peine d'être éliminé lui-même. Les jeux violents et les enjeux de guerre, toujours plus réalistes et sanglants, se multiplient depuis les années 1990. La géographie des conflits dans les jeux vidéo évolue en lien avec leur contexte de production et avec l'actualité. Les premiers jeux vidéo situent plutôt l'action dans des univers « hors du monde ». Dans les années 1980 et 1990, la Guerre froide est la référence, comme la Seconde Guerre mondiale utilisée pour les simulations financées par le CMI* américain. En 2002, l'armée américaine finance le jeu *America's Army* : ce jeu a permis de redorer l'image de l'armée alors engagée en Afghanistan, de faciliter le recrutement et stimuler les entraînements. En 2009, est sorti *Balance of power : 21th Century*. Le jeu se passe désormais après le 11 septembre 2001 et le joueur ne peut incarner que le président des États-Unis. L'ennemi à abattre n'est plus le Rouge, mais le terroriste. La cartographie des jeux vidéo de guerre exprime bien les représentations et idéologies d'un monde en guerre. Finalement, le stade ultime de la numérisation des conflits, le cyberconflit qui ne se déroule que dans le cyberespace, ce sont les jeux vidéo mondialisés multi-joueurs.

Les cibles des cyberattaques ne concernent plus seulement les États, mais aussi les entreprises les organisations et les particuliers, dans le cadre de la compétition économique ou de tensions politiques. La société Google a révélé en janvier 2010 que ses serveurs en Chine avaient été attaqués et qu'un important volume de données y avait été dérobé en décembre 2009. Google a accusé Pékin. En 2010, le conflit entre Wikileaks et les autorités américaines a conduit à une « cyberguérilla ». Après la révélation de 200 000 documents confidentiels, dont les documents classés « secret défense » sur les guerres en Irak et en Afghanistan. Le 28 novembre 2010, les transferts bancaires à destination de Wikileaks ont été bloqués par les sociétés Visa, Mastercard et Paypal. En représailles des sympathisants ont lancé l'opération Payback en décembre 2010 : une série d'attaques par déni de service contre les sites de ces sociétés et contre la banque suisse PostFinance qui avait gelé un compte du fondateur de Wikileaks, Julien Assange. En 2013, une opération de cybercriminalité et d'espionnage cible l'entreprise américaine Yahoo. Les attaquants ont volé les données de 3 milliards d'utilisateurs. La mise en vente de ces données a été détectée en août 2017.

La cyberdéfense devient un enjeu sécuritaire pour les États. Elle se définit comme « l'ensemble des mesures techniques et non techniques permettant à un État de défendre dans le cyberespace les systèmes d'informations jugés essentiels » et comme « l'ensemble des activités qu'il conduit afin d'intervenir militairement ou non dans le cyberespace pour garantir l'efficacité de l'action des forces armées, la réalisation des missions confiées et le bon fonctionnement du ministère » (Ministère français des armées). L'enjeu de la sécurité numérique appartient à un enjeu plus global de sécurité nationale, avec l'informatisation toujours plus accrue des sociétés. Alors que la « cybersécurité » couvre le domaine de la protection des systèmes d'information de manière générale (technologies, organisations, processus, lois, techniques de sécurité des systèmes d'information…), la « cyberdéfense » décrit plutôt ce qui est du ressort de la défense nationale. La cyberdéfense représente un enjeu économique considérable. À l'échelle planétaire, selon le magazine *Forbes* en 2015, elle portait sur un marché évalué à 75 milliards de dollars, culminant à plus de 170 milliards de dollars en 2020. Elle participe des évolutions actuelles du complexe militaro-industriel (CMI)*. Les entreprises liées à la cyberdéfense sont de plus en plus nombreuses. Parmi celles-ci, on trouve en France Airbus CyberSecurity, Thales, ou encore le Groupe Orange avec sa filiale Orange Cyberdefense créée en 2014.

🕮 Références

- John Arquilla et David Ronfeldt, *The Advent of Netwar*, Rand Corp., 1996.
- Les Grands Dossiers de Diplomatie*, Géopolitique du cyberespace*, Areion Group, n° 23, octobre-novembre 2014.
- Daniel Ventre, « Vers la militarisation du cyberespace », dans *Internet, ça sert, d'abord, à faire la guerre, La Revue des médias,* INA, 2016 (en ligne).
- Daniel Ventre, *Intelligence artificielle, cybersécurité et cyberdéfense*, Londres ISTE, 2020.
- Stéphane Taillat, Amaël Cattaruzza et Didier Danet, *La Cyberdéfense. Politique de l'espace numérique*, Armand Colin, 2018.
- Nicolas Ténèze, *Combattre les cyberagressions : enjeux, politiques et limites*, éd. Nuvis, 2018.

➢ Voir entrées

Guerre de l'information, RMA, Cyberespace, Terrorisme, Médias, CMI.

Guerre de l'information

L'historien Marc Bloch cite un humoriste contemporain de 1914-1918 qui écrivait que *« l'opinion prévalait aux tranchées que tout pouvait être vrai à l'exception de ce qu'on laissait imprimer »* dans ses *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre* (1921).

« La guerre de l'information aura-t-elle lieu ? ». Tel est le titre du *Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies* (*Ramses*) 2018 de l'Ifri. Ingérence* étrangère dans les processus électoraux de différents pays, campagne massive sur les réseaux sociaux, déstabilisation des grandes FMN par des ONG, piratage de données confidentielles… La guerre de l'information joue un rôle-clé aujourd'hui dans les grands équilibres internationaux.

La manipulation de l'information est un procédé ancien au même titre que les ruses de guerre. Elle est théorisée depuis l'Antiquité à travers des ouvrages comme les *Dialogues* de Platon ou la *Rhétorique* d'Aristote, puis dans *L'Art de persuader* de Pascal (1660) ou *L'Art d'avoir toujours raison* de Schopenhauer (1830). L'historien Robert Darnton montre que ces « fausses nouvelles » ont bénéficié du développement de la presse écrite aux XVII^{e}-XVIII^{e} siècles. Au XX^{e} siècle, le totalitarisme joue un rôle de catalyseur avec la propagande, puis la Guerre froide a eu son lot d'épisodes célèbres avec les campagnes soviétiques voulant attribuer à un complot de la CIA l'assassinat de Kennedy (1963) ou l'épidémie du sida (opération *Infektion* 1983-1987). Mais depuis les années 2000, les manœuvres de manipulation et d'influence prennent une ampleur inédite. Le développement accéléré des NTIC, la place de plus en plus grande des médias* dans la vie des sociétés contribuent à modifier la stratégie, la politique, l'économie et finalement l'art de la guerre. Les guerres de l'information actuelles ont des capacités inédites de diffusion rapide et de viralité avec internet* et les réseaux sociaux.

La « guerre de l'information » obéit à une logique d'affrontement stratégique : un acteur se confronte à une volonté adverse sur laquelle il cherche à prendre l'ascendant en utilisant l'information comme arme. L'expression « guerre de l'information », ou « infoguerre », se définit comme une combinaison d'actions humaines ou technologiques destinées à l'appropriation (maîtrise des canaux de diffusion), la destruction (interdiction de l'émission) ou la modification de l'information (manipulation) pour Thierry de Montbrial. Une profusion de termes est utilisée comme synonymes dont les principaux sont « propagande », « désinformation », « *fake news* », « *leaks* », mais aussi tous types de « guerre » (psychologique, politique, hybride…).

La « guerre psychologique » est une des formes les plus anciennes de la guerre de l'information et la plus sophistiquée. Elle recouvre des actions qui visent à contribuer au succès des opérations militaires, à préserver le moral des armées et à obtenir l'adhésion. Employée lors de la guerre révolutionnaire menée par le Viêt-Minh en Indochine contre les Français, elle est intégrée dans l'organisation opérationnelle des guerres de décolonisation et montre ses excès. Les conflits récents donnent une nouvelle dimension à la guerre psychologique dans le Golfe, au Rwanda ou en Bosnie : les médias omniprésents y jouent un rôle prééminent, parfois contestable.

La notion de « guerre politique » (*political warfare*) chez les Américains recouvre l'ensemble des moyens non militaires et non létaux d'affrontements. Cette notion recouvre le sous-domaine de la « guerre de l'information ». Le champ politique est militarisé, comme celui de l'information. La communauté stratégique russe parle de « guerre de nouvelle génération ».

La « guerre hybride » désigne une guerre menée sur l'ensemble des domaines, du conventionnel au « cyber ». Côté occidental, on parle de « doctrine » Guérassimov, du nom du chef d'état-major des armées russes, comme l'une des manifestations de cette « guerre hybride » en 2013 (Céline Marangé, *Les Stratégies et les pratiques d'influence de la Russie*).

« Fake news » est l'expression la plus communément employée, y compris en français, pour évoquer ces « guerres de l'information ». Elle désigne des informations falsifiées, contrefaites ou forgées. Depuis la campagne présidentielle américaine de 2016, l'usage du terme a explosé. Chez certains chefs d'État, par abus de langage, il peut désigner l'ensemble des nouvelles qu'ils n'aiment pas.

La « propagande » est définie comme « une tentative d'influencer l'opinion et la conduite de la société de telle sorte que les personnes adoptent une opinion et une conduite déterminée » (Jean-Marie Domenach, *La Propagande politique,* 1965). Elle implique une idéologie alternative dont elle est le vecteur.

La « désinformation » est généralement définie comme la diffusion d'informations délibérément fausses ou trompeuses. Ce terme d'origine russe se définit à l'origine comme une arme de guerre systématisée en 1923 avec la création d'une unité spéciale au sein du Guépéou. La première opération importante vise les Russes blancs en exil. L'usage de la désinformation s'est sophistiqué à la fin des années 1960 sous l'impulsion du KGB. Elle se distingue de la « mésinformation » qui n'est pas intentionnelle. Le problème est que l'intention est rarement claire et ne peut être que supposée.

La « manipulation » de l'information est délibérée (intention de nuire) et clandestine (ses victimes en sont inconscientes). Elle cumule plusieurs critères : une campagne coordonnée (donneurs d'ordre et exécutants), la diffusion de nouvelles fausses ou déformées, avec l'intention politique de nuire (saper la légitimité d'un processus électoral, nuire à la réputation d'une FTN, susciter un environnement hostile pour une opération militaire).

Les fuites massives de données (*Leaks*) sont un phénomène est ancien (*Pentagon Papers* 1971, *Watergate* 1972-74). Il s'accélère aujourd'hui : une quarantaine de cas ont été recensés entre 2006 et 2017 (des télégrammes diplomatiques américains sur *WikiLeaks* – 2010 – aux *Paradise Papers* – 2017…). À l'origine, fait de « lanceurs d'alerte » motivés par la transparence, ce procédé est de plus en plus utilisé pour servir des intérêts politiques ou économiques comme lors des élections présidentielles américaines (*DNC Leaks*, 2016) et française (*Macron Leaks,* 2017). La fuite de données volées est alors utilisée pour discréditer une cible.

La guerre de l'information accompagne les conflits armés. Les méthodes de la guerre conventionnelle sont précédées, complétées ou remplacées par des opérations d'influence. Cette dimension a donné lieu à la théorie dite des « *Hearts & Minds* » – la guerre des opinions – pendant la Guerre du Vietnam (1955-1975). L'opinion publique devient un des objectifs principaux du conflit asymétrique, objet de disputes entre insurgés et forces conventionnelles, enjeu majeur de puissance. Une opération militaire est précédée d'opérations de modelage des auditoires ciblés : diabolisation de l'ennemi, légitimation du fait militaire… Pendant l'opération, il s'agit de renforcer ses positions en conservant le rapport de force dans le champ de l'information. L'action militaire est mise en forme pour « coller » au récit initial. Ces opérations permettent de maintenir ses alliés dans l'alliance et soumettre l'ennemi à sa volonté. Dans un contexte de guérilla* asymétrique, cette propagande permet de dissocier une part de la population des guérilleros. Les adversaires se livrent à une véritable guerre des mots. En Irak, CNN minimise les erreurs américaines – « dommages

collatéraux » – et vante la « libération » du pays, alors qu'Al Jazeera dénonce une « guerre d'invasion » et les « occupants ». Après l'opération armée, l'information et son contrôle permettent de renforcer les acquis stratégiques. Sans gain auprès de l'opinion publique, une bataille ne peut être gagnée rappelle Donald Rumsfeld, secrétaire d'État américain aux armées, en 2006.

Les acteurs de l'information dans les conflits armés sont nombreux. En-dehors des services de presse de l'armée, de nombreux journalistes accompagnent les conflits militaires sur le terrain. Les interactions entre médias* et militaires se complexifient depuis la guerre du Vietnam. Les médias y jouent un rôle actif. Le cas d'école est le scandale médiatique reposant sur de fausses informations dans « l'affaire des charniers de Timisoara » présentés comme des victimes de la répression du régime communiste roumain de Ceausescu en décembre 1989. Des corps de personnes mortes avant le début de la révolution roumaine ont été photographiés, puis données comme des victimes des forces de sécurité par les médias. Face aux enjeux du contrôle d'information, les États-Unis inventent des « *pools* » leur permettant de protéger les journalistes tout en les surveillant lors de la Première Guerre du Golfe. Mais en évitant de collaborer avec les chaînes régionales, l'administration se coupe d'un levier important de construction de l'opinion publique dans le monde arabe. La bataille des « *Hearts and Minds* » du monde arabe a été perdue par les forces américaines. Al Jazeera a été la première à diffuser les images de soldats morts ou capturés au combat, à montrer l'impact des opérations sur les civils. Pour François-Bernard Huyghe : « La vraie bataille est celle de la géopolitique de l'information ». Les médias prennent une dimension fondamentale dans les conflits.

Le rapport 2017 de l'ONG *Freedom House* sur la liberté en ligne montre que de plus en plus d'États manipulent l'information. L'ONG dénonce les actions de 30 gouvernements, contre 23 l'année précédente. Il existe deux sortes de manipulations d'origine étatique : celles que l'État met en œuvre contre sa propre population pour la contrôler, et celles qu'il mobilise contre une population d'un autre État et qui constituent donc des ingérences prenant la forme de véritables guerres d'influence entre puissances. Différents États, démocratiques ou autoritaires, se servent de l'information pour accroître leur influence et redessiner les équilibres de pouvoir. Les campagnes ciblées de haine et de harcèlement en ligne (*trolling*) sont légion : en Russie et en Chine, mais aussi en Iran, Mexique, Inde, Vietnam, Argentine, Corée du Sud, Turquie ou encore aux Philippines (« trollage patriotique » conduisant à l'élection de Rodrigo Duterte en 2016).

Des acteurs nouveaux s'imposent dans cette industrie de la désinformation. Les « trolls » sont des individus réels qui relaient, saturent des sites et réseaux, harcèlent. Cette activité peut être institutionnalisée. Moscou a développé des « usines à trolls » organisées après les manifestations de l'hiver 2011-2012. Dès 2012, le rôle du mouvement des *Nachi*, jeunes nationalistes pro-Poutine est mis en évidence dans des actions de *trolling* et de piratage. *L'Internet Research Agency* (IRA) est une entreprise russe localisée à Saint-Pétersbourg et financée par le pouvoir spécialisée dans le *trolling*. En 2018, la justice américaine enquêtant sur l'ingérence russe dans la campagne électorale a inculpé cette entreprise notamment. Les « *bots* » sont des acteurs automatisés ou semi-automatisés. Il s'agit de faux comptes Twitter ou Facebook permettant d'assurer une diffusion rapide des fausses informations, par le biais de *retweets/likes*. Les faux comptes servent à amplifier les messages, introduire des *hashtags*, intimider ou bloquer d'autres utilisateurs.

Ces affrontements autour de l'information se retrouvent aussi bien dans les conflits géopolitiques et militaires qu'au sein de la société civile et dans le champ économique**.** La révolution internet avec sa démocratisation, couplée aux progrès des NTIC, a démultiplié les informations disponibles et les acteurs de production et diffusion de celles-ci. Toute la société reçoit désormais ces flux d'informations. Avec le traitement des données et la capacité des algorithmes à suivre le comportement d'un individu sur internet, ce dernier se voit proposer informations, produits et services ciblés, d'où la possibilité d'effectuer un véritable modelage idéologique. Ces systèmes d'information sont fragiles et peuvent être frappés et pillés facilement. Les menaces d'attaque sont démultipliées car peu de moyens sont requis si ce n'est un ordinateur et une connexion internet. Avec la cyberguerre on peut s'attaquer aux *hard power*, aux systèmes (administrations, entreprises), mais aussi au *soft power*, aux contenus de l'information. Les stratégies de manipulation sont désormais massives. Les effets des manipulations de l'information sont bien réels. Elles interfèrent dans plusieurs processus démocratiques majeurs, déstabilisent de grandes entreprises du numérique, divisent les opinions publiques et accentuent le rejet des médias traditionnels. Elles jouent un rôle dans des crises diplomatiques majeures (Ukraine, Syrie). Ces vulnérabilités nouvelles peuvent compromettre le fonctionnement de la démocratie. Les manipulations de l'information sont à la fois une cause et un symptôme de la crise de la démocratie, symbolisée par une abstention forte aux élections et une méfiance à l'égard des politiciens. Ces manipulations alimentent les théories complotistes ou conspirationnistes.

Les mesures prises diffèrent dans les régimes autoritaires et les démocraties libérales. Dans les régimes autoritaires, face aux mouvements sociaux lancés sur internet, les gouvernements réagissent soit en bloquant les contenus et accès, soit en tirant profit de la surabondance informationnelle en termes d'influence. Au sein des démocraties libérales, tous les acteurs mettent en place des mécanismes de régulation et de lutte contre les manipulations de l'information en ligne. Le Royaume-Uni dispose d'une cellule interministérielle de communication stratégique, développe des partenariats avec les médias* et la société civile créant un réseau de vérificateurs. Les États-Unis ont créé en 2016 un *Global Engagement Center* (GEC) au sein du département d'État, initialement pour lutter contre la propagande de Daech, puis avec une compétence étendue aux menaces étatiques (Russie). S'ajoutent de nombreuses *task forces* dans d'autres administrations (Justice, Sécurité intérieure). Leur efficacité dépend des moyens consacrés comme de la volonté politique. Les critiques sont nombreuses, ces entités pouvant être vues comme des « ministères de la vérité ». Les États-Unis utilisent également le *Foreign Agent Registration Act* (FARA), législation adoptée dans les années 1930 contre la propagande nazie, afin de forcer les entités se livrant à de l'information politique et financées par un agent étranger à s'enregistrer. C'est le cas de *RT America* et *Sputnik* forcés à s'enregistrer comme dépendantes de Moscou. En Ukraine, l'interdiction pure et simple des médias russes a commencé en 2014 par les principales chaînes, puis des sites russes comme *VKontakte* ou *Mail.ru* en 2017. Kiev a été fortement critiqué pour cette mesure radicale. La régulation est préférée dans les démocraties libérales avec des législations « anti-désinformation ». Les difficultés se trouvent dans la définition de l'objet (les « *fake news* ») et l'équilibre avec les libertés d'expression et de la presse. La société civile*, les ONG* ou les journalistes pointent les risques de cette législation. Enfin, certains États permettent à leurs citoyens de dénoncer les fausses informations : chacun se posant en « vérificateur ».

🕮 Références

- Robert Darnton, « *The True History of Fake News* », dans *The New York Review of Books*, 13 février 2017.
- Jacques Ellul, *Propagandes*, Armand Colin, 1962.
- Christian Harbulot, « Le monde du renseignement face à la guerre de l'information », dans *Hermès, La Revue* 2016/3 (n° 76).
- Jean-Baptiste Jeangène Vilmer *et alii, Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, CAPS du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères/IRSEM, Paris, août 2018.
- Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021.
- Thierry de Montbrial et Dominique David, « La guerre de l'information aura-t-elle lieu ? », *Ramses*, 2018.
- Vladimir Volkoff, *Petite Histoire de la désinformation*, Éd. du Rocher, 1999.

➢ Voir entrées

Ingérence, Médias, Culture, Langues, Cyberespace, Technologies.

IV
Les enjeux

Frontières

« *La réalité des frontières a été mise en cause à la fois par les discours du "sans frontières", par le mouvement irrépressible de la mondialisation économique et financière et, enfin, par l'installation de réseaux de communication tissant la toile d'un cyberespace réputé lui aussi "sans frontières"* », Michel Foucher dans « Le réveil des frontières » (*Questions internationales*, 2016).

La question des conflits frontaliers a longtemps paru comme un des éléments les plus importants des conflits territoriaux. Mais cette question avec l'évolution des armements prend moins d'importance aujourd'hui : on ne se bat plus uniquement à la frontière et on peut lancer des attaques en plein cœur du territoire ennemi (aviation, missile balistique stratégique, terrorisme).

Étymologiquement, la frontière est « ce qui fait front ». Ce mot apparu au XIII^{e} siècle désigne le front d'une armée ou une place fortifiée face à l'ennemi. Pour la « zone frontière » on utilisait le mot « confins », zone de « marches » moins bien définie quant à son rattachement à l'État. Au XVI^{e} siècle, le mot « frontière » prend son sens de « ligne conventionnelle marquant la limite d'un État ». Aujourd'hui, la frontière est une réalité juridique, symbole du passage d'un régime juridique à un autre. Les frontières sont historiquement des barrières chargées de filtrer ou d'arrêter les flux en affirmant la présence de l'État*. Elles sont un élément de fragmentation majeur du monde.

Les frontières : naturelles ou artificielles ? C'est un débat ancien. Y a-t-il un déterminisme naturel pour limiter les territoires* ? Longtemps les géographes ont voulu délimiter les frontières par des données physiques (montagnes, fleuves…) avec un potentiel défensif. La doctrine des « frontières naturelles » émerge en 1793 : Danton affirme que les limites de la France sont marquées par la nature. Cette doctrine débouche sur des contestations et conflits. À l'inverse, Jacques Ancel en 1938 montre que la frontière est une construction humaine dans sa *Géographie des frontières* : les frontières dites « naturelles » ne sont que le produit de volontés humaines.

L'invention de la frontière est ainsi liée à l'émergence de l'État-Nation. De fait, la définition de la frontière la plus importante n'est pas géographique, mais celle relevant du droit et de la souveraineté*. L'invention des frontières, au sens actuel, le XVII^{e} siècle nous l'a léguée avec le traité de Westphalie (1648). Les États westphaliens sont clairement délimités et les progrès de la cartographie rendent compte de cet évènement diplomatique majeur. Les tracées des frontières très sinueuses, avec des saillants, des entrants, qualifiées d'« historiques », sont la mémoire des conflits successifs. L'idée de créer des limites précises, permettant de clarifier les situations juridiques s'impose ensuite dans les régions sous contrôle européen : l'Europe diffuse le modèle de la frontière-ligne dans le cadre des Empires coloniaux. C'est le cas des frontières établies lors des conférences internationales. L'Afrique est partagée entre États européens à la conférence de Berlin en 1885 qui fixe les frontières coloniales de l'Afrique. Celles-ci sont le résultat de rapports de force existant à distance en Europe.

Les organisations internationales* interviennent dans la fixation des frontières. L'application de nouveaux principes, comme le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » à la SDN, a conduit à modifier les frontières en 1919-1920. Après 1945, l'ONU a déployé le principe du respect de l'« intégrité territoriale ». Les frontières internationales sont définies comme intangibles et ne peuvent être modifiées sans accord entre États ou décision de justice internationale. En théorie un État ne peut en agresser un autre pour modifier son tracé frontalier et l'ONU va envoyer des forces d'interposition pour faire respecter les tracés. Mais si d'un côté l'ONU fixe le principe de la garantie territoriale des États, elle défend également le principe du « droit des peuples ». Ces deux principes peuvent se contredire, comme en Serbie ou au Kosovo. Les grandes organisations régionales* essaient également de pacifier les questions frontalières : c'est le cas de l'Union Africaine qui a lancé un programme pour parvenir au règlement pacifique des conflits frontaliers ou du MERCOSUR pour la frontière Brésil-Argentine. L'UE intervient avec des programmes comme Interreg, à l'interne, et à l'externe avec des programmes comme TACIS, PHARE, MEDA, dans le cadre de sa politique de voisinage afin d'apaiser les conflits. D'une certaine façon, les frontières sont sacralisées et on a plutôt un apaisement des conflits frontaliers, à l'exception de quelques grandes zones conflictuelles comme au Moyen-Orient et du cas des États faillis*, où les zones frontières peuvent dériver en « zones grises ». En Afrique, certaines zones frontalières ne sont plus contrôlées par les gouvernements (comme la frontière des Grands Lacs entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda).

Dans *L'obsession des frontières* (2007), Michel Foucher met en évidence la multiplication des frontières : alors que l'idée de la disparition des frontières se répand, on constate au contraire leur permanence et leur solidification. La mondialisation s'accompagne paradoxalement d'une intensification des limites et du durcissement des moyens consacrés à leur préservation. La production de « nouvelles frontières » est un phénomène majeur, corollaire de la mondialisation. À l'ouverture économique et physique répond la consolidation territoriale. Depuis 1991, Michel Foucher a recensé 28 000 km de nouvelles frontières, soit 10 % des frontières actuelles, majoritairement en Europe. Cela amène à des situations conflictuelles comme entre Russie et Moldavie. On compte environ 250 000 km dans le monde. Cette inflation des frontières est liée à la reconnaissance du fait national après les deux guerres mondiales, à la décolonisation et à l'éclatement de l'URSS et de la Yougoslavie. À ces frontières terrestres s'ajoutent des frontières maritimes* très conflictuelles et plus complexes : ce n'est pas uniquement la souveraineté de l'État qui est circonscrite, mais également des compétences économiques (délimitation des Zones économiques exclusives). L'appropriation étatique s'applique également aux espaces aériens*.

Ces discontinuités territoriales sont mises à rude épreuve dans la mondialisation* : « L'économie, les échanges, ne se cantonnent plus à l'intérieur des frontières et requièrent "le passage à la trans –, puis à la défrontiérisation" », affirme Gabriel Wackermann (*Cités, murs et frontières*, 2007). Dans la mondialisation actuelle, les frontières ont apparemment perdu de leur intérêt : les NTIC semblent les effacer, fin 2020, plus de 3,8 milliards de personnes ont accès à Internet*. Les frontières se déplacent avec un vaste mouvement migratoire des personnes et des biens à la faveur de la tertiarisation de l'économie. Les progrès du libre-échange (164 pays membres de l'OMC depuis 2016) et la construction d'ensembles régionaux contribuent à laisser passer des marchandises : associations de coopération, zones de libre-échange, unions douanières, marchés communs se multiplient, remettant en cause la définition traditionnelle des frontières. Au sein de l'UE, l'Acte Unique de 1986 a posé le principe d'une libre circulation des marchandises et des hommes au sein de l'espace Schengen (entré en vigueur en 1995). Mais ce dernier ne coïncide pas complètement avec les frontières de l'UE, et on assiste dans le contexte de la crise migratoire (depuis 2015) à un renforcement de « nouvelles frontières » à l'extérieur de ces espaces de libéralisation (la « forteresse européenne »).

En géographie, la frontière a deux caractéristiques fondamentales. Elle sépare tout en étant un espace de contact. Les géographes parlent d'« interface » entre deux espaces. C'est donc à la fois une rupture et un espace d'échanges. *A priori*, la frontière paraît avoir perdu de son importance

en termes de conflictualité. Les frontières interétatiques font l'objet d'un processus d'ouverture avec les phénomènes d'intégration régionale* et deviennent des frontières-interfaces pacifiées. Parallèlement se maintiennent des frontières fermées. Certaines frontières restent des lignes de cessez-le-feu, comme la « ligne Attila » ou « ligne verte » à Chypre (1974). La situation des frontières étatiques devient plus complexe avec l'émergence de « nouvelles frontières » qui ne sont pas seulement inter-étatiques mais aussi internes aux États, sources de nouvelles conflictualités.

Ces espaces frontaliers deviennent des espaces dynamiques (« effet frontière »). On assiste à un retournement des frontières. La frontière-interface permet aux acteurs économiques de jouer sur les différences salariales, fiscales, monétaires de chaque côté de la frontière. Le système de *maquiladoras* est ainsi mis en place dans les années 1960 : bénéficiant d'exemptions fiscales et douanières, les entreprises états-uniennes bénéficient des faibles coûts salariaux mexicains et réexportent sans frais leurs marchandises (délocalisation et autonomisation des unités productives des grandes firmes électronique et automobile). Entre les années 1960 et 2000, le taux de croissance annuel des *maquiladoras* a été de 25 %. D'autres formes de développement économique frontaliers apparaissent : les coopérations transfrontalières se multiplient, associant collectivités locales, États, autour de projets de développement (Eurorégions ; zones franches en Chine en 1976). Le phénomène des travailleurs transfrontaliers se développe.

Une partie des flux échappe à l'action des États : migrations* clandestines, terrorisme*, économie illicite. On parle alors de « porosité des frontières » qui met en évidence l'incapacité des États à garantir leurs frontières face à ces nouveaux conflits. C'est le cas en Afrique subsaharienne où la porosité des frontières sahariennes permet la multiplication de flux illicites (trafic du haschisch et de la cocaïne) profitant de la faiblesse des systèmes judiciaires et policiers nationaux. Ces trafics de drogue* s'accompagnent de trafic d'armes depuis le début de la guerre civile en Libye (2011). La zone sahélo-saharienne voit se développer de nombreuses activités criminelles : les frontières protègent les trafiquants locaux des poursuites. La frontière post-moderne actuelle échappe en partie au contrôle de l'État. Ces nouveaux conflits liés à des groupes armés et criminels vont s'implanter dans ces zones périphériques, « zones grises », où la frontière est contrôlée par des groupes mafieux ou criminels.

Les frontières matérielles s'effacent pour être remplacées par des formes immatérielles de contrôle. Ainsi le système de Schengen remplace le contrôle à la frontière par un fichage des individus, à l'appui d'une « frontière-filtre ». La frontière est un filtre : elle ne bloque pas les échanges et les flux, mais les sélectionne. L'exemple le plus abouti est celui des *« smart borders »* aux États-Unis. Après les attentats du 11 Septembre, le président Bush lance un programme de « frontière intelligente » capable de remplir ce rôle. Le résultat est la multiplication des murs* hérissés de caméras avec capteurs biométriques, senseurs, appareils à rayon X, surveillés par des drones, inscrivant dans l'espace ces zones conflictuelles. La frontière se déplace : elle peut devenir ponctuelle, interne au territoire, nécessitant contrôle et législation. Elle forme de nouvelles zones de conflictualités (arrivée ou exclusion de migrants illégaux, contrôle dans les aéroports). Aujourd'hui la frontière est partout, elle s'étend en profondeur et s'épaissit, elle devient technique et même « intelligente ». Des frontières virtuelles, électroniques, se développent : on peut aller jusqu'aux « cyberconflits* ». Certains États essaient d'établir des frontières sur Internet à l'image du débat actuel sur la « balkanisation* de l'internet ». Aujourd'hui, Internet est dominé par l'Empire hégémonique des États-Unis (GAFAM*), mais un nouvel Empire manifeste ses ambitions, la Chine (BATX). On peut avoir aussi une matérialisation de la frontière à travers les nouvelles technologies. Ainsi, en novembre 2010, un incident diplomatique a lieu entre Nicaragua et Costa Rica car sur *Google maps* le Costa Rica a estimé que le tracé de la frontière était à son désavantage, cette erreur cartographique virtuelle amputant de 2,7 km son territoire. Enfin, on peut avoir des « méta-frontières » qui vont séparer au-delà des États de grands ensembles socio-culturels et cristalliser des points de conflictualité, comme on le voit avec l'interface méditerranéenne entre Occident et Orient. La frontière entre les États-Unis et le France sépare également une Amérique du Nord riche et une Amérique latine pauvre, foyer d'émigration.

Les conflits frontaliers persistent et sont estimés à une quarantaine. Les frontières internationales, terrestres et maritimes dans un monde d'États souverains sont réaffirmées par des voies légales et des moyens technologiques de surveillance. Les frontières n'ont pas disparu mais se sont complexifiées, voire déplacées. Elles résistent car elles sont perçues comme protectrices et garantes de l'identité culturelle. Dans un contexte de crise, les restrictions aux migrations* se multiplient (Frontex en Méditerranée). La mondialisation n'a pas provoqué la disparition des frontières, mais oblige les États à redéfinir le rôle qu'ils assignent à leurs frontières. « La notion de frontière a donc fortement muté. Elle n'exclut plus l'universalité des liens, mais continue à peser sur les territoires et leurs sociétés » (Gabriel Wackermann, « Quel sens pour la notion de frontière dans la mondialisation ? » dans *Cités*, 2007/3).

🕮 Références

- Michel Foucher, « À quoi servent les frontières ? Justifications, séparations, transitions et passages », dans *Questions internationales*, n° 79-80, 2016.
- Michel Foucher, *L'Obsession des frontières*, Perrin, 2007.
- Stéphane Rosière, *Dictionnaire de l'espace politique : géographie politique et géopolitique*, Armand Colin, 2008.
- Gabriel Wackermann, *Les frontières dans un monde en mouvement*, Ellipses, 2005.

➢ Voir entrées

État, État failli, Mondialisation, Murs, Souveraineté, Territoires, Organisations internationales, Organisations régionales, Espaces maritimes, Internet, Balkanisation, Migrations.

Murs et clôtures

« *Si les programmes annoncés de murs, clôtures et barrières métalliques ou électroniques étaient menés à terme ils s'étireraient sur plus de 18 000 km* » rappelle Michel Foucher dans *L'obsession des frontières* en 2007.

C'est une idée reçue : la mondialisation fait disparaître les frontières*. Avec le démantèlement du mur de Berlin en 1989 et l'émergence d'un discours « sans-frontiériste », certains ont cru à la naissance d'un monde « ouvert ». Le monde s'ouvrait sur une ère d'interrelations et d'échanges, la « globalisation », dans un « *borderlessworld* » (Kenichi Ohmae, 1999). Cependant, l'attaque contre les tours du *World Trade Center* à New York en 2001 replace la sécurité au cœur des attentions. Paradoxe : de multiples murs fleurissent dans un monde de plus en plus « globalisé », la mondialisation économique s'accompagnant d'un mouvement de consolidation territoriale.

Les murs frontaliers ont ainsi suivi une évolution particulière. Presque inexistantes en 1950, 21 frontières fortifiées sont construites entre 1945 et 1989 durant la Guerre Froide, 6 entre 1991 et 2001 et une trentaine depuis le 11 septembre 2001. De fait, plus de la moitié des murs frontaliers ont été construits depuis ces attentats. Actuellement, on compte 65 murs dans le monde et une quarantaine en construction, représentant jusqu'à 40 000 kilomètres, soit la circonférence du globe.

Les frontières s'emmurent pour faire face à de nouvelles peurs : migrations*, terrorisme* ou criminalité* et trafics. La majeure partie de ces murs matérialisent les grandes fractures de niveau de développement, séparant le plus souvent un pays riche constructeur du mur d'un pays au gradient de développement inférieur. C'est le cas du mur anti-immigration entre les États-Unis et le Mexique, les murs autour des enclaves espagnoles au nord du Maroc, la clôture entre Inde et Bangladesh, les constructions en cours sur les frontières entre Arabie saoudite et Irak, Israël et Égypte, Afrique du Sud et Zimbabwe et sur les frontières de l'espace Schengen. Seul 1/4 de ces murs sont de réelles lignes de défense (Sud Maroc, Corée) pour prévenir des attaques militaires. Les pays riches se protègent des flux de migrants illégaux provenant des pays voisins plus pauvres alors que les crises économiques depuis 2007/2008 accentuent les tensions dans ces zones frontalières.

Ces frontières étanches représentent une mondialisation négative. Si le démontage du mur de Berlin, « frontière indigne », a symbolisé une ère d'ouverture, un contre-modèle l'a évincé, celui du mur accompagnant un durcissement des pratiques frontalières. Ces nouveaux murs sécuritaires incarnent une mondialisation négative, outil de règlement unilatéral d'un contentieux territorial ou d'un conflit frontalier. Ces murs-frontières participent de la volonté illusoire de rendre une frontière totalement étanche. Stéphane Rosière a formé le néologisme de « teichopolitiques » en 2009 (de *teichos,* « murs » en grec) pour désigner ces stratégies territoriales fondées sur la construction de « barrières » à toutes les échelles. Cette question des murs qui matérialisent le contrôle et la fermeture de la frontière renvoie à une autre forme de conflictualité, opposant les États-Nations souverains à la mondialisation. Elle s'exprime par la volonté de faire des frontières blindées, comme l'Europe avec Frontex.

Cette matérialisation de la frontière peut prendre différentes formes sur le territoire avec **une grande diversité de dispositifs.** On a différentes échelles et différents types de murs de la clôture ou grillage, assortis ou non de remblais, fossés, champs de mines, dispositifs technologiques (capteurs de mouvement, lumière, caméras…), unités de surveillance et centres de contrôle aux points de passage obligés. Les techniques mises en œuvre sont fonction du niveau de développement du pays constructeur. Des *No Man's Land* sont mis en place comme en Afrique du Sud, où des parcs nationaux sont construits face à l'Angola et au Mozambique, forme de matérialisation de la frontière sans population fixe. Ces zones sont plus faciles à contrôler pour éviter les infiltrations. L'exemple le plus abouti de mur est le mur américano-mexicain. Après les attentats du 11 septembre 2001, le président G. W. Bush lance un programme de « *smart borders* » capables de remplir ce rôle : reconnaître ce qu'il faut empêcher de passer et le retenir grâce aux TIC en connectant des caméras à capteurs biométriques à de puissantes bases de données (fichage des individus, « frontière-filtre »). Les techniques les plus modernes sont mobilisées : senseurs, appareils à rayon X, informatisation des camions containers, détecteurs de chaleur ou drones. Dans le cadre du conflit israélo-palestinien, le mur intervient dans une question territoriale opposant un État récent (1948) à un mouvement nationaliste palestinien forgé à partir des années 1960 opposé au projet national israélien. Le fait de clôturer signifie que pour la première fois, Israël juge que le temps est venu de donner des limites spatiales au projet du sionisme : c'est un changement majeur dans sa politique d'extension territoriale. Ce moyen technique permet également d'entériner, sous couvert de sécurité, une extension territoriale au-delà de la Ligne verte (ligne de démarcation établie en 1948). En 2002, la décision est prise de construire une barrière large et complexe de 60 mètres de large, mesurant parfois jusqu'à 8 mètres de haut dans plusieurs sections urbaines et trois fois plus longue (930 km) que la « Ligne verte » de 1967, incluant une quarantaine d'enclaves et 389 000 résidents palestiniens (comme à Jérusalem-Est). La multiplication des murs n'est pas un simple phénomène inter-étatique et des barrières internes aux États se multiplient. Les *gated communities,* résidences fermées réservées aux populations aisées apparues dans les années 1960 aux États-Unis, érigent des murs intra-étatiques matérialisant des frontières socio-économiques.

Ces murs répondent à différentes représentations. Ainsi, le mur pour les Israéliens ou les Américains est un symbole de sécurité. À l'inverse, il est symbole d'oppression ou d'exclusion pour les Palestiniens et les Mexicains. Certains auteurs évoquent, comme Wondy Brown, une crainte des États dans le contexte de la mondialisation. Ces murs et clôtures, plus qu'ils n'arrêtent les flux humains, symbolisent les tensions contemporaines autour de la globalisation. Ils sont les révélateurs de nos peurs face aux nouvelles menaces et risques* et une réponse asymétrique des États constructeurs sanctuarisant leur territoire*. Les murs sont ainsi érigés en « véritables lignes de faille de la globalisation » (Evelyne Ritaine, 2009).

La construction de ces « murs » a de nombreuses conséquences. Elle stimule les trafics et l'« offre » de passeurs intégrés à des systèmes mafieux*. Ces barrières stimulent une logique de transgression. Le trafic illicite de migrants* génère des profits importants. Le coût humain est également important : les voies de contournement sont plus longues et dangereuses. Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le trafic de migrants a généré 7 milliards de dollars pour les trafiquants en 2016 et au moins 2,5 millions de migrants ont été passés clandestinement en 2016, selon la première *Étude mondiale sur le trafic de migrants* (2018).

Acte politique majeur, la construction de ces barrières est très controversée. Leur utilité est loin d'être prouvée, la ligne Maginot érigée dans les années 1930 en France n'a pas arrêté les Allemands, le mur de l'Atlantique n'a pas empêché le Débarquement. À défaut de résoudre des questions complexes, ces murs ne font que dévier les routes et génèrent une intensification des violences dans ces zones frontalières.

Références

Wendy Brown, *Murs : les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, Ed. Les Prairies ordinaires, 2009.
Evelyne Ritaine, « La barrière et le checkpoint. Mise en politique de l'asymétrie », dans *Cultures et Conflits*, 2009, n° 73.
Stéphane Rosière, *Géographie politique et géopolitique*, Ellipses, 2007.
Stéphane Rosière, *Frontières de fer : le cloisonnement du monde*, Syllepse, 2020.
Bruno Tertrais et Delphine Papin, *L'atlas des frontières : murs, conflits, migrations*, Les Arènes, 2016.

➢ Voir entrées

Frontières, Mondialisation, CMI, Territoires, Crime organisé, Migrations.

Territoires

« *Tout est prétexte à parler de territoire, tout est territoire : l'hiver, l'historien, les cafés, les plages, Belfort, Hong Kong, (les Nouveaux territoires), les Indiens (ceux du temps de la conquête de l'Ouest américain), les jeux, les sports. Il y aurait même "des territoires sans lieux".* » écrit Maryvonne Le Berre dans *l'Encyclopédie de géographie* (dir. Bailly, Ferras, Pumain, 1995).

Les territoires sont au cœur de l'analyse géopolitique : **enjeux de conflits*, au cœur des rivalités de pouvoir, ils occupent ainsi une place centrale dans la démarche géopolitique.**

En géographie, le territoire est défini par Roger Brunet comme un « espace approprié ». Cette appropriation est le fait d'un pouvoir politique ou de ses habitants, elle peut être matérielle et symbolique. Le géographe Armand Frémont le définit comme un « espace vécu » au début des années 1970 grâce à un sentiment d'appartenance, à la perception de cet espace par les individus. Cet espace organisé est le produit d'une société qui y trouve ses ressources et le met en valeur pour répondre à ses besoins (habitat, échange, exploitation). Le territoire est aussi reconnu comme l'un des fondements de l'identité des peuples : « espace approprié et occupé par un groupe humain qui s'y identifie et fonde sur lui une partie de son identité parallèlement à l'instauration d'un pouvoir légitime » (C. Ghorra-Gobin, *Dictionnaire des mondialisations*, 2006 ; Voir Espace*). Maryvonne Le Berre va plus loin en distinguant trois éléments de définition remontant aux premiers usages du mot « territoire » à l'époque moderne : la domination avec un pouvoir s'exerçant sur le territoire ; l'aire dominée par ce contrôle territorial ; les limites qui font d'une portion d'espace un territoire. Un territoire implique ainsi l'existence de frontières* ou limites en fonction de la portion d'espace considéré. Ces trois éléments peuvent se retrouver sous forme symbolique de sorte que le territoire peut recouvrer des réalités innombrables. Au-delà de la polysémie du terme, toutes les définitions s'accordent sur le fait que le territoire est un construit social.

Cette action volontaire des sociétés sur leur espace passe par un « aménagement du territoire » pour répondre aux besoins des différents acteurs. Il est défini par le géographe Roger Burnet comme une action publique volontaire et globale visant à améliorer la performance du territoire pour satisfaire ses besoins. La politique d'aménagement du territoire a pour but d'agir sur la répartition de la population, sur leurs activités, leurs équipements dans un espace donné. Elle peut renvoyer à différents choix politiques. En France, cette politique répond à plusieurs principes : l'équité territoriale pour corriger les inégalités et la solidarité territoriale pour la répartition des fonds structurels de l'UE et des aides de l'État. Les enjeux actuels sont doubles entre exigence d'égalité et mise en compétition des territoires dans la mondialisation. Au Brésil, une politique d'aménagement du territoire national volontariste est mise en place dans les années 1960 pour répondre aux enjeux du développement. La création de la capitale Brasilia *ex-nihilo* répondait à un besoin de résoudre les problèmes de maîtrise du territoire et d'inégale répartition de la population, la mise en valeur de l'Amazonie. La mise en place de fronts pionniers est vue comme une solution pour répondre à la très grande pauvreté de la région du Nordeste et au problème des « paysans sans terres ». Les conflits d'aménagement du territoire sont en plein cœur des rivalités de pouvoir pour le territoire, comme l'a montré Philippe Subra dans sa *Géopolitique de l'aménagement du territoire*. Ces conflits diffèrent des conflits géopolitiques classiques : il s'agit le plus souvent de conflits d'usage des territoires et les méthodes sont plus pacifiques que les domaines habituellement étudiés par la géopolitique. Le conflit naît de la coexistence de plusieurs projets d'appropriation entre des acteurs différents sur un même territoire. Symbole de ce type de conflit, le syndrome *Nimby* (« *Not In My BackYard* ») traduit l'attitude de personnes refusant de subir dans leur environnement proche l'installation d'un aménagement impliquant des nuisances. Ces conflits traduisent une inflexion majeure des politiques d'aménagement du territoire : l'État aménageur ne peut plus faire ce qu'il veut à partir des années 1970-1980.

En géopolitique, le territoire se définit d'abord comme une portion de l'espace terrestre délimité juridiquement. Tout État* souverain a un territoire, celui-ci, pour être pleinement garanti, doit être reconnu par les autres États. Dans ce sens, le territoire est directement lié à l'existence de l'État qui se construit aux XVIII^{e}-XIX^{e} siècles, c'est l'espace sur lequel un État-Nation exerce sa puissance. Territoire et pouvoir forme ainsi un couple inséparable. Mais cette définition première restreint le champ géopolitique. Yves Lacoste, père de l'école française de géopolitique*, ouvre la notion en définissant le territoire comme « une étendue sur laquelle vit un groupe humain qui le considère comme sa propriété collective ». Le concept de « territorialisation » désigne ce processus d'appropriation qui est à la fois juridique, économique et symbolique. Yves Lacoste montre aussi que la notion de « rivalité de pouvoirs » sur des territoires a aussi évolué et ne s'applique plus aux seules forces armées utilisées par l'État pour se défendre ou s'imposer. En raison des nouveaux enjeux de la mondialisation, la rivalité de pouvoirs peut s'inscrire dans un cadre territorial local qui fait le jeu de rivalités. Depuis la fin des années 1970, on s'accorde sur le fait que le territoire intègre des réalités variées et des processus relevant de plusieurs échelles. Le « territoire » ne correspond plus à la seule échelle d'appropriation étatique. La géopolitique contemporaine multiplie ainsi les échelles d'études des territoires afin d'appréhender au mieux les questions complexes posées par la mondialisation (flux transnationaux…) ou les revendications régionalistes du local au planétaire. Yves Lacoste a montré ainsi l'importance d'une « géopolitique interne » aux États intégrant l'étude des rapports de force entre acteurs locaux (élus, médias, associations…), d'autres auteurs évoquent une « micro-géopolitique » analysant les tensions autour de « micro-entités » (quartiers, villes, zones…).

En géopolitique, le territoire devient multidimensionnel. Le processus de territorialisation n'est plus essentiellement continental, il prend progressivement une dimension maritime, sous-marine, aérienne et depuis peu spatiale, voire virtuelle avec la constitution d'un cyberespace. Ces dimensions deviennent le lieu et l'objet de conflits. On parle ainsi de « territorialisation » des espaces maritimes* pour décrire l'appropriation de ces espaces longtemps délaissés par l'homme et que le traité de Montego Bay en 1982 a contribué à territorialiser.

Les représentations que les acteurs ont d'un territoire sont essentielles dans certains conflits. Dans les conflits géopolitiques externes, Yves Lacoste a montré le rôle que jouait l'idée de Nation comme représentation fondamentale au service de projets géopolitiques. La carte, représentation géographique par excellence des territoires, est essentielle pour la géopolitique qui y lit les rapports de force sur un territoire. Représentation du territoire, elle est une construction humaine révélatrice des représentations qu'on se fait d'un territoire à un moment donné par les choix de représentation effectués (projection, échelle, figurés).

Le territoire, enjeu de conflit, intervient également comme lieu de conflit. La volonté d'extension territoriale est un des moteurs majeurs des acteurs géopolitiques (Voir dynamique impériale : Empire*) : le contrôle ou l'appropriation du territoire est l'objectif des acteurs dans un conflit. Mais le territoire peut également être facteur de conflit. Ils existent des territoires plus conflictuels que d'autres : villes, frontières, certains quartiers,

enclaves, zones rurales ou périurbaines en fonction des enjeux opposés de plusieurs acteurs. Le territoire reste la référence utilisée par tout acteur pour définir sa stratégie et ses objectifs : il n'y a pas de conflit « hors-sol ».

La « fin des territoires » est au cœur des débats à la suite des bouleversements induits par l'accélération de la mondialisation*. Bertrand Badie, dans *La fin des territoires* (1995), affirme que le territoire, comme principe d'organisation des sociétés politiques, agonise. Nous avons trop pensé que le territoire était une donnée universelle, alors que dans ses rapports au politique, il est une construction, intellectuelle et historique. Si le territoire a une naissance et un développement, il peut aussi connaître la crise. Le territoire peut ainsi être revendiqué par des communautés refusant sa logique universalisante. C'est le cas en ex-Yougoslavie où l'État échoue à s'imposer sur des communautés aux identités contradictoires. Même dans les anciens États-Nations, le territoire semble perdre de l'importance remplacé par une logique de réseaux dans la mondialisation définie comme la mise en relation de lieux sélectionnés par différents flux. La mondialisation pose de manière nouvelle la question de la souveraineté et des lieux de commandement et donc le territoire couvert par la décision politique. Le territoire n'est plus exclusivement le lieu de la souveraineté parce que les affrontements s'organisent de moins en moins autour des enjeux territoriaux. Bertrand Badie décrit ainsi plus que la « fin des territoires » la relativité de ce dernier. D'autres auteurs vont plus loin comme le géographe Denis Retaillé : sa critique de la notion de territoire prend place dans une critique plus large des « fictions géographiques » (frontière, territoire, aire culturelle). Ces concepts auraient perdu leur importance dans un monde traversé par de multiples flux. La nature même du territoire, avec la référence au sol délimité qui donne naissance à l'État par exemple, serait devenue incompatible avec l'« espace* » devenu mobile. Face à l'accélération de cette mobilité, les frontières se décomposent et le territoire perdrait toute réalité.

Or, comme on l'a vu avec les frontières, pour les États ou tout autre lieu ou acteur des rapports de force contemporains, l'ordre territorial demeure et se renforce même à l'image des frontières. Au contraire, le processus de mondialisation implique de nouvelles dynamiques sur les territoires par la mise en compétition et sélection de ceux-ci, les conflits se multiplient à toutes les échelles.

🕮 Références

- Bertrand Badie, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité social du respect,* 1995.
- Roger Brunet, Robert Ferras, Hervé Théry (dir.)*, Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, La Documentation française – Reclus, 1993.
- Maryvonne Le Berre, « Territoires », dans Antoine Bailly (dir.), *Encyclopédie de géographie*, Economica, 1995.
- Denis Retaillé, « Malaise dans la géographie : l'espace est mobile », dans Vanier M. (dir.), *Territoires, Territorialité, Territorialisation. Controverses et perspectives,* PUR, 2009.
- Philippe Subra, *Géopolitique de l'aménagement du territoire,* Perspectives géopolitiques, Armand Colin, 2007.

➢ Voir entrées

Espace, Conflits, Frontières, État, École française de géopolitique, Espaces maritimes, Mondialisation.

Espaces maritimes

« *Les larmes ont un goût salé pour rappeler au souverain déchu la mer qu'ils ont ignorée* », formule prêtée à Richelieu (1585-1642).

Espaces stratégiques, les espaces maritimes sont l'objet d'une attention renouvelée aujourd'hui. Les espaces maritimes constituent l'essentiel de notre planète : ils recouvrent 71 % de la surface terrestre, soit 361 millions de km^2, leur profondeur moyenne est de 3 500 m. Les mers et océans sont définis par la Convention de Montego Bay en 1982 comme des « *étendues d'eau salée en communication libre et naturelle* » (excluant eaux douces et mers intérieures). Ils représentent des milieux spécifiques qui jouent un rôle majeur dans le fonctionnement du globe (climats) et présentent une grande hétérogénéité : 5 océans sont délimités, le plus grand étant l'océan Pacifique, suivi de l'Atlantique ; le taux de salinisation est variable comme les courants, températures, marées, profondeurs, les plus profondes fosses atteignant 11 000 m (aux Philippines ou aux Mariannes).

D'un point de vue géopolitique, l'importance de la dimension maritime tient à sa place essentielle au sein du commerce mondial, et ce depuis l'Antiquité. Aujourd'hui, plus de 90 % des flux commerciaux s'effectuent par voie maritime, 90 % des communications internationales par câbles sous-marins, 60 % de la population mondiale vit en zone littorale. Cette maritimisation des activités est un processus indissociable de la mondialisation*. C'est ce facteur géoéconomique qui fonde l'importance géopolitique de la mer. Avant même le commerce des marchandises et les routes du pétrole, la pêche fit de l'Angleterre et de la Hollande des Nations de marins. Aujourd'hui, à la richesse halieutique s'ajoutent les richesses énergétiques. La production *off-shore* d'hydrocarbures représente 30 % de la production aujourd'hui. Des découvertes récentes dans l'*off-shore* profond renforcent cet engouement. La présence de ressources rares comme les nodules polymétalliques en haute mer dans le Pacifique pose la question de leur exploitation (Voir **Pêche*** et **Énergie***).

Ces enjeux obligent les États à repenser leur rapport aux espaces maritimes. Jusqu'à une époque récente, ces espaces échappaient à toute appropriation. Le droit romain n'envisageait la mer que comme un *res communis* avec liberté d'usage et de navigation. Ce principe de la liberté des mers posé au XVII^e siècle par Thomas Grotius, partisan de la *mare liberum*, évolue. Son contemporain anglais John Selden avance le principe de *mare clausum.* Ces eaux territoriales, sur lesquelles s'exerce la souveraineté* d'un État, correspondaient à la distance contrôlée par les canons côtiers (bande de 3 milles marins), mais au-delà l'océan n'était pas approprié. À la fin du XIX^e siècle, la découverte des richesses maritimes provoqua une remise en question du droit de la mer. Les États-Unis dès 1945 étendent leur souveraineté sur leur plateau continental. Face à la finitude des territoires, les grands acteurs géopolitiques se lancent dans une « course à la mer ». Ces frontières* maritimes constituent de nouveaux fronts pionniers, dans le sens d'un espace encore mal connu, sans cesse repoussé, en cours de mise en valeur. On assiste aujourd'hui à une « balkanisation* des océans » (Christian Pradeau, *Jeux et enjeux des frontières,* PUB, 1994). Ces frontières maritimes sont souvent conflictuelles et plus complexes que les frontières terrestres, car ce n'est pas uniquement la souveraineté de l'État qui est circonscrite, mais également des compétences économiques (la ZEE). Dans la mondialisation actuelle, le contrôle des routes maritimes et l'appropriation des ressources maritimes deviennent des enjeux majeurs pour les États qui y projettent leur puissance. Les litiges associés aux espaces maritimes se multiplient impliquant États et nouveaux acteurs internationaux.

Pour éviter les conflits, la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer (CNUDM), signée à Montego Bay (Jamaïque) en 1982, crée un droit de la mer. Si cette Convention, signée par 168 États en 2020, définit un nouveau droit maritime international en distinguant différents espaces, elle entérine également cette extension de la souveraineté. Les « eaux intérieures » sont les eaux douces qui constituent le territoire du pays au même titre que la terre ferme, notion étendue aux eaux archipélagiques (Japon, Philippines, Indonésie), d'où le problème posé par le passage de certains détroits. La « mer territoriale » s'étend du littoral jusqu'à 12 milles (1 mille nautique = 1,852 km). L'État riverain y jouit de ses droits souverains, il en réglemente l'utilisation et en exploite les ressources, mais doit laisser un libre passage. La « zone contiguë » s'étend jusqu'à 24 milles des côtes. Définie comme un « espace tampon », l'État côtier n'y exerce pas sa pleine souveraineté mais a le pouvoir d'y appliquer des droits (douane, police, lutte contre les trafics…). La « zone économique exclusive » (ZEE), objet de nombreuses convoitises, s'étend jusqu'à 200 milles et représente 35 % des océans. L'État côtier peut y réglementer l'activité de pêche, exploiter les fonds marins et leur sous-sol. Lorsque les lignes de base de deux États sont distantes de moins de 400 milles, la limite de leurs ZEE doit être fixée d'un commun accord. Mais de nombreux États n'ont pas encore délimité complètement leurs espaces maritimes. La délimitation du « plateau continental » étendu au-delà de la ZEE permet aux États côtiers d'étendre leurs droits jusqu'à 350 milles des lignes de base, ou jusqu'à 100 milles de l'isobathe 2 500 mètres (critère de profondeur). L'État riverain choisit le critère le plus favorable. En contrepartie, il contribue à un système de partage des revenus tirés de l'exploitation des ressources minérales au-delà des 200 milles. Géographiquement, le plateau continental correspond à la bordure immergée du littoral descendant en pente douce sous la mer. Les « espaces maritimes internationaux » s'étendent au-delà de ces zones, couvrant 64 % des océans, reconnus comme « patrimoine commun de l'humanité » (1970), la « haute mer » est totalement libre. Cependant, à des fins de préservation des ressources, des conventions internationales se multiplient. Enfin les « grands fonds » sont déclarés « biens communs de l'humanité » et échappent à toute appropriation nationale : cette « Zone » commence là où s'arrêtent les plateaux continentaux. L'Autorité internationale des fonds marins, fondé en 1994, y organise et contrôle toutes les activités relatives aux ressources minérales des fonds marins. Créée pour limiter les conflits, elle cherche également à limiter la surexploitation des ressources à grande profondeur et ses impacts environnementaux, tout en prélevant une taxe sur les activités autorisées. La Convention de Montego Bay favorise les États archipélagiques et la possession de terres insulaires. Ainsi, les DROM-COM permettent à la France de détenir la deuxième ZEE au monde (après les États-Unis) avec un peu plus de 11 millions de km^2. Les ZEE confèrent à certains territoires une grande importance : l'îlot de Clipperton inhabité ne vaut que pour la ZEE qu'il confère à la France.

La Convention de Montego Bay fixe le droit de la mer mais ne règle pas tout. Il a fallu mettre en place un tribunal international du droit de la mer pour faire respecter les dispositions et créer une Autorité internationale des fonds marins pour la préservation de ces milieux. Certains États n'ont toujours pas reconnu la CNUDM (États-Unis, Turquie, Israël). Des conflits apparaissent liés aussi bien aux frontières, aux ressources, aux voies de passage qu'à la piraterie et au terrorisme. L'intérêt de la présence d'une flotte stratégique pour appuyer ses revendications est renouvelé de la guerre des Malouines en 1982 aux derniers risques de combat en mer de Chine méridionale pour la maîtrise de différentes îles et archipels revendiquées par les pays riverains (Chine, Vietnam, Japon, Philippines, Malaisie, Brunei, bases navales américaines). Xi Jinping, au pouvoir depuis 2013, y mène une politique hégémonique construisant des îles artificielles et militarisant les îles revendiquées. Le dossier le plus polémique concerne

le plateau continental arctique. Dans ces eaux internationales, Russie, Norvège, Canada et Danemark dévoilent leurs prétentions pour l'extension de leurs ZEE. Les États-Unis s'opposent à cette appropriation et défendent la liberté de navigation. Entre défense des intérêts nationaux et promotion d'une nouvelle route maritime mondiale, les tensions sont nombreuses. En août 2007, un sous-marin russe plongeait au pôle Nord, à plus de 4 000 mètres de profondeur, pour planter un drapeau en titane, affirmation médiatisée de la souveraineté russe sur son plateau continental revendiqué. Moscou juge cette chaîne de montagnes sous-marine comme la continuité géologique de la Sibérie et réclame ses droits. Les MIG – avions de combat russes – patrouillent au-dessus du pôle Nord. Des îles, comme Kotelny ou Nagourskoïe, accueillent des bases militaires. Les États-Unis et l'OTAN mobilisent 50 000 hommes en 2018 pour l'opération « *Trident* » au nord de la Norvège. En proposant d'acheter le Groenland en 2019, Donald Trump exprimait l'intérêt grandissant pour les ressources potentielles de la région (15 % des réserves de pétrole, 30 % du gaz, et de nouvelles voies de commerce avec la fonte de la banquise, Voir **Transports***).

Si les libertés essentielles de navigation sont garanties, les lieux de passage forcés des grandes routes circumterrestre sont propices au développement d'« effets-tunnels ». Les détroits, véritables « portes océanes » (Jean-Claude Lasserre), voies d'eau entre deux immensités maritimes, constituent des enjeux géopolitiques majeurs. Le détroit tire sa valeur du lien qu'il représente comme passage obligé. Nombre de pays qui contrôlent des détroits tirent leur importance géopolitique de ce rôle. Posséder Gibraltar, c'est contrôler le passage entre l'Atlantique et la Méditerranée. Le Royaume-Uni à son apogée comprend que, pour tenir le monde, il suffit de contrôler quelques points-clés. Le contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles, permettant à la Russie – puissance continentale enclavée – l'accès aux mers chaudes, a été un motif d'affrontement entre Turcs et Russes (Voir Enclavement*). Aujourd'hui, la fonction géopolitique de ces détroits s'inscrit toujours dans le cadre de l'affrontement entre Russie et axe américano-turc. Ces passages sont stratégiques pour leur importance dans le transport énergétique (détroit d'Ormuz reliant le golfe Persique à l'océan Indien) ou dans le commerce mondial avec la conteneurisation (détroit de Malacca vers l'Asie de l'est). En 1982, la convention signée à Montego Bay prévoit un droit de transit à travers tous les détroits reliant deux hautes mers ou ZEE. Mais dans le cas de détroits étroits, ou de détroits internationaux, il faut des traités, bilatéraux ou multilatéraux. L'usage des détroits et autres seuils, comme les canaux, voies de passage artificielles, prend tout son sens dans l'économie mondialisée et maritimisée (André Vigarié). Du fait de ce rôle, ils peuvent être vulnérables à l'échelle régionale (lieux de trafics illicites, cibles privilégiées de la piraterie). Autre vulnérabilité, ces seuils étroits sont propices à l'engorgement et aux risques de collision. En mars 2021, la mésaventure du porte-conteneurs « *Ever-Given* » obstruant le canal de Suez durant six jours a eu des conséquences économiques majeures (coût estimé à 400 millions de dollars par heure). Actuellement plusieurs projets de canaux visent à accéder au rêve de maritimité. Pour la Thaïlande, pays déjà bi-maritime, le percement de l'isthme de Kra par un canal permettrait de relier mer de Chine et océan Indien.

L'importance affirmée de la maritimisation du monde au XX^e^ siècle est attestée par la politique menée par de nombreux États qui cherchent à nationaliser leurs abords maritimes. Ce phénomène, nouveau dans l'histoire, est d'une portée considérable. L'espace maritime constitue en soi un espace de profonde instabilité géopolitique. Face à ces enjeux, la maîtrise des mers est indispensable pour prétendre au statut de grande puissance. Julien Freund a forgé le concept de « thalassopolitique » dans sa postface à la réédition de *Terre et mer* (2017) de Carl Schmitt, il permet de « remettre en cause certaines conceptions de la géopolitique qui privilégient les phénomènes telluriques par rapport aux phénomènes maritimes ». De fait, la ZEE est devenue un formidable moyen d'expansion géographique, et donc économique. La puissance des marines de guerre a été importante dès l'Antiquité et reste toujours un élément essentiel du *Hard power*.

🕮 Références

- Georges Labrecque, *Les Frontières maritimes internationales : géopolitique de la délimitation de la mer*, L'Harmattan, 2004.
- Jean-Claude Lasserre, « Le Pas-de-Calais et le détroit de Gibraltar, Quels enjeux géopolitiques ? », dans *Études internationales*, Vol. 34 (2), juin 2003.
- Didier Ortolland, *Atlas géopolitique des espaces maritimes*, Technip, 2010.
- Pierre Royer, *Géopolitique des mers et des océans, Qui tient la mer tient le monde*, PUF, 2012.
- André Vigarié, *La mer et la géostratégie des nations*, Economica, 1999.

➢ Voir entrées

Frontières, État, Territoires, Piraterie, Enclavement, Insularité, Transports, *Geopolitik*, Puissance maritime, Pêche, Énergies.

Eau

« *On s'est battu au XIX^e siècle pour l'or, on s'est battu au XX^e pour le pétrole, on se battra au XXI^e pour l'eau* ». Ainsi s'exprimait le frère du roi Hussein de Jordanie en 1990 dans un documentaire de la BBC sur les guerres de l'eau.

Le thème de la « guerre de l'eau », ressource convoitée et conflictuelle, est à la mode. De nombreux ouvrages s'intéressent à la géopolitique de cet « or bleu ». De fait, l'eau est devenue une ressource stratégique majeure au début du XXI^e siècle car cette ressource vitale est beaucoup plus rare qu'on ne le croit. Inégalement répartie et se raréfiant à mesure que la demande mondiale augmente, cette ressource devient un enjeu stratégique vital.

L'eau est naturellement une ressource abondante, mais inégalement répartie. Indispensable à la survie de l'espèce humaine et des écosystèmes, l'eau représente les 2/3 de la surface terrestre, mais 96,5 % de cette eau est salée. L'eau douce (souterraine ou de surface) ne représente ainsi que 0,8 % du volume restant, le reste étant piégé dans les glaciers. Cela représente tout de même un stock de 40 000 km^3 disponibles par an, soit 6 500 m^3/hab./an, largement de quoi couvrir les besoins. Mais malgré cette quantité apparente, l'eau est très mal répartie. Les disparités sont énormes en termes d'accès à la ressource au niveau local. Les précipitations (moyenne 1 m/an), alimentant les différents cours d'eau et les lacs, sont inégalement réparties selon les régions.

Alors que l'eau douce n'est disponible qu'en faible quantité, les humains, eux, se multiplient. Les constats de départ sont terribles. Selon les experts de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), en 2025, 1 humain sur 2 vivra dans un pays souffrant de pénurie d'eau. Aujourd'hui selon l'UNICEF, 1,7 milliard de personnes sont en-dessous du seuil de pauvreté hydrique (fixé à 1 000 m^3/hab./an), 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à une eau traitée (Laurent Baechler, 2017). Chaque jour, 3 000 personnes meurent pour avoir consommé de l'eau polluée. Dans la région de la mer d'Aral, détruite par la surexploitation, le taux de mortalité infantile atteint 118‰. Les grands États émergents sont confrontés à des problèmes d'eau. Si la Chine représente 21 % de la population mondiale, elle ne détient que 7 % de la ressource en eau, l'Inde avec 16 % de la population mondiale n'en détient que 4 %. Environ 80 pays, soit 40 % de la population mondiale, subissent des pénuries d'eau chroniques. 30 pays (représentant plus de 300 millions d'habitants) n'atteignent pas le seuil de stress hydrique. Les projections de consommation basées sur la croissance démographique actuelle accentuent les craintes.

Les disparités de niveaux de consommation. Avivent les tensions Si le citoyen américain consomme plus de 750 litres/jour pour ses besoins domestiques dans la ville d'El Paso au Texas ; au Mexique, à Ciudad Juarez, la consommation quotidienne moyenne s'élève à 285 litres. Cette inégale distribution est aggravée par de nouvelles demandes liées à l'évolution des formes de consommation usant davantage d'eau. Si la population mondiale a été multipliée par 3 en un siècle, la consommation en eau a été multipliée par 6. L'activité agricole est la principale consommatrice des ressources mondiales en eau douce avec 70 % des ressources mondiales. 40 % de la production agricole mondiale dépend de l'irrigation. Le changement des modes de consommation avec la transition alimentaire accroît les tensions. Quand 1 500 litres d'eau sont nécessaires en moyenne pour produire 1 kg de riz, 15 000 litres sont nécessaires pour produire 1 kg de viande de bœuf (Voir Alimentation*). Les industriels utilisent l'eau comme source d'énergie (hydroélectricité) et matière première (industrie chimique) et leurs rejets sont sources de pollution. Ces différents facteurs accroissent les risques de pénurie. Le grand potentiel de l'eau se perçoit à la quantité de grands barrages à travers le monde, source d'énergie à laquelle ont eu recours un nombre croissant d'États au cours du XX^e siècle. La majeure partie des grands fleuves du monde sont équipée de barrages et canaux, notamment pour répondre aux besoins des villes. Or, si plusieurs États se partagent un même fleuve et que l'un d'eau installe des barrages sur son territoire en amont, les autres pays situés en aval sont alors défavorisés, le débit et la qualité de l'eau sont diminués.

Face à ces enjeux vitaux, le contrôle des sources comme des bassins fluviaux est un facteur de puissance. Sur les 263 grands fleuves internationaux recensés, 157 ne relèvent d'aucun cadre coopératif. 40 % de la population mondiale vit dans des bassins partagés entre plusieurs pays et 76 pays dépendent de leur voisin pour leur approvisionnement en eau. Or, il n'existe pas de droit international de l'eau et les tensions se multiplient. Il s'agit le plus souvent de conflits* de type amont/aval lorsque le pays situé en amont effectue des prélèvements qui remettent en question la capacité du pays en aval à effectuer ses propres prélèvements. Une Convention des Nations Unies de 1997 prévoit un certain nombre de mesures pour les fleuves internationaux, mais les États ne sont pas obligés de les signer. Ces conflits sont nombreux au Moyen-Orient (régions arides et semi-arides) : par exemple, le plateau du Golan, au nord-est du lac de Tibériade, une des sources du Jourdain, est annexé en 1981 par Israël au détriment de la Syrie. Israël y puise 1/3 de son alimentation en eau. On retrouve ces mêmes tensions autour du Nil entre Égypte et Soudan, du Tigre et de l'Euphrate entre Turquie, Syrie et Irak, mais aussi pour le Colorado entre États-Unis et Mexique. Au Moyen-Orient, on parle parfois de « géopolitique de l'eau » tant les enjeux du contrôle des ressources hydrauliques sont devenus importants.

« Les guerres de l'eau auront-elles lieu ? » La question était posée par le géographe Frédéric Lasserre au Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges en 2008 et le Forum mondial de l'eau de l'ONU en a fait l'un de ces thèmes principaux de réflexion. Elle part du constat que l'eau peut devenir une arme dans les conflits inter-étatiques. Les sources d'approvisionnement en eau sont souvent la cible des adversaires en temps de guerre soit pour rompre l'approvisionnement de l'ennemi (de manière traditionnelle lors des sièges), soit pour étendre sa souveraineté sur une ressource vitale et préserver son autonomie. En 1996, les raids israéliens au Liban ont pour objectif le bombardement des infrastructures de distribution et réserve d'eau (citernes). Aujourd'hui, le partage des eaux du Jourdain et de ses affluents reste l'enjeu des plus fortes tensions depuis la création d'Israël en 1948. L'eau est au cœur des négociations qui ont abouti aux accords d'Oslo en 1993. Mais si la ressource hydrique est source de tensions, il est tout de même rare qu'elle soit l'unique cause d'un conflit. L'eau est surtout un révélateur des tensions. Un géographe de l'université de l'Oregon, Aaron Wolf, s'est intéressé aux discordes entre États liées à l'eau depuis 1950. Il aboutit aux conclusions suivantes : si les litiges sont nombreux (1831), les 2/3 se règlent par des accords de coopération. 507 sont apparus véritablement dangereux et 21 seulement ont débouché sur des opérations militaires, dont 18 sont le fait d'Israël. En-dehors d'Israël, il n'y a quasiment pas de conflits militaires liés à l'eau, hormis entre l'Irak et la Syrie à propos d'un barrage sur l'Euphrate, ou entre l'Inde et le Pakistan où c'est un des facteurs. Cependant, les services de renseignements américains identifient toujours une cinquantaine de conflits potentiels, souvent asymétriques, liés à l'eau.

L'eau peut être à l'origine de conflits internes aux États. En Espagne, les dernières années ont été marquées par une controverse autour du projet de transfert des eaux de l'Èbre vers le Sud du pays pauvre en eau et touristique (120 barrages). Le projet a finalement été abandonné et remplacé par

la construction d'usines de désalinisation d'eau de mer. Les conflits d'usage se multiplient entre acteurs, des conflits d'aménagement souvent liés à la dégradation de cette ressource. En France, l'agriculture intensive bretonne dégrade l'eau et provoque des conflits entre agriculteurs, riverains et municipalités touristiques touchées par le phénomène des marées vertes. Au sud-ouest des États-Unis, les eaux du fleuve Colorado sont au cœur d'un conflit d'usage entre agriculture et urbanisation. Dans ces États semi-arides mais très agricoles et urbanisés, les grands périmètres irrigués comme l'*Imperial Valley* en Californie entrent en concurrence avec les besoins urbains. Le grand barrage Hoover, construit en 1935 pour développer l'irrigation, sert finalement à alimenter les villes de l'ouest (Los Angeles, San Diego), comme celles de l'est (Phoenix, Tucson en Arizona) entraînant la construction de nouveaux barrages et de nouveaux canaux d'irrigation. Ce conflit est complexe : c'est à la fois un conflit régional (détournement des eaux du nord vers le sud), un conflit d'usages interne à l'État de Californie, un conflit environnemental avec des aménagements dégradant la ressource et un conflit international. Un accord de 1927 prévoyait que les États-Unis laisseraient transiter à la frontière un minimum de 35 m^3/s. et une eau de bonne qualité. Or, ces deux critères ne sont pas respectés : lorsque le Colorado se jette dans le Golfe de Californie, il a pratiquement cessé d'exister, ce qui alimente les tensions entre Mexique et États-Unis. Ce conflit est à la fois un conflit classique entre pays d'aval et d'amont et marque une opposition entre un pays développé gaspillant l'eau et un PED.

L'« or bleu », « bien de l'humanité » ou bien économique convoité ? Des travaux de nombreuses commissions juridiques internationales émerge la notion d'« usage et de répartition équitable ». En 1977, la première conférence internationale sur l'eau de Mar del Plata en Argentine déclare l'eau bien naturelle et publique. Mais elle a acquis depuis une dimension économique. Lors de la conférence de Dublin en 1992, elle y est définie comme un « bien économique », lui reconnaissant une valeur marchande. Une des conséquences est que la distribution d'eau potable est fréquemment privatisée et confiée à des entreprises souvent originaires de pays du Nord (Veolia-Eau et Suez Environnement font partie des 4 leaders mondiaux). De nouvelles structures telles que le Partenariat mondial de l'eau, créé en 1996 et parrainé par la Banque mondiale, associent acteurs traditionnels du développement et opérateurs privés pour élaborer les projets de mise en valeur des ressources nationales et régionales. La mise en œuvre de ces principes a pour conséquence la création de marchés de l'eau (où l'eau bénéficie au plus offrant : villes et zones industrielles aux dépens de l'agriculture par exemple). Cette politique a cependant été un échec du point de vue des FMN qui n'ont pas enregistré les profits attendus avec des investissements coûteux et se sont heurtées à de multiples résistances, notamment des populations.

Les enjeux environnementaux* autour de l'eau se multiplient. Les discussions sur la responsabilité des pollutions ou bien sur le droit à disposer de ressources communes se multiplient. Les années 2000 ont été marquées par le retour des pénuries d'eau avec des périodes de fortes sécheresses dans plusieurs régions. La « bonne gestion » des ressources et les nouvelles technologies pour « produire » l'eau (dessalement, recyclage) sont désormais au cœur des préoccupations internationales. En 2010, l'ONU a voté une résolution selon laquelle l'accès à l'eau potable est un droit essentiel, l'eau est un « bien public » (principe de non-exclusivité). Mais le problème du financement des projets nécessaires pour assurer le taux de desserte reste posé, tandis que l'aide publique au développement affectée à ce type de projets diminue, pénalisant les PED. Le changement climatique est un grand facteur d'incertitude dans l'évolution de la distribution de l'eau. L'impact du réchauffement climatique évalué entre 2 et 6 degrés à la fin du XXI^{e} siècle sera non négligeable. À l'échelle mondiale, le pourcentage de terres agricoles « très sèches » va passer de 10 à 15 %, surtout en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Amérique centrale. La fonte des glaciers himalayens va modifier le régime des grands fleuves asiatiques, l'élévation du niveau des mers risque de submerger des pays entiers comme le Bangladesh. La pression accrue sur les ressources en eau aggravée par les changements climatiques reste un phénomène d'ampleur, complexe et porteur de menaces, y compris du point de vue stratégique.

🕮 Références

- Laurent Baechler, *L'accès à l'eau, Enjeu majeur du développement durable*, De Boeck Supérieur 2017.
- Alexandre Brun et Frédéric Lasserre, *Le Partage de l'eau. Une réflexion géopolitique*, Odile Jacob, 2018.
- David Blanchon, *Géopolitique de l'eau : entre conflits et coopération*, Le Cavalier bleu, 2019.
- Suzanne Dionet-Grivet, *Géopolitique de l'eau*, Ellipses, 2014.
- Frédéric Lasserre et Ariane de Palacio, *Les grands enjeux géopolitiques de l'eau – Tome 1 : L'eau pour vivre ; Tome 2 : Conflits et acteurs*, Éditions UPPR, 2016.
- Aaron Wolf, « *Conflict and Cooperation along International Waterways* », dans *Water Policy*, vol. 1, n° 2, 1998.

➢ Voir entrées

Alimentation, Conflits, Environnement.

Pêche

En 1999, dans un livre devenu une référence, Thomas Homer-Dixon annonçait déjà que : *« la compétition pour le contrôle des ressources naturelles déclinantes – à savoir les terres arables, l'eau ou encore la pêche – sont susceptibles d'alimenter des conflits armés, en étant facteur d'exacerbation de tensions déjà existantes entre États* […] » (*Environment scarcity and violence*, 1999).

La proximité avec la mer est gage d'accès à des ressources souvent jugées, à tort, comme inépuisables pour l'alimentation comme pour de nouvelles applications dans les filières industrielles. La biodiversité marine possède ainsi des propriétés génétiques entrant dans la composition de médicaments, de produits cosmétiques ou encore de compléments alimentaires et beaucoup reste à découvrir dans ces potentialités, attisant de nombreuses convoitises.

La surpêche menace les espaces maritimes. La *Food and Agriculture Organization* (FAO) constate que la consommation annuelle de produits de la mer est passée de 9,9 kg/an en 1960 à près de 20 actuellement. La pression exercée sur ces écosystèmes marins est forte comme le suggère l'extinction de certaines espèces et les mesures de protection prises pour d'autres. 1/3 des espèces pêchées ont vu leurs effectifs baisser de 90 % depuis 1950. Les techniques telles que filets dérivants, pêche à l'explosif, chaluts et radars augmentent les capacités de pêche. À l'échelle mondiale, l'intensification de la pêche en mer (62 millions de tonnes en 1980, plus de 90 en 2020) entraîne une surexploitation des stocks de poissons dans plusieurs régions. En 1983, une politique de quotas de capture européenne est mise en place pour permettre le renouvellement des espèces. La production aquacole a été multipliée par 12 en 30 ans et fournit en 2020 40 % de la consommation mondiale. Elle est en constante augmentation avec l'élévation du niveau de vie (classe moyenne des Émergents* adoptant les modes de consommation occidentaux). Le développement de l'aquaculture vise ainsi à satisfaire une demande croissante tout en préservant les stocks dont 30 % sont déjà surexploités. Cette prise de conscience des enjeux de la surexploitation de cette ressource est réalisée dans un contexte de multiplication des conflits de pêche.

Le contrôle de cette ressource menacée par la surpêche développe des rivalités de pouvoir sur les usages et modes d'exploitation des ressources de pêche. En découlent des conflits géopolitiques dont l'enjeu est économique, comme environnemental avec l'enjeu de la préservation de cette ressource. Il existe ainsi de nombreux conflits liés à la pêche : « guerre de la morue », « guerre des anchois », « guerre du turbot », ou plus récemment et plus proche de nous la « guerre de la coquille ». Ces conflits sont révélateurs d'une conception de plus en plus territorialisée de la mer, passée en l'espace d'un siècle d'un espace ouvert à tous à un ensemble de zones maritimes appropriées et objets de souveraineté (Voir Espaces maritimes*). Les enjeux de gestion et contrôle de cette ressource naturelle peuvent déboucher sur des conflits d'usage d'espaces pourtant reconnus comme internationaux.

La « guerre de la morue » entre Islande et Royaume-Uni en 1975 est un premier exemple de cette territorialisation de la mer. Dotée de peu de ressources, la pêche représente pour l'île islandaise 90 % de ses exportations. Celle-ci étend progressivement ses zones de pêche jusqu'à l'année 1975 où la limite de 200 miles est atteinte. Le problème est que dans ces zones, on trouve des pêcheurs d'autres nationalités qui avaient coutume de pêcher dans ces eaux internationales. En 1975, l'Islande envoie des garde-côtes pour empêcher des pêcheurs anglais de naviguer dans ces zones. En réaction, le Royaume-Uni envoie des bâtiments de guerre pour protéger ses chalutiers, à la limite du conflit naval entre *Royal Navy* et garde-côtes islandais. En 1976, les relations diplomatiques sont rompues. Reykjavik menace de quitter l'OTAN alors même que les États-Unis ont une base aérienne importante en Islande en pleine Guerre froide. Les États-Unis font alors pression sur les Britanniques pour qu'ils retirent leurs chalutiers donnant une dimension internationale à ce conflit. On a là un exemple de territorialisation de la mer liée à la ressource halieutique, avalisée en 1982 par la Convention de Montego Bay créant les ZEE.

En mer de Chine du Sud, la pêche prend également une dimension géopolitique. Le secteur de la pêche est important en Asie du Sud-Est. En Thaïlande en particulier, les entreprises se sont constituées en puissantes organisations, disposant d'une flotte de 30 000 chalutiers, effectuant de grosses prises en mer de Chine du Sud. Le secteur de la pêche et sa transformation emploie 800 000 personnes et contribue à une part importante de son PIB et de ses exportations. Cependant, la Banque mondiale estime que les stocks en mer de Chine du Sud et dans le golfe de Thaïlande sont au bord de l'épuisement. La disparition des ressources côtières et la surexploitation des ressources hauturières conduisent ces flottes commerciales à chercher de nouvelles aires de prises au large et dans les ZEE voisines. La Chine a commencé à promulguer des moratoires de pêche dans ses espaces maritimes à partir de 2001 pour freiner la surexploitation. Empêcher la présence de navires de pêche est également une marque de souveraineté au cœur d'enjeux économiques. Entre 1984 et 1995, près de 1 000 pêcheurs thaïlandais ont été arrêtés par des garde-côtes du Cambodge, Vietnam et Malaisie. En 1995, 4 pêcheurs birmans sont tués par des pêcheurs thaïlandais et des rapports font état de corruption d'officiers birmans par l'industrie de pêche thaïlandaise pour des prises dans la ZEE birmane. Ces conflits de pêche ont des répercussions sur les relations entre pays. Les enjeux économiques recouvrent des enjeux de souveraineté. Les ZEE, faute d'accord bipartite ou multilatéral, se chevauchent souvent. La Convention du droit de la mer de 1982, loin d'apaiser les tensions, a attisé les revendications maritimes autour de la question du tracé des ZEE. La pêche peut également être instrumentalisée dans un conflit par certains pays. Un différend territorial éclate en 1997 entre Philippines et Chine autour du récif de Scarborough en mer de Chine du Sud. Des chalutiers chinois escortés de patrouilleurs pêchaient à proximité du récif contesté. En 1999, un patrouilleur philippin de la marine coula un chalutier. Idem autour des archipels des Paracels et des Spratleys. La présence de navires de pêche et l'envoi de missions de recherche revêtent une fonction politique avant tout : sous couvert d'activité civile sonder la détermination de la souveraineté de la partie adverse.

Plus récemment, l'application du Brexit en 2020 a ravivé les tensions entre pêcheurs français et anglais autour d'une ressource convoitée : la coquille Saint-Jacques en baie de Seine, déclenchant à l'échelle trans-Manche une « guerre de la coquille ». Le conflit a pour origine les limitations de pêche différentes entre les deux pays : les Français ne peuvent pêcher les coquilles que du 1er octobre au 15 mai, tandis que les Britanniques peuvent pêcher toute l'année. Ces inégalités ont donné lieu à différents incidents en 2012 et 2018, ravivées lors des négociations post-Brexit. Alors que le secteur halieutique français est en difficulté, il est obligé de se réorganiser pour tenir compte des impératifs économiques, environnementaux, et maintenant géopolitiques. Le poids de la question halieutique dans les négociations du Brexit surprend. Au niveau européen, la pêche, l'aquaculture et la transformation des produits de la mer contribuent seulement à moins de 1 % du PIB. Mais pour les Britanniques, c'est un argument dans leurs négociations. La pêche est un moyen de pression pour négocier leur accès au marché commun européen et dans les questions d'harmonisation

réglementaire. En novembre 2021, la passe d'armes autour de la question des licences de pêche retirées aux pêcheurs français et désormais nécessaires dans les eaux territoriales anglo-normandes incarne l'une des nombreuses conséquences du Brexit. Les débats entre Paris et Londres sont musclés, Paris ayant une revanche à prendre après la crise des sous-marins sur l'alliance anglo-saxonne. Plus que la question économique, l'intransigeance des gouvernements britannique et français dans ce conflit reflète dans cette nouvelle « guerre de la pêche » le statut symbolique permanent de la pêche et de la souveraineté maritime.

Les accords de pêche peuvent également jouer le rôle d'une « diplomatie de la pêche » apaisant les tensions. Les organisations régionales comme l'ASEAN peuvent permettre la résolution de conflits en aidant à l'ouverture de négociations bilatérales. La gestion de la ressource halieutique s'inscrit dans le cadre d'organisations régionales régulées au plan international. Le 14e Objectif du Développement Durable adopté par les Nations Unies pour la période 2015-2030 vise à protéger la faune et la flore aquatiques. Si les AMP – Aires marines protégées – ne représentent aujourd'hui qu'1 % de la surface maritime, la situation évolue. En septembre 2016, le président Barack Obama a inauguré la plus grande AMP au monde à Hawaï : la pêche commerciale y est interdite dans 60 % des eaux territoriales ainsi que les forages miniers. De nouveaux acteurs environnementaux participent à ces négociations en dénonçant la surpêche et œuvrant pour la mise en place de quotas ou d'AMP (les ONG*, *Greenpeace* ou *SeaSheperd*). Malgré tout, la pêche illégale, non déclarée, non réglementée représente toujours 20 à 30 % des captures mondiales selon la FAO, et l'intrusion de bateaux de pêche dans les ZEE d'États voisins reste toujours source de tensions.

🕮 Références

- Joachim Claudet, *Marine protected Areas : A multidisciplinary approach*, Cambridge University Press, 2011.
- Jean-Michel Cousteau et Philippe Vallette, *Atlas de l'océan mondial*, Autrement, 2007.
- Thomas Homer-Dixon, *Environment scarcity and violence*, Princeton University Press 1999.

➢ Voir entrées

ONG, Espaces maritimes, Environnement, Alimentation.

Démographie

« *Il n'est de richesses que d'hommes* » affirme Jean Bodin, philosophe du XVI^e^ siècle pour évoquer la place de l'homme dans l'économie dans ses *Six livres de la République*.

La population est un facteur de puissance* ancien, élément du *hard power* traditionnel. Jean Bodin dès le XVI^e^ siècle met en avant l'idée que la richesse et la force d'une nation repose sur sa population qu'il convient de préserver, voire d'augmenter. Au XVIII^e^, Montesquieu ou Voltaire associent la population à la puissance aussi bien pour le développement commercial que pour le nombre d'hommes composant l'armée*. Les relations internationales très tôt inscrivent le facteur démographique comme un des éléments de la puissance : la puissance économique et militaire d'un pays est liée à la population (« loi du nombre » de G.-F. Dumont). Au XIX^e^ siècle, le Royaume-Uni assoit son rang de puissance mondiale sur une forte croissance démographique favorisant l'émigration britannique dans ses colonies et la Révolution industrielle (main-d'œuvre disponible). La croissance démographique de l'Allemagne sert de base à ses rêves d'un « espace* vital » dans les années 1930. La croissance démographique stimule l'expansionnisme japonais dès 1870 (Corée, Mandchourie). Les États-Unis encouragent l'immigration européenne pour peupler l'immensité de son territoire* à l'ouest. La Chine déplace des populations pour maîtriser son territoire à l'ouest (Xinjiang, Mongolie intérieure). La population est donc un enjeu politique pour les gouvernants. Les recensements existent depuis l'Antiquité et sont mis en œuvre de façon systématique avec l'avènement de l'État-Nation. Cette connaissance de la population permet la conscription militaire et la répartition de l'impôt. Le *Domesday Book* (1086) de Guillaume le Conquérant lui permet dans l'Angleterre conquise de gouverner. La connaissance de la population est un enjeu qu'il convient de cacher ou modifier. Ainsi, le recensement de la population de l'URSS en 1937 est classé et jamais publié.

Bien qu'il ne soit pas le seul facteur, le maintien ou l'augmentation de la population est un moyen de préserver sa puissance. L'Empire romain s'était alarmé de son déclin démographique au IV^e^ siècle, faute de recrues, l'armée romaine intégra en nombre des auxiliaires barbares, préfigurant leur installation. La place d'un pays sur la scène internationale peut se modifier avec les évolutions démographiques. Les politiques natalistes volontaristes sont vues comme un moyen de préserver la grandeur pour un pays comme la France de De Gaulle face au poids démographique de son voisin allemand. Les politiques natalistes de certains États visent à occuper l'espace pour se l'accaparer. Cette « arme démographique » est un outil de légitimation du pouvoir sur un territoire donné. Israël et la Palestine se livrent une véritable « guerre du ventre » (Emmanuel Todd parle d'une « fécondité de combat »). « Une bouche c'est deux bras » disait Mao dans les années 1960 d'abord hostile à toute politique de maîtrise de la croissance démographique avant d'y être forcé après la famine causée par le « grand bond en avant ». Cette logique est adoptée par beaucoup de pays du Tiers-Monde*.

La démographie peut être un facteur important de déséquilibre mondial. Dans les PED, les démographes ont fait très tôt fait le constat d'une baisse rapide de la mortalité (progrès de la médecine, baisse des épidémies) et d'un maintien élevé de la fécondité. Le modèle de la transition démographique permet de réaliser des prospectives alimentant les craintes sur les déséquilibres démographiques à venir et la question des ressources. La population mondiale est créditée en 2020 de 7,7 milliards d'habitants avec une projection entre 9 et 10 milliards en 2050. Mais cette pression démographique est inégalement répartie. Cette croissance démographique mondiale s'est accompagnée d'une profonde transformation de sa répartition mondiale avec des effets sur la distribution de la puissance étatique. Le continent africain peuplé aujourd'hui d'1 milliard d'hommes devrait atteindre 2 milliards en 2050. En Asie, de nouveaux « géants démographiques » modifient la distribution mondiale de la puissance économique au détriment des pays développés (notamment Europe et Japon, exposés à un affaissement démographique). On évoque une « bombe démographique ». Thomas R. Malthus, dès 1798 dans son *Essai sur le principe de population,* fait entrer la démographie dans le champ de l'économie. Sa thèse célèbre sur une croissance géométrique de la population parallèle à une croissance arithmétique des ressources est élaborée dans un contexte de disettes en Europe. Elle fit l'objet de nombreuses critiques avec son exemple du grand banquet de la nature où tous les convives n'ont pas leur place. Mais ces théories malthusiennes ressurgissent face aux défis contemporains. En 1968, *La bombe P* de Paul Ehrlich prédisait des famines dans les années 1970-1980 en raison de l'explosion démographique des pays du Sud et plaidait pour des politiques de restriction des naissances. Le « Groupe population » (comité d'experts soutenus par des fondations et ONG américaines) prônait les mêmes solutions dans les années 1950 auprès de l'ONU. La pensée économique lit aussi cette explosion démographique comme un frein au développement. L'Union indienne est le premier pays à mettre en œuvre une limitation des naissances à partir de 1952, suivie d'autres PED. À l'inverse, de jeunes États indépendants plus radicaux dans la mouvance socialiste refusent cette interprétation et proclament que le sous-développement est un héritage colonial et la population un atout pour renverser les rapports entre Sud et Nord. L'URSS, la France ou l'ONU lisent dans les programmes démographiques du « Groupe population » une volonté de préservation de l'hégémonie américaine. Cependant, pour ces jeunes États, c'est un défi de taille aux conséquences diverses : en Afrique, le marché du travail ne peut absorber une jeunesse toujours plus nombreuse. Les jeunes désœuvrés se tournent vers les trafics, voire des groupuscules terroristes. Le sentiment de « surnombre » est un vecteur de tensions (génocide Rwandais opposant les Tutsi éleveurs aux Hutus cultivateurs en compétition sur un même espace). La croissance démographique s'accompagne d'une explosion urbaine (bidonvilles) et d'une croissance des besoins. Une des interrogations centrales reste la compatibilité entre ressources et peuplement : l'« optimum de population » recherché par Alfred Sauvy dans sa *Théorie générale de la population*. En 1975, Joseph Klatzmann s'interrogeait déjà sur comment *Nourrir dix milliards d'hommes* ?

Le changement majeur réside moins dans la croissance globale de la population mondiale que dans le bouleversement de sa répartition mondiale. Sur un siècle, l'Asie se maintient avec 58 % attendu en 2050, l'Amérique baisse légèrement (13 %), l'Afrique explose (22 %), l'Europe s'effondre (7 %). En Amérique, on assiste à un basculement entre Nord et Sud au profit du Sud (9 % pour 4 % en 2050). En un siècle la population de l'Afrique aura presque triplé. Dans le même temps la part de l'Europe dans la population mondiale sera divisée par trois. C'est un bouleversement aux conséquences inédites dans l'histoire de l'humanité : l'Europe est la seule région au monde dont la population déclinera en valeur absolue (Voir « Déclin de l'Occident »*).

L'actuel vieillissement de la population au XXI^e^ siècle est un enjeu majeur. Il s'agit d'une augmentation de la proportion des personnes âgées par l'augmentation de leur nombre absolu dans la population totale. À l'échelle mondiale, la proportion des personnes de plus de 65 ans était de 5 % en 1950 et s'élève à 8,3 % en 2015, 10 % seront atteints en 2025, 13 % en 2035 dépassant 1,1 milliard. Les causes sont multiples : fécondité en baisse

avec la transition démographique (passage de 5 enfants par femme en 1950 à 2,5 en 2015), augmentation de l'espérance de vie, forte augmentation de la population dans les années 1950-1980 qui se traduit par l'augmentation des plus de 65 ans en 2020-2050. Enfin, à l'échelle des territoires, certains vieillissent plus vite que d'autres avec l'émigration des jeunes (vers les villes) ou accueillent des populations âgées (littoraux). Ce vieillissement est inégalement réparti dans le monde et produit des effets politiques internes aux États et géopolitiques sur le système international. Si toutes les régions du monde seront touchées en 2035, le niveau de vieillissement le plus élevé concernera l'Europe de l'ouest et du sud (entrées dans l'« hiver démographique » dès les années 1960) et l'Asie de l'est touchée par une baisse de la fécondité (politique de l'« enfant unique » en Chine). À l'inverse, l'Afrique subsaharienne et le Maghreb auront la hausse la plus faible de ce vieillissement, ces régions conservent un taux de fécondité élevé malgré sa baisse progressive. La hiérarchie démographique des États est bouleversée marquant le déclassement des anciennes puissances. L'Allemagne, 5e puissance démographique en 1950 tombe au 14e rang en 2000 en passant la première sous le seuil du renouvellement des générations (1,3 enfant par femme). La Russie, amputée par l'effondrement de l'URSS, passe de 288 millions d'habitants à 148 en 1990, pour atteindre 104 millions vers 2050 avec une espérance de vie masculine en baisse et un taux de fécondité de 1,2 enfant par femme.

Les conséquences géopolitiques de ce vieillissement sont nombreuses. Les pays « jeunes » (en Afrique) bénéficieront d'une « fenêtre d'opportunité » dans la transition démographique (concept de « dividende démographique » des économistes) avec une forte proportion d'actifs au taux de fécondité en baisse. Cette situation démographique est vue comme favorable au développement de l'épargne et de l'investissement. Associés à une bonne gouvernance, ces pays peuvent émerger, réduire leur dépendance économique et accroître leur poids géopolitique. Mais sans bonne gouvernance, des tensions géopolitiques internes peuvent apparaître et produire des conflits extérieurs (forte émigration, effets sur les pays d'accueil). En Afrique, concentrant 41 % de moins de 15 ans, 11 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail alors qu'il n'est créé, selon le FMI, que 3 millions d'emplois dans les secteurs modernes. Les « émeutes de la faim » qui ont frappé quelques grandes villes en 2008 et 2010 risquent d'être suivis d'autres embrasements. Dans les pays « vieux », des tensions internes peuvent apparaître avec des conséquences géopolitiques externes : des conflits générationnels tout d'abord avec des « vieux » jugés favorisés par les politiques publiques (coût des retraites, électorat vieillissant, demandes accrues pour cette classe d'âge), baisse de la compétitivité du pays, baisse des moyens en Europe pour les éléments du *hard power* (défense) mais aussi du *soft power*, violences employées par certains jeunes pour se faire entendre.

Ainsi, sur l'échiquier stratégique international, la démographie tient toujours une place importante : la population fait partie des permanences de la géopolitique. Le nombre intervient toujours dans l'influence géopolitique d'un pays. L'Allemagne unifiée a pu réclamer une représentation supérieure avec 18 sièges supplémentaires à l'Assemblée européenne. En 1971, l'ONU décide l'admission de la Chine populaire, pays le plus peuplé du monde, au détriment de Taïwan, 50 fois moins peuplé. L'influence d'un pays résulte toujours des moyens dont il dispose, y compris ses ressources humaines. Selon leur répartition et caractéristiques, celles-ci peuvent affaiblir ou au contraire renforcer la position politique d'un pays. Les évolutions géopolitiques actuelles tiennent pour partie des différentiels démographiques lesquels « prennent de terribles revanches sur ceux qui les ignorent » (Alfred Sauvy).

🕮 Références

- Pierre Buhler, « Puissance et démographie », dans l'*Annuaire Français de Relations Internationales*, vol. V, 2004 (en ligne).
- Jean-Claude Chesnais et Jean-Claude Chasteland, *La Population du monde. Géants démographiques et défis internationaux,* Les cahiers de l'INED, 2002.
- Gérard-François Dumont, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Ellipses, 2007.
- Gérard-François Dumont, « Un enjeu géopolitique essentiel de la démographie : la loi du nombre », dans *Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales*, AREION Group, 2019.
- Alfred Sauvy, *Théorie générale de la population*, PUF, 1952.

➢ Voir entrées

Migrations, *Brain Drain*, Formes de la Puissance, Déclin de l'Occident.

Migrations

Montesquieu juge négativement les effets de l'émigration sur son pays de départ dans ses *Lettres persanes* au XVIII[e] siècle : « *l'effet ordinaire des colonies est d'affaiblir les pays d'où on les tire, sans peupler ceux où on les envoie* ».

« De par sa nature, il est clair que le flux migratoire qui arrive en Europe depuis quelques mois est sans précédent historique » affirme Gérard-François Dumont en 2016, auteur d'une somme sur la *Démographie politique* (2007). La migration est un phénomène complexe et qui n'est jamais neutre en termes géopolitiques. L'actualité géopolitique braque ses feux sur les pressions migratoires du Sud vers le Nord et ne permet plus d'éluder la question des effets des migrations dans l'analyse géopolitique.

Ces phénomènes migratoires ne sont pas nouveaux. Ils ont pris différents visages depuis la Préhistoire : invasions, découvertes, traites, colonisation, émigration de travailleurs, déplacement de population, et, aujourd'hui, migrants économiques, réfugiés politiques ou climatiques. Avec l'essor des transports au XIX[e] siècle, les migrations internationales se sont accentuées avec l'extension de la colonisation européenne et le développement des États-Unis peuplés par le flux des pauvres de l'Europe entière. Depuis 1945, le phénomène va s'accélérer. Les redécoupages des frontières* entraînent des déplacements massifs de populations (allemandes par exemple). Les conflits générés par la Guerre froide et la décolonisation entraînent à leur tour des migrations importantes. La première guerre israélo-arabe, après la création de l'État d'Israël en 1948, conduisit au départ de 1 million de Palestiniens vers les pays arabes. La pauvreté des pays décolonisés, conjuguée à la pénurie de main-d'œuvre dans les pays européens en reconstruction dans les années 1950-1960, provoque de nouveaux afflux de migrants. La fin de la Guerre froide laissa place à de nouveaux conflits (ethnique, nationaliste) multipliant les migrations. Si les migrations sont une constante de l'histoire, elles revêtent aujourd'hui une ampleur nouvelle avec la mondialisation*. Les migrations internationales passent de 150 millions en 2000 à 272 en 2019, tandis qu'en valeur relative elles passent de 2,45 % à 3,5 % de la population mondiale.

La géographie des migrations a été bouleversée. Des pays d'émigration traditionnelle, comme l'Italie et le Portugal en Europe du Sud ou certains pays industrialisés d'Asie, sont devenus des pays d'accueil et certains territoires concentrent les flux d'émigrants. Presque toutes les régions du monde sont concernées aujourd'hui par l'arrivée, le départ ou le transit de migrants. La mondialisation des flux se caractérise par la venue récente d'immigrés dans des pays avec lesquels ils n'avaient pas de liens antérieurs : soit sous la forme du « saupoudrage » de nationalités diversifiées (migrations de Chinois et d'Indiens partout dans le monde), soit par la construction de quasi-diasporas* (Turcs et Marocains installés en Europe), soit par la perpétuation des pratiques d'anciens « couples migratoires » (Algériens en France, Indiens au Royaume-Uni).

Les motivations des migrations sont nombreuses. La cause « répulsive » la plus courante est le conflit. Des populations peuvent se déplacer dans une phase de conquête (chute de l'Empire romain et « grandes invasions », conquêtes arabes après l'Hégire, peuplement de l'Amérique colonisée…). Elles peuvent également fuir les guerres, de gré ou de force. L'asile est alors une protection donnée par un État sur son territoire. Le statut de « réfugié » est défini par une convention de Genève en 1951. Un nombre croissant de personnes quittent leur pays en raison de persécutions ou de catastrophes climatiques. On enregistre le nombre record de 70 millions de personnes déplacées de force en 2018, dont 26 millions de réfugiés. Avec 7,6 millions de déplacés et réfugiés comptabilisés par le HCR (Agence de l'ONU pour les Réfugiés) en 2015, la guerre en Syrie est à l'origine d'un vaste exode avec 42 500 personnes fuyant chaque jour le pays. Mais la migration est le plus souvent un acte volontaire. Un « migrant » se définit comme une personne qui fixe sa résidence dans un pays autre que son pays d'origine pour une durée d'au moins un an. On distingue traditionnellement les migrations économiques (recherche d'emploi, regroupement familial) voulues (quotas prévus aux États-Unis, Canada ou Australie) de celles subies (immigration clandestine). Ces choix sont des décisions géopolitiques. Les États-Unis décident en 1965 de supprimer les quotas géographiques et de s'ouvrir à une immigration non européenne (Voir *Brain Drain**), l'Europe est également accueillante pour trois raisons : sa proximité avec les zones de forte émigration, son adhésion aux textes favorables aux droits des réfugiés, enfin, un espace Schengen garantissant la libre-circulation des personnes.

Les migrants constituent une catégorie d'acteurs internationaux pris en compte dans les réflexions stratégiques. La présence d'une diaspora* dans un pays d'accueil implique des liens économiques, culturels et humains avec le pays d'origine influant sur leurs politiques étrangères respectives. Au niveau opérationnel, les forces armées peuvent avoir la charge de la gestion des flux migratoires. Enfin, l'immigration clandestine, plus de 15 millions de personnes dans le monde, stimule les réseaux criminels. Les zones grises et zones frontières où se concentrent les trafics humains sont des hauts lieux de tensions géopolitiques entre ONG désireuses d'accueillir des migrants, États mettant en place un contrôle des frontières et nouveaux acteurs transnationaux (Voir crime organisé*, Murs* et Frontières*). L'arme de l'émigration à des fins géopolitiques a été plusieurs fois utilisée : expulsion des pieds-noirs d'Algérie (1962), expulsion des Palestiniens de Jordanie (1970) ou du Koweït (1991) après la défaite de Saddam Hussein que soutenait Yasser Arafat, « purification ethnique » en ex-Yougoslavie dans les années 1990… L'expulsion ou la diminution de la population ciblée vise alors à renforcer la souveraineté de la puissance dominante sur un territoire ou à adresser un message à une puissance adverse. Aujourd'hui, la Turquie instrumentalise la crise migratoire en profitant de sa situation de pays de passage obligé pour les réfugiés syriens. L'agence Frontex l'a accusée d'être une véritable « autoroute à migrants » générant des retombées économiques conséquentes (pour les filières de passeurs, mais aussi chantage d'Ankara pour obtenir des subventions de l'UE en échange du contrôle des 2 millions de réfugiés présents sur son territoire en 2016).

Il existe ainsi une multiplicité de diplomaties des migrations internationales :

–celles des pays d'accueil à destination des pays de départ à travers des accords bilatéraux ou multilatéraux destinés pour gérer les entrées et retours aux frontières en échange de politiques de développement ou de titres de séjour pour les plus diplômés ;

–celles menées par les pays de départ afin de maintenir des liens avec les diasporas* de l'étranger et de s'assurer ainsi d'une présence dans les pays d'accueil (politiques diasporiques) en encourageant la vie associative de ces diasporas pour en contrôler la cohésion à distance.

–enfin, les politiques des organisations internationales* et des ONG* consistant à gérer les migrations et réfugiés à travers leurs organismes dans les pays du Sud, conférences et conventions internationales relatives aux migrations où l'on traite de la gestion des flux migratoires et des droits des migrants.

Ces migrations ont des répercussions politiques par les changements qu'elles impliquent dans la composition ethnique ou confessionnelle de leur population. Aux États-Unis, les populations émigrées tendent à vivre concentrées selon leur appartenance ethnique, ce qui, compte tenu des

affrontements interethniques existants, pourrait présenter un danger pour la cohésion de la société américaine. Le *melting-pot* a fonctionné avec les populations européennes mais échoue sur la question afro-américaine. Les processus de ghettoïsation sont étudiés par l'École de Chicago dès les années 1930. L'égalité des droits n'a pas gommé la ségrégation tandis que la pression démographique des *Latinos* remet en cause la domination des *WASP* (Voir Américanisation*). D'ici 2050, les populations anglo-saxonnes blanches ne représenteront plus que la moitié de la population américaine, l'autre étant composée d'Hispaniques (22 %), de Noirs (14 %) et d'Asiatiques (11 %) (données du Bureau de recensement des États-Unis). En Europe, le poids croissant des électeurs musulmans modifie la démographie* nationale. La démographie française a été profondément marquée par les migrations successives. Les vagues de migrants économiques (Polonais, Portugais, Italiens) ou politiques (Russes, Espagnols) de la première moitié du XX^{e} siècle, sont aujourd'hui intégrés et partagent une culture et des valeurs communes (idéal assimilationniste). Après 1945, l'arrivée de populations extra-européennes pose la question nouvelle du multiculturalisme et de la cohabitation. Les Asiatiques ont un regroupement résidentiel communautaire comme dans le quartier de la porte de Choisy à Paris. Les populations musulmanes (environ 5 millions) se regroupent dans certaines « cités » ou « quartiers » au nord-est de Paris et dans les banlieues. Les politiques de la ville échouent à résorber ces concentrations communautaires dans des quartiers concentrant pauvreté, chômage, délinquance. Les attentats islamistes avivent les peurs comme la perception des « territoires de non-droit » médiatisés lors des émeutes urbaines.

La nouveauté tient aux réactions vis-à-vis des vagues migratoires contemporaines. Dans les pays développés, les politiques oscillent entre fermeture et ouverture en fonction de la nature des flux. Quand Donald Trump proclame son intention de poursuivre la construction d'un mur pour endiguer la migration mexicaine dès 2016, l'Europe hésite entre politiques de contrôle de ses frontières pour endiguer la vague migratoire et devoir humanitaire d'accueil. Les questions migratoires sont révélatrices des tensions géopolitiques au sein des ensembles régionaux comme des États. L'impossibilité pour l'UE de résoudre d'une seule voix la crise migratoire depuis 2015 est révélatrice des divisions politiques. La politique d'accueil menée par l'Allemagne voulant imposer aux pays membres des quotas d'accueil se heurte au refus du « diktat » européen et à la constitution de murs par des États d'Europe centrale formant le nouvel Axe de Visegrad. Au sein des pays riches mais vieillissants, les débats sur la PMA et la GPA divisent aux antipodes des préoccupations des pays à la fécondité dynamique. Ces débats autour de la reproduction et des migrations investissent le politique. Les partis européens d'extrême droite agitent le risque du « grand remplacement », conséquence de l'immigration et des différentiels de fécondité. La question migratoire nous incite ainsi à prendre en compte les tendances lourdes, géographiques et historiques, mais également les décisions politiques qui expliquent le phénomène et permettent de le maîtriser – ou pas.

🕮 Références

- Benjamin Boudou, *Le Dilemme des frontières : éthique et politique de l'immigration*, Éditions EHESS, 2018.
- Catherine Wihtol de Wenden, *La question migratoire au XXI^{e} siècle, Migrants, réfugiés et relations internationales*, Presses de Sciences Po, 2017.
- « Géopolitique des migrations » note d'analyse géopolitique CLES de Grenoble École de Management n° 185, 28/04/2016 (en ligne).

➢ Voir entrées

Démographie, Diasporas, Minorités, *Brain Drain*, Frontières, Murs, Mondialisation, Américanisation.

Brain Drain, la capacité d'attraction

Les États-Unis sont accusés de « *parasiter les cerveaux d'autres pays* » par Lord Hailsham le 27 février 1963 dans un discours au Parlement britannique.

Les ressources intellectuelles sont de nouveaux enjeux de concurrence entre États. Dans l'entre-deux-guerres, de nombreux chercheurs et intellectuels juifs trouvent refuge outre-Atlantique : cette arrivée explique en grande partie le développement technologique et scientifique des États-Unis dans la même période. Le nombre des prix Nobel d'origine européenne et la notoriété des laboratoires qu'ils ont fondés sont des facteurs d'attraction pour les scientifiques européens.

L'expression « fuite des cerveaux » en économie désigne l'émigration de chercheurs, étudiants ou toute personne à haut niveau de qualification vers un pays offrant de meilleures conditions de vie, d'études et d'emploi. Ces « migrations qualifiées » sont dues en partie aux inégalités de revenus et de richesses entre régions de départ et régions d'accueil. Ces mobilités de travail se développent dans la mondialisation avec la même intensité que la mobilité des biens. Le nombre de migrants qualifiés est estimé avoir augmenté deux fois plus que le taux de croissance total de l'immigration entre 1975 et 2000. Les politiques migratoires sélectives se multiplient, comme le programme de travailleurs migrants hautement qualifiés en France ou le programme « *D-V Visa Lottery* » aux États-Unis. L'évaluation du stock de migrants qualifiés n'est apparue qu'à la fin des années 1990 dans les pays de l'OCDE. Leur évaluation mondiale reste difficile et dépendante d'études par pays. En 2010-2011, le nombre de migrants qualifiés est estimé à 27 millions (sur 230 millions de migrants en 2014). La moitié de ces migrants internationaux se concentrent dans 10 pays de l'OCDE. Ce « *Brain Drain* » est le résultat des fortes inégalités de développement des potentiels scientifiques et techniques des pays de la planète.

Du point de vue des pays sources, **cette expression dénonce d'abord les effets négatifs du *Brain Drain*.** Un débat apparaît dans les années 1960, il ne concernait alors que les pays riches. Les États-Unis sont accusés de « parasiter les cerveaux d'autres pays » par d'autres pays développés (France, Israël, URSS, Australie…). La fuite des cerveaux est souvent évoquée, en France en particulier, pendant les périodes de crise et de restriction budgétaire dans la recherche publique. Dans les années 1970, le débat se déplace vers les PED : ces migrations sont une perte pour les PED de leurs ressortissants les plus qualifiés, aggravant leurs retards socio-économiques. Le point de départ est la modification de la loi sur l'immigration américaine en 1965, le système de quota s'ouvrant vers les pays non-européens. Les débats mettent alors l'accent sur les inégalités : les pays riches deviennent plus riches, les pays pauvres plus pauvres. Les politiques migratoires sélectives deviennent plus dures pour les non-qualifiés, alors que les PED encouragent plutôt les migrations non-qualifiées. Pour corriger ces inégalités, il a été proposé que le gain devrait être redistribué internationalement à travers la « taxe Bhagwati » (du nom de l'économiste indo-américain). Aujourd'hui, une forte corrélation est observée entre fuite globale des cerveaux et émigration médicale, certains pays dont les taux d'émigration sont faibles tendent à avoir de fortes émigrations médicales. Au Ghana, le taux d'intention d'émigrer des étudiants des filières professionnelles de santé est élevé (estimée à environ 61 % par Peter Quartey en 2007) comme le taux d'émigration générale. Un rapport de l'OMS sur l'émigration des personnels de santé vers les pays de l'OCDE juge « très préoccupante » la situation créée par le « taux élevé d'émigration, conjugué à la très faible densité des médecins sur place », dans les pays des Caraïbes et un certain nombre de pays d'Afrique.

D'autres courants mettent en avant l'effet d'aubaine de la fuite des cerveaux pour les PED dans la mesure où le taux d'émigration qualifiée de ces pays se limite entre 5 et 10 %. Ces migrations peuvent aussi conduire à un gain (*Brain Gain*). De nombreuses études mettent en relief le « *Brain Bank* » : expression désignant les transferts d'argent des migrants vers leurs pays d'origine, migrations de retour, externalités engendrées par la diaspora*, augmentation du rendement de l'éducation, transferts de technologie* à travers les flux d'IDE ou les réseaux commerciaux. Les migrations apportent des bénéfices aux pays émetteurs comme receveurs lorsque celles-ci sont bien gérées et la question de la gouvernance est centrale. Le problème est de faire en sorte que ces gains soient correctement redistribués des pays riches vers les pays pauvres et, au sein de ces pays, des populations riches vers les pauvres. Les pays du Sud-Est asiatique sont les champions du *Brain Gain* et organisent la réintégration systématique de leurs nationaux formés à l'étranger. Il s'agit d'un transfert physique de la personne depuis son laboratoire d'un pays du Nord jusqu'à une implantation nouvelle, reconstituée, dans son pays d'origine. Il constitue un investissement politico-économique onéreux qui s'inscrit dans une stratégie générale de développement. Le *Brain Gain* sous cette forme relève d'une politique volontariste dont le but est de constituer un tissu scientifique et technique dense et autonome à terme. L'Inde est le stéréotype de ce type de migration avec 800 000 jeunes Indiens quittant le pays chaque année pour étudier à l'étranger. De victime du *Brain Drain*, l'Inde devient une gagnante du *Brain Gain*. On parle du phénomène « *Back to Bangalore* » en référence à la Silicon Valley indienne, spécialisée dans le numérique. Les Indiens ayant fait leurs études à l'étranger décident de faire carrière dans leur pays d'origine où ils parviennent à gravir les échelons plus rapidement qu'aux États-Unis ou en Europe. Des politiques publiques voient le jour, pour encourager les membres de la diaspora à revenir en Inde, comme la création de bourse d'études pour les étudiants spécialisés dans les nouvelles technologies en 2017.

Du point de vue des pays d'arrivée on parle de *Brain Gain*. Les États-Unis sont les premiers à en profiter, suivi de l'Europe de l'Ouest. De nombreux rapports officiels américains soulignent l'importance pour la vitalité de la recherche scientifique américaine de ce *Brain Drain*. En 1999, 23 % de la main-d'œuvre possédant un diplôme scientifique (de la licence au doctorat) était née à l'étranger (visa de résident permanent), soit environ 850 000 personnes. Cette proportion est beaucoup plus élevée pour les immigrés possédant un doctorat (sciences et ingénierie) : elle s'élève à 37 %. Tous domaines confondus, 55 % des post-docs travaillant dans les universités américaines sont étrangers.

Les origines des cerveaux se multiplient : après les Européens de l'Ouest et les émigrés du bloc de l'Est, le drainage s'effectue dans les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI), puis la Chine et l'Inde. Les étudiants chinois et indiens sont environ 150 000 aujourd'hui dans les universités américaines. S'agissant des PED, selon l'UNESCO, le tiers des diplômés scientifiques de ces pays ont immigré dans les pays développés formant ainsi une diaspora scientifique importante. Les plus grands taux d'émigration sont observés dans les pays à revenu intermédiaire où les gens ont des incitations à migrer et peuvent se permettre de payer les coûts de la migration. Ce phénomène migratoire est ainsi aussi bien révélateur des inégalités dans la mondialisation que des évolutions de la hiérarchie des puissances mondiales.

Références

- Véronique Ancey, Gérard Azoulay *et al*., *Mobilités et migrations. Figures et enjeux contemporains*, L'Harmattan, 2014.
- Speranta Dumitru, « L'éthique du débat sur la fuite des cerveaux », dans *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25-1, 2009 (En ligne).
- Anne-Marie Gaillard et Jacques Gaillard, *Les enjeux des migrations scientifiques internationales. De la quête des savoirs à la circulation des compétences*, L'Harmattan, 1999.
- Peter Quartey, « Fuite des cerveaux et inégalités entre pays. Commentaires », dans *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 2007/2-3.

➢ Voir entrées

Migrations, Diasporas, Technologies.

Le sport, un enjeu géopolitique majeur

« *Les sports ont fait fleurir toutes les qualités qui servent à la guerre : insouciance, belle-humeur, accoutumance a l'imprévu, notion exacte de l'effort à faire sans dépenser des forces inutiles.* » (Pierre de Coubertin, *Essais de psychologie sportive*, Payot, 1913)

Le sport est un sujet géopolitique à part entière en tant que formidable levier de puissance* et outil d'influence. Il recouvre des enjeux à la fois idéologique (performances de grands sportifs vitrines des nations), géopolitiques (boycott de grands événements, émergence de nouvelles puissances) et économiques nouveaux dans la mondialisation actuelle (statut de ville olympique, enjeux financiers et médiatisation).

Le sport est avant tout une préparation à la guerre*. Dès l'Antiquité, le sport est lié à la guerre (premiers Jeux en -776). Ces jeux représentaient une trêve sacrée entre les cités grecques belliqueuses. Ces rencontres sportives masculines, comprenant notamment des courses en armes, sont un rappel incessant aux champs de bataille. Le sport est central pour toute préparation aux combats de la préparation des Spartiates grecs aux jeunes chevaliers du Moyen Âge se préparant à la guerre lors de tournois. À l'époque moderne, l'escrime ou l'équitation contribuent à canaliser la violence de la noblesse tout en permettant de se distinguer par sa maîtrise technique. Au XX^{e} siècle, l'image de la guerre appréhendée comme un « grand match » s'impose un temps aux esprits. Dès le départ, le baron Pierre de Coubertin avait deux buts politiques lorsqu'il recrée les Jeux Olympiques (JO) : contribuer à la pacification des relations internationales en permettant un rapprochement entre les Nations, mais aussi former la jeunesse dans l'éventualité d'une guerre après la défaite française face aux Prussiens en 1870. Le Pentathlon moderne inventé par lui en 1912 est une discipline aux caractéristiques militaires. Ses cinq disciplines (nager, monter à cheval, se battre à l'épée, courir et tirer) sont des épreuves guerrières censées permettre à un officier fait prisonnier de s'évader derrière les lignes ennemies.

Au XX^{e} siècle, le sport et ses victoires populaires sont investis par les politiques. La constitution des États-Nations en Europe, la montée des nationalismes et la montée des régimes totalitaires renforcent les relations entre sport et guerre. Ce lien est renforcé dans la deuxième partie du XX^{e} siècle avec la culture de masse, l'essor de la presse, de la radio et du sport télévisuel mobilisant les foules. L'historienne Mona Ozouf situe les conditions initiales d'existence de ces dynamiques du rassemblement dans les mouvements patriotiques et les « fêtes révolutionnaires » : « La fête est une levée en masse, la levée en masse est une fête ». Les Coupes du monde, les JO sont vus par les États comme le moyen d'affirmer sa souveraineté et son indépendance. Ainsi en 1912, lors des JO de Stockholm, l'Autriche et la Hongrie défile séparément, préfigurant l'éclatement entériné en 1919. La Palestine s'affirme sur l'échiquier mondial grâce à la reconnaissance de son comité olympique par le CIO en 1995 avant les JO d'Atlanta (1996) alors que ce n'est qu'en 2012 que l'ONU lui reconnaîtra le statut d'État observateur non-membre.

Le sport est un symbole de puissance. Les Jeux olympiques en 1936 à Berlin (« Les Dieux du stade ») révèlent comment le sport est utilisé comme un catalyseur des foules autour du mythe du surhomme. Le stade gigantesque, la mobilisation des foules, les innovations (film, dirigeable survolant le stade…) font de cet événement un moment d'affirmation du régime nazi. La Russie a tenté d'impressionner la planète en 2014 à Sotchi en organisant des Jeux coûteux et en terminant au sommet du tableau des médailles, avant la découverte d'un système de dopage généralisé. Le Qatar a choisi d'investir dans le sport pour éblouir en achetant le mythique club de football du PSG en 2011, puis en obtenant la Coupe du monde de 2022 avec des investissements de l'ordre de 500 millions de dollars par semaine jusqu'en 2021.

Le sport est une arme politique. Après la Première Guerre mondiale, les pays vaincus sont exclus des JO afin d'éviter que ces Nations ne prennent l'ascendant sur le terrain sportif. Lors des JO de 2018, la Russie est exclue pour dopage. Le sport est ici utilisé à des fins politiques car cette exclusion par le CIO recouvre également des tensions géopolitiques et un boycott économique en place depuis 2014. En décembre 2021, les États-Unis ont annoncé le boycottage diplomatique, – mais pas de leurs athlètes –, des JO d'Hiver à Pékin en raison du « génocide et des crimes contre l'humanité en cours au Xinjiang ». En retour, la Chine a annoncé « des contre-mesures fermes ». Le sport représente ainsi une arme comme un théâtre d'affrontement entre les deux Grands. Cet épisode rappelle ainsi dans le passé le boycottage des Jeux de Moscou en 1980 par les États-Unis et de ceux de Los Angeles en 1984 en retour par l'URSS dans le cadre de la Guerre froide.

La place et l'importance du sport moderne dans la seconde moitié du XX^{e} siècle accentuent ses enjeux géopolitiques. Les grandes rencontres sportives internationales deviennent des lieux où se joue la bipolarisation politique et idéologique du monde. Dès 1952, à Helsinki, pays voisin de l'URSS et neutre, la Guerre froide s'invite aux JO. La compétition Ouest/Est se déporte sur le terrain sportif. Les médailles collectées sont la continuation de la Guerre froide par d'autres moyens. Les deux Allemagnes s'y affrontent, conduisant à un dopage massif en Allemagne de l'Est. Espace d'une « violence ritualisée » (Luc Robène), le sport devient un levier pour agir au niveau géopolitique et peut représenter une « troisième voie » entre affrontement et paix totale, un moyen pour faire triompher un modèle idéologique ou vaincre symboliquement un ennemi. Aujourd'hui, le sport est devenu le nouveau terrain d'affrontement pacifique et régulé des États dans un monde où les rivalités nationales persistent mais sont moins souvent réglées par les armes, où les frontières demeurent présentes mais sont devenues poreuses et où les peuples doutent de leur identité.

Le sport est devenu une source majeure de *soft power*. Le général de Gaulle avait compris l'importance symbolique du sport. Après les résultats médiocres aux JO de 1960, il souhaite donner au sport français un rayonnement pour redresser l'aura internationale française. La Coupe du monde 1998 et la victoire de l'équipe de France deviennent les symboles d'une diversité réussie. Le foot au Brésil joue ce rôle de porte-drapeau positif d'un pays. Le sport est devenu un élément essentiel du rayonnement d'un État.

Les grands événements deviennent parfois des arènes pour les revendications. Lors de la décolonisation, le sport joue un rôle important. Il permet au jeune État indépendant de s'affirmer sur la scène internationale en jouant son hymne national, en montrant son drapeau et en unifiant un pays fragile derrière ses champions. Les nouveaux États demandent leur adhésion à la FIFA et au CIO en même temps que l'ONU. Pour des jeunes pays issus des empires multinationaux ou de l'ex-Yougoslavie, leur équipe nationale est un ciment communautaire et permet d'affirmer leur existence lors de grands événements comme l'Euro. La pratique du boycottage olympique est utilisée comme moyen de revendication. En 1980, près de 50 pays (dont les États-Unis) refusent de se rendre aux JO de Moscou pour protester contre l'invasion soviétique en Afghanistan (1979). En 1984, plusieurs pays du bloc de l'Est, dont l'URSS, répliquent en boycottant les JO de Los Angeles. Le boycott de l'*apartheid* en Afrique du Sud a d'abord été sportif avant d'être politique. Ces enjeux symboliques représentés dans le sport font de ces événements-mondes des cibles. L'exemple tragique des Jeux de Munich (1972) montre comment les États en guerre ou les groupes combattants (opposants, résistants, rebelles, terroristes*…) mobilisent les ressources du sport pour servir leurs revendications. Ces événements sont aujourd'hui au cœur des enjeux de sécurité globaux pour les états

organisateurs.

Le sport peut aussi être l'instrument de rapprochements et un puissant outil diplomatique international. La « diplomatie du ping-pong » au début des années 1970 a rendu possible le rapprochement entre États-Unis et Chine. Le sport marque l'avènement d'une utopie à travers les grandes compétitions internationales : la guerre pacifiée, jouée. Le sport constitue ainsi pour Norbert Elias une forme de pacification des mœurs. En 2018, la participation des athlètes nord-coréens aux JO de Pyongchang constitue un rapprochement inattendu des deux Corées sur fond de menace nucléaire. Les Jeux permettent de normaliser les relations en dehors des relations diplomatiques classiques. L'Inde et le Pakistan, aux relations houleuses depuis 1947, parviennent à se rapprocher grâce à des matchs de cricket. En 2013, États-Unis, Iran et Russie mettent de côté leurs divergences pour sauver la présence de la lutte olympique aux Jeux. À l'échelle nationale, le sport peut réunir ponctuellement un peuple divisé derrière une équipe. C'est le cas des Kurdes mettant leurs revendications politiques de côté en 2002 pour soutenir l'équipe nationale turque se hissant à la 3e place de la Coupe du monde de football.

Si la mondialisation efface les identités, cette affirmation ne vaut pas dans le sport. Les événements majeurs mondialisés sont suivis partout et permettent de recréer et réaffirmer une identité nationale autour de figures de sportifs. Le parcours du Tour de France dès 1903 (1er Tour), épreuve cycliste la plus prestigieuse au monde, était sous-tendu par la volonté d'unité nationale en reliant les grandes villes françaises. Même si les équipes deviennent la propriété de FMN étrangères comme le PSG aux mains du Qatar depuis 2011, il reste toujours le public soutenant son club, quels que soient les joueurs. Les compétitions opposent toujours des Nations.

Les processus de désignation des lieux des méga-événements sont le lieu d'une compétition mondiale. L'attribution des JO a toujours procédé d'une logique géopolitique : Helsinki en 1952 avait été choisi pour faciliter la participation du bloc de l'Est ; Mexico en 1968 reconnaissait l'existence du Tiers-monde ; Moscou en 1980 devait illustrer la Détente remise en cause par son intervention en Afghanistan. En 1992, Barcelone signe le retour de l'Europe du Sud dans le camp démocratique. L'attribution des méga-événements sportifs mondialisés est révélatrice également de l'importance prise par les BRICS. La Chine a organisé les JO d'été en 2008 et obtient ceux d'hiver en 2022. Le Brésil a reçu en 2014 et 2016 la Coupe du monde et les JO. La Russie a organisé à Sotchi ceux d'hiver en 2014 et a reçu la Coupe du monde en 2018. L'Afrique du Sud a reçu la Coupe du monde en 2010. Seule exception, l'Inde dont les résultats sportifs restent faibles. On critique l'attribution de ces compétitions mondiales pour des raisons géopolitiques comme l'attribution des Coupes du monde à la Russie en 2018 et au Qatar en 2022. En 2008, l'attribution des JO à Pékin, dont on fustige à l'échelle internationale le régime dictatorial, est dénoncée. Si le monde stratégique se multipolarise, le monde sportif en fait tout autant. Les premiers jeux d'Athènes en 1896 ont réuni 14 Nations et 241 athlètes. La première Coupe du monde de 1930 s'est tenue en Uruguay avec 13 Nations sur les 16 places disponibles. Aujourd'hui, la Fifa et le CIO ont plus de membres que l'ONU et réussissent à faire cohabiter la Chine et Taïwan, Israël et la Palestine, ce que l'organisation mondiale n'est pas en mesure de faire. Aux derniers JO, plus de 80 Nations ont obtenu des médailles.

La radio, la télévision et désormais les réseaux sociaux ont permis au sport de conquérir le monde. Plus de 2 milliards de personnes regardent ensemble la finale de la Coupe du monde de football ou du 100 mètres aux JO. Le sport étend son emprise sur le monde entier et son expansion a été effectuée pacifiquement. Le Royaume-Uni qui a inventé la démocratie et le football a essayé sans succès d'exporter la première par la force, notamment en Irak en 2003, mais a réussi à exporter le second dans les endroits les plus reculés. Sport universel, le football est le stade ultime de la mondialisation* avec des différences qui lui sont propres : il n'est pas dominé par les États-Unis et n'efface pas les identités nationales. Le football est plus répandu que l'économie de marché ou même Internet, on peut le jouer là où il n'y a pas d'électricité et même au sein de régimes autoritaires. Seules exceptions : les régimes les plus obscurantistes comme l'État islamique (2014-2019) qui bannit le sport.

🕮 Références

- Jean-Pierre Augustin, *Géographie du Sport, spatialités contemporaines et mondialisation*, Armand Colin, 2007.
- Pascal Boniface, *Géopolitique du sport*, Armand Colin, 2014.
- Robert Frank, « Internationalisation du sport et diplomatie sportive », dans *Pour l'histoire des relations internationales,* PUF, 2012.
- Luc Robène (dir.), *Sport et guerre,* PUR, 2013.

➢ Voir entrées

Formes de la puissance, Guerre, Mondialisation, Terrorisme.

Technologies

L'intelligence artificielle « *est en réalité une révolution politique* » affirmait Emmanuel Macron en mars 2018 au magazine *Wired*.

La maîtrise des technologies est un enjeu majeur pour les acteurs voulant affirmer leur puissance et maintenir leur rang. La technologie n'est pas neutre. Ainsi l'invention du canon en Europe après celle de la poudre en Chine a eu une importance stratégique indéniable permettant une redistribution des forces entérinée par le traité de Westphalie. Aujourd'hui, l'information et le savoir sont des facteurs de plus en plus centraux dans la création de richesse, l'évolution sociale et le développement humain.

Le progrès technique est rendu possible par des découvertes scientifiques. Le fruit de la recherche fondamentale est ensuite appliqué à des processus de production qui deviennent des innovations (recherche appliquée). Ce processus requiert des acteurs spécifiques (scientifiques, ingénieurs, techniciens) et des lieux appropriés (laboratoires, université). Les grandes puissances encouragent l'installation de technopôles ou *clusters* rendant possible les synergies entre laboratoires de recherche et services de fabrication des grandes entreprises. L'archétype étant la *Silicon Valley* à proximité de l'université de Stanford en Californie qui prend son essor dans les années 1970.

L'avance technologique et la capacité d'innover des États se mesurent à l'aide de critères déployés dans différents domaines**.** Ces indicateurs sont par exemple : le volume des dépenses en Recherche et Développement (les États-Unis continuent d'être en 1re position avec 30 % des dépenses mondiales en 2019 en R&D) ; la taille du parc de superordinateurs ; le nombre d'universités réputées dans les disciplines scientifiques et techniques ; le nombre de brevets déposés et articles scientifiques publiés ; la capacité à attirer et retenir les talents (phénomène du *Brain Gain,* les États-Unis sont le premier pays d'accueil avec 27 % des travailleurs diplômés en sciences et ingénierie d'origine étrangère) ; le degré de robotisation de l'industrie ; l'indice d'innovation ; le nombre de firmes internet mondiales ; le volume des exportations de biens de haute technologie ; la capacité aérospatiale (nombre de satellites lancés et en service, budget). La puissance des États repose ainsi en grande partie sur la maîtrise des connaissances scientifiques et technologiques qui permettent d'assurer la puissance militaire et les succès diplomatiques.

La connaissance est un enjeu pour les puissances. Elle la développe par la recherche, l'éducation, mais aussi par l'usage de l'espionnage dans un contexte concurrentiel. La Guerre froide a fait de la connaissance un outil essentiel pour maintenir l'hégémonie des deux superpuissances. Les deux Grands organisent plusieurs services de renseignement. Aux États-Unis, la NSA s'occupe du renseignement informatique, la CIA du renseignement extérieur et le FBI du renseignement intérieur. En URSS, la Tchéka, police politique de Lénine, va devenir le NKVD, puis le KGB, service de renseignement ayant autorité sur tous les autres services. Dès 1945, des révélations mettent en évidence l'importance de la surveillance soviétique aux États-Unis de plusieurs scientifiques engagés dans le projet Manhattan (Voir Guerre nucléaire*). Grâce à la recherche soviétique, comme à l'espionnage, l'URSS met au point la bombe atomique dès 1949, 5 ans après les États-Unis. Comme le note Rémi Kauffer, dans son *Histoire mondiale des services secrets* (2015)*,* la Guerre froide constitue un véritable « âge d'or de l'espionnage ». Les services américains et soviétiques se livrent une guerre dans tous les domaines : renseignement militaire, politique, désinformation, espionnage industriel, survol des territoires ennemis et infiltration par des agents-doubles.

La troisième révolution industrielle rebat les cartes. De l'intelligence artificielle aux GAFA et aux ordinateurs quantiques, les bouleversements de la dernière révolution technologique ont des conséquences sur l'ordre international par les enjeux de puissance qu'ils recouvrent. Ces mutations technologiques redistribuent la puissance. Elles sont un enjeu majeur sur lesquelles les politiques tentent de reprendre la main malgré la rapidité des évolutions. La géostratégie de la technologie devient un sujet fondamental et fait évoluer les concepts militaires (Voir RMA*). Aujourd'hui, l'espace* territorial n'a plus la même importance tandis que des acteurs privés spécialisés dans la maîtrise des NTIC prennent une importance croissante. Aujourd'hui, acteurs privés et grandes puissances* s'allient dans cette troisième révolution industrielle, à l'image des GAFAM* alliés aux États-Unis ou les BATX en Chine. Ces géants du web (GAFAM* américains et BATX chinois) sont considérés comme les acteurs le plus puissants sur l'échiquier des relations internationales. La souveraineté* numérique est un enjeu géopolitique (Voir Cyberespace*).

Les grandes puissances craignent le « *technology gap* » à l'image des États-Unis au début de la conquête spatiale face aux Soviétiques. Au cours du XXe siècle, la maîtrise des énergies nouvelles, des NTIC, les révolutions dans les nouvelles armes de guerre creusent un fossé entre grandes puissances et pays en retard de développement. La technique est indispensable à toute volonté politique d'affirmation de la puissance. Les investissements dans la recherche et le développement (R&D) reste un des domaines d'intervention stratégique de l'État. Les États-Unis réalisent toujours près d'un tiers de la R&D à la fin des années 2010. Ils disposent de grandes agences fédérales indispensables pour stimuler les innovations (NASA, Pentagone pour les affaires militaires). L'enseignement supérieur recouvre également une dimension géopolitique par l'intermédiaire du *Brain Drain** et les transferts de technologie sont un des enjeux de la circulation des étudiants. Ils deviennent un outil de développement économique pour les pays émergents.

Le cas de l'Inde montre comment un pays continent, peuplé de 400 millions d'habitants et très pauvre dans les années 1960 parvient à tirer profit de ces transferts de connaissance et de technologies. En 2018, le secteur tertiaire représente la moitié du PIB indien en s'appuyant sur les nouvelles technologies et les progrès informatiques et dans le domaine de la pharmacie. L'Inde encourage l'éclosion de nombreuses start-ups, à l'image de l'immense Tech Park de Bangalore regroupant plus de 10 000 start-ups. L'Inde prend la première place mondiale dans la production pharmaceutique de médicaments génériques (Voir Santé*). En 1974, elle est devenue une puissance nucléaire lui garantissant son indépendance stratégique. Cet essor technique et industriel dans tous les domaines s'appuie sur le développement de la formation supérieure et des échanges internationaux dynamiques favorisant des transferts de technologies massifs en s'appuyant sur la diaspora* indienne. L'Inde est au deuxième rang mondial en termes de mobilités internationales étudiantes, juste après la Chine. Cette mobilité internationale indienne est favorisée par la maîtrise de l'anglais et par le grand nombre d'étudiants indiens : ils sont 34 millions répartis dans 20 000 collèges créés entre 2000 et 2010. Ils se dirigent de manière privilégiée vers les pays anglo-saxons (des États-Unis et Royaume-Uni à l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Enfin, l'Inde renforce ses connaissances techniques et ses entreprises nationales en passant des contrats avec des entreprises étrangères prévoyant également des transferts de technologie. Ainsi, l'entreprise française DCNS, devenue Naval Group, a obtenu en 2005 un important contrat de vente de sous-marins à l'Inde (SMA – non-nucléaire) en échange d'un transfert de technologie vers l'Inde afin de fabriquer à terme ses propres sous-marins. La formation et l'accumulation de connaissances apparaissent ainsi comme des outils essentiels dans la recherche de puissance de l'Inde. Son poids géopolitique se renforce à mesure que ses capacités

technologiques et industrielles s'accroissent.

Face à ces enjeux de développement, des organismes internationaux spécialisés comme l'UNESCO soutiennent et encouragent le libre accès à la connaissance et la circulation du savoir et des innovations à l'échelle mondiale à travers la mise à disposition en ligne de l'information savante, sans les barrières imposées par les droits d'auteur et le copyright. L'UNESCO accorde une attention particulière aux pays du continent africain dans lequel, malgré des progrès importants dans le domaine des NTIC, le libre accès n'est pas encore suffisamment répandu pour leur permettre de contribuer aux découvertes scientifiques, à l'innovation et au développement socio-économique.

🕮 Références

- Olivier de France, François-Bernard Huyghe, « Géopolitique et technologie », *Revue internationale et stratégique*, 2018/2.
- Rémi Kauffer, *Histoire mondiale des services secrets*, Perrin, 2015.

➢ Voir entrées

Brain Drain, CMI, RMA, Cyberespace, Guerre nucléaire, Espace, Diasporas, GAFAM, Grandes puissances.

Airs

Comme l'a affirmé l'Air Chief Marshal Arthur Tedder, adjoint d'Eisenhower en 1944 et chef de la *Royal Air Force* de 1946 à 1950 : *« La puissance aérienne est le facteur dominant de ce monde moderne et quelles que soient les méthodes par lesquelles elle sera utilisée dans l'avenir, elle restera l'élément essentiel aussi longtemps que la force restera déterminante dans la destinée des Nations.* » (Cité par Jérôme de Lespinois, *Anthologie mondiale de la stratégie aérienne*, 2020)

L'espace aérien est le lieu de nouvelles conquêtes au XXe siècle. Avec la Seconde Guerre mondiale, l'espace* aérien s'affirme comme un espace essentiel de la stratégie de défense du territoire national et des manœuvres militaires offensives. La maîtrise de ce nouveau front pionnier est un outil essentiel pour affirmer sa puissance et contrôler son territoire* et une véritable géopolitique des airs se développe. Ainsi, l'action des hommes n'est plus limitée aux espaces terrestres et maritimes.

L'espace aérien se définit comme une masse d'air aux contours flous au-delà de l'atmosphère terrestre. La limite conventionnelle est établie à 20 000 m d'altitude pour le séparer de l'espace cosmique. Mais cet espace n'est pas homogène. Clément Ader, pionnier de l'aviation (1841-1925), développe le premier une théorie des voies aériennes, le milieu aérien ne fournissant pas des conditions homogènes de vol pour des questions d'altitudes, de pression atmosphérique, de température ou de mouvement des vents. Dans la pratique, cet espace aérien est divisé en deux : un espace aérien national couvrant les territoires terrestre et maritime d'un État, composé de l'espace aérien inférieur (de 3 400 à 5 800 m d'altitude) et l'espace aérien dit supérieur (de 5 800 m à 20 000 m d'altitude). Hors des espaces nationaux : l'espace aérien international est libre (jusqu'à 50 000 m).

La maîtrise des airs devient un élément de plus en plus important de la géopolitique à mesure que les technologies se modernisent**.** En 1940, la Bataille d'Angleterre a révélé la dimension politico-militaire de la puissance aérienne. Les États-Unis sont les premiers à faire la géopolitique de l'air avec George T. Renner et son *Human Geography in the Air Age* (1942). On assiste à une transposition des théories de Mahan, MacKinder ou Spykman, liées à l'espace maritime, à l'élément aérien. La puissance aérienne devient un élément important de la politique étrangère. Le général William Mitchell définit la puissance aérienne comme « la capacité à agir dans les airs ». Elle peut être pacifique, liée à l'économie ou la diplomatie, mais également coercitive par la violence armée. Cet outil de projection de la puissance rend possible pour les États-Unis leur politique de puissance au Moyen-Orient et dans les Balkans. Certains experts parlent d'« aérocratie » pour les États-Unis qui tirent une part de leur puissance de l'air.

Cette prise en compte de l'espace aérien par la géopolitique repose sur une révolution aérienne. Dans les années 1920-1930, les États organisent des démonstrations afin de manifester leurs capacités aériennes. Les démonstrations de force se multiplient dès 1933 avec les Savoia-Marchetti italiens, les avions Potez français, les Mitsubishi japonais, les Boeing américains ou encore les Focke Wulf allemands. La guerre a été un véritable accélérateur du progrès technique. Les avions à réaction remplacent les aéronefs à hélices. La vitesse est une conquête essentielle avec le franchissement de Mach1, puis Mach 2, dans les années 1940-1950. Des bombardiers atteignent la vitesse du son avec un champ d'action de plusieurs kilomètres et transforment les relations internationales dans la Guerre froide.

Les airs sont devenus un espace de combat à part entière. Tous les États qui en ont la capacité tentent de protéger leur espace. Les missiles prennent une place de plus en plus importante dans les arsenaux. En 1939-1945, l'arme aérienne est essentielle (bombardements massifs de la *Luftwaffe* dans la *Blitzkrieg* ou du *Bomber Command* sur les villes allemandes, bombardements américains nucléaires). À partir de 1991, à côté de matériels conventionnels (Rafale et Eurofighter en Europe), les drones permettent d'accomplir une grande diversité de missions sans risquer de pertes humaines. Ils accompagnent les évolutions vers une guerre « zéro mort » (Voir Guerre chirurgicale*). Aux bombardements massifs succède un ciblage des centres de gravité de l'adversaire avec des munitions guidées (Première guerre du Golfe en 1991, Opération *Allied Force* en Serbie en 1999). Les innovations aéronautiques contemporaines bouleversent les lois de la guerre conventionnelle. Les États-Unis peuvent maintenir en vol continu des forteresses volantes B52 porteuses d'ogives nucléaires dans le cadre du *Strategic Air Command.* L'atmosphère peut être sillonnée par des ICBM (missiles balistiques intercontinentaux) capables de franchir 10 000 km en quelques minutes. L'escalade technique entraîne de nouvelles parades avec les missiles antibalistiques. Enfin, l'aéronef est aussi devenu depuis les attentats du 11 septembre 2001 une arme par destination nécessitant le renforcement de la vigilance de l'armée de l'air.

Comme pour les espaces maritimes, l'espace aérien devient au XXe siècle l'enjeu de négociations internationales pour y définir ses limites et usages. En 1944, la convention de Chicago met en place un « Accord de transit » pour l'aviation civile (192 signataires aujourd'hui). Une Organisation de l'aviation civile internationale se charge de coordonner et réguler le transport aérien international. Elle confirme la souveraineté nationale en matière de réglementation aérienne. On assiste à un processus de territorialisation au sens de délimitation et affirmation de pouvoirs dans les airs. Les États-Unis sont les premiers dans les années 1950 à délimiter des zones de défense et d'identification aériennes suivis par le Canada, créant ainsi une nouvelle norme internationale (FIR, *flight information region*). Les États se dotent d'un « droit de poursuite » au-delà de ces territoires aériens pour arrêter ou mettre hors d'état de nuire un avion ennemi. Des ententes régionales se forment à l'image du « Ciel unique européen » en 1999 : les transporteurs européens peuvent opérer des vols sans restriction entre pays membres. L'aviation civile fait l'objet d'une réglementation commune. D'autres pays, comme la Russie, conservent une approche plus restrictive. La Russie occupe une localisation stratégique au sein du réseau des routes aériennes entre Europe et Asie de l'est. Cependant, l'URSS n'a pas signé l'« Accord de transit aérien » de 1944 et le premier vol direct Europe-Japon qui a lieu en 1983 de la compagnie finlandaise Finnair est contraint de contourner le territoire soviétique. Après 1991, l'espace aérien russe reste un enjeu stratégique et fait l'objet d'accords bilatéraux. Les compagnies aériennes qui ne disposent pas d'« un droit de passage innocent » doivent négocier avec les États survolés. Ce problème pose la question des limites de la souveraineté dans les airs.

La question des frontières* aériennes est complexe. Quatre conférences internationales sur le Droit de l'Air se sont penchées sur ce problème aboutissant au concept d'« espace aérien national », sans précisions. La plupart des États accordent aux compagnies des droits de survols, des autorisations d'atterrissage, des libertés pour prendre fret et clientèle (conception ouverte des Airs). D'autres imposent des corridors, des planchers et des plafonds d'altitude et limitent le survol (conception territoriale du ciel). L'Islande interdit le survol à tout avion n'y faisant pas escale pour favoriser le développement de son tourisme*. En temps de guerre, le survol est restreint. C'est le cas de l'accès à Berlin prohibé pendant la Guerre froide aux compagnies ouest-allemandes. Beaucoup d'États créent des « zones de défense aérienne » (ex : l'Iran interdit le survol de son littoral Sud…) empêchant les avions d'emprunter l'axe le plus court. L'accès au ciel d'un pays reste influencé par ses relations diplomatiques et les lignes aériennes

peuvent être perturbées en cas de conflit armé. Le missile tiré contre un avion de la compagnie Malaysia Airlines en juillet 2014 alors qu'il survolait l'Ukraine de l'est rappelle la vulnérabilité de ce transport aérien civil. Ce territoire ukrainien est désormais contourné, tandis que l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014 a également entraîné la fermeture de son espace aérien régional. Les transporteurs se reportent sur d'autres routes et renforcent le rôle de la Turquie et de l'Iran au sein des flux Europe-Asie. Le transit aérien au Moyen-Orient repose aussi sur l'Arabie Saoudite et l'Égypte afin d'éviter le survol de la Syrie et de l'Irak. Les impératifs techniques (escales) se joignent aux restrictions juridiques pour gêner le plus libre de tous les modes de transport*. Des données géopolitiques traditionnelles demeurent dans cette conquête de l'espace aérien (Aymeric Chauprade). Le développement de la puissance aérienne nécessite des bases physiques pour se projeter, même si les avions à long rayon d'action et le ravitaillement en vol font que les puissances aériennes se contentent de plus en plus de leur territoire national.

La révolution des transports aériens dessine une nouvelle géographie mondiale. Les flux aériens centrés sur les pôles dominants de la mondialisation* dessinent une nouvelle carte du monde. Le transport aérien matérialise le « village global » de la société mondialisée en favorisant les échanges économiques, sociaux et culturels. Les flux aériens civils sont passés de 310 millions en 1970 à 3,9 milliards en 2015 et le nombre de passagers est estimé à 6 milliards en 2030 (Banque mondiale). Le fret aérien de marchandises est passé de 16 à 214 milliards de tonnes dans le même temps. Sous sa forme civile, l'aviation est un puissant secteur économique avec de grands groupes aéronautiques et de grandes compagnies aériennes. Les duels de prestige entre grandes puissances* se retrouvent dans les appels d'offres et commandes (Boeing contre Airbus). Les compagnies aériennes de « pavillon national » marquent l'extension d'influence d'un État. Depuis 2000, les grandes compagnies font face à l'essor de nouveaux acteurs (Emirates Airlines, Qatar Airways, Turkish Airlines) avec une stratégie de construction de hubs d'envergure mondiale. La distribution de la puissance aérienne reste partagée entre anciennes puissances européennes et États-Unis, mais apparaissent de nouveaux centres secondaires (BRICS, Israël, Turquie, Japon). Les États-Unis restent la 1re puissance aérienne depuis 1945. La puissance aérienne européenne repose sur le succès d'Airbus et de quelques fleurons de l'aéronautique (Dassault, Safran, Thales). Ce succès est fragile avec le risque de disparition des compagnies européennes avec les transformations du marché de transport aérien (compagnies *low-cost*). Aujourd'hui, la répartition mondiale de la flotte commerciale apparaît équilibrée : 30 % en Asie, 30 % en Amérique du Nord et 20 % en Europe, mais la part des seconds est appelée à régresser à l'image du « basculement du monde ». La flotte aérienne militaire européenne est à la traîne, sans commandement unifié, le faible nombre d'avions de soutien (transporteur et ravitailleur) et de drones illustre le caractère déséquilibré de ses forces aériennes. Sur les 14 700 avions de combat en service dans le monde, 32 % sont américains, 30 % russes et 6 % chinois. Alors que la puissance aérienne est en cours de redistribution, l'Europe apparaît comme une zone relativement dégarnie en avions de combat. Le projet franco-allemand *New Generation Fighter* a pour but de sauvegarder la puissance aérienne européenne en perte de vitesse.

Cependant, la fragilité de ce transport apparaît lors des crises : nationalisation des compagnies aériennes brutales, fermeture des espaces aériens. Et elle reste intrinsèquement liée à la bonne marche de la mondialisation (écroulement du secteur en 2020 avec la crise sanitaire mondiale).

🕮 Références

- Aymeric Chauprade, Géopolitique, *Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 2003.
- Général Paul JACQUIN, « La notion de puissance aérienne », *Stratégique*, n° 64, 1996.
- Jérôme de Lespinois, *Anthologie mondiale de la stratégie aérienne*, La Documentation française, 2020.
- Jérôme de Lespinois, « La géopolitique aérienne et le destin de l'Europe », *Revue Défense Nationale*, mis en ligne le 11/09/2019.

➢ Voir entrées

Espace, Territoires, Frontières, Transports, Guerre chirurgicale, Mondialisation, Grandes puissances.

Transports

En avril 2019, Donald Trump échange avec Jimmy Carter à propos du conflit avec la Chine. Ce dernier a divulgué une partie de cet échange : *« En 1979, nous avons commencé la régularisation des relations diplomatiques avec ce pays. Savez-vous combien de fois la Chine a été en guerre avec quelqu'un depuis lors ? Aucune. Et nous, nous vivons en guerre… […] La Chine possède environ 18 000 milles de trains à grande vitesse et les États-Unis ont gaspillé, je pense, 3 billions de dollars en dépenses militaires. […] La Chine n'a pas gaspillé un sou sur la guerre, et c'est pourquoi elle est en avance sur nous* ».

Les infrastructures de transports et routes soulèvent de nombreuses questions économiques, politiques et stratégiques. L'amiral Mahan et Halford Mackinder ont théorisé au tournant du XXe siècle les bouleversements géopolitiques apportés par la révolution du transport maritime et de la voie ferrée. L'essor prodigieux de l'aviation a ensuite modifié les rapports de puissance* entre États* (Voir Airs*), comme la dernière phase de la mondialisation portée par la conteneurisation des échanges et les grandes routes maritimes mondiales (Voir Espaces maritimes*). Dans les années 2000, tandis que les États-Unis engageaient une nouvelle RMA*, Xi Jinping présentait en Chine un programme d'intégration et de coopération mondiale appelé « La Nouvelle Route de la Soie » avec lequel il vise à intégrer l'Asie de l'Est, l'Europe, l'Afrique et l'Amérique du Sud dans des initiatives conjointes pour les infrastructures routières, portuaires et ferroviaires à grande vitesse. Ces infrastructures de transport et routes (terrestres, maritimes, voire aériennes) forment « le système nerveux de la géopolitique » (A. Chauprade) et sont un terrain d'affrontement géopolitique. Le contrôle des infrastructures de transports (technologique ou militaire) constitue un enjeu de relations internationales au centre du jeu géopolitique* et géoéconomique* et un reflet de ce dernier.

Les enjeux de la maîtrise des transports ne sont pas nouveaux. Cette maîtrise permet aux puissances de contrôler leur territoire*. Jacques Ancel dès les années 1930 a montré que l'Empire byzantin assoit son contrôle sur un réseau de routes maritimes et terrestres, édifiant comptoirs, ports stratégiques et relais fortifiés sur les passages stratégiques, comme l'Empire romain avant lui. Les réseaux de route, dans leur aspect géopolitique, sont très anciens. Les transports sont au cœur de la maîtrise du territoire* d'un pays par la création d'infrastructures (transsibérien en Russie, conquête de l'ouest aux États-Unis). Le contrôle des routes et la possession d'infrastructures de transport est un enjeu stratégique majeur pour les puissances voulant s'affirmer également hors de leurs territoires. Ils sont les objets d'affrontements incessants (Voir Puissance continentale* et Puissance maritime* : importance du contrôle des détroits, canaux, voies ferrées, aéroports). Le développement des transports est un facteur essentiel de développement et d'intégration à la mondialisation*. D'un point de vue externe, les transports et leurs infrastructures sont les moyens mis en place par les États pour s'intégrer à la mondialisation (routes, ponts, tunnels, ports). Le développement de ports ou d'étapes pour jalonner les routes maritimes ou terrestres a accompagné l'histoire des grandes civilisations. La Phénicie installe des comptoirs autour de la Méditerranée, Marco Polo trace les routes de la soie, la marine hauturière passe par le cap Horn et le cap de Bonne Espérance, au XIXe siècle le canal de Suez et le canal de Panama sont percés. Aujourd'hui, les investissements dans les infrastructures de la Chine entend diversifier ses routes commerciales et son approvisionnement énergétique. C'est une priorité nationale pour la Russie qui cherche à garantir l'exportation de ses matières premières, tout en disputant l'hégémonie maritime aux États-Unis sur les mers froides. Les transports sont un puissant moteur de développement permettant le désenclavement. Là où les moyens de transport sont réduits dans les PED, l'activité économique reste au stade de l'autoconsommation. Durant tout le XXe siècle, les États-Unis se sont placés comme champion des transports, s'imposant comme la première puissance mondiale. À l'inverse, l'Afrique n'attire que les flux secondaires vers le Maghreb ou l'Afrique du Sud, seuls ses littoraux intégrés et riches tirent leur épingle du jeu, l'intérieur souffrant de son enclavement*.

Notre histoire est marquée par les progrès en matière de transports qui accompagnent les grandes phases de la mondialisation : de la caravelle des grandes découvertes à la conteneurisation des échanges aujourd'hui et à la révolution du transport aérien (compagnies *low cost*, *hubs*). L'homme a toujours cherché à réduire la durée et les coûts de déplacements. Au XXIe siècle, le secteur des transports connaît une croissance accélérée, en termes d'infrastructures (ports, voies ferrées) et de véhicules (navires), et recouvre de nouvelles modalités. De nouveaux ports en eau profonde sont construits et la taille des bateaux ne cesse de croître. L'organisation du transport passe par la mise au point de systèmes de traçage des navires et des frets et la maîtrise de l'outil informatique pour la logistique. L'enjeu majeur est celui du temps. Le processus de conteneurisation tend vers des services intermodaux flexibles, intégrés et sans rupture de charge, intégrant transport maritime et terrestre, activités des transporteurs maritimes, des opérateurs de terminaux, des gestionnaires des réseaux de transport terrestre et des expéditeurs. Les révolutions technologiques* à l'origine des progrès des transports sont au cœur des enjeux de puissance hier comme aujourd'hui et demain pour les conquêtes de nouveaux espaces. Les secteurs aéronautiques, aéronavals, logistiques sont des secteurs en constante transformation. Les Russes ont ainsi lancé dès 2019 un programme ambitieux de brise-glace avec le lancement d'un plan de développement de la route maritime du Nord, moyen essentiel pour s'imposer dans l'océan Arctique avec la fabrication du plus gros brise-glace jamais construit (projet *Lider* à l'horizon 2027, 1,5 milliard d'euros investis, création d'un mastodonte de 200 m de long et d'une puissance de 120 mégawatts, équivalent à 5 brise-glace nucléaires). Le nouvel *Arktika* a pris la mer fin 2020, suivi de l'*Oural* et du *Sibir* en 2021-2022 (Projet 22220 de la société d'État Rosatomflot). Ces brise-glace témoignent de l'ambition russe de tirer parti du réchauffement climatique et de s'imposer sur cette nouvelle route maritime du Nord rapprochant les grands pôles de la mondialisation. Un voyage de Rotterdam à Yokohama représente 20 700 kilomètres par le canal de Suez contre seulement 12 700 kilomètres par la route maritime arctique. Régulièrement, des investissements massifs sont annoncés : extension de ports en eaux profondes, aéroports internationaux… (Voir le « *technology gap* », Technologies*).

Ce secteur est fondamental dans la vie de nos sociétés où l'on se déplace continuellement. Selon la Banque mondiale, le nombre de passagers aériens a été multiplié par 13 entre 1970 et 2015 passant de 310 millions à 3,9 milliards par an. Dans le même temps, le fret aérien a été multiplié par 13 passant de 16 à 214 Mds de tonnes. Cette révolution du transport aérien contemporaine est la plus importante. Le transport maritime mondial a été multiplié par 6 de 1970 à 2020 en passant de 2,5 Mds de tonnes à près de 15 Mds en 2020. Avant la crise sanitaire mondiale, la progression annuelle du trafic aérien mondial était estimée à 6 %, portant le nombre de passagers à 6 Mds d'ici 2030. Si la mondialisation* est une maritimisation, elle est aussi une « aérianisation ». Les transports constituent aujourd'hui un secteur économique et un marché clé dans la mondialisation. C'est un marché où les États, souvent acteurs, investisseurs et actionnaires principaux, laissent de plus en plus de place aux entreprises privées démultipliant les intérêts, enjeux et stratégies dans le domaine. Les industries du transport sont dans le classement des plus

grandes entreprises mondiales, comme Volkswagen et Toyota 7e et 10e en 2019 et de nombreuses entreprises pétrolières. Au-delà de ce classement, la plupart des grandes puissances ont leur champion national dans l'industrie automobile, dans les hydrocarbures ou dans l'aviation. Enfin, les enjeux géoéconomiques jouent un rôle majeur dans la distribution des infrastructures de transport.

Les infrastructures de transport et grandes routes empruntées dessinent les évolutions des rapports de force. Les changements soulevés par la globalisation économique depuis les années 1990 restructurent les espaces de transport et de communication. Les transports sont alors le reflet de ce nouvel ordre mondial, comme l'illustre la réorganisation des flux vers l'Asie et l'émergence de la Chine en tant que nouvelle superpuissance au côté des États-Unis. Plus de la moitié de la production de véhicules a aujourd'hui lieu en Asie et 80 % de la production de navires. Le plus gros nœud maritime mondial se trouve au détroit de Malacca. Enfin, parmi les 13 premiers ports mondiaux, 10 sont chinois. Cependant, des permanences demeurent. Du point de vue aérien, les États-Unis restent premiers avec plus de la moitié du trafic aérien sur son propre territoire, même si les aéroports asiatiques montent dans les classements (Pékin 2e, derrière Atlanta). Les États-Unis restent le premier importateur et troisième exportateur mondial et l'Europe la première zone d'échange. Mais d'autres États émergent : les Émirats Arabes Unis, le Qatar ou l'Arabie Saoudite pour leur rôle dans le commerce de pétrole ; l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les pays d'Amérique du Sud s'imposent dans les échanges transpacifiques en se tournant vers l'Asie. Les enjeux géopolitiques peuvent donner un rôle important à de nouveaux acteurs pour désenclaver certaines régions. Le Kazakhstan est vu comme un acteur pivot pour les liaisons Asie-centrale Europe pour éviter les conflits avec la Russie. Certains pays, comme Israël, visent à jouer un rôle dans le transport des marchandises dans la région du Moyen-Orient. Israël a un projet de construction d'un train reliant la Méditerranée à la Mer Rouge. À l'inverse, les décisions géopolitiques peuvent modifier le rang de certains nœuds de transport. C'est le cas du Brexit qui risque d'affaiblir l'économie britannique avec le tunnel sous la Manche qui redevient une frontière de l'UE et est délaissé au profit du transit maritime de marchandises Irlande-UE (le trafic a été multiplié par quatre entre l'Irlande et Cherbourg début 2021).

La maîtrise des routes de transport reste un enjeu géopolitique et géostratégique majeur pour les grandes puissances, comme le montre l'exemple de « nouvelle route de la soie ». Ce projet de 1 400 milliards de dollars de voies de chemin de fer géant permettant de faciliter les échanges terrestres dévoile les ambitions chinoises. Ce grand projet chinois a trois objectifs : connecter les chaînes de valeur du monde entier, sécuriser les approvisionnements du pays et mettre en place une nouvelle géographie mondiale, la Chine y jouant un rôle central. Les capitaux chinois sont déjà présents en Grèce qui a cédé le port du Pirée et en Europe centrale. Cette région reçoit déjà plus de financements de la Chine que de l'UE.

🕮 Références

- Hervé Baudu, « La flotte mondiale de navires brise-glace », dans *Regards géopolitiques*, n° 4, hiver 2018.
- Samuel Carcanague et Emmanuel Hache (dir.), *Transports et infrastructures. Développement, désenclavement, puissance*, IRIS – Armand Colin, 2017.
- Emmanuel Lincot, « Les enjeux stratégiques des routes de la Soie », IRIS, mai 2018 (en ligne).
- Émile Mérenne, *Géographie des transports,* PUR, Rennes, 2013.

➢ Voir entrées

Enclavement, Espace, Mondialisation, Technologies, Airs, Espaces maritimes.

Forêt

La forêt est « *une formation végétale où prédominent les arbres au point de modifier les conditions écologiques régnant au sol* » selon le *Dictionnaire de la géographie* de Jacques Lévy et Michel Lussault.

Pour l'ONU, tout territoire de plus de 5 000 km² boisé correspond à la définition des forêts. Mais la forêt est aussi et surtout un espace* approprié et mis en valeur. « Elle est ainsi possédée de façon concrète par des États, des particuliers ou des collectivités. Elle est parfois bornée, clôturée, voire emmurée. » Les forêts, comme toutes les matières premières dans un monde de compétitivité, deviennent des enjeux géostratégiques et géoéconomiques. Elles peuvent être aussi bien le lieu de rivalités territoriales entre États qu'à l'échelle infra-étatique.

Au Moyen Âge, la forêt est ce qui est *foris,* « au-dehors ». C'est un lieu de dangers, puis réservée pour ses ressources aux seigneurs, détenteurs de pouvoirs. On assiste aujourd'hui à un retournement du regard sur ces espaces. Les forêts sont appropriées, exploitées et investies de nouvelles valeurs (image d'une nature idéalisée) par différents acteurs dont les usages entrent en conflits. Selon l'ONU, 300 millions de personnes vivent dans les forêts et des milliards de personnes sont tributaires des forêts pour leurs moyens d'existence, leur sécurité alimentaire et leur bien-être. On estime à 2,4 milliards le nombre de personnes qui utilisent le bois comme source d'énergie pour cuisiner, se chauffer. Le rôle que jouent les forêts et les arbres dans l'atténuation du changement climatique, la régulation des régimes hydriques, le maintien de la biodiversité mondiale, apporte de nouvelles tensions autour de la question de la préservation de cette ressource naturelle.

La forêt mondiale aujourd'hui est en recul. Elle couvre toujours cependant 40 millions de km², dont la moitié est concentrée entre la Russie, le Brésil, le Canada, les États-Unis et la Chine, soit les plus grands pays. Cette superficie forestière correspond à environ 30 % des terres émergées. Pour la moitié, il s'agit de forêt tropicale, et un quart est composé de forêts boréales ou polaires (taïga). Le dernier rapport de l'**ONG*** *WWF* est alarmant (janvier 2021) : il rapporte que 43 millions d'hectares de forêts ont disparu entre 2004 et 2017 : l'équivalent d'un pays comme le Maroc. 24 « points chauds » et fronts sont identifiés comme menaçants les surfaces de forêt restantes, dont 9 en Amérique du Sud (Amazonie brésilienne et bolivienne, Paraguay, Argentine), 8 en Afrique (Madagascar), 7 en Asie-Pacifique (Sumatra et Bornéo en Indonésie, Malaisie). La FAO fait le même constat dans son rapport 2020 : près de 180 millions d'hectares disparus en 30 ans. L'extension des terres arables, l'élevage et la construction d'infrastructures sont les principaux responsables. Les forêts restantes dans ces zones sont dégradées et également plus vulnérables aux incendies. Or, ces forêts jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat en absorbant une partie des gaz à effet de serre. Ces destructions fragilisent les écosystèmes et favorisent la transmission de maladies animales à l'homme. Si les pays développés, hormis les États-Unis refusant le protocole de Kyoto, s'élèvent au sein des organisations internationales* pour la préservation des forêts comme l'Amazonie. Ils restent, par leur mode de consommation étendu à l'ensemble des PED, responsables d'une grande part de cette déforestation. L'Europe consomme ainsi bœufs importés, huile de palme, caoutchouc et soja pour son IAA. Les ONG dénoncent cette hypocrisie et appellent à des engagements plus ambitieux comme WWF : « objectifs zéro déforestation » ou « zéro conversion d'écosystèmes ». Or, la pandémie étant à l'origine en janvier 2020 de 250 millions d'emplois détruits dans le monde, on peut craindre que ces objectifs environnementaux* soient laissés de côté. On estime qu'il faudrait que la production agricole ait progressé de 50 % d'ici à 2050 par rapport à son niveau de 2013 pour répondre aux besoins d'une population humaine en augmentation et aux changements d'habitudes alimentaires* (FAO, 2017). Or, sans changement des modes de production et de consommation alimentaires, une telle augmentation de la production risque d'avoir un effet négatif important sur les forêts et la biodiversité. La FAO indique cependant un ralentissement de la déforestation ces dernières années et une augmentation des zones protégées (18 % de la superficie forestière).

La forêt amazonienne est emblématique des rapports de force qui s'y jouent de l'échelle locale à l'échelle mondiale. Ces territoires amazoniens, longtemps restés *terra incognita* pour les Européens, ne sont plus périphériques. L'Amazonie devient une région stratégique. Les violents incendies de l'été 2019 ont mis en évidence les enjeux autour de ce « poumon vert de la planète ». Cette forêt tropicale est la plus vaste au monde (7 millions de km²). Elle concentre 25 % des espèces mondiales. Avec ses 6 900 km, l'Amazone, fleuve le plus important en débit du monde possède, avec ses affluents, 20 % des réserves mondiales d'eau douce. Or, 20 % de la forêt amazonienne a disparu ces 50 dernières années selon *WWF* et cette déforestation s'est accélérée depuis l'élection d'un président climato-sceptique fin 2018. À l'heure de la crise écologique et climatique mondiale, des tensions apparaissent entre la souveraineté des États administrant l'Amazonie et la volonté de certains acteurs de faire appliquer des normes internationales, voire d'internationaliser la gestion amazonienne. L'Amazonie reste aussi peuplée de tribus indigènes : sur 24 millions d'habitants, 3 millions sont des Indiens répartis en 420 tribus selon l'OTCA (Organisation du traité de coopération amazonienne, créée en 1995 pour protéger la forêt et gérer ses richesses). Raoni Metuktire est son plus célèbre ambassadeur (peuple kayopo) engagé dans une lutte pour la préservation de la forêt amazonienne et de la culture indigène. Il participe à la COP21 à Paris en 2015 et à la COP23 à Bonn. Il est convié au sommet du G7 en 2019 et s'entretient avec Emmanuel Macron. En juillet 2019, Raoni est au cœur d'une crise diplomatique entre France et Brésil. E. Macron menace de boycott par la France l'accord de libre-échange Mercosur/UE en cas de retrait du Brésil de l'Accord de Paris sur le climat. Le 23 août 2019, alors que les incendies ravagent la forêt amazonienne, Raoni appelle la communauté internationale à faire pression pour destituer Bolsonaro accusé d'être à l'origine des incendies. À l'inverse, Bolsonaro dénonce ce chef indigène instrumentalisé pour faire avancer les intérêts étrangers en Amazonie. En 2020, Raoni dénonce une politique brésilienne « génocide, ethnocide et écocide ». Ce territoire avec ses richesses minières et sa biodiversité est réparti entre neuf pays, dont 60 % au Brésil. Quatre pays se sont réunis à Leticia en Colombie pour sceller un Pacte sous la pression internationale à la suite des incendies de 2019 pour envisager des solutions collectives. Mais ce sommet s'est tenu en l'absence de Bolsonaro défendant sa souveraineté sur son territoire et refusant toutes interventions étrangères. Si la Colombie est engagée pour préserver la forêt, la Bolivie, comme le Brésil, refuse tout arrêt de la déforestation. La France et d'autres pays en faveur de la reforestation ont été qualifiés de « colonial ». Le thème de l'« ingérence* écologique » est au cœur du débat. Cette crise internationale est la plus grave de l'histoire des relations franco-brésiliennes.

La Birmanie est un autre exemple d'une exploitation de la ressource forestière au cœur des rapports de force entre minorités* ethniques, gouvernement central et puissances étrangères, comme le rappelle Cédric Tellenne dans son *Introduction à la géopolitique* (2019). Dans un contexte de croissance des États du Sud-Est asiatique et de la Chine, le développement économique fait peser une pression de plus en plus importante sur ces ressources forestières. Les conséquences environnementales de la déforestation sont importantes (inondations catastrophiques). Thaïlande et Chine

édictent alors des interdictions de coupe de bois sur leur territoire national (1988, 1998) et reportent la pression de la demande sur les forêts des États voisins. Les forêts, lieu rendant difficile le contrôle du territoire, sont également des lieux de résistance au pouvoir central, notamment dans ses zones frontières où la forêt est un élément central de l'identité des populations autochtones (insurrections des minorités* Karens et Kachins, deux ethnies dont les ressources dépendent de ces territoires). La junte militaire birmane au pouvoir depuis 1988 voit ses ressources également s'amenuiser (embargo*) et brade ses ressources conduisant à la destruction des forêts birmanes. L'exploitation de ses forêts procure à ce régime militaire des revenus stratégiques pour maintenir son contrôle sur le territoire et pour poursuivre la répression de l'insurrection des Karens pris en tenaille entre compagnies thaïlandaises prédatrices et armée birmane. De simple matière première, le bois birman est devenu un objet géopolitique de première importance, certains auteurs évoquent une véritable « guerre du teck » (du XIX^{e} siècle au XX^{e} siècle, Raymond Bryant en 1997). On peut parler dans le cas des stratégies thaïlandaises et chinoises d'« ingérence écologique », conceptualisée par Michel Bachelet en 1995 en France. Ce concept est repris dans le cas birman par Peter Dauvergne en 1997 avec le concept d'« *ecological shadow »* qui décrit l'impact environnemental que peut avoir un État sur les ressources et l'environnement d'un pays tiers.

🕮 Références

- Michel Bachelet, *L'ingérence écologique,* Ed. Frison-Roche, 1995.
- Raymond L. Bryant, *The Political Ecology of Forestry in Burma : 1824-1994*, University of Hawaï Press, 1997.
- Peter Dauvergne, *Shadows in the forest. Japan and the Politics of Timber in Southeast Asia*, The MIT Press, 1997.
- Ombelyne Dagicour, « Géopolitique de l'Amazonie », dans *Politique étrangère,* 2020/1.
- Robert Harrison, *Forêts. Essai sur l'imaginaire occidental*, Flammarion, 1992.
- *Rapport 2020*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FA0), en ligne.

➢ Voir entrées

Espace, ONG, Environnement, Alimentation, Ingérence, Minorités.

Ressources minières et terres rares

L'intérêt des puissances pour les minerais est ancien et remonte à l'Antiquité. Les minerais permettent par leur maîtrise des évolutions technologiques* sensibles améliorant le développement humain depuis l'Âge du bronze. Très tôt, les territoires miniers ont fait l'objet d'un accaparement. Ces matières premières industrielles sont devenues indispensables aujourd'hui tant dans la production des énergies vertes (éoliennes, panneaux solaires) que dans les industries numériques (composants de smartphones, ordinateurs, objets connectés). Pour produire les circuits imprimés qui permettent à nos ordinateurs et smartphones de fonctionner, de nombreuses matières premières sont nécessaires. Certaines sont disponibles en grandes quantités et dans beaucoup de pays, alors que d'autres sont plus rares et inégalement réparties. On peut citer le cuivre, dont le Chili est le premier exportateur, l'or ou encore les terres rares, principalement produits par la Chine. La demande pour certains de ces minerais fait flamber leurs prix, ce qui incite des groupes armés à exploiter illégalement des mines pour se financer, comme dans la région du Kivu en RDC.

Zinc, or, argent, cuivre, charbon, le secteur minier apparaît comme un élément central des stratégies de développement de certains pays (en Amérique du Sud, en Afrique comme en Asie). Ce levier de développement économique est également un atout géopolitique de poids dans les négociations régionales. C'est le cas en Asie du Sud-Est où les excédents commerciaux dégagés par les exportations de minerais ont été multipliés par 12 entre 2000 et 2011 (Chiffres Eric Mottet, 2016). Cette région représente en 2011 : 5 % de la production mondiale en or et cuivre, 16 % de la bauxite, 18 % du nickel. Le charbon domine représentant 90 % du volume d'exportations des ressources minières pour ces dix pays de l'ASEAN. Parmi ces pays, l'Indonésie domine. Elle représente 9 % des exportations mondiales et 95 % des exportations de minerais de l'ASEAN. Les premiers clients de la zone sont la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et l'Australie. Chacun cherche à sécuriser ses sources d'approvisionnements en ressources minérales. Les ressources minérales sont devenues des ressources stratégiques par un double mouvement : une raréfaction de gisements de ces ressources non-renouvelables associée à un accroissement de la demande mondiale (émergence, demande croissante). L'Asie du Sud-Est devient un territoire convoité pour ses ressources minérales, d'autant plus que cette exploitation est stratégique pour le développement économique de ces pays émergents* (devises). Ils bénéficient d'un potentiel minier important (réserves découvertes et potentielles) et d'une position centrale sur les grandes routes maritimes mondiales. Ce contrôle justifie à l'échelle infra-étatique une politique de fronts pionniers avançant à mesure que les gisements anciens s'épuisent (Birmanie, Cambodge, Laos, Vietnam, Papouasie). L'enjeu est de taille pour maintenir le développement de ces États : garantir la sécurité de leurs approvisionnements.

Différents acteurs tentent de contrôler ces ressources. Les FMN* étrangères sont présentes en Asie du Sud-Est et se partagent le marché depuis les libéralisations des années 1990. Elles sont les actrices essentielles du développement financier et technique du secteur minier. Alors que certains pays conservent des sociétés minières nationales importantes, d'autres entreprises permettent à des grands groupes occidentaux de s'implanter (l'australien BHP Billiton en Indonésie et au Cambodge), l'Anglo-Australien Rio Tinto (Indonésie), ou encore l'Anglo-Suisse Glencore-Xstrata aux Philippines, auxquelles s'ajoutent plus récemment les sociétés chinoises comme Norinco ou TISCO en Birmanie pour le nickel et le cuivre, *MMG Limited* au Laos pour l'or et le cuivre (Eric Mottet, 2016). En Indonésie, le secteur minier est partagé entre grandes sociétés étatiques et FMN étrangères, alors qu'au Vietnam ou en Birmanie les sociétés d'État conservent le monopole. La Chine voisine use de cet espace de l'ASEAN comme d'une « chasse gardée » pour s'approvisionner en minerais et métaux, tout en restant numéro 1 mondial en matière d'extraction de fer, zinc, plomb, étain, mercure, métaux rares et charbon. Ses besoins sont immenses : elle absorbe 40 % de la production mondiale pour le développement de ses infrastructures de transports et l'expansion de ses villes. Ces enjeux économiques influencent sa politique étrangère. Les voies maritimes reliant pays de l'ASEAN aux ports chinois en passant par des détroits et passages stratégiques en mer de Chine du Sud constituent une priorité stratégique majeure, d'où l'intransigeance de la Chine dans les conflits maritimes (Voir Espaces maritimes*). La coopération stratégique chinoise avec les pays de l'ASEAN relève également d'une protection politique afin de contrer toute influence américaine dans la région.

À l'échelle locale, les lieux d'exploitation sont les lieux de conflits d'usage. Ces usages industriels sont à l'origine de problèmes environnementaux irréversibles. Au Vietnam, les populations côtières vivant du tourisme et de l'agriculture ou la pêche contestent cette industrie qui transforme les paysages. L'exploitation de bauxite des plateaux centraux inquiète les producteurs de thé et café et les habitants. L'exploitation de ces gisements de bauxite implique le creusement d'immenses mines à ciel ouvert et produit des boues rouges toxiques. Les territoires concentrant les ressources minières forment ainsi de nouveaux lieux de conflits où conflits anciens, tensions et rapports de force entre acteurs publics et privés, nationaux et transnationaux se concentrent. L'accès à la ressource est au cœur des enjeux de pouvoirs à différentes échelles entre sécurisation étatique et privée et crainte des communautés locales.

Les terres rares sont représentatives des conflits d'accaparement des ressources. La Chine parvient à établir un quasi-monopole dans les années 2000. Selon le dernier rapport de l'USGS, cité par *Le Monde* en janvier 2016, pour les « terres rares » (terme générique désignant 17 métaux difficiles à extraire et à isoler, à savoir le scandium, l'yttrium, et les quinze lanthanides) la Chine produit 95 % de la consommation mondiale. Ce contrôle de ressources rares indispensables à l'industrie des NTIC et à la transition « verte » vers les voitures électriques est un outil de pression dans les conflits qui l'opposent au Japon (embargo décidé en 2011-2012). Ce contrôle lui permet de faire planer la menace de pénurie sur le reste du monde, notamment après la montée des tensions autour de la possession des îles et archipels en mer de Chine orientale (Senkaku). D'autres pays jouent la carte de la spécialisation dans les métaux rares : le Brésil pour le niobium (90 % de la production mondiale), le Congo pour le cobalt (64 %), extrait par des enfants dans des conditions dénoncées par l'ONG *Amnesty International*. L'Occident a délocalisé le traitement de ces gisements, présents presque partout, vers des États désireux de s'enrichir rapidement et prêts à sacrifier leur environnement en négligeant les précautions sanitaires et sociales. « Notre dépendance originellement cantonnée aux ressources, s'est étendue aux technologies de la transition énergétique et numérique » résume Guillaume Pitron (2018). Les conséquences néfastes de cette surexploitation font plaider aujourd'hui pour d'autres modèles de production et de consommation (système de recyclage des composants, responsabilisation des entreprises).

🕮 Références

- Damien Degeorges, *Terres rares : Enjeu géopolitique du XXIe siècle*, L'Harmattan, 2021.
- Frédéric Lasserre, Emmanuel Gonon et Éric Mottet, « La géopolitique des ressources », dans *Manuel de Géopolitique, enjeux de pouvoir sur des territoires,* Armand Colin, 2016 (3e éd.).

Gilles Lepesant, *La transition énergétique face au défi des métaux critiques*, Études de l'Ifri, janvier 2018.
Eric Mottet, *Géopolitique des ressources minières en Asie du Sud-Est. Trajectoires plurielles et incertaines (Indonésie, laos et Viêt Nam)*, PU Québec, 2016.
Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares*, Éditions LLL, 2018.

➢ Voir entrées

Technologies, FMN, Guerre économique, Environnement.

Tourisme

« *Chaque année, près de 1,2 milliard de personnes voyagent à l'étranger. Le tourisme est devenu un pilier des économies, un passeport pour la prospérité et une force de transformation pour améliorer des millions de vies. Le monde peut et doit exploiter la puissance du tourisme pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030* » affirme António Guterres, secrétaire général de l'ONU depuis 2017.

Le formidable développement du tourisme est devenu un des éléments de la puissance. Le tourisme de masse se développe après-guerre avec la naissance d'une société de consommation de masse dans certains pays. Il est à mettre en corrélation avec les améliorations du niveau de vie de la majeure partie des populations d'un pays. Le tourisme mondial représente au début des années 2010 5 % du PIB mondial pour 6 % des emplois dans le monde. Les projections de croissance accélérée de flux touristiques alimentent les rivalités autour de cette manne économique. Le nombre d'arrivées internationales dépasse le milliard aujourd'hui (record de l'année 2017 avec 1,3 milliard d'arrivées de touristes internationaux), le nombre total de touristes (y compris internes) représente 2,5 à 3 milliards. Cet essor a été favorisé par la révolution des transports* : transport aérien et tourisme sont deux secteurs intrinsèquement liés, le premier étant le moyen et le révélateur des évolutions du second (Voir Airs*). Mais les conséquences négatives ou positives sont nombreuses sur les sociétés et les territoires. Avec une mondialisation* accrue et des risques* nouveaux, entre revendications territoriales et identitaires et pandémie mondiale (Covid-19), le phénomène touristique mondial, dans un environnement fortement concurrentiel, devient un enjeu géopolitique et géoéconomique crucial.

Le tourisme se définit comme un voyage hors du domicile habituel pour au moins 1 nuit et au plus 1 an (Organisation mondiale du tourisme). Les motivations du tourisme sont nombreuses et les pratiques touristiques évoluent dans leur durée, leur distance et leur mode. Aux motivations de vacances, s'ajoute le tourisme d'affaires ou de santé. Elles impliquent la mise en place de système d'acteurs (entreprises spécialisées dans le voyage, restaurateurs, transporteurs…), des normes et valeurs, des lois (mobilités, congés payés…). Le tourisme renvoie à des marchés segmentés (station touristique, site touristique, métropole touristique…). De nouveaux acteurs et pratiques font évoluer le secteur comme le prêt ou échange de logements (phénomène AirBnB). Par ses mobilités et pratiques des territoires, le touriste exprime un certain rapport au territoire, celui d'où il vient autant que celui où il va. Le tourisme des populations d'Asie est ainsi différent du tourisme pratiqué par les Européens. Mais le tourisme, né au XVIII^{e} siècle avec la pratique du « Grand Tour » en Europe, répand un mode de civilisation qui est d'abord occidental, parfois vu comme le dernier avatar du colonialisme. Les inégalités économiques ressortent lors des rencontres entre voyageurs et indigènes. Les touristes constituent ainsi de nouvelles cibles faciles pour le terrorisme* international recherchant la médiatisation de ses actes de violence. Les sites touristiques reconnus et fréquentés deviennent des cibles, de l'attentat de Louxor en Égypte (1997) jusqu'aux récents attentats au Moyen-Orient ou en Afrique, comme l'attentat contre l'aéroport Atatürk d'Istanbul qui a fait 41 morts en juin 2016 ou les attaques de touristes étrangers sur des plages ou dans des musées en Tunisie en 2015. Le phénomène touristique, pilier des économies, est fragilisé par la multiplication des risques* géopolitiques.

Les évolutions du tourisme sont révélatrices de l'ordre et des désordres mondiaux actuels. Dans les années 1970, les jeunes « hippies » pouvaient sillonner le monde entier en sécurité. Ce n'est plus vrai aujourd'hui dans certaines parties du monde (Afghanistan, Pakistan, Yémen, Mali…). Il existe un nombre important de destinations où l'on ne peut plus faire de tourisme. La Tunisie traverse une phase délicate en termes de confiance auprès de touristes depuis les dernières vagues d'attaques terroristes en 2015. Les centres de villégiature, les attractions touristiques, ainsi que les établissements militaires et d'État, ont été ciblés et d'autres attentats ne peuvent être écartés. Le ministère des affaires étrangères déconseille toujours en janvier 2021 de se rendre dans les zones montagneuses des gouvernorats de Kasserine et du Kef en Tunisie. « Sécuriser » les sites touristiques est devenu pour les gouvernements et les habitants un impératif tant politique qu'économique. Les flux s'inversent rapidement : à partir du moment où la rive sud de la Méditerranée s'impose comme une zone à risques, les destinations touristiques se déplacent sur les pays du nord de cette zone (Grèce, Canaries, Baléares, France, Sicile, Sardaigne, Croatie…). Ce risque géopolitique est pris en compte par les acteurs économiques de la filière touristique (Marmara, Club Med pour la France) qui disposent de mécanisme de rapatriement en cas de risque majeur. Pour Rachelle Turner, directrice de recherche au *WTTC* (Conseil mondial du tourisme), les attentats n'empêchent pas les gens de voyager, mais modifient leurs destinations : « Parmi les quatre catégories de crises (sanitaires, environnementales, politiques, terroriste), une étude a montré que les attentats sont ceux qui ont le moins d'impact en termes de pertes de fréquentation et de temps de retour à la normale : treize mois en moyenne, contre 21,3 mois après une épidémie ou 26,7 mois après des troubles politiques, explique Rochelle Turner. Après les attentats de Madrid en 2004, la situation est revenue à la normale en quelques mois, et après ceux de Londres en 2005, il n'y a pas eu d'impact notable » (2016).

Le ralentissement du tourisme causé par des attentats, la crise économique mondiale ou la pandémie ont des conséquences importantes pour les États dépendants du tourisme. Entre 2015 et 2016, la Tunisie a connu une chute de 54 % de sa fréquentation touristique après une première baisse causée par les bouleversements politiques des révolutions arabes de 2011. En 2017 et 2018, le secteur repart en Tunisie et représente en 2018 : 8 millions de visiteurs pour des recettes estimées à 1,2 milliard d'euros, soit 14 % du PIB. Si les Européens ne reviennent pas massivement, le pays compte sur une clientèle locale, les Algériens (1,5 million en 2016) et les Russes (450 000), nouveaux clients des grands hôtels tunisiens. Les flux touristiques sont donc très volatiles et s'ajustent rapidement aux risques géopolitiques. La situation en Égypte présente de nombreuses similitudes avec celle de la Tunisie. L'attentat perpétré par l'EI le 31 octobre 2015 contre un avion de touristes partant de Charm El-Cheikh a donné un nouveau coup d'arrêt à la fréquentation étrangère. Les touristes n'étaient plus que 9 millions en 2015, contre 15 millions en 2010. La France, première destination touristique mondiale avec plus de 84 millions de visiteurs en 2015, n'est pas épargnée après les attentats du 13 novembre 2015 (– 8 % de visiteurs étrangers en janvier 2016), puis les grèves, le mouvement des Gilets Jaunes en 2018-2019 et l'actuelle crise sanitaire, alors que le secteur représente 2 millions d'emplois et 7 % du PIB français en 2015.

L'évitement ou contournement de certaines destinations par les touristes peut être le reflet également de conflits géopolitiques. La dégradation des relations diplomatiques entre deux pays peut être à l'origine de suspension des fréquentations touristiques. Par exemple, en 2016, les arrivées de ressortissants russes en Turquie connaissent une désaffection massive en raison de tensions diplomatiques avec Moscou. Entre 2017 et 2019, les autorités saoudiennes interdisent à leurs ressortissants de se rendre au Liban. La guerre est un frein naturel au tourisme. Quand la plupart des gouvernements déconseillent de se rendre en Syrie, en guerre civile depuis 2011, puis ébranlée par la montée en puissance de l'EI, le ministère du tourisme syrien encourage la promotion de son pays. Se développent de nouvelles formes de tourisme dans ces territoires en guerre : le « tourisme de

guerre » dans des pays en état de guerre. Cette nouvelle forme de tourisme se rapproche alors du « tourisme mémoriel » autour de la remémoration des conflits passés. Les ruines, les lieux de mémoire, les champs de bataille sont muséifiés et mis en tourisme, parfois instrumentalisés.

Si la filière est un enjeu en elle-même pour le chiffre d'affaires qu'elle représente et son potentiel économique, le tourisme peut aussi représenter une arme de *soft power* pour des États en déficit d'attractivité. L'exemple le plus abouti est celui de l'Espagne franquiste hier, puis aujourd'hui de l'Arabie Saoudite ou la Chine conjuguant permanence d'un régime privatif de libertés et attractivité touristique. Le tourisme est alors un outil de promotion pour ces régimes dictatoriaux. Des guides-voyage aujourd'hui sont consacrés à la Corée du Nord (2019), malgré les multiples condamnations de l'ONU pour ses violations des droits de l'homme. La culture et le patrimoine* participent à cette géopolitique du tourisme. L'inflation patrimoniale constitue aujourd'hui un vecteur puissant de « mise en tourisme » auquel participe le classement de l'UNESCO. Des enjeux de reconnaissances identitaires se matérialisent aussi dans des sites touristiques, des parcs à thème, comme celui de la « Chine magnifique » ouvert en 1989 qui recrée une Chine en miniature à Shenzhen. Ce parc dédié à la grandeur de la nation chinoise opère une sélection historique oubliant par exemple la question des Ouïghours. Cette question patrimoniale mise en scène par le tourisme recouvre des problématiques d'identités territoriales. L'obtention de « label touristique » recouvre également des enjeux économiques évidents pouvant entraîner des conflits d'acteurs à l'échelle locale.

🕮 Références

- Chloé Aeberhardt, « La Corée du Nord, nouvelle destination touristique », *Le Monde*, 09/06/2019.
- Michel Franck, 2004, « Tourisme et terrorisme : ou l'ère du voyage à risque », *Téoros (Revue de recherche en tourisme)*, 23/01/2004 (en ligne).
- Béatrice Giblin, « Le tourisme : un théâtre géopolitique ? », *Hérodote*, vol. 127, n° 4, 2007.
- Jean-Michel Hoerner, *Géopolitique du Tourisme*, Armand Colin, 2007.
- Rémy Knafou, « Le tourisme, indicateur et outil de transformation du Monde », article en ligne, *Géoconfluences*, 2011.
- Sylvie Matelly, « Le tourisme, un objet géopolitique », *Revue internationale et stratégique*, vol. 90, n° 2, 2013.

➢ Voir entrées

Mondialisation, Risques, Transports, Airs, Culture et patrimoine, Formes de la puissance, Terrorisme.

Langues

« *Depuis des siècles, la diffusion d'une langue sur des territoires au détriment des langues qui y étaient parlées jusqu'alors traduit des rivalités de pouvoirs sur ces territoires. Il en a été ainsi dans la construction des États-nations et de la propagation dans chacun d'eux de leur langue nationale au détriment de ce que l'on appelle aujourd'hui des "langues régionales" et qui sont les parlers d'anciens ensembles géopolitiques* » affirme Yves Lacoste (*Hérodote*, 2004/4).

Les langues naissent, vivent et meurent essentiellement en raison de facteurs socio-politiques et géopolitiques. Ces langues sont souvent un auxiliaire précieux pour l'étude de la géopolitique. Les langues jouent un rôle essentiel dans la vie des sociétés. Comme la culture*, le territoire* et ses frontières*, la langue commune est un élément d'identification majeure d'une population. Elle révèle l'identité, l'ethnie et constitue un signe distinctif. La langue unit une communauté tout autant qu'elle différencie. Les Grecs désignaient comme « barbares » tout étranger ne parlant pas grec.

On dénombre actuellement 6 800 langues dans le monde, chiffre considérable au regard du nombre de pays**.** Leur recensement est difficile. L'immense majorité d'entre elles est transmise oralement et n'est pas reconnue officiellement. Seules 200 langues dans le monde sont écrites. La langue comprend en réalité trois formes : le « patois » parlé par un groupe restreint, limité localement et d'usage oral ; le « dialecte », variante régionale, s'étendant sur une province ; enfin, la « langue », nationale, orale et écrite. Ces deux dernières formes sont considérées comme des langues à part entière, bien que la distinction soit difficile. Le statut juridique des langues varie. La plupart des pays sont multilingues et la reconnaissance de la langue se fait en fonction du rôle de celle-ci dans plusieurs domaines (commerce, enseignement, politique, religion…). Or, on dénombre seulement une soixantaine de langues officielles. Certaines sont reconnues par plusieurs États. Le français est la langue officielle de 23 États dans le monde. L'Europe (50 États) ne reconnaît officiellement que 35 langues, alors qu'elle en compte 225 ou l'Asie (49 États) ne compte que 34 langues officielles pour 2 180 langues recensées. La répartition et la diffusion des langues est très inégale. Si certaines sont utilisées très localement et pratiquées par quelques centaines personnes, d'autres constituent une dizaine d'aires linguistiques à l'échelle internationale.

La diffusion d'une langue au détriment des langues autochtones traduit sur un territoire les rapports de force. La construction des États-Nations* repose sur la diffusion d'une langue nationale, expression d'un pouvoir centralisé au détriment des langues régionales. Le géopoliticien français Jacques Ancel remarque que dans presque toute l'Europe la langue est devenue le symbole de la Nation dans sa *Géopolitique* (1936). Le XIX^{e} siècle a vu se former des Nations basées sur l'unification linguistique. Le Québec projette un rêve national en s'appuyant sur son particularisme linguistique dans son espace régional. La langue chinoise, sous sa forme écrite, est un important outil de l'intégration nationale. Dans de nombreux pays africains, la langue du colonisateur sert de ciment national face aux multiples dialectes locaux. La recherche du retour aux sources linguistiques caractérise nombre de projets géopolitiques. C'est le cas du nationalisme turc d'Atatürk en 1928 qui fit éliminer les mots arabes ou persans de la langue turque. Une langue peut aussi être instrumentalisée pour justifier des conquêtes ou des impérialismes*. Pour le géopoliticien Karl Haushofer, le domaine allemand est associé à l'aire d'extension de la langue allemande (mouvement pangermaniste). Le panarabisme au XX^{e} siècle s'appuie sur la langue pour justifier l'existence de la Nation arabe, refusant de reconnaître les États-Nations mis en place au Moyen-Orient par les anciennes puissances coloniales. À l'échelle mondiale, les langues européennes sont les plus répandues. Cette suprématie linguistique reflète la domination de l'Occident héritée de la période coloniale et des États-Unis aujourd'hui dans de nombreux domaines, notamment socio-économiques. Dans un rapport de forces inégal, une langue peut s'effacer, voire disparaître en même temps que la société qui la parlait (l'Égypte des Pharaons, le royaume étrusque…), soit avec l'élimination ou la déculturation des populations indigènes soumises à la colonisation (Indiens d'Amérique, Aborigènes d'Australie…). Nombreuses sont aujourd'hui les minorités* victimes de la répression de leur langue (les Karens de Birmanie, les Sahraouis au Maroc). Dans les faits, plus de 90 % des habitants de la planète n'utiliseraient que 74 langues sur 6 800. L'immense majorité des langues étant limitée à la communication locale, elles sont dévalorisées et de moins en moins pratiquées. L'extinction des langues tient ainsi à la domination d'une langue forte, celle du pouvoir, sur une langue plus faible, comme le français imposé en 1539 par le roi François I au détriment des langues régionales et patois systématiquement dévalorisés jusqu'au milieu du XX^{e} siècle.

Le rayonnement d'une langue sert aujourd'hui à conforter des influences culturelles ou politiques. La francophonie, l'hispanophonie ou la lusophonie servent au maintien de l'influence politique et politique de la France, de l'Espagne et du Portugal sur leurs ex-colonies, et même sur des pays qui n'appartenaient pas à leur aire coloniale. Tout État prétendant à un rayonnement international entretient un réseau culturel de promotion de sa langue, comme le *British Council*, l'Institut Cervantès, l'Alliance Française, le *Goethe Institut* ou l'Institut Confucius. La hiérarchie des langues mondiales et sa recomposition actuelle reflètent la hiérarchie des puissances contemporaines. 5 % des langues sont parlées par 95 % de la population mondiale et, inversement, 95 % des langues sont parlées par 5 % des habitants de la planète. *L'Atlas UNESCO des langues en danger dans le monde* (2010) répertorie environ 2 500 langues menacées (dont 230 éteintes depuis 1950). L'anglais est aujourd'hui la langue de l'hyperpuissance américaine et de la mondialisation*, ce « néocolonialisme » (Y. Lacoste) n'a plus besoin de conquêtes pour exercer sa domination. Son expansion remonte à son implantation dans le cadre de l'Empire colonial britannique au XIX^{e} siècle. Dans le cadre du gouvernement indirect colonial, l'anglais fut utilisé seulement par les élites indigènes. Après la création de jeunes États indépendants, l'anglais reste la langue des élites. Elle sert de langue commune fédératrice, comme dans l'Union indienne, pour dépasser en interne les tendances centrifuges de nombreuses minorités (100 dialectes en Inde). Dans 47 États, l'anglais est reconnu comme langue officielle ou utilisé comme langue étrangère privilégiée, comme le français dans 31 pays. Le succès spectaculaire qu'a connu l'anglais peut être considéré comme l'émanation du *soft power* dont jouissent ensuite les États-Unis depuis 1945. La mondialisation de l'anglais américain se fait par le biais de son influence économique d'abord en Europe occidentale (plan Marshall). Elle est la « langue d'affaires » la plus utilisée, puis celle de l'influence scientifique et de l'avance technologique (Voir *Brain Drain**) et enfin, à grande échelle, celle de l'influence culturelle (cinéma, musique… Voir Américanisation*). Enfin, la puissance de l'anglais dans les institutions internationales adoptant l'anglais au détriment du français est révélatrice du glissement de la puissance au sein des organisations internationales*. Cette supériorité de la langue anglaise a des effets géopolitiques : les langues employées deviennent l'enjeu de rivalités de pouvoirs sur le plan mondial.

La maîtrise des outils de communication est essentielle pour supporter la diffusion des langues européennes. La diffusion de l'information mondiale par le biais de la télévision et de la radio (la France avec la télévision d'Outre-Mer, RFO, et la radio internationale, RFI) contribue à diffuser

les langues européennes, et surtout l'anglais (CNN, dont les satellites couvrent l'ensemble du globe). Internet rend indispensable l'apprentissage d'une ou plusieurs langues européennes, mais avant tout de l'anglais (84 % des serveurs). La langue est un enjeu stratégique du monde numérique. Sur Internet, l'anglais s'impose comme la langue de la Toile (*World Wide Web*). Mais les évolutions récentes sont le reflet des déplacements de la puissance (étude *Internet World Stats*). Même si l'anglais représente toujours 75 % des contenus publiés, l'importance de l'anglais sur Internet n'évolue que très peu (+ 300%). C'est la langue arabe qui connaît la plus forte progression entre 2000 et 2011 (+ 2 500%, mais en ne représentant que 3 % du contenu), talonnée par la langue russe, puis le chinois (+ 1 500%). Le français reste 5e en nombre de contenus publiés et 6e en termes de progression. Les autres chiffres montrent une multiplication des langues présentes sur la Toile : l'émergence des pays explique cette progression du multilinguisme. L'Internet est passé en 20 ans d'un taux de 100 % d'anglais à moins de 30 % remettant en cause le modèle de l'adoption du *Globish* (« anglais planétaire ») comme langue de communication universelle. Mais cette progression ne remet pas en cause son statut de langue hypercentrale. Le contre-exemple est celui du chinois : si cette langue est en passe de ravir la première place à l'anglais sur Internet, c'est uniquement le fait du nombre de locuteurs natifs de la Chine.

D'après certains experts, près de 90 % des langues actuellement recensées devraient s'éteindre d'ici 2100. Des linguistes et anthropologues européens et américains ont entrepris de conserver une vingtaine de langues menacées sur une base de données accessible sur Internet. Des mesures ont été prises en Europe pour le respect de la diversité linguistique et culturelle : en 1996, l'UE a établi un programme de promotion des langues minoritaires et régionales ; la France a signé en 1999 cette « Charte des langues régionales et minoritaires » : si elle ne reconnaît qu'une langue officielle, elle compte officiellement 9 communautés linguistiques différentes. Certaines organisations comme l'UNESCO promeuvent le multilinguisme sur Internet (Conférence internationale en 2015 : « Multilinguisme dans le Cyberespace* »). Enfin, la disparition d'une langue « minoritaire » n'est pas toujours certaine. Instrument identitaire important, la langue peut être maintenue face à une langue dominante et devenir un symbole de résistance, ce qu'illustrent les minorités au sein des Empires multinationaux au XIXe siècle ou les francophones au Québec. En ex-Yougoslavie, l'on observe un phénomène de démultiplication linguistique (abandon du serbo-croate). Les évolutions du contexte, national ou international, jouent également un rôle. En Turquie, depuis l'arrivée des islamistes de l'AKP au pouvoir en 2002, les linguistes observent le retour de nombreux mots arabes au détriment du turc. En Irlande, l'usage du gaélique devint dès la fin du XIXe siècle un vecteur de la résistance anti-anglaise. Avec la naissance de l'Irlande du Sud, le gaélique se haussa au rang de langue officielle alors qu'il continuait d'être occulté en Irlande du Nord. Le retour à la paix en 1998 s'accompagne d'une détente sur le terrain linguistique entre les deux Irlande.

Ainsi, les phénomènes linguistiques ne cessent de renvoyer aux phénomènes géopolitiques et réciproquement, même s'ils ne sont pas parfaitement superposables. La langue reste un fait identitaire, facteur de géopolitique interne, même si elle n'est pas le premier facteur géopolitique.

🕮 Références

- Pascale Casanova, *La langue mondiale. Traduction et domination*, Seuil, 2015.
- David M. Eberhard *et al.*, *Ethnologue : Langues du monde*, 23e éd., SIL International, 2020 (Version en ligne, www.ethnologue.com).
- « Géopolitique de l'anglais », *Hérodote,* 2004/4.
- « Géopolitique de la langue française », *Hérodote,* 2007/3.
- Michaël Oustinoff, « Les langues sur Internet : de l'hégémonie de l'anglais au règne de la traduction », dans *Le Temps des médias,* 2012/1.

➢ Voir entrées

Impérialisme, Formes de la puissance, Mondialisation, Américanisation, *Brain Drain,* Cyberespace, État, Régions, Minorités, Frontières, Territoires.

Religion

« *Dans sa recherche de puissance, il est souvent fort utile à un État d'instrumentaliser les religions et, parmi les plus puissants, rares sont ceux qui s'en sont privés. En effet, la création d'affinités religieuses transnationales, ainsi que l'établissement de centres de pouvoir religieux soumis à une hiérarchie, officielle ou diffuse, dont le centre se trouve situé au sein de l'État dominant, sont des instruments privilégiés de puissance.* » (Georges Corm, 2009)

Utiliser la religion comme prétexte à la guerre, demander la protection de Dieu pour des conquêtes, ne sont pas des phénomènes nouveaux. Les croisades chrétiennes, le djihad musulman, en sont les exemples les plus marquants (Voir Guerres de religion*). Si la réflexion géopolitique a longtemps eu tendance à minimiser les enjeux religieux, notamment pendant la Guerre froide, les nouvelles « guerres de religion », la montée des islamismes, inversent la tendance. Les croyances et le fait religieux (re)deviennent des éléments prépondérants pour comprendre l'approche géopolitique interne et externe de certains États.

L'étymologie du mot religion vient de « relier », c'est ce qui relie les hommes dans une société. Au Moyen Âge, on utilise le terme de « *christianitas* » pour désigner l'Occident, caractérisé par une religion, une culture et une civilisation commune. Ce fait religieux se coule dans le cadre de la culture* et des civilisations et ne peut s'appréhender que dans le « temps long » de Fernand Braudel. Mais comme il existe plusieurs religions, elle introduit une différenciation entre les groupes humains. La « pluralisation religieuse » des sociétés affecte la politique des États (B. Chelini-Pont). Cette pluralisation religieuse a une géographie mouvante. Elle accompagne les mouvements de colonisation, puis de mondialisation* en même temps que l'accélération des flux humains et des idées. Les religions, du point de vue de leur organisation interne – existence ou non d'un clergé, organisation centralisée ou décentralisée, religion du salut, vision du monde – diffèrent profondément entre elles et fonctionnent donc de façon différente sur la scène internationale. (Voir Religions* (pratiquants et institutions)).

La religion est instrumentalisée pour satisfaire des visées géopolitiques. « Opium du peuple », elle est un formidable vecteur de manipulation des foules pour atteindre le but politique que se sont fixé des acteurs légitimes comme les gouvernements ou illégaux comme les chefs terroristes. La religion, puissance légitimatrice, sert aussi bien d'outil de domination interne que d'extension externe. Cette instrumentalisation de la religion s'incarne dans la théocratie dès l'affirmation du monothéisme dans le monde païen en Europe et au Moyen-Orient. La croyance en un Dieu unique ne permet plus le syncrétisme polythéiste de l'Empire romain par exemple. Ainsi, les religions du Livre, parole du Dieu unique, légitiment le pouvoir du roi, la guerre sainte, et servent d'instrument de pouvoir interne et de conquêtes des autres peuples. S'y opposer, c'est remettre en cause l'ordre divin. La croyance en l'existence d'un peuple élu choisi par Dieu sert les ambitions de puissance. Ce récit perdure, même après la vague de sécularisation des grands nationalismes au XIX^{e} siècle, dans la mission civilisatrice légitimant la colonisation. Mais le triomphe de la laïcité n'est qu'apparent dans l'ordre international au XX^{e} siècle avec des évènements comme la fin du Califat musulman en 1923, l'apparition d'un Mouvement des non-alignés (MNA) ne revendiquant aucune identité religieuse ou la fin de la confusion entre valeurs politiques et religieuses en Occident). Avec la fin de l'athéisme officiel dans les régimes communistes, le fait religieux réapparaît au grand jour. La religion a représenté pour certains peuples un ciment unificateur de la résistance, comme le catholicisme en Pologne. Des politiciens trouvent dans la religion le moyen de recruter des fidèles dévoués (le djihad palestinien). Et la religion apparaît actuellement comme la source de la plupart des conflits. Le conflit israélo-palestinien, la guerre civile au Sri Lanka, le terrorisme* d'Al Qaeda à Daech montrent bien le réveil de la violence à justification religieuse. Georges Corm relève ainsi cinq évènements annonciateurs du déclin de la vision laïque du monde. Le succès du wahhabisme saoudien en Islam, une révolution conquérante, réussit en 1924 la prise militaire de La Mecque dans le Hedjaz. L'Arabie saoudite est une théocratie qui combat l'athéisme, le marxisme et le réformisme musulman moderniste et instaure une pratique ultra-puritaine de l'islam. Au sein de l'Union indienne, les élites musulmanes font sécession pour former un État fondé sur l'identité religieuse : le Pakistan, qui applique la charia islamique, devient un allié majeur des États-Unis et de l'Arabie saoudite, reconnu par l'ONU. La constitution de l'État d'Israël en 1947-1948 réalise la création d'un « foyer national juif » promis dans la Déclaration de Balfour (1917) et conduit à des conflits avec la population palestinienne. L'Organisation de la conférence des États islamiques (OCEI), créée au début des années 1970, se pose en concurrent du Mouvement des non-alignés (1955) et de la Ligue des États arabes (1945). Elle reflète la puissance pétrolière montante ainsi que l'influence des prédicateurs wahhabites soutenus et financés par l'Arabie saoudite sur tous les continents. Enfin, la révolution religieuse iranienne de l'imam Khomeiny, rendue possible par le soutien occidental pensant endiguer le communisme, ramène un gouvernement puritain wahhabite au pouvoir. À la même époque, nous assistons au renouveau catholique à partir de la Pologne et à l'émergence de nouveaux évangélistes aux États-Unis. Les attentats du 11 septembre 2001 ont renouvelé le poids actuel grandissant des représentations religieuses auprès des États et des organisations internationales*. Dans *Le Choc des civilisations**, livre-évènement de Samuel Huntington (1997), est développé l'idée de nouveaux clivages fondés sur l'opposition entre les grandes civilisations identifiées aux grands systèmes religieux. Elle a semblé recevoir, dans la réactivation de l'islam activiste, une confirmation éclatante. George W. Bush, tout comme Tony Blair ou Silvio Berlusconi, se disent inspirés par Dieu lorsqu'ils envahissent l'Irak en 2003. La géopolitique est ainsi amenée à prendre en compte le religieux instrumentalisé dans les rapports de force infra-étatiques et intra-étatiques.

Les enjeux religieux peuvent déstabiliser un État en place en interne et affecter ses relations extérieures. C'est le cas de la France, « patrie de la laïcité » depuis 1905, sous le feu des critiques, la laïcité étant perçue comme intolérante vis-à-vis des musulmans par les pays musulmans. La loi de 2004 sur les signes religieux à l'école, celle de 2010 sur la dissimulation du visage, les querelles de 2017 sur le burkini et en 2019 sur le hidjab alimentent « une guerre médiatique dans laquelle la laïcité est présentée comme un repoussoir » (Blandine Chélini-Pont). La cohésion nationale est menacée par les fondamentalismes religieux, tandis que la laïcité fait de la France « un pays-cible » de l'activité djihadiste.

Les usages du religieux affectent les relations entre États. Les États libéraux donnent la priorité à la défense de la liberté religieuse et des minorités* religieuses. La France s'implique ainsi dans la défense de la liberté religieuse en protégeant les chrétiens d'Orient francophones. Aux États-Unis, depuis 1998, la protection de la liberté religieuse est devenue un objectif prioritaire de leur politique étrangère. Les minorités religieuses deviennent sources de tensions internationales. À partir de 1945, la question des minorités est devenue un sujet de politique internationale (génocide des juifs). Dans les démocraties occidentales les minorités religieuses bénéficient de l'égalité des droits. Si les régimes nationalistes arabes ont mis fin,

au moment des indépendances, au statut de *dhimmi,* l'existence de groupes religieux majoritaires demeure comme la pratique de politiques discriminatoires. L'État peut utiliser la violence, voire éliminer un groupe minoritaire perçu comme dangereux pour la société, c'est le cas dès 1915 en Turquie avec le génocide des Arméniens. Au sein même des démocraties, on assiste à un retour des nationalismes religieux. Des gouvernements de droite nationaliste émergent en Europe et en Amérique. Les États-Unis, à la fin des années 1980, connaissent le retour d'une droite religieuse. Cela se traduit dans leur politique étrangère par leur soutien à la sécession du Sud-Soudan en 2011, la justification de leur intervention en Irak en 2003 nouvelle « guerre sainte » ou encore à leur engagement auprès d'Israël. L'État d'Israël est perçu par Blandine Chélini-Pont comme le cas le plus emblématique « du passage contemporain d'un nationalisme séculier à un nationalisme religieux en démocratie ». Dans les États islamiques, le nationalisme religieux est revendiqué. L'Arabie saoudite, l'Iran ou la Turquie prétendent au *leadership* religieux afin de s'imposer comme la puissance régionale au Moyen-Orient. Le Qatar utilise l'islam comme une arme de *soft power*, un wahhabisme concurrent à l'Arabie saoudite. Le Maroc utilise sa légitimité historique, le Roi est le Commandeur des croyants, pour proposer un autre modèle, un « islam du juste milieu ». Cette concurrence entre Iran et Arabie saoudite aggrave la fracture confessionnelle entre sunnites et chiites et encourage la répression des chiites en Arabie saoudite, au Bahreïn et au Yémen, comme les guerres civiles d'Irak et de Syrie.

La religion a joué un rôle d'identificateur au sein des empires multiethniques comme des nouvelles entités nationales, tout en favorisant la déstabilisation des États les plus faibles ou la militarisation des États qui résistent. Le groupe armé religieux a instrumentalisé la religion pour légitimer son existence et sa violence. La religion, marqueur identitaire, constitue à nouveau un concept en dehors duquel plus rien ne semble pouvoir être analysé en matière de géopolitique internationale. À tel point que Barack Obama s'adresse au Caire, en juin 2009, à tous les musulmans du monde, comme s'il s'agissait d'une seule et même entité.

🕮 Références

- Blandine Chélini-Pont, Roland Dubertrand, Valentine Zuber, *Géopolitique des religions. Un nouveau rôle du religieux dans les relations internationales ?*, Éditions Le Cavalier Bleu, 2019.
- Georges Corm, « Religion et géopolitique : une relation perverse », dans *Revue internationale et stratégique,* 2009/4 (n° 76).
- Georges Corm, « Des conflits géopolitiques sous couvert de religion », dans *Le Monde des religions*, 22/07/2015.
- Alain Dieckhoff et Philippe Portier, *Religion et politique*, Presses de Sciences Politiques, 2018.
- Didier Giorgini, *Géopolitique des religions*, PUF, 2016.

➢ Voir entrées

Guerres de religion, Terrorisme, Réseaux terroristes, Religions (pratiquants et institutions), Choc des civilisations, Minorités.

Environnement

Mike Muller, responsable des Eaux et forêts en Afrique du Sud, s'insurgeait en 2001 : « *Nous ne pouvons pas arrêter le développement dans le Tiers-monde à cause des demandes de protection de l'environnement venant des pays riches qui ont déjà dégradé leur environnement* ».

Avec les progrès scientifiques et techniques, les hommes se persuadent qu'ils ont dompté la nature. Lorsque des scientifiques forgent le terme « écologie », ils entendent définir la science de l'environnement et du fonctionnement de la Terre, alors que l'« environnement » est compris comme « l'ensemble des éléments qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir à ses besoins » (*Larousse*). Ce terme place l'homme en position centrale. Pour le capitalisme comme le communisme, la Terre est un matériau dont l'homme peut tout exiger. Mais depuis la fin du XX^{e} siècle, on assiste à un retournement. Les hommes se demandent si leurs appétits et leurs ambitions ne perturbent pas irrémédiablement la nature en amenant des catastrophes majeures. La dimension écologique s'impose comme l'une des composantes de toute question géopolitique, l'environnement étant désormais appréhendé comme un levier de pouvoir et un enjeu de conflits. L'environnement suscite à la fois de nouveaux enjeux géopolitiques (Quel avenir pour l'Amazonie ? Quelle organisation pour le traitement des déchets ?) et de nouveaux acteurs (entreprises, ONG*…). Enfin, les enjeux environnementaux contribuent à promouvoir un niveau planétaire. Les défis environnementaux sont considérables : eau*, énergie*, alimentation*, infrastructures (transports*, villes), impacts des changements climatiques, crise mondiale de la biodiversité, risques* et crises, « bombe démographique* ». De fait les enjeux environnementaux sont au cœur des rapports de force entre pays développés et PED et au cœur de nombreux conflits à l'échelle infra-étatique (Voir Du Tiers-Monde au G77*). Les enjeux environnementaux passent du local au global et inversement et font l'objet d'âpres luttes d'influence économique et politique. L'écologie devient un instrument de marchandage entre les États. Ainsi s'esquisse une nouvelle géopolitique globale s'intéressant moins à l'appropriation des territoires de la géopolitique « classique » qu'à leur mode d'utilisation et à leur gestion.

La perception de ces risques* environnementaux touchant l'ensemble de la planète est ancienne. Elle remonte aux Lumières avec les réflexions de Malthus sur la finitude des ressources et au XIX^{e} à l'apparition des premiers mouvements écologistes américains (le *Sierra Club* créé en 1892). Ce mouvement est lié au développement des parcs naturels aux États-Unis. Lors de la création de l'Union internationale pour la protection de la Nature en 1948 (devenue la très influente UICN), sa charte indique que : « L'appauvrissement progressif des ressources naturelles entraîne déjà un abaissement des conditions de vie de l'humanité ». En 1948, Fairfield Osborn rédige *La planète au pillage*. Après cette réflexion déjà ancienne s'effectue une prise de conscience décisive dans les années 1960-1970. Les catastrophes agissent comme des révélateurs : pollution par le mercure à Minamata en 1955 ; marée noire du *Torrey Canyon* en 1967 ; 1976 accident chimique à Seveso (Italie) ; 1978 marée noire en Bretagne due à l'*Amoco Cadiz* ; 1986 explosion nucléaire de Tchernobyl ; 2004 tsunami en Thaïlande ; 2010 explosion de la plateforme pétrolière *Deepwater* dans le Golfe du Mexique ; 2011 accident nucléaire de Fukushima causé par un séisme et un tsunami ; 2019 feux de forêt en Amazonie… Les dernières décennies du XX^{e} siècle sont ainsi marquées par un sentiment d'urgence avec la prise de conscience par les hommes d'intérêts communs supérieurs : survie de l'espèce humaine ; prévention des risques* majeurs ; gestion des besoins humains en tenant compte des cycles naturels ; bon fonctionnement du système d'échanges vital pour la prospérité… Cet éveil des consciences se traduit aujourd'hui par deux phénomènes majeurs : la multiplication des régimes internationaux et la mise en place progressive de dispositifs destinés à gérer au mieux ce patrimoine universel.

Le rapport Brundtland en 1987 définit le « développement durable » comme une double exigence de solidarité, internationale et intergénérationnelle. Reprenant la formule attribuée à Saint-Exupéry : « Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants ». Ce concept naît de la prise de conscience des limites et dysfonctionnements du développement. L'environnement est le 3^{e} pilier du développement durable avec l'économie et le social. Ce concept devient un enjeu au cœur des débats des conférences internationales : avec le Club de Rome qui popularise l'idée de « croissance zéro », la création de la Commission mondiale pour l'Environnement et le Développement en 1983 (CMED). La conférence de Rio de 1992 réunit 120 chefs d'État et de gouvernement et adopte un programme : l'agenda 21, *Stratégie globale pour le développement durable,* et des textes plus spécialisés. La notion de « biens publics mondiaux » s'impose : sont considérés comme tels la forêt, la biodiversité, l'eau. Est dit « public » tout bien accessible à tous et dont la consommation ne peut être exclusive. Matériels ou immatériels, les biens publics sont très divers. D'où d'interminables disputes au sujet de leur définition et de leur organisation. D'un point de vue géopolitique, la question des « biens publics mondiaux » participe de l'édification d'une gestion globale de la Terre. Il s'agit de mettre en place des dispositifs à vocation planétaire administrant, en bon père de famille, des biens comme l'atmosphère, les océans, les forêts. Ces chantiers sont complexes et requièrent un travail permanent : définir les problématiques, élaborer et négocier des instruments juridiques, prévoir des institutions et financements. Le protocole de Kyoto de 1997, destiné à réduire les émissions de gaz à effets de serre afin de lutter contre le réchauffement climatique, est une des conséquences du sommet de Rio. Il est une illustration du « principe de précaution » : idée selon laquelle un risque, dont les causes et effets potentiels sont évalués, doit donner lieu à des mesures préventives (travaux du GIEC, fondé en 1988, groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

Ces défis mobilisent des acteurs à toutes les échelles. Les grandes orientations sont déterminées à l'échelle globale, là où s'observent les nouveaux risques environnementaux, avec l'émergence d'une action concertée à l'échelle internationale (conventions et protocoles internationaux, sommets de la Terre, partenariat spécifique (UNESCO, PNUED)). À l'échelle nationale, les pouvoirs publics régulent la protection de l'environnement là où les seules lois du marché n'apportent pas l'équilibre optimal : interdictions et normes, principe de précaution, écotaxes, les entreprises se plient à ces législations et essaient de « verdir » leur image. À l'échelle locale, le développement durable est le support d'un nouvel engagement (militantisme écologiste ou altermondialiste*, « écocitoyenneté », commerce équitable…). Les opinions publiques jouent un grand rôle dans les prises de conscience environnementales, comme les ONG* à l'échelle mondiale. L'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), apparue en 1948, véritable réseau d'ONG, d'États et de scientifiques jouit d'une influence considérable. L'ONG WWF (*World Wide Fund for Nature*) est parvenue à s'imposer comme un partenaire auprès des États. La « sécurité écologique » apparaît aujourd'hui comme un élément de la sécurité globale. Le facteur environnement est intégré par des organisations comme l'OTAN et de nombreux géopoliticiens pour la prise en compte des vulnérabilités nouvelles et risques dont il est porteur (création de l'*US Army Environmental Policy Institute* dans le cadre du RMA*). En Indonésie, État archipélagique le plus menacé par l'élévation du niveau des mers, l'État développe la notion de résilience en plaçant l'environnement au premier plan des risques et des intérêts de sa défense. Pour Hubert Védrine, les États seront de plus en plus jugés sur leur participation à la question écologique et non plus seulement

sur leurs capacités militaires ou leur puissance économique.

Mais les limites sont nombreuses à la résolution globale de la question environnementale. Ses détracteurs dénoncent une hypocrisie. Le développement durable n'est rien d'autre qu'une perpétuation du développement sous ses formes anciennes. Gilbert Rist, dans *Le développement, histoire d'une croyance occidentale* (2013), dénonce « une opération de camouflage ». Certains prônent la « décroissance » pour atténuer les atteintes à l'environnement. L'environnement peut être protégé aux dépens de la lutte contre la pauvreté : un danger pointé par la géographe Sylvie Brunel. Enfin, les pays du Nord sont accusés d'« éco-colonialisme » lorsqu'ils imposent aux PED des énergies propres et renouvelables ou des technologies coûteuses. La mise en application concrète des objectifs du développement durable a été freinée par de nombreuses réticences. Les politiques de protection de la nature ont été ressenties par les pays du Sud comme une « ingérence* écologique » (Georges Rossi). La Chine, comme l'Inde, a refusé de s'engager sur une réduction des émissions de gaz à effet de serre, alors que la Chine est devenue le premier émetteur en 2006, dépassant les États-Unis (mais le volume de GES/habitant reste 7 fois inférieur). Ces réticences se doublent d'inquiétudes à l'égard de pratiques « prédatrices » telles que la brevetabilité du vivant par des firmes pharmaceutiques du Nord dépossédant le pays d'origine de la maîtrise de ses ressources naturelles. L'environnement est devenu un argument essentiel de l'affrontement Nord/Sud, source de tensions. Le refus des États-Unis de s'engager dans une démarche globale a également compromis les résultats en matière d'environnement. Enfin, les implications économiques sont importantes. Dans le domaine de l'environnement, les pays riches font des efforts, mais ceux-ci sont dispendieux (prix plus élevé pour l'essence, l'eau ; taxes écologiques). Quant aux pays du Sud, leur priorité reste leur développement économique, même au prix de conséquences écologiques désastreuses. Conclu en 1997, le protocole de Kyoto n'entre en vigueur qu'en 2007, mais son efficacité bute sur trois difficultés : afin de rallier au dispositif le plus grand nombre d'États, certains bénéficient d'évaluations très favorables des émissions de GES (Russie par exemple) ; les États-Unis s'opposent toujours au protocole de Kyoto ; enfin, seuls les pays développés sont tenus par des plafonds, les pays du Sud en retard économique sont exonérés alors qu'ils deviennent de très gros pollueurs. Le sommet de Copenhague, destiné à organiser la suite du protocole de Kyoto, en 2009, a surtout montré la persistance de certains blocages alors que les négociations sur le climat reposent sur l'unanimité (refus de la Chine). La COP 21 de 2015 à Paris est présentée comme un succès, mais il est seulement diplomatique avec la signature de la totalité des participants. Mais les engagements pris pour réduire les émissions de GES conduisent plutôt à un réchauffement de 3 °C (au lieu de 2 °C d'ici 2100) et aucune date finale d'utilisation du pétrole n'a été prévue. Enfin, aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect et les crédits engagés ne semblent pas à la hauteur depuis. Les États-Unis entament la sortie de l'accord en 2019 après l'élection d'un président climato-sceptique en 2016. De fait, les enjeux du développement durable entrent souvent en opposition avec les ambitions géoéconomiques et géopolitiques des États. À l'échelle inter-étatique, la question de l'Arctique est révélatrice des tensions entre enjeux globaux environnementaux et ambitions à moyen terme. La création du Conseil de l'Arctique en 1996, forum de discussion entre pays riverains et observateurs, a pour objectif de protéger cet environnement fragilisé par la hausse des températures et la fonte des glaces. Mais les tensions sont nombreuses, malgré quelques accords pris autour du partage de la mer de Barents entre Norvège et Russie ou l'interdiction d'activité halieutique dans l'océan Arctique central. En 2019, la rencontre échoue à formuler une déclaration commune, les États-Unis refusant d'y mentionner le réchauffement climatique comme une « sérieuse menace ». Les enjeux économiques priment sur l'environnement avec les perspectives qui s'ouvrent avec les nouvelles routes maritimes mondiales (Voir Espaces maritimes* et Transports*). À l'échelle locale, les exemples de conflits entre acteurs sont nombreux et révèlent les contradictions entre enjeux économiques des grandes entreprises, enjeux politiques et protection de l'environnement : l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, fermeture de la centrale de Fessenheim en France. Dans les pays émergents*, la contestation pour la protection de l'environnement se double d'une contestation politique en Amérique Latine, Turquie ou en Chine.

Enfin, l'environnement peut être lui-même un facteur de conflits : la dégradation de l'environnement peut mener à la guerre alors même que celle-ci a des conséquences dramatiques sur l'environnement. La dégradation de l'environnement peut être, dans des États fragiles, une cause majeure de crise, de manière réelle ou potentielle (exemples du Myanmar, de l'Inde, de la Chine…). En retour, dans toutes les formes guerres, les dommages sur l'environnement sont considérés comme des dommages collatéraux (pollutions consécutives aux bombardements, contaminations provenant de l'utilisation de munitions au graphite ou à l'uranium appauvri). Cependant, les dommages environnementaux peuvent être aussi le fait d'un acte délibéré. L'environnement devient alors une arme. Certaines opérations militaires américaines au Vietnam (ensemencement de nuage avec de l'iodure d'argent) ou les incendies volontaires des puits de pétrole par l'armée irakienne en 1991, illustrent cette forme de « guerre environnementale ».

L'environnement est donc un enjeu central de la géopolitique actuelle même s'il reste ambigu. Il s'inscrit dans un jeu qui combine défis planétaires et émergence de nouveaux acteurs non-étatiques. Néanmoins, face à la globalisation, l'environnement permet aussi de « reterritorialiser la géopolitique », car si les risques et pollutions sont globaux, ils sont avant tout ressentis à l'échelle locale. En matière d'environnement, le territoire joue un rôle fondamental que l'on tendait à oublier. En fait, la question de l'environnement n'échappe pas aux schémas classiques de la géopolitique, au jeu des relations entre grandes puissances, même si l'intervention de puissances non- ou supra-étatiques est un facteur assez nouveau.

🕮 Références

- Agence gouvernementale météorologique des États-Unis, *Arctic Report Card*, 2019.
- « Enjeux et politiques de l'environnement », dans *Cahiers français* n° 306, janvier-février 2002.
- Pascal Gauchon et Cédric Tellenne, *Géopolitique du développement durable,* PUF, 2005.
- François Gemenne, *Géopolitique du climat, négociations, stratégies et impacts*, Armand Colin, 2015.
- « Géopolitique de l'environnement », dans *Hérodote*, n° 165, juin 2017.
- Philippe Moreau Defarges, « L'environnement », dans *RAMSES 91*, IFRI, 1990.
- « Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels », Organisation météorologique mondiale, 2019.

➢ Voir entrées

Du Tiers-Monde au G77, ONG, Altermondialistes, Espaces maritimes, Forêt, Ressources minières, Eau, Démographie, Alimentation, Énergie.

Santé

La santé « *ne se réduit pas aux dimensions du corporel et du médical : elle embrasse des aspects juridiques, moraux, intellectuels, technologiques, que le réductionnisme sanitariste tend à escamoter.* » (Didier Fassin, *Entre politiques de la vie et politiques du vivant. Pour une anthropologie de la santé*, 2000)

En raison des immenses progrès médicaux des XIX^e^ et XX^e^ siècles, on pensait que la plupart des maladies allaient être éradiquées. Or, la persistance de nombreuses maladies dans le monde et l'apparition de nouvelles pathologies jusqu'ici inconnues remettent en question cet espoir.

La santé est un enjeu crucial pour les puissances d'hier et d'aujourd'hui. La mortalité infantile devient un enjeu politique. En France, des philanthropes et médecins se mobilisent pour diminuer la mortalité infantile. La distribution de lait pasteurisé avec notamment « L'œuvre de la goutte de lait », initiative du Dr Léon Dufour en 1894 soutenue par les pouvoirs publics, permet de répondre à l'obsession nataliste après la défaite de 1870. La colonisation permet le développement de la médecine. Les techniques médicales doivent s'adapter rapidement pour permettre la colonisation alors que le typhus et autres maladies infectieuses balayaient les soldats. C'est l'époque des innovations pharmacologiques anti-infectieuses et des découvertes d'Alphonse Laveran, Charles Nicolle et Louis Pasteur en France. En Allemagne, Robert Koch découvre le bacille de la tuberculose. Filippo Pacini découvre le vibrion du choléra. Alexandre Yersin en Indochine isole le bacille de la peste en 1892. Il s'agit pour les États tout autant de maîtriser les épidémies que de réduire les mesures de quarantaine nuisibles pour le commerce. Un siècle avant l'OMS, les prémices d'une « gouvernance sanitaire » se construisent dans le contexte de compétition des Empires coloniaux. Pour Rony Brauman, médecin et ex-président de MSF, la santé devient un levier diplomatique (*La médecine humanitaire*, 2010). La première Conférence sanitaire internationale réunit à Paris en 1851 médecins et diplomates de 11 États européens et de la Turquie autour de la question du choléra. Un projet de Règlement sanitaire international (RSI) est adopté (mais non-ratifié par tous). Les enjeux autour de la santé mondiale ont pu donner lieu à des rapprochements. Les États-Unis et l'URSS ont collaboré dans le cadre de l'OMS pendant des années pour lutter contre la variole, responsable de 300 millions de morts au XX^e^ siècle.

La santé est un révélateur des inégalités à l'échelle mondiale. Tandis que l'espérance de vie a considérablement augmenté dans les pays du Nord au XX^e^ siècle, sa progression est plus lente au Sud. En 2016, l'espérance de vie au Japon est de 84 ans pour 52 ans en Centrafrique. Si le taux de mortalité infantile a baissé (de 30 %) depuis 30 ans, il reste élevé dans les trois continents « pauvres ». L'Angola et le Tchad atteignent un taux de mortalité infantile de 65 pour mille en 2018 (Voir Démographie*). Plusieurs raisons expliquent ces chiffres dramatiques : recrudescence de certaines maladies que l'on croyait éradiquées, manque d'hygiène, malnutrition, conflits. Souvent, les maladies sont liées au manque d'eau* potable et à l'insuffisance en infrastructures sanitaires dans les PED : ces équipements détériorés sont source de transmission des maladies parasitaires et infections intestinales. L'accès aux soins est trop peu répandu, même si on constate des améliorations avec les médicaments génériques moins coûteux. Dans de nombreux cas (paludisme, tuberculose, choléra), des vaccins efficaces existent, mais demeurent hors de portée. Pourtant, l'OMS a lancé dès la fin des années 1970 de grandes campagnes de vaccination avec des ONG* (MSF, Médecins du monde, Croix-Rouge…). Mais en 2019, 14 millions de nourrissons dans le monde (15 %) n'avaient pas bénéficié de la dose initiale de diphtérie-tétanos-coqueluche, signe d'un accès insuffisant aux autres services de santé. Sur ce total, 60 % vivaient dans 10 pays : Angola, Brésil, Éthiopie, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria, Pakistan, Philippines et RDC. Le nombre de médecins pour 1 000 habitants est aussi une donnée importante. En 2018, Cuba comptait 8,56 médecins, Monaco 6,56, contre 0,02 en Somali ou au Malawi (Voir *Brain Drain**). À l'inverse, le vieillissement de la population au Nord entraîne un accroissement des dépenses de santé. Si la santé de la population est avant tout liée à la richesse, celle-ci n'est pas une garantie de bonne santé. La santé dépend du mode de vie : alimentation*, éducation, activité et accès au soin. Or, des maladies de « dégénérescence » se développent liées aux nouvelles habitudes alimentaires (obésité), aux conditions de vie et de travail (stress, maladies cardio-vasculaires) et à la pollution de l'environnement*. Enfin, dans certains pays occidentaux, l'accès aux soins est inégal et dépend des revenus. Les disparités spatiales dans l'accès à la santé reflètent les inégalités de niveau développement à toutes les échelles.

La santé, c'est également la question des brevets et des médicaments avec en arrière-plan les nouveaux rapports de force entre pays émergents* et FMN pharmaceutiques du Nord. Les pays émergents ont un rôle de plus en plus important dans le secteur pharmaceutique grâce au marché des médicaments génériques. Leur dynamisme leur permet de conquérir des parts de marché au prix de négociations internationales qui font l'objet de tractations sur les questions de l'accès aux traitements et la propriété intellectuelle. L'Inde produit aujourd'hui plus de la moitié des génériques mondiaux, copies de médicaments de marque à bas coût, pour lutter par exemple contre le VIH (trithérapies antirétrovirales), la tuberculose ou le paludisme et les exporter vers les pays du Sud. Mais certains laboratoires occidentaux estiment que cela contrevient à la législation sur la propriété intellectuelle (exemple du célèbre procès de Pretoria perdu par 39 industriels pharmaceutiques contre le gouvernement d'Afrique du Sud en 2001). La question des connaissances médicales, au croisement des enjeux de souveraineté, de puissance économique et de santé publique, peut donc faire l'objet de conflits entre États et entreprises. Cette tension entre science et puissance, subordonnée aux intérêts commerciaux, constitue, dès sa naissance, le paradoxe de la question de la santé mondiale.

La santé est devenue un enjeu géopolitique planétaire pour les enjeux sécuritaires et économiques qu'elle renferme. Un rapport de la CIA de janvier 2000 pointait les répercussions sécuritaires des épidémies du sida vu comme une menace pour la sécurité globale. Face à ces enjeux géopolitiques, le concept de « *global health* » émerge pour désigner ces problèmes de santé qui transcendent les frontières. L'expression apparaît pour la première fois dans le rapport publié en 1997 par *l'Institute of Medicine*, instance scientifique de référence pour la politique américaine. Sur la période 1999-2008, les services secrets s'emparent du sujet. Le *National Intelligence Council* craint que les maladies infectieuses soient à l'origine de déstabilisation politique en menaçant les conditions socio-économiques et politiques du développement, entraînant l'émergence de conflits. Son rapport sur les implications stratégiques de la santé mondiale prévenait dès 2008 que des acteurs non étatiques, comme les terroristes, gagnent en légitimité et en pouvoir en fournissant des services que des gouvernements ne proposent pas (comme les Talibans en Afghanistan). En ce début du XXI^e^ siècle, microbes et virus se déplacent plus vite, plus loin, portés par l'accélération des flux. Les médicaments donnent lieu à une compétition féroce, à des trafics. Les défis de santé publique se « planétarisent ». L'OMS (Organisation mondiale de la santé) apparaît dès 1945 pour répondre à ces enjeux : garantir une surveillance efficace des maladies et prendre en compte à la fois les intérêts économiques et les exigences de solidarité.

À l'échelle mondiale, l'ONU a inscrit l'accès à la santé parmi les 8 Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2000. Mme Gro Harlem Brundtland, alors directrice de l'OMS, identifie une priorité : dégager des financements à la hauteur du défi. Pourtant, en 2015, la réalisation des OMD est loin d'être atteinte. Les enjeux sont tels qu'ils ne peuvent être envisagés que collectivement, d'autant que les États de l'OCDE ne respectent pas leur engagement de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide publique au développement. La santé figure à l'ordre du jour des Sommets du G8, du Conseil de sécurité et de l'Assemblée de l'ONU. De ces concertations émanent des partenariats mondiaux où s'invitent le secteur privé industriel et des mécènes philanthropes (Fondation Gates) dont les volumes financiers imposent, de fait, leurs priorités.

La santé subit l'impact de la mondialisation*. Paul Benkimoun, médecin et journaliste au *Monde*, auteur d'*Objectif 2035,* revient sur le cas du paludisme, maladie infectieuse dont on enregistre 219 millions de nouveaux cas encore en 2017. L'histoire de cette maladie relativement localisée (80 % des cas dans 15 pays d'Afrique subsaharienne et en Inde en 2017) nous renseigne sur les rapports Nord-Sud en termes de santé. Le paludisme est classé dans la catégorie des « maladies tropicales négligées », sa géographie lointaine n'incite pas à en faire une préoccupation majeure. Mais les guerres, la présence coloniale, puis le tourisme et l'essor des moyens de transport font de cette maladie une préoccupation mondiale. Les épidémies montrent bien que les agents infectieux ne connaissent pas les frontières. Les maladies se mondialisent avec leurs effets géopolitiques. L'exemple du SRAS découvert en février 2003 est révélateur. Un médecin, venu de la province chinoise du Guangdong à Hong-Kong, a transmis le virus à des personnes qui sont ensuite reparties vers le Canada ou le Vietnam. Quand l'OMS a émis une alerte sur des cas de pneumonies non habituelles en Asie du Sud-Est, elle ignorait que l'épidémie sévissait depuis novembre 2002 dans le Guangdong. La Chine a fait l'objet de pression politique internationale forte afin qu'elle fasse preuve de plus de transparence. En 2005, un nouveau Règlement sanitaire international permet à l'OMS de renforcer ses pouvoirs vis-à-vis des États. L'épidémie a été qualifiée de première maladie de la mondialisation et a servi de répétition générale à la grippe aviaire et à la Covid-19.

La géopolitique mondiale a été bouleversée en 2020 par la pandémie de la Covid-19 qui a dégradé la situation économique mondiale et renforcé les lignes de fractures stratégiques, au détriment de la coopération. On y retient la rivalité entre Chine et États-Unis. L'UE en plein Brexit n'a pu montrer une voix unie. L'Afrique, épargnée par la pandémie, a été frappée par la crise économique et ses dommages collatéraux. La puissance s'est dotée d'un nouvel instrument : le vaccin. Les puissances se posent en rivales sur la question des vaccins anti-Covid, les intérêts nationaux reprenant le dessus sur le multilatéralisme prôné par l'OMS. La course a d'abord été celle de leur production. Les États-Unis (Pfizer, en partenariat avec la startup BioNTech allemande, et Moderna), le Royaume-Uni (AstraZeneca), la Chine (Sinopharm et Sinovac) et la Russie (Spoutnik-V) sont les gagnants. L'enjeu est ensuite de faire vacciner sa population : de la capacité à délivrer les vaccins et enrayer la propagation du virus sur son territoire dépend l'avenir de nombreux dirigeants. Trois pays ont les premiers lancé des campagnes massives : Israël, le Royaume-Uni et les États-Unis. Le vaccin constitue une planche de salut autant sanitaire que politique. Du point de vue de la géopolitique interne, les solutions mises en place par les pouvoirs (confinement, restrictions des libertés, « Pass sanitaire », vaccination obligatoire) sont scrutées et divisent les sociétés. À l'échelle mondiale, la géopolitique du vaccin redessine des lignes de fracture géopolitiques au parfum de Guerre froide. Le clan Atlantiste est focalisé autour de l'alliance américano-germanique des groupes Pfizer-BioNTech dont le vaccin à l'ARN messager est diffusé dans ses pays satellites (UE, Japon…). La Russie a enregistré le premier des vaccins, Spoutnik V, affirmant sa souveraineté sanitaire (son nom-référence aux fusées soviétiques est tout sauf un hasard). Enfin, la Chine tire le mieux son épingle du jeu. Elle est le seul pays à avoir connu une croissance positive en 2020 (> 2 % avec des excédents commerciaux records). Pékin a comblé le vide laissé par les Occidentaux dans les PED grâce à sa « diplomatie du vaccin ». Alors que l'OMS avait prôné un accès égal à la vaccination dans le monde, les Occidentaux ont acheté 90 % des doses des vaccins américains au printemps 2020. Fin 2021, à peine 4 % de la population africaine dispose d'un schéma vaccinal complet pour 61 % dans les pays développés, selon l'ONU. À l'inverse, en mai 2020, Xi Jinping affirmait que les vaccins chinois avaient vocation à devenir des « biens publics mondiaux ». Son *soft power* en sort renforcé au détriment des Occidentaux. Les enjeux de la sécurité sanitaire reviennent sur le devant de la scène. Sur le plan sanitaire, chaque pays doit pouvoir être autonome pour soigner sa population et maîtriser la composition des substances qui sont administrées.

🕮 Références

- Paul Benkimoun, *Objectif 2035, ces innovations qui vont changer notre vie*, Ed. de L'Archipel, 2008.
- Rony Brauman, *La médecine humanitaire*, PUF, 2010.
- Dominique Kerouedan (dir.), *Médecine tropicale*, Lavoisier, 2012.
- Dominique Kerouedan et Joseph Brunet-Jailly (dir.), *Santé mondiale : enjeu stratégique, jeux diplomatiques*, Presses de Sciences Po, 2016.
- Dominique Kerouedan, *Géopolitique de la santé mondiale*, Collège de France/Fayard, 2013.
- Alain Vaguet et Michelle Bertho Huidal, « (Géo) politique et Santé », dans *L'Espace Politique*, n° 26, 2015-2 (en ligne).

➢ Voir entrées

Mondialisation, *Brain Drain,* Gouvernance mondiale, ONG, Émergents, Eau, Environnement, Démographie, Alimentation, Risques.

Alimentation

En 1975, Joseph Klatzmann s'interrogeait sur les moyens à mettre en œuvre pour *Nourrir dix milliards d'hommes ?* (PUF, 1975), une des questions restées sans réponse lors de la Conférence mondiale de la population de Bucarest en 1974.

Quelles que soient les voies empruntées pour appréhender les grands défis posés à l'humanité, toutes se croisent au carrefour de la démographie*. Cependant, malgré sa forte croissance, la population mondiale est aujourd'hui mieux nourrie qu'elle ne l'a jamais été. Progrès techniques, manipulations génétiques, révolutions vertes, productions hors-sols, tout laisse penser que la question agricole est réglée. L'agriculture s'industrialise avec des rendements croissants, des fermes intégrées à un système agroalimentaire et une intégration accrue des échanges agricoles dans les circuits mondiaux. Pourtant, l'agriculture reste une activité économique à part. Beaucoup d'États la subventionnent et la protègent. L'agriculture, productrice de nourriture, constitue un enjeu spécifique dans les négociations commerciales internationales. Enfin, la faim touche encore 800 millions de personnes dans le monde et 15 millions en meurent chaque année, faisant de l'alimentation un des défis majeurs du XXIe siècle. La question est en fait moins celle de la production alimentaire que de sa distribution et les famines qui menacent aujourd'hui sont liées aux théâtres de guerre (nord-est du Nigeria, Somalie, Soudan du Sud, Yémen).

L'exemple du blé, céréale la plus consommée dans le monde, est révélateur des tensions autour des ressources alimentaires aujourd'hui. Les céréales ont connu une immense croissance de leur production, multipliée par trois depuis 1960, passant à 2 000 millions de tonnes en 2001. Parmi celles-ci, le blé est devenu dans les années 1990 la céréale la plus consommée au monde devant le riz. Le blé est l'une des premières plantes cultivées par l'homme, domestiquée au Proche-Orient il y a 10 000 ans. À l'époque romaine, l'Afrique du Nord et l'Égypte fournissent l'essentiel de la production de blé. Elle gagne aux XVIIe-XVIIIe siècles le continent américain avec la colonisation. Après des siècles de culture rudimentaire, la découverte en Europe de nouvelles techniques de labour au Xe siècle, puis les regroupements de terres, augmentent les rendements pour devenir au XVIIIe siècle une source d'enrichissement. Au XIXe siècle, l'accroissement démographique, les nouveaux progrès techniques, entraînent une révolution agricole (extension des surfaces cultivées, hausse de la productivité avec l'usage de plantes fourragères, engrais naturels et engrais chimiquement améliorés, diversification des productions). La commercialisation du blé est favorisée par l'essor des transports. Depuis les années 1970, les échanges de blé ont été plus que doublés. Le blé supplante le riz en Chine ou en Inde, respectivement 1er et 2e producteurs mondiaux de blé depuis 2002. Quelques pays développés, disposant d'excédents et dont les firmes contrôlent le marché (Cargill ou Continental Grains aux États-Unis) satisfont la demande mondiale. Les exportations sont avant tout contrôlées aujourd'hui par les États Unis et l'UE. La concurrence peut être féroce et les producteurs sont largement soutenus par les États. Les OGM (organismes génétiquement modifiés) et les progrès techniques de l'agriculture intensive, adoptés massivement dans les grandes exploitations américaines (en particulier pour le soja, le maïs et le coton), permettent aux États-Unis de s'adapter aux contraintes climatiques et de rester dominants sur le marché, entretenant ainsi cette « arme verte ».

La question de l'accès aux ressources alimentaires est l'enjeu de conflits à toutes les échelles. À l'échelle régionale, la raréfaction des ressources foncières est un des facteurs qui a pu conduire à des violences extrêmes comme au Rwanda en 1994 et au Burundi en 1993 où les massacres interethniques entre Hutus et Tutsis peuvent se lire comme des conflits pour l'accès à une terre devenue trop exiguë pour subvenir aux besoins de leurs populations. Le génocide de 1994 au Rwanda a contribué à une prise de conscience démographique : la fécondité a été divisée par deux, passant de 8 en 1990 à 4 aujourd'hui. À l'inverse elle dépasse encore 6 au Burundi où les violences politico-ethniques se poursuivent. À l'échelle mondiale, l'accès à l'alimentation et sa distribution peuvent être utilisés comme une arme (concept de « *Food power* »). Les principaux producteurs de céréales étant au Nord, les consommateurs au Sud, cette arme alimentaire permet de punir les récalcitrants (*hard power*) ou favoriser les régimes amis (*soft power*). Mais le marché du blé est une arme au maniement difficile. L'URSS, bien que productrice de blé, était surtout le plus gros importateur de blé dans les années 1970-1980 (44 millions de tonnes en 1981-1982). Ces énormes importations constituaient un facteur de dépendance envers les États-Unis ; ceux-ci, malgré un accord quinquennal passé en 1975, n'avaient pas hésité, sous la présidence de Jimmy Carter à soumettre l'URSS à un **embargo*** céréalier à la suite de l'invasion de l'Afghanistan en 1979. Cet embargo s'est révélé à double tranchant en provoquant des difficultés pour la filière céréalière américaine et Ronald Reagan, successeur de Jimmy Carter, leva cet embargo. Les États-Unis profitent largement aujourd'hui de ce « *food power* » auprès de PED et des ex-républiques soviétiques, notamment par le biais de l'aide alimentaire prévue dès 1954 par la *Public Law*. Mais en Irak, la résolution de l'ONU « pétrole contre nourriture » a surtout pesé sur la population, peu sur le régime de Saddam Hussein. Le « *Food power* » réussit mieux pour aider les pays amis, comme l'Égypte, bénéficiaire des livraisons américaines.

La question de l'alimentation dans le monde est elle-même révélatrice des inégalités de développement et des bouleversements de la hiérarchie mondiale. Le modèle de la « transition alimentaire » montre comment les régimes alimentaires évoluent avec le développement, l'urbanisation et la diffusion des habitudes alimentaires du Nord (exemple de la Chine où la consommation évolue de 20 kg de viande/habitant/an en 1985 à plus de 50 kg aujourd'hui). Les pressions sur les ressources alimentaires sont accrues avec l'augmentation des classes moyennes dans les pays émergents*. Ces « nouveaux riches » consomment plus de viande, moins de végétaux, d'où un besoin croissant de produits céréaliers pour nourrir les animaux. Ces changements de régime alimentaires correspondent à un plus grand nombre de calories, mais aussi à une plus grande consommation d'eau* : il faut 1 000 litres d'eau par an pour produire 1 kg de blé contre 15 000 litres pour produire 1 kg de bœuf. L'alimentation des Américains et des Européens requiert 5 000 litres d'eau par jour, tandis que les régimes végétariens en Afrique et en Asie demandent moins de 2 000 litres par jour. Les habitudes alimentaires du Nord sont diffusées également par le biais de l'aide alimentaire aux pays pauvres. Par exemple, au Yémen, les habitants avaient l'habitude de consommer du sorgho et du millet, mais de plus en plus de consommateurs réclament du pain de blé blanc. La farine de blé est alors soit importée, soit donnée par le biais de l'aide alimentaire, entraînant une forte dépendance. Actuellement, l'Afrique, l'Asie, mais aussi la Russie, demeurent dépendantes des importations de blé. Les mal nourris de la planète vivent essentiellement dans les PED en Amérique latine, en Asie, et surtout en Afrique. Sur ces continents, les pays ne produisent pas assez de nourriture pour nourrir leur population ou sont trop pauvres pour en importer. Leurs cultures locales sont fréquemment destinées à l'exportation au détriment de leurs consommateurs. L'amélioration de la situation alimentaire à l'échelle globale doit donc être nuancée. La ration alimentaire moyenne que doit recevoir un individu est estimée à 2 400 calories par jour. Or, la moyenne mondiale de cette ration a régulièrement augmenté, passant de 2 300 calories en 1960 à 2 800 calories en 2001. Mais ce progrès

ne concerne pas tout le monde. Dans près de 50 PED, la ration moyenne est nettement insuffisante (< 2 000 calories/jour). Cette inégalité provient de plusieurs facteurs : une croissance forte de la population, des rendements agricoles insuffisants en raison de catastrophes climatiques (inondations, sécheresses) ou de l'absence de politique agricole, et aussi à cause des guerres, qui détruisent les récoltes, désorganisent les échanges et empêchent la distribution. La famine survenue en 1967 au Biafra, en raison de la guerre qui sévissait au sud-est du Nigeria, est restée célèbre pour avoir été la première catastrophe humanitaire à avoir bénéficié d'un important relais médiatique (Sylvie Brunel). La situation est inverse dans les pays riches. Parallèlement à leur transition démographique, les pays industrialisés ont mené une révolution agricole leur assurant la satisfaction de leurs besoins alimentaires. Si leur production est insuffisante, comme au Japon, leur richesse leur permet d'importer. Cette réussite en matière d'alimentation procure aux pays riches une ration alimentaire moyenne > 3 500 calories par jour, mais cela entraîne de plus en plus de déséquilibres alimentaires (malnutrition), provoquant maladies cardio-vasculaires, diabète, surpoids, obésité… (Voir **Santé***). Il existe toutefois des cas de sous-alimentation croissants dans les pays riches, estimés à 50 millions de personnes, en raison du nombre d'exclus et de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

L'autosuffisance alimentaire, comme la souveraineté alimentaire, sont des enjeux essentiels pour sortir du sous-développement et/ou maintenir sa puissance. Avec le progrès agricole, l'utilisation d'engrais, de pesticides, et les procédés modernes d'irrigation, de nombreux pays ont lancé une « révolution verte » visant à accroître leurs rendements et en produisant de nouvelles variétés. Ainsi, par l'amélioration du système agricole dans son ensemble, on a pu assister à de véritables « décollages » des productions dans des pays comme l'Inde, la Chine, le Mali, le Niger ou le Burkina Faso. Mais le succès n'est pas toujours bien réparti. En Inde, des centaines de milliers d'Indiens vivent encore en situation de malnutrition en raison de l'exclusion sociale engendrée par le système des castes et dans les États enclavés du Nord. Le succès ne profite pas toujours aux pays producteurs : certains consacrent la totalité de leur production à la vente (monoculture) au détriment de leur consommation, ce qui les place en situation de dépendance envers la conjoncture économique et financière, tout en augmentant leur endettement. Enfin, la culture intensive et extensive a un coût écologique réel : déforestation, appauvrissement des sols, produits ajoutés (comme le phosphore). Avec la mondialisation, le producteur local est concurrencé par des produits importés vendus en plus grande quantité et moins chers, et dépend des cours du marché. La Côte-d'Ivoire souffre de son extrême dépendance envers le cours du cacao. La production demande parfois des investissements pour demeurer concurrentielle que le petit paysan ne peut fournir. Enfin, la culture peut être délaissée pour un produit plus rentable : en Colombie, certains petits producteurs ont préféré cultiver le pavot au profit des cartels de la drogue* plutôt que le café. En raison des prévisions de croissance démographique on prévoit de produire encore plus. Or, étant donné les dégâts écologiques que ne manquerait pas de créer une nouvelle intensification des cultures, on parle de révolution « doublement verte » consistant en une augmentation des ressources naturelles alimentaires, mais aussi une préservation de l'environnement*. On prévoit de mettre en valeur les réserves foncières encore inexploitées avec de nouveaux fronts pionniers, mais des voix s'élèvent pour protester contre une nouvelle déforestation, notamment en Amazonie (Voir Forêts*). Il s'agit aussi d'avoir recours à de nouvelles sortes d'engrais, de pesticides et d'autres produits moins « agressifs » pour les sols. On parle également d'OGM (des plants de maïs, soja, pomme de terre, ayant subi des modifications en laboratoire afin de résister aux maladies ou aux conditions climatiques), mais ces derniers sont encore source de méfiance. La hausse des rendements présente bien des interrogations et des craintes : la manipulation de la nature conduit parfois à des drames. Les cas de pollution des eaux par les nitrates, utilisés comme engrais pour la croissance des plantes, les épidémies de fièvre aphteuse du mouton ou d'encéphalite spongiforme (la « vache folle ») dues à l'alimentation du bétail par des carcasses en sont la preuve. Enfin, l'autosuffisance alimentaire relève d'un mythe en partie car toute production agricole sophistiquée dépend aujourd'hui d'éléments importés (machines, engrais, pesticides…), comme la souveraineté alimentaire. L'ouverture des marchés est réclamée par les pays émergents exportateurs (et d'abord par le Brésil), membres du Groupe de Cairns (Australie). Mais les vieilles nations agricoles (France, États-Unis…) redoutent et combattent cette perspective (mesures protectionnistes). Quant aux pays les plus pauvres, ils ne peuvent que craindre que leur agriculture peu performante soit balayée par la concurrence. L'établissement d'un marché mondial complété par des mécanismes de régulation et de soutien aux agricultures les plus défavorisées, la mise en place de stocks mondiaux pour faire face aux variations climatiques et éviter de nouvelles émeutes de la faim (crise alimentaire mondiale de 2007-2008 avec la hausse du prix des denrées alimentaires) sont des solutions envisagées. Mais qui financera le dispositif ? Les vieux pays riches mettront en avant le poids de leurs charges existantes avec les aides au développement pour échapper à ce fardeau, tandis que, dans les pays émergents, toute taxation de leur richesse agricole sera perçue comme une manœuvre des Occidentaux pour bloquer leur dynamisme exportateur.

🕮 Références

- Sylvie Brunel, *Nourrir le monde. Vaincre la faim*, Larousse, 2009.
- Jean-Paul Charvet, *Nourrir les hommes,* Sedes/Armand Colin, 2008.
- Marc Dufumier, « Les plantes génétiquement modifiées peuvent-elles nourrir le tiers monde ? », dans *Revue Tiers Monde*, n° 188, 2006/4.
- Stéphanie Rivoal, « L'arme alimentaire », dans *Géoéconomie*, n° 73, 2015/1.
- Marie-Monique Robin*, Le monde selon Monsanto*, La Découverte/Arte éditions, 2008.

➢ Voir entrées

Démographie, Environnement, Eau, Santé, Embargo, Drogue, Forêts, Émergents.

Énergies

« *C'est le pétrole qui nous permet de vivre comme nous vivons… de prendre le train pour aller travailler. […] C'est le pétrole qui permet de transporter le ravitaillement jusqu'aux mégavilles du monde incapables de subvenir à leurs propres besoins, […] qui fournit les matières plastiques et chimiques qui constituent les briques et le mortier de notre civilisation contemporaine.* » (Daniel Yergin, *Hommes du pétrole*, Stock, 1991)

Les ressources énergétiques sont devenues indispensables à notre mode de vie contemporain. Toutes n'ont cependant pas la même importance stratégique : le pétrole représente 39 % de la consommation globale d'énergie, suivi du charbon pour 24 %. Viennent ensuite le gaz naturel, le nucléaire et les énergies renouvelables pour 37 % de la consommation. Le pétrole est donc une source d'énergie prépondérante, et constitue dès lors un enjeu, pour les pays consommateurs comme les pays producteurs. La géopolitique de l'énergie est donc d'abord une géopolitique du pétrole. Or cette ressource est très inégalement répartie : le Moyen-Orient dispose de 50 % des réserves de pétrole prouvées alors que l'Europe et l'Asie ont pratiquement épuisé leurs réserves. Le gaz naturel est aussi source de tensions comme le montrent les problèmes soulevés par les approvisionnements de l'Europe en provenance de Russie. Des enjeux géopolitiques peuvent également naître autour de l'électricité. Enfin, bien entendu la transition énergétique, passage à des énergies « décarbonées », modifie les stratégies des acteurs.

Jusqu'à la fin du XVIII^{e} siècle, l'énergie (animal, homme, bois, moulins à eau et à vent) était consommée à proximité du lieu de production, il n'y avait donc pas d'enjeux géopolitiques. Avec l'invention de la machine à vapeur et l'utilisation du charbon, ces enjeux restent limités, les gisements de charbon étant bien répartis, seuls quelques pays en faisaient une consommation importante.

L'utilisation massive du pétrole à partir de la fin XIX^{e} siècle va poser le problème du contrôle de cette ressource qui joue un rôle économique et politique considérable. Utilisé lors de la seconde révolution industrielle, « l'or noir » est lié aux innovations telles que le moteur à explosion, l'industrie chimique… Son exploitation et sa consommation suivent les progrès techniques : exploitée d'abord en Pennsylvanie à partir de 1859, la production de pétrole s'étend aux gisements de Bakou, sur la Caspienne (1870), à la Perse (1908), au golfe arabo-Persique (1920), au Mexique, au Sahara et à la Sibérie entre 1930 et 1960. Elle s'accroît au XX^{e} siècle passant de 53 millions de tonnes en 1913 à 2,9 milliards en 1973, puis 4,5 milliards de tonnes en 2018. Le pétrole est à la fois une source majeure d'énergie et une matière première pour la pétrochimie avec les plastiques. Sans pétrole, une économie développée est paralysée. Aujourd'hui, 95 % des transports* routiers, aériens et maritimes utilisent des produits pétroliers, comme la guerre repose sur leur utilisation. Dès la Première Guerre mondiale (1914-1918), il est clair que l'on ne se bat pas sans pétrole. L'une des grandes lectures de la Seconde Guerre mondiale peut être faite à travers le pétrole. Tant l'Allemagne d'Hitler que le Japon souffre d'une pénurie chronique de pétrole. C'est un handicap majeur dans leur combat contre la Grande Alliance. En 1941, les États-Unis cessent leurs livraisons au Japon asphyxiant leur économie de guerre. Au lieu de s'incliner, le Japon cherche une autre source d'approvisionnement vers les Indes néerlandaises et frappe la base de Pearl Harbor. L'Allemagne hitlérienne, enfermée dans une Europe peu riche en hydrocarbures se heurte aussi à la contrainte pétrolière. Été 1942, l'offensive vers la Caspienne et le Caucase vise à saisir un des hauts lieux de son exploitation : Bakou. La défaite de Stalingrad anéantit cette ambition. Depuis 1945, bien des crises (Suez en 1956, chocs pétroliers de la décennie 1970, montée vertigineuse des prix au début des années 2000) confirment le poids de la contrainte pétrolière. L'or noir est la ressource stratégique du XX^{e} siècle, instrument et enjeu de puissance. Ce pouvoir pétrolier est encore entre les mains des « Sept Sœurs », ces grandes sociétés occidentales maîtresses des puits et du commerce (Exxon, Texaco, British Petroleum, Shell, Gulf, Standard Oil et Mobil Oil). La concentration des ressources pétrolières et la posture du cartel de l'OPEP vont alors lier les prix du pétrole aux événements politiques du Moyen-Orient. Les principales réserves mondiales ont été localisées au Moyen-Orient, dont 25 % en Arabie Saoudite, 11 % en Irak, 9 % aux Émirats, ainsi qu'au Koweit et en Iran. Les pays producteurs, notamment l'Arabie Saoudite, ont cherché à prendre une part croissante dans le contrôle des gisements sur leur territoire, jusqu'alors aux mains des majors, majoritairement américaines, qui s'étaient partagé le marché dès 1928 avec le traité d'Achnacarry (fixant la production et les prix entre les « Sept Sœurs ») et à faire cesser la tendance à la baisse des prix des barils. L'OPEP est fondée en 1960 à Bagdad. Elle réunit l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et le Venezuela. Les rejoindront ensuite l'Algérie, l'Indonésie, le Qatar, la Libye, le Nigeria, les États-Unis, puis, jusqu'en 1990, l'Équateur et le Gabon. S'estimant exploités, certains pays producteurs décident de nationaliser leur production de pétrole (Algérie, Iran, Irak, Libye). Les relations de l'Arabie Saoudite avec les États-Unis sont régulièrement affectées par la question israélienne. Comme les autres pays arabes, elle exige le retrait des territoires occupés (Cisjordanie et Gaza) par l'État hébreu depuis leur victoire lors de la Guerre des Six jours (juin 1967). À la suite de la guerre israélo-arabe du Kippour et de la victoire israélienne, en octobre 1973, l'Arabie Saoudite décide d'exercer des représailles : les pays de l'OPEP augmentent de 70 % les prix du brut. Elle baisse sa production d'hydrocarbures de 30 % provoquant le quadruplement du prix du baril. Pour les pays industrialisés, c'est le premier « choc » pétrolier. Six ans plus tard survient le second choc lié à la révolution iranienne (prise du pouvoir par l'ayatollah Khomeyni et déclenchement de la guerre irano-irakienne). Mais tout choc appelle des réactions avec l'entrée en scène des pays exportateurs non-membres de l'OPEP (les NOPEP : Égypte, Malaisie, Angola, Mexique…) et surtout, depuis les années 1990, la Russie. Quant aux majors, elles parviennent à trouver de nouvelles sources de profit en concentrant leurs activités pétrolières sur le transport, le raffinage et la commercialisation. La part des NOPEP passe en 1984 à 42 % de la production mondiale. Les cours du pétrole ralentissent dans un premier temps, puis leur diminution s'accélère sous l'action de l'Arabie Saoudite, qui choisit en 1985 d'augmenter sa production. La chute des prix entraînera à partir de 1986 une nouvelle hausse de la consommation générale de pétrole, stratégie rentable pour les pays de l'OPEP, qui voient leur rôle se renforcer parallèlement à la baisse de rentabilité du pétrole des NOPEP. L'or noir est alors de plus en plus soumis à la loi du marché. C'est le « contre-choc pétrolier », qui correspond à une offre croissante face à une demande en stagnation. Les pays industrialisés sont alors conduits à revoir leurs politiques d'économie d'énergie (abandon du nucléaire en Allemagne), leurs nouvelles prospections et connaissent une crise du marché pétrolier (licenciement dans les grandes compagnies telles qu'Exxon). Pourtant, on recommence à craindre un nouveau choc pétrolier, la demande s'accélère à nouveau dans les années 1990 avec l'industrialisation des grands Émergents*. L'OPEP doit cependant faire face à la concurrence, puisqu'en 1997 le Mexique parviendra à dépasser l'Arabie Saoudite en devenant le second fournisseur des États-Unis après le Venezuela.

Tout au long du XX^{e} siècle, le pétrole suscite des guerres visant à s'approprier les gisements d'or noir : tentatives d'accès au Caucase par les Allemands en 1942, conflit angolais à partir de 1976, guerre pour le Chatt-el-Arab entre l'Irak et l'Iran dans les années 1980, guerre de Tchétchénie à

partir de 1991… La coalition contre l'Irak, intervenue militairement en 1991, entre dans cette perspective : en envahissant le Koweït, pays producteur de pétrole à l'été 1990, l'Irak augmentait son capital pétrolier (passant de 11 % des réserves mondiales à 20 %) et devenait un dangereux acteur sur le marché. Ainsi, outre des raisons militaires et politiques s'expliquant par la menace irakienne sur les pays voisins, outre la nécessité de sanctions contre la violation du droit international, l'action internationale contre l'Irak répondait aussi à la menace pétrolière. Une menace double : sur les pays consommateurs et sur les pays producteurs voisins. On comprend mieux le soutien de nombreux pays arabes (Égypte, Arabie Saoudite, Syrie, Maroc, EAU) prêts à s'allier aux Américains et brisant ainsi la solidarité arabe. Avec les attentats sur le sol américain le 11 septembre 2001, les choses changent de nouveau. Tandis que les États-Unis entendent faire cesser le soutien de l'Afghanistan au terroriste Oussama Ben Laden, l'Arabie Saoudite a pu apparaître inquiétante envers les États-Unis au sujet de ses ressources, qu'elle peut utiliser comme instrument de pression. Washington craint également une radicalisation du régime saoudien. Les États-Unis vont réagir à cette dépendance en prenant un certain nombre de mesures combinant lutte contre le terrorisme, défense de leurs intérêts pétroliers, lutte contre les menaces régionales. Ils interviennent en Afghanistan pour renverser le régime des Talibans et installent un régime ami à Kaboul, ils peuvent ainsi faire transiter sur le sol afghan des conduites d'hydrocarbures en provenance d'anciennes RSS d'Asie centrale. Les Américains renforcent également leur coopération sécuritaire et énergétique avec la Russie, en collaborant avec elle contre l'instabilité politique en Asie centrale et en l'aidant à relancer sa production d'hydrocarbures par une modernisation de ses installations. Enfin, les Américains renversent le régime de Saddam Hussein en 2003 supprimant une menace pour la stabilité régionale (et pour le cours du pétrole, Saddam Hussein ayant par exemple menacé en avril 2001 de faire du chantage avec sa production) et espéraient profiter de l'installation d'un régime qui leur soit favorable pour l'exploitation des énormes gisements irakiens.

Le transport* de l'énergie, surtout des hydrocarbures entre territoires de production et de consommation est un enjeu géopolitique majeur. Leur transport s'effectue par terre (tubes) ou par mer. Les deux modes sont complémentaires. Ces routes de l'énergie vont principalement vers les régions consommatrices d'Europe, des États-Unis et d'Asie (Chine, Japon). Ces routes sont à haut risque : conflit autour du tracé des pipelines comme dans le Caucase, menaces sur les détroits et les canaux (attaque en 2002 par Al Qaida du pétrolier français Limburg) et risques* environnementaux* (marées noires, fuites). La présence de marines de guerre et des points d'appui restent importants. L'acheminement par les gazoducs et oléoducs cristallise les tensions et les grandes manœuvres dans cette « géopolitique des tubes ». Une des réponses des stratèges américains à la question de leur déclin passe par le contrôle de l'approvisionnement énergétique de leurs concurrents. Les pipelines jouent ainsi un rôle crucial, leur tracé matérialise sur le terrain des objectifs stratégiques de leur promoteur. Les tubes russes sont autant de flèches transperçant le *Rimland** afin de gagner les marchés de consommation européen ou asiatique. Ceux promus par les Américains courent le long de ce même *Rimland* en tentant d'isoler la Russie et contrôler l'approvisionnement énergétique de leurs « alliés » européens. L'équation se complique avec l'émergence d'autres acteurs : Chine, Turquie, Inde, Pakistan, Iran, Japon… La bataille pour les sources et les routes énergétiques, combinée à la domination du *Heartland* et du *Rimland*, sont les éléments constitutifs de ce « nouveau Grand jeu* » qui définit les rapports de force mondiaux.

À la fin du XX^e^ siècle, la sécurité de l'approvisionnement en pétrole ayant disparu, les pays industrialisés vont chercher à obtenir une certaine indépendance en diversifiant leurs sources d'approvisionnement. Les pays industrialisés explorent de nouveaux gisements rentables à court terme. Les gisements *off-shore* au large de la Grande-Bretagne, de l'Alaska, du Canada et de l'Afrique occidentale se multiplient, tandis que sont mises en place des mesures d'économie d'énergie. Les pays diversifient leurs sources d'approvisionnement, mais aussi leurs sources d'énergie, comme le gaz naturel, le charbon, le nucléaire ou les énergies renouvelables (éoliennes, hydroélectriques). En Europe, l'épuisement des gisements gaziers en mer du Nord entraîne une dépendance accrue vis-à-vis de la Russie (entre 2008 et 2018, le gaz naturel et le pétrole brut importés par l'UE provenaient à 40 % et 30 % de la Russie). Les États-Unis de Trump, qui veulent limiter l'influence russe et vendre leur gaz de schiste, s'opposent à la fin de la construction du gazoduc Nord Stream 2 transportant le gaz de la Russie vers l'Allemagne sans passer par l'Ukraine. Mais en mai 2021, l'administration de Joe Biden a annoncé la levée des sanctions contre la société Nord Stream 2, préfigurant un possible rapprochement russo-américain. En retour, la Russie s'est tournée vers la Chine et le gazoduc « Power of Siberia » a été inauguré en décembre 2019 pour l'exportation de gaz russe vers la Chine. Enfin, deux changements majeurs ont des impacts géopolitiques. Il s'agit du développement du gaz et du pétrole de schiste américains et de la transition énergétique.

Depuis 2018, la production compétitive de pétrole et de gaz de schiste aux États-Unis a permis au pays de devenir le premier producteur mondial de pétrole et d'exporter du gaz. Cette indépendance pétrolière a influencé la politique des États-Unis. Ainsi, ils se sont retirés de l'accord nucléaire avec l'Iran en 2019 et ont imposé des sanctions à des pays producteurs de pétrole comme le Venezuela et l'Iran. Les prix du pétrole se sont dans le même temps détachés des événements du Moyen-Orient. Mais la crise sanitaire mondiale et la baisse des prix du pétrole, tombés à des niveaux négatifs en avril 2020, ont érodé la rentabilité de l'exploitation du pétrole de schiste américain.

À la suite de l'accord de Paris de 2015, de nombreux pays ont adopté des lois sur la transition énergétique favorisant les énergies à faible émission de carbone. Les plans de relance nationaux et européens à la suite de la crise du Covid-19 accentuent ce mouvement. La baisse des coûts de ces énergies (-18 % par an pour l'électricité photovoltaïque) associée à celle des batteries leur a permis de croître. Paradoxalement, l'énergie solaire, nationale par nature, est fortement dépendante de la Chine pour ses panneaux solaires et les batteries électriques, au détriment des fabricants d'équipements européens. La transition énergétique est basée sur des équipements qui contiennent des terres rares et des métaux rares* : le lithium, le cobalt ou le graphène utilisés dans les batteries sont extraits ou raffinés en Chine. L'Occident, pour des raisons environnementales*, a laissé cette activité en Chine. À la suite des États-Unis, l'Europe lance aujourd'hui un plan stratégique pour rapatrier une partie de cette production et assurer sa souveraineté*. Ainsi, de multiples démarches sont menées pour assouplir la contrainte pétrolière : économies d'énergie, amélioration des isolations, technologies « propres »… Toutefois aucun de ces efforts ne met fin au règne du pétrole. Les hydrocarbures demeurent abondants. Les États exportateurs, longtemps limités à un cartel restreint de pays privilégiés principalement du Moyen-Orient se multiplient : Nigéria, Angola, Brésil… L'extraction va de plus en plus loin. L'exploitation des gaz de schiste accroît encore l'offre. La première économie mondiale, les États-Unis, redevient, grâce à ces gaz exportatrice. Les énergies alternatives aux hydrocarbures soulèvent toutes, des difficultés majeures. Le charbon est plus polluant que le pétrole. Le nucléaire peut être à l'origine de désastres majeurs et produit des déchets, tandis que la technologie et la puissance manufacturière de la Chine menacent la souveraineté des pays développés. Au-delà de l'approvisionnement en pétrole et en gaz, la pensée stratégique et la technologie* deviennent les nouveaux carburants pour l'avenir.

🕮 Références

- Alain Beltran (dir.), *Le pétrole et la guerre*, *Oil and War* Peter Lang, 2012.
- Philippe Chalmin, *Géopolitique des ressources naturelles : prospective 2020,* RAMSES/Dunod, 1999.
- Dossier, « Les guerres du pétrole », dans *Géoéconomi*e, n° 38, été 2006.
- Philippe Sébille-Lopez, *Géopolitique du pétrole*, Armand Colin, 2006.
- Cédric Tellenne, *Géopolitique des énergies*, La Découverte, 2021.

➢ **Voir entrées**

Grand Jeu, Environnement, Ressources minières et terres rares, Technologies, Transports, Émergents, *Rimland*, Risques.

Espace (cosmique)

« *Certains*, écrit Aymeric Chauprade, *nous prédisent la fin des territoires par la mondialisation et le facteur technique. […] L'ironie de l'histoire fait que l'observation de la Terre donne davantage encore de forces aux recoins de la géographie : plus l'observation est fine, plus les stratégies géographiques sont aiguisées. La conquête spatiale n'est donc pas une mort annoncée de la géopolitique, car l'homme resté à terre ne cesse de jouer à cache-cache avec celui qui l'observe posté dans l'espace ; à la surveillance et au décryptage du relief répond la gamme inépuisable des leurres et des ruses. […].* » (*Géopolitique, Constantes et changements dans l'histoire*, 2003)

Échappant longtemps à l'emprise des hommes incapables de se l'approprier, l'espace cosmique s'ajoute à la géopolitique des airs* au XXe siècle avec les avancées technologiques*. Tout change, la technique mettant le *cosmos* à la portée des hommes. Pour Philippe Moreau Defarge, dès que la technique le permet, tout domaine se trouve soumis aux lois établies de la puissance. Les progrès scientifiques et technologiques font de la conquête spatiale un nouvel enjeu de pouvoir. 60 ans après le lancement du 1er vol orbital non habité (Spoutnik 1 en 1957), plus de 10 000 satellites ont été mis en orbite, dont près de 600 en activité, tandis que 20 000 tonnes gravitent autour du globe terrestre, transformant l'espace extra-atmosphérique en une décharge publique.

Quelle limite entre atmosphère et cosmos ? D'un point de vue physique, l'exosphère ou espace interplanétaire commence vers 300 à 500 km d'altitude et s'étend vers l'infini. Une autre définition propose comme limite la plus basse altitude à laquelle un satellite peut tourner en orbite terrestre, soit entre 112 et 160 km d'altitude. En 1960, le Congrès de la Fédération Aéronautique Internationale définit le concept de « vol spatial » comme tout vol atteignant 100 km d'altitude (ligne de Karman). Si la ligne de démarcation reste floue, les différents États s'accordent aujourd'hui sur une limite entre 40 et 160 km d'altitude (80 km pour les États-Unis).

La conquête spatiale est le produit de la rivalité entre les deux superpuissances. Dans le monde bipolarisé de la Guerre froide, l'avance technologique était à la fois une vitrine de son savoir-faire, donc de son avance sur l'autre modèle, et un substitut à un conflit direct qui ne pouvait avoir lieu du fait de la dissuasion nucléaire. La « course à l'espace » avait d'ailleurs à voir avec les progrès de l'arme atomique, car la technologie des fusées (motorisation, puissance, guidage, contrôle automatisé) était la même, à plus grande échelle, que celle utilisée pour les missiles intercontinentaux, vecteurs invulnérables de la bombe (Voir Guerre*). À l'image de la conquête de l'air, celle de l'espace repose sur des progrès technologiques continus depuis 1945, comme le rappelle Cédric Tellenne dans son *Introduction à la géopolitique* (2016). Au début de la Guerre froide, les fusées atteignent l'espace extra-atmosphérique (au-delà de 20 000 m d'altitude). En 1957 a lieu le premier vol orbital du satellite artificiel soviétique Spoutnik, puis en 1961, le premier vol habité par Youri Gagarine. En pleine Guerre froide, les Soviétiques survolent le territoire américain. La peur du *technology gap* saisit les États-Unis dont la politique étrangère comme la géopolitique interne sont bouleversées par la « course à l'espace ». Les États-Unis tiennent à rester les meilleurs : en 1969, le premier homme à marcher sur la Lune est Neil Armstrong. À partir des années 1970, tous les États aspirant à conserver un rang dans la hiérarchie des puissances entrent dans cette compétition spatiale : France, Japon, mais aussi les grands Émergents* comme la Chine et l'Inde. La conquête de ce *leadership* spatial repose également sur la capacité de lancement des missiles, l'observation satellitaire et les systèmes d'observation à haute résolution : les progrès réalisés dans la conquête de l'espace visent d'abord le maintien de la puissance au sol.

L'espace doit rester libre. Dès 1958, l'URSS déclarait qu'aucun État ne pouvait soumettre l'espace cosmique à sa législation. L'espace est aujourd'hui parcouru par des centaines de satellites pour la diffusion des communications (radio, télévision), comme l'espionnage. Une législation internationale sur l'espace devient cependant essentielle. En 1959, les engins soviétiques Lunik II et Lunik III en orbite lunaire portent le nom de l'URSS dans l'espace. Lunik III de nouvelles cartes de la face cachée de la Lune en employant des toponymes russes. Mais malgré le drapeau américain planté sur la Lune, les missions Apollo n'ont pas donné lieu à une occupation réelle de la Lune la transformant en territoire* approprié. En 1967, un traité international proposé par les États-Unis interdit toute revendication de souveraineté sur la Lune. En 1971, un traité proposé par les Soviétiques à l'ONU s'oppose également à toute militarisation de la Lune. En pleine Guerre froide, on assiste à une coopération entre les deux Grands avec la mission Apollo-Soyouz, lors de la Détente, en 1975. En Europe, une Agence Européenne de l'Espace coordonne la recherche spatiale et les lancements de satellites. En 1976, l'ONU déclare les ressources naturelles lunaires « bien commun de l'humanité ». Une coopération internationale dans l'espace se met progressivement en place tandis qu'un droit de l'espace garantit une utilisation pacifique de l'espace. Mais l'appropriation fait partie des réflexes de l'homme. L'orbite géostationnaire à 36 000 km de la Terre suivant l'Équateur et tournant à la même vitesse que la Terre est revendiquée pour sa valeur économique et stratégique. Cette caractéristique est particulièrement importante pour les satellites de télécommunications. La position du satellite semblant immobile, un équipement de réception muni d'une antenne fixe pointant dans la direction du satellite géostationnaire suffira pour capter ses émissions. En 1976, plusieurs États situés sous cette orbite sur la ligne de l'Équateur proclament leur souveraineté sur cette « orbite de Clarke » pour ces enjeux économiques et stratégiques (comme le Brésil, l'Indonésie, ou le Kenya). Cette souveraineté est refusée par les autres États.

Le premier usage de l'espace est évidemment militaire avec les satellites d'observation et de guidage. La télédétection (espionnage) se définit comme la collecte, le traitement et le stockage de données massives au moyen de photo prises sur écran radar et senseurs fixés sur satellites. La tentation surgit de se servir d'un satellite comme une arme détruisant d'autres satellites ou des objectifs au sol. En 2007, la Chine, voulant montrer ses capacités militaires, anéantit avec un missile l'un de ses satellites météorologiques. Le résultat est désastreux : des milliers de débris sont dispersés, pouvant endommager des engins en activité. En novembre 2021, V. Poutine a lancé le même défi au monde avec un tir de missile détruisant un vieux satellite russe inopérant et créant un nuage de débris menaçant la Station spatiale internationale. L'espace est aussi un enjeu pour les communications, la météorologie, le contrôle du trafic maritime et aérien, l'accès aux données… Enfin, l'espace est un enjeu économique et de prestige avec l'ouverture officielle en juillet 2021 du tourisme* spatial. Franchir la « ligne de Karman » pour admirer la courbure de la planète Terre et connaître l'apesanteur : en 2021 les grands patrons du *New Space* ont donné le coup d'envoi du tourisme* spatial. Après le 1er vol réussi du milliardaire Richard Branson en juillet, devançant Jeff Bezos et Elon Musk, sa société Virgin Galactic prévoit le début d'opérations commerciales régulières pour 2022 (prévision de 400 vols par an depuis Spaceport America). 600 billets ont déjà été vendus à des personnes de 60 pays différents pour un prix supérieur à 200 000 dollars. Même si Richard Branson répète que selon lui, « l'espace nous appartient à tous », l'aventure n'est à la portée que de quelques privilégiés.

🕮 Références

- Aymeric Chauprade, *Géopolitique, Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 2003.
- Hervé Couteau-Bégarie, *Traité de stratégie*, Economica/ISC, 2002.
- « Géopolitique de l'espace », dans *Diplomatie*, Coll. « Les Grands Dossiers » n° 34, août-septembre 2006.

➢ Voir entrées

Airs, Territoires, Technologies, Espace, Guerre, Tourisme.

Cyberespace

« *Les États-Unis, avec le contrôle qu'ils exercent sur l'Icann et son partenaire technique, la société VeriSign, sont la seule nation qui pourrait "rayer" d'internet un pays entier, en décidant de couper soudainement son extension* » affirme Stéphane Viossat en 2009 dans le cadre du débat international sur l'appropriation d'internet par la puissance américaine.

Le cyberespace est à la fois un enjeu et un outil de puissance géopolitique comme le lieu de nouveaux conflits virtuels. Le cyberespace, c'est à la fois l'Internet, ou l'interconnexion mondiale des systèmes d'information et de communication, dans lequel les données sont créées, stockées et partagées et l'espace d'information généré. Le terme désigne à la fois : l'infrastructure physique source de cet environnement, comme les câbles, les serveurs, les bandes passantes, les routeurs et les satellites, et l'espace dans lequel circulent les données, l'information et les idées, partout dans le monde à une vitesse quasi instantanée en abolissant la distance. Le concept de cyberespace ne correspond pas à la définition classique d'un territoire*. Il représente un nouvel espace qui peut varier en fonction des représentations des acteurs et un enjeu dans le cadre de rivalités de pouvoirs. Cet espace virtuel, souvent vu comme un espace* sans frontières*, est au cœur d'enjeux stratégique et, économiques et un nouveau facteur de tensions entre grandes puissances*. Le terme est d'abord apparu dans le roman de science-fiction de William Gibson *Neuromancer* (1984) où un espace tridimensionnel d'une « infinie complexité » généré électroniquement est décrit. L'architecture du réseau est d'abord conçue comme un espace d'auto-gestion et de liberté des échanges de l'information, dénué de centre et évitant tout blocage. En 1996, John Perry Barlow, fondateur de l'*Electronic Frontier Foundation* (EFF), publia une « Déclaration d'indépendance du cyberespace », où il affirme que le cyberespace possède sa propre souveraineté et échappe aux législations nationales. Cette représentation anime les « hacktivistes » qui combattent toute entrave à la libre-circulation sur Internet.

Au début du XXIe siècle, le cyberespace devient un territoire à conquérir, à contrôler, à surveiller et à se réapproprier, en y faisant respecter sa souveraineté*, ses lois, ses frontières. À l'heure du numérique, les États* partagent cette puissance avec d'autres acteurs : des lanceurs d'alerte (Edward Snowden, Julian Assange) ; des groupes de personnes (les hackers d'Anonymous) qui peuvent être utilisés par des États (les « usines à trolls » russes et chinoises) ; les géants du numérique comme les GAFAM* (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) américains et les BATX chinois (Baidu, Ali baba, Tencent et Xiaomi). La conquête de cet espace immatériel est indissociable de son processus de création, donnant au créateur américain du réseau un avantage déterminant. Au début des années 1960, la révolution informatique lance une course à l'innovation technologique quasi permanente en pleine Guerre froide. Une agence dépendante du Pentagone, la DARPA, est missionnée pour concevoir un système de communication capable de résister aux effets d'une attaque nucléaire. En 1968, un réseau décentralisé nommé Arpanet est créé, reposant sur l'interconnexion d'un ensemble d'ordinateurs. Les universités profitent des échanges avec le domaine militaire pour créer un embryon de réseau informatique. Les risques de pillage technologique par l'URSS légitiment ce dialogue entre Défense et agences de renseignement (NSA) et universités et jeunes entreprises spécialisées dans ces technologies* de l'information et de communication (TIC). Mais l'ouverture d'Internet progressive oblige le Pentagone à créer en 1983 un réseau militaire (Milnet). À partir de 1977, la gestion d'Internet est confiée à une agence civile, la *National Science Foundation* (NSF). Mais le monde militaire conserve un droit de regard par le biais d'un service de l'*Assigned Numbers Authority* (IANA). Les États-Unis exercent une mainmise sur l'infrastructure mondiale du système en conservant sur leur territoire 10 des 13 serveurs racines. S'ajoute un droit de regard sur l'attribution des adresses IP de tous les noms de domaine. D'abord contrôlée par l'administration fédérale américaine des télécommunications, cette attribution des noms de domaines est dévolue en 1998 à une société privée de droit californien l'ICANN. Les autorités américaines souhaitent conserver un *leadership* mondial sur l'économie numérique aux vues des enjeux. Ce leadership est maintenu grâce aux quasi-monopoles des GAFAM, aux investissements dans le stockage des données (cloud), au processus de valorisation de l'économie de la connaissance où les standards américains s'imposent. La « souveraineté numérique » est bien un enjeu géopolitique. Elle se définit comme la capacité à rester maîtres de nos choix dans une société numérisée. Cet enjeu remet en cause les monopoles régaliens pour les États qui ne parviennent pas à contrôler les géants du numérique. Par exemple, l'efficacité du renseignement judicaire dépend maintenant de solutions étrangères et privées pour accéder à des données. La création de cryptomonnaies (*bitcoin* sur le *darkweb*) non adossées à une banque centrale fait courir le risque de monnaies manipulées de façon incontrôlée. Or, le droit de battre monnaie est un attribut souverain. Au début des années 2000, des voix s'élèvent également contre l'emprise des États-Unis sur Internet. La question de l'ouverture d'Internet est régulièrement évoquée lors des sommets mondiaux. Mais la volonté des États-Unis de poursuivre la conduite de sa gouvernance virtuelle par le biais de l'ICANN se maintient.

La vision apaisée d'un internet mondialiste en anglais* disparaît progressivement sous l'effet des politiques menées par des pays qui affirment leur souveraineté*. L'avènement de la société de l'information comme la dimension informationnelle de la première guerre du Golfe modifient la perception de la puissance* (Voir Guerre de l'information*). La puissance classique militaire, territoriale et commerciale, laisse la place à une puissance qui devient globale, géostratégique*, géoéconomique*, géoculturelle et technologique. Les États-Unis font évoluer leurs stratégies de contrôle d'Internet face à la concurrence asiatique et européenne dont les intérêts divergent : contrôle des systèmes d'information, règles et normes (cadre législatif), production de brevets (propriété intellectuelle). Les États-Unis glissent après 1991 vers une stratégie de contrôle global des NTIC. Cette stratégie est contrée par certains pays, comme la Chine, qui développe un Internet chinois. Alibaba domine le commerce électronique chinois. La Chine et la Russie créent des frontières linguistiques en inventant l'Internet en langue* locale (chinois, russe). La question de la surveillance du contenu en circulation devient un sujet de dissension entre défenseurs de la liberté virtuelle et partisans d'un contrôle de l'État. En-dehors de la dénonciation des régimes totalitaires (Chine, Russie), l'affaire Snowden montre que les démocraties ne sont pas exemptes de critiques. À ces querelles de puissance s'ajoute la croissante d'acteurs civils via les réseaux sociaux. L'interconnexion des individus, producteurs et récepteurs des informations, suscite de nouveaux rapports de force (Voir Médias*). Les enjeux sont immenses pour le contrôle et la sécurisation de ce territoire virtuel : la majeure partie de nos infrastructures (institutions, économies, sociétés) reposent aujourd'hui sur des systèmes d'information et de communication… Le volume des données des individus (personnelles), des entreprises (droits, propriété intellectuelle) et des États (fichiers, administration connectée) augmente chaque jour. Or ces dispositifs sont les cibles de nouvelles menaces en croissance constante : cyber-guerres* et cyber-attaques, hackers, virus, spam, contenus illicites, fraudes bancaires, espionnage de la téléphonie, de l'économie et de la vie privée… Le contrôle de ces données est au cœur de rapports de force économiques, juridiques et géopolitiques. Le phénomène est ancien (*Pentagon Papers* 1971, *Watergate* 1972-1974) et s'accélère

depuis quelques années – une quarantaine de cas ont été recensés entre 2006 et 2017 (des télégrammes diplomatiques américains sur *WikiLeaks* en 2010 aux *Football Leaks* en 2016). Initialement le fait de « lanceurs d'alerte » anonymes motivés par la transparence, ce procédé est de plus en plus utilisé pour servir des intérêts politiques et économiques. Dans ce cadre s'inscrivent les campagnes de manipulation de l'information, comme l'ont montré les élections présidentielles américaine (*DNC Leaks*, 2016) et française (*Macron Leaks*, 2017). Les enjeux sont immenses face à ces menaces croissantes. Les données, nouvel « or noir », sont la cible de toutes les convoitises.

Enfin, à l'échelle planétaire, le taux de pénétration d'Internet est révélateur de la hiérarchie et des inégalités mondiales, comme du basculement en cours du monde. En Amérique du Nord, il est près de 80 % pour seulement 11 % en Afrique (2017). Pour une population trois fois moins importante, l'Amérique du Nord compte deux fois plus d'internautes que l'Afrique, soit un rapport de 6 contre 1. À l'inverse, quand toutes les formes de puissance se conjuguent, l'effet est spectaculaire : l'Asie compte à elle seule 44 % de l'ensemble des internautes (chiffres 2017, INA), la Chine étant au 2e rang. Internet est ainsi en voie de « désoccidentalisation » accélérée. Quant au monde arabophone, les « Printemps* arabes » ont montré à quel point Internet est le lieu de l'exercice du pouvoir, mais aussi du contre-pouvoir.

La course aux innovations se poursuit : aucune puissance ne peut rester à l'écart si elle veut se maintenir dans la hiérarchie des puissances. La 5G est aujourd'hui au cœur d'enjeux économiques et géopolitiques mondiaux. À l'échelle mondiale, les rivalités sino-américaines se déchaînent. Dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis parue en 2017, la Chine est désignée comme un « concurrent stratégique ». Les pratiques commerciales offensives de Pékin, dont l'espionnage industriel, suscitent l'inquiétude. Dès 2018, les deux États s'engagent dans une guerre commerciale intense avec l'augmentation de droits de douane sur des produits stratégiques (Voir Guerre économique*). L'accès de l'entreprise chinoise Huawei au développement de la 5G est au cœur des tensions. Cette technologie permettra l'échange massif de données sans que puisse être exclue l'installation de systèmes permettant la captation des informations transitant par ce réseau maîtrisé par la société chinoise. L'adoption de la loi chinoise sur le renseignement (2018) renforce cette inquiétude : il est possible que les composants Huawei comportent des maliciels ou micropuces permettant un accès à distance aux informations. Huawei a été inscrite sur la liste noire du département du Commerce américain. Cette préoccupation concernant la captation d'informations est partagée par l'UE. Mais si l'UE dispose de deux entreprises à même de proposer leurs services en matière de 5G, Nokia et Ericsson, les États-Unis en sont dépourvus pour l'instant. Or il s'agit d'un enjeu structurant pour l'économie et l'industrie de demain. La 5G sera le support du développement de la télémédecine, des *smart cities*, de l'Internet des Objets (IoT), de nouveaux modes de production ou de rationalisation des flux de transports : une révolution technologique. En matière de défense, elle permettra des changements tactiques et stratégiques. Ne pas s'y associer pourrait engendrer un retard difficile à combler pour certaines entreprises et leurs États. Cette peur du déclin alimente les tensions actuelles.

Le contrôle des données est aussi au cœur d'un bras de fer entre États-Unis et UE. Après le *Cloud Act* adopté en 2018 par les Américains, loi fédérale réglementant l'accès aux données de communication et notamment les données personnelles opérées dans le Cloud et permettant leur transfert aux autorités américaines (NSA et FBI), l'UE réplique en juillet 2020 avec un arrêt de la Cour de Justice de l'UE dans une affaire opposant un Autrichien, Maximilian Schrems, à Facebook. L'arrêt « Schrems II » invalide le système de « *Privacy Shield* » permettant ce transfert des données personnelles aux États-Unis. De fait, Internet et le contrôle des données est un enjeu international grandissant et permanent entre les deux Grands, Chine et États-Unis, prenant des allures de Guerre froide avec la technologie comme nouveau terrain d'affrontement. L'UE avec le *Digital Service Act* en cours de préparation vise à donner la possibilité de réguler les grandes entreprises technologiques. Il s'agit d'une vraie réflexion sur cette notion de *data* et de souveraineté. Les États n'ont pas disparu et se renforcent par le numérique. Ils opèrent des choix : contrôle des moyens de communication, cadre néolibéral ou contrôle par les États. Ces dernières années, tous les acteurs – États, organisations internationales, société civile, acteurs privés – ont mis en place des mécanismes de lutte contre les manipulations de l'information.

🕮 Références

- « Internet, ça sert d'abord à faire la guerre », *La revue des médias,* INA, 2017-2019 (mise en ligne).
- Bruno Alomar, « Que peuvent faire les États et les organisations internationales face aux GAFA ? », dans *Revue internationale et stratégique*, n° 110, 2018.
- Pierre Gastineau et Philippe Vasset, *Armes de déstabilisation massive. Enquête sur le business des fuites de données*, Fayard, 2017.

➢ Voir entrées

Révolutions, Langues, Balkanisation, Cyberguerres, Technologies, Guerre de l'information.

Drogues

« *La drogue colle à l'homme comme la peau à sa chair* », explique le botaniste Jean-Marie Pelt pour lequel de nombreuses caractéristiques du comportement humain sont liées, de près ou de loin, à la production, au commerce et à la consommation de drogue, comme la guerre, le commerce et même les phénomènes religieux (*Drogues et plantes magiques,* 1984).

Pour Alain Labrousse, spécialiste de la géopolitique des drogues et de l'Amérique latine, la drogue est le nerf de la guerre et peut devenir son enjeu. Les drogues sont au cœur de conflits de pouvoir aussi bien pour le contrôle des territoires* de production que les territoires de vente et de consommation. La drogue est une substance psychotrope naturelle, chimique ou biochimique, qui produit une sensation de bien-être en altérant les activités neuronales. Certaines drogues génèrent une dépendance physique ou psychologique et peuvent entraîner des perturbations physiques et mentales. Les principales drogues sont la cocaïne, le cannabis, l'ecstasy, l'héroïne, les médicaments psychotropes ou les produits dopants. À l'origine, il s'agit souvent de médicaments détournés, développés à base de plantes (coca, opium, cannabis) pour soulager les douleurs au XIX^{e} siècle. Les drogues sont illicites pour la plupart et les États cherchent à interdire leur utilisation. Le contrôle des richesses issues du marché de la drogue met en présence différents types de pouvoirs : licites ou illégaux (Voir Crime organisé*, Réseaux terroristes*). Les acteurs principaux de la géopolitique des drogues sont des réseaux criminels constitués en opposition à un État*. Des conflits émergent : entre États et narcotrafiquants, entre narcotrafiquants eux-mêmes et entre États. On observe parfois une proximité entre narcotrafiquants et institutions officielles par le biais de la corruption comme en Colombie dans les années 1980-début 1990 où Pablo Escobar avait réussi à soudoyer une partie des institutions officielles et créé un véritable État dans l'État. La drogue est donc une source de conflits, une source de financements des conflits armés (comme en Afghanistan) et un instrument de négociations.

Contrôler les réseaux de drogue est un enjeu d'affirmation de son pouvoir pour un État et un enjeu économique de taille pour les industries pharmaceutiques. Au XIX^{e} siècle, les Britanniques imposèrent lors des « guerres de l'opium » à la Chine impériale le commerce de l'opium interdit jusque-là et jugé lucratif. Au XX^{e} siècle, la prohibition est imposée progressivement. La première législation prohibitive a pour but d'abord d'arrêter l'activité des producteurs non autorisés, comme la loi Harrisson (1913) qui permit un partage du marché des médicaments entre industriels et représentants étatiques. Aujourd'hui, la drogue représente le marché criminel le plus important. Quand le trafic d'armes à feu génère 1 milliard de $ chaque année, la vente d'opium et de ses dérivés est estimée à 65 milliards de $ et celle de cocaïne à 88 milliards dans les années 2000. Ces dernières décennies, l'augmentation des flux de toute nature entre États a permis l'augmentation du trafic illégal de drogue et encouragé la mobilité croissante du crime organisé.

Les drogues peuvent nourrir les guerres : l'usage des drogues de combat est un phénomène universel depuis l'Antiquité. Elles ont pu être « prescrites » par les autorités militaires pour améliorer la combativité, les stimulants (amphétamines, cocaïne) améliorant les performances des soldats (endurance, puissance, moral), les drogues sédatives (marijuana, opiacés) permettant aux soldats de poursuivre les combats en calmant les nerfs. Dans les années 1950, aux États-Unis, les amphétamines étaient considérées comme des vitamines. La guerre du Viêt-Nam (1965-1973) est considérée comme la première véritable « guerre pharmacologique », car la consommation de substances psychoactives par les militaires y a atteint des proportions inquiétantes. Selon le ministère de la Défense, en 1968, 50 % des soldats déployés au Viêt-Nam consommaient des drogues et, en 1973, année du retrait du Viêt-Nam, près de 70 % utilisés des drogues. Autre exemple, l'importante consommation de drogue à laquelle elle a donné lieu est l'une des raisons pour lesquelles la guerre d'Afghanistan (1979-1989) est appelée le « Viêt-Nam soviétique ». Bien que les Moudjahidines soient souvent sous l'effet du haschich et de l'opium, ils utilisaient surtout les drogues pour financer leurs activités. Dans l'ensemble, la guerre facilita la culture du pavot à opium, qui, en 1996, fit de la zone Birmanie-Myanmar le premier producteur mondial d'opium. Aujourd'hui, les amphétamines et les tranquillisants sont toujours utilisés par l'*US Air Force* pour la « gestion de la fatigue ». Mais les armées professionnelles limitent, voire abandonnent, l'administration de drogues à leurs soldats et combattent leur usage illicite. À l'inverse, la consommation de drogues est en augmentation visible parmi les membres de groupes armés irréguliers comme : les armées insurgées d'Irak, les combattants d'Afghanistan, les groupes rebelles d'Ouganda, du Liberia, du Sierra Leone, les militants Tchétchènes, les fractions rebelles de Somalie, les combattants de Daech en Irak et en Syrie. La drogue connue sous le nom de *Captagon* est un stimulant largement utilisé par les combattants de la guerre civile syrienne et par ceux de Daech. Les drogues permettent de compenser, dans les armées irrégulières, l'absence d'entraînement et de discipline typiques des forces armées classiques (Voir Guérillas*).

La géopolitique des drogues répond à ses logiques propres : les territoires de production sont en général installés dans les « zones grises » (hors de contrôle des États). Les territoires producteurs les plus importants se situent : en Asie pour le pavot à opium dans le « Triangle d'Or » (régions frontalières du Myanmar, Laos et Thaïlande) et pour le pavot à héroïne dans le « Croissant d'Or » (régions frontalières d'Afghanistan, Pakistan et Iran) ; en Amérique du Sud pour la cocaïne principalement au Mexique et dans les pays andins. Le cannabis est produit de façon plus diffuse dans le monde : au Maroc, dans les Caraïbes, dans les pays occidentaux consommateurs et en Afrique subsaharienne (RDC).

En Afghanistan, le trafic de drogue a financé les groupes armés et les politiques officielles depuis la Guerre froide. La drogue est devenue un moteur de l'économie. Les services secrets pakistanais et américains encouragent les Afghans à se financer par la culture de l'opium lors de la guerre contre les Soviétiques. Après la guerre, le développement repose toujours sur la culture du pavot et l'État ferme les yeux en recevant une part des revenus de la drogue. En 1996, les Talibans remplacent les Moudjahidines au pouvoir et continuent cette culture de l'opium : les revenus de l'État issus des exportations augmentent. L'intervention de l'OTAN n'a pas permis de baisser la production. De nombreux groupes armés « talibans » sont implantés le long des couloirs de trafic d'héroïne et d'opium, au Pakistan.

En Amérique du Sud, le Mexique et les pays andins sont les hauts-lieux de la culture de la coca pour la cocaïne et de l'opium pour l'héroïne à destination du marché américain du Nord. Les collusions entre acteurs de l'économie, de la politique et de la drogue y sont fortes. La production d'héroïne au Mexique alimente l'Amérique du Nord depuis les années 1960. Ce trafic représente ainsi près de 20 % de la richesse nationale. Contrairement à d'autres pays, les narcotrafiquants s'affichent ouvertement au Mexique et ont souvent des liens avec les grandes entreprises et les politiques, certains briguent même des mandats. Ainsi, Felix Gallardo trafiquant de drogue a été actionnaire de la *Banpacifico* de Guadalajara. Le système politique postrévolutionnaire basé sur le présidentialisme et le PRI, parti d'État, ont favorisé le développement du trafic. La montée des

oppositions dans les États fédérés et les élections de 2000 ont créé les conditions d'une autonomisation relative du trafic de drogue vis-à-vis du pouvoir politique. Depuis 2006, avec l'arrivée du président Felipe Calderon, plus de 50 000 hommes sont engagés dans la guerre contre le narcotrafic. On dénombre déjà plus de 35 000 morts. En 2008, un ministre de Calderon estimait que le stock d'armes saisies entre 2006 et 2008, correspond à ce que l'armée et la police possèdent. Selon le baromètre des conflits* de Heidelberg il s'agit d'un conflit de niveau 5, soit d'une guerre*. Ce trafic de drogue est très implanté dans la conscience populaire mexicaine comme en témoignent les héros comme Joaquin Archivaldo Guzman Loera et la mode des « *narcorridos* », chansons consacrées aux trafiquants. Calderon souffre de sa politique contre les cartels alors que le chômage atteint un niveau record de 5,6 % (en réalité 25 %, emploi informel de 45 %). Le gouvernement est accusé de mener des actions spectaculaires contre les *narcos* comme l'exécution du chef des Beltran-Leyva, Arturo « El Barbas », en 2009. La ville frontalière de Ciudad Juarez est une de plus violentes. Elle est le cœur névralgique de la guerre lancée par le gouvernement depuis 2006 où la guerre y fait plus de 2 000 morts par an (3 100 en 2010, année record). 50 000 soldats et policiers lourdement armés y sont intervenus. Mais la police et l'armée se sont illustrées dans cette ville plus par leurs exactions envers la population que par leur efficacité, entraînant le retrait de ces forces armées.

Le contrôle des routes de la drogue est un enjeu central pour les États comme les réseaux mafieux. Les flux partent des régions productrices vers l'Amérique du Nord et l'Europe. Ainsi, l'héroïne produite dans le « Croissant d'Or » emprunte 3 grandes routes depuis l'Afghanistan. La route du Nord vers la Russie en passant par le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan ; la route des Balkans vers l'Europe via la Turquie ; enfin, la route du Sud via le Pakistan vers l'Asie et l'Afrique. D'autres convois passent par le Xinjiang chinois et par voie maritime par les Émirats arabes unis. Les saisies réalisées au Pakistan et en Iran révèlent la corruption de certains services de l'État pakistanais. Durant la guerre contre l'URSS en Afghanistan (1979-1989), la compagnie de transport de l'armée pakistanaise acheminait les armes fournies par la CIA aux djihadistes afghans et participait en même temps au trafic d'opium depuis la frontière afghane. L'Iran en réaction engage une lutte antidrogue en positionnant des forces frontalières. 85 % des saisies mondiales d'opium sont effectuées en Iran.

Pour lutter contre ces organisations, certains organismes internationaux de sécurité ont été créés (Interpol, Europol, UNODC). Mais même si on essaye de traiter le problème de manière uniforme, l'innovation et l'évolution du marché de la drogue font que de nouveaux défis apparaissent sans cesse alors que les moyens répressifs sont à la traîne. Ceci inclut : la délocalisation de la production et l'émergence des drogues de synthèse ; le rôle consultatif des organisations internationales* et leur incapacité d'action – elles ne peuvent qu'encourager la coopération entre États – enfin, l'inexistence d'un centre de lutte international contre les organisations criminelles. Leur éradication totale est très difficile, sinon impossible.

🕮 Références

- Pierre-Arnaud Chouvy, « Trafic de drogue : les routes de l'héroïne entre l'Asie et l'Europe », dans *Questions Internationales*, n° 40, 11-12/2009.
- Pierre-Arnaud Chouvy, « Du kif au haschich : évolution de l'industrie du cannabis au Maroc », dans *Bulletin de l'Association de géographes français*, juillet 2018 (en ligne).
- Lukasz Kamienski, « Les drogues et la guerre », dans *Mouvements,* 2016/2, n° 86.
- Alain Labrousse, *Géopolitique des drogues*, Presses universitaires de France, 2004.
- Alain Labrousse, Afghanistan. *Opium de guerre, opium de paix*, Mille et une nuits, 2005.

➢ Voir entrées

Crime organisé, Réseaux terroristes, Guérillas, Organisations internationales, Conflits, Guerre.

Culture et patrimoine

« *La guerre culturelle est un moyen de domination et de conquête par perversion de l'équilibre culturel de l'adversaire […]. Il s'agit d'un moyen de combat des temps modernes, qui agit sur la perception qu'ont les individus du monde et de la société dans lesquels ils vivent, afin de créer des courants d'opinion et d'orienter les comportements individuels et collectifs vers la déstructuration interne et le rejet de cette société. Le but de la guerre culturelle est la conquête pacifique du pouvoir politique par la prise de contrôle des esprits des citoyens* », affirme le général Arnaud de Foïard dans « Le marketing de combat » (*Armées d'aujourd'hui*, n° 57, 1981).

L'enjeu culturel est aussi bien au cœur des relations internationales qu'au sein de luttes internes aux États. Le terme de « culture » est un terme polysémique. Il renvoie aussi bien à une qualité d'esprit propre à la personne (sens intellectuel, artistique et moral) qu'à un patrimoine intellectuel, compris comme un environnement social global fait de valeurs et de coutumes et s'incarnant matériellement dans un patrimoine (arts, objets, monuments). Pour Édouard Herriot, « la culture est ce qui reste quand on a tout oublié ». Elle se fonde pourtant toujours sur du réel.

Depuis 1989, les guerres interethniques se multiplient, tandis que les actes terroristes d'origine religieuse redoublent. Ces événements ont remis sur le devant de la scène les facteurs d'essence culturelle dans l'analyse des conflits en géopolitique. Il s'agit en réalité d'une redécouverte des enjeux géopolitiques culturels. Au début du XX^{e} siècle, les écoles de géopolitique intégraient déjà les faits culturels et civilisationnels dans leurs analyses. Rudolf Kiellen en 1914 menait dans *Les Idées* l'analyse comparée des « valeurs occidentales » et « valeurs germaniques ». Halford MacKinder comparaît cultures sociales anglaises et allemandes. Dans l'entre-deux-guerres, les régimes totalitaires imposaient leurs idéologies avec la construction d'un appareil idéologique d'État. Durant la Seconde Guerre mondiale, la guerre n'a pas épargné les biens culturels. Les exemples à citer sont nombreux de spoliations et destructions issues des bombardements (Dresde, la « Florence du Nord » détruite à 80 % par les bombardements anglo-américains les 13 et 14 février 1945). Les réflexions récentes autour des évolutions de la puissance avec comme élément clé le « *soft power* » des États révèlent l'importance de la culture et le patrimoine comme instrument de la puissance. La culture et le patrimoine peuvent aussi bien être les cibles des conflits armées, un instrument de pouvoir qu'un lieu de conflits.

La culture est aujourd'hui placée au cœur du processus de mondialisation* contemporain qui a conduit à sa marchandisation**.** Les médias de masse constituent de puissants vecteurs des représentations culturelles et politiques dominantes. Ces industries tendent à réduire la culture à une simple « industrie des loisirs » dont les articles sont « consommés par la société comme tous les autres objets de consommation ». Hannah Arendt parle ainsi d'une *Crise de la culture* dans le cadre des processus de la mondialisation libérale (*Between Past and Future,* 1961). Les négociations internationales contemporaines ont pour objet de libéraliser l'ensemble des biens et des activités humaines dans le cadre d'un marché mondial, y compris la culture. Au regard de ces menaces a été conçu le concept de « l'exception culturelle » dans les négociations du GATT, puis de l'OMC, pour limiter la libéralisation de ces secteurs. La question de la francophonie relève du périmètre des politiques culturelles depuis la Loi Toubon de 1994, mettant en place des dispositifs juridiques de soutien au cinéma et à l'audiovisuel français, à l'origine de « l'exception culturelle ». Le mouvement de globalisation met ainsi en présence de l'échelle locale à l'échelle globale toutes les constructions identitaires. En découle des tensions et conflits entre une tendance à l'homogénéisation du monde d'un côté et des hétérogénéités de l'autre (Voir Américanisation*). La question politique devient celle de la « diversité culturelle » : croyance en la cohabitation des cultures, hors de toute hégémonie de l'une d'entre elles, qui s'impose dans les négociations internationales actuelles. Or, si toutes les interactions culturelles entre échelle globale et spécificités locales ne sont pas porteuses de tensions entre les différents acteurs, la culture est aujourd'hui porteuse de tensions identitaires, comme la langue*.

La culture est une cible et une arme symbolique à la fois pour s'imposer dans les rapports de force comme le montre l'actualité récente. Les destructions des bouddhas de Bâmiyân par les Talibans, des sites historiques de Syrie et d'Irak par Daech et l'incendie de Notre-Dame ont suscité une émotion immense à l'échelle mondiale. Les déboulonnements de statues de figures esclavagistes aux États-Unis ou la re-sacralisation de Sainte-Sophie en mosquée à Istanbul font du patrimoine une arme symbolique. Ces exemples témoignent de la nouvelle place prise par la culture dans la marche du monde.

Pour un État, affirmer son *soft power* requiert également de revendiquer la pleine souveraineté* sur son patrimoine. C'est l'épineuse question de la « restitution des biens culturels » qui gagne en visibilité. Il s'agit de biens culturels sortis autrefois de leur territoire d'origine par un État ou des particuliers (plus ou moins légalement). Ainsi, la Grèce cherche à récupérer des fragments d'édifices et des sculptures de l'Acropole conservés depuis 1816 au *British Museum* de Londres. Dès les années 1830, la Grèce émet sa requête et, dans les années 1980, la revendication grecque prend une dimension internationale, en vain. Depuis 2014 on assiste à une nouvelle campagne de mobilisation, très médiatisée, sous l'égide de l'UNESCO, renouvelée en 2020, mais le Royaume-Uni reste fermé à toute restitution des « marbres d'Elgin » (conservé au *British Museum* depuis 1816).

Enfin, l'entretien, la protection et le financement du patrimoine apparaissent comme des éléments majeurs de la politique des États. La préservation du patrimoine est évoquée pour la première fois par Talleyrand en France dans un discours. Le mot « vandalisme » de l'abbé Grégoire se répand pendant la Restauration. L'élaboration d'une politique de préservation au XIX^{e} siècle aboutit en 1913 à une loi de protection des monuments historiques. Si les biens considérés appartiennent à l'État, ce sont les fonds publics qui sont mobilisés (ministère de la Culture), mais généralement les opérations font l'objet de financements croisés (Europe, société civile, mécènes, revenus du tourisme* et activités connexes). La patrimonialisation s'est étendue à la fin du XX^{e} siècle aux installations minières et industrielles désaffectées (« musées de la crise »).

En 1972, l'UNESCO adopte la « Convention du patrimoine mondial » regroupant protection de la nature et du patrimoine culturel et a donné naissance une liste du patrimoine mondial (plus de 1 000 sites). Le patrimoine est conçu par cette organisation internationale comme un outil de rassemblement entre les peuples et de valorisation des cultures et des identités. Cette liste s'est imposée dans le monde comme un label de prestige et de qualité et favorise le tourisme* culturel pour les États bénéficiaires. Depuis 2003, le « patrimoine immatériel » est intégré avec deux listes supplémentaires rassemblant plus de 300 éléments, de la calligraphie mongole à la tradition du café turc. La création de ce « patrimoine immatériel » vise à compenser le déséquilibre constaté dans la répartition des sites du patrimoine mondial : moins de 10 % des sites culturels se trouvent en Afrique, la majeure partie étant localisée en Europe. L'UNESCO n'offre pas de subsides, mais son label a un effet, direct et indirect, sur la notoriété du patrimoine listé et sur sa fréquentation touristique.

Des contradictions apparaissent rapidement entre impératif de préservation du patrimoine et enjeux économiques du tourisme. De plus, les

retombées économiques du tourisme ne sont pas toujours équitablement réparties et ne profitent pas directement aux populations locales. Enfin, un fort déséquilibre persiste dans la répartition des sites classés. Malgré la création en 2006 du « Fonds africain du patrimoine mondial », l'Afrique reste sous-représentée et contient surtout des sites « naturels ». On assiste à une instrumentalisation du patrimoine culturel mondial détourné de son but officiel et utilisé pour servir d'autres intérêts. L'anthropologue David Berliner, étudiant les politiques patrimoniales de l'UNESCO à Luang Prabang au Laos, critique l'« unescoïsation » de ce lieu classé. Une conséquence paradoxale de la protection accordée par l'UNESCO est l'intense « mise en tourisme » réalisée au détriment de l'authenticité (mise en scène de traditions ; épisodes de la guerre du Vietnam gommés). Enfin, des contradictions et tensions demeurent entre l'idée d'« identité » et la « diversité culturelle », entre universalisme et multiculturalisme. La convention du patrimoine immatériel affirme que ce patrimoine procure aux communautés « un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle », or ces deux éléments (identité et diversité culturelle) peuvent s'opposer. À l'heure où le tourisme devient un phénomène mondial massif, dépassant 1 milliard de personnes en 2013, le « patrimoine mondial » et le « patrimoine immatériel » sont l'objet d'enjeux politiques et économiques importants pour l'image et la place des États sur la scène internationale.

La « guerre culturelle » est un moyen détourné et moderne de mener une guerre de conquête classique ou une lutte idéologique en passant par les émotions avant de passer par les territoires. Cette méthode d'agression a été mise en place à sa plus grande échelle par l'URSS. Elle repose sur le concept d'« hégémonie culturelle » du théoricien marxiste italien Antonio Gramsci pour qui la conquête du pouvoir passe par les idées. Il part du postulat que la conquête du pouvoir présuppose celle de l'opinion publique. Son analyse part du constat que la propagande marxiste prenait mal en Europe occidentale à cause de la domination culturelle de la classe dirigeante et des croyances collectives sur lesquelles reposaient les systèmes de domination. Il attribue ainsi l'échec de la révolution socialiste à l'emprise de la culture hégémonique bourgeoise sur l'idéologie et les organisations des travailleurs. Cette emprise passe par des outils culturels hégémoniques tels que l'école obligatoire, les médias de masse et la culture populaire inculquant une « fausse conscience » aux travailleurs. Constatant cet échec relatif de la lutte des classes face à l'idéologie dominante, Gramsci proposa une distinction entre « guerre de position » et « guerre de mouvement ». La « guerre de position » est une guerre culturelle contre les valeurs bourgeoises « naturelles ». Les éléments socialistes doivent pour la mener s'infiltrer dans les médias*, les organisations de masse et les institutions éducatives afin de propager les théories révolutionnaires et éveiller la conscience de classe. Le succès dans cette « guerre de position » détermine la « guerre de mouvement » communiste dans une seconde phase, c'est-à-dire la révolution* à proprement parler contre le capitalisme avec le soutien des masses.

Fondé en 1969 en France, le GRECE (Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne) affirme que le combat essentiel de la Nouvelle Droite doit être métapolitique. Il se réclame ainsi d'un « gramscisme de droite », pour « agir dans le champ idéologique et culturel, préalablement à la prise du pouvoir effectif (politique) ». L'idée d'« hégémonie culturelle » est reprise. Le combat, avant d'être électoral, doit être ainsi « métapolitique » pour contrer les idées de gauche qui ont « gangrené » la droite. La « guerre culturelle » s'est donc historiquement fixée comme but d'organiser la subversion des esprits en se dotant d'un grand nombre de moyens, précis et efficaces. L'un des premiers objectifs est la maîtrise de l'information et de l'éducation afin de pratiquer la manipulation de la vérité, la désinformation, jouer des amalgames au service d'une idéologie (Voir Guerre de l'information*). Le romancier russe Vladimir Volkoff a cherché à démontrer cette entreprise de subversion soviétique en Occident dans son œuvre. Une fiction telle que *Le Montage* (1982) montre le rôle du KGB dans ce projet de subversion et dévaluation systématique des repères et valeurs des sociétés occidentales. L'une des autres méthodes de cette « guerre culturelle » est la manipulation des émotions du public et l'exploitation de tous les mouvements de mécontents. La subversion de la société civile déstabilise ainsi la sphère politique.

À l'échelle infra-étatique, les « guerres culturelles » recouvrent les lignes de fracture internes aux sociétés. Le sociologue James Davison Hunter élabore un modèle sociologique autour du concept des guerres culturelles à propos des débats profonds qui divisent la société américaine depuis les années 1960 entre orthodoxie et progressisme (*Culture Wars : The Struggle to Define America*, 1991). Cette division du public est quelque chose de plus complexe qu'une simple différence d'opinions et recouvre une lutte entre identités adverses pour la définition de l'identité nationale. Les tenants des positions conservatrices défendent par exemple l'interdiction du mariage entre personnes du même sexe et le créationnisme. Les progressistes à l'inverse défendent des causes comme les droits des homosexuels ou de la femme. Ces personnes tentent de dominer les « moyens de production culturels » pour détenir le « pouvoir de définir le sens de l'Amérique ». Dans les années 2010, le débat s'est transformé en un conflit entre libertés religieuses de certains chrétiens et libertés civiles des individus de la communauté LGBT qui s'affirme dans les mêmes années. Cette joute culturelle est marquée par l'opposition entre les défenseurs de la liberté d'expression et, de l'autre, l'inflation du « politiquement correct ». Les universités sont devenues les lieux où cette guerre s'exerce, comme aujourd'hui avec l'idéologie *woke* et la *cancel culture* dominante qui isolent les étudiants et les professeurs aux idées divergentes. Ces affrontements idéologiques prenant la forme de lynchage, censurent, notamment sur les réseaux sociaux, et s'étendent aujourd'hui au « Vieux Continent ».

🕮 Références

- Jean-Louis Harouel, *Culture et contre-cultures*, PUF, Paris, 1994.
- Pascal Lardellier (dir.), *La métamorphose des cultures. Sociétés et organisations à l'ère de la globalisation*, Éditions Universitaires de Dijon, 2011.
- Serge Regourd, « La culture comme enjeu politique », dans *Hermès, La Revue,* n° 3, 2004/3.
- Nicolas Truong, « L'hégémonie culturelle, mère de toutes les batailles politiques », *Le Monde*, 30 octobre 2019.

➢ Voir entrées

Choc des civilisations, Langues, Américanisation, Mondialisation, Tourisme, Guerres de l'information, Médias.

TAFTA (Traité de libre-échange transatlantique)

« *Si nous n'écrivons pas les règles de libre commerce en Asie, la Chine le fera. Nous voulons juste être sûrs que le Code de la route permette à nous et à tout le monde de rivaliser. Nous ne voulons pas que la Chine utilise sa taille pour imposer à d'autres pays de la région des règles qui nous désavantagent.* » Dans cette interview au *Wall Street Journal* du 27 avril 2015, Barack Obama met en avant la volonté américaine de mettre en place une stratégie d'opposition aux ambitions chinoises.

L'économie mondiale est un vaste espace de rivalités entre grandes puissances*. États-Unis et UE s'affrontaient encore hier lors de l'*Uruguay Round* au GATT (1986-1994) sur le dossier agricole. Le dépassement de ces rivalités s'explique par l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène économique mondiale comme par les retombées espérées en matière de croissance, innovations et emplois.

Ce processus de coopération transatlantique vient de loin. Un premier projet avait été négocié entre 1995 et 1997 prévoyant de nouveaux droits pour les FMN* au détriment des États. Il s'agissait de l'AMI (Accord Multilatéral pour l'Investissement) mis en échec sous la pression des opinions publiques (Voir Altermondialisme*). Cette idée d'un accord de libre-échange entre États-Unis et UE, les deux premières puissances économiques mondiales, est relancée en 2011 dans un contexte de crise économique mondiale et de repli protectionniste, sur fond d'échec des négociations multilatérales dans le cadre de l'OMC (cycle de Doha). La remise en cause de l'OMC vient de l'émergence de nouvelles puissances commerciales (BRICS) contestant de l'intérieur ses orientations trop libérales. Le TAFTA entérine ainsi le recul du multilatéralisme face à la fragmentation des intérêts commerciaux et le retour des négociations entre États, des accords bilatéraux et du régionalisme (Voir Organisations internationales* et Organisations régionales*). Les traités bilatéraux ou régionaux sont jugés plus souples et réunissent un nombre restreint d'États. On dénombre aujourd'hui environ 400 traités plus ou moins actifs.

Dans ce schéma bilatéral on retrouve le TAFTA, connu sous le nom de « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement » (PTIC ou TTIP) ou encore GMT pour « Grand Marché Transatlantique ». Ses promoteurs défendent l'idée que l'intensification des échanges commerciaux et des investissements bénéficiera aussi bien aux États-Unis qu'à l'UE. L'accord porte sur l'accès aux marchés respectifs de l'UE et des États-Unis en réduisant encore les barrières tarifaires, la coopération en matière de réglementation afin de réduire les obstacles « non tarifaires » (normalisation ISO), enfin, la définition d'un nouveau cadre en matière de commerce et d'investissement (projet d'un tribunal arbitral jugeant les différends entre entreprises et États).

Les États-Unis voyaient le TAFTA comme un des éléments de leur « stratégie-pivot » en Asie d'endiguement* face à la montée en puissance chinoise. Le plus grand défi stratégique pour les États-Unis est de concevoir une politique étrangère capable de contenir deux menaces différentes : d'un côté, les forces déstabilisatrices ébranlant l'Afrique et le Moyen-Orient, de l'autre, la puissance chinoise et son affirmation sur la scène internationale. La création de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) et de la BAII (Banque asiatique d'investissement des infrastructures) ont été comprises par Washington comme une volonté de contournement des institutions de Bretton Woods par la Chine. Depuis 2013, un nouveau *containment* américain est en construction par les négociations de partenariats économiques d'abord entre l'Asie et l'Amérique à travers le TPP (*Transpacific partnership* qui unit Australie, Brunei, Canada, Chili, États-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam) signé en 2016, mais aussi le TTIP ou TAFTA avec l'UE. À ces mesures économiques, s'ajoute la concentration des Forces armées en Asie pour étouffer la Chine (installations militaires en Corée, Japon, Thaïlande, Singapour, bases en Australie – en plein réarmement – et aux Philippines). La superpuissance est active dans les mers de Chine du Sud et de l'Est pour rassurer les pays riverains face à l'expansion de Pékin dans les Spratleys, les Paracels et les Senkaku (7e flotte). En 2014, Barak Obama a réaffirmé que le traité nippo-américain de défense mutuelle concerne aussi les îles Senkaku.

Le TAFTA est au cœur d'une véritable guerre de modèles économiques, politiques et militaires. Sur le front européen, l'objectif américain est d'arrimer économiquement et politiquement l'Europe. Sa priorité est d'éviter la convergence de la technologie allemande et des hydrocarbures russes d'où pourrait émerger une superpuissance eurasiatique (Voir Puissance continentale*). Pour empêcher ce projet, les États-Unis ont accueilli dans l'OTAN les ex-membres du Pacte de Varsovie, créant un cordon sanitaire autour de la Russie. Différents épisodes comme l'accueil en Russie d'Edward Snowden (affaire *Wikileaks*), le soutien à la révolution ukrainienne, les sanctions économiques imposées à la Russie depuis 2014, enveniment leurs relations. La superpuissance continue à considérer comme crucial le continent européen et il s'agit toujours d'empêcher l'émergence d'une puissance hégémonique locale. La plus grande menace consisterait en une alliance sino-russe installant une double Guerre Froide. Elle se concrétise en 2018 avec la démonstration de force de « Vostok », défilé de 300 000 soldats russes et chinois. La perspective des Européens suit celle des Américains de circonscrire la menace chinoise pour la civilisation occidentale.

La Commission européenne met en avant les bénéfices potentiels de l'accord prévoyant une croissance de l'économie européenne de 120 milliards d'euros, des bénéfices pour les entreprises et la création de 2 millions d'emplois. Avec l'ouverture des marchés publics américains, en grande partie fermés en vertu du *Buy American Act,* serait créée la plus importante zone de libre-échange de l'histoire, couvrant 50 % du PIB mondial, 850 millions de consommateurs à fort pouvoir d'achat, soit 12 % de la population mondiale, 17 % des IDE et 30 % des échanges commerciaux mondiaux, véritable contrepoids à la montée en puissance de la Chine. Les 28 pays membres ont confié un mandat de négociation à la Commission européenne en juin 2013. Depuis, les négociations traînent en longueur. Donald Trump s'est retiré des négociations en relançant les thèmes protectionnistes (*America First*) fin 2016 et l'Europe semble redevenue une concurrente.

Le TAFTA fait l'objet de vives critiques, relatives tant au processus de négociation, qu'au contenu de l'accord. Les arguments contre le TAFTA sont nombreux. « Manque total de transparence », « grande opacité » : les textes des négociations sont réservés à quelques eurodéputés. On craint un accord trop avantageux pour les États-Unis, la création d'une justice parallèle permettant aux entreprises d'attaquer des États, le démantèlement de la réglementation européenne, la fragilisation de secteurs entiers. Les inquiétudes sont nombreuses dans l'agroalimentaire. Les labels européens AOP ou IGP à haute valeur ajoutée pourront être produits n'importe où. La viande issue d'élevage aux hormones aux États-Unis, employant antibiotiques et acide lactique pour le traitement des carcasses, pourra être commercialisée en Europe. Enfin, la réglementation en matière de bien-être animal est moins stricte aux États-Unis. Le TAFTA apparaît pour beaucoup comme une revanche des Américains espérant récupérer des

parts de marché perdues sur le marché européen du fait de la PAC (politique agricole commune), et singulièrement sur la France. Le risque global de voir la PAC se dissoudre est important en exposant les pays européens à un véritable « choc concurrentiel ». Le cas de l'automobile sur les normes de sécurité et la responsabilité civile des constructeurs constitue une autre source de différends. Enfin, des économistes revoient à la baisse les gains escomptés. Jacques Sapir en 2015 alerte sur la surestimation des aspects positifs de l'accord prédisant au contraire « une forte hausse du chômage dans l'UE ». Devant les craintes exprimées par les opinions publiques européennes, de nombreux responsables européens critiquent l'accord ouvertement.

En réponse à l'hostilité affichée par l'administration américaine, l'UE lance de nouveaux chantiers du libre-échange. Des tractations sont reprises avec les pays du MERCOSUR. Un Accord économique et commercial global avec le Canada, le CETA, est adopté en 2017. Enfin, l'accord bilatéral le plus important est l'accord de commerce et d'investissement entre l'UE et le Japon, dit JEFTA, signé en 2018. En avril 2019, le Conseil de l'UE autorise la Commission européenne à ouvrir de nouvelles négociations commerciales avec les États-Unis, mais plus limitées (ne concernant ni les produits agricoles, ni les marchés publics).

Ainsi, ce projet de construction d'un « OTAN économique » (Hillary Clinton) a été le révélateur d'un véritable tournant géopolitique dans la politique extérieure américaine : en arrimant définitivement l'UE aux politiques américaines contre les pays émergents. Le monde occidental cherche à juguler sa perte d'hégémonie dans un mode en plein bouleversement avec la montée des PED. Tels sont les enjeux actuels entre les Grands entre guerre économique* et coopération.

🕮 Références

- « À propos du TTIP », Site officiel de la Commission européenne, 1er avril 2015 (en ligne).
- « Dossier : Grand marché transatlantique », *Le Monde diplomatique*, 27 mai 2014 (en ligne).
- Thomas Porcher et Frédéric Farah, *TAFTA : l'accord du plus fort*, Max Milo, 2014.
- Jacques Sapir, « Les effets catastrophiques du traité transatlantique », marianne.net, 6 avril 2015 (en ligne).

➢ Voir entrées

FMN, Altermondialistes, Guerre économique, Organisations internationales, Organisations régionales, Puissance continentale.

Bibliographie générale

Aron R., *Paix et guerre entre les nations,* Paris, Calmann-Lévy, 1962.
Autrand F., Bély L. et Richefort I. (dir.), *L'Invention de la diplomatie, Moyen Âge-Temps modernes,* Paris, PUF, 1995.
Badie B., *La Fin des territoires, Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995.
Badie B. et Smouts M.-C., *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Dalloz, 1992.
Battistella D., *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 (réed.).
Boniface P., *La géopolitique, 50 fiches pour comprendre l'actualité*, Paris, Eyrolles, 2020 (7e éd.).
Boyer B., *Cyberstratégie. L'art de la guerre numérique*, Paris, Nuvis, 2012.
Braudel F., *La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 2017 (1re éd. 1949).
Brzezinski Z., *Le Grand Échiquier,* Paris, Hachette, 1997.
Buhler P., *La Puissance au XXIe siècle,* Paris, CNRS, 2011.
Chaliand G. (dir.), *Dictionnaire de stratégie,* Paris, Perrin, 1998.
Chauprade A., *Dictionnaire de géopolitique. États, Concepts, Acteurs*, Paris, Ellipses, 1998.
Introduction à l'analyse géopolitique, Paris, Ellipses, 1999.
Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire, Paris, Ellipses, 2003.
Clausewitz C. Von, *De la guerre,* trad. Waquet N., Paris, Rivages, 2014.
Claval P., *Espace et pouvoir,* Paris, PUF, 1981.
Géopolitique et Géostratégie, Paris, Nathan Université, 1994.
Couteau-Bégarie H. et Motte M., *Approches de la géopolitique, de l'Antiquité au XXIe siècle*, Paris, Economica, 2013.
Defay A., *La Géopolitique,* Paris, PUF, 2005.
Dussouy G., *Les théories géopolitiques. Traité de relations internationales*, Paris, L'Harmattan, 2006.
Encel F., *Horizons géopolitiques,* Paris, Seuil, 2009.
Esambert B., *La Guerre économique mondiale,* Paris, Olivier Orban, 1992.
Foucher M., *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991.
Le Retour des frontières, Paris, Perrin, 2016.
Frank R., *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012.
Fukuyama F., *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.
Gallois P.-M., *Géopolitique. Les voies de la puissance*, Paris, Plon, 1990.
Gauchon P., *Le Monde. Manuel de géopolitique et de géoéconomie*, Paris, PUF, 2008.
Gauchon P., Delannoy S. et Huissoud J.-M., *Dictionnaire de géopolitique et de géoéconomie*, Paris, PUF, 2011.
Gauchon P. et Huissoud J.-M. (dir), *Les 100 Mots de la géopolitique,* Paris, PUF, 2019 (5e éd.).
Ghorra-Gobin C. (dir.), *Dictionnaire des mondialisations,* Paris, Armand Colin, 2016.
Giblin B. (dir.), *Les Conflits dans le monde. Approche géopolitique*, Paris, Armand Colin, 2016.
Gottman J., *La Politique des États et leur géographie*, Paris, Armand Colin.
Grataloup C., *Introduction à la géohistoire,* Paris, Armand Colin, 2015.
Harbulot C., *Le Manuel de l'intelligence économique. Comprendre la guerre économique*, Paris, PUF, 2015.
Huntington, *Le Choc des civilisations,* Paris, Odile Jacob, 1996.
Korinman M., *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Paris, Fayard, 1990.
Lacoste Y*., La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, Libraire F. Maspero, 1976.
Dictionnaire de géopolitique, Paris, Flammarion, 1995.
Lasserre F., Gonon E., Mottet E., *Manuel de géopolitique, Enjeux de pouvoir sur des territoires,* Paris, Armand Colin, 2016 (2e éd.).
Lorot P. et Daguzan J.-F., *Guerre et économie,* Paris, Ellipses, 2003.
Louis Florian, *Les Grands Théoriciens de la géopolitique*, Paris, PUF, 2016.
Montbrial de T., *Géographie politique,* Paris, PUF, 2006.
Moreau-Defarges P., *Dictionnaire de géopolitique,* Paris, Armand Colin, 2002.
Introduction à la géopolitique, Paris, Seuil, 2009.
Nye J*., Le Leadership américain. Quand les règles du jeu changent*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1992.
Raffestin C., *Pour une géographie du pouvoir,* Paris, Litec, 1980.
Ratzel F., *La Géographie politique. Les concepts fondamentaux*, Paris, Fayard, 1987.
Rosière S., *Géographie politique et géopolitique*, Paris, Ellipses, 2003.
Subra P., *Géopolitique de l'aménagement du territoire*, Paris, Armand Colin, 2014 (2e éd.).
Tellenne C., *Introduction à la géopolitique,* Paris, La Découverte, 2019.

Thual F., *Méthodes de la géopolitique,* Paris, Ellipses, 1996.
Zajec O., *Introduction à l'analyse géopolitique. Histoire, outils, méthodes*, Paris, Éditions du Rocher, 2013.

Table des matières

Introduction

I. Penser la géopolitique : les concepts

1. Géopolitique
2. Géostratégie
3. Géoéconomie
4. *Geopolitik*, l'école allemande
5. *Geopolitics*, l'école anglo-saxonne
6. L'école française de géopolitique
7. La puissance maritime, le *Sea Power*
8. La puissance continentale, à la recherche du « pivot de l'histoire » et du *Heartland*
9. Le *Rimland*, l'anneau des côtes
10. Le modèle Centre/Périphérie
11. Enclavement
12. Insularité
13. L'espace : de l'« espace vital » à l'espace « approprié »
14. Souveraineté
15. Impérialisme
16. « Déclin de l'Occident » et « basculement du monde », la peur du déclin
17. Endiguement et dominos, les théories de l'affrontement à l'heure de la bipolarisation
18. La « Fin de l'histoire »
19. Le « Choc des civilisations »
20. Le « Grand Jeu »
21. Les formes de la puissance : *Hard power, soft power* et *smart power*
22. La polarité de la puissance : Superpuissances, hyperpuissance, nouvelles puissances
23. Droit des peuples et Droits de l'homme, les fondements du droit international
24. Mondialisation
25. Économie-monde, économie mondialisée et système-monde : interdépendance et interconnexion dans la mondialisation
26. Américanisation
27. La balkanisation, processus de fragmentation du monde
28. La paix, l'équilibre de la puissance
29. Guerre juste

II. Les acteurs de la géopolitique

30. État
31. Empire
32. Gouvernance mondiale
33. Organisations internationales
34. Organisations régionales
35. Région
36. Les grandes puissances : Triade, nouvelle Triade et nouvel ordre mondial
37. Émergents, BRICS, Dragons et Tigres
38. Une « diplomatie de clubs », du G7 au G20
39. Du Tiers-Monde au G77 : une voix et une nouvelle voie pour les PED ?

40. Armée
41. Le CMI (complexe militaro-industriel)
42. FMN ou FTN ?
43. Les GAFAM, géants du numérique
44. Les fonds souverains, nouveaux acteurs de l'économie mondiale
45. Les fonds vautours
46. Lobbies et groupes de pression
47. État failli, État voyou
48. Le crime organisé
49. Réseaux terroristes
50. Religions (pratiquants et institutions)
51. Médias
52. Diasporas
53. Minorités
54. ONG
55. Altermondialistes et « société civile globale »

III. Les conflits

56. Conflits
57. Guerre conventionnelle
58. Guerre nucléaire
59. La RMA (*Revolution in Military Affairs*) et les nouvelles menaces
60. Guerre préventive
61. Guerre chirurgicale
62. Conflits de basse intensité
63. Guérillas
64. Révoltes, Révolutions et Printemps
65. Guerres de religion
66. Terrorisme
67. Piraterie moderne
68. Risques
69. Guerre économique
70. Embargo
71. Ingérence
72. Cyberguerres et cyberattaques
73. Guerre de l'information

IV. Les enjeux

74. Frontières
75. Murs et clôtures
76. Territoires
77. Espaces maritimes
78. Eau
79. Pêche
80. Démographie
81. Migrations
82. *Brain Drain,* la capacité d'attraction
83. Le sport, un enjeu géopolitique majeur
84. Technologies
85. Airs
86. Transports
87. Forêt
88. Ressources minières et terres rares
89. Tourisme
90. Langues

91. Religion
92. Environnement
93. Santé
94. Alimentation
95. Énergies
96. Espace (cosmique)
97. Cyberespace
98. Drogues
99. Culture et patrimoine
100. TAFTA (Traité de libre-échange transatlantique)

Bibliographie générale